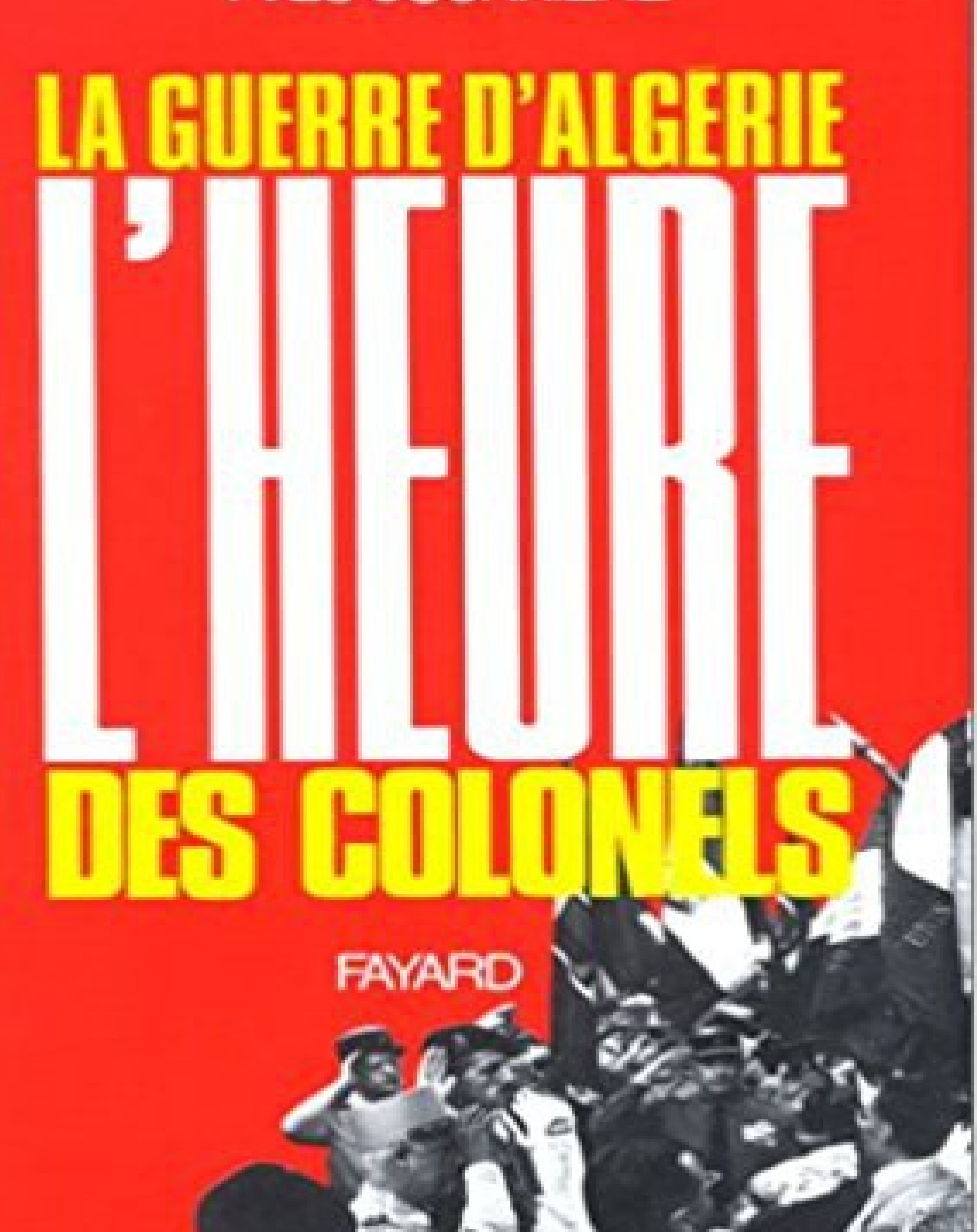
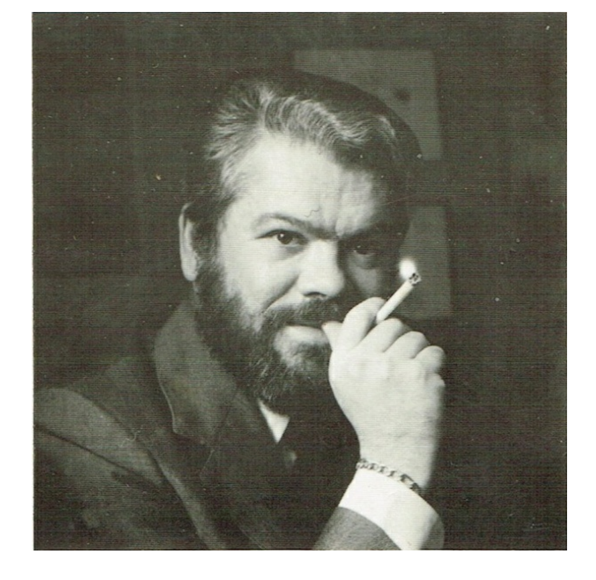

YVES COURRIERE
LA GUERRE D'ALGERIE
L'HEURE
DES COLONELS
FAYARD



L'heure des colonels sonne à la grande horloge de l'Histoire, de 1957 au début de l'année 1960. C'est de cette période cruciale de la guerre d'Algérie qu'Yves Courrière traite dans ce troisième volume. En historien, mais aussi en témoin pour certains des événements les plus importants, il fait revivre des personnages étonnants du « général » Bellounis au colonel Trinquier, du colonel Krim Belkacem aux colonels Gardes et Argoud. Il reconstitue entre autres les aventures extraordinaires que furent Melouza, La Bleuïte, « le 13 Mai » et ses colonels, il évoque les espoirs, les illusions, les déceptions, qui conduiront, dans un contexte de complots et d'assassinats — tant du côté F.L.N. que du côté français — au drame des BARRICADES.
À « l'heure des colonels » la peau d'un homme... ou d'une république, ne vaut pas cher.

Yves Courrière est né le 1935 à Paris. Ecrivain, journaliste, il a « couvert » depuis 1957 tous les points chauds du monde. Il obtient en 1966 le prix Albert-Londres.
En 1967, il entreprend la rédaction de La Guerre d'Algérie, *ouvrage couronné par l'Académie française, qui reçoit du public et de la critique un accueil enthousiaste.*

Parus à la librairie Fayard

Du même auteur :

LA GUERRE D'ALGÉRIE – I
LES FILS DE LA TOUSSAINT

LA GUERRE D'ALGÉRIE – II
LE TEMPS DES LÉOPARDS

LA GUERRE D'ALGÉRIE – IV
LA FIN D'UN EMPIRE

LA GUERRE D'ALGÉRIE EN IMAGES

LE ROMAN DES HAUTS DE SAINT JEAN *(roman)*

L'HOMME QUI COURT

Yves Courrière

LA GUERRE D'ALGÉRIE – III

L'HEURE DES COLONELS

Préface
de
Joseph Kessel
de l'Académie française

Fayard

À Joseph Kessel

En ce temps de trouble et de misère
Frères, ne jugez pas vos *frères.*

M. CHOLOKHOV.

Celui qui ne sait pas est un imbécile,
Mais celui qui sait et qui ne dit rien est un criminel.

B. BRECHT.

Table

PRÉFACE

PREMIERE PARTIE
Le dernier quart d'heure

DEUXIEME PARTIE
L'illusion

TROISIEME PARTIE
L'angoisse

QUATRIEME PARTIE
La révolte

Remerciements
Annexe
Réferences Bibliographiques

PREMIÈRE PARTIE

« LE DERNIER QUART D'HEURE »

C’est la fuite. La panique. À grands coups de pied, les léopards détruisent la fourmilière d’Alger. L’organisation rebelle de Yacef, cette petite merveille de réseaux enchevêtrés, de caches subtiles, de commandos résolus, s’écroule par grands pans. Les paras sont partout. Le dimanche 24 février 1957, les membres du C.C.E., le Comité de coordination et d'exécution du F.L.N., ont compris le danger. Krim Belkacem, Ben Khedda, Abane Ramdane, Saad Dahlab et Ben M’Hidi ont décidé de quitter la ville. Ils sont à la merci d’un renseignement, d’une descente de police. Traqués depuis plusieurs jours les patrons de la révolution doivent se rendre à l’évidence : leur sécurité n’est plus assurée.

La grève insurrectionnelle du 28 janvier a été une erreur monumentale. Si elle a attiré l'attention du monde sur le problème algérien, la réaction des paras, qui se sont vu confier le maintien de l’ordre, a été telle qu’il faut envisager l’échec. Désormais la révolution doit être dirigée de l’extérieur. Le 25 février, c’est le départ. Yacef Saadi reste seul. Sans consignes. Il va tenter d’échapper au filet qui se resserre autour de lui. Il va faire vivre à Alger les heures les plus tragiques de son existence. Œil pour œil, dent pour dent. Explosions en série, liquidations, crimes, viols, vols, tortures. Paras et terroristes transforment la ville en un champ de bataille où la ruse, la déduction, l’extorsion d’aveux par tous les moyens, jouent le rôle principal. « C'est le sang et la merde, a dit Bigeard, le plus célèbre des léopards, mais tant pis, il faut que nous gagnions. » Ils gagneront. Mais à quel prix !

Au moment de partir. Ben M’Hidi a été arrêté dans son refuge de la rue Claude-Debussy. Ses compagnons ne le reverront jamais. Ben Khedda, plus heureux, a quitté son studio du boulevard Saint-Saëns quelques heures avant l’arrivée des parachutistes. Il sortira d’Alger par ses propres moyens. Krim et Abane sont conduits à Blida dans la 2 CV de leur amie, Mme Chaulet, dont le mari vient d’être arrêté par la D.S.T. une heure avant son départ ! La révolution algérienne a frôlé la catastrophe...

Dans la petite huilerie de la banlieue de Blida où ils ont retrouvé des guides fournis par la wilaya 4, les quatre chefs de la révolution se séparent. Il faut tout envisager. Abane et Saad Dahlab gagneront le Maroc. Krim et Ben Khedda la Tunisie. À pied. Et le chemin est périlleux. Ben M’Hidi arrêté, il ne reste que deux têtes à la révolution : Krim, le montagnard, le maquisard d’avant le 1er novembre 1954[1], dernier des Fils de la Toussaint encore libres, et Abane, la tête politique, l'homme qui a mis sur pied la plate-forme de la Soummam, véritable colonne vertébrale de la révolution algérienne. Ben Khedda et Saad Dahlab sont pour l’heure des « concessions politiques » faites lors du congrès de la Soummam aux centralistes du vieux M.T.L.D. (qui ont rejoint le F.L.N.[2]). Alors Krim et Abane, seuls à pouvoir diriger les maquisards de l’intérieur, ne doivent pas risquer de se faire prendre ensemble. Ils se séparent. Rendez-vous à Tunis. Quand ? Quand Allah le voudra !

Un brouillard épais noyait le djebel autour de Fort-National. Le printemps qui s’annonçait à Alger n’était pas parvenu sur les hauteurs kabyles. C’était encore le règne de la boue et l’humidité laquait les rochers affleurant les pentes raides et désolées où la caravane progressait. Malgré leur connaissance du terrain les hommes butaient parfois sur des souches d’olivier, glissaient sur la pierraille. Par bonheur, la nuit qui se terminait protégeait encore leur marche. Et l'aube ne parvenait pas à percer le brouillard. En tête

du groupe, un guide d'Ouled-Moussa chantonnait. Pour lui tout était simple. Malgré l'ombre, malgré la brume, il se dirigeait comme en pleine lumière. Chaque rocher découpé, chaque olivier tordu, chaque amas de pierres lui indiquait le chemin. Il lui semblait possible de reconnaître la région en posant seulement la semelle de ses espadrilles détrempées sur cette terre kabyle dont il savait les moindres ravines, les crêtes les plus étroites, les grottes les plus secrètes. Et il chantait.

« Arrête de chanter, Aomar, et dis-moi plutôt si nous sommes encore loin d'Igoufaf ? demanda Krim.

— Encore une heure, une heure et demie à marcher, répondit l'homme. Mais je ne peux pas m'arrêter de chanter sinon je ne serais plus Mouabnachid !

— C'est bien. Chante. Mais pas trop fort. Et guide-nous au plus court ! »

Krim sourit. Mouahnachid : la chanson ! Oudni Aomar méritait bien son surnom. Toujours de bonne humeur. Il chantait du matin au soir. Krim le connaissait depuis longtemps. C'était un des rares survivants du maquis de 1947. Déjà dix ans qu'il tenait la montagne dans cette région qui n'avait jamais connu le calme. Le grand-père de Krim lui avait raconté lorsqu'il était enfant la grande révolte kabyle de 1870. Icherridène était de l'autre côté de la crête. Et là, à cette époque, on avait beaucoup souffert.

Cela faisait près d'un mois que Krim, Ben Khedda et leurs quinze hommes d'escorte marchaient. Et ils n'étaient qu'à Fort-National. À vol d'oiseau, à peine à 120 kilomètres d'Alger ! Mais Krim, pour déjouer les pièges, ne négligeait aucune précaution. Il savait que toute la région algéroise et la Grande Kabylie étaient ratissées par des unités françaises qui, profitant des succès des léopards à Alger, ne voulaient laisser échapper aucun de ceux qui fuyaient la ville pour gagner le maquis. Il fallait éviter le contact à tout prix. L'arrestation de Ben M'Hidi avait bouleversé Krim. C'était son dernier compagnon du 1er novembre. Dans son portefeuille, le chef kabyle gardait précieusement la photo prise à Bab-el-Oued, le dimanche précédant l'insurrection de novembre 1954. Ben Boulaïd, le chef de l'Aurès, et Didouche, responsable du Constantinois, étaient morts au combat. Bitat, Boudiaf et Ben M'Hidi avaient été arrêtés. Les uns après les autres. Il était le dernier. Il lui fallait gagner la Tunisie sain et sauf pour « relancer » et réorganiser la révolution. Et ce n'était pas facile.

Pour éviter les barrages le groupe marchait à travers le djebel, routes et pistes lui étaient interdites. Le relief accidenté ne simplifiait pas la tâche. Lignes de crêtes, ravins, lits d'oued, pentes escarpées. C'était le prix de la sécurité. La veille, à un kilomètre de Fort-National, ils avaient failli se faire prendre. Et pourtant le village était calme. Pas de militaires en vue et des amis partout. Dormant le jour, marchant la nuit, Krim et Ben Khedda se reposaient dans une cache creusée sous une maison lorsqu'ils avaient été réveillés par des cris. Une section de militaires français venait ramasser les gosses pour les mener à l'école de la S.A.S. voisine, « cassant » ainsi l'ordre de grève lancé par le F.L.N. Krim et Ben Khedda, pistolet au poing, entendaient les soldats aller et venir au-dessus de leurs têtes. La cache n'avait pas de double issue. Le groupe d'escorte des deux chefs F.L.N. s'était replié à une cinquantaine de mètres du village et surveillait le déroulement de l'opération, prêt à intervenir. Jamais Krim ni Ben Khedda n'avaient autant regretté une de leurs décisions. Cet ordre de grève, qu'ils avaient eux-mêmes donné, risquait de les faire prendre ! Heureusement le lieutenant, un jeune à calot, ne s'occupait que des gosses. Il en réunit une dizaine, les embarqua sur son camion et leva

le camp !

Malgré l'heureuse issue de l'incident, Krim restait inquiet. La « bataille d'Alger » et l'extraordinaire ambiance qui régnait, faite de nervosité, de tension, de peur aussi devant l'âpreté du combat, suffisaient à expliquer cette inquiétude. Pourtant c'était l'imprudence de certains de ses lieutenants que Krim redoutait pardessus tout. La nouvelle qui l'attendait à Igoufaf n'allait pas manquer de justifier ses craintes.

C'est à Igoufaf, pauvre village perché sur la montagne à 8 kilomètres de Michelet, que Mohammedi Saïd, chef de la wilaya 3, avait établi son P.C. Mohammedi était une créature de Krim qui l'avait placé à la tête de la wilaya kabyle lorsqu'il avait dû quitter le maquis pour gagner Alger et présider avec ses compagnons du C.C.E. aux destinées de la révolution. Krim avait été séduit par la faconde de Mohammedi Saïd. Celui-ci, ancien agent de la L.V.F., avait fait valoir son expérience au cours de la seconde guerre mondiale. En outre, il était très pieux, ce qui pouvait faciliter les contacts avec une certaine couche de la population, encore que la Kabylie soit la région la moins religieuse d'Algérie. Krim en avait fait d'abord son adjoint, puis son successeur. Mais après quelques mois de commandement il s'était aperçu que, sous les ordres de Mohammedi, la wilaya 3 s'amollissait. Les vertus militaires dont le gros Kabyle se parait semblaient limitées à cet énorme casque de la Wehrmacht qu'il coiffait en permanence. Quant à ses qualités religieuses elles tournaient à la religiosité. C'est bien simple : en wilaya 3, on ne combattait plus, on priait. Et sur ordre encore ! Heureusement que, dans l'est de la wilaya, le terrible Amirouche ne relâchait pas son emprise ; mais lui aussi avait donné des soucis à Krim. Son ardeur au combat, sa foi en la révolution, son désir de voir la population tout entière dévouée au F.L.N. l'avaient poussé à commettre certains excès dont la Cause avait terriblement souffert[3]. Pourtant, dans l'esprit de Krim, c'était l'homme qu'il fallait à la tête d'une wilaya en plein essor. Cela ferait partie des problèmes à régler au calme à Tunis.

À peine arrivé à Igoufaf, le 20 mars, Krim Belkacem apprit que Mohammedi Saïd avait convoqué tous ses chefs de zone.

« Ça va être une surprise et un honneur pour eux, dit Mohammedi, d'être inspectés par Krim et Ben Khedda.

— Comment va la situation ? interrogea Krim.

— Pour l'instant, bien. Je viens de recevoir le premier convoi d'armes venu de Tunisie. Plusieurs mulets chargés de fusils anglais, quelques F.M. et des munitions. Amirouche, qui est à Tunis pour trouver des armes, semble avoir réussi.

— Et les combats ?

— Pas grand-chose. Les paras sont bloqués à Alger. Cela nous permet de respirer. Les troupes de secteur ratissent comme d'habitude mais nos « choufs » qui guettent autour des postes nous préviennent de la moindre sortie. On va pouvoir tenir tranquillement notre réunion. D'autant que les chefs de zone auront eu le temps de préparer leurs rapports. Je les ai prévenus depuis deux mois. »

Krim crut s'étrangler avec le café qu'un *djoundi* venait de lui servir.

« Tu ne veux pas dire que depuis deux mois tu as prévenu tous les chefs de zone qu'une réunion se tiendrait à la fin du mois de mars ?

— Mais si. C'est cela. J'ai dit précisément : à la fin du mois de mars.

— À Igoufaf ?

— À Igoufaf ! »

La scène fut terrible. Ben Khedda n'avait jamais entendu Krim crier si fort. Le calme pharmacien de Blida put alors constater l'emprise du chef kabyle sur les combattants de l'intérieur. Personne n'aurait pu traiter pareillement un colonel de wilaya. Krim, pour l'instant, était bien le véritable chef de l'A.L.N.

Lorsqu'il se fut un peu calmé il essaya de démontrer à Mohammedi sa folle imprudence.

« Deux mois à l'avance, c'est de la démence ! Il s'en passe des choses en deux mois. Donner ainsi le lieu et la date d'une pareille réunion, c'est se jeter dans la gueule du loup !

— Mais mes chefs de zone sont des hommes de confiance, protesta Mohammedi, tu les connais tous. C'est toi qui as nommé la plupart d'entre eux.

— Bien sûr qu'on a confiance en eux. Mais les fuites. Et les bavardages. Et un prisonnier qui sait et qui est torturé. Qu'est-ce que tu en fais ? Hein ? Il ne faut pas prendre les Français pour des imbéciles. Les réseaux d'Alger qui pourtant prennent d'autres précautions tombent les uns après les autres. Ben M'Hidi a dû être pris à cause d'une imprudence idiote comme la tienne ! Enfin le mal est fait. Le jour est levé, on va donc rester ici, mais ce soir je file.

— Tu ne peux pas ne pas les voir.

— Je verrai ceux qui sont arrivés. Et puis ça suffit ! »

La colère le reprenait. Il jeta à terre le béret qui le
coiffait.

« Tu vois un peu le beau coup de filet. Ben Khedda et Krim, membres du C.C.E., Mohammedi — ce crétin de Mohammedi —, colonel de la wilaya 3, et tous les chefs de zone de Kabylie. Il aurait de l'avancement, le colonel qui réussirait l'opération ! Et tant de risques pour une idiotie ! Allons, prépare-nous une escorte reposée et bien armée. Et donne-nous à manger. Ce soir, à minuit au plus tard, on s'en va ! »

Mohammedi, qui s'était enfin aperçu des terribles conséquences que pouvait entraîner son erreur, prit toutes les précautions nécessaires à assurer la protection de ses encombrants « hôtes de marque ». Après s'être reposé quelques heures et avoir bâclé la réunion avec Yazourène, chef de la zone 2, et les chefs de zone venus de Djidjelli, Krim, suivi de Ben Khedda, donna le signal du départ. Il était minuit moins dix, le 21 mars 1957.

Mohammedi, voyant disparaître à un tournant de la piste qui conduisait au djebel le dernier des cinquante hommes d'escorte fournis aux membres du C.C.E., souleva son casque allemand et s'épongea le front.

« À Alger, ça doit être terrible, pensa-t-il, je n'ai jamais vu Krim si nerveux. Il était temps qu'il parte. »

Après une heure de marche, Krim fit stopper la caravane.

« Que se passe-t-il ? demanda Ben Khedda.

— Je ne sais pas mais je ne suis pas tranquille. Je « sens » les Français. »

Il renifla d'une façon comique. Un sourire éclaira le visage triste de Ben Khedda qui

profitait de la pause pour essuyer ses lunettes à verres fumés.

« Ne t'en fais pas, dit-il rassurant. On n'est plus à Alger. Notre escorte est importante. Même s'il y avait une opération-éclair on entendrait les hélicoptères. Et avec ce brouillard on ne risque pas grand-chose !

— Tu as sans doute raison mais je ne peux m'empêcher d'avoir un pressentiment. »

Krim se tourna vers Mouahnachid-la-Chanson.

« Qu'y a-t-il après cette crête ?

— Encore une autre. Puis ce sera la plaine. À partir de là, c'est beaucoup moins dur.

— On va donc se trouver à découvert dans la plaine au lever du jour. C'est trop dangereux. Arrêtons-nous dans cette mechta et attendons demain soir. On n'a pas beaucoup dormi chez Mohammedi, on pourra un peu récupérer.

— Comme tu voudras. »

Ben Khedda et Krim contrôlèrent l'emplacement des sentinelles sur les pitons alentour et aux extrémités de la mechta puis, s'enroulant dans une couverture, ils s'endormirent.

Le capitaine de Maricault, du 7e B.C.A., jura. Il venait de glisser sur un rocher.

« Avec ce satané brouillard, on ne distingue rien, dit-il. Wohlgemut, où est-on maintenant ?

— Près d'Aït-Kheir, mon capitaine, répondit le chasseur alsacien.

— C'est ce petit village près de la crête ?

— Non, mon capitaine, c'est un peu plus bas.

— Alors continuons, notre objectif est Aït-Kheir. »

À 1 heure du matin, le colonel Dalstein, commandant la demi-brigade des chasseurs alpins, avait déclenché une opération importante où il avait engagé plus de quinze cents hommes. Depuis plusieurs jours, des O.R.[4] lui apportaient des renseignements qui se recoupaient. Deux fellaghas prisonniers avaient avoué au cours de leur interrogatoire qu'une forte concentration de l'A.L.N. se trouvait dans les Aït-Fraoucène. En outre, la population avait signalé des mouvements de bandes rebelles puissamment armées dans la vallée du Haut-Sebaou.

« C'est l'ancienne région d'Ouamrane, avait-il pensé. Dommage que d'après nos renseignements il soit parti pour Tunis, j'aurais bien aimé le coincer. Mais on peut tout de même pêcher du gros poisson. »

À 3 heures du matin, ce 22 mars 1957, le colonel Dalstein repéra sur la carte les positions de ses troupes. Trois compagnies du bataillon de chasseurs alpins, deux compagnies du 7e C.A., une compagnie du 27e C.A., appuyées par des tirailleurs sénégalais du 13e R.T.S., un escadron du hussards, des gendarmes mobiles et des harkis algériens, encerclaient une zone de vingt-cinq kilomètres carrés comprise entre Fort-National, Mekla et Michelet. Les troupes étaient un peu hétéroclites mais le colonel était persuadé que ses chasseurs feraient aussi bien que les parachutistes dont les exploits généreusement relatés par les quotidiens d'Alger finissaient par agacer la fierté des montagnards.

« Nos bérets bleus valent bien leurs bérets bleu cerise... »

Le colonel avait respecté la tradition des chasseurs qui veut que l'adjectif rouge ne soit jamais prononcé entre alpins.

« Si nos renseignements sont bons, murmura le colonel, en suivant sur la carte les positions de ses hommes du bout de son crayon, le gros des fells doit se trouver près d'Aït-Kheir. C'est Maricault qui va les accrocher. »

À 4 heures du matin une longue rafale de F.M. fit dresser Krim et Ben Khedda. Instinctivement ils s'étaient retrouvés le pistolet à la main. Pour Krim ce réflexe était une vieille habitude de maquisard. Mais Ben Khedda, peu familiarisé, dans sa paisible pharmacie de Blida, à ces pratiques guerrières, avait dû subir l'épreuve de la clandestinité de la « bataille d'Alger » et de la menace parachutiste toujours plus pressante pour l'acquérir. La fusillade était maintenant générale. les deux chefs F.L.N. se glissèrent hors de la mechta jusqu'à l'extrémité du village.

Mouahnachid était aux aguets, le fusil à la main. D'un bond, Krim le rejoignit.

« Il y a une section de Français, des chasseurs, qui suivent la piste du haut à deux cents mètres, précisa Mouahnachid. Ils semblent vouloir encercler le P.C. de Mohammedi.

— Ça se calme.

— Oui, je ne sais pas ce que ça veut dire. »

La fusillade avait cessé comme par enchantement. Seuls quelques coups de feu isolés troublaient le silence de la nuit. Deux *djounoud* en treillis kaki et casquette de laine rejoignirent le petit groupe.

« Ils refusent l'engagement, expliquèrent-ils. Ils se dirigent vers Aït-Kheir comme si on ne les intéressait pas. C'est notre protection qui les a accrochés.

— Eh bien, dit Krim à Ben Khedda, la fuite que je redoutais s'est produite. Ils en ont après Mohammedi et Yazourène. On l'a échappé belle.

— Ce n'est pas fini, ajouta Mouahnachid, un *moussbel*[5] qui est passé par le ravin signale que c'est plein de troupes depuis hier soir en face de Michelet.

— Alors maintenant il n'y a plus de doute, dit Ben Khedda. Les troupes du côté de Michelet, celles-ci qui ne ripostent que mollement et qui se dirigent dans la direction d'Igoufaf, c'est l'encerclement du P.C. de Mohammedi. Heureusement qu'ils sont nombreux et qu'ils viennent de recevoir des armes ! »

Ben Khedda ne s'était pas trompé. Si le capitaine de Maricâult avait donné l'ordre de ne pas poursuivre la bande qui les avait accrochés, c'était pour obéir aux consignes de l'opération : prendre position aux Aït-Kheir et boucler ainsi la nasse mise en place par le colonel Dalstein. On s'occuperait de ces isolés au retour.

Krim profita de cette accalmie miraculeuse pour faire replier ses hommes.

« Impossible d'avancer, expliqua-t-il au chef de section de protection. Devant, c'est plat, et le jour va se lever. Piquons droit au sud. On va suivre le lit de la rivière. »

La colonne se mit en marche, tournant le dos aux chasseurs français qui se dirigeaient vers l'ouest. Krim pensa qu'une fois encore la chance le servait.

« Ça s'est passé exactement de la même façon pour le congrès de la Soummam, dit-il à Ben Khedda qui n'y avait pas participé, on avait eu la baraka. On était en lisière d'opération. À quelques centaines de mètres du bouclage, mais à l'extérieur ! Comme aujourd'hui. »

Arrivés au village suivant, la troupe fit évacuer deux gourbis misérables où s'installèrent Krim, Ben Khedda et leurs gardes du corps. Les hommes qui n'avaient pu trouver un abri se plaquèrent contre des troncs d'olivier pour que l'aviation, qui, dès le

brouillard dissipé, allait appuyer l'opération, ne puisse les repérer.

« Ne tirez pas pour le plaisir, recommanda Krim, et ne courez pas. On a ainsi une chance de leur échapper. »

L'opération contre le P.C. de Mohammedi Saïd dura toute la journée. Les deux chefs en fuite en entendirent les échos. Les combats semblaient d'une violence extrême. Le soir venu, Krim donna le signal du départ. À marche forcée les cinquante hommes gagnèrent la région de Yakourène, pour éviter le choc en retour de l'opération. Les alpins accrochés à l'aller allaient s'en souvenir et tenter de retrouver la bande. Il fallait filer. Aller plus loin que ce qu'il était possible d'imaginer et laisser les Français ratisser le terrain déserté. Le plan réussit à merveille. Les hommes du capitaine de Maricault fouillèrent en vain les alentours de la crête où ils avaient été attaqués la nuit précédente. Mais leur déconvenue fut compensée par l'extraordinaire bilan de l'opération : cent trente-sept fellaghas tués, un blessé, quatre prisonniers. Maricault jubilait. Son bataillon s'était particulièrement illustré. Plusieurs fells au tapis. Un beau tableau de chasse. Un prisonnier lui signala que parmi les morts se trouvait Yazourène.

« C'est le chef du premier secteur de la wilaya 3 », précisa l'homme. Le capitaine de Maricault avait reconnu le cadavre aux deux étoiles rouges qui ornaient son blouson de cuir.

« Wohlgemut, je suis content de toi.

— Merci, mon capitaine. »

Le chasseur alsacien rosit de plaisir. En plein cœur du combat il s'était enfoncé seul dans la ravine au-dessus de laquelle se trouvaient ses camarades et, à la grenade, il avait débusqué les fells qui s'y trouvaient. Le F.M. en batterie avait fauché les rescapés.

« Tu seras proposé pour la valeur militaire », ajouta le capitaine. Car en cette année 1957, en Algérie, malgré la présence de plus de quatre cent mille hommes sous les drapeaux, ce n'était toujours pas la guerre, on ne pouvait donc pas décerner la croix de guerre. Alors on avait inventé une nouvelle décoration : la valeur militaire. La politique n'en était pas à une hypocrisie près. Et puis celle-là ne coûtait pas cher : une inscription au *Journal officiel*.

Quant au colonel Dalstein, il fut chaudement félicité par le commandant en chef, le général Salan. Il ignora toujours que le sort de deux des dirigeants de la révolution algérienne avait tenu à un léger mouvement de son crayon sur sa carte d'état-major. Quelques centimètres plus à droite et la carrière du futur signataire des accords d'Évian ainsi que celle du futur président du G.P.R.A. se seraient achevées sur une crête de Kabylie, à l'est d'Aït-Kheir !

Le surlendemain, Krim et Ben Khedda étaient encore à Yakourène. Ils avaient un problème d'importance à régler avant de reprendre leur route. En effet si Mohammedi Saïd et Yazourène étaient hors de combat, le chef kabyle ne pouvait gagner Tunis et devait reprendre le maquis.

« Tu partiras seul, expliqua-t-il à Ben Khedda. Je ne peux laisser la wilaya sans chef. Kaci et Amirouche sont à Tunis. Mohammedi et Yazourène sûrement morts. Il ne reste que moi. J'attendrai le retour d'Amirouche que je nommerai à la tête de la wilaya 3. Je vous rejoindrai ensuite.

L'agent de liaison que Krim avait envoyé aux nouvelles dans la région d'Igoufaf revint le 25 mars. Son rapport confirmait la violence du combat livré.

« Il y a plus de cent trente morts chez nous, dit-il. Une grande partie des armes du convoi a été prise par les Français qui ne semblent pas avoir eu de pertes importantes. Les nôtres ont tout de même abattu un petit avion d'observation. Yazourène est mort au combat. Mohammedi Saïd a réussi à décrocher. Il s'est replié dans le djebel au-delà de Michelet. »

L'imprudence de Mohammedi Saïd lui avait coûté cher. Mais il était sauf. Krim pouvait quitter l'Algérie. Le 25 mars au soir, Ben Khedda, Krim et l'escorte de protection quittèrent le refuge de Yakourène et se dirigèrent vers Test. Moins de 500 kilomètres les séparaient de la frontière tunisienne. Ils allaient pourtant mettre près de trois mois pour y parvenir.

Depuis qu'il avait cédé aux militaires les pouvoirs de police d'Alger, Robert Lacoste, ministre résidant, se sentait soulagé. Aux paras de se débrouiller avec cette affaire de terrorisme qui ensanglantait la ville. Et, ma foi, ils ne s'en « tiraient » pas mal. Les résultats étaient là. Il y avait, bien sûr, quelques « bavures ». Mais fait-on une omelette sans casser d'œufs ? Lacoste aimait la formule que lui dictait son solide bon sens. Et tant pis pour les bonnes âmes qui s'indignaient à Paris des méthodes employées à Alger par la 10e D.P., Guy Mollet, président du Conseil, et son ministre de la Défense nationale, Bourgès-Maunoury, couvraient tout et soutenaient sa politique. Il n'était pas homme à « se regarder le nombril » et n'entendait pas considérer le problème « torture » comme plus important que la campagne agraire ou la réforme communale. « Ici je fais une guerre “tous azimuts”, disait-il, je dois me battre sur tout et contre tous. »

Robert Lacoste était bien décidé à profiter de cette « bataille d'Alger[6] » que menaient pour lui les parachutistes de Massu pour mettre en place son plan de réformes. Depuis un an qu'il vivait en Algérie, il avait appris à connaître ses adversaires. Il avait remarqué — et bien d'autres, y compris Michel Debré, le feront après lui — que lorsque la situation militaire était bonne, que la population européenne d'Algérie se sentait rassurée, c'était le moment choisi par les groupes de pression ultras pour s'opposer à toute réforme. Que la situation se détériore, que la trouille gagne la population, et les oppositions se volatilisaient. Comme si inconsciemment les méfaits, les attentats, les crimes et les bombes posées par les rebelles algériens poussaient les plus réactionnaires des groupes européens à « leur » céder quelque chose. Lacoste avait défini sa politique : « La seule solution au problème algérien, avait-il estimé au début de l'année, consiste dans la poursuite du démantèlement de l'organisation rebelle et dans l'accélération de l'installation des délégations spéciales. »

Les dernières communes mixtes — placées sous l'autorité d'un administrateur — avaient été supprimées au début de l'année. C'était, dix ans après, l'application d'une des réformes les plus importantes du statut de 1947 ! Les communes mixtes avaient fait place à des communes de plein exercice. Mais là, Robert Lacoste avait buté. Le terrorisme, les combats qui opposaient dans le bled unités de l'A.L.N. aux forces de Salan empêchaient le déroulement d'élections municipales. Le ministre résidant avait contourné l'écueil en remplaçant les municipalités par des délégations spéciales souvent composées d'une majorité de musulmans. La réaction du F.L.N. ne s'était pas fait attendre : tout notable qui « participerait » à la réforme serait impitoyablement éliminé.

À Nédroma, douze musulmans qui devaient être installés à la tête de leur commune avaient été égorgés. Malgré cette menace — suivie d'effet —, Lacoste avait poursuivi son programme. La participation d'un grand nombre de musulmans à la gestion des affaires municipales, malgré le F.L.N. et surtout malgré l'opposition européenne, était sa seule chance de réussite.

« Il nous faut une troisième force, disait-il, et je l'aurai. Je transformerai la société. De gré ou de force ! »

Le syndicaliste « à tripe républicaine » reprenait le dessus. Matraque et réformes. C'était son plan. Cette troisième force, on allait lui courir après pendant des années. Soustelle y avait cru, Lacoste y croit, Delouvrier et Debré y croiront. Les mirages algériens ne se manifestent pas seulement au pied des dunes sahariennes !

Sa bataille, le ministre résidant voulait la gagner sur deux plans complémentaires : les réformes communales et administratives permettant à un plus grand nombre de musulmans d'accéder à la fonction publique, et la pacification qui libérerait les populations terrorisées de l'emprise du F.L.N. et les « mènerait à la France ».

Pour l'heure, Robert Lacoste se débattait avec un problème de protocole. Poursuivant la série de ses « tournées » dans les territoires d'outre-mer le général De Gaulle voulait effectuer un voyage d'information en Algérie. Pour une tuile, c'était une tuile ! Retiré de la vie publique depuis 1946, le général avait décidé de « reprendre contact » et de s'informer sur place des réalités et des espérances. Le gouvernement de Guy Mollet était furieux. Non qu'il craignît la « rentrée politique de l'ermite de Colombey » — chacun s'accordant à penser en cette année 1957 que De Gaulle « était fini » — mais la visite du général à Alger risquait de mal tourner. En effet il y était détesté par la population. Une vieille haine datant de la guerre. De Gaulle n'avait pas pardonné à la majorité des pieds-noirs d'avoir accueilli « affectueusement » le régime de Vichy, d'avoir soutenu le maréchal Pétain et sa propagande, d'avoir fourni à la Légion tout ce qu'Alger comptait de « respectables citoyens [7] ». De son côté, la population européenne d'Algérie ne lui avait pas pardonné d'avoir accordé en mars 1944 la citoyenneté française à soixante mille musulmans. Et puis, à Alger, on « tenait » pour Giraud et non pour De Gaulle.

C'est Michel Gorlin, le porte-parole de Lacoste — saint Michel Bouche-d'Or pour *Le Canard enchaîné* —, qui va régler avec Olivier Guichard les détails du voyage de De Gaulle. Bien sûr, le général veut Alger.

« Rien à faire, grommelle Lacoste, c'est pas le moment. On a déjà assez d'emmerdements comme ça... »

Car depuis le 6 février 1956 la population d'Alger a pris l'habitude de descendre dans la rue et de dicter sa politique à Paris. Il faut compter avec ses manifestations. Et Guy Mollet garde un souvenir cuisant de l'accueil que lui a réservé Alger la Blanche à l'aube de son gouvernement. Il sait de quoi elle est capable. Que De Gaulle vienne à Alger et ce sera la pagaille.

Lacoste est pris entre deux feux car il aime bien De Gaulle. Il a même pour lui une immense admiration. Dès son arrivée à Alger l'année précédente il a fait broder sur son fanion de ministre résidant une croix de Lorraine qui « annonce la couleur » auprès des armes d'Alger et des huit étoiles qu'il s'est décernées ! Et puis la plupart des membres de son cabinet sont issus de la Résistance. Alors, à Gorlin, un ancien de Bir-Hakeim, il dit :

« Quand même, le grand Charles c'est le grand Charles... débrouillons-nous. »

On propose au général de faire escale non à Alger mais à Colomb-Béchar. Il pourra ainsi visiter Hassi-Messaoud où le pétrole a jailli en 1956. De Gaulle a compris. Il proteste par Guichard interposé. Pour la forme. Si Alger est « impraticable », va pour le Sahara. Mais alors un Sahara officiel. Il exige que le ministre résidant l'attende au pied de la passerelle. C'est entendu. Et puis que Salan soit là. Bien sûr, il sera là. Comme d'habitude. Partout où est Lacoste, Salan suit. Une véritable ombre militaire, qui d'ailleurs commence à en avoir assez de ce rôle secondaire alors qu'en Algérie c'est l'armée qui fait tout, la guerre, la classe, la « nounou ». Mais c'est une autre histoire qui va commencer dans quatre mois. Donc Salan sera là. Et puis De Gaulle exige la plus belle chambre. À Colomb-Béchar ça compte. Il l'aura. Lacoste cède sur tout. Tout pourvu que le général n'aille pas à Alger !

Et De Gaulle arrive à bord du DC-4 que lui a offert le président Truman. Il fait une chaleur torride. Lacoste transpire dans son costume sombre. Salan toujours impeccable semble sortir d'une boîte. La chemise est fraîche, les plis bien marqués, les multiples rangées de décorations rutilent sur la poitrine, le cheveu est une neige bleutée. De Gaulle, lui, a vieilli. Sous le képi les tempes ont blanchi. Il porte une petite tenue de général de brigade. Un coup d'œil. Il est rasséréné. Tout le monde est là. En rang d'oignons. Bien sûr, c'est le Sahara mais à Maison-Blanche on n'aurait pu faire mieux. Résident général, généraux^ honneurs militaires et même vingt et un coups de canon : hommage à l'ancien chef de l'État et « fleur » de Lacoste au grand Charles. Et l'on passe en revue, et l'on visite, et l'on salue et l'on discourt. Chèches immaculés, gandouras splendides, les notables musulmans paradent au premier rang d'une foule enthousiaste et loqueteuse. Tapis de haute laine et drapeaux flottants pour la tribune : « Mon général, vous nous porterez chance comme vous nous avez porté chance pendant la guerre », s'écrie le chef de la confrérie de Kenadsa.

Le général répond : « Le Sahara est un ensemble qui est pour notre pays une chance immense. Il s'agit que nous ne le perdions pas. Et nous ne le perdrons pas presque uniquement grâce à l'armée française. » Petit coup de chapeau pour Salan.

De Gaulle montre sa satisfaction de l'accueil qui lui est réservé. Il n'a pas manqué de remarquer la croix de Lorraine sur le fanion de Lacoste. Il est sensible à l'hommage. Lacoste est curieux de savoir ce que pense De Gaulle de l'Algérie. Déjà. Il faut attendre le calme des salons de la résidence du territoire. La conversation est amicale, confiante. Les paroles du général résonnent encore aux oreilles de Robert Lacoste.

« Ici en Algérie, lui dit le général, vous faites ce qu'il faut faire. Et vous le faites bien. Alors, continuez. Et tirez-vous-en au mieux avec ceux de Paris... »

Le ton devient méprisant. Le « système » en prend pour son grade. Le général poursuit :

« Ils vous feront faire des conneries... Faites-les[8]. »

Un temps. Lacoste est attentif.

« Vous savez, tout cela sera très long, et la solution dépend de tout un ensemble. »

Un temps encore.

« Et de toute façon, le problème algérien ne se résoudra pas sans De Gaulle. »

Lacoste n'en est pas persuadé mais il se réjouit d'être à Colomb-Béchar plutôt qu'à Alger. L'hôte est encombrant. Heureusement que le sable du Sahara étouffe les sons.

Cette conversation filtrant à Alger où les murs du palais d'Été ont des oreilles, n'aurait pas calmé les esprits.

Visites, déjeuner, discours encore, réceptions civiles, réceptions militaires, De Gaulle veut tout voir, se faire tout expliquer. Lacoste et Salan suivent. Un bœuf, ce général. Rien ne le rebute, ni la technique ni les visites sous le soleil. Enfin, le lendemain, c'est terminé. Lacoste et Salan regagnent Alger. Gorlin dépouille la presse et respire : *L'Echo d'Alger* a consacré trois colonnes au voyage du général. En dernière page. Mais favorables !

Lacoste se carre dans le fond de sa voiture. Ouf ! tout s'est bien passé. « Eh bien, nous voilà tranquilles, confie-t-il à un membre de son cabinet. Il est parti. Et lui au moins ne reviendra pas de sitôt ! »

Lacoste, depuis son arrivée en février 1956, avait pris le problème algérien à bras-le-corps. Dans un premier temps il avait — lui le socialiste mal vu par la population et suspect aux yeux de l'armée — fait comprendre aux militaires que la guerre qui se menait en Algérie sans vouloir dire son nom n'était pas une guerre « comme les autres », que dans le djebel les chars étaient inutiles. On était bel et bien devant une guerre révolutionnaire. L'arrivée de Salan, l'« injection » d'officiers et de sous-officiers d'Indochine marqués au plus profond de leur être par les techniques « viets », lui ouvraient des horizons nouveaux. Avec eux il allait faire du bon boulot.

Le ministre résidant, qui était sans nul doute une bête politique connaissant tous les rouages, toutes les « combinazioni » de la IVe et s'en servant magistralement, voulait maintenant conquérir ces pieds-noirs qui le boudaient. Lorsque sa voiture passait au milieu d'un Alger indifférent il n'aimait pas ça. Il se renfrognait. Il voulait être populaire. Il fallait que ça change. En un an, il y était parvenu. La violence de la « bataille d'Alger », la carte blanche qu'il laissait en ville aux militaires y étaient pour beaucoup. Profitant de cet avantage, il allait essayer d'appliquer au cours de l'année 1957 l'idée maîtresse de son plan : lier l'Algérie à la France avec l'aide indispensable de l'armée. Et il devait avouer que Salan jouait le jeu.

Le commandant en chef, d'abord méfiant, avait constaté que le ministre résidant l'appuyait politiquement. Que Lacoste veuille être le « Clemenceau africain », comme l'appelait déjà, en 1956, le général Boyer de la Tour — qui par parenthèse aurait bien aimé ce poste de commandant en chef en Algérie —, le « Chinois » s'en moquait. En revanche, il appréciait son influence au sein du gouvernement Mollet. Grâce à elle, Salan avait obtenu près de cinq cent mille hommes, des moyens financiers extraordinaires, et surtout — chose étonnante lorsqu'on pense que le gouvernement est socialiste — l'appui du cabinet unanime à l'idée inflexible imposant l'écrasement de la rébellion algérienne comme préalable à toute mesure de réforme inspirée par une politique « juste et généreuse ». Idée qui, habilement répandue, ne manquait pas de plaire aux Européens d'Algérie dont la politique a toujours été « matons la révolution, on verra ensuite... ». Salan pouvait, en s'en servant, maintenir haut le fameux moral de l'armée dont on n'a pas fini d'entendre parler dans les mois qui viennent.

La 10e D.P. totalement engagée dans la « bataille d'Alger » dont le but était de décapiter une rébellion qui jusque-là avait eu l'initiative, les unités régionales devaient

se débrouiller par leurs propres moyens sans compter sur le « fer de lance » des régiments de parachutistes. À vrai dire, le commandant en chef, qui avait confiance en Massu pour gagner à Alger, voulait, avant de lancer une offensive généralisée contre les bandes rebelles privées du « cerveau algérois », faire comprendre à ses cadres et aux jeunes recrues qui arrivaient par bateaux entiers ce qu'était la guerre psychologique. Seule la parfaite connaissance de sa technique permettrait la réussite du plan de pacification qui devait lier pour toujours l'Algérie à la France. Guerre subversive, action psychologique, engagement de l'armée vis-à-vis des populations : on retrouve là les germes de toutes les crises qui — avec une grande régularité — vont désormais ébranler, révolter, diviser, parfois ensanglanter l'armée, l'Algérie, la nation.

Avant que l'heure des colonels Gardes, Argoud, Broizat, Lacheroy et autres Goussault soit arrivée, c'est le général Allard qui va, auprès de Salan, définir les grandes lignes de cette action psychologique. Un beau soldat, Allard. Il vient de commander à Constantine, où il a remis un peu d'ordre dans les bataillons et les unités d'une armée qui ne connaissait rien à la guerre subversive. Il a tenté de lui apprendre au moins une chose : ne pas mépriser l'ennemi sous prétexte qu'il se présente sous l'aspect de bandes hétéroclites sans uniforme et sans moyens. Il s'est heurté successivement à ses patrons Cherrière, puis Lorillot. Mais depuis que Salan a pris les rênes de l'armée, tous les espoirs sont permis. Allard fait partie de la maffia indochinoise. Il a été l'un des maréchaux d'Empire de De Lattre. Pas l'un des plus spectaculaires mais certainement l'un des plus efficaces. De Lattre, connaissant sa prodigieuse concentration, sa faculté d'abattre en une nuit le travail de trois jours, lui avait confié le soin de faire tourner « sa machine indochinoise ». C'est-à-dire de s'occuper de tout, effectifs, transports, communications, ravitaillement, équipement, de tout sauf de la stratégie et de la politique. En Algérie, Salan qui l'a connu en Indochine, qui a apprécié l'esprit d'obéissance aux patrons qui caractérise ce colosse aux yeux clairs, à la bouche sévère, au front intelligent et au ventre plat, va lui permettre de prendre sa revanche. Allard commande le corps d'armée d'Alger mais il va surtout s'occuper de définir, de mettre sur pied, d'expliquer d'abord à l'Algérie, puis à la France, enfin, mais plus tard, aux alliés de l'O.T.A.N., les subtilités de cette guerre psychologique que livre l'armée, « dernier garant de la civilisation occidentale en Afrique du Nord ».

En se servant de son expérience indochinoise, en l'appliquant à ce qu'il a vu dans l'Est algérien, berceau de la rébellion, à ce qu'il sait des chefs de la révolution à travers les milliers d'informations que les paras extorquent par tous les moyens à Alger, il trace les grandes lignes de l'action psychologique, armature indispensable d'une pacification réussie. Allard épluche tout. Les rapports, les comptes rendus d'opérations, l'évolution de la situation région par région. Il sait depuis longtemps — depuis 1954 où, avec le colonel Gardes, il a vu le retour des prisonniers du Viet-Minh portant sur leurs corps et surtout dans leurs cerveaux, les stigmates de la propagande et de l'action psychologique viets, où il a pu constater au cours des entretiens avec le commandement ennemi la perfection de son organisation et sa maîtrise en guerre subversive — que dans la guerre révolutionnaire l'action militaire pure cède le pas à l'action psychologique, à la propagande, à l'action policière, aux contacts humains avec les populations qu'il faut aider grâce à une action sociale et économique importante. Allard engrange cette masse d'informations, de bilans, de critiques aussi, et il présente au commandant en chef le plan

de pacification qui va servir des mois durant. Puis avec cet extraordinaire esprit de synthèse qui l'a fait apprécier de De Lattre et de Salan, le résume en deux mots : DÉTRUIRE - CONSTRUIRE.

Là réside tout le secret de la victoire. Il faut d'abord, d'après cet évangile selon Allard, démanteler et supprimer l'armature politico-administrative rebelle. On s'y emploie à Alger. IL faudra poursuivre sur le terrain. Que chaque région, chaque secteur d'Algérie ait lui aussi sa petite bataille d'Alger. Objectif principal : l'O.P.A.[9], qui prend en main, endoctrine et souvent terrorise la population. Là ressort encore une fois le fameux « poisson dans l'eau » de Mao Tsé Toung, que tout le monde cite et que personne — ou presque — n'a lu en Algérie. Si l'on détruit l'O.P.A., les rebelles ne pourront plus se déplacer au milieu de la population « comme des poissons dans l'eau ». Et ils mourront étouffés. Ce qui fera dire à certain colonel qu'« il n'y a qu'à enlever l'eau » ! Ce qui, aussi, sera appliqué dans certaines régions !

L'objectif n° 1 de l'armée est donc de libérer la population du « manteau de peur » qui la paralyse. Le général Allard est forcé de convenir que cette mission a un caractère plus policier que guerrier. Mais depuis que des bombes éclatent à Alger et que la rébellion a gagné tout le pays, la notion de para-flic étendue à celle de militaire-flic ne fait plus peur à l'armée. Détruire, c'est aussi pourchasser et anéantir les bandes de l'A.L.N. qui constituent non le système nerveux, mais l'un des principaux moyens d'action de la rébellion, qui lui permettent de montrer sa force et de faire peser la menace sur la population. Là, on est plus à l'aise. C'est la guerre. Mais une guerre de djebel où l'action est de contre-guérilla. Une action difficile dans un pays en majorité constitué de montagnes au relief tourmenté et très souvent boisées. Le plan Allard justifie les importantes augmentations d'effectifs que n'ont cessé de réclamer les patrons successifs de l'armée en Algérie et que vient d'obtenir Salan. Allard note : « Cette contre-guérilla réclame des effectifs nombreux, largement répartis sur toute la surface du pays dans une harmonieuse combinaison des armes et des appuis aériens mais avec une très grande prédominance d'infanterie. »

Jusque-là peu de pacification dans ce plan. Allard y vient et présente à l'approbation de Salan le grandiose plan de « prise en main » des populations qui donnera au futur 5e bureau son importance sinon ses lettres de noblesse, et à une partie de l'armée la justification de ses tentatives de révolte.

Après avoir détruit, il faut construire. Et construire, c'est tenir la population. Sinon, livrée à elle-même, elle aurait tôt fait de se retrouver sous la coupe des rebelles. « Construire » dit Allard, c'est construire la paix, préparer l'établissement d'un ordre nouveau. »

Ordre nouveau. Voilà qui plaît. En particulier aux officiers de paras, aux hommes aussi. Car s'ils « cassent du fell » avec des résultats jamais atteints jusque-là, ces soldats révolutionnaires, comme ils s'appelleront volontiers dans quelques mois, sont révoltés par la misère et l'exploitation dans lesquelles vit la population musulmane. Cette mission de pacification, ce ne sera pas le lot des troupes de choc qui sont soigneusement gardées, entraînées, réservées pour les coups durs, pour la « castagne ». La pacification, ce sera le lot de ces jeunes officiers qui y croient, qui « en veulent ». Pleins d'enthousiasme ils se lanceront — si le plan réussit — dans cette reprise de contacts humains avec une population délaissée administrativement et méprisée par trop de colons. Il faudra lui

apporter aide et protection. Les opposants en métropole ne manqueront pas de souligner le côté boy-scout d'une pareille entreprise. Mais le plan n'est pas si boy-scout que ça. Car il prévoit, « en redonnant la confiance perdue, d'organiser cette population, de la hiérarchiser, c'est-à-dire substituer à l'O.P.A. une nouvelle organisation, amorce au plus bas échelon de l'organisation future de l'Algérie ». Le plan de pacification prévoit enfin « d'amener la population à collaborer étroitement avec l'armée par le renseignement, l'autodéfense et la constitution d'unités supplétives (harkas) combattant avec les forces régulières ».

Salan tient entre ses mains, analysée et mise en forme par Allard, la ligne de conduite de la guerre révolutionnaire adaptée au terrain algérien. Une guerre qu'il entend gagner. Ce plan contient le meilleur et le pire. Tout dépendra de son application, des hommes qui en seront responsables et de l'aide qu'apportera le gouvernement. Bien appliqué, il a l'avantage de « mouiller » la population musulmane qui, une fois dans l'engrenage, ne pourra reculer de crainte des représailles F.L.N. Il suffira, pour réussir, de s'engager soi-même. Et cela ne provoquera aucune crise de conscience. Robert Lacoste n'a-t-il pas conclu sa directive générale n° 4 à l'armée par cette phrase sans détour : « Nous resterons en Algérie, non parce que nous sommes les plus forts mais *parce que nous avons raison. »*

L'armée devient ainsi garante de la présence française en Algérie. S'engageant à fond dans cette politique elle empêchera tout futur gouvernement — celui de Guy Mollet ne durera pas toujours — de réserver à l'Algérie un avenir qui ne soit pas exclusivement français. Sous peine de se renier elle-même. C'est plus que la simple obéissance due par l'armée au gouvernement. C'est une garantie pour l'avenir. Cette fois-ci c'est certain, l'humiliation d'Indochine ne *peut* plus se reproduire.

Cette politique de pacification allait permettre aux meilleurs des jeunes officiers français de vivre une expérience exaltante... et parfois de s'y perdre.

C'est dans le Zaccar, au nord-est d'Orléansville, que va se dérouler une des premières et aussi des plus étonnantes expériences de pacification. On lui donnera plus tard le nom d'opération-pilote avant de la laisser tomber dans les oubliettes. Le 13 Mai sera passé par là, rendant inutiles — dans l'esprit de trop d'officiers — une politique d'efforts suivis dans la conquête de cette masse musulmane dont on voudra se persuader à toute force qu'elle a « définitivement » choisi la France.

L'homme qui va mener cette opération n'est pas un inconnu. C'est Jean Servier, cet ethnologue qui a assisté dans les montagnes de l'Aurès à l'explosion du 1er novembre 1954 et a recueilli — alors qu'il relevait le corps de l'instituteur Monnerot, première victime civile de la guerre d'Algérie — le récit de l'embuscade des lèvres mêmes de Mme Monnerot[10] Ce Servier est un personnage hors série qui échappe à toute classification. Il connaît l'Algérie — son pays natal — comme sa poche, parle arabe, kabyle, chaouïa et bien d'autres dialectes locaux, il est chargé de recherche au C.N.R.S., vient de passer sa thèse de doctorat et a en horreur les stratèges en chambre, les faiseurs de plans et les défenseurs du sacro-saint « y'a qu'à... » réglant tous les problèmes algériens à grands renforts de préceptes imbéciles. Pour l'heure, il enrage. Comme il connaît très bien l'Algérie on l'a rattaché au cabinet de Lucien Paye, nouveau directeur

des affaires politiques au Gouvernement général. Et là il trouve une équipe qui n'a de l'Algérie musulmane que des images folkloriques. Paye est un haut fonctionnaire de grande valeur, ancien normalien, ancien officier des affaires indigènes, arabisant distingué, ex-sous-directeur de l'éducation en Tunisie, qui est arrivé avec une grande connaissance du monde musulman mais pas du monde algérien musulman. Avec son adjoint le colonel de Vulpillières, un aviateur très jugulaire-jugulaire qui a quitté l'armée pour le suivre, il essaie de prendre contact avec des musulmans « représentatifs » qui eux-mêmes « seraient en contact avec le F.L.N. ». Tout Alger rigole de l'aventure qui leur est arrivée en pleine Casbah où ils se promenaient la nuit et ont failli se « faire flinguer » par des paras qui se demandaient d'où sortaient ces « deux gus inconscients ». De son côté, Lacoste voit d'un mauvais œil ce libéral un peu boy-scout, la serviette toujours bourrée à craquer de papiers confidentiels, redoutable « pondeur de notes ». Le ministre résidant ne croit pas à ces essais de contact. Mieux, il les redoute. Il n'a confiance qu'en ce qu'il voit et ce qu'il entend. Il se méfie. À ses yeux, le F.L.N. est un mouvement totalitaire dont le seul jeu possible est la surenchère extrémiste. Pour lui, derrière tout contact se profile la négociation et il est sûr qu'on n'en sortira pas ainsi. Il est tout à la conquête des différentes communautés, y compris la « communauté militaire ». Et pour celle-là, *conversation = trahison.* Dans cette optique, Paye lui met des bâtons dams les roues.

C'est dans cette atmosphère que Servier se retrouve à Alger. Il a des idées que l'on peut qualifier de droite mais il est lucide. Il est profondément Algérie française mais sait très bien que les ultras qui s'en font les hérauts n'en veulent pas. Le professeur Marçais, dont on parlera bientôt, lui dit : « L'Algérie française, bien sûr... mais par paliers de cinquante ans... » À cette époque — on est pourtant à moins d'un an du 13 Mai —, peu de pieds-noirs et encore moins de parlementaires d'Algérie veulent d'une Algérie française avec des députés « arabes ». À ce sceptique, l'enthousiaste Paye dit : « Vous parlez kabyle, allez tourner autour de Tizi-Ouzou. Voyez ce qu'on peut faire... » Servier voit surtout avec effarement ce qu'on y fait. Il s'aperçoit de la catastrophe imminente de l'opération « Oiseau bleu[11] ». Les Kabyles lui parlent des « fellaghas des Français ». Et c'est bien cela : on arme admirablement un contre-maquis sur le point de passer tout entier au F.L.N. qui le noyaute depuis le début ! Les militaires qui disent la Kabylie pacifiée, prête à recevoir un préfet civil, se moquent de ce professeur Nimbus, du C.N.R.S., qui les met en garde. Bien plus, Servier se fait « rembarrer » par Lacoste lorsque — de retour de Kabylie — il fait son rapport. Il faut la désertion en bloc des « fellaghas des Français » pour qu'on le croie !

C'est un entrefilet dans *L'Echo d'Alger* qui va changer pour un temps la vie du « conseiller technique » Jean Servier : les hommes du douar Bou-Maad, dans le Zaccar, ont tué à coups de hache des percepteurs du F.L.N. qui les rançonnaient.

Ce douar Bou-Maad, Servier le connaît parfaitement. C'est là qu'il a commencé ses études pratiques d'ethnologue. En 1949-1950 il a passé six mois avec une population isolée de tout, sans contact avec les Européens, vivant uniquement de la forêt. On l'avait mis en garde : « Ce sont des gens qui ont très mauvaise réputation, personne n'y va jamais. » Servier me racontera plus tard : « J'y suis allé quand même. C'étaient des gens charmants. Des néolithiques. Ils vivaient à la fin du 4e âge du bronze. À l'époque où le bronze est remplacé par le fer. Je les ai si bien étudiés que plus tard lorsque certains

venaient à Alger je les reconnaissais à l'odeur de leur burnous séché à là fumée de thuyas... C'était une immense tribu, divisée en douars. Ils gardaient encore dans leur langage des traces de dialecte berbère, le même que celui de l'Aurès... » Tout cela, Jean Servier le confie à Maisonneuve, le directeur du cabinet de Robert Lacoste, le seul avec qui il s'entende bien.

« Ils ont assassiné le percepteur du F.L.N., explique-t-il. Voilà une réaction saine ! Il faut en profiter, faire quelque chose.

— Quoi, par exemple ?

— Eh bien, les armer, les contrôler. Ici on ne fait que parler de-pousser les populations musulmanes à s'engager à nos côtés contre le F.L.N. Ceux-là n'ont pas eu besoin qu'on les pousse. À nous de jouer ! »

Si le principe des harkis-supplétifs musulmans armés et payés par l'armée française était admis, son application faisait encore tiquer. Pouvait-on avoir confiance en eux ? N'allaient-ils pas se débarrasser de leurs officiers, de leur encadrement et passer avec armes et bagages au F.L.N. ? La désastreuse affaire « Oiseau bleu », bien qu'étouffée, restait dans les mémoires officielles. Pourtant on donne le feu vert à Servier. Et le voilà parti. Le petit prof' aux cheveux lisses et noirs, à la taille légèrement empâtée, se lance dans l'aventure. Car c'est son véritable caractère. Cet érudit rêve plaies et bosses. Tout ce qui sort de l'ordinaire le séduit. Franc compagnon, ses meilleurs amis sont le colonel Leroy, un personnage hors série lui aussi, et le capitaine Hentic, du très mystérieux 11e « choc »[12].

Au douar Bou-Maad, il retrouve ses amis, les bûcherons de l'âge du bronze. On se souvient de lui. Qu'est-ce que sept ans dans une vie musulmane ? Et il trouve des hommes en pleine révolte. Ils n'ont aucune idée nationaliste à défendre, encore moins sont-ils fidèles à la France qui ne s'est jamais occupée d'eux. Non ! Ils défendent les quelques sous qu'ils ont tant de mal à économiser. Un argent qu'ils tirent à coups de cognée de cette forêt séculaire du Zaccar.

« Tu comprends, disent-ils à Servier, ravi, ce F.L.N., il est aussi embêtant que les Français. Il nous demande l'impôt pour les fellaghas. Les Français aussi'nous demandent l'impôt. D'ailleurs, on ne les voit que pour ça ! »

Servier est parti avec un peu d'argent provenant des fonds spéciaux du G.G., on y a ajouté des fusils de chasse de dernière qualité. Mais cela suffit pour commencer. Il fait distribuer les fusils à la fraction qui a tué le collecteur du F.L.N. Les premiers harkis de la région sont nés. L'idée de Servier est que seuls les Algériens peuvent modifier l'état de choses actuel. Malheureusement, ses compatriotes ne leur font pas confiance. Lui joue le jeu. Il vit avec eux, les encadre, les surveille. Les cent premiers bûcherons armés vont maintenant protéger six cents à sept cents personnes. Il fait élire un chef de groupe. Ça tourne rond. Les hommes des autres fractions de Bou-Maad viennent le trouver. « Nous aussi on veut des fusils... Nous aussi on veut se défendre contre le F.L.N... »

Les groupes armés se développent mais Servier va se heurter aux premières difficultés. La politique de pacification est définie, mais l'intendance, elle, ne suit pas. Lorsque Servier veut rétribuer ses harkis, ça renâcle du côté de l'armée. Encore plus lorsqu'il veut donner des grades, nommer des sergents ! Heureusement, Maisonneuve fait débloquer des crédits civils. Servier a donc de l'argent. Il va maintenant trouver le général Allard. On lui a parlé d'une école de cadres F.L.N. formés dans la région de

Miliana. Lui aussi va créer une école de cadres et il veut y ajouter des unités sanitaires mobiles pour aider et soigner ces malheureux que l'on méprise depuis 1830. C'est dans la politique de rapprochement des populations préconisée par le ministre. résidant, non ? Allard en convient et donne à Servier cinq Dodge presque hors service, des chauffeurs inaptes et cinq P.F.A.T.[13] Servier revient avec son trésor. Les P.F.A.T. sont dévouées, on répare les camions, les chauffeurs deviennent des virtuoses.

Servier apprend qu'une fille musulmane violée par un *djoundi* de la wilaya 4 a dénoncé le maquis proche de son douar à une unité de l'armée française. Il la récupère en même temps que quatre autres jeunes filles. Les P.F.A.T. les forment et grâce à elles Servier crée ses équipes sanitaires mixtes : chauffeur français, un harki, deux filles : une Française, une Algérienne. Et en route. Elles parcourent les douars, soignent les bébés, font élire un comité de femmes qui procédera à la distribution des secours que Servier rafle à Alger par tous les moyens que lui propose sa riche imagination.

Son équipe se développe à vive allure. Devant les premiers résultats obtenus, l'état-major de Salan met à sa disposition quatre capitaines enthousiastes. Servier et ses capitaines ont leur Q.G. à Orléansville dans une villa discrète, car toute cette expérience n'a rien de très officiel. À Orléansville, le professeur — mais se souvient-il de son appartenance à l'Université, cet aventurier qui jongle avec les armes et les millions ? — a une position très désagréable. Il est pris entre deux feux, entre le militaire — le général de Brebisson — et le préfet Chevrier, le frère de l'acteur. Et les deux bonshommes se détestent. C'est la petite guerre de prestige. C'est Châteauroux alors qu'à quelques kilomètres de là des hommes jouent leur sécurité, leur vie, leur avenir. « Ce matin, le préfet était près de ma voiture, se plaint le général, il aurait dû me tenir la portière. Eh bien, il-ne m'a même pas salué. » Le préfet Chevrier n'est pas plus amène à l'égard de « ce général qui fait monter les couleurs en silence car il n'aime pas le son du clairon ». En outre devant le succès de l'expérience « civile » de Servier, qui se déroule sur son territoire, il voudrait bien reprendre l'affaire à son compte. Une réussite, ce n'est jamais négligeable dans un dossier administratif.

Servier déjoue tous les pièges. Il veut mener son expérience à bien. Ses supplétifs sont maintenant neuf cents. L'inlassable professeur y a ajouté cent harkis à cheval après avoir rencontré le capitaine de Montpeyroux, un cavalier bien sûr, belle figure de paladin qui manque de chevaux. Il les lui fournit sans difficulté. Maisonneuve a fait débloquer 600 millions de crédits spéciaux pour financer l'opération Zaccar. Cela crée même des jalousies à Alger. Cette réussite spectaculaire, le colonel Goussault, chef de l'action psychologique — toute nouvelle dans l'armée —, voudrait lui aussi la contrôler, s'en servir. Il ne veut pas que l'on parle de Servier qui se démène comme un beau diable.

« Les officiers de l'action psychologique, fulmine le professeur, ne connaissent rien à l'Algérie. Ils transposent leurs nostalgies indochinoises sur le problème algérien. Ils font un “ pénible ” transfert... Ils veulent faire en Algérie ce qu'ils ont subi en Indochine dans les camps viets ! »

Lui veut réussir une expérience typiquement algérienne menée par des Algériens. Il sait que la paysannerie musulmane est d'une passivité désespérante. La masse attend pour prendre parti. C'est une course de vitesse entre lui et le F.L.N. car le mouvement rebelle subit aussi cette passivité. Mais les militaires ne suivent pas. Si certains d'entre eux prennent conscience de l'importance du facteur temps, la plupart mènent encore une

guerre traditionnelle. Le plan de pacification de Salan, c'est une chose, sa réalisation en est une autre. On se méfie de ce chargé de recherche du C.N.R.S., chef d'une « bande » d'un millier d'hommes dont il veut changer les noms : jusque-là, ce sont des supplétifs musulmans, Servier veut obtenir pour eux le nom de « compagnie légère » et surtout les voir couchés sur l'état 74, « la couche la plus moelleuse de l'armée, car c'est l'état de paie ». Pour l'instant, rien à faire. Alors Servier, avec ses six cents millions attribués par l'autorité civile, rachète du matériel à l'armée. Tout est bien. Les comptes tombent juste. L'intendance est contente. Mais que de temps perdu ! On est loin de l'armée révolutionnaire... Servier veut chausser ses hommes de pataugas, bien connus des fellaghas mais pas encore de l'intendance militaire qui en est encore aux godillots des stocks de 40 ! Il les commande à une entreprise privée ! Avec ses filles des équipes sanitaires il a aussi des problèmes. Il faut les habiller. Il leur faut des soutiens-gorge, des slips, des périodiques. Il charge le lieutenant Fougeraux, qui mourra plus tard en héros, de ces achats intimes.

« Mais on ne m'a pas appris ça à Saint-Cyr, se plaint Fougeraux.

— Ta gueule et marche... »

Et on achète en gros lingerie féminine et autres articles indispensables. Voilà qui en effet n'est pas prévu par les intouchables règlements militaires ! Et puis ce n'est pas fini. Les équipes sanitaires sont visées par l'administration. On reproche à Servier d'avoir recruté illégalement des auxiliaires musulmanes, on ne peut leur donner le titre d'assistantes sociales ni les payer, car « elles n'ont pas leur brevet supérieur... ». Si l'autorité savait que deux d'entre elles sortent du bordel de Miliana ! Mais qu'importe à Servier. Elles soignent les enfants, elles parlent avec les femmes qui les adorent. C'est le principal.

Avec ses capitaines, Servier vient de créer son école de cadres. Il a sélectionné une quarantaine de jeunes gens choisis par les officiers et leur fait effectuer des stages de trois mois. Il affecte un officier à chaque groupe de cinq stagiaires. Ils travaillent, mangent, dorment ensemble. On leur apprend le close-combat, le tir au pistolet et des rudiments de droit administratif. Les résultats sont magnifiques. Dans l'esprit de Servier ces jeunes gens seront les futurs cadres d'une Algérie nouvelle, certains pourraient même devenir sous-préfets, tous pourraient remplacer petit à petit les officiers français en poste dans cette région. Il fait quelques tentatives d'implantation dans une partie de la wilaya 4 où l'on constate très vite une baisse de prestige du F.L.N. Un jour, un commissaire politique de l'O.P.A. du F.L.N. réunit la population d'un douar, commence à l'endoctriner. Un stagiaire de Servier sort de la foule et lui colle une balle en pleine tête sous les acclamations de la population. Servier triomphe. Chez lui on va de Miliana à Ténès sans ennui. Le F.L.N. est mal à son aise. Lui qui vient de créer les premiers harkis de la guerre d'Algérie définit maintenant une politique de recrutement :

« Je ne recrute pas des individus, mais des collectivités. Je joue sur une morale collective forte. Dans ce pays c'est la seule chose à faire. Si l'armée recrute des supplétifs individuellement ce sera la pagaille. » Mais l'armée n'a que faire des conseils de ce « pékin » aux idées peu orthodoxes. On le lui fait bien sentir. Ses hommes, qui devaient défiler à Alger lors de la prise d'armes célébrant le 12e anniversaire de la Victoire, ne sont plus invités. Il doit se battre pour obtenir que la décision soit rapportée. Il obtient gain de cause. Ses hommes défileront.

C'est l'occasion pour Servier de retrouver son vieil ami le colonel Leroy, qui lui aussi constitue des harkas. Les siennes s'appellent encore G.M.P.R. (groupe mobile de protection rurale). Les retrouvailles se fêtent la veille du défilé, au bar de l'hôtel Saint-George avec Hentic, le capitaine du 11e « choc », sous les yeux émus de Thomas, le barman, ami des trois hommes et « informateur » particulier de Servier à qui il raconte tous les « coups fourrés » qui se préparent à portée de son oreille. À Alger, le bar du Saint-George c'est une institution. Généraux, colonels, journalistes, hommes politiques s'y succèdent, s'y mélangent, préparent une opération, un article, une intervention. Et Thomas est certainement l'homme le mieux informé d'Alger. À tel point que lorsque Goussault, patron de l'action psychologique, apprendra que le barman renseigne le professeur, il lui dira : « Combien vous donne Servier ? Travaillez pour moi, je vous donne le double ! » Mais pour Thomas l'amitié ne s'achète pas ! Il acceptera pourtant les 40 000 francs (anciens) du colonel « psychologique » pour payer force bouteilles à Servier et à Leroy, qui ne « crachent » pas dessus !

Le colonel Leroy est aussi un personnage hors du commun. Métis catholique — son père était originaire de Pithiviers —, il a été en Indochine chef des commandos. À Ben Tré, sa région, il a eu sous ses ordres vingt mille hommes qu'il payait lui-même, prêts à se jeter au feu pour lui. Il a entièrement pacifié une zone où vivent cinq mille habitants dont il est le roi ! Ami du romancier Graham Greene, qui s'est passionné pour le personnage[14] Leroy est un curieux mélange de féodal et de socialiste. Avec ses « unités mobiles de défense des chrétientés » sous le pavillon frappé de la croix et de l'épée, il a éliminé les Viets de sa zone, redistribué des terres, remis en état les rizières. Ce colonel de trente-deux ans, familier de Baudelaire et de Rimbaud, protège « ses » paysans mais peut être cruel comme un chef de horde de Gengis Khan. Un jour deux agents viet-minh lancent des grenades sur sa voiture. Douze personnes sont tuées mais Leroy n'est que légèrement blessé. Alors commence une fabuleuse poursuite. Le jeune colonel recueille ses renseignements et traque ses agresseurs en pleine zone viet. Il les retrouve et les arrête dans la plaine des Joncs. Puis revenant avec ses prisonniers à l'endroit même où l'attentat s'est produit il réunit les familles des morts et des blessés et devant la population rassemblée il décapite lui-même au sabre les deux terroristes !

Tel est l'homme que Servier retrouve à Alger. Il est depuis le début de l'année en Grande Kabylie. L'état-major se souvenant des résultats extraordinaires d'Indochine, lui a confié la mission de reformer avec quelques-uns de ses hommes de « la belle époque », des commandos indigènes. Cette fois, ce sont des musulmans. Et Leroy raconte ses aventures à Servier :

« J'ai commencé à parcourir les villages kabyles. Dans chaque mechta j'ai demandé des volontaires au chef du village. Il a marché tout de suite. Mais je me suis aperçu qu'il me refilait les plus cons. Alors je lui ai dit :

» — Pas de ça, mon vieux. Je veux ton fils

» — Mon fils n'est pas là.

» — Comme par hasard. Alors ton cousin le plus proche. » Et j'ai organisé mes premières troupes. Mais ça n'allait pas fort, alors j'ai dit au général Gouraud à Tizi-Ouzou : Il me faut des types qui aient des couilles au cul, mon général. Je veux les prendre dans des camps de prisonniers fells ! » Et depuis ça marche le feu de Dieu ! Je suis installé à Dellys. On a un camp formidable. Un centre de contre-guérilla à Abbo.

Cette guerre, on ne la fait pas avec des enfants de chœur. Enfin tout marcherait bien si ce n'était l'état-major qui se méfie de moi.

— Toi aussi ! s'exclame Servier.

— Oui. J'ai plusieurs centaines de fells ralliés à mon idée. Il me faut de l'encadrement et Alger ne m'envoie que des capitaines qui sont là pour me surveiller. Ils ne peuvent croire que j'ai dressé mes types à se balader seuls de nuit à trois ou quatre ! Ils disent que s'ils ne se font pas allumer par les fells c'est qu'ils sont eux-mêmes repassés de l'autre côté. Désespérant ! Pourtant mes types sont tellement gonflés qu'ils partent en permission dans leurs douars et me font de la propagande ! Je n'en ai pas un qui se soit tiré. Je leur explique aux envoyés d'Alger : il faut donner un idéal à ces gens-là. Or la plupart du temps les commandants de secteur qui recrutent des harkis les méprisent et leurs bottent les fesses ! Mais ils ne veulent ou ne peuvent comprendre. On n'arrivera à rien ainsi.

— On n'arrivera à rien ainsi. »

C'est un lieutenant de parachutistes taillé en armoire à glace qui vient de répéter la dernière phrase du colonel Leroy en parodiant son accent vietnamien. Les trois hommes, durant la conversation, ont beaucoup bu et Thomas n'en est pas à la première bouteille de whisky. Le poing de Leroy part mais le para a été plus rapide. Leroy s'écroule, groggy. Hentic s'avance.

« Tu imites le colonel ?

— Un colonel, ce nhâ-qué ? Moi je t'emmerde. »

Et c'est la « peignée » générale. Servier en est. Le para passe derrière le bar attrape une bouteille et en casse le goulot. L'arme est redoutable. Thomas, qui exultait au début de la bagarre — il n'avait rien vu de mieux derrière son bar « depuis les Américains » —, intervient. Ça se gâte.

« On ne fait pas ça ici », dit-il.

Ses amis renchérissent :

« Et les colosses de foire on n'en veut pas, foi d'Hentic. »

Servier, qui s'aperçoit alors que le whisky a beaucoup coulé, ajoute :

« Merde, aussi vrai que je m'appelle Servier... »

La phrase inachevée a un effet miraculeux. Le lieutenant de paras lâche sa bouteille.

« Vous êtes Jean Servier ?

— Oui... et alors ?

— Et moi qui cherche à vous connaître pour me faire dédicacer votre livre sur l'Aurès... Excusez-moi, j'ai été idiot. »

Leroy s'est réveillé. Le para lui serre la main. Thomas, rassuré, débouche une nouvelle bouteille. Les quatre hommes trinquent. Levant son verre, le lieutenant se présente…

« Jean-Marie Le Pen, député de Paris. Rengagé volontaire. Mes respects, mon colonel... »

Ainsi se déroule la rencontre du député poujadiste, dont nous aurons à reparler, avec ces trois combattants un peu particuliers. Servier inscrira plus tard sur la page de garde de son livre : « À Jean-Marie Le Pen... puisqu'il prétend savoir lire... »

Le capitaine Hentic rejoignit bientôt son ami Servier. La politique des harkis se développait à une vitesse prodigieuse. Le bruit selon lequel les supplétifs musulmans étaient bien payés se répandit comme une traînée de poudre. De nombreux caïds annoncèrent qu'eux aussi pouvaient recruter des volontaires prêts à combattre le F.L.N. À Lamartine, l'un d'eux, le bachagha Boualem, avait déjà réuni une véritable petite armée. Servier reçut mission de le « contrôler ». Le professeur découvrit un homme majestueux, de haute stature, le visage entouré d'un chèche immaculé. Servier me dira plus tard : « J'ai vu un type qui avait un ascendant réel sur deux des douze fractions de son douar et qui se prenait pour le Commandeur des Croyants. » L'homme fera une belle carrière qui le conduira jusqu'à la vice-présidence de l'Assemblée nationale.

Pour l'instant, on ne pouvait le laisser seul. La confiance que lui accordait Servier après avoir farfouillé dans toutes les mechtas dépendant de Boualem, après avoir interrogé les gens et s'être aperçu que c'était surtout l'argent qui les intéressait, était médiocre. Il fit venir Hentic pour surveiller le bachagha et ne manqua pas de répandre alentour la légende du capitaine du 11e « choc ».

La spécialité de Hentic était les « coups tordus ». Plus c'était compliqué, plus c'était risqué, plus il était heureux ! Non seulement Hentic était capable de déceler la faille, de découvrir les réseaux F.L.N., de localiser les bandes, mais encore il adorait « piéger ». Une route coupée par les fellaghas et rebouchée par Hentic était « réparée pour longtemps ». Il savait placer l'explosif à l'endroit précis où les fells voudraient à nouveau la couper. Il était passé maître dans l'art de transformer un point stratégique, lieu rêvé d'embuscade, en piégé redoutable. Plaçant des toiles d'araignée de fils de nylon invisibles reliés à des explosifs, limant les bouchons allumeurs de grenades posées en équilibre sur des arbres dominant les pistes empruntées par les rebelles, il vous transformait un buisson anodin en arbre de Noël ! À Tigzirt, où il était en poste, il s'amusait comme un petit fou. Il ne fallut pas moins de quatorze télégrammes officiels pour le faire venir à Lamartine, P.C. du bachagha Boualem !

Le premier contact entre l'officier et le bachagha fut glacial. Hentic était un véritable saint Thomas et c'est lui qui tenait les cordons de la bourse.

« Vous me dites que vous avez tant d'hommes armés, annonça-t-il au bachagha, moi je veux bien. Montrez-les-moi. Je ne paie que ceux que je vois ! »

Et très vite il emmena le bachagha et ses hommes en opération. « Pour les mouiller », confia-t-il à Servier. Le processus irréversible était en marche. Désormais, le bachagha jouait la France gagnante.

Abandonnant les problèmes militaires à son ami, le professeur s'occupa des civils. La réputation de « l'armée du bachagha » se répandit avec une telle rapidité que de nombreux paysans vinrent se réfugier sous sa bannière. À la suite d'une opération F.L.N. particulièrement sérieuse, plusieurs dizaines de familles atterrirent chez le bachagha, demandant aide et protection. Les 600 millions du Gouvernement général n'étant pas inépuisables, Servier décida de résoudre le problème du reclassement de ces familles à sa manière. Forte, rapide et expéditive. Un colon français des environs de Lamartine était parti depuis quelques mois, laissant ses terres à l'abandon. Servier « réquisitionna » les deux cents hectares et y installa son petit monde. Selon sa méthode, il fit élire la djemaa[15], distribua à ses membres du blé pour les semailles et les invita vivement à se débrouiller par leurs propres moyens. Pour leur permettre de subsister en attendant les

récoltes il fit fabriquer par les femmes des tapis à base de palmier nain et de laine et les fit vendre sur les marchés de la région. Lorsque la vente n'était pas suffisante, il les faisait racheter en sous main. « Il ne faut pas qu'ils prennent l'habitude de la charité, expliqua-t-il à ses capitaines, il faut qu'ils se débrouillent eux-mêmes et surtout qu'ils se croient indépendants. » Paternalisme ? Assistancialisme ? Servier ne savait que faire d'autre. Lorsqu'il avait demandé de l'aide au préfet Chevrier, celui-ci lui avait répondu : « De l'aide... de l'aide, estimez-vous déjà heureux que je ne vous fasse pas inculper de bris de clôture et de rapt de propriété... »

L'expérience Servier devait durer jusqu'en avril 1958, date à laquelle on le nomma inspecteur général des opérations pilotes (il n'y en avait qu'une, la sienne !), on lui attribua un beau bureau au G.G. et on lui annonça que ses supplétifs passaient sous le contrôle de l'armée. La politique des harkis devenait une affaire immense, ils constituaient maintenant une force considérable. Le dernier paragraphe du plan de pacification du général Allard produisait ses fruits. Des fruits qui seraient plus tard bien amers.

Servier, que son administration d'origine — la faculté des lettres — avait pourvu depuis des mois d'un poste de professeur de sociologie, rendit ses-comptes. Ça ne l'amusait plus ! Il partit présider les jurys du bac à Montpellier. La grande aventure du petit prof' était terminée !

Le soleil n'était qu'un point blanc dans le ciel gris et bas. Les collines pierreuses et pelées marquées de rares buissons d'épineux ajoutaient encore à la tristesse de ce paysage terne et monotone. On devinait au creux des deux collines le lit de l'oued à la ligne sombre et continue des bouquets de lauriers-roses qui bordaient ses rives, piquaient son lit rocailleux. Au bas de la pente de la plus haute colline, comme réfugiées dans l'anse la plus large de l'oued privé d'eau, un groupe de pauvres bâtisses, faites de parpaing et de boue, dont les toits de tuiles et de tôle rouillée étaient maintenus par de gros galets blanchâtres, délimitaient une place au sol égalisé. Environ deux cents hommes en djellabas brunes et blanches, la tête entortillée d'un chèche blanc, se pressaient autour de ballots enveloppés dans des couvertures rayées et de couffins de palmier tressé. Une cinquantaine d'ânes et de mulets, certains encore bâtés, se tenaient immobiles, désespérant de trouver sur ce sol pelé la moindre branche, la moindre touffe, la moindre paille à se mettre sous la dent. À l'écart près d'un maigre troupeau de moutons quelques camions militaires étaient rangés à l'alignement.

De sa jeep le capitaine Combette contemplait ce morne spectacle. Mais à ses yeux, il était le plus beau du monde. Ce misérable marché de Ben-Daoud, à deux pas des Portes-de-Fer, coincées entre les Bibans et le djebel Mansourah, à l'extrême sud de la Grande Kabylie, symbolisait sa victoire sur l'emprise du F.L.N. Lorsqu'il était arrivé, nommé à la tête du sous-quartier des Ouled-Ali, ce capitaine, qui n'avait pas trente ans, avait trouvé une région hargneuse, fermée, hostile. Au nord, les Beni-Ouagag, au sud-est, le Mansourah étaient entièrement tenus par la rébellion. Bien mieux ils servaient de zone de repos aux maquisards. Combette succédait à l'administrateur civil des Ouled-Ali qui ne lui avait laissé aucune consigne, qui ne l'avait fait bénéficier d'aucune connaissance de la population. Il ne sortait plus depuis de longues années, encore moins depuis la

rébellion. La femme de ce fonctionnaire avait simplement dit à Combette : « Je ne regretterai qu'une chose, mes rosiers des Ouled-Ali, je vous les confie, capitaine, soignez-les bien » !

Combette avait voulu connaître son nouveau territoire. Il avait découvert, et il n'était pas le seul en Algérie, une sous-administration effarante. Les fellahs de la région ne profitaient pratiquement pas des bienfaits de l'administration sans être pour autant préservés de ses inconvénients. Les quelques assurés sociaux qui auraient eu le désir de se rendre à Bougie pour une expertise médicale auraient dû entreprendre un voyage de cinq jours entraînant des frais incompatibles avec leur situation misérable. Le paiement des allocations familiales était des plus fantaisistes : confusion dans les noms, retard dans les règlements. Combette rencontrait des vieillards décorés de la médaille militaire qu'ils exhibaient fièrement sur leurs burnous. Mais leurs pensions n'avaient pas été payées depuis six ans ! Ces pauvres gens étaient abandonnés et le plus souvent pressurés par les fonctionnaires locaux qui jouaient le double jeu et prélevaient leur dîme au passage. Un exemple parmi tant d'autres : pour toucher un mandat, retirer une lettre, la plupart des habitants de ces douars devaient faire six à sept heures de marche pour se rendre à Mansourah, où existait une boîte postale. Et encore le commerçant qui assurait le service local prélevait-il sa « commission » sur les mandats !

La rébellion n'avait eu aucune difficulté à contrôler ces régions abandonnées de tous. Combette devenant, dans le cadre de la politique de pacification prônée par l'état-major, le maître après Dieu de cette zone immense s'attela à la tâche avec courage, enthousiasme, et un peu de remords aussi. Comme de nombreux jeunes officiers qui à cette même époque se lançaient à corps perdu dans la pacification, il voulait assumer les torts d'une administration inhumaine. Les assumer, mais aussi les réparer.

Combette avait très vite réussi. Grâce à des opérations rapides et bien menées il était parvenu à débarrasser son sous-quartier de l'emprise des rebelles. Il y parvint d'autant mieux qu'il s'ôtait aperçu d'un fait capital : dans cette région limitrophe de la Kabylie la population était arabe et les fellaghas kabyles. Opposition ancestrale dont il convenait de jouer. Il avait ensuite découvert l'importance de ce marché de Ben-Daoud autour duquel, la population des Ouled-Taïr s'était ancrée et qui drainait des gens venant d'Aumale et des Portes-de-Fer. Le F.L.N. avait interdit le marché. Combette le fit rouvrir. Mais le lendemain sur la place pelée où s'installaient les marchands il découvrit plusieurs d'entre eux égorgés. Des pièces de monnaie étaient jetées dans les plaies béantes pour terroriser le peuple. Le résultat fut inverse. Les premiers fusils furent distribués à la population qui se constitua en autodéfense.

Les chefs de village avaient dit à Combette : « Tu as pris en compte nos soucis. On voit que tu veux nous aider, on marche avec toi. Arme-nous. À une seule condition : que tu nous promettes de ne jamais partir ou que tu nous donnes un remplaçant comme toi. »

Combette avait promis. Très vite un climat de confiance s'était établi. Qu'un coup de fusil de chasse éclatât dans la nuit et le capitaine envoyait une patrouille voir ce qui se passait. Comme s'il s'était agi de ses propres soldats. Les hommes des villages retrouvèrent leur fierté en s'apercevant que Combette n'appliquait pas cette politique de paternalisme qui depuis toujours humiliait les plus intelligents d'entre eux. Et le capitaine eut bientôt quatre cents fusils algériens combattant aux côtés de son escadron blindé de cent vingt hommes. La S.A.S., section administrative spécialisée, était le cœur de cette

région pacifiée et participait à la réforme communale.

L'exemple de Combette est très significatif de ce que fut en Algérie la pacification. Elle ne valait que ce que valaient les hommes qui l'appliquaient. Le drame dont nous verrons les différents épisodes ensanglanter le pays et troubler les esprits les plus sincères viendra de ce qu'initialement on n'avait établi aucun plan très défini. Chaque capitaine mènera « sa » politique. Autant de capitaines, autant de politiques. Un seul but : faire en sorte que la population échappe à l'emprise rebelle. L'armée ne pouvait détruire le F.L.N. qu'en demandant à la population de « marcher » avec elle et devait pour obtenir son engagement lui dire : « La France restera, votre avenir est avec elle. »

Décidé à forcer la confiance, à apporter des réformes, choisissant de se « mouiller » en créant une Algérie française véritable, et non en maintenant des privilèges qu'il trouvait scandaleux, l'officier politique était né.

Dans sa région il va se trouver maître du pouvoir. Pouvoir politique d'abord. Il organisera des réunions, parlera à la population au nom du gouvernement de la France. Le 5e bureau (action psychologique) va l'inonder de notes explicatives. Lorsque la machine sera bien huilée il aura ainsi une influence capitale sur toute l'Algérie. Ensuite, pouvoir administratif, économique et judiciaire. C'est lui qui décidera des regroupements, des arrestations. L'extraordinaire intérêt de l'affaire pour un simple capitaine — parfois un lieutenant — qui dans l'armée n'est pas grand-chose, va provoquer chez les jeunes officiers un engouement extraordinaire. Ils ne seront plus une machine à exécuter les ordres mais deviendront leur patron.

Combette, parmi les plus enthousiastes, obtint de très bons résultats. Mais que de difficultés pour maintenir la confiance ! À peine avait-il réussi à faire rouvrir ce marché qui s'animait sous ses yeux, que l'administration, indifférente aux intérêts de ses « administrés », mais très soucieuse des siens, se manifesta. L'adjudicataire des marchés reparaissait pour faire payer aux commerçants qui avaient le courage d'y venir, transportés et protégés par les hommes de Combette, une taxe sur les marchandises qu'ils apportaient !

Fou de rage, le capitaine envoya une note à l'autorité supérieure : « Au moment où la population commence à sentir peser lourdement les impôts et les méfaits rebelles, écrivait-il, et où, pour y faire face, elle tend à revenir vers nous, une des activités principales de l'administration ou des organismes qui y sont rattachés est de percevoir.

» Il faut, pour se rendre compte de cet abandon, poursuivait le capitaine se promener sur ce marché perdu dans la montagne, après que l'heure des achats est passée. Bon nombre de fellahs se présentent avec un papier administratif à la main : convocation, correspondance en retard, attestations diverses, etc. Nous constatons souvent notre impuissance. Si le rebelle leur promettait et leur donnait des jours meilleurs, il serait inutile que nous essayions de les convaincre en leur parlant de prix et de liberté. »

Tout se passa ensuite comme si à Alger on avait établi un plan de pacification en se disant qu'il n'avait aucune chance de réussite. On n'ose pas écrire que ce fut le cas mais les résultats furent identiques. Nous verrons plus loin comment certains, entendant le mot pacification, comprirent répression. Et la plus atroce qui soit, celle qui frappe de pauvres gens innocents. Pour l'heure, restons chez les capitaines enthousiastes.

Dans les régions les mieux commandées on tourna bientôt en rond. L'état-major d'Alger, et particulièrement son 5e bureau, inonda les secteurs d'un flot de papiers, notes,

sujets de « dialogues » où dans un délire verbal se mélangeaient les théories de révolution, de contre-révolution et de prise en main des populations. Conférences et causeries, on ne pensait plus qu'à cela ! Mais dans ce secteur des Ouled-Ali, entre autres — ce secteur que les habitants n'avaient pas cessé de donner des preuves de leur attachement à tel point qu'ils avaient attiré près d'eux plus de cinq fois leur population —, les réformes annoncées, les travaux commencés restaient en panne. L'adduction d'eau cessait faute de crédits en place. L'école « militaire », car c'étaient les soldats qui faisaient tout, fonctionnait en plein air. Cent soixante gosses s'y pressaient. Mais l'hiver venu il faudrait interrompre les leçons. Aucun local n'était même prévu dans le plan de pacification du secteur. L'officier S.A.S. tenait les réunions de conseils dans sa salle à manger-cuisine ! Les travaux étaient tous stoppés, sauf le chantier de piste. Mais celui-là n'était pas payé. L'aide médicale fonctionnait mais devrait s'arrêter l'hiver venu, le dur climat d'Ouled-Taïr interdisant le travail médical sous la tente. Le succès était trop grand. Les premiers résultats et l'engagement de la population avaient provoqué l'arrivée de quatre mille réfugiés ! La seule subvention attribuée à Combette pour les faire vivre était de 500 000 francs (anciens), soit 725 francs par personne. Encore n'était-elle pas arrivée ! Responsable du maintien de l'ordre, chargé de l'action psychologique, garant auprès de la population d'une politique de réformes qu'Alger disait généreuse, l'officier de sous-quartier, l'homme de base sur qui tout reposait, sentait la victoire lui filer entre les doigts.

Combette se décida à tirer le signal d'alarme.

« Dans une zone où le germe de pacification n'est pas un vain mot, écrivait-il au commandant du quartier dont il dépendait, je demande que des réalisations rapides, nécessaires à la mise en place de notre réforme communale, soient effectuées. Je ne sais pas où je vais.

» L'officier S.A.S., sur qui retombe la lourde charge de la mise en route de cette réforme dans cette région déshéritée, se débat au milieu de difficultés administratives et financières sans nombre. Souvent incompétent en la matière, il est aux prises avec une ex-administration qui, dans ses derniers sursauts, attaque violemment (dépenses indûment payées sur lé budget S.A.S., retard dans la mise en place des crédits, etc.). Au lieu d'aider, avec toute son expérience, des officiers S.A.S. tout nouveaux dans ce domaine administratif, le chef de commune mixte me donne l'impression de s'ingénier à leur créer des difficultés. »

Et Combette concluait sa « mise en garde » :

« L'action psychologique n'est qu'un moyen au service du rayonnement.

La causerie stérile ne peut seule briser l'élan de la rébellion. » Pour l'instant, la guerre psychologique se réduisait à des discours !

Combette n'était pas au bout de ses peines. Le jeune capitaine aux prises avec les mille difficultés de sa situation de « militaire-politique » ne pensait pas que la région, dont il était par hasard le patron, jouait déjà un rôle-essentiel dans deux des événements qui allaient marquer profondément le proconsulat de Robert Lacoste : le ralliement de Bellounis et l'affaire sanglante de Melouza.

Dès le déclenchement de la révolution le principal souci du F.L.N. avait été de se

débarrasser des troupes M.N.A. et de prouver d'abord à la population, ensuite au gouvernement français, que seul le Front était représentatif du peuple algérien et que lors d'éventuelles conversations il constituerait le seul « interlocuteur valable ». Messali Hadj, le vieux prophète du M.N.A., bien qu'en résidence surveillée en France, ne l'avait pas entendu de cette oreille. Il savait l'importance de son mouvement. Ses hommes étaient solidement implantés en métropole. Il avait son représentant personnel à l'O.N.U. : Moulay Merbah, et certains intellectuels « de gauche » le prenaient fort au sérieux. Il s'agissait que l'Algérie en fît autant. Des groupes de partisans M.N.A. s'étaient donc infiltrés en Kabylie sous l'autorité d'un de ses fidèles, Mohamed Bellounis. La riposte ne s'était pas fait attendre. Dès 1955, Krim, Amirouche et le colonel Sadek, futur chef de la wilaya 4, avaient violemment contre-attaqué et mis les troupes messalistes en déroute. La Kabylie était désormais interdite aux M.N.A. actifs[16]. Bellounis, avec quelques dizaines de rescapés, s'implanta alors dans le Sud, sur les hauts plateaux, aux confins sahariens et, profitant de l'absence du F.L.N. qui ne parvenait pas à mettre sur pied la wilaya 6 (territoires du Sud), commença à faire du recrutement. À l'époque de Soustelle, les services spéciaux avaient pris contact avec Bellounis. Leur but était d'opposer les forces M.N.A. à celles du F.L.N. La déroute kabyle de Bellounis, puis le départ de Soustelle avaient rompu des liens à vrai dire fort lâches. C'est Bellounis lui-même qui allait tenter de les renouer à l'époque de Lacoste. Et il choisit pour cela la région Ouled-Taïr-Beni-Illemane, au sud de laquelle se trouvait un ensemble de mechtas favorables au M.N.A., groupées autour de Melouza. Le patron de cette zone était le capitaine Combette et, pour lui, Bellounis n'était pas un inconnu.

C'est dans le cadre de l'action de pacification que tout commença. Combette apprit qu'un certain Ali Dahfoul[17] dit Si Dahfoul, sympathisant M.N.A. notoire, avait quitté sa mechta d'origine par crainte du F.L.N. qui l'avait condamné à mort. Il était venu se réfugier dans cette zone des Ouled-Taïr, attiré par la réputation de Combette qui « faisait régner la paix française et protégeait les malheureux ». Le capitaine voulut l'interroger lui-même. Il découvrit un homme peu rassuré sur son propre sort mais encore inquiet sur celui de sa famille qu'il avait abandonnée. Dahfoul se « confessa » sur son appartenance au M.N.A. et donna maints détails sur « l'armée » de Bellounis, qui faisait parfois des incursions dans le secteur. Le chef M.N.A. régnait maintenant sur trois cents maquisards qui s'opposaient régulièrement à des bandes F.L.N.

« Mais les hommes de Bellounis ne sont pas contre les Français », précisa l'homme.

Ces informations recoupaient celles recueillies depuis quelques semaines par le capitaine Combette. En effet, il avait reçu de ses lieutenants, chefs de S.A.S., des rapports confirmant l'attitude passive des djichs[18] M.N.A. à l'égard des troupes françaises. Le lieutenant Bienfait, chef de la S.A.S. de Harraza, avait même eu l'occasion de passer à plusieurs reprises à moins de cent mètres de maquisards M.N.A. sans que ceux-ci eussent ouvert le feu. Il avait ensuite appris par un agent digne de confiance qu'une forte bande placée en embuscade non loin de là n'avait pas fait usage de ses armes. De son côté le 2e bureau du secteur d'Aumale avait transmis à Combette une fiche secrète de renseignements n° 3811/2. Selon celle-ci, des documents saisis par le 2e bataillon du 67e R.A. faisaient apparaître que « le M.N.A. menait en priorité la lutte contre les membres du F.L.N. appelés frontistes ». Dans une lettre adressée à ses partisans, Bellounis précisait qu'« ils ne devaient combattre les Français que pour

récupérer des. armes ou se défendre ».

Après réflexion Combette jugea que le réfugié pouvait devenir un agent très utile et pourrait le tenir au courant de l'évolution du M.N.A. Il « récupéra » donc la famille de Si Dahfoul et l'installa aux Ouled-Taïr sous la protection de l'armée. Ce geste allait porter ses fruits.

Le 11 avril, Si Dahfoul vint trouver le capitaine. Il avait reçu une lettre du « chef suprême du M.N.A., Mohamed Ben Lounis[19] ». Dans un style emberlificoté Bellounis lui expliquait que le M.N.A. voulait détruire le F.L.N. : « Il faut les exterminer jusqu'à ce qu'on ne parle plus d'eux sur le territoire algérien. » Il donnait en outre la position de certains groupes F.L.N. Connaissant les rapports que Dahfoul entretenait avec l'armée française cela constituait une dénonciation pure et simple des caches secrètes des *djounoud* du F.L.N. Mais cette « preuve de bonne volonté » demandait récompense. Bellounis y arrivait : « Je te demande aussi, écrivait-il, si tu peux m'envoyer un peu de cartouches ou des armes ou bien des hommes qui veulent combattre à nos côtés. » Le chef M.N.A. terminait sa lettre en signalant à « son cher frère Si Dahfoul » qu'il prenait contact avec Si Ferrah, lui rendait hommage, et surtout voulait bien le rencontrer « si on peut avoir confiance en lui, la confiance du Bon Dieu et celle de tous ses hommes ».

Combette souligna ce dernier passage. Il était à ses yeux d'une extrême importance. Ce Si Ferrah avec lequel Bellounis brûlait de prendre contact n'était rien de moins que le chef du makhzen[20] des Ouled-Taïr ! Pour Combette, qui était maintenant familiarisé avec les subtilités de la pensée des gens du bled, c'était clair : Bellounis lui tendait la perche. Il y avait une possibilité de rallier le chef M.N.A.

La lettre que Si Ferrah reçut à Ouled-Taïr, le 16 avril à 8 heures du matin, confirma l'hypothèse du ralliement. Après avoir félicité le chef des supplétifs, Bellounis lui demandait, franchement cette fois, de le mettre en contact avec les officiers français dont Ferrah dépendait.

« Je te demande à toi et à tes grands chefs, écrivait-il, d'assister à une réunion ou bien d'établir une correspondance. Je demande à Dieu que notre rencontre soit dans les jours proches. On s'entendra sur tous les points... »

Le chef M.N.A. semblait pressé. Une phrase de sa lettre en donnait l'explication : « Prends garde, cher frère, disait-il à Ferrah, de jamais parler ou entrer en contact avec un chef M.N.A., ni Ziane ni Haouès ou un autre. Le seul représentant et chef du M.N.A. est ton ami Mohamed Ben Lounis. »

Bellounis se méfiait de ses adjoints. À juste titre. Dans cette région immense chacun voulait jouer pour son propre compte ; lever des impôts, vivre sur la population et faire de temps en temps le coup de feu était un programme qui enthousiasmait les seconds de Bellounis. Mais l'autorité du chef supême commençait à leur peser. En outre, le F.L.N., qui jusque-là avait négligé les territoires du Sud, s'implantait de plus en plus solidement. Si Dahfoul, devenu le principal agent de liaison avec le M.N.A., avait informé le capitaine Combette que les hommes de Bellounis venaient de s'accrocher à deux reprises avec les fellaghas. Ils manquaient de munitions. « Ils n'ont plus de réserve, avait-il expliqué, ils voudraient des cartouches de MAS 36, de garants MI et de MAT. Ils m'ont fait dire qu'il leur en reste tout juste pour tenir le coup quelques jours. »

L'affaire se présentait bien. Après avoir reçu le feu vert de l'état-major d'Alger, qui recommandait à Combette de voir ce que Bellounis « avait dans le ventre », le capitaine

fit rédiger par le lieutenant S.A.S. Lucien Bienfait une lettre adressée au chef M.N.A. Ce fut le point de départ de la collaboration de Bellounis avec l'armée française. Voici le texte intégral de cette lettre rédigée par un officier français dans le style grandiloquent et maladroit en honneur dans les maquis.

« Louange à Dieu.

« À Monsieur Mohamed Ben Lounis le bonjour de ma part.

» C'est moi, Touidjine Ferrah, chef du makhzen d'Ouled-Taïr et maire du village qui écris cette lettre.

» Je pense comme toi qu'une rencontre entre nous est nécessaire. Pourquoi se cacher au lieu de vivre au grand jour dans le bonheur et la prospérité ? Nous voulons une Algérie heureuse avec du pain pour tout le monde. Il est temps pour ceux qui se sont trompés d'ouvrir les yeux et d'agir comme des gens d'honneur. Au service du Bien et de la Patrie, le sang des innocents n'a que trop coulé.

» Nous voulons agir avec intelligence : à ceux qui parlent, nous parlons. À ceux qui veulent avoir raison par les armes nous opposons les armes. Si Ahmed[21] est mort à Melouza de notre main pour n'avoir pas voulu comprendre ces choses-là.

» Tu veux combattre le F.L.N. : nous aussi. Alors sois un vrai musulman, laisse les sentiers de la forêt et viens marcher avec nous dans la lumière.

» Si tu veux me parler et si tu veux parler à mes chefs comme tu l'écris dans ta lettre, alors viens ou dis-moi où te rencontrer. La place de ton fusil et des armes de tes hommes est à nos côtés. Les musulmans ne se battent pas comme des chiens, et les cadavres des F.L.N., les amis des communistes, pourrissent et sont mangés par les chacals.

« Je demande à Dieu que notre rencontre soit dans les jours proches.

« À Dieu qui nous voit et qui juge nos actions,

« Le bonjour de ma part aux hommes de bonne volonté.

TOUIDJINE FERRAH, maire d'Ouled-Taïr. »

Bellounis bondit sur l'occasion. Vingt-quatre heures plus tard il donnait rendez-vous au capitaine Combette à Sidi-Hadjerasse, à la limite des Beni-Illemane. Le 19 avril le capitaine était sur place à la tête d'un petit commando qui devait garder le secret le plus absolu sur ce qu'il verrait, Alger tenant à ce que ces tractations se déroulent dans la plus grande discrétion. Le secret fut si bien gardé que les hommes de Combette qui arrivaient par Test des Beni-Illemane tombèrent sur une opération déclenchée par la division d'Alger qui ignorait tout du rendez-vous. Bellounis voyant arriver des troupes des deux côtés du djebel crut à une embuscade et prit la fuite vers le sud. Non seulement Combette avait manqué son rendez-vous mais en plus il se fit « engueuler » par le commandant de l'opération qui ne comprenait pas pourquoi ce petit capitaine dépendant de la division de Constantine marchait sur les brisées de celle d'Alger. Et sans ordre encore !

Combette subit l'algarade en silence et ravala sa fureur. Tout était à recommencer. Il se remit patiemment au travail. Son émissaire Si Dahfoul reprit contact avec le M.N.A. Il fallait à toute force rassurer Bellounis et éviter que ses hommes, se sentant désarmés, ne se tournent vers le F.L.N. D'autant qu'au Gouvernement général à Alger l'opération Bellounis excitait prodigieusement les imaginations.

L’importance que l’on va donner dans les milieux officiels à l’affaire Bellounis est très représentative de l’état d’esprit qui règne à Alger et souvent à Paris à l’égard du parti de Messali Hadj.

D’abord le M.N.A. ne fait pas peur. Il est plutôt bien vu même si, officiellement, il lutte contre la France. Incontestablement ce mouvement a des cellules intellectuelles importantes. Des cercles d’étude, comme on dirait aujourd’hui. Le notable libéral musulman aurait tendance à être M.N.A. Des intellectuels viennent l’expliquer au cabinet de Lacoste. Des intellectuels de tout bord. Cela va de l’écrivain de gauche Maurice Clavel, qui dit à Gorlin : « La seule possibilité, c’est Messali », à Serge Groussard, écrivain et journaliste dont le cœur a tendance à battre à droite et qui dit la même chose.

En outre le M.N.A. est connu en France. Il est plutôt radical-socialiste. Et rassurant. Même s’il combat pour l’indépendance, c’est en termes choisis. À l’O.N.U., Moulay Merbah est un homme de bonne fréquentation. Ses déclarations sont toujours mesurées. En métropole, un M.N.A. est « invitable » à un dîner parisien. Un « tueur » F.L.N., c’est impossible. Et l’on sait l’importance des dîners en ville dans l’intelligentsia parisienne !

Dans l’entourage de Lacoste c’est surtout la direction des affaires politiques qui s’enthousiasme pour l'affaire.

Lucien Paye, qui rencontre souvent des M.N.A., croit sincèrement à l’importance de leur « ralliement ». Deux hommes vont l’appuyer : le colonel de Massignac, beau cavalier, très « gants beurre frais », parfait officier de salon, avec un bien joli nom, et M. Ciosi, inspecteur général de l’administration, radical-socialiste, qui a fait une grande partie de sa carrière en Algérie et qui a « dirigé » dans le bon sens la plupart des élections grâce à sa connaissance de toutes les maffias corses, algéroises et constantinoises. Pour l’heure il n’a pas grand-chose à faire. On va le charger de l'affaire Bellounis, si ce petit Combette arrive à établir le contact. Massignac sera son homologue militaire. Robert Lacoste cède de mauvaise grâce, mais il cède. Son solide bon sens et sa grande connaissance de la machine politique française lui font pourtant penser que « parler avec un M.N.A. — même Bellounis — n’arrêtera rien, n’épargnera ni un attentat, ni la mort d’un homme dans le djebel, ni seulement un litre d’essence ». Au contraire le ministre résidant prévoit dans cette affaire une « source d’emmerdements gigantesques ». Et puis il sait depuis toujours que le M.N.A. n’a aucune réelle importance, noyauté qu’il est par les R.G. Lacoste qui se méfie des « intellectuels » se défie encore plus de ces leaders M.N.A., véritables animaux politiques qui « en ont croqué à tous les râteliers ». Mais le ministre résidant qui sent qu’à gauche de son parti on se détache de lui, a besoin de « faire un geste ». Puisque cette intelligentsia socialiste « de gauche » tient pour Je M.N.A., va pour le M.N.A... Et puis on peut jouer avec Bellounis puisqu’il n’est pas F.L.N. ! Les militaires qui considèrent toute tentative de contact comme un coup de poignard dans le dos ne pourront accabler Lacoste. Au contraire ils pourront monter une de leurs opérations contre-guérilla, « maquis retournés », si en vogue depuis l’Indochine.

Combette reçut donc l’ordre d’accélérer le processus qui devait aboutir au ralliement de Bellounis. Mais le rendez-vous manqué du 19 avril semblait avoir eu d’importantes conséquences. Si Dahfoul, envoyé en mission de contact, révéla au capitaine Combette que ce n’était plus Bellounis qui discutait mais l’un de ses chefs de djich : Si Amar l'Oranais. Et avec lui le ton changeait. Il n’était plus question d’alliance avec la France. C'était même tout le contraire. Si Amar l’Oranais essayait de rallier à la cause du M.N.A.

tous les harkis et membres de makhzen de la zone de Combette. À Ferrah, chef du makhzen d'Ouled-Taïr, Si Amar l'Oranais écrivait : « Il faut des hommes comme toi et des jeunes surtout pour gagner la bataille contre le F.L.N. et la France. Il faut combattre les Français. »

Combette, qui filtrait tout le courrier, se félicita de sa prudence. L'Oranais demandait des hommes, des cartouches, des armes et des tenues, et surtout réclamait le silence le plus complet. « Comme ça on sera bien tous les deux », écrivait-il. L'homme ne manquait pas d'une certaine impudence. Car parmi les messages apportés par Si Dahfoul il y avait une lettre adressée au capitaine Combette. La voici, ortographe respectée.

Le 24-4-57

M.N.A.

ARMÉE DE LIBÉRATION NATIONALE ALGÉRIENNE

« Monsieur,

» De votre nom j'ai entendu parlé parmi les civils. Et disent que vous-étiez un homme que vous connaissiez la démocratie ce qui nous oblige de ce battre l'un et l'autre c'est la misère et la torture colionisme qui nous obliges de ne pas connaître personne, Les combattants de l'A.L.N.A. veulent mourir debout que de vivre à genoux. Ce qui font parmi les soldats français. Ils trouvent un berger entrain de garder les moutons et trouve chez lui quelques morceaux de galette et un oignon sec. Ils disent que c'est un ravitailleur de fallaga puis ils vont dans les douars et viole tout, a pris tout on c'est bien que c'est la guerre. Et ce qui font du mal à nos frères sons tous nos ennemis, tous ce qui sons bons avec l'A.L.N.A. à l'Avenir le peuple algérien leur sera très reconnaissant avec eux. Et ce qui font déménager les civiles et les fait disparaître à droite et gauche à cause des Boureaux du F.L.N. C'est un feu de paille. Ils ont pris les armes à la main juste pour les civiles et pour massacrer les chiens. Tout leurs grands mercenaires et Bourreaux ils ont pris la fuite vers l'Est et l'Ouest et ils ont laissé juste dans quelques douars des bandes de tueurs de chien et en demandant aux civiles des renssants de cinquante à cent mille francs si non ils l'ai tue où bien ils l'aient torture à coup de fouet. Chaque douar ou j'arrive vieux et petits viennent me raconter ce qui font les bourreaux du F.L.N. Si vous avez un cœur blanc envers le peuple algérien je voudrais bien faire connaissance avec vous, je connais bien la la militaire, comme vous la connaissez. Mais ça c'est un secret à garder entre nous, si vous pouvez nous passais quelques armes ou bien cartouches etc... En vous les payants ou bien avec un grand merci de la part de l'A.L.N.A. et de la part tout le peuple algérien, Je vous donne une parole que juste huit jours il n'aura pas le non du F.L.N. sur la terre algérienne. Vous avez qu'a me rendre réponse avec le facteur qui vous apporte la lettre.

» J'ai pas voulu mettre votre nom sur la lettre car j'étais pas certain que vous la touchiez vous même.

Réponse S.V.P.

Cachet (étoile et croissant rouges)

Si Amar l'Oranais. »

En lisant la missive, Combette éclata de rire. Le chef local ne doutait de rien. Si Dahfoul confirma l'impression qui se dégageait des élucubrations de Si Amar.

L'Oranais voulait jouer le double jeu. Rouler le capitaine et « doubler » Bellounis qui était parti vers le sud. Il fallait absolument renouer le contact avec le chef M.N.A. et faire vite. L'homme n'était entouré que de traîtres en puissance. Il fallait pourtant se méfier. Combette mit l'autorité supérieure au courant des nouveaux contacts. Il envoya, le 25 avril, le télégramme secret suivant :

« Intermédiaire rentré. *Stop.* Porteur lettre personnelle pour moi. *Stop.* Expéditeur Si Amar l'Oranais. *Stop.* Particulièrement savoureuse. *Stop.* Recherche contacts personnels. *Stop.* Position politique semble ne pas avoir évolué. *Stop.* Suis très circonspect. *Stop et fin.* »

Bellounis renoua le contact le surlendemain, s'excusant dans une lettre adressée au capitaine d'avoir manqué le rendez-vous du 19 avril et souhaitant une nouvelle rencontre. Combette envoya sa réponse le jour même, l'adressant à « M. Lounis, chef du M.N.A. », en espérant qu'elle lui parviendrait. Il posait deux conditions à une rencontre et à un éventuel accord entre le M.N.A. et l'autorité française :

1° Eliminer toute idée de lutte contre la France. Si cette condition n'était pas remplie, il serait inutile de poursuivre plus avant le rapprochement tenté ;

2° Cesser toute correspondance parallèle avec les chefs de makhzen comme Ferrah.

Combette après avoir eu tant de mal à pacifier sa région et à gagner la confiance de la population ne voulait pas que ces petits chefs M.N.A. viennent semer le doute dans ces esprits « en friche ».

Pour éviter une mésaventure semblable à celle du rendez-vous manqué du 19 avril, Combette demandait à Bellounis de lui fixer le lieu et la date de leur rencontre pour qu'il puisse faire neutraliser, la zone pendant le temps de leur entretien et la placer sous la protection de l'armée française. « Vous n'aurez rien à craindre », concluait le capitaine. Il signa le message et y ajouta un cachet représentant la République mais autour duquel il avait fait supprimer la mention : République française ! Combette restait dans une prudente expectative.

Le 1er mai 1957, Si Dahfoul apprenait au capitaine que sa lettre avait été transmise à Bellounis par Si Amar l'Oranais. Il ne restait plus qu'à attendre la réponse du « chef suprême ». Mais Combette était inquiet. Il trouvait que l'affaire traînait trop et qu'on ne pourrait garder bien longtemps le secret sur ces tractations entre l'armée et le M.N.A. Il redoutait que, l'apprenant, les Kabyles du F.L.N. ne « fassent une descente » sur cette région charnière qui de plus en plus leur échappait. L'attente allait durer vingt-huit jours et les craintes du capitaine se trouver justifiées par l'un des plus atroces massacres de l'histoire de la guerre d'Algérie : Melouza.

C'est en 1956 que le douar de Melouza, gros bourg assez riche au nord de M'Sila, était passé au F.L.N. Et cela à la suite d'une opération de représailles menée par l'armée française. Un capitaine de la 7e D.M.R. avait été tué dans une embuscade tendue par un-groupe rebelle. Un lieutenant-colonel, alors patron adjoint d'un des régiments de la 7e D.M.R., avait appliqué une méthode qu'il perfectionnera plus tard à L'Arba, près

d'Alger. Il fit fusiller quelques suspects arrêtés à la suite de cette affaire, puis disposa leurs cadavres sur le toit d'un car auquel il fit parcourir les routes et pistes praticables de la région de Melouza. À titre d'exemple du sort qui attendait désormais ceux qui aideraient le F.L.N. et se rendraient ainsi responsables d'assassinat. Ce lieutenant-colonel s'appelait Antoine Argoud.

Cette méthode, substituant la terreur française à la terreur F.L.N., n'avait guère été concluante à Melouza puisque, les forces françaises ayant quitté le terrain, la population passa en bloc au F.L.N. Pour le Front, la victoire était loin d'être négligeable car elle assurait en plein cœur de la poche M.N.A. une tête de pont d'importance dans une région clef par laquelle s'effectuait le passage entre les wilayas 2 (Constantinois), 3 (Kabylie) et 6 (territoires du Sud).

À partir de Melouza, le F.L.N. essaya de gagner à sa cause l'importante population des Beni-Illemane contrôlée jusque-là par le M.N.A. Si Dahfoul était originaire de ce douar et son ralliement aux soldats de Combette apporta à la population l'assurance du soutien militaire français. Dès lors le F.L.N., qui avait réussi à imposer une assemblée et des refuges, subit déboire sur déboire. La population arabe qui voyait d'un mauvais œil ces fellaghas kabyles lui imposer un impôt et une aide qui la désignerait immanquablement aux coups de l'armée, se rebella. Et avec quelle violence ! Successivement un officier F.L.N. et plusieurs sous-officiers furent « donnés » aux forces de l'ordre. Puis trois agents de liaison envoyés par la wilaya 3 à la wilaya 6 furent abattus. Un sergent et son secrétaire qui avaient demandé asile aux Beni-Illemane furent exécutés à coups de hachette. Le responsable F.L.N. de Melouza, Si Abdelkader, à la tête de deux sections, décida une action de représailles contre les Beni-Illemane. Il fut encerclé par les hommes de Bellounis aidés de la population et « particulièrement des femmes », nota Si Abdelkader dans le rapport qu'il envoya au capitaine Arab, responsable de toute la région sud de la wilaya 3. Il dut se replier, laissant les habitants du douar et les maquisards M.N.A. fêter leur victoire. C'était au cours de ces accrochages que les bellounistes avaient brûlé une grande partie de leurs munitions, ainsi que Dahfoul J'avait signalé à Combette.

La situation, qui devenait critique pour le F.L.N., provoqua la réaction du chef de la wilaya kabyle, Mohammedi Saïd. Au passage des chefs du C.C.E. en fuite vers Tunis, il avait senti que Krim était déçu par le peu d'activité déployée par sa wilaya. Il redoutait qu'à son retour de Tunis, Amirouche ne lui « soufflât » sa place à la tête de la Kabylie. Il résolut de montrer sa fermeté et donna ordre au capitaine Arab d'encercler les villages du douar Beni-Illemane, de mesurer les réactions de la population et, en cas de riposte, d'en abattre les habitants. Arab, un ancien chauffeur de taxi parisien d'une cinquantaine d'années, réunit tous les hommes disponibles de sa région et se mit en route à la tête de trois cent cinquante hommes armés de fusils, pistolets mitrailleurs, F.M. et fusils de chasse.

À 2 heures du matin, le 28 mai 1957, Abdelkader Sahnoun, à qui le capitaine Arab a donné ordre d'abattre tous les hommes de Beni-Illemane, commence l'encerclement du douar à la tête de six sections de l'A.L.N. L'alerte est donnée à 8 heures alors qu'ils sont encore sur les collines avoisinantes. Au village, c'est l'affolement. Quelques bellounistes tentent d'organiser la résistance. Ils stoppent l'avance des hommes du F.L.N. Mais les munitions s'épuisent. À midi, le dernier défenseur armé tombe à l'entrée du village. Et

c'est la ruée sauvage. De tous côtés les *djounoud* font sortir les hommes des misérables gourbis où, terrorisés, ils se sont réfugiés. Les femmes hurlent. C'est la panique. Les hommes qui résistent sont abattus. Une heure plus tard, trois cent quatre hommes du village sont rassemblés, misérable troupeau, accroupis sur la place de la mechta, mains sur la tête. Hébétés. À coups de crosse, au milieu des gémissements des femmes et des cris des enfants, les hommes du F.L.N. les obligent à se lever et les font avancer par un sentier de chèvres en direction de Mechta-Kasba, petit hameau d'une dizaine de familles, situé non loin du village... Abdelkader Sahnoun et le capitaine Arab ont décidé de frapper les esprits et de massacrer leurs prisonniers dans cette mechta où Bellounis établit son P.C. lorsqu'il se trouve dans la région.

À 14 heures, c'est l'arrivée à Mechta-Kasba, d'où les femmes et les enfants ont déjà été chassés par un groupe avancé. Une dizaine d'hommes ont été gardés et voient arriver la malheureuse caravane. Alors, tout va très vite. Dans ce petit village aux maisons basses faites de pierres entassées à tel point que, de loin, elles se confondent avec le paysage de rochers et d'éboulis, les hommes d'Arab entassent les trois cent quinze hommes dans les gourbis. Plus de trente par maison ! Et c'est le massacre, la folie sanguinaire. Au fusil, au couteau, à coups de pioche, les fellaghas taillent en pièces leurs prisonniers. Ceux qui tentent de s'échapper sont abattus d'une rafale de mitraillette. Des flots de sang s'écoulent maintenant des maisons transformées en abattoirs humains. Le massacre dure une demi-heure à peine. Aux cris, aux supplications, aux coups de feu, aux hurlements des *djounoud* déchaînés succède un silence pesant. Abdelkader Sahnoun réunit ses hommes. Il faut fuir. Maculés du sang de leurs victimes, les yeux égarés, ils regagnent la zone est, celle de leurs refuges des Beni-Ouagag, dans la forêt de Drea ou de Mansourah. Les ordres de Mohammedi Saïd, chef de la wilaya 3, ont été exécutés. Tel est désormais le sort réservé par le F.L.N. à ceux qui voudraient rejoindre Bellounis ou l'armée française.

À cette même heure, le capitaine Combette, dont le P.C. se trouvait, ce 28 mai 1957, aux Ouled-Taïr, recevait le compte rendu d'une reconnaissance aérienne. D'après le rapport l'observateur qui venait de survoler les Beni-Ulemane signalait des mechtas qui brûlaient en NX 29 G 4. Sur sa carte d'état-major Combette repéra l'endroit. C'était au nord du Kef-el-Gueur, près du lieu dit Mechta-Kasba. Il était 17 h 30 lorsqu'il arriva avec une quinzaine d'hommes et un half-track aux premières mechtas du douar. Les femmes affolées couraient en tous sens, prononçant des paroles inintelligibles. Il fut très difficile de savoir immédiatement ce qui s'était passé. Vers 18 h 30 quelques hommes commencèrent à réapparaître. L'un d'eux, encore sous le coup de l'émotion, expliqua à Combette incrédule le déroulement du raid F.L.N. :

« Ils sont arrivés ce matin, ils ont ramassé tous les hommes et puis sont partis avec eux.

— Dans quelle direction ?

— Vers le nord, je crois...

— Non, coupa un autre fellah, vers l'est. Nous avons réussi à leur échapper, mais les femmes ont peur car les fellaghas ont promis de revenir cette nuit les égorger avec leurs enfants ! »

Les renseignements affluèrent dans la soirée. Le massacre s'était produit à Mechta-Kasba. Combette devait attendre des renforts avant de s'y rendre. Si tout était fini là-haut

il était préférable de soigner les blessés signalés par des patrouilles dans de nombreuses mechtas et surtout de protéger la population terrorisée qui s'attendait à de nouvelles actions punitives du F.L.N. Combette consacra là journée du 29 à ces différentes tâches. Des hélicoptères évacuèrent les blessés les plus graves. Les infirmiers des unités engagées s'occupèrent des blessés légers. Dans le courant de la journée, recoupant les témoignages qui maintenant arrivaient en masse, Combette évalua le massacre à « au moins deux cents morts ».

Le 30, à 9 heures du matin, accompagné par deux pelotons à pied et par une cohorte de femmes folles d'inquiétude, il arriva à Mechta-Kasba. Une effroyable puanteur planait sur le village. Combette marqua un temps d'arrêt. Son regard croisa ceux de Si Saïd et Si Mohamed, deux des adjoints de Bellounis qui, aux premières heures du jour, s'étaient présentés à son P.C. pour se mettre à sa disposition. Ils s'attendaient au pire.

« Allons-y », dit. le capitaine en pliant un mouchoir sur son nez.

Les femmes, jusque-là maintenues par un cordon de troupes, se précipitèrent. Aussitôt des cris affreux retentirent. Hagardes, se déchirant le visage de leurs ongles, comme prises de folie, elles allaient d'une maison à l'autre, glissant dans des flaques de sang gluant, retournant les cadavres pour retrouver un fils, un frère, un mari. Le village n'était plus qu'un hurlement. Les soldats découvraient à leur tour le massacre. Dans chaque gourbi le même spectacle. Des corps affreusement mutilés, des cadavres dont le visage gardait l'empreinte d'une terreur indicible, et du sang partout, en mares, en plaques, en traînées, sur le sol et sur les murs. Et, flottant dans l'atmosphère, cette odeur lourde, chaude et fade, horrible, du sang et des corps en décomposition.

« Il faut tout de suite les enterrer, dirent les deux chefs M.N.A. qui accompagnaient Combette, le soleil tape dur !

— Attendons un peu. »

Dans cette guerre subversive qui venait de prouver une nouvelle fois qu'il n'était pas de pitié, il fallait exploiter psychologiquement cet acte odieux. Trois cent un morts et quatorze blessés, retrouvés inconscients, râlant au milieu des cadavres. L'action psychologique et les services de propagande du Gouvernement général avaient de quoi soulever l'indignation mondiale devant la cruauté du F.L.N. !

Combette fit prévenir par radio le commandant Pascal, de Mansourah, qui ce jour-là se trouvait aux côtés du général Salan et de Robert Lacoste à l'inauguration de la base d'hélicoptères d'Aïn-Arnat, près de Sétif. Le commandant Pascal arrêta personnellement le cortège, attira Salan à l'écart... et se fit rembarrer !

« Des histoires comme ça, dit le commandant en chef, on en a tous les jours ! »

Et il retourna à son inauguration. Prise d'armes, décorations sous les flashes des photographes et des actualités constituaient, ce 30 mai 1957, les plus importantes préoccupations !

Ni Lacoste ni Gorlin, son chef du service de presse, ne furent alertés ! Alors qu'ils se trouvaient — avec une importante caravane de journalistes — sur une base d'hélicoptères à moins de 120 kilomètres de Melouza !

Ce n'est qu'au retour à Alger, le soir du 31, que le Gouvernement général et l'état-major se rendront compte de l'importance réelle de l'événement. Deux journalistes, Serge Bromberger, du *Figaro*, et Jacques Chapus, de *France-Soir*, avaient déjà pris une voiture et roulaient en direction de Melouza pour « griller » leurs confrères. Ils n'arriveront que

le lendemain matin... en même temps que les autres journalistes pour lesquels Gorlin aura organisé un voyage en hélicoptère sur les lieux du drame. « Avec un événement pareil, dit-il à Lacoste, il nous faut la « une » des journaüx du monde entier ! »

La théorie officielle fut très vite forgée : éviter de parler du conflit M.N.A.-F.L.N. Et laisser entendre aux journalistes que la seule raison de ce raid sanglant était le ralliement de ces populations à la France. La presse internationale *devait* en arriver à cette conclusion : « Le F.L.N. sait que le peuple unanime est avec la France et il a peur... »

L'opération psychologique réussit à merveille. Le monde entier s'indigna devant les photos prises à Mechta-Kasba. Et encore Combette, apprenant l'incrédulité de Salan, avait-il dû faire enterrer tous les corps, ce qui, le lendemain, provoqua la fureur des journalistes de la caravane de Gorlin ! Heureusement, le sang restait…

C'est au moment où il s'y attendait le moins et où, honnêtement, il pensait à autre chose que Combette vit arriver, au milieu des journalistes, des officiels, des généraux qui tenaient conférence de presse sur conférence de presse, et même du procureur général et du commissaire principal de Constantine, un soldat de Bellounis en uniforme avec ses cartouchières croisées et son insigne vert et blanc frappé du croissant ! Personne n'y prêta attention.

« Mon capitaine, dit-il à Combette en le saluant militairement, il y a le général Bellounis qui t'attend tout près d'ici à deux kilomètres. »

Combette s'éclipsa discrètement. Son départ passa inaperçu. Qui, dans cette assemblée galonnée, se souciait d'un petit capitaine sans importance ? Seul un officier de renseignement d'Alger prit place dans la jeep. Bellounis était au rendez-vous, entouré d'une vingtaine de cavaliers. Combette découvrit un homme de haute stature en vareuse et pantalon militaires. Un imposant pistolet allemand sans étui pendait à la ceinture. Bellounis porta la main à son calot coquettement incliné sur l'oreille gauche à la façon des « loustics » d'avant-guerre.

« Général Bellounis », se présenta-t-il au garde-à-vous.

La grosse moustache qui barrait le visage basané tremblait. Orgueil ou émotion ? Combette retint un sourire. Ce n'était pas le moment.

« Capitaine Combette. »

Après les compliments d'usage et les regrets pour les rendez-vous manqués et remis, on en vint aux choses sérieuses. Bellounis acceptait de se rallier avec ses hommes. Désormais, il combattrait aux côtés de la France. Le « général » Bellounis — il avait épinglé deux étoiles dorées sur ses épaulettes — était très volubile. Il vanta ses hommes et « la crainte qu'ils inspiraient au F.L.N., leur principal ennemi ». Mais derrière les hâbleries du chef qui tentait de ne pas perdre la face, perçait une inquiétude réelle. Bellounis jouait sa dernière carte. Il était fichu. Sa seule chance de résister au F.L.N. qui venait de prouver quel était le sort réservé à ceux qui osaient s'élever contre son pouvoir, et d'empêcher ses hommes dé se débander, était cet accord avec l'armée. Il posa tout de même une condition.

« Mon capitaine, je me rallie, dit-il, je vous apporte mon armée qui combattra avec vous mais je veux l'assurance que la France ne traitera jamais avec le F.L.N. ni avec les communistes.

— Mon rôle est d'entrer en contact avec vous, répondit Combette. Je ne suis pas habilité à prendre des engagements politiques. Les autorités d'Alger que représente le

capitaine qui est avec moi prendront avec vous les décisions nécessaires. »

Bellounis convint d'un prochain rendez-vous avec l'officier de renseignement. L'aventure du général Bellounis commençait. Combette rentrait dans le rang. De retour à Beni-Illemane il câbla à Alger : « Mission remplie. Contacts pris avec Bellounis. Ralliement acquis. » C'était maintenant aux services spéciaux de jouer avec le « général ».

C'est à la même époque que se déroula l'affaire de la wilaya 6 ; nouvel épisode sanglant de la lutte F.L.N.-M.N.A. pour le contrôle d'une région. Si l'histoire est moins connue que celle de Melouza elle n'en conduisit pas moins à un affrontement où une fois de plus Kabyles et Arabes allaient s'entre-tuer.

Cette fois, les Kabyles feront les frais de l'opération, qui se soldera par plus de mille morts et le ralliement spectaculaire de Si Chérif que les stratèges en chambre du service d'action psychologique — experts en propagande — présenteront comme l'un des plus « glorieux » harkis de l'armée française. À leur décharge personne ne connaissait à l'époque la réalité. Elle était particulièrement sordide et expliquait pourquoi la wilaya 6, qui dans l'organisation de la révolution algérienne « couvrait » les immenses territoires du Sud, ne parvenait pas à développer une activité semblable à celle des autres zones. Et pourtant, depuis 1956, cette région du Sud recelait la plus grande richesse de l'Algérie : le pétrole. Depuis qu'il avait jailli à Hassi-Messaoud et que les sondages avaient appris au monde qu'il s'agissait d'un des plus importants gisements jamais découverts, des intérêts énormes étaient en jeu. Et il devenait essentiel pour le F.L.N. de manifester sa présence dans la région des prospections.

Depuis le déclenchement de la révolution cette zone posait un problème. Les six « Fils de la Toussaint » qui avaient partagé le territoire algérien en six zones — appelées plus tard wilayas — n'avaient pu, faute d'élément de classe en qui ils eussent confiance, attribuer un chef à la zone saharienne[22]. Deux ans plus tard, au congrès de la Soummam, la wilaya 6 avait été placée sous les ordres d'Ali Mellah, un Kabyle du premier maquis de Krim Belkacem. Ali Mellah, avant de descendre vers le Sud — où de sérieux ennuis l'attendaient car c'est sur ces immenses territoires que Bellounis, chassé de Kabylie, avait essaimé ses groupes M.N.A. —, avait constitué son état-major et recruté ses troupes de choc en Kabylie. Il fallait environ douze cents hommes disséminés dans les grands centres du Sud — Djelfa, Laghouat, Bou-Saada, etc. — pour réduire les M.N.A. et amener la population à embrasser la cause du F.L.N. Le C.C.E., état-major clandestin de la révolution — qui se préparait à la » bataille d'Alger » — lui avait donné carte blanche pour organiser son expédition. Ali Mellah, combattant courageux mais piètre psychologue, choisit comme adjoint un certain Amor, rouquin aux yeux clairs que l'on appelait « Rouget », sobriquet traditionnel en Algérie pour les hommes à cheveux roux. Ali Mellah ne pouvait plus mal tomber. Stupide, jouisseur et cruel, Rouget allait être la source de tous les drames de la wilaya 6.

Dès son arrivée dans le Sud, Ali Mellah recruta des hommes pour le F.L.N. et fit encadrer ses premières troupes par ses compagnons kabyles. Et aussitôt les accrochages commencèrent. La population des territoires du Sud, composée de purs Arabes, était peu satisfaite de se voir dirigée par des Kabyles. D'autant que ceux-ci, et Rouget en

particulier, n'évitaient pas une erreur. Non seulement entre eux ils continuaient de parler kabyle, langue inconnue des Arabes, mais encore ils traitaient leurs nouvelles troupes du haut de leur supériorité. Pour les Arabes c'était une injure caractérisée. Des « étrangers » leur donnaient des ordres et Rouget ne se privait pas de leur répéter : « Il a fallu que ce soient des Kabyles qui viennent chez vous vous libérer... »

En outre cet individu auquel Ali Mellah avait donné bien légèrement sa confiance ne se contentait pas d'injurier ses subordonnés arabes. Se débarrassant du carcan puritain qui enserrait les troupes de l'A.L.N. dans les autres wilayas, Rouget avait obtenu par la terreur que chaque village où il passait la nuit lui abandonnât la fille de son choix. C'était oublier le proverbe qui dit : « L'Arabe du Sud n'a pour fortune que son cheval, son fusil et son honneur. » Il acceptait de donner le fusil à l'A.L.N. pour lutter contre la France, le cheval aussi car il participait à la lutte pour l'indépendance. Mais la fille, non ! C'en était trop ! F.L.N. ou pas.

Ali Mellah, comprenant son erreur de tactique, avait renversé la vapeur et avait su capter rapidement la confiance de certains notables du Sud. Pour conquérir celle de toute la population il fallait se débarrasser de Rouget qui maintenant avait constitué une véritable « bande kabyle » et pressurait les villages où il passait. Ali Mellah décida d'attendre une occasion propice. Cet atermoiement allait lui coûter la vie. Voici comment :

Au début de l'année 1957 les hommes de Rouget avaient enlevé dans son village Chérif Ben Saïdi, ancien sergent-chef de l'armée française où il avait servi de 1944 à 1955, obtenant lors de ses campagnes trois citations dont une à l'ordre de l'armée. Ils s'apprêtaient à le liquider « pour l'exemple » lorsque Rouget avait décidé de le gracier et d'utiliser ses compétences militaires pour le plus grand bien de l'A.L.N. L'ancien sergent-chef, prenant le nom de Si Chérif, devint très vite lieutenant de l'Armée de libération nationale et adjoint de Rouget et du chef de wilaya, Ali Mellah. Lorsque commença la « campagne d'extermination des messalistes » la wilaya 6 fut chargée des opérations locales puisque c'était sur son territoire que se trouvaient le plus grand nombre de cellules M.N.A. Pendant que les hommes de Mohammedi Saïd entreprenaient de nettoyer de la façon que l'on sait la zone charnière entre le Sud et la Kabylie, provoquant le massacre de Mechta-Kasba et le ralliement de Bellounis à la France, Ali Mellah donna ordre à Rouget, assisté de Si Chérif, de « piquer » vers le Sud à la poursuite de groupes messalistes en déroute. Rouget rassembla quatre cents hommes, les confia à Si Chérif et — accompagné de ses gardes du corps — précéda sa troupe de trois ou quatre jours dans le long trajet qu'elle avait à accomplir. Non pour « préparer » les cantonnements de ses hommes mais pour rafler dans chaque village les meilleurs morceaux et les plus jolies filles. Rouget avait plus l'âme d'un sybarite que d'un guerrier révolutionnaire !

Au cours de la longue marche sur les plateaux désertiques du Sud, la caravane F.L.N. fut repérée par un avion de reconnaissance. Une escadrille de T-6 vint à la rescousse et fit un véritable carnage. Les rafales de mitrailleuse tracèrent des vides meurtriers parmi les hommes de Si Chérif. Celui-ci parvint à s'en tirer et, avec les rescapés, rejoignit son chef Rouget, qui leur donna une nouvelle mission. Là, Si Chérif se révolta :

« Entendu, dit-il, on obéit. On y va. Mais cette fois, tu viens avec nous et tu risques autant que nous !

— Tu oses me parler ainsi ? À moi, Rouget, ton chef ? La prochaine fois je te tue !

— À tes ordres. »

Si Chérif semblait maté. Confiant en sa bonne étoile et plus enclin à jouir des douceurs des villages arabes que d'attaquer l'armée française ou les messalistes, Rouget reprit sa route, croyant la discipline de fer imposée par l'A.L.N. suffisante pour décourager toute rébellion interne.

Il oubliait la rancune arabe qui fermentait dans le cœur de Si Chérif. Celui-ci, homme du Sud, rassembla les combattants de sa région et leurs familles. Tous avaient été humiliés par l'attitude méprisante de Rouget et de sa troupe. Il suffirait de souffler sur ces brandons et d'enflammer l'honneur arabe contre ces « Kabyles de malheur » pour les abattre définitivement.

« Voyez comme ces chefs nous traitent, tonna Si Chérif, ce sont tous des Kabyles. Ils veulent imposer leur loi au peuple arabe. Ils veulent diriger la révolution et se servent de nous comme d'un troupeau qu'on sacrifie. Ils nous prennent nos fusils et nos chevaux... »

Un long murmure parcourut l'assemblée. Les hommes redoutaient de s'entendre dire la suite. Mais Si Chérif voulait frapper fort, provoquer la révolte contre ces nouveaux maîtres.

« Et vous le savez tous, poursuivit-il, ils n'hésitent pas à nous prendre nos filles, la pureté de nos familles. » Des cris de haine s'élevèrent de la foule.

« *Leur obéir c'est changer de colonialisme.* Qu'est devenu notre honneur ? Sommes-nous des hommes ou de vieilles femmes juste capables d'aller chercher l'eau de la fontaine ? Nous devons nous venger. »

Si Chérif avait su atteindre le point sensible, frapper l'orgueil des hommes du Sud. En quelques jours il eut la population bien en main. Le sergent-chef devenu lieutenant rêvait maintenant aux galons de colonel, chef de wilaya…

Son premier souci fut de se débarrasser d'Ali Mellah qui était pour lui beaucoup plus dangereux que Rouget. En effet,, le chef de wilaya avait su convaincre la population. Il lui avait fait partager ses objectifs de lutte contre le colonialisme et d'indépendance nationale. Son grade, son attitude sans reproche et la confiance dont il jouissait auprès de nombreux notables constituaient autant d'écueils insurmontables sur la route de Si Chérif. Ali Mellah devait disparaître. L'ancien sergent-chef l'assassina, puis se débarrassa dans le plus grand secret de l'encombrant cadavre. Ce fut ensuite un jeu d'enfant de lancer la population contre les « Kabyles du F.L.N. » si mal représentés par Rouget. Un massacre effroyable se préparait. En quelques jours plus de mille Kabyles, disséminés dans une région immense devenue hostile, furent assassinés. Ali Mellah n'était plus là pour raisonner et convaincre la population de l'inutilité de cette Saint-Barthélemy antiberbère. Les femmes et les enfants achevèrent les blessés. Les quelques Kabyles ayant échappé au massacre donnèrent l'alerte à la wilaya 4.

« Ali Mellah a été assassiné par Si Chérif, racontèrent-ils, mais la population l'ignore. Il a aussi égorgé Rouget, et là, tout le monde a applaudi. Tous les Arabes du Sud sont maintenant entre ses mains. Ils l'adorent. Le pays est désormais fermé aux Kabyles. »

Il fallait prendre des mesures d'urgence pour conserver l'unité de la révolution algérienne. Si Sadek, chef de la wilaya 4, décida d'envoyer. une « solide délégation » à la wilaya 6 : son adjoint politique Si M'hamed, qui devait lui succéder à la tête de la 4,

son adjoint militaire Lakhdar, ainsi que le célèbre commando « Ali Khodja » mené par Azzedine.

Dès l'arrivée en wilaya 6, les trois chefs — des Kabyles là encore, mais la population l'ignorait — menèrent leur enquête auprès des notables et des chefs de village. Le mal venait de Rouget et de sa bande. Ces pirates avaient écumé la région. Maintenant la population sincère était aux mains de Si Chérif et — plus grave — elle assimilait Kabyles détestés et F.L.N. Le fractionnement, péril le plus redouté des dirigeants de la révolution, venait de faire son apparition.

Au cours de palabres interminables Si M'hamed entreprit de regagner le terrain perdu. En fin diplomate, il expliqua l'importance de l'unité et le risque que courait Si Chérif. Isolé des autres wilayas il perdrait du terrain.

Si Chérif, très conscient du péril que représentait la présence des trois chefs de la wilaya 4 et de la force du commando « Ali Khodja » qui avait souvent tenu les parachutistes en échec, prit contact avec l'adjudant d'un petit poste français. Il voulait savoir dans quelles conditions pourrait se produire un éventuel ralliement. Parallèlement il écrivit à Si M'hamed pour lui expliquer comment s'était produit le soulèvement antikabyle. Il signa la lettre : Capitaine Si Chérif.

Le double jeu était clair. Si M'hamed, qui avait appris les contacts de Si Chérif avec l'armée française, décida de le supprimer. Mais la liquidation d'un traître ne résoudrait pas le problème le plus important. La population resterait toujours hostile et continuerait d'associer le F.L.N. à tous ses malheurs. Il fallait détruire le prestige de Si Chérif aux yeux des notables. Après cela, sa mort serait parfaitement inutile.

Si M'hamed décida de tenir une grande réunion « d'explication » à laquelle il assisterait ainsi que Si Chérif, Lakhdar, Azzedine et un représentant de chaque village.

Si Chérif répondit à la convocation et arriva fièrement à la tête de ses hommes. Il fallait endormir sa méfiance. Si M'hamed l'accueillit cordialement et le fit asseoir à sa droite à la place d'honneur, Lakhdar se plaça à sa gauche, les notables en somptueux burnous blanc et bottes de fin cuir rouge formèrent le cercle. Azzedine et son groupe de choc assuraient la protection de la réunion et « surveillaient » les hommes de Si Chérif cantonnés à l'écart.

Si M'hamed ouvrit la réunion et refit l'historique de toute l'affaire. Puis il recueillit les témoignages des chefs de village sur l'inconduite de Rouget et de certains de ses hommes. Elle était flagrante.

« Qui a tué Rouget ? » demanda Si M'hamed.

Si Chérif n'hésita pas une seconde.

« C'est moi, dit-il. Il a fait un tort considérable à notre cause. Il méritait de mourir. »

Les notables approuvèrent : « Ce Rouget ne pensait qu'à manger, nous voler et prendre nos femmes. Si c'est ça un combattant du F.L.N., nous n'en voulons pas sur nos terres ! »

Si M'hamed les rassura et continua d'interroger Si Chérif :

« C'est toi et tes hommes qui avez tué le colonel Ali Mellah ?

— Ah non ! protesta Si Chérif. Je n'y suis pour rien. On n'a jamais su qui a fait le coup et on ne sait seulement pas où est le corps. Ali Mellah a disparu. C'est tout. »

Et les chefs de village renchérirent : « Il a disparu et c'est dommage. C'était un homme loyal. Il nous avait expliqué la Cause. On l'aimait bien. »

Pour Si M'hamed la situation était claire : qu'il parvienne à prouver la culpabilité de Si Chérif devant les notables et la population serait retournée. Mais comment y parvenir ? Il cherchait désespérément un moyen. Pour l'instant on tournait en rond. Le hasard allait pourtant le servir.

Si M'hamed avait abandonné le sujet de la mort d'Ali Mellah pour examiner les comptes de la wilaya. Si Chérif fit venir son secrétaire — un jeune étudiant qui le suivait partout — et lui ordonna de faire à haute voix la lecture du « livre de comptes » qu'il tenait soigneusement à jour. Le chef de la wilaya 4 dressa l'oreille lorsqu'il entendit le jeune homme lire : « Dans les poches du capitaine Rouget — exécuté — on a trouvé... » et suivait l'énumération des sommes d'argent et objets personnels découverts dans les vêtements du défunt chef adjoint de la wilaya 6. M'hamed remarqua la satisfaction peinte sur les visages des vieux du village. Elle exprimait la confiance accordée à Si Chérif. Il avait liquidé Rouget mais avait porté en compte son argent personnel. C'était un honnête homme !

D'une voix monotone l'étudiant poursuivait sa lecture.

« Dans les poches du colonel Ali Mellah on a trouvé... »

Si M'hamed bondit !

« Comment savez-vous qu'Ali Mellah est mort ? hurla-t-il. Comment savez-vous ce qu'il avait dans ses poches ? Où avez-vous vu son cadavre ?

— Moi je ne sais rien, bégaya le secrétaire, le capitaine me dit d'écrire et j'écris... »

Tous les yeux s'étaient tournés vers Si Chérif. En un éclair il avait perdu son assurance. Son visage était devenu blême. Il tenta de se justifier et surtout de gagner du temps.

« Il nous faut des détails, exigea Si M'hamed.

— Oui. Oui. Je vais vous en donner. C'est très compliqué. Allons plutôt manger. Pendant le repas je vous expliquerai. »

Tout le monde se leva. Les chefs au burnous immaculé semblaient désorientés. Si M'hamed avait marqué un point sérieux. Il s'approcha discrètement d'Azzedine et lui donna ses instructions.

« Si Chérif cherche à faire diversion, dit-il. Il veut s'enfuir. Alors écoute bien. N'interviens pas. Au contraire, fais une brèche dans la surveillance du camp pour qu'il puisse s'échapper facilement avec ses hommes !

— Mais pourquoi, s'insurgea Azzedine, puisqu'on le tient ?

— S'il s'explique il pourra peut-être trouver une excuse, donner des alibis qu'il faudra vérifier. Les chefs de village ne seront pas absolument convaincus de sa traîtrise. Tandis qu'en fuyant il signe son crime ! »

Si M'hamed avait raisonné en commissaire politique. Le repas commença sans Si Chérif. Azzedine, à l'affût, le vit s'enfuir accompagné de quelques hommes. Il laissa passer une vingtaine de minutes, puis se présenta sous la tente où les notables dînaient en compagnie de Si M'hamed et de Lakhdar.

« Si Chérif a disparu, annonça-t-il. Je l'ai cherché dans tout le camp. Il a fui avec ses hommes ! »

Un immense brouhaha suivit cette révélation. Les notables se concertèrent un long moment, puis le plus ancien se dirigea vers Si M'hamed.

« Nous avons compris. Si Chérif était un traître.

C'est bien lui qui a tué le brave Ali Mellah. Nous mettons nos hommes à ta disposition. Désigne un chef ! »

Si M'hamed avait gagné. L'unité était réalisée. La wilaya 6 venait de naître dans le sang et la trahison.

Si Chérif se présenta le lendemain à la S.A.S. de Maginot pour se rallier avec sa bande : vingt réguliers bien armés de fusils de guerre et cent cinquante fellahs munis de fusils de chasse. Le ralliement de Si Chérif fut exploité par le service d'action, psychologique qui en conclut que la population du Sud, lasse des crimes du F.L.N., demandait protection à la France en la personne de Si Chérif et de ses hommes. C'est exactement le contraire qui venait de se produire.

Le chef rallié se vit confier la zone d'Aïn-Bouaf, près de Maginot. Il reçut même l'autorisation de coudre sur ses manches les galons de colonel. Ayant manqué son coup dans l'A.L.N., il le réussissait auprès de l'armée française. L'ambition de Si Chérif était enfin réalisée.

La longue file de camions couleur sable avait quitté Sidi-Ferruch à 17 heures le 22 mai. Les hommes du 3e R.P.C. avaient pris un dernier bain sur cette plage merveilleuse léchée par une mer transparente, tiédie par le soleil de printemps. Bigeard avait su « situer » son camp de repos que tant d'unités jalousaient. Après l'humidité sournoise et obscure de la Casbah, des venelles poisseuses, des caches et souterrains suintants où depuis des semaines, sans relâche, ils traquaient les réseaux terroristes, les paras du 3 — comme on appelait le 3e régiment de parachutistes coloniaux — avaient eu l'impression de se purifier au contact du sable et du sel. Inconsciemment pour la plupart, ils en éprouvaient le besoin. Mais la récréation avait été brève. Il fallait repartir. En voyant passer les camions si nombreux, les habitants du petit port algérois de Sidi-Ferruch pensèrent que les « casquettes » de Bigeard regagnaient Alger où la bataille contre les terroristes faisait rage. Mais à l'embranchement de Staoueli, la jeep de tête, au lieu de tourner à gauche vers la grande cité, piqua droit vers la plaine du sud qui, après de multiples virages en pente, apparut aux yeux des chauffeurs agrippés à leur volant. Nulle région ne symbolisait mieux l'œuvre française en Algérie que cette opulente Mitidja. On la sentait lourde, fertile, odorante, fécondée par le colon-pionnier qui lui portait un amour presque charnel. Le soleil couchant dorait les champs de blé frémissant à perte de vue et ajoutait une pointe rosée au vert puissant des vignes et des orangeraies. Dans les camions, les hommes chantaient.

Deux heures plus tard, à 19 heures, le 3e R.P.C. au complet se regroupait à Médéa. Dans les camions les paras s'équipaient. Sous les treillis camouflés ils glissaient le » tricot » kaki ras du cou qui râpait la peau et la courte veste matelassée. Au crépuscule, la Mitidja, gorgée de soleil, semblait restituer en lourdes vagues parfumées la chaleur accumulée dans la journée. La fraîcheur qui régnait à Médéa, sur les hauteurs de l'Atlas blidéen, n'en était que plus sensible. Cette nuit, dans le djebel, le froid pincerait. À 20 heures c'était à nouveau le départ vers Champlain par une petite route sinueuse : le chemin départemental 23. La nuit était tombée mais les hommes qui connaissaient la région, savaient que de chaque côté du chemin, dans cette ombre devenue hostile, ce n'étaient que rocailles, ravines, talwegs, lits d'oued asséchés, Une nature tourmentée.

Favorable aux seuls hommes de l'A.L.N. qui en savaient les secrets. Dans les camions qui roulaient maintenant tous feux éteints, les chants avaient cessé. Les soldats ajustaient sur leurs épaules les brêlages de toile soutenant les lourds étuis de chargeurs de MAT ou de F.M., les grenades et le bidon rempli d'eau ou de thé — le colonel interdisait strictement l'alcool et le vin en opération Certains paras, le dos calé contre leur sac, somnolaient, mais la plupart des visages étaient tendus.

Dans le groupe de tête, renversé sur le dossier de sa jeep de commandement, Bigeard respirait profondément La casquette bien enfoncée sur son crâne rasé, la longue visière piquée protégeant des yeux aux paupières lourdes, il emplissait ses poumons de l'air froid de la nuit. Son chauffeur, surpris, l'entendit même chantonner ou plutôt il vit les lèvres épaisses et gourmandes remuer en souriant. Quel type ! Bigeard avait enroulé son torse puissant dans un pan huilé de toile de tente et, le pied appuyé sur l'aile de la jeep, les muscles détendus, semblait — aux yeux de son chauffeur — « déguster » l'attente du combat.

C'était vrai, Bigeard était heureux mais pour une raison que ne pouvait soupçonner le conducteur de sa jeep. Si le colonel le plus populaire de l'armée française chantonnait dans la nuit du 22 au 23 mai 1957, c'est qu'il avait réussi à se sortir du « merdier » d'Alger. Oh ! les résultats avaient été extraordinaires, les colonnes des journaux remplies de photos « parlantes » : fells au regard traqué, le visage mangé de barbe, menottes aux poignets, étalage d'armes, de bombes, d'explosifs saisis dans les caches les plus invraisemblables de la Casbah. Le bilan de ses « p'tits gars » du 3 avait été parmi les meilleurs de ceux de la 10e division de parachutistes, tout entière engagée dans la « bataille d'Alger ». Ses « casquettes » étaient devenus les enfants chéris de la population européenne qui, grâce à eux, se trouvait soulagée d'une menace de plus en plus aiguë. Mais Bigeard sentait ses hommes intoxiqués par l'ambiance d'Alger. L'enthousiasme des Européens à l'égard de ceux qui les libéraient de la terreur ne pouvait compenser les problèmes posés par la lutte antiterroriste. Bigeard connaissait ses hommes. Il fallait les aérer. Leur faire oublier, dans la fatigue des longues courses dans le djebel à la poursuite d'un ennemi « estimé », l'action policière, les interrogatoires « durs et poussés et répétés », les irruptions au milieu de la nuit dans les foyers endormis, le regard de l'homme que l'on emmène au milieu des cris des femmes et des enfants. Les hurlements des militants aussi... avant qu'ils ne lâchent l'adresse de la cache, de la fabrique de bombes ou du refuge des terroristes. Ce travail policier n'avait rien d'exaltant. Mais certains — y compris parmi ses officiers — s'étaient laissé prendre au jeu malsain, et y trouvaient sinon du plaisir, du moins une certaine excitation. Ça, les politiciens qui leur avaient donné carte blanche pour « débarrasser Alger de sa vérole » l'ignoraient... ou ne voulaient pas le savoir. Alors Bigeard avait réagi. Profitant de l'amélioration de la situation dans la Ville blanche, il avait « giclé » et — après un court repos — lançait ses hommes dans l'Algérois. En l'absence des unités d'intervention bloquées par la « bataille d'Alger » les *djounoud* de la wilaya 4 (Algérois) avaient parfait leur organisation et accumulé les opérations. Méfaits, assassinats, incendies de récoltes succédaient aux embuscades contre les unités de secteur sous les yeux d'une population musulmane de plus en plus acquise à la révolution.

Depuis le début du mois de mai l'état-major était obligé d'admettre que l'A.L.N. avait l'initiative. Salan, préoccupé au premier chef de remporter la « bataille d'Alger », puis

de réussir la mise en place de son plan de pacification, ne pouvait entreprendre d'opérations de grande envergure faute d'unités d'intervention — parachutistes, commandos et hélicoptères — disponibles. Dans l'est de l'Algérie la wilaya 2 (Constantinois) avait subi de lourdes pertes dans le secteur Collo-El-Milia, mais les unités de l'A.L.N. se reconstituaient à une vitesse phénoménale et les rapports qu'envoyaient le préfet Papon et le général Noiret étaient loin de se montrer optimistes. Le barrage de la frontière tunisienne n'était pas terminé et c'était un jeu d'enfant pour les *doujnoud* de l'Aurès et du Constantinois constitués en katibas de cent à cent vingt hommes de franchir le barrage, se ravitailler en Tunisie et revenir dans l'Est algérien puissamment armés et bien équipés. Salan était pris à la gorge : d'une part la « bataille d'Alger » qui, malgré les résultats spectaculaires, n'était pas terminée, d'autre part ce barrage tunisien dont on avait décidé la construction mais qui traînait singulièrement. Et les accrochages que subissaient les troupes de secteur dans l'Algérois même n'arrangeaient pas les choses.

La wilaya 4 montrait dans ces brefs engagements une combativité, une mobilité et une science de la guerre révolutionnaire inquiétante qui désorientaient la plupart des unités de secteur. Trop d'officiers étaient incapables de se débarrasser de leurs habitudes. Trop de convois empruntaient les mêmes pistes aux mêmes heures, offrant aux commandos de l'A.L.N. une proie facile. Certains se laissaient même aller à mener une « petite guerre » personnelle qui pouvait parfois conduire à la catastrophe. C'est ce qui s'était passé au début du mois de mai à Oued-Malah.

Le commando « Ali Khodja », commandé par Azzedine, était tombé par hasard sur une unité de spahis à cheval et de tirailleurs algériens alors qu'il préparait une embuscade contre un convoi de sept camions qui passait là tous les jeudis. L'engagement avait été violent et les spahis avaient dû battre en retraite, abandonnant plus de soixante morts tandis que le commando « Ali Khodja », qui avait récupéré les soixante armes et plusieurs fusils mitrailleurs, ne déplorait que sept morts et dix blessés. Alors qu'il regagnait sa zone de repli, Azzedine, poursuivi par l'aviation, avait reçu une balle de mitrailleuse 12,7 qui lui avait fracassé l'avant-bras droit. Sous le choc, il s'évanouit. À son réveil, soutenu par ses hommes qui avaient maladroitement soigné sa plaie, il s'aperçut qu'il n'y voyait plus. Pendant quarante-huit heures il fut aveugle. Au troisième jour la vue revint progressivement. Plutôt que de se faire soigner dans un hôpital A.L.N. et devoir quitter son commando, Azzedine résolut de se soigner seul ! Il mit sa plaie à nu, la lava soigneusement et avec une pince et une lame de rasoir, il la débarrassa des esquilles d'os plantées dans la chair meurtrie. Puis avec un chèche trempé dans de la semoule et des œufs il prépara un plâtre de fortune pour maintenir le membre brisé, tout en laissant une « fenêtre » pour que la blessure « respire ». Azzedine allait soigner sa plaie au mercurochrome, enlevant à la main les esquilles profondes qui ressortaient progressivement[23] !

« Je peux encore tirer de la main gauche, dit-il à ses hommes, occupons-nous maintenant des spahis. »

Il avait un compte à régler avec un capitaine dont toute la population parlait. Ce jeune spahi s'était fait affecter dans le secteur où son père — militaire de carrière — avait été tué par des rebelles. Pour le venger, il avait décidé de mener « sa » guerre. Azzedine

s'était pris au « jeu ». Refusant de regagner sa zone de Z'Bar-Bar comme la prudence le commandait, il avait installé ses hommes dans le djebel sur des positions sûres entourant le poste de spahis. Il était impossible d'attaquer un ouvrage aussi important avec la centaine d'hommes dont il disposait. Il fallait donc ruser. Et attendre. Bientôt le capitaine — surnommé « Boukragh » (l'unijambiste) parce qu'il boitait légèrement — repéra les hommes d'Azzedine. Alors commença entre les deux ennemis un jeu de cache-cache meurtrier. Azzedine voulait Boukragh et Boukragh voulait Azzedine. Quinze jours plus tard, après plusieurs escarmouches peu probantes les deux chefs se trouvaient toujours face à face. Azzedine me racontera plus tard :

« Ce capitaine "Boukragh", je l'aimais bien. Je voulais à tout prix l'avoir. Tout comme il voulait ma peau. Mais il mettait un point d'honneur à réussir seul. Il me plaisait. Il n'a jamais appelé l'aviation alors qu'il connaissait très bien ma position. À la jumelle il nous voyait même jouer au football ! Il était ravitaillé par hélico et n'avait rien dit à personne. C'était une histoire entre lui et moi ! »

Si Lakhdar, le chef militaire de la wilaya 4, qui se souciait peu de cette guerre « entre hommes », envoya un blâme à Azzedine pour n'avoir pas regagné la zone qui lui était affectée : le commando dut obéir. Il se repliait en abandonnant Boukragh, lorsque six des tirailleurs algériens désertèrent le poste français pour le rejoindre. L'occasion était trop belle. Sachant que les spahis et la compagnie du B.T.A. que commandait le capitaine allaient poursuivre les déserteurs, Azzedine tendit son embuscade. Elle réussit d'autant mieux que le capitaine se croyait débarrassé des assiégeants. Plusieurs dizaines de morts du côté français, un mort et deux blessés dans le commando « Ali Khodja », qui raflait en outre un armement important et trois postes radio AMGRC 9 — SCR. Le capitaine « Boukragh » avait été tué par un de ses déserteurs dans un silo où il avait cherché refuge.

Le bilan était lourd. L'état-major devait réagir contre la wilaya 4 et son terrible commando. C'est ainsi que Bigeard — qui voulait « sortir ses garçons » d'Alger — fut lancé sur sa piste.

Il était 1 h 30 du matin lorsque les camions s'arrêtèrent en plein djebel. Bigeard avait à sa disposition sept cents hommes divisés en quatre compagnies, un commando, un escadron et une compagnie de réserve. Immédiatement, les commandants de compagnie entourèrent la jeep du patron. Le colonel tirait sur sa courte pipe. Ses doigts refermés sur la torche électrique laissaient passer un mince rayon qui éclairait la carte d'état-major dépliée sur ses genoux.

« Il faut que la 3e compagnie parte tout de suite. C'est elle qui a le plus long chemin à faire. Tu sais où tu dois placer tes embuscades ? dit-il à mi-voix au capitaine de la 3.

— Affirmatif, mon colonel.

— Alors, gicle. Tu n'auras pas trop de quatre heures pour trouver ta position. Il faut qu'à 5 heures, au lever du jour, nous soyons prêts. »

Le jeune capitaine salua rapidement et rassembla ses hommes. Sac au dos, en file indienne, ils s'enfoncèrent dans la nuit.

Le 3e R.P.C. connaissait bien le terrain. Après l'affaire d'Oued-Malah, entre le 9 et le 13 mai, Bigeard avait fait crapahuter ses hommes dans toute la région. En vain. Mais les marches de nuit, les marches forcées leur avaient permis de reconnaître cette nature hostile. Ils avaient surtout repéré des zones de passage. C'est dans l'une d'elles que

Bigeard — à la suite de l'accrochage avec les tirailleurs — avait décidé de placer une série d'embuscades.

Cette zone, située près d'Agounenda, gros village au sud de la route Blida-L'Arba, permettait, grâce aux ravins profonds où coulaient l'oued Boulbane et ses affluents encaissés, de passer facilement de Sakamody à la forêt de Beni-Miscera (N.-E.-S.-O.) ou d'Oued-Malah à Blida (S.-E.-N.-O.). Avec un peu de chance le commando Azzedine passerait par cette région. Comme d'habitude, le plan de Bigeard était simple. La 1re et la 2e compagnie ainsi que le commando montaient chacun trois embuscades aux confluents d'oued ou aux passages entre plusieurs lignes de crête, la 3e, la 4e et l'escadron contrôlaient des croisements de pistes et n'avaient ainsi que deux embuscades à monter. Tous les « pièges » étaient disposés en arc de cercle au centre duquel Bigeard installerait « Bruno », son P.C. volant. Seule, la 3e compagnie, qui s'enfonçait vers le nord, était isolée. La compagnie d'appui qui restait en réserve auprès des Sikorsky dont les pales se détachaient sur le ciel clair, serait héliportée dès que la radio signalerait un accrochage.

Bigeard vérifia une fois encore l'emplacement des embuscades.

« Et attention ! précisa-t-il à ses commandants de compagnie, silence total autant que possible. Un minimum de communications radio. Il n'y aura ce matin aucun survol de la région. J'ai demandé qu'on nous foute la paix avec les reconnaissances aériennes. Si nos gars sont par là, il faut éviter de leur donner l'éveil. Il faut qu'ils se sentent “chez eux”, en confiance. Et je ne veux-pas qu'on fume ! En route et bonne chance. » Bigeard frappa son brûle-gueule sur le talon de ses rangers et le rangea soigneusement dans sa poche poitrine. Précédé et suivi de ses postes radio pour l'instant silencieux il se mit en marche, comme tout le monde, pour établir son « P.C. Bruno » à la base de ce carré MY-34 qui représentait cent kilomètres carrés de djebel et qu'il venait de transformer en toile d'araignée. Si cette opération « à l'intuition » réussissait, le plus célèbre des régiments parachutistes et l'élite des rebelles de la wilaya 4 allaient se retrouver face à face.

Au lever du jour les hommes d'Azzedine et ceux de Si Lakhdar, environ trois cents *djounoud,* se mirent en route. Ils accompagnaient Si M'hamed, commissaire politique de la wilaya, qui faisait une tournée d'inspection et d'orientation politique tant auprès des maquisards de l'A.L.N. qu'auprès de la population. Sous l'impulsion du jeune chef, la wilaya 4, qui regroupait tout l'Algérois à l'exception d'Alger, constitué en zone autonome[24], s'était terriblement politisée.

Si M'hamed n'avait guère plus de vingt-sept ans. Sa jeunesse, son habileté à établir le contact avec les hommes du maquis lui avaient valu une popularité dont personne jusque-là n'avait pu se vanter dans la wilaya 4. Le colonel Sadek, le grand patron de la 4e depuis qu'Ouamrane avait gagné Tunis pour se procurer des armes et régler les problèmes que posaient les partisans de Ben Bella, avait beaucoup d'affection et même d'admiration pour ce grand garçon brun et athlétique. Le visage mat barré d'une fine moustache, les cheveux noirs, drus et plantés bas, donnaient au jeune chef une physionomie austère qu'il éclairait parfois d'un sourire. Originaire d'Affreville, il avait milité dans le M.T.L.D. de Messali, avait été responsable des mouvements de jeunesse puis avait fait partie de l'Organisation Spéciale dans les années 50[25] Au maquis, sa double expérience de meneur de jeunes et de chef d'équipe ne reculant pas devant l'action armée lui avait permis de

gravir rapidement les échelons de la hiérarchie. Sadek, qui avait apprécié sa culture politique, en avait fait son adjoint dans ce domaine. L'état-major de la wilaya 4 réunissait d'ailleurs des hommes de valeur : le patron, le colonel Sadek, le type même de l'homme d'action, ancien des premiers maquis kabyles de Krim Belkacem, rusé militaire, ayant le contact avec la paysannerie ; Si M'hamed (de son véritable nom Bougarra), la « tête » politique ; Si Lakhdar, adjoint militaire, un maçon d'un courage fou, le promoteur avec Ali Khodja, mort en 1956, des commandos zonaux qui donnaient tant de fil à retordre aux parachutistes ; Omar Oussedik dit Si Taïeb, ancien ouvrier d'usine, syndicaliste, militant du vieux P.P.A. clandestin, était responsable du renseignement. Il sera plus tard ambassadeur à Moscou du gouvernement de la République algérienne. Le responsable des liaisons était Si Salah, un grand garçon châtain, filiforme, très nerveux mais très maître de soi, un peu timide pour un responsable, ce qui ne l'empêchera pas de devenir chef de la wilaya 4 dans les années 60 et même d'être le seul responsable de l'A.L.N. à rencontrer le général De Gaulle dans le secret de son bureau élyséen au cours d'un des épisodes les plus obscurs de cette guerre d'Algérie pourtant fertile en affaires mystérieuses.

À cet état-major s'ajoutaient deux hommes bien différents l'un de l'autre et pourtant complémentaires : Azzedine, un chaudronnier sans culture politique mais d'une bravoure insensée, chef du commando « Ali Khodja », et Boualem Oussedik, un étudiant en lettres de vingt-quatre ans dont nous avons vu le rôle au cours de la « bataille d'Alger » dans l'équipe du docteur Timsit[26] Il lui manquait deux certificats de latin et de grec pour avoir terminé ses études supérieures et le colonel Sadek, impressionné par tant de diplômes, lui avait confié la propagande. Il deviendra l'un des hauts fonctionnaires les plus importants de l'Algérie indépendante.

Après le congrès de la Soummam le territoire algérien avait été divisé en six wilayas. Chaque wilaya était elle-même divisée selon le schéma suivant :

Wilaya

(divisée en quatre zones).

Zone

(divisée en quatre régions : dispose d'un commando zonal[27] du type « Ali Khodja »).

Région

(divisée en quatre secteurs : dispose d'une katiba (soit 100 à 120 hommes bien armés).

Secteur

dispose d'une section (40 *moussbilin*[28]).

Chaque échelon (zone, région, secteur) était dirigé par un comité, copié sur l'état-major de la wilaya et comprenant :

Un chef politico-militaire ;

Un adjoint politique (responsable de l'O.P.A.[29]) ;

Un adjoint militaire ;

Un responsable R. L. (renseignement et liaison) ;

+ Services santé et intendance (étudiants pour la plupart).

La wilaya 4 comprenait quatre zones : ZI (Palestro limite entre l'Algérois et la Kabylie), Z2 (Médéa), Z3 (Ouarsenis), Z4 (Zaccar : montagnes de Miliana).

Ce quadrillage politico-militaire extrêmement serré était destiné à contrecarrer le quadrillage de l'armée française et surtout le plan de pacification qui inquiétait les responsables politiques. Devant les efforts déployés dans le bled par les officiers S.A.S. soutenus par une action psychologique de plus en plus envahissante, il s'agissait de tenir les hommes en main grâce à la discipline et à une campagne d'information permanente. C'était le principal souci de Si M'hamed. Il y avait, en cette fin de printemps 1957, près de cinq mille hommes sous les armes dans la wilaya 4. Cinq mille hommes disséminés dans la nature, sans point fixe de ralliement, sans « caserne ». Cinq mille hommes qu'il fallait contrôler pour éviter l'infiltration de « traîtres » qui, se présentant comme volontaires, pouvaient renseigner les forces françaises. Si M'hamed fit alors interdire la libre circulation d'un secteur à l'autre. On ne pouvait s'y rendre qu'accompagné d'un agent de liaison et muni d'un laissez-passer. De même une katiba, en formation militaire, n'avait pas le droit de sortir de sa propre région sans ordre exprès du chef militaire de la wilaya qui pouvait avoir besoin de réunir deux ou trois katibas pour une opération bien précise. Celle-ci terminée, chaque unité rejoignait sa région où elle patrouillait sans relâche. Elle seule avait le droit de passer d'un secteur à l'autre.

Mais la plus grande réussite de Si M'hamed, soutenu dans cette direction par tout l'état-major de la wilaya 4, était l'extrême démocratisation qu'il y faisait régner. Chaque chef de katiba était nommé par le colonel Sadek et par Si Lakhdar, les militaires. Le commissaire politique qui y était attaché l'était par Si M'hamed, le politique, mais chaque chef de groupe (onze hommes), c'est-à-dire l'équivalent des sous-officiers dans l'armée française, était élu par ses camarades, qui ainsi supportaient mieux la discipline de l'A.L.N. Si M'hamed et Si Lakhdar avaient décidé, maintenant que chaque région avait sa katiba, que l'A.L.N. devait être une école de progrès où les paysans les plus arriérés bénéficieraient de l'expérience de leurs camarades plus évolués. Chaque *djoundi* avait obligatoirement dans sa musette un morceau de savon, du dentifrice et une brosse à dents. Et il n'était pas question de ne pas s'en servir. Chaque chef de groupe était responsable de l'hygiène. On avait en outre décidé de ne pas porter de grade. « On est tous frères, disait Si M'hamed. On n'a qu'un objectif : l'indépendance de notre pays. Alors je ne veux ni titre ni galon. » Seul le chef dé wilaya portait son grade dé « colonel ».

L'afflux de cadres, d'intellectuels, de chefs de réseau chassés de la capitale par la répression qui sévissait pendant la « bataille d'Alger » avait permis un encadrement tout à fait exceptionnel. À la discipline rigoureuse imposée aux paysans rejoignant les maquis au début de la révolution, avait fait place une discipline librement consentie mais sans cesse discutée et expliquée par les chefs eux-mêmes. Grâce à cet encadrement d'un niveau intellectuel et moral assez élevé, et aussi à la libre discussion qui régnait en permanence au niveau le plus bas, celui du secteur, Si M'hamed avait créé un « style wilaya 4 ». Il n'était plus besoin d'imposer telle ou telle décision puisqu'elle était discutée démocratiquement par la base. Chaque action, chaque embuscade, réussite ou échec, faisait l'objet d'une critique, puis d'une autocritique. En outre aucune décision importante n'était prise par un seul chef. Pour la moindre embuscade il fallait que le commissaire politique soit également d'accord.

Pas de galons, pas de titres, pas de supériorité intellectuelle non plus. « Tout le monde est nécessaire, personne n'est indispensable », disait Si M'hamed à tous les intellectuels qui arrivaient au maquis souvent trop conscients de leur avantage sur les paysans du

djebel.

« Apprenez-leur ce que vous savez et vous apprendrez à votre tour ce qu'ils savent. Vous serez étonnés... »

Si M'hamed et Si Lakhdar joignaient l'exemple au conseil. Tous les étudiants, lycéens et cadres arrivant au maquis étaient versés d'abord dans les katibas, puis, par petits groupes, dans le commando d'Azzedine où ils découvraient des *djounoud* bien équipés, propres, remarquablement armés et fiers de leur puissance. L'enthousiasme de Si Lakhdar et ses qualités de chef, le courage d'Azzedine, toujours en tête de ses hommes, se transmettaient aux « intellectuels » tout comme ils avaient séduit les fellahs de la plaine et les montagnards incultes du djebel.

Explication de la guerre, discipline librement consentie, admiration pour des chefs toujours à la pointe du combat. Et l'affaire était jouée ! Comment donc avaient procédé les Bigeard, Pouget et autres léopards pour fondre dans un même creuset, emmener dans un même enthousiasme des jeunes gens venus d'horizons si différents ? Bigeard ne s'y trompera pas lorsque, dans des notes d'orientation adressées à ses troupes, il rendra hommage à la combativité, à la discipline et au courage des hommes d'Azzedine.

Dès 1957 il avait fallu développer les efforts de prise en main de la population. Le principal objet du travail effectué par les officiers S.A.S., mis en place par le plan de pacification, était de se substituer à une administration civile défaillante sinon inexistante, et ainsi arracher la population à l'emprise du F.L.N. tout en recueillant des renseignements indispensables aux opérations strictement militaires. Si M'hamed s'était aperçu du danger. L'A.L.N. et les forces françaises se livraient à une véritable course pour le contrôle de la population en employant souvent des méthodes semblables. L'une des principales décisions « civiles » du congrès de la Soummam avait été de substituer une administration F.L.N. à l'administration française, que ce soit pour collecter les impôts, procéder à des mariages, enregistrer des naissances ou régler des différends entre paysans. Il était loin le temps où l'A.L.N. naissante faisait tourner pendant une nuit des petits commandos autour des mechtas pour persuader les habitants de la « puissance » de l'armée de libération. On devait maintenant « expliquer ». Si M'hamed, pour contrecarrer l'action des S.A.S., développa les assemblées du peuple installées par le F.L.N. dans chaque dechra (village). Il fallait convaincre cette masse souvent flottante et hésitante du bien-fondé de la révolution et l'amener à y participer de toutes ses forces. Chaque assemblée du peuple était élue sous le contrôle du F.L.N. C'était le rôle du commissaire politique de secteur ou de région selon l'importance du village ou du bourg. Si M'hamed procéda parallèlement à une campagne d'explication. Très vite, l'aspect revendicatif prit le dessus sur le sentiment religieux des tout débuts. « La reconnaissance de la dignité de l'homme vaut mieux que la *djihad*[30] », disait-il dans les assemblées du peuple. Cela choquait parfois les vieux mais les jeunes « marchaient ».

L'enjeu de la victoire politique étant le peuple, l'état-major de la wilaya 4 avait établi la primauté du « politique » sur le « militaire ». Il devenait indispensable d'avoir une organisation politique importante au sein de la population. Sans elle, l'A.L.N. n'était plus rien. Ravitaillement. Renseignements. Caches. Tout dépendait de l'attitude des habitants des douars à l'égard de l'A.L.N.

Si M'hamed se rendait compte des multiples pressions auxquelles la guerre soumettait ces malheureuses populations. Répression à la suite d'accrochages, méfaits au cours de

ratissages mais aussi séductions de toute sorte apportées par l'officier S.A.S. En outre, s'il était facile de convaincre des *djounoud* que l'on avait sous la main toute la journée, il n'en était pas de même de la population que l'on ne visitait qu'avec précaution dans les grands centres. C'est ainsi que se développa l'organisation politico-administrative implantée dans chaque village. Un petit instituteur coranique, ou un gros commerçant pouvait devenir l'antenne du F.L.N. en relation constante avec le commissaire politique du secteur ou de la région. Sans cesse une partie de l'état-major de la wilaya parcourait les différentes zones, tenant des réunions avec les responsables de région qui transmettaient décisions et informations aux commandements zonaux. Ainsi la population du bled avait-elle l'impression de participer à la direction de la révolution.

C'était une de ces tournées d'information politico-militaire que faisait Si M'hamed en ce mois de mai 1957. Il quittait la zone 1 de Palestro et se dirigeait vers la zone 2 de Médéa avec Si Lakhdar et deux katibas lorsque Azzedine et son commando l'avaient rejoint après avoir eu un accrochage sans importance — pensait-il — avec le 5e bataillon de tirailleurs algériens. La veille, le chef politique et le chef militaire avaient profité de la réunion de ces trois cents *djounoud* pour tenir une assemblée avec les gens du village de Som-el-Sebt impressionnés par un tel déploiement de force.

À l'aube du 23 mai, la troupe s'était mise en route. Trois cents hommes bien armés entouraient Si M'hamed. Azzedine ouvrait le chemin avec son commando, Si Lakhdar assurait, le centre et les arrières avec ses deux katibas. Après une demi-heure de marche, un berger se présenta aux hommes de l'A.L.N. Il avait appris que, à quelques kilomètres au sud de l'oued Boulbane, « il y avait plein de parachutistes en embuscade ». Si M'hamed se montra très satisfait. Il avait la population bien en main. Tous les bergers servaient de choufs et le système de relais, de colline en colline, s'avérait efficace.

« Eh bien, nous allons les contourner au nord, dit-il à Lakhdar et à Azzedine. Nous allons suivre l'oued Boulbane et tout de suite après Agounenda, nous prendrons l'oued el-Akhra.

— L'oued de l'Au-delà, dit Azzedine, ce n'est pas un bon présage !

— Si on devait suivre tous les présages ! répliqua Si M'hamed. Et ne sois donc pas superstitieux. »

Azzedine et Lakhdar transmirent les instructions. Il fallait bifurquer vers le nord pour éviter les parachutistes. Si Lakhdar donna l'ordre d'espacer les groupes. « Cinq groupes maximum, puis un vide, puis cinq groupes et ainsi de suite. » La troupe se mit en marche en file indienne. La caravane s'étendait sur plus de deux kilomètres. Azzedine regarda sa montre. Il était 5 h 30 du matin. Il calcula qu'il faudrait cinq heures environ pour atteindre l'embranchement de l'oued Boulbane et de l'oued de l'Au-delà. Ces maudits paras leur faisaient faire un sacré détour.

À la même heure, les cent paras de la 3e compagnie arrivaient au point C, position qu'ils devaient occuper, un peu après le confluent de l'oued el-Akhra et de l'oued Boulbane. Immédiatement la compagnie fixa son P.C. et, avec une rapidité phénoménale, les hommes se placèrent en embuscade le long des pentes raides qui descendaient vers le lit de l'oued. Tout était bon pour se dissimuler, un buisson d'épineux, un rocher, des broussailles encore humides de la rosée du matin. Les F.M. tenaient les crêtes. Sur les

versants, les hommes étaient en place. Au fond du ravin le passage était libre. En quelques minutes l’embuscade était tendue, démontrant l’extraordinaire efficacité de l'entraînement, puis du repérage du terrain imposé par Bigeard à ses paras. On aurait cru que chaque homme connaissait à l’avance l’emplacement qu'il devait occuper.

Le commandant de compagnie descendit avec trois sous-off’ au fond du talweg et examina à la jumelle les flancs des collines environnantes. Ses hommes étaient invisibles. Il serait impossible aux rebelles, s’ils empruntaient ce chemin, de déceler dans cette nature tourmentée la présence de paras à l’affût. Du bon boulot ! Au-dessus des crêtes le ciel était pur. Au fond du ravin une légère brume montait du filet d’eau qui courait entre les galets et les rochers. Pas un bruit, pas un moteur d’avion ou d’hélicoptère.

Le but était atteint : que le paysage familier aux hommes du djebel endorme leur méfiance.

Satisfait de son inspection le jeune capitaine rejoignit son radio dissimulé derrière un énorme rocher. Il tendit la main vers l’émetteur-récepteur, enclencha le contact. Il entendit le grésillement familier qui indiquait qu’à quelques kilomètres au sud, au P.C, Bruno, un autre radio était à l’écoute. Il interrompit la liaison sans prononcer un mot. Les ondes aussi devaient rester silencieuses. Le 3e R.P.C. ne négligeait pas la valeur de son ennemi qui disposait également de récepteurs. Le soleil qui commençait à taper réchauffait les hommes épuisés par la longue marche. Il leur avait fallu quatre heures pour parcourir au pas gymnastique les dix kilomètres qui les séparaient du P.C. de Bigeard. Dix kilomètres sac au dos, arme sur l’épaule, dégringolant, grimpant, à travers une nature chaotique, s’accrochant aux épineux, s’agrippant aux troncs d’arbre, aux rochers, tout cela pour éviter les pistes où peut-être un chouf déguisé en berger aurait pu les apercevoir. C'était à ce prix, luttant avec les mêmes armes que l’adversaire, que l’on pouvait tenter de le surprendre. À l’entraînement, Bigeard et ses officiers leur avaient expliqué la tactique des rebelles : se mouvoir sur le terrain dans le silence le plus complet, rendre complice une nature hostile. Ils avaient raillé les grandes opérations traditionnelles où les « bidasses » partaient jusque sur les lieux mêmes de l’embuscade en camions, signalant leur présence à des kilomètres à la ronde !

« Nous devons former une infanterie rustique, fanatique, légère, peu coûteuse, disait Bigeard, nous devons avoir et *nous avons* un idéal supérieur à l’adversaire. La contre-guérilla que nous menons doit être offensive. La chasse aux bandes — celle que je veux que vous meniez —, c’est de la chasse aux grands fauves ! La connaissance du terrain, des itinéraires, la ruse, la patience, l’invisibilité, la promptitude de la réaction quand le gibier se dévoile, sont autant d'atouts majeurs qui doivent être exploités à bloc par les troupes de contre-guérilla... »

Les hommes avaient posé leurs sacs. Cela aussi c’était un des trucs de Bigeard. Les sacs, ça se récupère après l’accrochage. Au combat il faut être libre de ses mouvements. Des armes, des munitions, un bidon d’eau et ça suffisait !

La longue attente commença, énervante, douloureuse. Les muscles chauffés par la longue marche, puis engourdis par l’immobilité au petit matin provoquaient des crampes intolérables. Et il fallait bouger le moins possible ! Le capitaine de la 3 avait établi son P.C. à proximité de la crête pour faciliter les liaisons radio qui pouvaient d’un moment à l’autre donner l'alarme. De son perchoir il avait une vue d’ensemble sur la gorge encore

déserte. Il ne put s'empêcher de penser à la situation de sa compagnie, isolée, tout à fait en pointe au nord de l'arc de cercle où les autres unités du 3e R.P.C. étaient à l'affût. Si l'engagement devait se produire ici, le premier quart d'heure serait rude. Bigeard avait parlé de trois cents gus. En attendant les renforts héliportés il faudrait tenir à un contre trois !

Il est 10 h 40 quand le commando d'Azzedine atteint l'oued el-Akhra. Le plan de Si M'hamed semble avoir réussi. Les paras sont contournés. Les hommes en file indienne s'engagent vers le nord-ouest par le lit de l'oued Boulbane. Rien ne bouge dans ce paysage encaissé où la végétation est rare et déjà desséchée par le soleil de printemps. Soudain, une longue rafale de F.M. retentit, répercutée par les rochers de l'autre versant. Et c'est l'enfer. Les hommes de l'A.L.N. se sont jetés à terre. De tous côtés des rafales, des coups isolés, des explosions de grenades. Un feu nourri provoque la confusion. Azzedine essaie de regrouper ses hommes. L'instant de panique passé, les *djounoud* habitués au combat à courte distance repèrent les points d'appui.

« Ce sont les paras », crie un homme.

Azzedine fait signe d'éclater en petits groupes, et, par bonds, progresse vers le nord-ouest, donnant ainsi la direction générale de repli. Il faut détourner l'attention des paras et les entraîner dans cette voie pour que la 1er katiba de Si Lakhdar puisse les prendre à revers. Pour certains éléments du commando c'est presque du corps-à-corps. Les hommes, sont à moins de dix mètres les uns des autres. Azzedine compte sur le terrain accidenté et sur l'aide de Si Lakhdar pour sortir du piège dans lequel il est tombé !

À l'arrière, Si Lakhdar et Si M'hamed ont compris. Le chef politique prend avec lui vingt-cinq hommes et fuit vers le nord en direction d'Agounenda. Il obéit ainsi à l'une des règles essentielles de l'A.L.N. qui veut que le chef politique ne participe pas aux combats. C'est le rôle des militaires. Si Lakhdar se porte au secours d'Azzedine par l'oued Boulbane pendant que la seconde katiba essaie de contourner la zone des combats à l'ouest et par ce mouvement déborder les paras par leur flanc gauche. Mais la ronde infernale des hélicoptères commence. La 3 a donné l'alarme radio dès la première rafale. Et la mécanique de Bigeard se met en route. Bien huilée. Parfaite. Les embuscades du sud sont immédiatement levées. Les hommes abandonnent leurs sacs pour se ruer sur les « ventilos » qui les attendent moteurs en route. La compagnie d'appui et la 4e compagnie sont héliportées sur Agounenda qu'elles atteignent moins d'une demi-heure après le début du combat. Si M'hamed a réussi à fuir mais la katiba, qui s'essayait à un mouvement tournant, se trouve nez à nez avec des paras tombés du ciel. Les lourds Siko déversent par vagues des hommes pliés en deux, l'arme à la main, prêts à tirer. Très vite ils prennent position et bouclent le passage nord. L'escadron héliporté a été envoyé au secours de la 3, les hommes sont jetés en plein combat, coupant la route de repli à Azzedine, qui mesure l'erreur commise en empruntant le lit de l'oued au lieu d'être maître des crêtes. Le commando « Ali Khodja » qui dispose de nombreux F.M. ne peut même pas tirer sur les hélicoptères, proies pourtant faciles lorsqu'ils se stabilisent à deux mètres du sol pour lâcher les vagues de renfort. Les hommes d'Azzedine sont plaqués au fond du ravin par les F.M. qui les surplombent, et ne peuvent riposter.

Les premières minutes de feu ont été meurtrières pour les hommes de l'A.L.N. Mais

l'effet de surprise passé c'est maintenant à une guerre de position que vont se livrer paras et *djounoud*. Si Lakhdar et Azzedine qui ont envoyé des agents de liaison vers le sud savent que maintenant l'encerclement est total. Mais un encerclement sur environ trente kilomètres carrés d'un terrain particulièrement accidenté dont leurs hommes connaissent les moindres bosses. La seule chance de s'échapper est d'éclater en petits groupes, ce que les hommes du commando « Ali Khodja » ont déjà fait, et d'attaquer sèchement vers le nord-ouest.

Les combats vont durer trois jours. Chaque nuit qui passe est une chance nouvelle pour les hommes de l'A.L.N. qui peuvent tenter de franchir les lignes françaises. Après quarante-huit heures, les troupes de Lakhdar tiennent encore malgré l'appui aérien demandé par Bigeard. Leur réaction surprend le colonel. De son P.C. volant, transporté au cœur de l'opération il suit les combats par radio. Les paras subissent de furieuses contre-attaques.

« Il faut tout le punch de ma compagnie et de l'escadron pour résister à leurs poussées, signale le capitaine de la 3, ils sont drôlement disciplinés. »

Leur audace est payante. Le blocus est forcé le 25. Pour la wilaya 4 la défaite n'a pas tourné au désastre. Le 26 au matin, les combats ont pratiquement cessé. Seuls quelques coups de feu isolés retentissent encore. „ Dans la journée, toutes les unités se regroupent, la nasse est vide, les jonctions sont faites, le terrain nettoyé. Les fells ont disparu dans la nature, abandonnant leurs morts. Le calme est revenu dans le carré MY-34. C'est fini. Bigeard donne l'ordre de démonter l'opération. Les hommes, fourbus par trois nuits sans sommeil, vont à la rencontre des camions et des hélicoptères qui vont les ramener à leur point de départ au nord de Champlain.

Les officiers, eux, sont au rapport. Bigeard, tout comme les katibas de la wilaya 4, procède à la critique et à l'autocritique du combat. Autour de la carte au 1/50 000 étendue à plat sur une toile de tente, les visages fatigués sont pourtant rayonnants. Le premier dur combat du 3 contre la wilaya se solde par une victoire.

« Bilan ? interroge Bigeard.

— 96 morts, 12 prisonniers, mon colonel, ils ont emmené leurs blessés.

— Et chez nous ?

— 8 morts, 29 blessés mais presque tous très légèrement. »

La caravane de l'A.L.N. a perdu, près du tiers de ses hommes sans compter les blessés.

« Et les armes ? demande encore Bigeard.

— 45 armes dont 1 F.M.

— Seulement ! »

Tous les commandants de compagnie signalent la discipline exemplaire des *djounoud*. Les trois quarts des cadavres ont été retrouvés sans arme.

« L'arme d'un homme abattu est récupérée par le gars le plus proche, remarque un capitaine. Et s'il ne peut pas la transporter il la planque. Sur ce terrain, chaque buisson, chaque rocher est une cache ! C'est en fouillant au hasard et non sur les cadavres que nous avons trouvé la plupart des armes.

— Eh bien, messieurs, conclut le colonel, l'opération a été payante. Ils sont tombés tête baissée dans le piège que nous leur avions tendu. Bravo ! Mais il ne faut pas s'endormir. Et nous devons constater que notre adversaire se bat bien ! »

Bigeard indiqua du tuyau de sa pipe les emplacements des contre-attaques les plus violentes.

« Regardez s'ils ont été obstinés ! C'est le nord-nord-ouest qui était leur objectif n° 1. C'est là qu'ils nous ont fait le plus de mal. Et c'est par là qu'ils ont fui. Chapeau ! Un adversaire qui tombe dans une pareille embuscade, réagit vite et courageusement, contre-attaque — et ça pendant trois jours — et reste discipliné sous le feu de l'aviation, camoufle les armes de ses morts et se révèle capable de faire payer chèrement sa peau après quarante-huit heures d'isolement au milieu d'un ennemi victorieux qui le frappe, on doit le respecter ! Pas étonnant que cet Azzedine et ce Lakhdar n'aient eu jusqu'ici que des victoires sur les troupes de secteur. Voilà des chefs énergiques. J'aimerais bien les avoir chez nous ! »

Sourires du côté des officiers.

« Qu'est-ce que vous avez à rigoler ? C'est vrai. Pendant trois jours ils nous en ont fait baver. Puisse cette leçon leur profiter autant qu'à nous-mêmes ! »

Ça c'était le côté fair-play de Bigeard qui, vainqueur, envoyait des fleurs à tout le monde — même à l'ennemi — mais qui, lorsque le sort lui était défavorable, devenait le plus mauvais joueur du monde.

« Terminé, messieurs, on lève le camp. Retour à Sidi-Ferruch. Agounenda, ils ne sont pas près d'oublier ce nom. C'est quand même autre chose que cette saloperie d'Alger ! »

Bigeard éclata de rire en ajoutant :

« Et là-bas, quand ils vont voir notre bilan, ils vont encore faire la gueule... »

La jalousie de ses confrères était une des choses qui réjouissaient le plus le colonel !

Et à Paris le jeu de massacre politique reprend après une interruption absolument incroyable de seize mois et quinze jours pendant lesquels Guy Mollet a présidé aux destinées de la France, donc de l'Algérie. Mollet est tombé, vive Bourgès ! Oh ! ça ne va pas si vite que cela, il faut sacrifier au Ballet traditionnel. Un petit tour de Pleven. Deux petits tours de Pflimlin. Au passage, le bon René Coty demande, à Mollet s'il ne voudrait pas reprendre sa démission. Mais non. Alors on continue. Trois petits tours de Bourgès-Maunoury. Cette fois, c'est la bonne. Loyal collaborateur de Guy Mollet dont il était le ministre de la Défense nationale, il l'a soutenu dans l'expédition de Suez. Il est un fidèle partisan de la politique de Lacoste. On prend les mêmes et on recommence. Cette fois fa crise n'a duré que vingt-deux jours. Vingt-deux jours sans gouvernement à une époque où on en a tant besoin ! Vingt-deux jours pendant lesquels il y a eu Melouza, et aussi à Alger l'attentat du casino de la Corniche et les ratonnades qui ont suivi les obsèques. Décemment, les hommes politiques de la IVe ne peuvent faire durer la crise trop longtemps, le peuple pourrait se fâcher. Pour l'Algérie, rien de changé. Lacoste reste à Alger. Sa politique sera même renforcée par le départ de « frères » ou de « demi-frères » de parti peu satisfaits de sa façon de voir les choses. En revanche, Max Lejeune se voit confier un tout nouveau ministère : celui des régions sahariennes. Voilà reconstitué le trio Bourgès-Lejeune-Lacoste qui, avec la bénédiction de Guy Mollet, a approuvé l'abandon des pouvoirs de police et, par suite, de pratiquement tous les pouvoirs civils aux militaires en Algérie ! La politique algérienne de Robert Lacoste est ainsi assurée d'être appuyée par la quasi-unanimité du conseil des ministres.

Dans sa déclaration d'investiture Bourgès affirme : « Le drame algérien a la première place dans mes préoccupations. » Il annonce que, tout en poursuivant la lutte contre la rébellion, il mettra en place les structures politiques nouvelles de l'Algérie sous forme d'une loi-cadre que prépare Robert Lacoste. Bourgès abandonne pratiquement le triptyque de Guy Mollet qui soumettait toute réforme politique à l'écrasement préalable de la rébellion. Il faut maintenant écraser et promouvoir. Ecraser la révolte, promouvoir les musulmans. Combattre durement et apporter des réformes.

Tout cela c'est bien beau, mais ce n'est possible, pensent les militaires, que si le gouvernement les soutient et fait cesser cette campagne de propagande contre l'armée, contre les méthodes employées sur le terrain et dans le déroulement de la « bataille d'Alger ». Ça grogne sérieusement dans les mess, dans les popotes. Certains capitaines, certains colonels disent, écrivent même : « Il nous faut un moral de fer pour résister à toutes ces propagandes qui vont jusqu'à mettre en cause la justice de notre combat, pour résister à l'ambiance d'abandon, alors qu'on aurait tant besoin de sentir que l'action militaire est soutenue fermement et sans restriction par une politique nettement définie. » Et une fraction de l'armée n'a plus guère confiance en ces politiciens « de Paris » qui lui confient des tâches accrues, lui donnent l'ordre de réduire le terrorisme et la rébellion par tous les moyens et qui, dès qu'il y a une « bavure », les laissent tomber en se voilant pudiquement la face.

Dans une guerre révolutionnaire il faut des moyens révolutionnaires. Et ces soldats se sentent de plus en plus attirés par la révolution ! Balayer tous ces pourris, écraser la rébellion, faire des réformes — quitte à les imposer aux plus ultras des pieds-noirs qui n'oseront pas résister à l'armée comme ils le font devant les fantoches de Paris — et remettre « sur un plateau d'argent » cette Algérie enfin propre, pure, nettoyée et heureuse à une métropole ravie ! L'heure n'est pas encore arrivée, mais l'idée est dans l'air.

Pour l'instant André Morice, nouveau ministre de la Défense nationale, fait en Algérie un voyage d'inspection. Il envisage le renforcement des frontières et l'achèvement rapide d'un barrage électrifié qui portera son nom et coupera les rebelles de la Tunisie « véritable poumon de la révolution ». Les renforts demandés par l'état-major sont accordés grâce à un allégement du dispositif militaire français en Tunisie et au Maroc. Voilà les moyens de faire la guerre. Les réformes, Lacoste s'en occupe.

Cette loi-cadre va mobiliser tout le *brain trust* du ministre résidant. Elle va faire couler beaucoup d'encre, provoquer les manifestations les plus hostiles tant du côté du F.L.N. que du côté européen, elle fera chuter un gouvernement — encore un —, tout cela pour n'être jamais appliquée ! Mais son importance est telle dans l'agonie de la IVe République qu'il faut bien en démonter le mécanisme complexe. C'est la première fois que la France pense à un nouveau statut pour l'Algérie qui vit encore sous celui de 1947 mal appliqué. Lacoste n'a qu'un but en entreprenant ce colossal travail de « rénovation politique de l'Algérie » : garantir les liens entre l'Algérie et la métropole tout en permettant la coexistence pacifique des deux communautés, c'est-à-dire permettre l'évolution démocratique de l'Algérie tout en maintenant celle-ci dans l'ensemble français. Ambitieux programme.

Lacoste y croit ou feint d'y croire. Il en fait une affaire personnelle. Pierre Chaussade, secrétaire général du G.G., certainement l'homme le plus important après Lacoste, un grand fonctionnaire « dur », le réorganisateur de l'administration en Algérie, y croit

beaucoup moins.

« Aucun effort politique valable, explique-t-il à Lacoste, ne pourra aboutir tant que tout musulman s'associant à cet effort politique sera égorgé par le F.L.N. ! »

Et il ne parle pas en l'air. Il a des exemples à revendre. Mais Lacoste passe outre : « Il faut bien faire quelque chose, réplique-t-il. Dégripper la machine. Il faut que nous parvenions à dégager de cette masse instable des élites musulmanes qui prendront la relève... Mettons-nous au travail. »

Et naît un monstre. D'une complication telle que seuls ceux qui l'ont engendré seraient capables de l'appliquer en détail. Quant à l'appliquer... On pense sérieusement à découper l'Algérie en un certain nombre de territoires — huit ou dix mais le chiffre n'est pas précisé — dotés de l'autonomie d'administration le plus large possible. Ces territoires seraient administrés par une assemblée élue au collège unique, qui investirait un conseil de gouvernement présidé par un représentant de la République. Ce n'est pas tout. À Alger, un « parlement fédératif » serait mis sur pied, ayant une compétence de coordination en matière économique, sociale et financière. Ses membres seraient élus soit au suffrage direct soit par les membres des assemblées territoriales. Après un certain délai ils pourraient se voir déléguer d'autres compétences. Lesquelles ? On verra plus tard ! Ce « parlement fédératif » investirait un « conseil fédératif » présidé par le représentant du président de la République française qui serait le chef de l'exécutif. La République française garderait l'armée, la diplomatie, les finances, la justice, l'enseignement, etc. Les autorités territoriales auraient compétence dans les « autres domaines ».

On donne à l'Algérie une autonomie mais on la désosse en huit ou dix territoires avec chacun son président du conseil, son assemblée, son gouvernement. Bien sûr « à un certain stade » on ferait l'unification. Après plusieurs années... quand le calme serait revenu. On reparle fédération. Mais c'est une solution fédérale *intérieure* à l'Algérie et non une Algérie fédérée à la France. C'est multiplier le problème algérien par huit ou dix ! Pourtant, Lacoste y croit. Il est soutenu dans un premier temps par la frange libérale de la population mais elle est tellement étroite que le ministre résidant ne se fait pas d'illusions sur l'appui qu'elle peut lui apporter. Les libéraux pensent qu'avec cette loi-cadre on entame la discussion. Jusqu'alors, c'était le *non-rien-jamais* à toute tentative de réformes. Alors soutenons cet essai même s'il est farfelu.

Lacoste qui court perpétuellement après sa troisième force fait ses comptes. La loi-cadre votée, ce serait au bas mot deux cent cinquante à trois cents députés algériens. Dix ou douze présidents du conseil. Cent cinquante ministres. La plupart musulmans !

« Là, on la tient notre troisième force, dit Lacoste à son cabinet sceptique. On change tout, on bouleverse tout. Et là « ils » sont représentés. « Ils » ne pourront plus se plaindre ! »

Encore faudrait-il qu'« ils » marchent. Et que les Européens approuvent le projet. La grande bagarre sera pour l'automne.

En chassant le C.C.E. d'Alger par une implacable répression, les paras avaient rendu sans le savoir un immense service à la cause de la révolution algérienne. Sans cette menace, chaque jour plus précise, jamais Krim, Abane, Ben Khedda et leurs compagnons

n'auraient gagné Tunis. Ils seraient restés sur le terrain, pour guider, surveiller leurs chefs de wilaya, pour imposer la décision du congrès de la Soummam : primauté du politique sur le militaire. Et pourtant il était temps qu'une autorité « centrale » vînt mettre un peu d'ordre dans ces écuries d'Augias qu'étaient, en mars 1957, les « bases » F.L.N. de Tunisie. C'est un des épisodes les plus secrets de l'histoire de la révolution. À l'époque, les Français ne savaient pas grand-chose de ce qui s'y déroulait et plus tard les Algériens préféreront jeter un voile discret sur la preuve des dissensions et de l'anarchie qui y régnaient.

Au printemps de 1957, le F.L.N., à Tunis, est au bord de la catastrophe. Il ne s'agit même plus de fractionnement comme dans l'affaire Rouget en wilaya 6, c'est du tribalisme pur et simple. Une vraie histoire de sauvages dont les partisans de Ben Bella vont se servir pour tenter d'abattre ce C.C.E. qu'ils ne reconnaissent pas. Dès le début de la révolution, le principal souci des maquisards est de trouver des armes. Deux possibilités : les prendre aux Français ou s'en procurer en Tunisie, solution que préfèrent les bandes de l'Aurès et tous ceux qui n'ont que quelques dizaines de kilomètres à parcourir pour passer en Tunisie. Le barrage n'existe pas encore et le franchissement de la frontière est un jeu d'enfant. Chaque région envoie donc un ou plusieurs représentants à Tunis pour « débrouiller des armes », comme on dit en Algérie. Et rapidement, ces « envoyés spéciaux » se rendent compte de la puissance dont jouirait celui qui aurait l'exclusivité de cette distribution. Il favoriserait sa région, puis ses alliés. Bref, il serait le patron.

C'est ce que pense un chef chaouïa de la wilaya 1 : Abdelhaï. Depuis la mort de Ben Boulaïd, l'un des Fils de la Toussaint, l'Aurès est en pleine anarchie[31]. Chaouïas du Nord et Nemencha du Sud se battent pour la prédominance. À la lutte contre la France se greffe la séculaire opposition de ces tribus fières, farouches, retranchées dans un pays du bout du monde où, le fusil à la main, on refuse toute influence : turque, arabe, kabyle, française. Passer une vallée dans ces monts de l'Aurès, c'est pénétrer en pays ennemi. Le problème a été évoqué au congrès de la Soummam. Amirouche a même été délégué par le C.C.E. pour y mettre bon ordre. Le cruel chef de guerre kabyle s'y cassera les dents, ne parvenant à faire régner qu'une paix de façade.

À Tunis, ou plutôt dans les fermes des confins tuniso-algériens qui servent de refuges et de hangars à ravitaillement pour le F.L.N., le Chaouïa Abdelhaï règne en maître. Comptant sur l'appui de ses frères aurésiens tout proches, il s'est désigné représentant unique du Front et pour que les voisins se le mettent bien dans la tête il a fait abattre à la mitraillette dans une ferme de Mathildeville les représentants des hommes des Nemencha venus eux aussi récupérer des armes ! Tout cela ne serait qu'un épisode sans grande importance si dans cette affaire ne se profilait l'ombre de Ben Bella qui, dans sa cellule à la Santé, rage de ne pas jouer le rôle de chef unique de la révolution, rôle dont il avait rêvé au Caire et qu'avec l'appui de Nasser il aurait pu s'attribuer. Mais il y a eu le congrès de la Soummam et la création du C.C.E., véritable état-major politico-militaire. La prédominance de l'intérieur sur l'extérieur l'a éliminé de la direction active de la révolution. Ben Bella a fait savoir qu'il ne reconnaissait aucune valeur aux décisions du congrès de la Soummam auquel n'avaient participé ni les représentants de l'extérieur, ni ceux de l'Aurès, ni ceux de la Fédération de France. C'est le début de la longue et violente querelle avec Abane[32]. L'arraisonnement de l'avion de Ben Bella et de ses

compagnons n'a pas éteint la vindicte du chef arabe contre ces « Kabyles » qui veulent diriger la révolution. Avant son arrestation, Ben Bella[33] a envoyé son homme lige, son meilleur ami, Ali Mahsas, à Tunis, chargé de la base logistique mais aussi et surtout d'un travail de sape auprès des militants. Sa mission principale : critiquer les chefs de l'intérieur qui ont admis dans la révolution « toute neuve » des politiciens de la vieille école comme Ferhat Abbas et le docteur Lamine. C'est d'ailleurs ce dernier qui — après l'arrestation de Ben Bella, Boudiaf, Aït Ahmed et Khider — représente le F.L.N. à l'extérieur.

À Tunis, Mahsas, futé, a très vite compris la situation. Il a vu le parti qu'il pouvait tirer de ces « sauvages » de l'Aurès. Il les soutient, leur glisse que le C.C.E., issu d'un congrès auquel ils n'ont pas participé, ne représente rien. Abdelhaï est rejoint par Laghrour Abbés, un Chaouïa, compagnon de Ben Boulaïd. Il a du prestige. Il est de ceux qui ont déclenché la révolution du 1er novembre. C'est aussi un violent. Forts du soutien de Mahsas, ils ne reculent devant rien et organisent la tuerie de Mathildeville. Mahsas, qui les contrôle, triomphe. Pourtant il vient de commettre deux fautes graves.

D'abord, il s'est opposé violemment aux envoyés du C.C.E. : Ben Aouda — un de ceux qui ont déclenché le massacre du 20 août 1955 dans le Constantinois — et Mezhoudi. Ceux-ci restent dans un prudent *statu quo*, essayant d'envoyer le plus d'armes possible aux wilayas les plus éloignées de la frontière : la 3 et la 4 (Kabylie et Algérois). Et puis ils savent que le gros Ouamrane, l'homme de confiance de Krim, est en route pour régler le problème.

La deuxième faute de Mahsas est de s'être appuyé sur des émigrés algériens résidant en Tunisie : les Soufis. Ce sont des habitants d'Oued-Souf, au sud de Biskra, misérables populations qui ont quitté les limites arides du Sahara pour s'implanter dans les régions minières du Sud tunisien. Dès 1955, les chefs de l'Aurès avaient vu l'importance de cette colonie, l'avaient organisée, imposée, armée. C'est une force qui ne reconnaît que les Chaouïas. Mahsas l'exploite pour saper l'autorité du C.C.E. Les Soufis ont participé au massacre de Mathildeville au cours duquel les chefs nemencha ont trouvé la mort.

Là c'en est trop. L'envoyé de Ben Bella a oublié qu'il était en Tunisie. Bourguiba est outré par la façon de se conduire de ces « alliés » encombrants. Il a à faire face aux représentations quotidiennes de la France qui lui reproche d'apporter l'aide de son pays à la rébellion algérienne, et ces « fellaghas » s'entre-tuent sur son territoire ! Plus grave encore, ils se sont opposés aux militaires et policiers tunisiens qui tentaient de rétablir l'ordre !

Bourguiba prend une colère qui cendre son visage habituellement souriant. Il ordonne l'arrestation de tous les Soufis et des chefs aurésiens Abdelhaï et Laghrour Abbés. Là encore cette décision provoque un combat en règle entre Tunisiens et fellaghas. Bourguiba voit son autorité ébranlée par les Algériens. Il décide une rafle immense. Tous les émigrants, réfugiés et *djounoud* en mission de ravitaillement, doivent être contrôlés, leur situation vérifiée. Des milliers d'hommes sont arrêtés, puis pour la plupart relâchés. Bourguiba retrouve le sourire. Il a montré qu'il était maître chez lui.

Les plus virulents des hommes de l'Aurès étant sous les verrous tunisiens et ceux des Nemencha liquidés, un envoyé du C.C.E. réussit à « recoller la carte » entre les frères ennemis de la wilaya 1. Cet homme c'est Mahmoud Chérif. Petit, râblé, fort comme un Turc, des yeux rusés, il a une connaissance du combat et de la technique militaire

française qui lui assurent un prestige considérable. Et pour cause ! Jusqu'en 1945 il a été officier dans l'armée française. Il a fait Naples, Monte Cassino puis les, campagnes de France et d'Allemagne. À son retour, c'est Guelma, Sétif et le massacre de ses compatriotes. Il quitte l'armée et milite. Blessé grièvement au maquis en 1956, il a été évacué sur un hôpital tunisien. À sa guérison, le C.C.E. l'a chargé de rétablir l'ordre et la cohésion, sinon une bonne harmonie, entre l'Aurès et les Nemencha. Il y parvient non sans mal, jouant sur ses origines est-algériennes, sur son prestige et surtout prouvant — grâce à une opération française d'envergure dans l'Aurès — que les maquisards allaient à la catastrophe s'ils poursuivaient leurs luttes fratricides. Il en est à la réorganisation de la wilaya, qui n'a pas de chef nommé par le C.C.E., lorsqu'il reçoit un appel au secours de Mezhoudi, représentant l'état-major de la révolution à Tunis. « Viens vite, c'est urgent, Mahsas est prêt à provoquer la scission. »

Mahmoud Chérif prend un cheval, quelques hommes d'escorte, et arrive en Tunisie où il apprend qu'Ali Mahsas tient une réunion avec les représentants des wilayas en Tunisie. La réunion doit se dérouler à Souk-el-Arba. Ce simple nom éclaire la lanterne de Mahmoud Chérif. Souk-el-Arba est le centre de ravitaillement de la base de Souk-Ahras.

Encore une sombre affaire de division qu'il faut bien raconter car y apparaissent des noms qui vont jouer (et jouent aujourd'hui encore) un grand rôle. Au déclenchement de la révolution, la zone de Souk-Ahras fait partie de la wilaya 2 dirigée, en ce printemps de 1957, par Ben Tobbal. Mais c'est une zone vide, sans armature, sans organisation. Certains chefs des Nemencha (wilaya 1) s'y implantent, réussissent quelques coups spectaculaires, raflent des armes et repartent chez eux. C'est à nouveau le vide. Mais la révolution est en marche. De plus en plus nombreux sont les hommes qui rejoignent le maquis. La zone de Souk-Ahras est prise en main. Un état-major est constitué. Il est riche en noms dont on reparlera. Le chef est Laskri Amara, dit Amara Bouglès, assisté d'Aouacheria, adjoint militaire, et de Hadj Lakhdar, adjoint politique. Les sous-fifres se nomment : Zbiri (qui sera un jour chef d'état-major général et s'insurgera contre le président Boumediene), Ahmed Draïa (aujourd'hui directeur de la Sûreté du même Boumediene), et Ahmed Nouar, qui sera délégué de la base auprès du C.C.E. Cet état-major, profitant de la proximité de la Tunisie, s'est solidement armé. Il est maître de la zone de Souk-Ahras, zone frontière entre la Tunisie et l'Algérie — d'une importance stratégique immense —, et ne reconnaît ni l'autorité de la wilaya 1 ni celle de la 2. Il veut diriger une wilaya à part entière et Bouglès veut en être le colonel. Il le sera à son heure, C'est dans les rangs de ces « marginaux » qui ne veulent, au printemps de 1957, se soumettre à aucune autorité que se recruteront les membres du fameux complot des colonels qui ébranlera un temps le nouveau C.C.E.

Pour l’instant, Ali Mahsas qui ne recule devant aucun fractionnement pour faire triompher ses idées et celles de Ben Bella, s’appuie sur cette base de Souk-Ahras que le congrès de la Soummam n’a pas voulu ériger en wilaya. Il exploite et utilise toutes les rancœurs, tous les désirs, toutes les ambitions. Le plan pourrait bien réussir car la situation n’est pas brillante pour le C.C.E. Il a déclenché la « bataille d’Alger », où la répression la plus terrible sévit et brise la population ; il a, bien sûr, autorité sur les wilayas 2, 3, 4 et 5 mais que sont ces wilayas si les armes de Tunisie ne leur parviennent pas ? Et pour gagner l’intérieur, les caravanes doivent absolument passer par l’Aurès ou par la base de Souk-Ahras. Que Mahsas parvienne à y imposer sa loi et c’est l'asphyxie. Il pourra « contrôler » les maquis ! S’il réussit, le « poumon de la révolution » ce sera lui. Pour l’instant, il peut disposer de part et d’autre de la frontière de près de quinze mille hommes. Mais il y a eu la réaction défavorable de Bourguiba et le travail d’unification de Mahmoud Chérif. Celui-là, il pense à s’en occuper ! Reste la zone de Souk-Ahras, qu’il faut « chouchouter ». C’est la base logistique de cette zone, à Souk-el-Arba, que Mahsas a choisie comme lieu de réunion.

La séance s’ouvre le 8 mars 1957 à la ferme Mokrani. Mahsas a réuni, outre les représentants de la zone de Souk-Ahras, ceux de la wilaya 1 — du moins ceux qui lui sont fidèles : Chraïet Lazhar, Saï Mohamed et un représentant du C.C.E. Des hommes en armes assurent « la protection ». Indubitablement, Mahsas est le patron. Mahmoud Chérif s’en aperçoit dès son entrée qui fait sensation.

« Que faites-vous là ? demanda-t-il à Chraïet et à Saï.

— Nous, on représente les Aurès-Nemencha !

— Mais c’est moi le représentant. Je suis envoyé par le C.C.E. et les querelles sont terminées. »

Mahsas intervient.

« Les véritables chefs, les vrais représentants, ce sont eux ! Toi, tu n’es qu’un envoyé du C.C.E. que je ne reconnais pas. C’est d’ailleurs tout le sujet de notre réunion. »

Mahmoud Chérif s'assoit et observe. Que peut-il faire d’autre ? Des deux représentants du C.C.E. à Tunis, seul Ben Aouda est présent. Où est Mezhoudi ? L’explication arrive de la bouche de Mahsas.

« Nous avons de graves décisions à prendre, dit l’émissaire de Ben Bella. Nous ne reconnaissons aucune valeur au congrès de la Soummam auquel nous n’avons pas assisté. Aucun représentant de l’extérieur n’était présent. Donc, pour nous, le C.C.E. n’est rien. Ses membres encore moins. En quel honneur obéirions-nous à Krim, à Ben Khedda, à Abane ? Celui-ci, vous le savez tous, joue une politique personnelle. Il veut asseoir son pouvoir. C’est pour cela qu’il attaque si violemment Ben Bella. C’est pour cela qu’il nous envoie de vieux politicards comme le docteur Lamine, comme Ferhat Abbas, comme Toufik El-Madani qui ne comprennent rien à la révolution. Nous devons prendre des décisions concernant Mezhoudi, représentant du C.C.E. à Tunis. Il doit cesser son action. »

C’est le gros morceau à faire avaler. Mahmoud Chérif se penche vers Ben Aouada et lui glisse, à l’oreille :

« Mais on ne peut laisser faire ça, tu es toi aussi représentant du C.C.E. !

— Oui, répond l’autre, mais moi je ne suis chargé que des questions militaires. J’assure ma mission logistique. Je m’entends avec Mahsas. Du moment qu’il me livre des

armes... ça me suffit. »

Mahsas veut parfaire son travail.

« Et qu'a décidé le C.C.E. ? poursuit-il. La grève de huit jours. La plus grande sottise jamais commise par la révolution. Nous devons mener dans le djebel une lutte de guérilla avec le soutien du peuple. Nous avons toujours pensé que la ville ne doit intervenir qu'au point final. Elle doit être la base logistique, de ravitaillement et de travail politique. Ceux du C.C.E. en ont décidé autrement et maintenant la répression est terrible. Elle peut nous couper du peuple. On a risqué le démantèlement de l'organisation révolutionnaire pour faire du tapage à l'O.N.U. C'est stupide et ridicule ! »

Mahsas sait tenir son public. Les assistants l'approuvent bruyamment. Mahmoud Chérif ne peut rien dire car il sait, au fond de lui-même, que, sur ce point, Mahsas a raison. L'homme de Ben Bella profite de son avantage.

« Et à qui devons-nous cette belle réalisation ? ajoute-t-il. À Abane ! Il a été obnubilé par le rôle qu'il veut jouer. Il est à Alger, alors il faut qu'Alger soit au premier rang. C'est réussi. Ce C.C.E., je ne le reconnais pas. »

Mahmoud Chérif l'interrompt : « Je ne suis pas d'accord. Pour moi, le C.C.E. est l'autorité suprême de la révolution.

— Tais-toi, ici tu ne représentes rien. Que toi-même. La zone de l'Aurès, ce sont les frères ici présents qui la représentent réellement. »

On est au cœur du problème. Mahsas frappe un grand coup.

« Vous savez que je suis l'envoyé de Ben Bella et que je n'ai de compte à rendre à personne. Or ce Mezhoudi qui "représente" le C.C.E. ne veut pas se soumettre à nous. Il se moque de l'intérêt commun. Alors je vous demande de signer tous cette motion que je remettrai au président Bourguiba au nom de la révolution algérienne : « Ou Mezhoudi cesse toute activité et quitte Tunis dans les vingt-quatre heures, ou il est arrêté. »

Tout le monde signe. Mahsas a gagné. Mahmoud Chérif a pris sa décision. Il regagne Tunis, bondit chez Mezhoudi : « Il faut que nous partions pour la Suisse. Nos vies sont en danger. Il est temps de quitter Tunis. »

À sa grande stupéfaction, Mezhoudi ne lui demande aucune explication. Sans dire un mot, il désigne le fond de la pièce. Un homme trapu, à grosse tête, engoncé dans un costume européen, est assis sur une chaise. Il découvre des dents d'une blancheur éclatante mais son regard dément le sourire. Ouamrane sait jouer de son physique impressionnant. Mahmoud Chérif qui lui ressemble un peu, même corpulence, même impression de puissance, lui serre la main. Ouamrane, envoyé spécial du C.C.E., est arrivé depuis une heure à Tunis. Sa mission : remettre Mahsas au pas et unifier la base de Tunis. À sa manière. Et son « sourire » en dit long sur ses intentions.

Ouamrane veut faire très vite. La situation est telle qu'on ne peut se permettre de commettre la moindre faute. Les membres[1] du C.C.E. sont en route. Il faut qu'à leur arrivée ils soient les représentants uniques de la révolution.

Ouamrane s'installe à l'hôtel Saint-Georges. Une vie nouvelle pour l'ancien sous-officier français[34] qui depuis 1947 vit en clandestinité aux côtés de Krim Belkaccm. En dix ans, il a parcouru du chemin. Adjoint de Krim en Kabylie, il est devenu patron de la wilaya 4, l'un des plus représentatifs des membres du congrès de la Soummam. Son nom est célèbre dans toute l'Algérie. Dix fois *L'Echo d'Alger* a publié sa photo, le donnant

pour mort. On en a fait un mélange de Fantomas et de Jack l'Eventreur. Ce n'est pas un tendre mais c'est un remarquable meneur d'hommes. À Tunis il fait connaissance avec un nouvel aspect de la vie révolutionnaire : l'action diplomatique.

Avec le docteur Lamine qu'il connaît depuis longtemps, il fait le point de la situation. Le vieux leader semble désemparé. La paralysie faciale dont il souffre souligne sa tension nerveuse. Il est pessimiste.

Mahsas règne partout, explique le médecin, il refuse le C.C.E. et n'a pas voulu me reconnaître comme chef de l'extérieur depuis l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella.

— Rassure-toi, maintenant je suis là, et je me mets à ta disposition.

— Alors il faut tout de suite agir contre l'anarchie qui règne. Tout le monde veut des places. Il n'y a aucune discipline. On se tire dans les pattes. Et quand je dis dans les pattes... »

Le docteur Lamine raconte la fusillade de Mathilde-ville et la réaction de Bourguiba.

« Ils ont piétiné le prestige des Tunisiens, ajoute-t-il, ce sont de vraies brutes sans cervelle. Ils ne connaissent rien et ne pensent qu'au pouvoir local.

— Maintenant, le moment est venu d'expliquer le congrès de la Soummam, répond Ouamrane, et de montrer l'importance de la plate-forme et la directive permanente qui en ressort : l'unité du pays.

— Tu n'y arriveras jamais ici !

— Occupe-toi de l'information. Je m'occupe du reste. »

Comme un véritable bulldozer, Ouamrane balaye les

objections. Mezhoudi, Ben Aouda, Kaci, Mahmoud Chérif sont convoqués. Les ordres sont précis :

« Quiconque dit : celui-ci est chaouïa, ou nemencha, ou kabyle, ou constantinois, amenez-le-moi par la force. Je lui arrangerai la cravate ! Il faut faire peur. Montrer qu'on est le plus fort surtout si ce n'est pas vrai. Il faut aussi convaincre les Tunisiens. »

Ouamrane met son plus beau costume, il en a deux, et demande audience à Bourguiba. Le chef du gouvernement tunisien est séduit par le gros maquisard. Avec son langage fleuri, ses sourires mi-figue, mi-raisin, sa faconde intarissable, Ouamrane lui raconte la révolution. Il fait un portrait extraordinaire des chefs, des héros, des martyrs. Il décrit tout, la vie des maquis, le terrorisme, la répression. Il raconte le congrès de la Soummam, apporte tous les éclaircissements politiques nécessaires, car cet homme fruste a beaucoup appris dans la clandestinité. Abane et Ben M'Hidi, les deux théoriciens de la Soummam, l'ont poli, ont ouvert son cerveau à la chose politique. Et il a la révolution dans le sang. Il est né en pleine Kabylie, où elle est permanente depuis 1830. Le volcan en sommeil s'est simplement réveillé. Ouamrane démontre la représentativité du C.C.E. Il annonce également l'arrivée prochaine de ses membres.

« Et, monsieur le président, je dois vous adresser les excuses du peuple algérien et du C.C.E. pour les agissements inconsidérés d'éléments douteux qui confondent révolution et banditisme. Ils seront châtiés comme ils
le méritent. »

C'est du baume au cœur de Bourguiba ulcéré par l'action menée sur son territoire par ces chefs de bande. Ouamrane paraît sérieux. Bourguiba décide de lui faire confiance. Et puis c'est le seul qui jusque-là ait parlé d'unité. C'est un mot qui touche le vieux révolutionnaire tunisien.

« Vous avez raison, dit-il, sans unité... et sans l'aide de vos frères du Maghreb, vous ne parviendrez à rien. »

En sortant du palais présidentiel, Ouamrane peut croire à la victoire. Le président a accepté une conférence algéro-tunisienne. Elle se tient quarante-huit heures plus tard. Et pas avec n'importe qui ! Il y a là Bahi Ladgham, secrétaire d'État à la présidence, Taïeb Mehri, ministre de l'Intérieur tunisien, Abdelmajid Chaker, membre du bureau politique du Néo-Destour, et Ahmed Tlili, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens ; Ouamrane arrive en chef de délégation, accompagné de l'un des envoyés du C.C.E. : Kaci, de Mahsas et de Mahmoud Chérif qu'il présente comme chef de la wilaya 1 « nommé par le C.C.E. ». Mahsas accuse le coup. Il n'est pas au bout de ses malheurs. Car c'est le cas Mahsas qui est à l'ordre du jour. On liquide d'abord des broutilles. Ouamrane demande qu'on lui remette « les chefs de bande qui ont souillé le sol
tunisien au cours de fusillades fratricides ». Accordé. Ouamrane se fera remettre Abdelhaï, Laghrour Abbés et leurs hommes. Plus personne n'entendra parler d'eux. Mahmoud Chérif posera plus tard la question à Ouamrane qui sera très évasif : « Ne t'en occupe pas, je les ai envoyés au C.C.E. Tu ne les reverras plus ! »

On en arrive à Mahsas. Le génie d'Ouamrane est de régler ses comptes *devant* les Tunisiens alors que Mahsas, jusque-là, a joué sans se soucier de Bourguiba. En outre, Ouamrane défend l'unité et Mahsas n'a favorisé que le fractionnement qui a provoqué des fusillades.

« Mahsas, au nom du C.C.E. je ne te demande pas de comptes, s'écrie Ouamrane, ton action a été assez funeste. Reprends-toi ou va-t'en. »

Et Ouamrane fait trois suggestions :

« Je te le dis devant nos frères tunisiens. Viens à l'intérieur t'expliquer devant le C.C.E.

Mahsas, qui a deviné Bourguiba favorable au C.C.E., ne donne pas dans le piège. Ses couplets contre l'état-major de la révolution il les garde pour ses éventuels partisans.

« Tu as été envoyé, poursuit Ouamrane, par les frères de l'extérieur avant leur arrestation pour nous représenter tous à Tunis. Alors, et c'est une deuxième proposition, accepte de nous représenter *tous*, C.C.E. et extérieur. Si tu acceptes, je deviens ton adjoint. »

Ça, c'est la grosse subtilité d'Ouamrane qui lui permet de lancer sa troisième suggestion sans avoir l'air d'éliminer Mahsas :

« Ou bien enfin donne ta démission. Je l'accepte au nom du C.C.E. »

Mahsas est coincé devant les Tunisiens mais il n'a pas perdu tout espoir de reprendre en main les hommes de l'Aurès et ceux de la zone de Souk-Ahras. Il faut gagner du temps. Il se fait conciliant.

« Devant nos frères tunisiens, je le dis, j'ai confiance en mon frère Ouamrane. À toi de décider. »

Et l'on se sépare. Le rapport de réunion que reçoit Bourguiba est très favorable à Ouamrane. Celui-ci ne perd pas de temps. Après avoir donné le commandement de la wilaya 1 à Mahmoud Chérif, qui, pour arranger les choses, a pris ses adjoints dans chacune des régions hier opposées, il lui faut régler le problème posé par la zone de Souk-Ahras. Il réunit Amara Bouglès, chef de la zone, et son état-major à la ferme

Mokrani. Il tente une dernière fois d'obtenir le rattachement à la wilaya 2. Mais il sent encore trop de réticences ; alors il change de tactique et revient sur les détails du congrès de la Soummam que les hommes de Bouglès, à la suite de Mahsas, ne reconnaissent pas.

« Vous avez un rôle essentiel à jouer dans cet ensemble, explique-t-il, et plutôt que de rejeter l'unité — seule façon de manquer la révolution — vous pouvez en être le ciment.

— Comment cela ? s'inquiète Bouglès.

— L'armée française, qui s'y connaît lorsqu'elle est en campagne, attache une importance essentielle au ravitaillement. Croyez-moi j'ai servi assez longtemps dans ses rangs. Eh bien, je dis que la zone de Souk-Ahras doit être dissoute et transformée en base de ravitaillement. Vous pourrez ainsi constituer de grosses unités qui seront essentiellement chargées du ravitaillement de l'intérieur : vous serez le sang neuf de notre révolution ! »

Bouglès et ses adjoints réfléchissent. Grosses unités-ravitaillement... sang neuf... Ils perçoivent l'importance du rôle que leur propose Ouamrane. Importance très réelle d'ailleurs, ainsi que la suite de l'histoire le montrera. Ils acceptent la proposition. Le dernier espoir de Mahsas s'écroule !

Mais Ouamrane n'en a pas fini avec lui. Il faut l'éloigner. De retour à Tunis il le charge d'une mission de contact avec la Fédération de France. Mahsas ira organiser le soutien logistique pour l'Europe. Et il accepte tout de suite. Cela étonne Ouamrane qui ne comprend la docilité de « l'ennemi » que lorsqu'on lui apprend que Mahmoud Chérif est prisonnier dans un bureau où règnent les hommes de Mahsas !

Celui-ci, ne s'avouant pas vaincu, a tenu des réunions clandestines et a appelé ses gens à la révolte. « La seule solution est d'arrêter tous les responsables envoyés par le C.C.E. ! » Mais on ne peut commencer par Ouamrane qui est un trop gros morceau. Il faut d'abord l'isoler de ses adjoints. Premier visé : Mahmoud Chérif. Arrivant dans le bureau de Hadj Alfa, en plein centre de Tunis, le nouveau chef de la wilaya 1 s'est retrouvé devant six bonshommes qui lui ont collé le canon de leur mitraillette sur le ventre.

« Mais vous êtes fous, je suis votre chef, je suis Mahmoud Chérif.

— Nous, on ne veut rien savoir. On doit te remettre à nos vrais chefs.

— Et qui sont-ils ?

— Mahsas et Omar Ben Boulaïd. »

Le frère de Mostefa Ben Boulaïd, chef de l'Aurès tué après une opération des services secrets, voulait ainsi reprendre la succession de son frère ! Quitte à jouer avec Mahsas. Heureusement pour Mahmoud Chérif, les hommes qui le gardent sont sincères et acceptent de prévenir le bureau central du F.L.N., 26 rue Es-Sadikia. C'est ainsi que Ouamrane apprend l'affaire. Il envoie cinquante hommes armés qui encerclent la rue, à la grande surprise de la population tunisienne qui voit ces *djounoud* algériens — amis, mais tout de même... — agir comme s'ils étaient chez eux. Mahmoud est délivré. Ouamrane prend sa décision. Il fait arrêter Mahsas après avoir prévenu le président Bourguiba.

Ali Mahsas est gardé dans une villa de la banlieue de Tunis. Il croit sa dernière heure arrivée. Il ne se trompe pas tellement. Ouamrane a donné l'ordre à Kaci de le conduire à « l'intérieur » pour qu'il s'explique devant le C.C.E. qui doit se trouver dans la zone constantinoise de Ben Tobbal. Voyage plein de périls auxquels l'homme de Ben Bella échappera !

En effet, Mahsas parvient mystérieusement à s’échapper et à gagner Rome. Driss Guiga, le chef des services spéciaux tunisiens, a organisé lui-même l’affaire. Le président Bourguiba en a-t-il eu assez de ces tueries et de ces meurtres en série ? Ouamrane n’insiste pas. Le plus important était d’éliminer Mahsas. Voilà qui est fait. Le C.C.E. peut arriver à Tunis, il y trouvera « place nette ». Désormais il n'existe plus à la tête de la révolution algérienne qu’une autorité : la sienne. Mais va-t-elle suffire pour rétablir l’unité ?

Ce n’est qu’au mois de juin 1957 que Krim et Ben Khedda, accompagnés de Ben Tobbal, font connaissance avec les bureaux du F.L.N. installés aux numéros 24 et 26, rue Es-Sadikia. Lors du passage en wilaya 2, Krim a confié ses soucis à Ben Tobbal ; rien ne marche, la « bataille d’Alger » a été une erreur, les zones frontières avec la Tunisie ne reconnaissent aucun pouvoir central et, plus grave, des dissensions se produisent au sein même du C.C.E. Abane pose un problème qu’il va falloir régler. Il veut tout diriger, tout régenter. Et Krim ne l’entend pas de cette oreille. Il faut qu’une nouvelle réunion du style de celle de la Soummam se tienne à Tunis ou au Caire.

« As-tu un homme de confiance ? demande Krim à
Ben Tobbal.

— Oui. Ali Kafi, mon adjoint.

— Alors nomme-le à ta place et viens avec nous à l’extérieur. »

Deux des éléments du triumvirat qui va pratiquement diriger la révolution algérienne sont réunis. Pour le monde, de 1958 à 1962, Ferhat Abbas, Ben Khedda et Ben Bella seront les noms les plus connus, les plus cités, mais dans la coulisse les « 3 B » tireront les ficelles : Krim Belkacem, Ben Tobbal et Boussouf. Abane étant définitivement éliminé. Mais nous n’en sommes pas encore là. Ben Tobbal, Krim et Ben Khedda arrivent à Tunis dans la seconde moitié du mois de juin. Ils ont échappé aux ratissages, aux embuscades des Français, et aussi à la négligence ou au fanatisme de certains. Un exemple parmi tant d’autres : traversant une zone de la wilaya 2, on leur a donné un nouveau guide. On l’appelle « Sten », c’est un illettré fanatique. Il sait l’importance des voyageurs, il sait aussi qu’ils vont diriger la révolution de l’extérieur. Et voilà que dans sa toute petite cervelle, Sten pense ! C’est à ces hommes qu’il va falloir obéir ! Et si parmi eux il y avait un traître ? C’en serait fini de la révolution. Heureusement Allah veille. C’est lui qui a mis leur sort entre les mains de Sten. À lui de les soumettre au jugement de Dieu. Et le guide va faire emprunter aux chefs de la révolution les chemins les plus périlleux de la zone, ceux où régulièrement les Français tendent des embuscades, ceux qui passent à portée de voix des postes militaires ! Ainsi, ils seront « filtrés ». C’est sûr qu’Allah fera tuer les « impurs » qui se seraient glissés dans la caravane ! Par miracle, cette nuit-là, il n’y a ni embuscade ni mines. Tout est calme, les postes endormis. Lorsque Sten quitte les membres du C.C.E. il est plein de révérence pour ces chefs qui touchent à la sainteté ! Ni Krim, ni Ben Tobbal, ni Ben Khedda ne sauront qu'ils ont confié leur liberté et leur vie à un demi-fou. Il faudra que Sten, de plus en plus dérangé, se confie un jour au médecin de sa wilaya pour que j’apprenne l’histoire qu’ignorent encore les chefs F.L.N.

Dès leur arrivée à Tunis, Ouamrane leur explique comment il a réduit les différentes

oppositions. Le problème des zones frontières est en suspens. Les hommes de la wilaya 1, qui ont provisoirement accepté Mahmoud Chérif, et ceux de la zone de Souk-Ahras espèrent des décisions « officielles ». Mais il faut attendre l'arrivée d'Abane et de Saad Dahlab qui, eux, ont fait le tour par le Maroc. Rien d'essentiel ne peut se décider sans que le C.C.E. soit réuni. Krim s'attaque donc à des problèmes strictement militaires. Il complète l'infrastructure extérieure en nommant un « comité du F.L.N. » à Tunis dirigé par Ouamrane avec l'aide de Kaci. Son rôle ? Organiser la base F.L.N. dè Tunis, réceptionner les armes et les acheminer discrètement vers la frontière. Ben Aouda aura le même rôle en Libye, ses bases seront Tripoli et Benghazi. Leur action va être essentielle car si Bourguiba laisse librement traverser son territoire aux convois d'armes et accueille volontiers les bases du Front sur la frontière algérienne, les services spéciaux français ne restent pas inactifs et les troupes françaises en Tunisie, bien que regroupées dans des bases de « défense commune », comptent encore vingt-cinq mille hommes. Il faut donc multiplier les précautions. Krim peut compter sur Ouamrane qui vient de montrer qu'il sait allier au courage physique du militaire la souplesse du diplomate.

Enfin Abane et Saad Dahlab arrivent à Tunis ! Immédiatement les quatre rescapés du C.C.E. — Ben M'Hidi s'étant « suicidé » dans les prisons des parachutistes[35] — tiennent une réunion qui va durer plusieurs jours. Ben Tobbal y assiste comme chef de wilaya. On renonce aux bureaux de la rue Es-Sadikia pour la villa d'un militant kabyle de Guenzet, Rachid Gaïd, située dans le quartier du Belvédère. Là, à l'abri d'oreilles indiscrètes, le C.C.E. va faire le point de la situation.

Abane ouvre le feu. C'est un véritable réquisitoire auquel se livre le chef politique. Sa première cible : Boussouf, chef de la wilaya 5.

« Nous venons d'inspecter sa zone, dit-il, il y règne en véritable dictateur, et par la terreur. Il écarte certains, et place des hommes à lui aux postes importants. Non seulement il contrôle la wilaya 5 mais tout ce qui se passe au Maroc. Il a nommé Boumediëne comme adjoint. Et ces deux-là, tout ce qui n'est pas avec eux est contre eux. Ce sont de vrais dictateurs. »

Krim, de son côté, a reçu un rapport de Boussouf qui se plaint amèrement de l'attitude d'Abane. « Que veut-il, celui-là ? demande le chef de la wilaya 5, il veut tout contrôler, tout commander. Il reproche nos contacts avec Ben Bella qui nous écrit régulièrement. »

Encore et toujours l'opposition à Ben Bella. C'est surtout cela que reproche Abane sans le formuler. En outre Boumediene, étudiant à la Zitouna de Tunis, puis à El-Azhar au Caire, a été recruté par Ben Bella qui l'a envoyé dès 1955 à la base ouest de Nador. Là, remarqué par Boussouf qui a su apprécier son calme, ses jugements mesurés et la façon dont il assure entre Nador et Nemours le ravitaillement en armes, il est devenu son homme de confiance.

« Ça ne va pas du tout, poursuit Abane approuvé par Saad Dahlab, on ne peut tolérer que ces militaires deviennent des féodaux ! »

Voilà une réflexion qui ne plaît guère à Krim ni à Ben Tobbal. Celui-ci comprend maintenant pourquoi le chef kabyle lui a fait part de ses inquiétudes et l'a fait venir à Tunis. Abane prend les militaires pour des robots. Il ne les tolère qu'ainsi. Et surtout il s'en tient aux décisions prises à la Soummam.

« Nous avons tous décidé, rappelle-t-il, la primauté du politique sur le militaire. »

Krim et Ben Tobbal tentent de le calmer. On passe à d'autres sujets. On refait le bilan

de la « bataille d'Alger ». Yacef reste seul, traqué avec ses derniers groupes par les parachutistes. Les nouvelles sont désastreuses. On ne se fait guère d'illusions sur l'issue du combat. C'est un échec. Tous les rapports se recoupent : le peuple est las et la suspicion règne partout. Les militants n'osent plus se parler entre eux. Il faut que la wilaya 3 et la 4 envoient de petits commandos étrangers à la ville et inconnus des hommes de Yacef pour manifester la présence du Front. Mais sans plus. Interdiction de créer de nouveaux réseaux tant que la ville est sous le contrôle de la 10e D.P.

Lors des séances suivantes on évoque le problème de la wilaya de l'Aurès, de la zone de Souk-Ahras... et encore de Ben Bella.

« Maintenant que nous sommes à Tunis, s'écrie Abane, nous devons tenir un nouveau C.N.R.A. Et là chaque partie sera présente. L'intérieur et l'extérieur. Il est temps de reprendre tout le monde en main. De mettre les militaires au pas, de les soumettre aux décisions politiques, d'éviter aussi que les vieux politiciens que nous avons accueillis ne se croient revenus au Parlement français ! Un grand nettoyage est nécessaire ! »

Ses compagnons approuvent le principe de la réunion du C.N.R.A. mais sont plus réservés quant à la façon expéditive que préconise Abane pour « reprendre tout le monde en main ». Et plus le temps passe, plus Krim devient hostile. Abane le sent et s'adoucit avec lui. C'est le seul pour qui il fasse un effort. Car c'est le dernier « chef historique » à jouer un rôle actif. Au sein du C.C.E., Abane « tient » Ben Khedda et Saad Dahlab puisque c'est lui qui, à la Soummam, les a imposés. C'est d'ailleurs l'un des principaux griefs de Ben Bella. Avec les autres politiciens : Lamine, Ferhat Abbas et consort, Abane joue de la carotte et du bâton. « Suivez-moi et vous ne le regretterez pas. Sinon... »

Abane Ramdane, maintenant qu'il est à l'extérieur, se montre plus intransigeant que jamais. Il se sait le plus intelligent, le plus « politique », il est aussi l'un des plus purs — il a voué sa vie à la révolution — et ne conçoit pas qu'un chef puisse tirer avantage de sa puissance. Mais il le dit d'une façon qui choque. Il est sûr de détenir la seule vérité. Pourtant, il n'y a pas chez l'homme d'ambition égoïste, il est sincèrement attaché à la direction, collégiale mais ne la conçoit qu'à condition que ses idées priment sur les autres. C'est normal, elles sont les meilleures ! Et puis Abane, qui est violent, qui n'use d'aucune souplesse, souffre de plus en plus d'un ulcère qui le ronge et d'un goitre qui le défigure. Ça n'arrange pas son caractère. Il dit à chacun son fait sans se soucier des témoins. On l'a entendu « vider » Ferhat Abbas d'un bureau : « Sors d'ici, vieux politicard, lui a-t-il dit, tu n'as rien à y faire. On t'appellera quand on aura besoin de toi. » Et le vieux leader s'est retiré sans broncher.

Il n'en va pas de même avec les plus jeunes. M'hamed Yazid, qui vient de quitter l'O.N.U. pour faire le point de son activité politique et financière, s'entend reprocher la location, puis l'achat d'un smoking.

« On ne fait pas la révolution en smoking ! rugit Abane au comble de l'exaspération.

— Il y a façon et façon de faire la révolution, se rebiffe Yazid, au maquis je serais en treillis, à l'O.N.U. lors des réceptions je dois être en smoking comme tout le monde.

— Tu iras en pantalon rapiécé ! Ou tu iras tâter un peu du maquis ! »

Yazid, qui a accompli à New York un travail considérable, est ulcéré. Il apprécie peu la menace et vient se plaindre à Krim qui devient le confident de chacun. « Ça ne peut plus durer, dit Yazid, qu'il aille lui-même à New York, il verra si c'est si facile. Il ne fait que critiquer tout le monde. Il a parfois raison mais il pourrait le ¿lire d'une autre

façon. »

C'est bien l'avis de Krim qui décide de mettre Abane en garde. Les deux hommes ont de l'estime l'un pour l'autre. Krim envie l'intelligence et la culture d'Abane et celui-ci reconnaît la puissance militaire et le courage du chef kabyle.

« Il ne faut pas dépasser les limites, dit Krim à Abane, tu te fais des ennemis pour rien. Tu dis à chacun ses vérités en public...

— Et alors, nous ne sommes pas dans un salon. Maintenant qu'ils ont quitté le maquis ce sont tous des révolutionnaires de palace !

— Tu veux brûler les étapes, aller à cent à l'heure. Il faut agir souplement ou tu t'y casseras la figure.

— Tant pis, je serai en règle avec ma conscience.

— Ton rôle est ici. Tu es le seul à avoir la formation politique dont la révolution a besoin. Il faut créer l'unité, tu le dis toi-même, mais ta façon d'agir est en contradiction avec ce que tu préconises. Tout le monde le remarque : par ton attitude arrogante tu laisses percer ton désir de diriger à ta façon ! »

C'est un coup de semonce. Krim montre les dents sans encore s'opposer carrément à Abane.

« Il va y avoir la réunion du C.N.R.A., répond celui-ci, chacun aura son mot à dire et le dira. Et on verra si ce Ben Bella peut encore nous insulter...

— Mais quel besoin as-tu de le crier sur les toits ? Je crois comme toi que le congrès de la Soummam était nécessaire. Il faut maintenant le compléter. On est tous là pour cela ! »

La convocation du C.N.R.A. est décidée lors de la dernière réunion du C.C.E. dans la villa du Belvédère. Il se tiendra le 27 août au Caire. On fixe un délai d'un mois pour que tous les chefs de wilaya puissent quitter leur poste et gagner la capitale égyptienne. Tenir la réunion à Tunis est trop risqué. Echaudés par l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella, les chefs de la révolution redoutent la présence des troupes françaises sur le territoire tunisien. En outre le siège officiel de la délégation du F.L.N. à l'extérieur est au Caire, où réside le docteur Lamine. Enfin, il faut ménager les Égyptiens pour qui le grand homme reste Ben Bella.

« En tout cas, dit Abane en levant la dernière séance, il faut que le C.C.E. reste à cinq membres. Un organe restreint peut prendre des décisions efficaces tandis qu'un comité élargi ne donnera à ses membres que des raisons supplémentaires de se disputer.

— Je ne suis pas de cet avis, rétorque Ben Tobbal. Ceux qui sur le terrain mènent le combat ont aussi leur mot à dire. Et ils doivent avoir leurs représentants.

— Le C.N.R.A. tranchera, conclut Krim. Mais ce que dit Ben Tobbal me paraît très sensé. »

Les dés sont jetés. Abane regarde Ben Tobbal avec surprise. La prédominance du politique sur le militaire n'empêche pas les colonels de penser et de s'exprimer. Il l'avait oublié en négligeant leur puissance et leur ambition. Voilà une erreur qui allait se payer cher.

C'était à chaque fois un problème pour le docteur Toumi que de, désigner un médecin pour le maquis. Et pourtant ce rôle lui revenait depuis que le C.C.E. l'avait nommé

médecin chef de la base de Tunis. Il devait réorganiser ce service qui lui aussi était en pleine anarchie. Arrivant de Montpellier avec Khemisti (qui deviendra le premier ministre des Affaires étrangères de l'Algérie indépendante et trouvera une mort tragique sous les balles d'un fou), le docteur Toumi, qui était en septième année de médecine, avait été versé dans le service de santé dirigé par le docteur Nakache d'Oran. Celui-ci dès le début de la révolution avait formé les premiers infirmiers de la wilaya 4, tout en continuant d'exploiter son cabinet. Il venait à Palestro le samedi et le dimanche et repartait passer la semaine à Oran. Le week-end révolutionnaire ! Puis le C.C.E. l'avait envoyé à Tunis après le congrès de la Soummam ; les Tunisiens lui avaient ouvert leurs hôpitaux et il avait organisé les premiers stages. Malheureusement, le docteur Nakache était un « original » et le docteur Toumi eut l'impression en arrivant à Tunis de pénétrer dans un asile de fous ! Nakache ne faisait aucune différence entre ceux qui étaient déjà médecins et étudiaient une spécialité et ceux dont la formation ne leur permettait que d'être infirmiers. Il avait institué un stage de dix jours pour tout le monde ! « Après cela, vous êtes médecins », leur avait-il dit sans rire. Les cours étaient burlesques. Nakache pérorait et professait une médecine « révolutionnaire » apprise, disait-il, grâce à l'expérience des maquis.

« Un maquisard, expliquait-il très sérieusement, doit manger toutes les deux heures pour avoir un taux de glucose élevé qui lui ouvre l'esprit ! » Il complétait ses cours en obligeant ses « médecins » à être cordonniers ou menuisiers, sous prétexte que le maquis en avait autant besoin que des soins d'un médecin. Toumi était au bord de l'écœurement. Après l'immense rigolade des débuts, ils voyait tous ces jeunes étudiants venus à Tunis, prêts à servir la révolution, se demander si tout cela était bien sérieux et si ce mouvement révolutionnaire n'était pas seulement l'œuvre de paysans au cerveau sous-développé qui vivaient encore au Moyen Age et aux fantaisies desquels ils devraient se soumettre.

Les querelles des clans aurésiens, l'attitude de Mahsas qui disait à ceux qui venaient de l'intérieur : « Nous avons des armes, que tous ceux qui en veulent se rangent sous la bannière de Ben Bella », dégoûtaient profondément ces jeunes hommes cultivés qui, quelques jours auparavant, vivaient encore dans un monde cartésien à l'ombre tranquille des facultés françaises. Toumi avait eu une sérieuse algarade avec Ali Mahsas en lui répondant : « Moi je ne combats pas pour ton Ben Bella, je combats pour mon pays. » Il s'apprêtait à partir vers les maquis de l'intérieur lorsque le C.C.E. était arrivé. Ben Khedda, le pharmacien de Blida, membre du C.C.E., s'était penché sur l'organisation de ce service de santé. Nakache avait été incapable de rendre compte de l'argent dépensé, non qu'il l'eût dilapidé — le docteur était un honnête homme — mais il avait tout donné à droite et à gauche sans tenir de comptes, « à la tête du client ». Le C.C.E. avait donc nommé Toumi à la place de « l'original » qui se retrouvait au sein d'une direction collégiale comprenant les docteurs Mostefaï, Chentouf et Haddam.

Il fallait tout organiser. On créa une chaîne de services de santé tout au long de la frontière, quelles que soient les wilayas implantées. Les médecins soigneraient désormais n'importe qui. Ce qui posait déjà des problèmes extraordinaires. Les montagnards chaouïas craignant comme la peste un médecin kabyle « parce qu'il était du même pays qu'Amirouche », et que celui-ci lors de sa mission d'unification dans I'Aurès avait procédé à des purges sanglantes. Ceux de la zone de Souk-Ahras voulaient leur médecin personnel et non celui de la wilaya 2. C'était pour leur chef Amara Bouglès une

question de prestige personnel ! Ouamrane, Ben Aouda et Kaci sévirent très durement contre cette anarchie et apportèrent comme chefs de la base de Tunis une aide considérable au docteur Toumi, dont le rôle devenait également politique. Par le biais du service de santé c'était toute la représentation algérienne en Tunisie qu'on réunifiait.

Le docteur Toumi avait également certaines difficultés avec les médecins venus d'Algérie. Il devait prendre des » décisions graves dans des problèmes extra-médicaux. Il venait par exemple de sauver la peau du vieux docteur Bensalem. Ce pauvre homme avait été contacté à son cabinet de Sétif par des hommes d'Amirouche : « Tu dois venir soigner un *djoundi* malade ». Mort de peur, le vieux docteur, pris entre les maquisards et l'autorité française qui surveillait étroitement médecins et pharmaciens musulmans, avait tout abandonné et s'était réfugié à Tunis où Amirouche l'avait retrouvé et condamné à mort. Toumi intervint et régla le problème : le docteur Bensalem payerait une amende très importante — plusieurs millions — et son fils, médecin aussi, s'engagerait dans les rangs du service de santé F.L.N.

Et puis il y avait la peur. La peur physique, celle qui prend au ventre et tord les entrailles. Les nouvelles qui parvenaient des maquis de l'intérieur effrayaient bien des jeunes hommes plus habitués aux spéculations intellectuelles et à l'étude dans le calme de leur cabinet qu'aux longues marches, aux souffrances et privations qui les attendaient. Ils craignaient aussi — et certains n'avaient pas tort — de se retrouver sous les ordres de chefs ignares qui dans « l'intellectuel » verraient l'ennemi. Leur départ pour les maquis dépendait de Toumi qui se débattait dans d'horribles cas de conscience.

Amirouche et Si Haouès, l'ancien adjoint de Bellounis qui avait rejoint le F.L.N. et était devenu le chef en puissance de la vvilaya 6, demandaient des médecins qui devaient repartir avec eux à la fin du mois de juillet. Le docteur Toumi choisit le docteur Chentir pour Si Haouès, et le docteur Laliam pour Amirouche. Cette « désignation » comme « volontaire » se passa fort bien pour les deux médecins qui étaient réellement volontaires. Mais un infirmier qu'Amirouche avait réclamé rua dans les brancards. Il s'agissait d'un dentiste de Bougie venu à Tunis pour « aider le Front ». Amirouche qui l'avait rencontré avait conseillé à Toumi d'en faire un infirmier. Et c'est cet homme que le chef kabyle réclamait aujourd'hui. Le docteur Toumi annonça donc au dentiste son « volontariat » et son départ pour le lendemain. Au petit matin, l'homme, fou de rage et de peur, était entré dans la chambre de Toumi, lui avait sauté à la gorge en hurlant : « Salaud ! Fumier ! Embusqué ! Tu envoies des hommes à la mort et toi tu restes bien tranquille à Tunis ! » Toumi avait dû l'assommer, puis le confier aux hommes d'Amirouche, qui l'avaient accompagné jusqu'à son domicile pour prendre ses bagages. « Et dépêche-toi, avaient-ils menacé, Amirouche t'attend. » Le dentiste n'avait pas hésité. Empoignant sa valise, il avait trompé la surveillance de ses gardiens, s'était rué à l'aéroport de Tunis et avait pris un billet pour le premier avion quittant la capitale ! Il notait pas le premier à fuir. Heureusement que Toumi pouvait compter sur le docteur Laliam. Lui au moins accompagnerait Amirouche jusqu'au bout !

Ce mois de juillet à Tunis voyait le couronnement des ambitions militaires d'Amirouche. Lorsque Krim était arrivé à Tunis il l'avait trouvé en plein travail.

« Que fais-tu ici ? avait demandé Krim.

— La wilaya manque d'armes, Mohammedi Saïd s'endort. Alors je suis venu avec mes hommes pour me ravitailler car ces cochons de l'Aurès bloquent toutes les armes au passage. »

Le jeune chef avait abattu un travail considérable. Avec le dynamisme et la minutie qui avaient séduit Krim lorsqu'il l'avait connu en Kabylie[36] il s'était occupé de ravitailler sa zone. Il avait non seulement récupéré armes et munitions, mais avait pensé aux moindres détails : cachets, papier, tampons encreurs, stencils. Simples fournitures qui au maquis posaient des problèmes insolubles.

Krim pensa qu'au moins Amirouche « n'avait pas fait le Boulevard » à Tunis. Puisque le C.C.E. avait décidé la convocation du C.N.R.A. auquel Mohammedi Saïd, chef de la wilaya 3, était convié, Krim décida son remplacement par Amirouche. Ce vieux projet pouvait maintenant se réaliser sans heurter les susceptibilités. Passant en revue la situation de chaque wilaya, Krim avait expliqué au C.C.E. que Mohammedi Saïd ne s'était pas montré suffisamment dynamique.

« Il y a du laisser-aller en Kabylie, avait-il dit. Mohammedi Saïd est très pieux, mais il a tendance à créer des rêveurs plutôt que des hommes d'action. Il prie Dieu mais il ne fait rien pour l'aider ! »

Mohammedi Saïd trouverait une place de choix parmi ses amis du C.C.E. Et Amirouche pourrait « relancer » la wilaya kabyle. Toutefois, annonçant sa promotion au jeune chef rayonnant, Krim tempéra son enthousiasme. Il se souvenait des excès sanglants commis par Amirouche au cours de la nuit rouge de la Soummam où il avait voulu soumettre à la révolution une population peu enthousiaste. Il avait fallu que Krim fasse une véritable tournée d'explication pour reprendre la situation en main.

« Tu dois réveiller la wilaya, expliqua-t-il, mais ne pas te lancer dans des opérations d'envergure.

— J'ai des armes maintenant, répondit Amirouche. Je peux y aller. J'ai suffisamment d'hommes et de katibas dans ma zone pour créer des bataillons.

— Mais non, je t'interdis de « mettre le paquet » tout de suite. Ne cherche pas la guerre classique. Si tu donnes trop de fil à retordre aux Français, tu te feras avoir à la longue. Ne fonce pas trop. Ménage la population. Seule la guérilla est possible. C'est une lutte d'usure que nous menons. Elle doit aboutir à une solution politique. La solution militaire est impossible. Il faut être réaliste. Nous ne pouvons pas être les plus forts. »

Amirouche promit tout ce que voulait Krim. Oui, il avait compris. Oui, il serait raisonnable. Oui, les Français étaient les plus forts. Ça, il ne le « digérait » pas, mais Krim avait sur lui un réel ascendant et puisque le grand chef militaire le lui disait il voulait bien « arriver à l'admettre ». Maintenant qu'il avait des armes et qu'il était nommé à la tête de la wilaya 3 il n'avait plus qu'une hâte : quitter Tunis et ses intrigues pour regagner cette Kabylie qu'il aimait tant et dont, à vingt-neuf ans, il devenait le patron ! Il pensait bien en être un jour le « libérateur ».

La compagnie d'acheminement d'Amirouche avait quitté le bec de canard de Ghardimaou dès la nuit tombée. La frontière était toute proche. La construction du barrage de barbelés décidée par les Français avançait à pas de géant et des dizaines de milliers d'hommes étaient mobilisés à surveiller la frontière. Le passage serait rude. La

caravane ne pouvait espérer passer inaperçue : 232 hommes et 34 mulets ! C’était l’un des plus importants convois d’armes qui aient jamais été acheminés vers l’Algérie : 400 fusils BSA anglais fournis par l’Égypte (ce qui avait fait dire à Krim que les Égyptiens leur avaient refilé leur pire camelote, les BSA n’étant pas très prisés par les combattants), 4 mortiers de 45, 20 F.M., 52 000 cartouches et 2 mulets de médicaments que surveillait particulièrement le docteur Laliam. Mais ce n’était pas sa seule mission. Amirouche s’était pris d’amitié pour Mostefa Laliam. Les deux hommes avaient le même âge, et Amirouche, ancien ouvrier bijoutier de la région des Beni-Yenni, avait bien connu le père de Mostefa, bijoutier dans ce douar réputé pour l’habileté de ses orfèvres. Amirouche avait accepté que Laliam devienne l’un des médecins de sa wilaya. Et comme le jeune chef prenait avec une autre caravane d’armes la route du sud en compagnie de Si Haouès, il avait chargé Laliam de la surveillance rigoureuse du commando d’accompagnement.

« C’est un commando fourni par la zone de Souk-Ahras, avait expliqué Amirouche, il est commandé par Slimane l’Assaut. C’est un drôle de type qui a fait de la prison un peu partout en France. Mais pas pour de la politique. C’était un droit commun. Il ne pense qu’à se battre. D’où son surnom. Il faudra que tu le modères. Vous devez refuser tous les engagements et assurer l’acheminement des armes jusqu’à la Soummam. Vous avez quarante jours pour cela. Il faut que l’armement arrive, Laliam, sur ta tête ! Et je veux que Slimane et son commando m’attendent à la Soummam si je ne suis pas arrivé ! »

Mostefa Laliam, qui avait fini sa médecine et était en deuxième année d’ophtalmologie, apprenait la guerre. Autour de lui les *djounoud* semblaient ne pas s'apercevoir du poids dont ils étaient chargés. Certains d’entre eux, outre leurs affaires personnelles, portaient deux fusils et cinquante cartouches. Seuls les hommes de Slimane l’Assaut n’étaient pas encombrés de ballots. Ils étaient prêts au combat.

Il était 23 heures lorsque la caravane aborda la zone frontière. Le canon tonna au sud. « C'est une manœuvre de diversion, expliqua Slimane l’Assaut. Des unités de la frontière attirent les Français au sud pendant que nous passons ici. » Le barrage n'était constitué que d’un réseau de barbelés suivi d’une zone dégagée et ratissée que la caravane franchit facilement. « Il ne faudra pas s’endormir, dit Slimane, car lorsqu’une patrouille française va voir les traces elle partira en chasse. Donc à partir de maintenant marche forcée. » Dans quelques mois le barrage électrifié, miné, surveillé électroniquement deviendra pratiquement infranchissable et pourtant il sera franchi au prix d’une véritable hécatombe. Mais l’été de 1957 était encore une période de relative tranquillité pour les passeurs d’armes. La caravane dépassa sans encombre la zone critique.

Tout au long du voyage Laliam dut intervenir contre Slimane et ses hommes qui toléraient mal de ne pas attaquer les patrouilles ou les camions isolés qu’ils apercevaient alors que le convoi, au repos, était dissimulé dans la nature. Inlassablement le médecin répétait : « Amirouche l'a dit : pas de combat. Il faut que l’armement arrive. » Laliam s'aperçut très vite que le nom d’Amirouche, craint et respecté, était un véritable talisman. Dès l’arrivée en wilaya 2 les hommes de la caravane avaient pris contact avec des maquisards constantinois qui, au passage de leur zone, essayaient de retenir le précieux convoi.

« Restez avec nous. On vous accueille vous et vos armes.

— C’est pour Amiroüche, disait Laliam.

— Ah ! bon. Alors c’est autre chose. Allez-y. On va vous accompagner. »

Laliam pensa que la trouille inspirée par le chef kabyle avait parfois du bon ! En revanche, elle ne fut pas suffisante pour empêcher Slimane l’Assaut d’abandonner la caravane à Serdj-el-Ghoul, la Selle du Monstre, limite de la wilaya 2.

« Ecoute, toubib, de l'autre côté de la vallée, c’est la Kabylie. Moi je ne vais pas plus loin.

— Mais tu dois nous accompagner jusqu’à la Soummam où Amiroüche t’attend.

— Rien à faire. Là-bas on parle kabyle et moi je ne le parle pas. Pour moi, c’est l’étranger. Je retourne en Tunisie.

— À tes risques et périls. Amiroüche sera furieux.

— M’en fous. Allez, vous autres, en route. »

Laliam se retrouvait sans protection à la tête de 196 hommes lourdement chargés. Il envoya un messager à Amiroüche pour demander de l’aide... et la tête de Slimane !

Quarante-huit heures plus tard, vingt *djounoud* vinrent trouver Laliam. Eux aussi voulaient quitter la caravane. Ils étaient chaouïas et voulaient regagner la wilaya 1. Ils avaient été mis en prison en Tunisie pour avoir été mêlés au massacre de Mathildeville. Amiroüche les avait fait libérer à condition qu’ils « couvrent » le convoi et aillent jusqu’en Kabylie. En outre, lors des deux combats que Slimane avait dû tout de même livrer à des unités françaises qui menaçaient la caravane, ils avaient été désarmés par le chef du commando qui craignait de les voir fuir avec leurs armes. Cette fois, ils se rebiffaient. Laliam tenta de les retenir :

« J’ai demandé la tête de Slimane l’Assaut, leur expliqua-t-il, restez avec nous. On discutera avec Amirouche et vous repartirez après. »

Si Hamimi, le chef de la zone 4 que traversait le convoi, assistait à la discussion. Il prit Laliam à part.

« Laisse-les partir, dit-il.

— Mais j’ai promis sur ma tête d'amener les hommes et les armes à Amirouche. Slimane et son commando sont partis. Si ceux-là en font autant je vais me faire engueuler. Et, en confidence, moi aussi j’ai peur d'Amirouche ! »

Le jeune, médecin était désemparé. C’était autant de problèmes auxquels il n’avait jamais réfléchi au cours de sa vie studieuse. Hamimi le rassura.

« Je prends tout sur moi, je ne veux pas de ces hommes dans ma zone. Ils ne sont pas volontaires et je ne veux ici que des hommes qui acceptent de mourir pour la Cause. Je les laisse partir... mais désarmés. »

Le chef des vingt Chaouïas, apprenant la décision, vint supplier Laliam.

« Ne nous laisse pas partir désarmés, on va se faire tuer.

— Moi je n’ai plus le commandement. En zone 4, c’est Si Hamimi qui commande. Vous avez voulu partir, partez !

— Au moins, donne-moi ta mitraillette et tes grenades. Elles ne sont pas comptées dans le convoi. »

Le médecin se laissa faire et le soir même les Chaouïas avaient disparu. Le lendemain, Laliam faisait connaissance avec le P.C. d’Amirouche et avec la zone où désormais il allait vivre. Il avait mis trente-quatre jours pour venir de Tunisie.

Près de six cents S.A.S. étaient maintenant implantées sur le territoire algérien. La politique de pacification se développait à une allure phénoménale. Partout l'armée tentait de remplacer une administration civile défaillante et souvent elle y réussissait. Les résultats commençaient à « payer ». Si la plupart des officiers S.A.S. n'oubliaient pas la mission humanitaire et administrative dont on les avait chargés — soins médicaux, recensement, ouverture de chantier — la principale mission qui leur était confiée restait néanmoins la destruction de l'organisation politico-administrative mise en place par le F.L.N. au sein de la population. La présence de ces S.A.S. devenait pour les maquisards plus gênante que les opérations purement militaires les mieux montées. Au moins, une fois l'engagement terminé, on enterrait les morts, on soignait les blessés et c'était fini. Tandis que là, jour et nuit, le capitaine ou le lieutenant S.A.S. était présent, soutenu par un poste, entouré de harkis ou d'un makhzen.

La participation militaire musulmane s'était développée au cours de cette année 1957. Attirés par une solde régulière doublée de l'attrait d'être « du côté du plus fort », scandalisés aussi par les cruels et souvent injustes actes de chefs rebelles incultes, des hommes venaient de plus en plus nombreux s'enrôler sous la bannière de l'officier S.A.S. Qui étaient-ils ? Il est pratiquement impossible de tracer un portrait objectif du harki. Il fut — tout comme la S.A.S. — ce que fut son chef. Il y eut dans les rangs harkis de braves types, entraînés par de jeunes officiers pleins d'allant, décidés à « renverser la vapeur », à rendre sa dignité à une population qui l'avait perdue ; ceux-là croyaient qu'une ère nouvelle était arrivée. Mais il y eut ceux qu'on employa aux basses besognes. Indigènes, ils connaissaient les secrets des indigènes et le moyen de les leur faire avouer. Ils se conduisirent comme les plus ignobles délateurs. Haïs par leurs frères, méprisés par leurs « employeurs ». Qu'en dire de plus ? Tous les pays ayant eu la malchance de subir dans leur histoire les effets d'un quadrillage militaire et politique ont eu leurs traîtres, cruels, voleurs, lâches et sadiques. Il y en eut parmi les harkis, qui trouvèrent dans leur collaboration avec la France un moyen de régler des comptes personnels, de s'enrichir, de piller. On verra plus loin qu'ils ne manquèrent pas dans les rangs de la révolution lorsqu'elle sera atteinte par ce cancer que l'on appellera la « bleuite ».

Dans la politique de pacification le renseignement fourni par la S.A.S. locale jouait un rôle essentiel. L'officier S.A.S. parvenait à réaliser ce que l'administration n'avait jamais réussi : recenser les habitants du secteur dont il était responsable. Il les photographiait, leur donnait une carte d'identité, pouvait ainsi les contrôler. Au bout de quelques mois il savait tout. Il était capable de « loger un client » dans la demi-heure qui suivait une demande de renseignement. Il vivait avec la population qui n'était dans la plupart des cas ni hostile ni favorable. Elle attendait, de plus en plus lasse. Interrogée, elle répondait. L'officier S.A.S. savait qui était parti, qui était arrivé. Où étaient passés les fells la nuit précédente. Il ne négligeait pas pour autant l'action psychologique. « Regardez ce que vous apportent la France et l'armée française : du travail, des routes, de l'eau, l'instruction pour vos enfants. » C'était souvent vrai. Pas toujours. Mais l'officier avait beau jeu d'énumérer les avantages en flétrissant le F.L.N. qui « assassine, empêche les gens de vivre comme ils veulent, extorque de l'argent, des provisions... ». Pourtant les résultats n'étaient pas follement encourageants. Combien ai-je entendu d'officiers parmi les plus purs et les plus enthousiastes au départ, se lamenter sur l'apathie des populations ! Alors certains, beaucoup, se décourageront et n'accompliront

plus de leur mission que la partie essentielle à la lutte anti-O.P.A. et à la destruction de la rébellion : le renseignement.

Le docteur Nefissa Hamoud connaissait ce danger. C'est elle qui brossa pour son confrère, le docteur Laliam, nouveau venu au maquis, un tableau complet de la situation dans la wilaya 3. Cette région de Kabylie, la plus peuplée de toute l'Algérie, constituait un terrain de choix pour l'implantation des S.A.S. Elles y étaient plus nombreuses que partout ailleurs. Terriblement efficaces aussi.

Nefissa Hamoud était une petite bonne femme d'une trentaine d'années, toute noiraude, toute frisée, engoncée dans un gros pull et un pantalon de treillis kaki. D'apparence insignifiante elle avait pourtant une longue expérience de la guérilla et de la vie des maquis. Lorsque la révolution éclate, cette fille de grand limonadier, installée rue Michelet, les Champs-Élysées d'Alger, a pignon sur rue. Elle est pédiatre et a ouvert un cabinet, 3, rue Lucien-Borgeaud. C'est là qu'elle est contactée en 1955 par Ouamrane, Krim et Abane. Elle est la première femme et le premier médecin à « monter » régulièrement au maquis kabyle, au grancf étonnement de montagnards qui n'en croient pas leurs yeux. Soins et transports d'armes. Cette frêle petite doctoresse a des nerfs d'acier et une capacité de travail étonnante. À Alger, elle collabore avec Abane et Ben Khedda, partageant son temps entre l'action théorique et les actes-médicaux. Recherchée par la police d'Alger, elle monte au maquis en mai 1956. En octobre, elle tombe dans une embuscade. Prisonnière, elle est emmenée par des Sénégalais qui la voyant vêtue d'une robe rouge flamboyante, la tête entourée du foulard kabyle, disent à leur capitaine : « C'est une pute aux fellaghas ! » Le capitaine, qui veut en savoir plus — bien que « la trouvant trop vieille » —, la malmène quelque peu. Il arrache son foulard et découvre ses cheveux courts. Ce n'est pas une femme kabyle ! On l'interroge pendant trois jours. Enfin elle révèle son nom : Nefissa Hamoud, pédiatre à Alger. C'est la bombe. Jusque-là on croyait que les femmes « travaillotaient » dans l'aide au F.L.N. Là, c'est sérieux. On a découvert un médecin au maquis et c'est une femme. Mais tout va s'arranger. Sa famille, ses amis de la grosse bourgeoisie musulmane sont puissants. On est encore loin de la « bataille d'Alger » où professeurs, bachaghas, grands bourgeois seront traités comme les derniers des dockers. Nefissa est mise en liberté provisoire le 25 novembre 1956. Le 5 décembre, elle est à nouveau au maquis. Elle est médecin au P.C. de Mohammedi Saïd et parcourt la wilaya. Quand Amirouche arrive de Tunis avec Laliam, l'équipe « intellectuelle » de la wilaya 3 s'est étoffée. Il y a là sept médecins, des étudiants en fin d'études, un pharmacien, et aussi deux Européens qui ont fui la capitale. Raymonde Peschard, que l'on appelle Taous, et Danièle Mine, dite Djamila. Elles ont échappé de justesse aux parachutistes. Une autre jeune femme les accompagne : Louisa Attouche. Son père, kabyle, a épousé une ouvrière française. Enrôlée de force dans la S.A.S. de Sétif elle est montée au maquis après que son père et son frère eurent été fusillés par l'armée.

Amirouche, qui adorait les grades et l'organisation militaires, avait nommé Mostefa Laliam médecin chef de la wilaya 3. Nefissa Hamoud, malgré son ancienneté au maquis, sa spécialité terminée, et son expérience, n'en restait pas moins une femme aux yeux des maquisards !

Laliam fit connaissance avec la vie au maquis. L'équipe médicale de la wilaya ne se limitait pas aux soins et aux opérations. Trois fois par semaine elle donnait des cours de

français et d’arabe. « Je ne veux pas que les hommes soient sans rien faire, avait dit Amirouche. Apprenez-leur à lire et à écrire. Ça leur servira... s’ils s’en tirent ! »

Le travail auprès de la population était également très important. Il fallait contrebalancer l’action de là S.A.S. : d’une part aider la population et se faire aider par elle, ensuite faire en sorte que les officiers S.A.S. en sachent le moins possible sur la présence du F.L.N. et surtout sur son action psychologique auprès des habitants.

Ne pas laisser de trace était devenu une obsession. Un coton imbibé de mercurochrome qui traînait par terre et c'était la preuve que le F.L.N. était passé par là. La seule aide médicale auprès de ces populations délaissées ne pouvait venir que de la S.A.S. ou du Front. Si ce n'était pas l'une c'était l’autre. Ce simple coton rougi pouvait déclencher un ratissage dans la zone. C’était en tout cas une source de tracas — souvent pis — pour la population des mechtas environnantes : « Où sont-ils ? Quand sont-ils venus ? À quoi ressemblent-ils ? »

De même pour un méchant livre. Un abécédaire trouvé par une patrouille était aussi dangereux qu’un coton maculé car l’armée savait que des « intellectuels » de l’A.L.N. faisaient de l’alphabétisation. Là encore ils étaient face à face. Seuls. L’A.L.N. se devait de montrer à la population que dans ce domaine aussi elle s’occupait d’elle malgré des moyens dérisoires. Car la scolarisation, avec l’assistance médicale gratuite, était l'initiative française la plus appréciée par les paysans du bled. Dams chaque S.A.S. il y avait un de ces bidasses arrivés par pleins bateaux qui se dévouait à une tâche à laquelle il était rarement préparé : faire la classe. C’était un effort, un progrès immense. Mais ce n’était qu’une goutte d’eau car un million huit cent mille gosses musulmans n’étaient pas scolarisés. L’armée voulait bien remplacer l’administration civile (que l’on n’ose plus dire défaillante devant de tels chiffres !) mais elle ne pouvait tout faire. Et puis il y avait la guerre, qui restait sa tâche principale.

La population, devant la répression implacable, devant ce quadrillage efficace, acquit des réflexes étonnants. Nefissa Hamoud arriva un jour dans un village près de Bordj-Menaïel où les habitants étaient démunis de tout. Les gosses ne connaissaient ni bonbon ni chocolat mais l'un d’eux, il avait à peine six ans, lui dit : « Tu sais moi j’ai un livre. C’est un *djoundi* qui me Ta donné Mais je le cache dans la montagne, bien enveloppé dans un journal. Si les soldats viennent et qu’ils le trouvent ils nous tuent. » Ce livre était son trésor !

La conquête de la population restait le véritable enjeu d'une course pleine de handicaps et de chausse-trapes. Un combat sans merci se livrait poussant le F.L.N. à incendier les écoles françaises et les militaires à interroger durement une population aidée par le F.L.N. La guerre révolutionnaire l’exigeait ainsi. L’ennemi mutuel était celui qui « faisait du bien » : le chef de S.A.S. humain, révolté par les conditions de vie des musulmans, et les Nefissa Hamoud.

Celle-ci en était réduite à donner des consultations « par personne interposée ». Un infirmier A.L.N. n’attirait pas l’attention de la population tandis qu’une doctoresse ne passait pas inaperçue. On la remarquait. On l’entourait. On allait en parler et les militaires de la S.A.S. le sauraient le lendemain et la prendraient en chasse. Elle devait consulter à la sauvette. Pendant que l’infirmier soignait les adultes, elle prenait un gosse dans ses bras et faisait semblant de le bercer. Discrètement elle tâtait la fontanelle, le ventre, écartait les paupières et glissait « en douce » à l’infirmier : « Dis aux parents de

faire ceci ou cela. »

À l’automne de 1957 la répression se durcit. Des zones furent vidées et interdites. Des populations entières déplacées et parquées dans des camps de regroupement. Celles qui restaient dans leurs villages étaient sans cesse contrôlées. Elles devaient « coopérer ». Nefissa Hamoud, de passage dans un village avec un petit commando de la zone, se vit amener un gosse qui portait au front une plaie profonde. Il fallait agir. Elle se découvrit, tira sa trousse, désinfecta la plaie et posa des agrafes. Soudain ce fut l’alerte : un ratissage. Tous les habitants de la mechta allaient être examinés, interrogés, les gourbis fouillés. Que les soldats s’aperçoivent que l'enfant venait d’être soigné et le douar risquait d’être massacré. Dans la région d’Amirouche la répression était devenue sauvage. Alors Nefissa Hamoud, pédiatre, arracha les agrafes au gosse hurlant, le rendit à sa mère affolée et se sauva en promettant de revenir.

Après quelques mois de cette vie implacable, Mostefa Laliam ne se reconnaissait plus. Il avait opéré sans anesthésie, amputant avec une scie à métaux, enlevant un œil à un malheureux alors qu’un âne reniflait à quelques mètres ! À la surprise du médecin tout s’arrangeait grâce à la pénicilline qui faisait des miracles sur ces organismes qui n’y étaient pas habitués. Mais il y avait les cas de conscience, tel ce *djoundi* devenu fou furieux qui risquait par ses hurlements de faire découvrir les caches ou les hôpitaux. » souterrains. « Fais-moi un certificat comme quoi il est fou, demanda le chef de zone, et je le fusille. On ne peut ni le garder ni le renvoyer dans son village où il dira tout. » Et Laliam avait signé le certificat.

Il y aura pourtant plus grave. Des femmes violées au cours d’un ratissage se trouvèrent enceintes. Elles demandèrent à se faire avorter. Le commissaire politique de la zone refusa.

« Mais elles ont été violées au combat, insistèrent les médecins.

— Et qui nous dit que ce n’est pas le copain d’à côté ou un amant de passage ? » rétorqua le commissaire politique, méfiant « par principe » à l’égard des femmes.

Laliam insista et obtint gain de cause d’Amirouche. Mais ce fut le début d'une crise qui ira croissant dans tous les maquis : la méfiance innée qui opposait les maquisards, pour la plupart habitants du bled, aux « intellectuels » venus des lycées et des universités de la ville. Elle allait provoquer la plus effroyable épuration intérieure au cours de l’année 1958.

En fait ces étudiants, ces médecins, étaient souvent très loin des chefs de bande courageux mais instinctifs, agissant sans réflexion suffisante. C’étaient pourtant ceux-ci qui avaient déclenché la révolution à l’heure où les intellectuels, tous les bourgeois, en étaient bien loin et ne rêvaient que progrès politique par la voie légale.

Dès son arrivée, le docteur Laliam avait senti que les paysans se méfiaient des « intellectuels ». Très souvent ils ne comprenaient pas que ces « privilégiés » viennent combattre à leurs côtés ni surtout pourquoi ils le Taisaient. Amirouche avait en outre la phobie des communistes et des messalistes et simplifiait certains problèmes à l’extrême : être barbu c’était vouloir ressembler à Messali. Il avait ordonné à Laliam, qui portait une courte barbe, de se raser sans délai ! Suivant ce raisonnement simpliste tous les intellectuels, bourgeois privilégiés, qui montaient au maquis étaient considérés comme des communistes. Comment comprendre autrement le désir de se débarrasser du colonialisme chez ceux que leur situation sociale avait placés du « bon côté de la

barrière » ?

Cette classification rudimentaire provoquait parfois des situations tragi-comiques. Laliam devait un jour rédiger un tract sur les indications d'Amirouche. Il en commença la rédaction, puis, Interrompu par les soins à apporter à un blessé, il confia la fin de la tâche à un autre médecin, le docteur Belhocine. Celui-ci s'en acquitta du mieux qu'il put et, sans y prendre garde, signa le tract : les Combattants de la Liberté. Amirouche, lisant la deuxième partie du tract, voulut faire fusiller le docteur Belhocine !

« Les Combattants de la Liberté, s'écria-t-il au comble de la colère, c'est le groupe de communistes de Maillot que le colonel Sadek a été chargé de réduire ! Ce Belhocine est communiste. “Ils” sont partout ! Fusillé ! »

Laliam eut toutes les peines du monde à convaincre Amirouche de la bonne foi de son camarade.

« Si tu commences à faire fusiller les médecins, où iras-tu ? »

Il ne croyait pas si bien dire !

Leurs conceptions des rapports humains ne facilitaient pas les choses. Amirouche avait permis l'avortement des femmes violées mais il l'avait fait à contrecœur et uniquement parce que Laliam était son ami. Lui-même, tout comme ses chefs de zone et ses *djounoud,* était profondément misogyne. La femme était faite pour rester au foyer. Elle n'avait pas à s'adresser à l'homme et devait obéir. Elle ne devait poser ni question ni problème. Qu'elle aide la révolution, soit. Mais à des tâches subalternes : soigner les blessés, faire la cuisine, apporter eau, bois, nourriture dans les zones interdites, enterrer dans ces mêmes zones les instruments de cuisine, puis les déterrer, les laver, faire de l'observation, transmettre des renseignements pour permettre aux combattants d'éviter les groupes français. Mais rien de plus. Alors que les intellectuels avaient une autre conception du rôle de la femme. Une conception plus égalitaire qui faisait bondir les combattants !

Amirouche n'avait pas tardé à s'apercevoir de l'hostilité, de l'animosité que portaient beaucoup de ses *djounoud* à ces hommes — et à ces femmes — qui provenaient d'une autre classe, d'une autre société. L'un de ses chefs de zone, Mayouz Hacène, était particulièrement virulent à leur égard. Et Laliani s'en était fait un ennemi mortel en lui reprochant en plaisantant, un jour qu'Amirouche et lui étaient poursuivis par une unité française, d'avoir disparu tout le temps de l'engagement et de ne leur avoir pas fourni sa cache.

« Tu devrais te débarrasser de ces femmes et ces maudits médecins, avait dit Mayouz à Amirouche. Ce sont tous des communistes. Peut-être bien des traîtres. » Et il avait expliqué à son chef que Raymonde Peschard et Danièle Minne, recherchées pour avoir posé des bombes pendant la « bataille d'Alger », étaient présentées par *L'Echo d'Alger* comme communistes.

« Elles sont passées par la wilaya 4, continua Mayouz. C'est pour voir ce communiste d'Omar Oussedik. Ils ont tous été dans les mêmes groupes avant la révolution : les Oussedik, la mère de Danièle Minne et son beau-père Guerroudj. Je suis sûr que c'est un vaste complot. »

Amirouche calma Mayouz mais l'idée fit son chemin. Tous les ennuis venaient des filles et des intellectuels. En revenant de Tunis, le chef kabyle avait été furieux d'apprendre que Danièle Minne s'était mariée avec un jeune dentiste, Si Ali Amrane.

Mohammedi Saïd avait donné son accord, il ne pouvait donc revenir sur la décision de son prédécesseur. Mais il estimait que le problème posé par la continence sexuelle imposée aux combattants par l'état-major de la révolution était déjà suffisamment difficile à régler sans le compliquer de tentations et de jalousies ! Les *djounoud* n'avaient pas manqué de remarquer que c'étaient les « intellectuels » qui trouvaient des femmes. On a vu qu'en wilaya 4 le même problème s'était posé[37] et que certains chefs qui s'étaient mariés au maquis avaient dû renvoyer leur épouse en ville ou en Tunisie. « Les infirmières, les jolies filles sont pour les chefs, avaient dit les *djounoud*, et nous, si on couche avec une femme dans un village, on est fusillé ! Il y a deux poids deux mesures dans la révolution. »

Lorsque le docteur Laliani demanda à Amirouche l'autorisation de se marier avec le docteur Nefissa Hamoud, le chef kabyle jugea que la coupe était pleine. À la réunion de la wilaya du 22 octobre 1957 il décida que les femmes devaient partir pour la Tunisie, y compris, surtout, la doctoresse.

Laliam, le docteur Belhocine, Rejouani — un étudiant en mathématiques spéciales en butte lui aussi à la haine de Mayouz qui lui reprochait d'avoir pu aller se soigner en ville et d'en être revenu sain et sauf —, l'aspirant Areski et le sergent Tahar se mirent en route pour la Tunisie dans les premiers jours de novembre. Le 26 novembre, à 5 heures du matin, ils étaient encerclés à Medjana, près de Bordj-bou-Arreridj. Areski, Rejouani, le docteur Belhocine et Raymonde Peschard furent abattus par un élément de légion étrangère. Le docteur Laliam et Nefissa Hamoud furent sauvés par Danièle Minne qui alerta l'officier commandant ce détachement en donnant son identité et celle de la jeune femme qui gisait sans vie : « Je suis Danièle Minne. Et Raymonde Peschard vient d'être tuée. » Ces deux noms qui avaient fait la « une » des journaux d'Alger produisirent un effet magique. Quarante-huit heures après, les deux médecins et la jeune fille étaient à Alger où le capitaine Faulques, le plus célèbre officier de renseignement parachutiste, celui qui obtenait les meilleurs résultats, les attendait.

L'arrestation de Danièle Minne, après celle de Yacef Saadi, et la mort d'Ali la Pointe et de Raymonde Peschard marquaient la fin de la « bataille d'Alger » et la victoire complète des parachutistes de la 10e D.P. sur ceux qui — selon le mot de Ben M'Hidi — avaient voulu faire de la Ville blanche un nouveau Dien Bien Phu.

Laliam allait connaître les prisons, puis les camps d'hébergement français. Il ne devait épouser Nefissa Hamoud que quatre ans plus tard. Les souffrances qui l'attendaient allaient pourtant lui sauver la vie et lui épargner l'infamie d'être liquidé par ses frères de combat. Car l'idée de Mayouz cheminait dans le cerveau d'Amirouche. Il ne lui semblait pas normal que ces intellectuels viennent au maquis. Il y avait quelque chose d'autre. Mais quoi ?

Les services spéciaux du colonel Godard allaient lui fournir une réponse qui satisferait Mayouz au-delà de ses espérances !

« Quels crétins, ce n'est vraiment pas possible ! »

Rageusement Robert Lacoste, tassé derrière son grand bureau du Gouvernement général, froissait le tract qu'on lui avait apporté. Il s'agissait d'un formulaire de paquet recommandé comme on en trouve en pile dans n'importe quel bureau de poste à la

disposition du public. On pouvait y lire, grossièrement imprimé au tampon de caoutchouc : AVISONS... LACOSTE… LIVRAISON FRANCO TOMATES... BIEN MURES. 11 NOVEMBRE.

Ah ! la population européenne n'avait pas oublié sa victoire sur Guy Mollet le 6 février 1956 et l'avalanche de tomates sous laquelle la dignité et l'autorité du gouvernement de la métropole avaient croulé. Désormais, l'Algérie européenne était persuadée de diriger la politique de la France. Et elle n'avait pas tort. Elle le prouvait de nouveau avec la loi-cadre. Ce tract distribué à des milliers d'exemplaires appelait la population à conspuer Lacoste et sa loi-cadre le lendemain 11 novembre 1957, à l'occasion des fêtes de l'Armistice. Et pour bien montrer à quel point on méprisait l'autorité établie on se servait d'imprimés administratifs pour appeler à la manifestation !

Depuis que Robert Lacoste, profitant de l'assainissement de la situation à Alger où les attentats avaient cessé, avait élaboré et publié les grandes lignes de sa loi-cadre, il était devenu l'homme à abattre. C'en était fini des applaudissements lorsqu'il passait dans la rue. Dès qu'il ne matraquait plus et passait à la deuxième partie de son plan : les réformes, il devenait « Bébé-Lune, ce bradeur de Lacoste, ce traître... »

Comme chaque fois qu'il s'agissait de « lâcher » quelques lambeaux de privilèges, les groupes de pression pieds-noirs avaient sorti leur grosse artillerie. Pierre Chaussade qui venait régulièrement à Paris discuter à Matignon des différents projets de loi-cadre en sentait les effets. Borgeaud et Sérigny menaient l'offensive. Une offensive remarquable. Ils avaient leurs entrées chez Bourgès, et Chaussade savait, en discutant avec le président du Conseil ou ses collaborateurs, quand Sérigny était passé par là ! En outre ils tendaient leurs pièges et leurs traquenards dans les couloirs du Parlement dont ils montaient l'opinion modérée contre les réformes. Ils étaient d'ailleurs considérablement aidés par les républicains-sociaux dont Soustelle était le plus beau fleuron et qui tirait à boulets rouges contre le projet de loi-cadre. Pour ces derniers il n'y avait qu'un gouvernement de salut public qui pût tirer l'Algérie du guêpier où elle s'était fourrée et, pour le présider, un seul homme providentiel : le général De Gaulle. Les leaders « Rép'Soc' », Debré, Chaban-Delmas, Soustelle, le répétaient à longueur de réunion. Sérigny, l'homme à la francisque, le pétainiste de toujours, s'en moquait, sachant le peu de crédit dont l'homme de Colombey jouissait dans les famille dirigeantes d'Algérie, mais tous ceux qui pouvaient leur apporter une aide étaient les bienvenus. C'est ainsi que, poursuivant des buts bien différents, des groupes, qu'opposera bientôt une haine farouche, allièrent leurs efforts pour que la loi-cadre de Lacoste fût asphyxiée avant terme !

Alger respirait à nouveau librement. Débarrassé de la terreur par les parachutistes, il redevenait la plus belle ville du monde, la plus douce, la plus colorée, la plus amicale. On pouvait désormais vivre « comme avant ».

Ce « comme avant » sera le leitmotiv qu'entonnera systématiquement la malheureuse population européenne que la métropole connaît si mal, chaque fois qu'elle croira définitivement éloigné le danger F.L.N. ou la menace d'abandon. Au 6 février 1956, après la « bataille d'Alger », au 13 mai 1958. Il faudra les barricades pour lui ouvrir les yeux. Le choc n'en sera que plus rude, le désespoir plus grand, la réaction plus tragique.

Une fois de plus, les Européens d'Algérie, qui n'avaient aucune éducation politique, suivaient aveuglément les leaders des groupes de pression, défenseurs de privilèges

économiques dont ils bénéficiaient bien peu. Ils s'identifiaient ainsi aux yeux de la métropole à ces riches colons, à ces industriels, à ces tenants du *tout ou rien*, alors qu'à cette époque le revenu moyen du pied-noir était légèrement inférieur à celui du métropolitain[38]. Mais ça ne faisait rien. On suivait. Et puis la loi-cadre était si compliquée. On n'en avait retenu qu'une chose : le collège unique. Et collège unique cela voulait dire : dehors. ! « Ils » sont neuf millions, nous ne sommes qu'un million. Les vieux arguments qui avaient servi pour mutiler le statut de 1947 et les timides réformes communales, servaient toujours. Lacoste avait bien essayé d'expliquer la loi-cadre mais il était facile aux Laquière, Goutallier — le restaurateur, patron des poujadistes où Ortiz se manifestait — et autres Martel de faire entendre à la population, selon un raccourci d'idée et de pensée apprécié en Algérie, que loi-cadre = *dehors*. C'est simple. On comprend. L'analphabétisme politique de la population européenne était poignant. À sa décharge il faut dire que l'ambiance en Algérie était très prenante. Les journaux étaient pleins d'attentats, de plastiquages, de grenades, de « couilles dans la Bouche... ». Alors dans cette ambiance de terreur latente et feutrée il était facile de « gonfler » les gens. Lacoste et son *brain trust* étaient très conscients de la situation et du piège qu'ils voulaient éviter. Chaussade le technicien, l'analyste, l'avait démonté lors d'une réunion de cabinet où une fois de plus la loi-cadre était sur la sellette : « Si les Européens retrouvent la sécurité — et on s'y emploie — ils retrouveront les moyens de pression politique qu'ils avaient avant. Il n'y aura rien de changé. La difficulté pour nous est la suivante : une fois le F.L.N. brisé, nous ne devons pas nous faire avoir par les Européens. »

Lacoste, avec sa fougue habituelle, avait tapé sur la table et avait dit : « S'ils font les cons, ils trouveront à qui parler ! »

Chaussade me dira plus tard : « Pourtant, moi, je savais bien qu'aucun régime du type de celui dont la France était dotée n'était capable d'assurer ce que nous promettions. »

L'opposition à la loi-cadre grandissait. La cote de Lacoste frôlait le zéro absolu ! Les membres de son cabinet qui tentaient d'expliquer le train de réformes à la « société » algéroise se faisaient agresser de tous côtés.

Michel Gorlin, qui dînait un soir en ville « avec du beau monde », se fit prendre à partie par sa voisine de table, une femme de la haute bourgeoisie d'Alger, qui le traita de « bradeur ».

« Mais enfin, chère madame, dit Gorlin, hors le collège unique il n'y a pas de solution. En outre, entre nous, la loi-cadre accorde vraiment le minimum. »

Malgré cette « confidence » rassurante la « chère madame » le gifla et ses ongles acérés laissèrent deux longues traînées sur la joue lisse du porte-parole de Lacoste ! Gorlin se leva de table. Le mari, diplômé d'une grande école et héritier d'une importante fortune, lui présenta des excuses mais Gorlin sentit bien qu'au fond, il n'était pas fâché du geste de sa femme. Les autres convives non plus !

À l'autre extrémité de la société c'était la même exigence. *L'Echo d'Alger* tirait à boulets rouges contre le collège unique et montait les « petits Blancs » contre la loi-cadre. Arnould, le pilote d'Air Algérie, leader avec Mouchan de l'actif Comité d'entente des anciens combattants, véritable force de frappe de toute manifestation à Alger, appelait à la révolte. Et pourtant au G.G., en tête à tête avec Gorlin, cet homme lucide et généreux était pour les réformes. « Mais mes troupes ne seraient pas d'accord, disait-il,

et je n'ai rien pour les convaincre. »

Alors les anciens combattants, les instituteurs, le Rassemblement des Français d'Algérie, les associations patriotiques, avaient lancé un appel, reproduit par *L'Echo d'Alger,* sous forme de pétition à envoyer au président du Conseil à Paris :

Nous, citoyens français d'Algérie, déclarons qu'en l'absence de représentants à l'Assemblée nationale il doit être tenu compte de notre opinion.

Toute loi-cadre est *inopportune* avant l'écrasement total de la rébellion.

Nous refusons :

une loi-cadre faite sous le diktat de l'étranger ;

le collège unique ;

tout législatif ou exécutif autonome.

Nous demandons :

la révision immédiate de la Constitution.

On ne pouvait dire plus clairement *non* à toute réforme. Et pour faire bon poids les anciens combattants appelaient à la grève générale le 18 septembre pour protester contre le collège unique. Lorsqu'il apprit cette décision, Lacoste sentit le sang lui monter à la tête S'ils voulaient l'épreuve de force ils l'auraient. Il appela le général Massu qui depuis la « bataille d'Alger » était chargé du maintien de l'ordre à Alger.

« Massu, je ne veux pas de cette manifestation. Je vous donne l'ordre de la mater !

— Entendu, monsieur le ministre, ces Européens je les “cintrerai”. Ils sont trop cons. »

Et Massu, qui ne s'embarrassait ni de diplomatie ni de précautions de langage, répéta à qui voulait l'entendre une formule qui lui plaisait bien : « Les Européens, je les cintrerai ! »

À tel point que, le lendemain, *Paris-Presse,* parlant de la grève générale, reproduisit la formule du bouillant militaire. Le colonel Lacheroy, expert en action psychologique au cabinet d'André Morice, ministre de la Défense nationale, en profita pour lancer une pointe contre Lacoste :

« Voyez, monsieur le ministre, cette déclaration intempestive de Massu. Ça y est, Lacoste l'intoxique et lui fait prendre des mesures contre les Européens. Protégeons l'armée qui *ne doit pas être contre les Européens !* »

Insensiblement, on préparait déjà le 13 Mai chez André Morice ! Celui-ci, jaloux, prit ombrage des ordres donnés par Lacoste à *son* armée, d'autant que — seul ministre radical dissident — il envisageait de démissionner pour appuyer son groupe, hostile à la loi-cadre !

Finalement l'ordre de grève générale fut rapporté par les A.C. qui « s'inclinèrent devant les impératifs militaires de la lutte contre la rébellion ». On obéissait aux militaires. Pas à Lacoste. Nuance ! Et puis tout cela n'avait plus d'importance. À Paris, Sérigny, Borgeaud et consorts appuyés par Soustelle et les « Rép'Soc' », soutenus par les radicaux dissidents de Morice, allaient « avoir la peau » du gouvernement. Accessoirement, les voix communistes systématiquement opposées au gouvernement les y aideraient.

Le 30 septembre le gouvernement Bourgès-Maunoury tombe sur le projet de loi-cadre. Une fois de plus, Alger dicte sa politique à Paris. On pavoise. Et le jeu stérile se poursuit. On demande à Mollet si par hasard il ne voudrait pas revenir ! Ça ne marche pas. On sollicite Pleven, puis Pinay. Celui-ci constitue un cabinet qui ne reçoit pas l'investiture. On fait appel à un technicien, Robert Schuman. Échec. Alors on revient à Guy Mollet qui lui aussi constitue un ministère sans plus de succès devant l'Assemblée que celui de Pinay. Enfin, Gaillard arrive. Et réussit. Son cabinet reçoit l'investiture le jour de ses trente-huit ans ! Bel anniversaire, monsieur le président. Les noms ne changent guère. Bourgès passe à l'Intérieur et Chaban-Delmas reçoit le ministère de la Défense nationale. Lacoste reste en Algérie. Une fois de plus, à une période cruciale de son existence, la IVe République est restée sans gouvernement. Cette fois, pendant trente-six jours !

Robert Lacoste et son équipe s'étaient remis au travail et préparaient une nouvelle loi-cadre. Rognant à droite, gommant à gauche sur le « minimum » dont Gorlin avait parlé. Il fallait, cette fois, qu'elle fût votée ! Dans son nouveau projet, Lacoste créait des conseils territoriaux des communautés destinés à donner des garanties supplémentaires aux Européens. Ces conseils permettraient de retarder les décisions prises de façon extrême par les musulmans si les Européens n'étaient pas d'accord. On conservait tout de même le collège unique. Ces importantes modifications feront dire à Pierre Mendès-France qu'« une application loyale des principes proclamés en 1947 apporterait encore, dix ans après, plus de progrès et de réformes aux musulmans que l'institution par la loi-cadre d'organes fédératifs dont la constitution dépendait de conditions tellement “nébuleuses” qu'elles ne se réaliseraient peut-être jamais ». Cruelle et lucide prémonition !

Cette « révision » de la loi-cadre ne suffisait pourtant pas à désarmer les « ultras » qui menaient la population européenne. Une nouvelle fois ils appelaient à la manifestation contre Lacoste, contre le collège unique à l'occasion du 11 novembre. C'en était trop.

Lacoste plaça ses C.R.S. aux points névralgiques et, la mâchoire serrée, le visage tendu, il se rendit à la cérémonie. Défilé. Remise de décorations. Salan eut droit à la valeur militaire, politesse qu'il rendra lui-même au ministre quelques jours avant le 13 Mai. À l'issue du défilé, Lacoste y alla de sa petite déclaration : « Nous allons bâtir un ordre nouveau qu'aucun pays au monde n'a encore réussi. » Une bordée d'injures répondit à ces paroles « pleines d'espoir ». Cette fois c'étaient les lycéens et les étudiants qui menaient la danse. Lacoste regagna le palais d'Été tandis que ces jeunes gens se faisaient « ramasser » par les C.R.S. comme de vulgaires habitants de la Casbah par les parachutistes. Le ministre leur avait réservé une surprise douloureuse. Ils se virent supprimer leur sursis. Et le cabinet de Lacoste publia le communiqué suivant : « Ces jeunes gens généralement en âge d'être sous les drapeaux, au lieu de se consacrer à leurs études, occupent leur temps à des activités qui ne sont pas de mise actuellement en Algérie, alors que leurs camarades du même âge, ouvriers, fonctionnaires et paysans, assument une rude mission dans le désert et les djebels pour les défendre. En conséquence, le ministre de l'Algérie a décidé la suppression immédiate de certains sursis et la révision générale des autres. »

L'Echo d'Alger « s'indigna » de ces manifestations inopportunes tandis qu'il titrait : « Triomphe de la fraternité d'armes franco-musulmane. Les cérémonies se sont déroulées

sous le signe de la confiance retrouvée. » Mais le lendemain le tir contre le collège unique reprenait de plus belle. Pour torpiller la loi-cadre ; Borgeaud prenait le relais de Sérigny et la Fédération des maires de l'Algérois déclarait inacceptable le collège unique et réclamait l'intégration. La Fédération avait envoyé à tous les maires de l'Algérois une lettre qui devait être adressée au Sénat et dans laquelle chacun d'entre eux affirmait qu'« Européens et musulmans étaient unanimes à repousser le principe de la loi-cadre ».

Jacques Chevallier, maire d'Alger, libéral et bête noire des ultras, la reçut et la jeta directement au panier. Le maire de la première ville d'Algérie ne faisait plus partie de la fédération et avait condamné depuis longtemps la « stupidité de l'intégration ». Le noyau de libéraux qui gravitaient autour de lui avait confiance en la loi-cadre. Une confiance mesurée, bien sûr, mais cette loi-cadre pouvait ouvrir des horizons. Il fallait l'expliquer aux Européens, en discuter avec les musulmans.

C'est un ami de Jacques Chevallier, Jean-Marie Tiné, qui s'y efforçait. Oh ! pas sur une grande échelle, cela aurait ressemblé à de la provocation, mais en organisant de petites séances de travail où Européens et musulmans se retrouvaient.

Tout comme Jacques Chevallier, Jean-Marie Tiné est un grand bourgeois mais d'une bourgeoisie « sans terre », uniquement commerçante. Les Tiné sont en Algérie depuis 1832. Le père de Jean-Marie était propriétaire de grands magasins à l'enseigne des Deux-Magots. Il y avait introduit pour son personnel musulman la sécurité sociale bien avant qu'elle n'existât en métropole ! Cette initiative avait provoqué un tollé général de la part des gros commerçants d'Alger. « Mais vous voulez nous ruiner, et vous avec, monsieur Tiné ! » disaient-ils. Il n'en avait fait qu'à sa tête et outre une affaire prospère il avait laissé en héritage à son fils deux petites phrases que le jeune homme ne devait jamais oublier : « Il vaut mieux être deux sur une bonne affaire que seul sur une mauvaise », et « Quand on dit toujours *non* et toujours *jamais* ça risque de mal finir. »

C'est à cette dernière phrase que Jean-Marie Tiné pensait lorsque devenu patron du Coca-Cola pour le département d'Alger, il avait décidé de se lancer dans l'explication mutuelle de la situation. Outre son ami Chevallier il avait réuni un certain nombre de « personnalités » : Oudard, pied-noir d'adoption, directeur de Lesieur en Algérie, Xavier de Vulpillière, agriculteur, gérant de grands domaines, Cointet, directeur du bureau d'études et qui perdra rapidement sa situation en raison de ses positions libérales. Ces hommes pensaient que la politique de pacification prévue par le gouvernement était vouée à l'échec à cause du contexte français. Ils sentaient dans certains milieux métropolitains influents un sentiment d'hostilité de plus en plus important à l'égard des paras et des pieds-noirs. Ils étaient donc partisans d'une politique d'« indépendance dans une bonne compréhension ». Il fallait faire comprendre que c'étaient les pieds-noirs qui avaient fait ce pays et que malgré leur infantilisme politique ils savaient construire, bâtir, retrousser les manches... Mais il fallait aussi les soustraire à l'influence des Sérigny qui les entraînaient dans une politique démentielle. Ils avaient un certain espoir. Cette population passionnée, sans nuance, pouvait être entraînée dans une autre direction, plus réaliste pour son avenir de cohabitation. On avait laissé passer Ferhat Abbas, puis Boumendjel, il fallait saisir la première occasion pour que ces leaders ne soient pas dépassés par plus durs qu'eux.

Le groupe libéral crut qu'à la fin de la « bataille d'Alger » l'heure était venue. La

population européenne était enivrée par la victoire des paras mais chez beaucoup on devinait un certain dégoût, en tout cas une inquiétude réelle quant aux conséquences que pouvait avoir une action aussi brutale que celle menée au cours de la « bataille d'Alger ». Beaucoup de Français d'Algérie, ni « excités » ni « libéraux », sentaient qu'il fallait maintenant chercher une solution constructive. Ratisser Alger était une chose, ratisser toute l'Algérie en était une autre. D'autre part, les musulmans rencontrés par ces libéraux estimaient que le prix de la bataille avait été lourd et prévoyaient qu'il faudrait se contenter d'une étape intermédiaire. La loi-cadre sincèrement appliquée et le collège unique pouvaient en tenir lieu.

Jean-Marie Tiné regroupa chez lui des amis algériens, ses compagnons libéraux et tenta d'amener à ces réunions des pieds-noirs conscients. Une quinzaine d'entretiens eurent lieu mais ce fut très vite l'échec. Tiné voulait faire participer des Européens ayant des responsabilités patronales et syndicales et qui ne soient pas des « excités à 100 pour 100 ». Un seul accepta. Il vint à une réunion, puis appela Tiné :

« Bien sûr, c'est très intéressant. Mais nous ne sommes pas assez nombreux. Et puis si ça se savait ! » Et il ne revint jamais.

Ça se sut en effet. Et Tiné, au ban de la société algéroise, rejoignit Chevallier, le pestiféré, qui constatait : « Je ne crois pas que cette loi-cadre soit un instrument idéal. Sa complexité est extrême et les quelque trente ou quarante décrets d'application qui doivent la compléter après approbation préalable du Parlement alourdiront sa mise en train. Mais au moins elle existe. Il faut absolument trouver une ouverture politique. La masse musulmane devient de jour en jour plus disponible... Et ce qui est valable aujourd'hui peut ne plus l'être demain si demain tarde trop. C'est une affaire de confiance et la confiance ici est aussi versatile que Je temps. »

Lacoste se souciait peu de cet « allié » trop voyant. En outre, il y avait une profonde rivalité entre les deux hommes. Lacoste n'aimait pas cet « ancien ministre » peu maniable et encore moins les idées libérales qu'il représentait. Il le suspectait de contact avec le F.L.N. et avait deux faits à l'appui :

D'abord, au début de l'année 1957, un attentat F.L.N. devait viser Lacoste lors de l'inauguration d'un parc municipal. Le Front y avait renoncé lorsqu'il avait su que le ministre était l'hôte du maire d'Alger.

Ensuite, à la fin du printemps, Chevallier était venu voir Robert Lacoste au G.G. :

« Monsieur le ministre, dit-il, j'ai reçu la visite d'un Algérien qui me propose un entretien avec une personnalité importante du F.L.N. Ce serait certainement intéressant.

— Bien sûr, répondit Lacoste, allez-y. Et tenez-moi au courant.

— Comme le rendez-vous doit se tenir à Sakamody, région sans cesse quadrillée par l'armée, et que si je me fais prendre je serai cloué au pilori de la trahison, donnez-moi un ordre de mission. »

Lacoste avait refusé tout net. Que penseraient alors ses militaires et Salan, toujours si soucieux du moral de l'armée ?

« Il vaut mieux en définitive que vous ne les voyiez pas, répondit-il, nous touchons au but. Leur démarche le prouve : ils ont perdu la partie. Croyez-moi ils reviendront mais d'une autre façon ! »

Les deux hommes s'étaient séparés froidement et Chevallier, écœuré, avait renoncé au contact avec le F.L.N.

Enfin, Lacoste se préparait à éliminer Chevallier de la mairie d'Alger. En effet la loi-cadre — si elle était votée, et Lacoste le pensait sincèrement — prévoyait que les membres des premières assemblées territoriales seraient désignés par les municipalités en fonction. Dans ce cas l'actuelle municipalité d'Alger contrôlerait complètement la nouvelle assemblée territoriale et Jacques Chevallier en deviendrait le patron, soutenu par les musulmans ! Ce serait « provoquer » du côté européen un nouveau 6 février avec émeutes, tomates, etc. Heureusement que Lacoste avait le pouvoir de « réorganiser » la mairie d'Alger au conseil des ministres ! Il comptait bien en user. Il obtiendra quelques mois plus tard cette élimination tant souhaitée mais c'est Salan et Massu qui auront la joie de « virer » le libéra] alors que Lacoste aura tout le temps de se préoccuper de sa chère Dordogne. Le 13 Mai sera passé par là et lui aura donné Quelques loisirs !

Le 29 novembre, le deuxième projet de loi-cadre fut voté par le Parlement par 269 voix contre 200. Les transitions étaient largement prévues puisque « les élections n'auraient lieu que trois mois *après le retour au calme,* et la mise en place des organes fédératifs deux ans après » !

Regagnant son bureau du Gouvernement général après avoir défendu « son enfant » à l'Assemblée nationale, Robert Lacoste fit le point avec ses collaborateurs comme il en avait l'habitude. On but le traditionnel « whisky du soir » à la santé du ministre qui venait de remporter une victoire. Il avait maintenant entre les mains l'instrument qui lui permettrait de construire cette Algérie nouvelle qui était son suprême espoir. Encore fallait-il que l'ordre fût rétabli dans toute l'Algérie.

À Alger tout était calme-. Plus de bombes, plus d'attentats. Plus rien. La victoire totale. Et pourtant Lacoste vivait déjà dans un isolement complet. Il s'était coupé des ultras en expulsant Boyer-Banse dès son arrivée et, après les manifestations du 11 novembre, le président du Rassemblement des Français d'Algérie, le bâtonnier Perringuey. Il était coupé du clan Chevallier et des libéraux. Le rapprochement avec les musulmans était impossible du fait de la politique répressive menée par l'armée et à laquelle il était associé.

En quelques mois Lacoste s'était éloigné de tous les clans européens sans pour cela se rapprocher des musulmans.

Restait l'armée. Pour l'instant il la « couvrait » Pourrait-il la « tenir » longtemps ?

Les deux jeeps contournèrent la cité franco-musulmane de Diar-el-Mahçoul. Les immenses bâtiments étaient endormis, les rues du Clos-Salembier désertes. Le couvre-feu était respecté. Les deux véhicules s'arrêtèrent devant la petite mosquée à l'angle de la rue du 11-Novembre-1918. Sept hommes en descendirent. Deux étaient en civil, les cinq autres étaient vêtus de bleus de chauffe et portaient une MAT à l'épaule. Ils empruntèrent les escaliers de la rue des Cyclamens. L'un des hommes balayait les façades blanc sale des maisons qui la bordaient du faisceau lumineux de sa torche électrique. Au-dessus des. entrées apparaissaient de gros numéros noirs dont la peinture récente brillait sous la lumière crue. Depuis la « bataille d'Alger » toute la ville et sa banlieue étaient divisées en secteurs, îlots et blocs. Chaque bloc ou chaque immeuble était numéroté et abritait un responsable qui devait présenter à toute réquisition la liste des locataires, leur numéro de carte d'identité et expliquer leur absence éventuelle. Ce dispositif de protection urbaine

était l'œuvre du colonel Trinquier qui disposait ainsi d'un quadrillage extraordinaire et de troupes dévouées : les chefs d'îlot, qui tenaient les responsables de secteur du D.P.U. au courant de tous les déplacements d'habitants musulmans, de leurs opinions, de leur éventuelle sympathie pour le F.L.N. Nombre de ces chefs de secteur étaient choisis parmi les membres du Comité d'entente des anciens combattants. Le colonel Trinquier avait su ainsi tisser des liens qui seraient durables entre l'armée, dont ie D.P.U. dépendait, et la population européenne, qui se sentait ainsi rassurée.

Le petit groupe s'arrêta devant le bloc 17 de la rue des Cyclamens. « C'est ici, mon capitaine », dit l'un des « bleus ».

Le capitaine Léger sortit le pistolet qu'il portait à la ceinture et l'arma. « Allons-y. Et vite. Qu'on les ait à la surprise ! »

Le bleu tira une courte rafale dans la serrure de la porte, la fit sauter d'un coup de pied et, suivi de ses compagnons s'engouffra dans l'appartement du rez-de-chaussée. Un homme en chemise se dressa, ahuri, sur la paillasse jetée dans un coin de la pièce. Ses yeux clignaient sous fa lumière de la torche électrique.

« Debout. Les mains en l'air. »

Grotesque et terrorisé, il s'exécuta. Léger tourna l'interrupteur. Une pâle lumière envahit la chambre misérable. Sous la chemise trop courte les mollets de l'homme tremblaient. Les bleus fouillaient rapidement la pièce.

« Alors comme ça, tu caches des F.L.N. ? interrogea le capitaine Léger.

— Oh ! non, monsieur l'inspecteur, jamais. »

L'homme le prenait pour un flic. Il avait pourtant dû reconnaître les bleus-de-chauffe. Depuis la « bataille d'Alger » tout le monde connaissait ces anciens des commandos de Yacef Saadi, qui, interrogés, s'étaient « étalés » et avaient accepté de travailler avec les parachutistes.

« Mon capitaine, dit l'un d'eux, ici il n'y a rien.

— Je vous jure, mon capitaine. Je n'ai rien fait. Le F.L.N. c'est fini...

— Allons voir à côté », dit Léger.

La seconde pièce n'était meublée que d'un buffet, une table de bois et quelques chaises. Dans un coin une paillasse sur laquelle était jetée une couverture. Léger l'aperçut et regarda le propriétaire des lieux. Il était devenu blême. Le capitaine arracha la couverture. Sur la paillasse, roulée en boule, une fille brune d'une vingtaine d'années le regardait avec des yeux hagards.

« Et celle-là, qui c'est ? interrogea Léger. Elle est sur la liste des habitants du bloc 17 ?

— Non, mon capitaine », répondit Alilou, un petit « bleu-de-chauffe » au visage chafouin, ancien agent de liaison de Yacef Saadi[39]. Léger se tourna vers l'homme en chemise.

« Alors, mon bonhomme, tu as peut-être quelques explications ?

— Je ne sais rien, mon capitaine, elle est venue hier au soir pour demander de passer la nuit. Une seule nuit, elle a dit. Alors je n'ai pas voulu la mettre dehors ! Elle est jeune et la nuit n'est pas sûre !

— Tu sais que c'est formellement interdit. Et, bien sûr, tu n'as pas prévenu ton chef d'îlot.

— Non, mon capitaine.

— Tu as eu tort. Cette fille est du F.L.N. et elle a été dénoncée. Allez, embarquez-moi tout le monde.

— Oh ! je vous en supplie, mon capitaine, j'ai une femme et des enfants.

— Fallait y penser avant ! »

Les bleus terminaient leur perquisition sous les yeux du propriétaire gémissant. Léger sortit le premier, tenant fermement la fille par le bras. Elle n'avait pas dit un mot. Arrivés dans la rue elle se dégagea d'un coup sec et partit en courant dans la rue des Cyclamens.

« Occupez-vous de lui, cria Léger à ses hommes, je fais mon affaire de la fille. »

Il tira son pistolet mais au lieu de viser l'ombre qui s'enfuyait, lâcha quelques coups en l'air. Puis il entreprit la poursuite de la jeune fille qui avait disparu au coin de la rue. Une patrouille d'U.T.[39] dévala l'escalier.

« Nom de Dieu ! jura Léger. Ils vont tout gâcher. »

Le chef de la patrouille, un bon gros rondouillard dont le pistolet battait le ventre, arriva tout essoufflé.

« Que se passe-t-il ? » cria-t-il en tentant de sortir son arme.

Léger le rassura :

« C'est un contrôle des bleus-de-chauffe, je suis capitaine, mes hommes sont avec moi. Ce n'est rien. Une fille qui s'est sauvée.

— On va vous la retrouver, mon capitaine. Par où est-elle passée ?

— Tout à fait en bas », indiqua Léger.

Et les U.T. partirent au pas de course dans la direction opposée à celle prise par la fugitive ! Le capitaine poursuivit sa route par la rue des Pavots. À la hauteur de la rue de la Pervenche, une petite impasse crasseuse, il entendit un léger bruit.

« Psst... Psst. »

La jeune fille était là, réfugiée dans une encoignure de porte.

« Ça va, mon capitaine ? dit-elle d'une voix essoufflée.

— Oui, tu as bien joué la comédie. Je ne vais pas embarquer le type. Essaie de te cacher dans le quartier et reprends contact avec lui dans quelque temps. N'oublie pas de me téléphoner. Bonne chance, Ouhria.

— Merci, mon capitaine. »

Léger redescendit en sifflotant. Arrivé au bloc 17, il se composa un visage furieux.

« Elle s'est échappée, cette garce », dit-il à ses hommes.

Le propriétaire lui attrapa le bras :

« Mon capitaine, je vous en prie, je ne la connaissais pas. Je vous le jure.

— Tu aurais dû faire attention. C'est une terroriste. Et je crois qu'elle est dangereuse. »

Léger se tourna vers l'un de ses bleus, un immense gaillard aux cheveux plaqués et luisants de gomina.

« Qu'est-ce que tu en penses, Surcouf ? fit-il en désignant le bonhomme toujours en chemise.

— Oh ! je crois qu'il n'y est pour rien, mon capitaine. On n'a rien trouvé chez lui. Il a eu pitié, c'est tout.

— Bon ! Eh bien, tu as de la chance. Je suis bon prince, je ne t'emmène pas. Avec les paras ça ne se serait pas passé si bien !

— Oh merci, mon capitaine, fit l'homme éperdu, merci, oh merci.

— Ça va. Rentre te coucher. Et ne recommence pas. »

Les bleus, Léger et l'autre civil — son adjoint, le sergent-chef Barjoux — regagnèrent leurs jeeps.

« Eh bien, Barjoux, ça semble avoir marché.

— Oui, mon capitaine, la fille est dans la place... »

Le capitaine Léger était le chef d'un des organes les plus secrets de l'état-major Alger-Sahel : le G.R.E. (Groupement de renseignement et d'exploitation). Il contrôlait ainsi un réseau d'agents clandestins musulmans dans la région d'Alger. Léger disposait, d'une part, d'« informateurs » introduits dans les entreprises commerciales et industrielles dont le rôle était d'ouvrir l'œil et l'oreille et de transmettre leurs renseignements à une boîte postale. Léger n'avait aucun contact direct avec eux.

D'autre part, le capitaine avait à sa disposition le « service organisation des populations » formé des chefs d'îlot et chefs d'immeuble du D.P.U. de Trinquier. Ces responsables étaient appuyés par des groupes de protection qui n'étaient ni plus ni moins que les anciens des groupes de choc rebelles « retournés ». On les appelait les bleus-de-chauffe. C'étaient en général des jeunes chargés de faire appliquer les consignes de sécurité à l'intérieur de la Casbah et de Belcourt, les deux quartiers musulmans les plus importants d'Alger.

Enfin Léger régnait sur le service Exploitation, un petit groupe d'anciens de Yacef, la crème des bleus-de-chauffe, chargés, en raison de leur connaissance des méthodes rebelles, de contacter les suspects et de remonter les filières le plus loin possible. C'est avec eux que le capitaine passait le plus clair de son temps. La jeune fugitive du Clos-Salembier faisait partie du commando. Totalement indépendant, Léger ne rendait de comptes qu'au colonel Godard, patron d'Alger-Sahel qui ne connaissait lui-même que les résultats globaux.

On n'a jamais su exactement quels étaient les membres de ce commando, comment il fonctionnait ni quels furent les résultats obtenus, car Léger était un homme secret habité par la passion du renseignement, de l'action souterraine et peu sensible aux félicitations, aux promotions et aux honneurs. Il aura fallu que dix ans aient passé pour que je sois en mesure de démonter le mécanisme complexe de ce petit groupe dont l'action clandestine eut plus de conséquences au cours de la guerre d'Algérie que le travail à ciel ouvert des plus brillants régiments de parachutistes. Son chef, le capitaine Léger, sera mêlé, « comme par hasard », aux événements les plus mystérieux ou les plus explosifs du conflit : la « bataille d'Alger », la bleuite, le 13 Mai, l'affaire Si Salah, la lutte contre les trafiquants d'armes, le Putsch des généraux.

Léger sort de l'enfance pour sauter à pieds joints dans l'aventure. Il a vingt ans en 1942, au Maroc, où il est né. Son père, gaulliste, a été condamné à mort par les Allemands. Il fuit en Algérie où les Américains débarquent, s'engage au 1er zouaves, puis veut être officier. C'est l'école de Cherchell d'où il sort aspirant en mai 1943. Mais l'Algérie est encore trop calme pour ce garçon qui ne rêve que de bagarre, de lutte efficace. Il part pour l'Angleterre comme parachutiste au 3e bataillon de choc. Là il rencontre le chef qu'il faut pour galvaniser un jeune qui « en veut » : Conan *alias* Château-Jobert. Première amitié, qui marque le jeune homme. En 1944, Conan parachute Léger en Maine-et-Loire, derrière les lignes allemandes. La mission de son commando : faire sauter les voies ferrées, désorganiser les transports de troupes

dans une région où la Résistance est presque inexistante. Mission réussie. Il saute à nouveau en Hollande pour une mission semblable. Et c'est la fin de la guerre. Pas pour longtemps et pas pour tout le monde.

1946. Léger est en Indochine dans la demi-brigade de parachutistes de choc de Bollardière. Il saute à Nam Dinh sous les ordres de Ducasse. Deuxième rencontre avec ceux qui seront demain les maîtres de l'Algérie en feu. La lutte est rude, les pertes lourdes. Léger s'en sort. Son premier séjour est terminé. Après s'être « changé les idées » à Paris il ne peut résister et retourne en Indo où l'attend la véritable aventure de sa vie. Il est le patron de la base de Cu Lao Ré. Là, cet individualiste est seul. Ou presque. Il a sous ses ordres trois cents paras vietnamiens parmi lesquels beaucoup de Viet-Minhs prisonniers, puis retournés. Léger les prend en main. Il crée une équipe fantastique, des hommes avec qui on peut tout faire, tout risquer. Et il s'en donne à cœur joie. Lorsque les longues « plates » quittent l'île où Léger a établi son camp, c'est la tornade qui s'abat sur la région choisie. Il sait les méthodes des Viets, il en a dans ses rangs. Alors, vêtus de noir comme les hommes de Giap, ils arrivent dans une région isolée en pleine zone viet, démontent les réseaux, détruisent les réserves. C'est Attila en Asie. L'aventure à l'état pur.

Léger vit avec ses hommes qui lui sont dévoués corps et âme, décide ses opérations ; chef de guerre plus que militaire il n'a que mépris pour ces officiers à gros ventre et bananes qui se trimbalent à Saigon de bureau poussiéreux en bordel et fumerie. Lui mène la vie des Viets, les comprend, leur porte les coups les plus rudes, les plus vicieux. En Asie, il apprend le renseignement, et le renseignement le plus subtil. La guerre en uniforme, sans uniforme, avec ceux des autres, de l'adversaire. Peu lui importe. Seul le résultat compte. La surprise, l'ébahissement, puis le désespoir des paysans qui, croyant avoir affaire aux Viets, lui ont livré caches, nourriture, armes et secrets, sont ses victoires quotidiennes. Il sait se servir de ses armes et s'il tire remarquablement il préfère utiliser son cerveau. À peine rentré d'une opération il en prépare une autre, accroupi sur la plage avec trois ou quatre « ralliés » viets qui lui exposent leur prochaine idée encore plus compliquée, encore plus tordue que la précédente. Il guerroie au second degré. Il en sera marqué pour toujours.

Les services de renseignements ne peuvent laisser échapper pareille recrue. Léger quitte son « paradis » de Cu Lao Ré et, après un long stage d'études africaines et asiatiques où il parfait l'arabe et le kabyle de sa jeunesse, entre au S.D.E.C.E.[40] en 1955. Là, rideau. Missions à l'étranger. On perd sa trace. Il n'a à l'époque ni femme, ni copain, ni maîtresse, ni collègues qui puissent nous renseigner. Il disparaît. Envolé. Et son » employeur » n'est pas de ceux qu'on interroge. Pendant deux ans ses campagnes ne figureront pas sur son livret militaire !

Mars 1957 : les bombes terroristes transforment Alger en un sanglant champ de bataille. Massu, qui a tous les pouvoirs pour nettoyer le terrain, cherche un expert en « subversion », il en parle à Ducasse, à Trinquier, à Château-Jobert. Chaque fois un nom revient : Léger.

Trinquier, qui Ta connu au G.C.M.A.[41] en Indochine, le prend sous ses ordres. Le capitaine quitte la « piscine » du boulevard Mortier pour le palais Bruce dans la Casbah d'Alger. Quinze ans de guerre subversive lui ont forgé des muscles d'acier, des réflexes à toute épreuve et une « gamberge » inépuisable. Il est en outre beau garçon, grand,

mince, les traits fins, le teint mat. On ne sait trop en le voyant s'il est arabe,, kabyle ou français méditerranéen. Quand Trinquier le rencontre à la terrasse du Tantonville, près de l'Opéra d'Alger, il ressemble à un étudiant sage tant son visage est lisse, ses cheveux noirs. Tant d'aventures n'ont laissé aucune trace sur ce mince visage bronzé, qui n'indique rien ; ni enthousiasme ni impatience. Peut-être un certain éclat, par instants, dans les yeux bruns quand le colonel lui raconte la bataille qui est engagée. Un éclat inflexible, un regard de chasseur. Une nouvelle aventure commence pour le capitaine Léger.

C'est au 21, rue Emile-Maupas dans la basse Casbah que Léger installa son P.C. À un jet de pierre du palais Bruce, siège du secteur Alger-Sahel où le colonel Godard coordonnait l'action des parachutistes engagés dans la « bataille d'Alger ». Le colonel n'était pas très partisan de ces méthodes de retournement préconisées par Léger mais il les admit après les premiers résultats obtenus par le groupe de protection du G.R.E. Plus le F.L.N. encaissait de coups plus Léger voyait ses troupes grossir. Le 21, rue Emile-Maupas devint bientôt une adresse célèbre jusque dans les maquis de la wilaya 3 et de la 4. Les bleus-de-chauffe étaient craints, haïs, redoutés tant par leurs ex-compagnons que par la population algéroise. Leur connaissance de la langue, du milieu, des méthodes les rendaient plus efficaces que le plus « actif » des régiments de parachutistes.

Mais Léger ne voulait pas s'arrêter à ces succès de « quartier » même spectaculaires. Son affaire, c'était l'action souterraine, la guerre secrète, « l'intox à tout va ». Il sélectionna les meilleurs parmi ces groupes de choc et créa un petit commando qu'il baptisa service Exploitation pour l'organigramme du G.R.E. Ses adjoints étaient deux anciens d'Indochine : le sergent-chef Barjoux et Abdelaziz Abdelhami que l'on appelait déjà Surcouf à l'époque des G.C.M.A. de Trinquier. Ce Surcouf était une terreur, taillé en armoire à glace, amateur de costumes sombres croisés, de cravates claires et de gomina. Un vrai tueur sur lequel comptait Léger pour tenir en main, et éventuellement en respect, l'équipe qu'il constituait. La première recrue fut Saïdoun Saïd, un peu truand, un peu « mac », et surtout chauffeur du président Laquière — grande figure de l'Algérie française et tenant du *non* à toute réforme — qui ne négligeait pas de l'employer comme agent électoral lorsque le besoin s'en faisait sentir. Saïdoun allait servir Léger par sa connaissance des différents milieux de la Casbah.

Personne ne savait mieux se reconnaître dans l'écheveau complexe des réseaux F.L.N. que Khouas Boualem, ex-homme de confiance de Yacef Saadi que Léger avait réussi à retourner. Khouas était doué d'une mémoire visuelle extraordinaire et d'un sens de l'observation tel qu'il pouvait reconnaître l'identité de ses voisines de quartier, même voilées, à leur simple démarche ! *À fortiori* un fell déguisé en femme. Il avait ainsi identifié des dizaines de membres de cellules ou de simples sympathisants que son témoignage avait suffi à faire arrêter. Farès Saïd, adjoint de Si Mourad, le dernier régleur de bombes d'Alger, reconnu par Khouas, « tomba » dans un de ses pièges. Là encore Léger avait fait mouche et Farès était entré dans son commando qui s'était également enrichi d'Alilou, l'agent de liaison de Yacef.

Le 24 septembre, Yacef Saadi, traqué de tous côtés, pris dans une toile d'araignée tissée par les paras et par ses anciens compagnons, était arrêté en compagnie de Zohra Drif. Le 8 octobre, Ali la Pointe préférait se faire sauter plutôt que se rendre. La « bataille d'Alger » était terminée.

Léger put alors récupérer un élément de grande valeur : Ghandriche Hacène, dit Basile, dit Zerrouk, dit Safi le Pur, chef de la zone est d'Alger, que les paras de Bigeard avaient arrêté le 6 août. Cette arrestation avait été tenue secrète et Ghandriche, manipulé par Chabanne, l'officier de renseignement du 3e R.P.C., avait continué à correspondre avec Yacef et Ali la Pointe par boîtes postales. C'est grâce à ces messages que les caches des deux hommes avaient pu être repérées. Avant d'être arrêté, Yacef, croyant que Ghandriche avait échappé aux paras, l'avait nommé responsable militaire d'Alger et avait communiqué cette nomination au chef de la wilaya 3 : Amirouche. Léger sentit qu'avec une recrue comme Ghandriche il pouvait faire de grandes choses. Il ne se trompait pas.

Avant de se mettre au travail, il compléta son équipe avec Hani Mohamed, chef de la zone ouest, arrêté le 18 août. Ce jeune et beau garçon de vingt et un ans accepta immédiatement de collaborer avec le capitaine. « Ils sont foutus, avait-il dit en parlant de ses anciens compagnons, il faut en terminer au plus vite. »

C'était bien l'avis d'Ouhria la Brune, dernier membre du commando. C'est elle qui portait les messages de Ghandriche à la dernière boîte postale de Yacef et c'est grâce à son sens de l'observation que la planque du chef de la zone autonome d'Alger avait été découverte[42]. Ouhria avait été une des premières recrues du capitaine Léger. Alerté par des policiers à qui il avait demandé de lui signaler la présence de militants susceptibles d'être « retournés », il l'avait découverte au camp de Beni-Messous où elle était internée. Son mari, militant F.L.N., avait été arrêté et, interrogé, avait avoué que sa femme était son agent de liaison. La réalité était tout autre. C'est sa maîtresse qui était impliquée dans l'affaire et pour la sauver l'homme avait accusé son épouse. Dès que Léger rencontra Ouhria la Brune il s'aperçut du parti qu'il pouvait tirer de l'humiliation ressentie par la jeune femme bafouée. Il ne l'avait pas regretté. Ouhria s'était révélée un agent de premier ordre, doué d'un sang-froid et d'une intelligence rares. Son arrestation l'avait auréolée, dans son quartier du Clos-Salembier, du prestige de la militante poursuivie par les paras. Par une fable elle s'était débarrassée de la suspicion qui pouvait la gêner après sa sortie du camp de Beni-Messous. Elle avait ainsi établi de nombreux contacts avec des sympathisants F.L.N. Léger ne l'avait utilisée que pour l'opération Yacef. Il avait pour la jeune femme d'autres projets.

La « bataille d'Alger » terminée, cette précaution allait i'avérer d'importance. Car si le Front connaissait l'appartenance d'Alilou, de Farès, de Surcouf aux bleus-de-chauffe, il ignorait tout du double jeu de la petite Ouhria, de Hani et de Ghandriche. Bien mieux, aux yeux de l'organisation rebelle, ce dernier restait le seul chef encore en liberté ! Inutile de dire que ni Ghandriche, ni Ouhria, ni Hani ne mirent les pieds au 21, rue Emile-Maupas. Léger loua pour abriter son commando secret une discrète villa, 7, chemin Vidal, dans le quartier résidentiel d'El-Biar.

Le colonel Godard, responsable de la Sécurité à la tête d'Alger-Sahel, se doutait que le F.L.N., dont les réseaux algérois avaient été démantelés, les membres arrêtés, allait essayer de reprendre contact avec la population et tenter de se réimplanter grâce à des éléments venus du maquis et inconnus de ses services. Le Front ne pouvait rester sur cet échec. Il ne se trompait pas. La « bataille d'Alger », implacable, avait transformé en policiers chevronnés ces paras qui ne rêvaient que combats purs et durs où l'on

respectait l'ennemi en l'affrontant et qui avaient tant protesté contre la mission policière que les civils leur imposaient. Godard était devenu maître-flic ! Il prévoyait tout.

Pour le F.L.N. non seulement la « bataille d'Alger » avait été un échec mais encore son issue avait eu une influence considérable sur la vie des maquis proches d'Alger. La wilaya 3 et la wilaya 4 s'étaient vues submergées de militants qui, fuyant la répression policière, se réfugiaient au maquis. Certains ne faisaient même pas partie d'une cellule F.L.N. La crainte des paras les poussait malgré eux vers la révolution. N'étant pas prêts psychologiquement à affronter les difficultés que comportait la vie dans le djebel, ils posaient aux chefs de zone des problèmes insurmontables : il fallait leur rendre confiance et surtout éviter qu'ils ne communiquent leur découragement aux hommes de l'A.L.N. Mais comment remonter le moral des nouveaux venus alors qu'on ne pouvait les armer faute de matériel ? En outre, l'action menée par les bleus-de-chauffe, les dénonciations même qui s'étaient produites en ville, étaient connues des maquis. Qui pouvait prouver que, parmi cette foule de jeunes gens qui gagnaient le djebel, quelques traîtres au service des Français ne s'étaient pas infiltrés ? Pour vérifier leur identité il fallait absolument reprendre contact avec Alger. Si M'hamed, commissaire politique de la wilaya 4, y envoya un homme à lui, Fekkar, de Médéa, pour implanter une nouvelle infrastructure. Les rapports qu'il fit parvenir étaient désespérants.

« Le climat de suspicion qui règne à Alger, écrivait Fekkar, est tel que personne ne veut reprendre contact avec le Front. Des commerçants préfèrent vendre leur fonds et donner le produit de la vente au F.L.N. plutôt que de servir de simple boîte aux lettres. On est à la merci de la moindre indiscrétion. » Fekkar disait si vrai qu'il fut bientôt arrêté. Pourtant le contact entre les maquis et Alger devait être rétabli de façon permanente. D'abord il fallait reconstituer des réseaux de collecteurs de fonds, la capitale représentant une source d'argent frais considérable ; ensuite les maquis devaient montrer à la population que le Front était toujours présent. Il fallait donc poursuivre la politique d'attentats. Si M'hamed décida dans un premier temps que des équipes, sans lien avec Alger, descendraient du djebel, rafleraient un peu d'argent, commettraient quelques attentats et remonteraient très vite à la wilaya. On attendrait que la tension se relâche pour réimplanter une organisation locale.

En Kabylie, Amirouche avait les mêmes préoccupations. Le C.C.E., alerté à Tunis, lui donna ordre de renouer le contact coûte que coûte avec la capitale. Amirouche avait un avantage. Il était en liaison avec le seul chef encore en liberté : Ghandriche, dit Safi le Pur ! Heureusement que Yacef avant d'être arrêté lui avait donné le nom et la boîte postale du responsable militaire d'Alger. Celui-là au moins pourrait lui donner des nouvelles et lui permettrait de contrôler l'identité et les véritables desseins de tous ces jeunes qui venaient d'Alger et qu'Amirouche, méfiant de nature, suspectait à plus d'un titre ! L'heure des grandes espérances avait sonné pour le capitaine Léger…

Le colonel Godard fit part de ses craintes à Léger en lui montrant une lettre saisie sur Yacef lors de son arrestation. Amirouche annonçait au chef de la zone autonome l'arrivée de quatre *djounoud* et d'un stock d'armes : mitraillettes, grenades, pistolets. Il signalait également la présence, « chez une personne dont Amirouche donnerait l'adresse à l'agent de liaison de Yacef », d'une somme de 20 millions.

« Léger, il faut trouver ces hommes à tout prix, dit Godard. Yacef est pris, Ali la Pointe est mort, mais la Kabylie va envoyer des commandos. Il nous faut jusqu'aux noms

des sympathisants qui pourraient les héberger. Débrouillez-vous ! »

Le lendemain le capitaine Léger décida qu'Ouhria la Brune entrerait en action. Il fallait qu'elle se serve de ses contacts dans le quartier du Clos-Salembier. Et pour pouvoir pénétrer le milieu sympathisant et remonter jusqu'aux envoyés de la wilaya 3, il fallait la « mouiller ».

Quarante-huit heures après la mort d'Ali la Pointe, Ouhria lança d'elle-même une grenade sur une place du Clos-Salembier, de façon si « maladroite » qu'elle n'atteignit personne... Mais on l'avait vue. Le téléphone arabe circula très vite et des bleus-de-chauffe du secteur donnèrent son signalement au rapport du soir, 21, rue Emile-Maupas. Léger se frotta les mains. Si le renseignement lui parvenait si vite, il n'y avait pas de raison pour que les sympathisants F.L.N. ne soient pas au courant. Le téléphone arabe vaut pour tout le monde.

Ouhria, avant de commettre son « attentat », sous les yeux de Farès et de Surcouf, dissimulés non loin de là et prêts à intervenir si par malheur une patrouille du service d'ordre l'arrêtait, avait donné à Léger l'adresse de la planque qu'elle comptait utiliser : rue des Cyclamens, bloc 17. La descente de police en pleine nuit puis la fuite d'Ouhria la Brune devaient la dédouaner définitivement aux yeux des plus méfiants.

C'était maintenant à Ghandriche de jouer... Mais Léger tirerait les ficelles !

Le 14 octobre, soit six jours après la mort d'Ali la Pointe, le contact était rétabli par courrier. Khaled, chef de la zone 1 de la wilaya 3, était chargé de réorganiser la zone autonome par l'intermédiaire de Ghandriche qu'il connaissait sous le nom de Safi. Il avertit ce dernier que les quatre « frères » qui devaient aider Yacef n'avaient pu le joindre du fait de son arrestation. Après quinze jours ils étaient repartis vers le maquis sans avoir pu prendre contact. Actuellement ils redescendaient sur Alger. Khaled concluait : « Le travail qui reste entre nous est de consolider les liaisons pour évacuer les armes demandées. »

Le capitaine Léger avait ferré le poisson. Pour mettre tous les atouts de son côté il décida de prendre Ghandriche comme adjoint et de le faire sortir du circuit. Il craignait que lors de l'arrestation ou de l'interrogatoire de Yacef un para n'ait parlé de la « collaboration » du chef militaire d'Alger et que la fuite ne soit parvenue aux oreilles des maquisards. Ghandriche signala à Kamal, nouveau chef de la zone kabyle n° 1, qu'il prenait comme adjoint un certain Si Amar, « homme de toute confiance ». Sous le nom de Si Amar se cachait Hani Mohamed. C'est entre Hani à Alger et Kamal au maquis qu'allait désormais se jouer toute l'affaire, car Ghandriche « disparut » mystérieusement. Hani signala cette disparition et informa le maquis qu'il prenait la suite. Le 24 octobre Kamal accusait réception de la lettre, signalait le retard des quatre envoyés de la wilaya 3 et du stock d'armes, et se « réjouissait de la bonne marche de la réorganisation et du rétablissement des contacts malgré l'arrestation de Safi » !

La première phase du plan Léger avait parfaitement réussi. Grâce à son commando, il dirigeait lui-même dans le secret de la villa d'El-Biar la réorganisation du F.L.N. à Alger. Et avec comme prime la bénédiction d'Amirouche !

Un homme pourtant avait échappé à toute identification : un certain Kaddour, responsable de Belcourt, qui semblait jouir de la confiance de Kamal et avait regagné le maquis. Dans son courrier le chef de la zone kabyle disait son intention d'en faire le chef

politique d'Alger dont Hani resterait chef militaire. Il fallait absolument prendre contact avec lui et le contrôler avant qu'il risque de découvrir la supercherie.

Léger crut que tout son édifice, basé sur des contacts écrits passant par des boîtes postales multiples, allait s'effondrer lorsque Kamal, le 29 octobre, convoqua Hani au maquis ! Introduire des hommes dans différents réseaux reconstitués dans la capitale était tout à fait possible mais « livrer » le chef d'Alger au maquis présentait des risques multiples. D'abord Hani était très jeune, à peine vingt et un ans. Tiendrait-il devant les adjoints du terrible Amirouche ? Ensuite, Léger se demanda si son plan n'avait pas été découvert et si la wilaya 3 n'essayait pas de « récupérer » Hani pour lui en faire avouer tous les détails. Enfin, le jeune homme qui avait si facilement tourné casaque une première fois n'allait-il pas se faire « retourner » par les hommes du maquis ? Lorsque Léger lui posa la question de confiance, Hani n'hésita pas une seconde : « Il faut que j'y aille, mon capitaine, sans quoi c'est foutu.

— Tu n'as pas peur d'y aller ?

— Non ! Je suis sûr qu'ils ne sont au courant de rien. Et comme c'est moi qui ai monté toute l'affaire, qui leur ai donné tous les détails, je ne peux me couper. J'y vais ! »

Et pour faire bonne mesure Hani écrivit à Kamal de profiter de son passage au maquis pour lui présenter le mystérieux Kaddour !

« Comme ça, dit Hani, si j'en reviens, nous aurons tout le monde ! »

Le lundi 11 novembre 1957, pendant qu'au centre d'Alger se déroulaient le défilé militaire et les manifestations contre la loi-cadre, Hani Mohamed, agent du capitaine Léger et « chef militaire du F.L.N. à Alger », prenait le car en direction de Bordj-Menaïel, accompagné d'un agent de liaison de la wilaya 3. Le voyage allait être fructueux.

Le mercredi 13 novembre, Hani se présenta « au rapport » du capitaine Léger à la villa du chemin Vidal. Sans dire un mot il lui tendit un papier revêtu de trois cachets de l'Armée de libération nationale :

« Ordre de mission. Le porteur de cet ordre de mission est habilité au nom de la wilaya 3 de représenter l'Armée et le Front de libération nationale au sein de la zone autonome d'Alger.

» Pour le conseil de la zone 1, wilaya 3

» Fait le 12 novembre 1957. Le lieutenant :

KAMAL. »

« Eh bien ! “patron”, voilà du bon travail, ironisa Léger. Raconte comment ça s'est passé.

— J'en ai pour longtemps, mon capitaine, dit Hani en s'asseyant. Mais ça valait la peine d'y aller. »

Après deux heures de marche dans le djebel, Hani, guidé par l'agent de liaison, avait rencontré Kamal et Si Ahmed, responsable « liaison et renseignement » de la zone 1 dans une dechra[43] à dix kilomètres de Bordj-Menaïel. Les deux hommes l'avaient très bien accueilli. Ils voulaient tout savoir sur Alger. Kamal prenait des notes. « C'est pour le rapport moral destiné au colonel Amirouche », avait-il précisé. Ensuite, Kamal avait indiqué à Hani que la wilaya 3 était seule désignée par le C.C.E. pour réorganiser la

Z.A.A.[44]. La wilaya 4 ne devait pas s'en mêler. La ville était désormais divisée en trois régions (Nord, Centre, Sud). Il n'était plus question de reconstituer le savant découpage de Yacef. Chaque région devait comporter un chef politique, un chef militaire et un chef- » financier ». Supervisant le tout : Hani, assisté de deux membres : Mourad et Moktar.

« Tu as pu les identifier ? demanda Léger.

— Oui, mon capitaine. Enfin en partie. Mourad c'est Berber Mourad, un peintre qui a son magasin rue François-Gastu, au Clos-Salembier. Et son domicile, chemin Fontaine-Bleue. Quant à Moktar, il s'agit de notre fameux Kaddour.

— Et il habite ?

— Je n'en sais rien. Mais lui, je l'ai vu au maquis. Kamal me l'a présenté. C'est un grand type, environ un mètre soixante-treize, mince. Il a le visage très maigre et une fine moustache. Il portait un béret basque. J'ai rendez-vous avec lui ici à Alger à la mosquée Sidi M'hamed de Belcourt. Kaddour ne doit pas connaître Mourad et inversement. Je suis le seul à faire la liaison. Kaddour sera en principe délégué de l'A.L.N. et devra s'occuper du recrutement et des rentrées financières. Il ne possède aucun cachet et doit passer par moi pour tous ses comptes rendus !

— Eh bien ! si je comprends bien, nous sommes les patrons d'Alger !

— Oui, mon capitaine. Mais ce n'est pas tout. Kamal met à ma disposition 10 P.M., dont 5 P.M. 43,8 mm, tchèques dont on m'a appris le maniement, avec 17 chargeurs de 40 cartouches pour les P.M. 43 et 11 pour les P.M. 38, onze 7,65 avec 160 cartouches et 11 grenades.

— Et où se trouvent ces armes ?

— Il faut aller les chercher au maquis. Premier voyage jeudi de la semaine prochaine. Ça me laisse une semaine pour contacter Mourad et Kaddour. En se débrouillant bien, dans dix jours nous pouvons contrôler leurs réseaux éventuels.

— Et ils doivent exister, ajouta le capitaine, Ouhria m'a fait son rapport. Au Clos-Salembier ça bouge. Certains types voudraient reconstituer des réseaux.

— Clos-Salembier ? C'est parfait, c'est là que loge notre Mourad. Ma première visite sera pour lui. »

Avec un sang-froid prodigieux et un soin méticuleux, Hani, « chef politico-militaire d'Alger », entreprit de reconstituer les réseaux du Front. Il fallait identifier ceux qui, après la répression terrible de la « bataille d'Alger », avaient encore l'intention de lutter pour le F.L.N. Ils ne devaient pas être nombreux mais n'en étaient que plus dangereux. Une fois repérés et identifiés, un coup de filet général extirperait les derniers germes F.L.N. de la Ville blanche.

C'est dans une épicerie, 10, rue Porte-Neuve, ancienne boîte postale fournie par la wilaya 3, que Hani saisit le premier fil. Le dimanche 17 novembre, l'épicier proposa de lui présenter « des hommes désirant encore travailler ». Le lendemain il faisait la connaissance d'Abderrahmane Djamal et, après lui avoir montré le papier de la wilaya 3 l'accréditant comme patron d'Alger, lui donnait un ordre signé lui permettant de recruter d'anciens éléments de sa cellule. Abderrahmane confiait son adresse : 17, rue Paul-Bert, ainsi que celle d'une boîte postale dans un bains-douches de cette même rue. Il lâchait

« en confidence » qu’il avait commis lui-même quatre attentats pendant la « bataille d'Alger ». Tous ces renseignements vinrent s’inscrire sur le cahier au papier quadrillé où Ghandriche consignait, en double exemplaire, les faits et gestes du commando.

Le même jour, Mourad Berber, le peintre désigné comme chef politique adjoint de Hani, lui révélait que Kaddour était arrivé et n'avait pu prendre contact avec lui. Le rendez-vous serait fixé deux jours plus tard. Entre-temps, Hani devait aller chercher des armes au maquis.

Le jeudi 21 novembre un taxi Versailles n° 398 FF 91 stationnait sur la petite place derrière le Gouvernement général. Au volant, Sebaï Ali Seghir n’était pas rassuré. Depuis longtemps il travaillait pour le compte du capitaine Léger et des bleus-de-chauffe mais on ne lui avait jamais confié de mission importante. Il n’avait qu'à ouvrir les oreilles et repérer les adresses de ceux dont la conversation avait été particulièrement intéressante. Voilà qu’aujourd’hui il devait aller au maquis avec un F.L.N. et faire un transport d’armes !

« Comment va Mahfoud ? »

Sebaï sursauta sur son siège. C’était le mot de passe. Penché vers la portière un jeune homme brun, très beau, semblait attendre la réponse.

« Il va très bien, merci, répondit Sebaï. Montez ! »

Hani prit place sur la banquette arrière. Il observa le chauffeur qui avait démarré et prenait la route de Kabylie. Léger, en lui procurant ce moyen de transport, lui avait dit que le chauffeur travaillait pour le F.L.N. et connaissait la destination. Avant Bordj-Menaïel Hani n’aurait qu’à lui faire emprunter la piste à droite pour qu’on ne le voie pas de la route. Il ferait le reste à pied.

Pour ce transport d’armes Léger avait accumulé les précautions. Hani et le chauffeur, se prenant mutuellement pour des F.L.N., se méfiaient l’un de l'autre et parleraient le moins possible. Quant aux éventuels contrôles routiers, Léger les neutralisa en décidant de participer lui-même à l’expédition sans que Hani le sache. Avec Saïdoun au volant, le capitaine se présenta aux barrages quelques minutes avant le passage de la Versailles. La carte tricolore signée Massu fit grand effet sur les gendarmes.

« Vous laisserez passer la voiture qui suit, une Versailles 398 FF 91, sans la fouiller. Un simple contrôle d’identité suffira. À l’aller comme au retour. » Le brigadier, chef de barrage, salua respectueusement tout en pensant qu’il se passait souvent de drôles de choses en Algérie. Mais moins on en savait, mieux ça valait !

À 13 h 15, le brigadier vit repasser les deux voitures. Toujours à quelques minutes d’intervalle. Il ne contrôla même pas les papiers de la Versailles. Les armes qui constituaient le premier stock de la nouvelle organisation d'Alger se trouvaient dans le coffre, enveloppées dans des chiffons gras. Elles arriveraient dans la capitale avant la tombée de la nuit.

Tout se passait jusque-là avec une facilité déconcertante. Une seule ombre au tableau : Kaddour. Hani était allé tous les jours à la mosquée Sidi M’hamed de Belcourt à 16 h 30. En vain. Il lui fallait trouver son « deuxième » adjoint. Le laisser seul dans la nature présentait trop de dangers.

Le 27 novembre, en début d’après-midi, la chance allait servir l’agent de Léger.

Abderrahmane, après lui avoir fourni la liste des hommes qui désiraient travailler pour le Front, annonça qu'il avait trop peur et qu'il voulait se retirer de l'organisation. En efEet, il avait été arrêté pendant quarante-huit heures par les parachutistes et ne devait, disait-il, sa rapide libération qu'à son père qui avait beaucoup de relations. Hani sourit intérieurement. Ce pauvre Abderrahmane ne devait rien à son père et tout au capitaine Léger qui voulait tous « ses » hommes libres jusqu'au coup de filet final !

« Je veux bien rester boîte postale, ajouta Abderrahmane. Cela peut être utile. Par exemple je sais que Kaddour est à Alger. »

Pour un secret bien gardé c'était raté ! Hani était furieux : Non seulement tout le monde se connaissait à commencer par Mourad et Kaddour, mais en plus cet imbécile de Kaddour prenait contact avec toute l'organisation sauf avec son chef direct !

« On peut le trouver au 117, rue de Lyon, ajouta Abderrahmane. C'est un café. »

Le même jour, à 15 heures, Hani put enfin prendre contact avec son deuxième « adjoint ». Kaddour ne se doutait de rien. Il était simplement négligent. En confiance, il fit le point de la situation, donnant ses boîtes postales et la liste des commerçants chez qui il avait commencé à collecter des fonds. Hani lui conseilla de remonter au maquis pour expliquer à Kamal, qui s'impatientait, toutes les difficultés qui se posaient à Alger.

« Il faut lui dire, expliqua Hani, combien il est difficile de redémarrer. Il nous faut établir des liaisons, rechercher des contacts, réorganiser les cellules et trouver de l'argent. Tout cela demande du temps. Il faut que la wilaya 3 nous aide. »

Kaddour partit deux jours plus tard pour le maquis avec le courrier que Hani faisait parvenir à la wilaya 3. Dans ce courrier il réclamait de l'argent, « nécessaire pour donner une garantie financière aux jeunes qui doivent passer à l'action et veulent que leurs parents ne soient pas abandonnés sans rien s'ils doivent mourir ou être pris » ! Il annonçait également qu'il passerait à l'action dès que cette question épineuse serait réglée.

Car maintenant Léger était au pied du mur. Il contrôlait toute l'organisation F.L.N. d'Alger, la cave du. 7, chemin Vidal, était pleine des armes venues de Kabylie, les listes de Ghandriche s'allongeaient des noms du moindre collecteur de fonds, mais pour que la wilaya 3 continue d'accorder sa confiance à Hani il fallait passer à l'action. Kaddour, qui ignorait à quel point il était manipulé, revint du maquis avec des ordres dans ce sens. « Il faut que des attentats prouvent à la population que le F.L.N. existe toujours. » La date fixée par la wilaya 3 était le jour de Noël.

Hani tergiversa. Il monta lui-même à plusieurs reprises au maquis pour expliquer les difficultés qu'il éprouvait à récolter l'argent indispensable : « La population dans l'ensemble ne marche pas », dit-il à Kamal.

« Laisse tomber l'argent, répondit celui-ci. Le C.C.E. a décidé que dorénavant les armes et les finances viendraient de la wilaya. Tu vas repartir avec un nouveau chargement d'armes et là vous déclencherez l'action pour les fêtes de Noël. Après on passera aux explosifs. Essaie de te procurer une voiture dont tu feras modifier le réservoir. Il doit pouvoir contenir une bombe. D'autre part, puisqu'on abandonne la collecte de fonds il faut que Kaddour t'aide à constituer des groupes terroristes. Mon adjoint R.L.[45] Ahmed Sabri et Allel descendront sous peu à Alger. On attend la décision d'Amirouche.

— Mais le jour de Noël il y aura certainement un service d'ordre important ?

— Ce n’est pas nécessaire de faire vos attentats dans le centre. Inutile qu’il y ait des morts. C’est du bruit qu’il nous faut. La propagande se chargera du reste.

— Et pour les bombes ? interrogea Hani.

— Ce sera pour plus tard. Dans la zone de Sabri nous avons installé au P.C. zonal un atelier de fabrication de bombes d’un type nouveau. Elles sont fabriquées avec des corps d’obus de 50, 60, 81 et de bazooka. La mise à feu sera normale avec piles et montres, et réglée avec un retard de deux heures.

— Quand pourrai-je les voir ?

— Elles seront prêtes le lendemain de Noël. Dans une semaine. Si vos actions ont été bonnes et que les Européens cessent de pavoiser en criant victoire, alors, là, » on pourra faire éclater les bombes pour leur casser le moral. Je t’écrirai de venir chercher les “poissons”. Ce sera le nom de code. »

Le 23 décembre, au retour de ce voyage au maquis au cours duquel il avait pu voir le P.C. de la zone 1 avec son infirmerie, ses réserves, ses caches d’armes et l’atelier de fabrication, Hani fut arrêté par l'armée avec d’autres paysans de la région de Bordj-Menaïel. Après vérification des pièces d’identité il fut classé parmi les suspects.

« Mais je suis d’Alger, protesta-t-il, je suis venu visiter des parents et il faut que je reprenne le car. »

Comme le jeune homme s’exprimait avec beaucoup d’aisance et d’assurance on l’amena, sur sa demande, devant le commandant de l’unité qui l'avait arrêté. Là il révéla son appartenance au commando de Léger et donna le numéro de téléphone qui permettrait à l'officier de vérifier sa situation. Une heure plus tard, Hani était libéré avec plusieurs autres suspects et regagnait Alger.

Ce pépin imprévu et l’ultimatum que Hani ramenait de la wilaya 3 incitèrent Léger à brusquer les choses. On frôlait la catastrophe. Ou la supercherie allait être découverte ou certains terroristes allaient échapper au contrôle de Hani. Celui-ci en fut persuadé lorsque, le lendemain de son retour de Kabylie, il rencontra Kaddour.

« Je viens de recevoir un message de Kamal, dit Kaddour, tout excité. Je dois passer à l’action avec toi. Les attentats doivent commencer immédiatement. Et Kamal nous conseille vivement de prendre contact avec des bleus et de les amener à travailler pour nous en leur faisant peur !

— Comment leur faire peur ?

— On ne les a jamais attaqués chez eux ! Ça doit cesser. On va lancer une grenade à l’entrée de leur immeuble de la Casbah, rue Emile-Maupas. Il faut que tu me donnes une partie des armes que tu as ramenées du maquis. Ce sont les ordres.

— Entendu. Où je te les apporte ?

— Chez moi, 25, rue Buffon. C’est actuellement la boîte postale dont se sert la wilaya 3.

— J’y serai à 15 heures. »

Hani rapporta immédiatement sa conversation à Léger.

« Il faut le faire arrêter avant qu’il nous file entre les pattes », décida le capitaine.

Le même jour, à 15 heures, Kaddour ouvrait la porte de son appartement aux officiers de police judiciaire alertés par Léger. Maintenant il fallait aller très vite. Au maquis, Kamal semblait douter de l’efficacité du chef F.L.N. d’Alger ! Le patron du G.R.E. se trouvait devant l’alternative suivante : ou tout arrêter et détruire le magnifique

échafaudage élevé à grand-peine, ou entrer encore plus à fond dans le jeu F.L.N. C'est cette deuxième solution que choisit le capitaine. Mais pour cela il lui fallait l'accord de Godard.

Le commandant d'Alger-Sahel fut plus réticent que jamais.

« C'est vrai vous avez obtenu de bons résultats, dit-il à Léger, mais vous vous rendez compte dans quel bain vous allez me mettre ? La presse clame à tous les échos que tout est calme, que depuis octobre il n'y a pas eu un attentat, que l'armée a sauvé Alger et vous, Léger, vous voulez lancer un pavé dans cet étang si tranquille. C'est un peu fort, non ?

— Si on ne le fait pas, mon colonel, des types de la wilaya 3 vont venir et placer eux-mêmes leurs bombes. Et ceux-là on ne les connaît pas ! Alors à quoi aura servi tout notre dispositif ? »

Pour appuyer sa démonstration le capitaine Léger lut la lettre de la wilaya 3 reçue le matin même par Hani. Kamal tapait sur la table et se montrait menaçant : « Vous avez de la marchandise, écrivait-il, et vous n'avez rien fait. Aucune réalité n'a confirmé vos dires. L'ennemi crie victoire sur tous les toits. Vous avez reçu l'ordre formel de travailler durant les fêtes et aucune action sérieuse n'a été entreprise. C'est pour cette grave raison que les frères sont inquiets et se demandent vraiment si la prétendue réorganisation existe. De ce fait, ils ne peuvent rien avancer sans avoir constaté son existence par des *faits* concrets qui paraîtraient sur les journaux au vu et au su de tout le monde. Car avec seulement la marchandise dont vous disposez, vous pouvez avoir de bons résultats (si vraiment vous avez des éléments actifs dignes de notre révolution car il faut répondre par des actes aux bravades de l'ennemi). Ainsi nous pouvons comme prévu *tout* vous envoyer mais pas avant d'avoir eu la preuve de l'efficacité de votre organisation. »

« C'est très clair, interrompit le colonel Godard.

— Attendez, mon colonel, voici le plus important : « Et » c'est pour cette raison, dit Kamal, que les frères envisagent la formation d'une autre organisation si la » vôtre continue à ne pas donner de résultats sérieux » (les bases sont déjà installées et n'attendent que l'ordre » pour commencer). C'est pour cela que les frères vous » donnent l'ordre formel de travailler à fond avec toute » la marchandise dont vous disposez dans ces *prochains* » jours. Nous attendons. » Ce Kamal se méfie de plus en plus, mon colonel, il demande des nouvelles de Kaddour que j'ai fait arrêter et exige que lors du prochain courrier il envoie une lettre écrite de sa main. Il conclut en disant : « Pour les poissons, ils sont prêts mais nous » attendons les résultats pour vous donner l'ordre de » venir les chercher. »

— Les poissons ?

— Des bombes fabriquées au P.C. de la zone 1. Je vous assure que ça devient très sérieux.

— Oui. Pas de doute. Ou on rompt le contact ou on commet des attentats. »

Le colonel Godard hésita un instant.

« O.K. Vous avez le feu vert, Léger. Mais allez-y mou ! Juste des dégâts matériels !

— Comptez sur moi, mon colonel ! »

Léger s'apprêtait à partir lorsque Godard lui demanda :

« Et les “poissons” ?

— Si vous le permettez, mon colonel, j'ai l'intention d'aller les pêcher moi-même ! »

Le 1er janvier, 87e jour sans attentat soulignaient les journaux d'Alger, une grenade éclata dans l'escalier du 21, rue Emile-Maupas. Le capitaine Léger, avant de la lancer, avait pris garde qu'aucun bleu ne s'y trouvât ! La nouvelle se répandit dans la Casbah comme une traînée de poudre. Les bleus détestés avaient été attaqués dans leur propre casernement !

Le même soir, Léger continua de fêter le nouvel an à sa manière ! Hani avait rendez-vous avec un élément indiqué par Mourad, le peintre du Clos-Salembier. L'homme, un ancien chef de groupe de Yacef, avait fui Alger au moment de la « bataille ». Il revenait prêt à reprendre le combat.

« Il doit me présenter deux types qui travaillaient avec lui, précisa Hani.

— Allons-y, dit Léger. Aujourd'hui je viens avec toi. Surcouf nous accompagnera. »

Le capitaine Léger, en civil, pouvait facilement passer pour un musulman. De plus sa parfaite connaissance de l'arabe évitait de donner l'éveil. À 20 h 30 l'homme était au rendez-vous, *Au Bastion central*, au bas du square Bresson, Hani présenta Léger et Surcouf comme deux de ses adjoints.

« Où sont tes deux gars ? demanda Hani à l'homme, qui semblait inquiet.

— Ils sont à la Consulaire en haut de Saint-Eugène. Ils nous attendent. »

Le militant prit place avec Surcouf à l'arrière d'une vieille Citroën conduite par Hani. Léger s'assit devant. À la hauteur du couvent des Clarisses, près de Notre-Dame d'Afrique, Hani ralentit pour négocier un virage particulièrement difficile. L'homme qui n'avait pas ouvert la bouche durant tout le trajet, ouvrit la portière et sauta sur la route. Hani arrêta le véhicule, Surcouf était déjà dehors une mitraillette à la main.

« Vas-y, Surcouf », dit Léger.

Posément le colosse lâcha une rafale sur l'ombre qui s'enfuyait. Stoppé net dans son élan le militant s'effondra.

« Eh bien, voilà notre deuxième attentat, dit calmement Léger. Il faut maintenant le fignoler. Dans ce coin désert on ne risque pas de nous déranger. »

Il sortit du coffre de la Citroën un émetteur radio et lança un appel à destination d'Alger-Sahel. Quelques minutes plus tard un Dodge couleur sable s'arrêtait à la hauteur du petit groupe. Léger s'expliqua avec le chef de la patrouille envoyée par le colonel Godard :

« Voici quelle sera la mise en scène. Vous avez découvert à la lueur de vos phares *deux* individus suspects qui s'enfuyaient. Vous avez accéléré. À ce moment, l'un des fuyards à dégoupillé une grenade et l'a lancée sur le camion. Sans faire de victimes. Vos hommes ont sauté à terre. Le terroriste a alors sorti un pistolet et vous l'avez abattu d'une rafale de mitraillette. Son compagnon a réussi à s'enfuir.

— C'est compris, mon capitaine. »

Tous les paras d'Alger-Sahel connaissent le capitaine Léger.

« Mais la grenade ?

— Qu'à cela ne tienne. Planquez-vous. »

Léger dégoupilla une grenade et la lança à bonne distance du Dodge qui fut à peine éraflé par les éclats.

« On vous laisse le corps », dit Surcouf aux paras. Il venait de placer dans la main droite du cadavre l'un des pistolets que Hani avait rapportés de la wilaya 3 !

Le 2 janvier, au bas du Fort-l'Empereur, sur le boulevard Maréchal-Foch désert, Surcouf lança une grenade contre une jeep des zouaves qui passait, au ralenti. Il n'y eut bien sûr aucun blessé. Mais les zouaves ne purent rattraper le « terroriste » et abandonnèrent rapidement leur poursuite.

« Quel boulot “ils” nous font faire ! dit le chauffeur à ses trois camarades essoufflés. Voilà que maintenant on nous avertit à l'avance qu'on va recevoir une grenade qui ne nous atteindra pas, qu'il faudra poursuivre le bougnoule, mais surtout qu'il ne faudra pas le rattraper. C'est encore une combine à la “mords-moi-le-nœud” du 2e bureau ! »

Ce n'était qu'un aecord passé entre Léger et son ami, le capitaine Sirvent patron des zouaves de la Casbah.

Ces plans relativement complexes permirent à Hani d'expliquer à la wilaya 3 comment, avec ses hommes, il avait réalisé les premiers attentats commis depuis la « bataille d'Alger »... et à l'opinion publique de ne pas s'émouvoir. Ce que souligna amèrement Kamal dans sa réponse : « Les journaux n'en parlent presque pas. Tout cela est insuffisant. L'ennemi n'a pas peur. Il faut frapper plus fort, sinon nous nous en chargerons ! »

Léger décida d'en finir avec la menace des bombes de la wilaya 3 et monta un coup de main contre le P.C. que connaissait bien Hani.

L'opération la plus risquée du commando Léger se déroule à une vitesse incroyable. Léger, le sergent-chef Barjoux et onze de leurs bleus débarquent en hélicoptère dans la région de Bordj-Menaïel au crépuscule du 22 janvier. Un camion tous feux éteints les amène à pied d'œuvre au début de la piste si souvent empruntée par Hani pour monter au maquis. À 23 heures, les treize hommes armés de P.M. tchèques, de 9 mm espagnols Star et de P.M. 38 — les armes habituelles des relis de la région — progressent sous la pluie qui tombe sans arrêt depuis la fin de l'après-midi. En tête de la colonne Hani, puis Kaddour. Le capitaine a réussi à le retourner en lui révélant que depuis le début de son activité il obéissait en réalité à ses ordres par l'intermédiaire de Hani ! « Alors autant continuer », a dit Kaddour, résigné. Ghandriche et Surcouf qui le suivent dans la colonne ne le quittent pas de l'œil. Eux aussi sont de la fête. Ainsi qu'Alilou, l'ancien compagnon de Yacef. Tous en tenue, avec les grades F.L.N. sur les manches de leurs treillis ruisselants. Seuls Hani, Ghandriche, Barjoux et Léger portent une gandoura dont le capuchon est rabattu sur le visage.

Après la montagne de la Mule, au sud de Bordj-Menaïel, Hani ne retrouve plus le chemin qui conduit au P.C. C'est Kaddour qui l'indique ! Enfin à 2 heures du matin un guetteur de l'A.L.N. les stoppe.

« Qui êtes-vous ? Où allez-vous ?

— *Ed-djeich*. L'armée », dit Hani.

Léger respire. Ses hommes ont su garder leur sang-froid. Ils n'ont pas obéi au réflexe

de se jeter à terre. En kabyle, Ghandriche explique qu'il s'agit d'un commando de la wilaya 4 qui se rend en Tunisie.

« On doit aller jusqu'au P.C. rejoindre le lieutenant Hocine et Sabri », ajoute-t-il.

Les noms des deux chefs de région font office de mot de passe et le guetteur leur indique la bonne direction.

« À une heure de marche vous y serez ! »

Il est 3 heures quand la colonne arrive à une mechta entourée de cactus. La pluie s'est arrêtée.

« C'est là », dit Hani.

Ghandriche frappe et renouvelle sa fable. La porte s'ouvre.

« Entrez, on va vous faire du café. »

C'est Sabri, l'agent R.L. de Kamal, qui les accueille. Ghandriche qui n'est pas connu mène la conversation. Léger, Hani et Kaddour vont vers le fond de la pièce. Le capuchon de la gandoura protège leur incognito. Le lieutenant Hocine et Sabri apportent le café. Léger se trouve derrière eux. Il découvre sa mitraillette.

« La comédie est finie. Levez les bras !

— Bien joué », dit simplement Hocine. Ils ne résistent pas.

Il est 3 h 30. À 4 heures, le petit commando a fait onze prisonniers. Tout l'état-major de la zone ! Au lever du jour, deux compagnies d'appui du 1er R.C.P. arrivent en hélicoptères. En moins de deux heures le P.C. zonal est nettoyé ; l'atelier de fabrication de bombes, l'atelier de réparation d'armement et l'infirmerie sont détruits. Léger saisit les explosifs, les fusils, les grenades et deux caisses de documents dont l'exploitation commence immédiatement.

De retour à Alger il donne Tordre d'arrêter tous les membres des réseaux reconstitués. Sabri, qui a enfin reconnu Hani, comprend que depuis le début de l'affaire c'est le capitaine qui tient les rênes. Il demande à travailler dans le commando et pour prouver sa bonne volonté il révèle la constitution de l'équipe parallèle dont Kamal avait menacé Hani. Deux heures plus tard les quatre membres du réseau inconnu sont sous les verrous. En moins de quarante-huit heures Léger vient d'être payé de plusieurs mois d'efforts. La tentative de réimplantation du F.L.N. dans la capitale a fait long feu. Il faudra attendre les derniers mois de la guerre pour que le Front puisse à nouveau manifester son autorité sur la Ville blanche.

Le 25 janvier le capitaine Léger pensa orienter son commando vers une autre direction. Le sort en avait décidé autrement. Il allait se présenter sous la forme d'une jolie fille de dix-huit ans : Tadjer Zohra, que ses amis de Belcourt appelaient Roza. Et ses amis étaient précisément parmi les hommes du réseau démantelé sur dénonciation de Sabri. Interrogés, ils révélèrent l'appartenance de la jeune fille à leur cellule. Léger lança un avis de recherche. Ça n'en valait pas la peine car la seule action attribuée à la jeune fille était la confection d'un drapeau F.L.N. vert et blanc. Mais c'était la routine. Quelques jours plus tard. Léger reçut un coup de téléphone du secteur de Bordj-Menaïel.

« On tient votre fille, mon capitaine. On l'a « coxée » au cours d'une opération. Vous pouvez en prendre livraison. »

Léger décida de se rendre lui-même à Bordj accompagné de Hani, Sabri et

Ghandriche. Il venait de penser qu'une fille de plus dans son G.R.E. pourrait rendre des services importants.

La jeune fille était une jolie brune, fraîche et. piquante, qui accueillit le capitaine Léger d'un sourire.

« Je vous connais, mon capitaine.

— Moi aussi je te connais. Et surtout tes amis de Belcourt m'ont beaucoup parlé de toi.

— Oh ! ils sont un peu fous. Je n'ai rien fait avec eux...

— Alors pourquoi t'es-tu sauvée au maquis ?

— J'ai eu peur. Et puis j'avais cousu un drapeau pour le Front.

— Tout cela n'est pas bien grave. Si tu le désires je peux même l'oublier complètement. »

Et Léger entreprit de convaincre la jeune fille. Roza était intelligente et saisit très vite où voulait en venir le capitaine. Ses « bleus » étaient célèbres dans tout Alger et on savait maintenant qu'il avait partout des informateurs. À tel point que personne n'osait se confier à son voisin. Roza ne dit ni oui ni non. Elle demanda si Léger la croyait assez forte pour jouer un jeu pareil. Après la première conversation le capitaine en était persuadé mais il retira de cet entretien une curieuse impression. Futée et rusée, Roza Tétait certainement. Mais ne Tétait-elle pas trop ?

Il confia à Basile Ghandriche le soin de l'éclairer sur ce point. « J'ai essayé de la retourner, dit-il à son adjoint. Ça me paraît difficile. Donne-moi ton avis là-dessus. » Ghandriche bavarda longuement avec la jeune fille, puis fit à Léger un rapport catégorique :

« Rien à faire, mon capitaine, cette fille retournera au F.L.N. dès qu'elle sera libérée. Il faut laisser tomber ou bien on risque de graves ennuis.

— Tu ne lui as rien dit en ce sens ?

— Non. J'ai essayé de la convaincre de travailler avec vous comme je le fais moi-même. Elle n'a d'ailleurs pas dit non. Mais encore une fois mon impression...

— Tu as raison, Basile, coupa Léger, et pourtant on va travailler ensemble ! »

S'il était impossible de faire de Roza un agent double pourquoi ne pas se servir de sa sincérité pour le F.L.N. ? « Libérée, cette fille retournera au Front », avait dit Ghandriche. Il suffisait de lui faire croire que Léger avait confiance en elle, puis de lui révéler quelques secrets sur de prétendus informateurs et de lâcher la bride. Elle courrait au maquis et déballerait son sac. Sans le soupçonner elle deviendrait un merveilleux agent d'intoxication. Léger retourna voir Roza :

« Ghandriche me dit qu'on pourrait travailler ensemble ?

— Pourquoi pas, mon capitaine ? »

Son sourire était désarmant. Redoutable petite vipère, pensa Léger qui s'y connaissait en animaux de cette sorte. Il fallait entrer à fond dans le jeu de la jeune fille. Il la sortit du camp « d'hébergement » de Bordj-Menaïel et s'afficha avec elle en ville. On les voyait se promener en voiture, entrer à l'état-major. Désormais, elle était « mouillée » aux yeux de la population. C'est ce que souhaitait le capitaine. Le maquis serait bientôt informé !

De retour à Alger, Léger passa à la deuxième partie de son plan d'intoxication : faire croire à la jeune fille qu'il avait des agents infiltrés jusque dans les cadres des maquis. À

plusieurs reprises il fit venir Roza dans son bureau sous le prétexte de bavarder de sa nouvelle collaboration.

« Tu verras, dit-il, tu ne seras pas toute seule. Regarde Ghandriche, il a été le principal adjoint de Yacef Saadi, Alilou a été son agent de liaison. Hani était chef du secteur ouest pendant la bataille. »

Il pouvait se permettre d'utiliser ces arguments car les têtes de son commando étaient maintenant connues.

« Au maquis aussi nous avons du monde, poursuivit Léger. Tu vois Sabri, il est très connu à Bordj. Il était le R.L. de Kamal.

— Oui, j'en ai entendu parler.

— Et même moi je suis monté au maquis. Il fallait que nous nous sentions sûrs de nous ! Tous les jours je reçois des informations du djebel ! »

La jeun fille semblait passionnément intéressée. Léger poussa son avantage.

« Par exemple, Kamal, le chef de la région 1, il vient de nous écrire. Tiens, regarde... »

Et Léger montra la signature d'une des dernières lettres de Kamal, tout en cachant le texte. Il savait que Roza, étant instruite, connaissait les tampons et les signatures des chefs de la zone où elle s'était réfugiée. Les rebelles terriblement « paperassiers » et maniaques de l'organisation avaient fourni eux-mêmes une masse de renseignements sur leurs états-majors. Ayant été, par l'intermédiaire de Hani, le véritable chef du F.L.N. d'Alger, Léger put donner à Roza un luxe de détails sur le maquis et sur ses prétendus agents.

Au cours de ces séances d'intoxication il arrivait au capitaine de s'absenter quelques instants, laissant traîner sur son bureau des listes marquées du tampon SECRET. Roza pouvait y lire le nom des « informateurs » du capitaine. Effarée elle reconnut ceux des principaux chefs de région de la zone 1 ! Il fallait à toute force prévenir le maquis du complot qui se tramait ! Léger lui en laissa le loisir en la libérant définitivement.

« Je ne te donne aucune mission pour l'instant, dit-il à Roza, tu es en réserve. Retourne chez ta mère à Belcourt. Et téléphone-moi toutes les semaines.

— Bien sûr, mon capitaine.

— Et n'oublie pas notre pacte. Je t'ai fait confiance, désormais tu travailles avec moi.

— Toutes les semaines je vous téléphonerai. Peut-être j'aurai des renseignements. »

Léger n'en demandait pas tant. La première semaine Roza téléphona. La deuxième semaine, rien. Le capitaine envoya deux de ses hommes chez Mme Tadjer. « Ma fille a disparu depuis trois jours », leur dit-elle. Apprenant la nouvelle tant attendue Léger décida d'envoyer Kaddour au maquis. La wilaya 3 semblait avoir une telle confiance en Hani, qu'elle connaissait sous le nom de Si Amar ou de Si Sadek, et en Kaddour qui avait envoyé la lettre manuscrite demandée par Kamal, que le courrier avait repris malgré l'opération contre la région 1 et les rafles à Alger.

Au grand étonnement de Léger, Kaddour accepta immédiatement la mission malgré les risques qu'elle présentait. Le capitaine n'avait jamais eu confiance en l'adjoint de Hani. Mais aujourd'hui cela n'avait plus d'importance. Ou Kaddour jouait le jeu, et c'était toujours cela de gagné, ou il révélait toute l'histoire et ça ne ferait que confirmer les informations que Roza allait s'empresser de transmettre à la wilaya.

Léger, qui comptait sur une opération d'« intox » locale, n'avait pas prévu l'ampleur

qu’elle allait prendre.

Dès que Mayouz, chef de la zone 1 de la wilaya 3, apprit le retour de Roza au maquis, il la fit arrêter. On l’avait vue se promener à Bordj-Menaïel avec le chef des bleus, le capitaine Léger, et cela suffisait.

« Je l’avais bien dit à Amirouche, grinça-t-il, toutes ces femelles qui viennent d’Alger sont des traîtres à notre cause. »

Piquée au vif, Roza expliqua qu’elle remontait au maquis pour faire d’importantes révélations.

« Avant de m’accuser, cria-t-elle à Mayouz, tu ferais mieux de regarder autour de toi. Tu es entouré de traîtres à la solde d’Alger. »

La machine était en marche ! Roza raconta ce qu’elle croyait avoir appris chemin Vidal. Quand elle eut fini, Mayouz en voulait encore. C’était la confirmation de ce qu’il pensait : tous ces intellectuels, tous ceux qui venaient d’Alger, tous ces lettrés étaient des traîtres. Il se rua sur la jeune fille, la gifla, puis la fit torturer. La malheureuse Roza, qui ne savait plus où elle en était, répéta tout ce qu'elle avait dit : Kamal était un traître, ainsi que tous ses adjoints. Longtemps avant son arrestation Sabri était à la solde de Léger. Puis, folle de douleur, brûlée sur toutes les parties du corps, elle raconta n’importe quoi.

Mayouz, soupçonnant Kaddour, qui arrivait d’Alger, le fit interroger, puis torturer. Kaddour raconta son arrestation, son retournement, l’opération contre la région 1. Puis ce f-ut au tour de Kamal à qui avait été confiée la supervision de l’implantation algéroise. Sous la torture, les hommes avouaient n'importe quoi, ils donnaient tous les noms qui leur passaient par la tête à commencer par ceux de leurs adjoints, de leurs amis, puis ceux de chefs d'autres zones. Mayouz se vit entouré d’espions. Sa folie ne connut plus de bornes. Les exécutions commencèrent. Roza, mourante, eut la gorge tranchée. Kaddour fut fusillé le 12 juin. Puis ce fut au tour de Kamal et d’Allel, l’homme de confiance qu’il voulait envoyer à Alger. Ils périrent égorgés. Mayouz avait trouvé le moyen de se débarrasser de tous ces intellectuels, de tous ces soi-disant militants des villes en qui jamais ni lui ni ses hommes, fellahs et montagnards, n’avaient eu confiance. Le rapport qu'il présenta à Amirouche était accablant.

« J’ai découvert le complot dans ma zone, dit Mayouz, mais il a des ramifications dans toute la wilaya et encore plus en wilaya 4. Il faut prendre des mesures et nous amputer de tous ces membres gangrenés. Sans quoi nous crèverons. »

Amirouche, à la lecture des aveux de Roza, de Kaddour, de Kamal, fut convaincu. Il n’avait jamais hésité devant le sang. Il fallait sévir. Il chargea Mayouz d’enquêter dans toute la wilaya.

« Et par tous les moyens ! ajouta-t-il. Il faut que ces chiens avouent. »

On n’allait plus appeler Hacène Mayouz que Hacène la Torture. Son nom seul ferait frémir.

Roza et Kaddour venaient de déclencher la plus formidable campagne de purges jamais connue dans les rangs du F.L.N. Désormais, aux dangers des opérations allait s’ajouter pour les *djounoud* des wilayas 3 et 4 la terreur de l’épuration.

Salan avait obtenu ses 500 000 hommes et sans trop de difficulté. Le problème

algérien était quotidiennement à la « une » des journaux. C'était la principale préoccupation de chaque nouveau président du Conseil qui le clamait bien haut à la tribune de l'Assemblée. La guerre d'Algérie s'installait doucement dans les mœurs françaises. Maintenant on le savait, à vingt ans, le service militaire, c'était l'Algérie. Et ça ne se passait pas trop mal. Tous les mois la gare de Lyon à Paris, comme toutes les gares des villes de garnison, retentissait des « gueulantes » des adjudants qui dirigeaient vers les longs trains de 2e classe des files de garçons engoncés de gros drap kaki, le paquetage « en saucisson » sur l'épaule, la valise en « inox » à la main. Finies, les manifestations de rappelés des années 55-56 ! Terminé, les femmes — mères, sœurs et épouses — qui se couchaient sur les voies ! Oubliées, les explosions de colère qui mettaient à sac les gares traversées !

En 1957, après trois mois de classes en France ou en Allemagne les jeunes Français appelés sous les drapeaux se retrouvaient à Marseille où le commerce était florissant. C'était la tradition. Et seuls les « pistonnés » pouvaient « couper » à l'Algérie. On partait sans enthousiasme mais sans colère. Avec même un sentiment de curiosité. À Paris, au 14 juillet, les paras avaient été follement acclamés sur les Champs-Élysées. On allait voir comment ça se passait réellement sur cette terre dont on parlait tant et que l'on ne connaissait pas. On allait voir du pays. Du sable, des forêts et de la montagne. Et découvrir aussi ces « moukères » dont l'oncle qui avait été dans les tirailleurs parlait toujours à la fin des dîners de famille, dans le coin des hommes ! Et puis encore une fois tous les politiciens au pouvoir, socialistes, radicaux, républicains sociaux le répétaient à l'envi : en Algérie, ce n'était pas la guerre.

Malgré ces renforts considérables, Salan n'avait pas les moyens de mener une guerre offensive. L'armée était encore trop lourde. Dans cette guerre de guérilla trois régiments parachutistes et deux harkas bien encadrées valaient mieux que cette magnifique 7e D.M.R. (division mécanique rapide) dont le matériel s'enlisait dans la boue des pistes détrempées. En outre, ces jeunes du contingent arrivaient sans formation. Pas d'entraînement à la guérilla. Et pour une simple raison : l'état-major général autorisait un certain pourcentage de casse au cours de l'entraînement des unités de choc, parachutistes ou commandos de marine. On ne s'en souciait pas. Il n'y avait pas de réclamations. Les jeunes qui en faisaient partie étaient volontaires et en savaient les risques. Mais si cet entraînement était généralisé, si les biffins, les artilleurs, les tringlots subissaient cette dure préparation, quelle serait la réaction de l'opinion publique et des familles qui la composaient ? Comment ! on nous dit que ce n'est pas la guerre, et le petit se prépare comme s'il allait être parachuté en pays ennemi ? Il ne fallait surtout pas inquiéter, les parents, les électeurs. La leçon de Palestro[46] n'avait pas été comprise. Ou plutôt on préférait l'oublier !

Malgré cette armée nombreuse en hommes, puissante en matériel, Salan ne pouvait faire que de l'occupation. La pacification serait donc l'affaire du contingent. On laisserait les régiments de réserve générale, ceux qui connaissaient la guérilla et les techniques subversives de l'adversaire, s'occuper de la chasse aux fells.

1957 fut l'année de la mise en place de cette politique de pacification qui, au mois de novembre, avait pris une ampleur considérable... et coûtait fort cher. Près de deux milliards par jour d'après le rapport de la commission des Nations unies pour l'Europe à Genève. Lacoste avait immédiatement contesté ce chiffre. On rassurait l'opinion publique

en la persuadant qu'en Algérie il ne s'agissait que d'opérations de police et voilà qu'on donnait des chiffres « dignes » d'une véritable guerre ! Il fallait réagir et Lacoste était l'homme sur lequel on pouvait compter. Il avait plus d'un tour dans sa bonne vieille besace de politicien, un peu usée, un peu luisante d'avoir tant servi. Il en sortit une fois encore de quoi satisfaire tout le monde : Bien sûr, c'était vrai, la France dépensait 700 ou 800 milliards par an, mais cette somme n'était pas à porter au seul compte des « opérations de maintien de l'ordre » (il avait failli écrire la guerre !). On comptait dans ce chiffre certains investissements pétroliers, les pertes de production dues au maintien sous les drapeaux de 500 000 jeunes gens. Et puis il y avait l'aide considérable que la France généreuse apportait à la population musulmane misérable.

L'une des principales mesures de la pacification avait été le développement de zones interdites. Qu'une région soit particulièrement « pourrie », que le rebelle s'y déplace en maître, bénéficie de l'appui volontaire, ou non de la population, puisse — grâce à la configuration du sol — monter des embuscades « payantes » sur les quelques pistes qui la sillonnent, puis se réfugier dans le djebel, voilà qui était intolérable. Puisqu'on ne pouvait mener une guerre classique dans une région où camions et blindés s'enlisaient, puisque le contingent n'était pas entraîné à la guérilla, qu'on ne pouvait le faire circuler à pied en tous sens comme faisait le rebelle, il n'y avait qu'à interdire la zone à toute circulation. C'était simple, il fallait y penser. Et certains colonels, chez Salan, avaient résumé leur politique dans cette définition qu'ils trouvaient fort à leur goût :

« Ah ! dans telle région les fellaghas se déplacent parmi la population comme des poissons dans l'eau ? Eh bien, vidons l'eau ! Ils crèveront dans leur bocal. » Le Gouvernement général et l'état-major estimèrent que la méthode pouvait être efficace. Alors commença la grande migration. Dans l'Aurès, dans le Constantinois, dans l'Ouarsenis, dans le djebel de Blida on délimita des zones interdites. Et l'on évacua les populations, qui abandonnèrent leurs champs et leurs troupeaux. Plus question de culture ni d'élevage. Le fell devait crever de faim. Plus question non plus qu'il trouve un abri. Alors on arracha les toits des gourbis parce que raser les villages demanderait du temps et ferait mauvais effet sur l'opinion publique. Et l'on « regroupa » ces malheureux paysans qui venaient de perdre tous leurs biens. Quelle importance puisqu'on les relogeait, puisqu'on leur donnait à manger ? Au contraire, ils gagnaient au change, expliquaient les promoteurs du plan, ils quittaient de misérables et ignobles gourbis et trouvaient dans des camps « propres et aérés » des maisons en dur avec un robinet d'eau dans la rue et non plus la source au bas du village. Que pouvaient-ils réclamer de plus ? En outre, ils étaient enfin protégés des méfaits quotidiens du F.L.N. qui les pressurait, les terrorisait. Ils ne risqueraient plus d'être pris dans ce combat sans merci que l'armée livrait à la rébellion.

Les zones ainsi vidées de leur population, on pouvait enfin employer les moyens que l'on connaissait bien et auxquels on était habitué. Pilonnage d'artillerie, bombardements au napalm. On tire à vue sur tout ce qui bouge sans risquer de bavures avec la population. Puisque désormais, dans ces zones, tout ce qui bouge est rebelle ! Voilà un plan qui risquait de donner des résultats sensationnels. D'autant qu'à Alger le Service d'action psychologique, qui jouait dans le plan de la pacification un rôle prépondérant, voyait dans ces populations enfin regroupées une masse à conquérir facilement. On les avait sous la main, on les soignait, les logeait, les nourrissait... Enfin « ils » nous écoutaient,

ces braves musulmans complètement égarés dans un conflit qui les dépassait, ces braves gens qu'on avait tant négligés et qui, enfin, bénéficiaient de tous les avantages du monde moderne ! Les camps de regroupement furent donc installés autour des S.A.S., protégés par un poste militaire où flottait le drapeau tricolore et où l'on diffusait la bonne parole.

Les familles s'installèrent. Les femmes découvrirent le progrès : les maisons en dur avec une courette et deux ou trois pièces, le robinet qu'il suffit de tourner pour que l'eau jaillisse. Elles disposèrent les paillasses, les quelques trésors de l'ancien gourbi. Dans les meilleurs des camps les gosses furent immédiatement scolarisés par de braves militaires. Dans la journée ils quittèrent la maison. Et les femmes attendirent, assises dans leur coin. On apportait à manger, on distribuait de la semoule, des vivres. Elles reçurent parfois la visite d'assistantes sociales. La vie s'organisa, réglée par les différents services d'assistance : nourriture, soins, école et propagande. Les hommes, eux — quand ils n'avaient pas fui le ratissage pour se réfugier au maquis —, se réunirent sur la place. Assis sur les talons. Fellahs sans champs, bergers sans troupeaux, soignés, nourris, éduqués... Et fatalistes ! Pour des centaines de milliers de personnes en Algérie la longue attente commença. On avait simplement oublié qu'il ne suffisait pas de nourrir les hommes mais qu'il fallait les occuper, il y eut bien sûr des exceptions, des régions — comme on l'a vu chez Servier dans le Dahra ou chez Combette dans les Portes de Fer — où l'officier S.A.S. parvint à trouver des terres, à reconstituer des troupeaux. Où il permit — en prenant cela sous son képi — à ceux dont les champs n'étaient pas trop éloignés d'y travailler dans la journée si aucune opération n'était prévue dans le secteur. Mais tous n'eurent pas cette chance, ou cette volonté. À la fin de l'année 1957, l'Algérie était parsemée de camps de clochards qui attendaient la soupe. Trois cent mille personnes pour le seul Constantinois !

L'organisation politico-administrative du F.L.N. n'allait pas laisser passer cette chance : transformer grâce à des agents bien placés cette masse inerte et sans travail en un formidable bouillon de culture ! On verra lors des grandes opérations de 1958-1959 le résultat de la politique de zone interdite que l'un des plus brillants officiers de l'armée française, le colonel Buis, appellera « zones interdites... à nous-mêmes ».

Détruire et construire, contrôler et protéger. Tout était là. La carence des pouvoirs civils aboutissait à confier toute l'autorité aux militaires. Avec tous les risques que cela comportait. La politique de regroupement plaçait des populations entières sous la dépendance d'officiers S.A.S. Le colonel commandant d'un secteur était le véritable patron de sa région. L'autorité du sous-préfet, du préfet même devenait une véritable peau de chagrin. Le 13 mai 1958, qui verra les pouvoirs civils confiés aux militaires, ne fera qu'officialiser un état de fait. Un travail admirable fut accompli par certains officiers S.A.S. de valeur à condition qu'ils soient eux-mêmes « épaulés » par un commandant de secteur compréhensif et humain.

Mais combien de « bavures » ! Le mot faisait maintenant partie du vocabulaire algérien de l'armée.

Si nombreuses, ces bavures, qu'on s'en émut en France. Malgré l'opposition d'Alger une commission de sauvegarde fut nommée. Me Maurice Garçon vint fourrer son nez dans les affaires des parachutistes d'Alger. Son rapport remis le 12 juin ne souleva pas l'émotion du cabinet de Bourgès. Pas plus que celui du gouverneur général Delavignette qui, lui, avait parcouru l'Algérie.

« Que chaque région pourrie ait sa bataille d'Alger. » C'était devenu une réalité. Le danger présenté par l'organisation politico-administrative du F.L.N. qui s'infiltrait de plus en plus dans la population justifiait aux yeux de l'armée, dont la tâche principale était de gagner — on le lui répétait tous les jours —, l'emploi de méthodes qui avaient si bien réussi à Alger. On « protégeait » la population, on torturait les suspects. On obtenait des résultats.

Le C.C.I. (Centre de coordination interarmées) qui coiffait à Alger tous les centres de renseignements, d'interrogatoires des parachutistes, ainsi que le dispositif de protection urbaine du colonel Trinquier, se transforma au mois de juillet en D.O.P. (dispositif opérationnel de protection) dont bientôt les antennes se multiplièrent sur toute l'Algérie. Les D.O.P..., pas un des trois millions trois cent mille garçons qui passèrent en Algérie n'a oublié ce nom. Ni les hommes qui les firent « fonctionner » ! La torture jusque-là localisée aux centres d'interrogatoire, aux centres de tri, se généralisait.

Avant même que ces D.O.P. acquièrent leur triste réputation au cours des années 1958-1959, les exemples locaux ne manquent pas au rapport de M. Delavignette. « Corvées de bois » innombrables prisonniers abattus au cours de « tentatives de fuite », suspects enfermés dans des cuves à vin désaffectées qui meurent étouffés. La cuve à vin, que l'on trouve dans toutes les fermes, dans toutes les propriétés en Algérie, devenait une « prison » commode pour les suspects ramassés en cours d'opération. Ni hygiène ni aération. De quoi les mettre en « condition » avant l'interrogatoire. À Aïn-Isser, près de Tlemcen, on sort dix-sept cadavres de ces trous puants. Responsable : lieutenant Curutchet. Trente jours d'arrêts de rigueur, relevé de son commandement. À Mercier-Lacombe, près de Mascara, même scène, vingt-trois cadavres. Là encore l'O.R., qui est le responsable de toutes les opérations d'interrogatoire, le sous-lieutenant Lefebvre, et le chef de bataillon Holl font l'objet d'une peine disciplinaire. Quinze jours d'arrêts de rigueur. Bavures. Ça, c'est le rapport Delavignette. Il y a des noms, des « sanctions ».

Mais sur tout le territoire des opérations les interrogatoires, les « corvées de bois » se multipliaient. Et là il ne s'agissait plus des parachutistes, « à mauvaise réputation » depuis la « bataille d'Alger », c'était le contingent et de très jeunes officiers qui se « salissaient les mains ». Les méthodes employées par le F.L.N. n'étaient pas faites pour incliner à la clémence ! Le garde champêtre trouvé égorgé, le copain mutilé, le ventre bourré de paille ou de cailloux, le sexe dans la bouche n'étaient pas des spectacles qui portaient à l'indulgence. C'était l'engrenage. Et qui payait ? La population. C'est ce que recherchait le F.L.N. Pouvait-on rêver meilleur agent recruteur ? En plus, cela fournissait des exemples pour l'action à l'O.N.U. ! La mission confiée aux officiers S.A.S. — les bonnes à tout faire de l'armée — comportait aussi le renseignement, c'était même une de leurs tâches principales. Mais que pouvait penser la population « regroupée » ou non qui voyait son « bienfaiteur » alimenter par ses renseignements le centre d'interrogatoire ? Ça ne se passait pas *toujours* comme ça. Souvent, simplement.

Le pourrissement gagnait l'Algérie où personne n'avait plus confiance en personne. Où les militaires se défiaient des civils. Où, en ville, un chef d'îlot jouait les indicateurs. Où, dans le bled, un modeste sergent-chef avait souvent droit de vie et de mort sur de simples suspects.

Qu'on ne parle pas d'ignorance. Le plan de pacification avait été approuvé par le gouvernement. Et ni le président du Conseil, Bourgès-Maunoury, ni le ministre résidant,

Robert Lacoste — s’ils en connaissaient les aspects positifs dont ils tiraient sans cesse argument — ne pouvaient ignorer la terreur qu’il faisait souvent régner. Le rapport qu’adressa M. Delavignette, que l’on ne pouvait traiter de « bradeur », était un véritable réquisitoire.

« Le contre-terrorisme, écrivait l’ancien gouverneur général, s’infiltre dans l'armée et l’administration. Sous prétexte d'efficacité, il affiche dans ses actes le mépris de la vie humaine... Les personnels militaires et civils qui se laissent happer par l’engrenage du contre-terrorisme reviendront un jour dans la métropole. Croit-on qu’elle les délivrera de l’automatisme qu’ils auront contracté en Algérie et qu’ils retrouveront les principes qui font l’honneur de leur arme ou de leur administration ? »

M. Delavignette en arrivait au pourrissement partout constaté et en cherchait les causes :

« Il en est une qui me paraît déterminante. C’est le manque absolu de coordination entre les autorités responsables des grands services publics et les chefs de l’armée. Ne mâchons pas les mots : il règne en Algérie un état de siège hypocrite. Je n’ai pas à savoir si l’état de siège régulier n’était pas préférable. Mais ce que j’affirme avec force, c’est que l’état de siège hypocrite gangrène les rapports entre militaires et civils et creuse le fossé entre Européens et musulmans... L’Algérie ne manque pas d’officiers et de fonctionnaires qui, à tous les échelons, sont admirables de conscience professionnelle et de valeur humaine. Pourquoi s’ignorent-ils trop souvent et sont-ils enfermés dans leur spécialité propre alors que l’Algérie connaît une situation qui réclame la communauté de travail ? »

Et c’était l’appel à Lacoste, à Salan, aux « responsables » :

« Il appartient au ministre de l’Algérie, à ses “igames[47]”, au commandant interarmées et aux commandants de corps d’armée d'instituer et de diriger cette comrtiunauté. Et c’est leur exemple personnel, leur autorité affirmée de la manière la plus nette, qui extirperont les sévices. »

Le gouverneur Delavignette expédiait en trois lignes les réformes et la loi-cadre en gestation, orgueil de Robert Lacoste.

« Dans la confusion des pouvoirs qui résulte d’un état de siège hypocrite, ni la réforme agraire ni la réforme municipale ne peuvent fructifier ni même germer. Je redis que l’œuvre admirable des S.A.S. pâtira du mensonge qui camoufle mal la décomposition de l’État dans d’autres domaines.

» Il est grand temps de redresser la situation globale de l’Algérie. Il ne reste que très peu de temps. »

Confusion des pouvoirs ! Disparition de l’État ! Quelle pythonisse que ce bon M. Delavignette. Tout est dans son rapport : la fin lamentable de la IVe République, le 13 Mai, le pouvoir militaire, les barricades, les groupes paramilitaires ultras, le drame de l’armée, l’O.A.S. Il met en garde. Il prévoit. Devant tant d’impuissance civile, l’heure des colonels va bientôt sonner. Mais on ne l’écoute pas. On n’a que faire des Cassandre. On prépare pour l’Algérie un plan de réformes magnifique. On casse le F.L.N. Le tour est joué.

M. Delavignette démissionnera le 30 septembre. Ecœuré. Dupé. Floué. Honnête.

C’était difficile de tout bouleverser. Et puis les officiers placés à la tête des S.A.S. ne prenaient pas tous leur nomination comme un « cadeau du bon Dieu ». En général les jeunes marchaient. Il y avait l’enthousiasme, le renouveau, l’espoir de faire de ce beau et malheureux pays un sol enfin français où tout le monde aurait les mêmes droits. Droit à la terre, droit à la justice, à la vie, au bonheur. Bronzé ou pas, musulmans de la Casbah ou petits Blancs de Bab-el-Oued sur pied d’égalité ! L’Algérie française de ces jeunes officiers était un beau rêve. Ils s’y donneront à fond. Et, lorsqu’ils se réveilleront, qu’on leur expliquera, preuves à l’appui, que ce n’était qu’un rêve, ils se replieront en eux-mêmes, se réfugiant derrière la discipline, ou se révolteront ouvertement selon leur caractère. Pourquoi ne nous avoir rien dit ? Pourquoi nous avoir laissés nous engager ? Pour ceux-là, les meilleurs, ni l’obéissance ni la révolte n'effaceront l’amertume.

Mais beaucoup d’autres officiers ne voyaient dans ce travail de S.A.S. qu’une corvée qui les éloignait singulièrement du tableau d’avancément. Ce n’est pas à l’ombre des S.A.S. que l’on décroche des citations, des étoiles sur la valeur militaire, des galons pour l’épaulette ! Pour eux la paperasserie, les besognes de police, l’assistance médicale, l’école, l’architecture ou l’urbanisme, sans compter les rapports avec le commandant de secteur et le sous-préfet, son « adjoint », n’avaient rien d’exaltant.

Alors le train-train s’installait. Pour les anciens officiers des affaires indigènes parmi lesquels on avait particulièrement choisi les responsables de S.A.S., c'était une nouvelle jeunesse. Le passé que l’on retrouvait. Les populations à administrer, les litiges à trancher, la police à organiser, rien de nouveau dans tout cela. Ils avaient l’habitude. Ces blancs-becs d’Alger qui ne connaissaient rien à l’Afrique croyaient avoir fait une trouvaille, mais dans ce pays — qu'eux, les anciens du Maroc, de la Tunisie, de l’Algérie, parlant arabe ou kabyle, connaissaient parfaitement — tout n’était qu’un éternel recommencement !

Et à l’heure de la guérilla, à l'heure de la prise en main des populations, à l’heure de la guerre subversive, beaucoup organisèrent leur petite vie « pépère » comme au bon vieux temps de la commune mixte ! Cette commune mixte dont justement on devait se débarrasser à tout prix. Entourés d'un makhzen, survivance des mokhazni de l’ancien temps, payés par l’administration alors que les harkis l’étaient par l’armée et que les paysans installés en autodéfense ne l'étaient pas du tout, ils recréaient toutes les conditions de la vie d’autrefois avec ses gardes champêtres prévaricateurs, son incroyable paperasserie, ses populations découragées et méprisées...

Là n’était pourtant pas le plus grave, c’était simplement désespérant. En revanche, l’apport de renseignements sans cesse réclamés par les unités de secteur allait provoquer des abus pour le moins « regrettables ». L’officier S.A.S., en rapport direct avec la population, recueillait toutes sortes d’informations. Et, comme il se produit dans tous les pays du monde en période troublée, les meilleurs sentiments étaient loin d’animer tous les « informateurs ». Si les autorités locales, civiles ou militaires, ne savaient ou ne voulaient les contrôler et les freiner, on pouvait s’attendre aux pires injustices. Elles ne furent pas l’un des moindres facteurs de l’échec de la pacification qui n’obtiendra des résultats probants qu’après l’arrivée du général Challe. Mais pourrait-on encore appeler cela de la *pacification ?*

La vigne, les agrumes, les primeurs s’étendaient sur quatre cent cinquante hectares. Des rangées de ces ceps soigneusement sulfatés, d’arbres au feuillage laqué, de légumes

splendides, s'alignaient à perte de vue dans cette magnifique propriété de Courbet qui était la fierté de la famille Chevallier. C'est Georges Chevallier, frère du maire d'Alger, qui la gérait. Ainsi en avait décidé le « père » Chevallier : un fils dans la politique, à la mairie d'Alger, un autre sur la terre. Pour Georges Chevallier, Jacques était celui qui avait « mal tourné ». La politique, même si elle vous apportait parfois un portefeuille de ministre et si elle vous conduisait à la tête de la municipalité de la première ville d'Algérie, ce n'était tout de même pas sérieux ! Seule comptait cette belle terre rouge, retournée, irriguée, fumée, soignée. Là, à Courbet, se trouvait le véritable socle, la base de la tribu Chevallier. Si Georges ne tenait pas la carrière politique de son frère en très haute considération il en partageait pourtant les idées libérales : les ouvriers agricoles et les employés musulmans étaient traités de la même façon que les cadres européens, contremaîtres et fermiers. Ils disposaient de quatre-vingts hectares sur les quatre cent cinquante pour leur usage personnel. La propriété de Courbet, appliquant les principes les plus libéraux, bénéficiait d'une cote de popularité rare dans la population musulmane. Voilà qui dans ces années troublées ne pardonnait pas !

D'autant que Georges Paternot, le maire de la ville voisine, Félix-Faure, était l'un des plus excités parmi les maires de l'Algérois. Il vouait une haine particulière à la famille Chevallier et au maire d'Alger qui jamais n'avait voulu se solidariser avec la politique systématiquement négative à l'égard des musulmans que préconisait Froger, puis, après son assassinat, Baretaud, le président des maires de l'Algérois. La politique de répression avait permis à Paternot de faire éclater sa haine des musulmans. Tout comme avaient fait son collègue Benquet-Crevaux à Philippeville, et bien d'autres en Algérie, il ne connaissait qu'une attitude : « Non à toute réforme. Et s'« ils » bougent, il faut les tuer tous. » En attendant, une politique de répression et de terreur « les » empêcherait de protester. Mais il y avait ces maudits libéraux, ces bradeurs de Chevallier ! Le quadrillage et la recherche du renseignement allaient permettre de les abattre ou du moins de ne plus les laisser pratiquer en paix une politique de salaires qui provoquaient l'envie... et les revendications des travailleurs agricoles employés dans les autres propriétés.

Les autorités militaires locales allaient trouver un merveilleux collaborateur en la personne de Moktari, garde champêtre de Félix-Faure, nommé par Paternot. Ce Moktari fournit aux militaires des listes de « suspects ». Comme par hasard ces suspects étaient les plus évolués des ouvriers musulmans, ceux qui réclamaient des salaires décents et qui voulaient faire respecter leur dignité, et ceux qui travaillaient pour la propriété Chevallier. Au cours des rafles qui suivirent beaucoup « disparurent ». La terreur s'installa entre Félix-Faure et Courbet. Moktari régnait en maître, et sa collaboration avec l'armée lui assurant une quasi-impunité, il pensa à exploiter cet avantage. Aidé par un chef de fraction local, Boulakrouf Ali, par un homme de main, Boudjemaa Lakhdar et par quelques séides, il monta un racket personnel. Il entreprit de rançonner tous les fellahs de la région. « Si tu ne veux pas payer, je te dénonce aux militaires. Je leur dirai que tu es en relation avec les fellaghas. Et tu sais ce que ça veut dire. » Comme certains ouvriers agricoles refusaient d'obéir au chantage, il monta une opération punitive. Il

arrêta plusieurs dizaines de coreligionnaires qui « lui paraissaient suspects ». Il en remit une partie au maire, Georges Paternot[48], une autre à la gendarmerie ou à l'armée, et garda les plus fortunés. Dans une ferme qu'il avait transformée en P.C., il les tortura jusqu'à ce que les malheureux cèdent. L'oued Isser tout proche reçut, comme à l'accoutumée, ceux qui « avaient fui lors de leur interrogatoire et avaient été abattus ».

La politique de répression, la démission du pouvoir civil étaient telles qu'un indicateur de bas étage et sans scrupules pouvait impunément faire régner la terreur. Et ce avec l'aide, sinon la complicité, de l'armée ! On fermait les yeux sur les méfaits d'un si bon informateur.

Georges Chevallier demanda à son frère d'intervenir. Celui-ci obtint du préfet d'Alger une enquête menée par trois inspecteurs généraux de l'administration, dont M. Ciosi. Ceux-ci, après avoir promis aux gens qu'ils interrogeaient qu'il n'y aurait pas de représailles, apprirent avec effarement les vols, les pillages, les tortures, les assassinats. Cette enquête ne pouvait passer sous silence « l'impassibilité » des autorités militaires locales. Elle fut accablante. On arrêta Moktari, et on « y alla » d'un petit couplet à la population : « La France vous protège contre vos ennemis. Quels qu'ils soient. »

Paternot ne l'entendait pas ainsi et obtint que la Fédération des maires fît pression sur l'autorité civile et militaire. « Comment, on ne guillotine pas ces salauds de terroristes F.L.N. et on emprisonne l'un de ces musulmans fidèles qui aident la France dans le combat qu'elle mène contre la rébellion ! Qui veut-on tromper ? C'est le bradage qui continue ! » Et Moktari, libéré, revint à Félix-Faure, triomphant !

Il s'agissait maintenant de se venger de la famille Chevallier. Jacques Chevallier refusant en bloc la politique des maires contre les réformes et contre la loi-cadre n'avait pas voulu suivre l'ordre de grève lancé par la Fédération. Bien sûr, Georges l'avait imité. Ne participant à aucune des manifestations ultras pour conserver l'Algérie française, « aimé et considéré » par les musulmans, une seule conclusion s'imposait : Georges Chevallier était en relation avec le F.L.N.

Les arrestations d'ouvriers agricoles succédèrent aux insinuations. Moktari, plus que jamais soutenu par Patemot et par l'armée, qu'il « renseignait » à nouveau, se fit de plus en plus menaçant. Jacques Chevallier, venant à la ferme de Courbet, n'en crut pas ses oreilles : le cuisinier — homme de confiance musulman de son frère — les ouvriers, les cadres européens, dont plusieurs anciens paras, le supplièrent : « Faites quelque chose, monsieur Jacques, tout le monde tremble. On nous accuse d'être fellaghas. Un jour ces salauds qui protègent Moktari et qui nous détestent parce qu'on travaille pour votre famille vont nous tuer ! »

Jacques Chevallier les rassura :

« Mais vous avez des armes, ici. La propriété est fortifiée. Nous sommes en autodéfense. Ne vous en faites pas. »

Son frère lui confia également son inquiétude. Les patrouilles militaires se multipliaient. Et l'une d'elles avait découvert dans une grange les pièces d'une vieille mitrailleuse allemande hors d'usage. Jacques Chevallier éclata de rire. « C'est complètement idiot, cette histoire. »

Trois jours plus tard, à Alger, il était convoqué par le procureur Pezaud.

« Mon cher Chevallier, je vais être obligé d'inculper votre frère d'aide au F.L.N. !

— Mais ça ne tient pas debout. Jamais Georges...

— Calmez-vous, calmez-vous. Je ne vais pas le faire vraiment. Mais ça va m'attirer des ennuis. C'est une véritable opération policière qui est montée contre vous et les libéraux. La haine se cristallise autour de votre famille ! Votre nom devient un symbole... »

Le lundi suivant, Jacques Chevallier recevait un coup de téléphone de son frère, affolé : « Viens vite à Courbet, tous nos hommes ont été assassinés. Mais seulement les Européens ! »

Dans la nuit du dimanche au lundi, un commando musulman s'était infiltré dans le bâtiment où logeaient les employés européens et les avait massacrés. Bilan : sept morts dont trois femmes et un enfant. Lorsque Chevallier arriva à la ferme, le maire de Félix-Faure l'accueillit par ces mots :

« Alors, vous êtes content avec votre politique libérale... Vous voyez ce que ça donne. »

Il fallut que les militaires présents retiennent le maire d'Alger qui voulait se précipiter sur Georges Paternot. Ayant repris son sang-froid, Jacques Chevallier alla s'incliner devant les dépouilles des malheureux fermiers. Son frère Georges, bouleversé, l'attira à part : « Les ouvriers musulmans terrorisés m'ont appris une chose affreuse. Ce ne seraient pas les fellaghas mais Moktari et ses sbires qui les auraient assassinés ! » Deux heures plus tard, un homme, se présentant à Jacques Chevallier comme un membre du Front, lui confirmait qu'il ne s'agissait pas d'un attentat F.L.N. « Cherchez qui peut vous en vouloir », avait-il dit.

Ainsi donc on avait voulu frapper Chevallier à travers ses employés. Le lendemain, *L'Echo d'Alger*consacrait la moitié de sa « une » à des photos horribles du massacre de Courbet et publiait des détails : sept fermiers massacrés par trente fellaghas. Mais il n'y eut — et pour cause — pas un mot sur la répression qui endeuilla une nouvelle fois le domaine Chevallier. L'armée encercla la ferme Courbet, interrogea les ouvriers musulmans et en emmena douze en « corvée de bois ». Douze cadavres musulmans, dont celui du cuisinier valet de chambre de Georges Chevallier, qui l'aimait comme un frère, vinrent s'ajouter aux sept cadavres européens. Justice était faite ! Une bonne et brave justice expéditive comme la recommandaient Paternot et consorts. Le général Massu qui avait « engueulé » le maire d'Alger pour la perte des armes volées aux fermiers par les « fellaghas », grommela une vague réponse à la demande d'explication de Chevallier sur l'expédition punitive. Bavures...

« Monsieur Jacques, faites quelque chose... on risque d'être assassinés par Moktari... et les Européens qui nous détestent. » La phrase devait tourner longtemps dans la mémoire de Jacques Chevallier. Son frère, brisé par la catastrophe, mourut dix jours plus tard. Cette année-là, les vendanges furent étrangement silencieuses et les raisins pourrirent sur pied au domaine de Courbet.

L'importance que prenait la loi-cadre dans la vie politique française et les réactions exacerbées de la communauté européenne d'Algérie n'échappaient pas au F.L.N. Le projet Lacoste, les réformes, le collège unique prenaient aux yeux des dirigeants du Front

une importance d'autant plus grande que le côté libéral du projet pouvait séduire une fraction de la population et provoquer l'éclosion d'une timide troisième force. Le danger n'était pourtant pas très grand car en arrêtant pêle-mêle professeurs, commerçants, dockers et enseignants lors de la « bataille d'Alger », Massu avait rendu cette troisième force quasiment introuvable. Le peuple algérien s'était soudé dans le malheur. Mais la terreur, la lassitude, le désir de voir s'éloigner le spectacle d'une guerre de plus en plus atroce, pouvaient pousser une fraction de la population à accepter n'importe quoi plutôt que la poursuite de la répression.

Le F.L.N. commença alors une campagne de dénigrement de la loi-cadre. « Cette loi, expliquaient les intellectuels de la rébellion, est loin de l'idée d'indépendance. Elle ne fait que prévoir le morcellement de l'Algérie en ethnies alors que nous désirons l'unité dans l'indépendance. » Quelques mesures « sérieuses » — liquidations, égorgements spectaculaires — prises à l'encontre de ceux qui étaient tentés de jouer le jeu des réformes suffit à décourager de rares essais. L'ensemble de la population ne constatait qu'une chose : les discours changeaient mais la répression était la même. Alors, à quoi bon ?

Les dirigeants du Front savaient maintenant que c'était *tout ou rien*. Tant que le régime en France serait le même, aucun espoir de règlement politique n'était permis. Qu'un gouvernement parle seulement de « possibilité de mettre fin à la guerre » et il était « balancé ». Même la première loi-cadre, rejetée par le Front, avait été jugée trop libérale et avait eu raison du gouvernement Bourgès, dont le chef, l'un de ceux qui avaient ordonné la « bataille d'Alger » « par tous les moyens », ne pouvait pas être suspecté de brader l'Algérie ! Le F.L.N. devait donc s'installer dans la guerre, tenir le plus longtemps possible. Jusqu'à ce qu'il soit reconnu comme interlocuteur valable. Et Krim Belkacem disait : « La guerre peut durer vingt ans... » Ferhat Abbas publia au Caire un communiqué qui résumait la position du Front : « La loi-cadre ne contient rien de neuf et constitue une prétention ridicule au démembrement de l'Algérie... Le peuple algérien ne peut pas tenir compte de cette loi parce qu'il a toujours prouvé qu'il veut décider lui-même de son sort. Nous avons pris les armes pour obtenir la souveraineté et l'indépendance complètes pour l'Algérie une et indivisible. Mais la loi-cadre ne répond pas à cet objectif fondamental. » Par cette déclaration Ferhat Abbas faisait son entrée officielle sur la scène politique internationale comme porte-parole du nouvel organisme de direction du Front de libération nationale.

Le C.N.R.A., réuni au mois d'août au Caire, avait vu un bouleversement complet du C.C.E. qui désormais dirigeait la révolution depuis l'extérieur. Abane Ramdane, qui, lors de ce 2e C.N.R.A., pensait reprendre du « poil de la bête », allait essuyer une défaite. Au congrès de la Soummam, l'année précédente, il avait prouvé qu'il était le n° 1 politique de la révolution. Il voulait renouveler la démonstration et assurer sa prédominance. C'était compter sans les militaires !

D'entrée de jeu, Abane attaqua. C'est Ouamrane qui fit les frais de sa colère. Il l'accusa d'une affaire de mœurs dont, paraît-il, il avait les preuves. « Comment peut-on laisser un type comme ça s'occuper de la révolution ? » s'indigna-t-il. Krim et Ben Tobbal défendirent leur collègue — ils étaient tous trois colonels — et lancèrent que « peut-être le rapport envoyé par Ouamrane n'était pas étranger à cette colère subite »...

Le colonel Ouamrane avait quitté Tunis dès l'arrivée du C.C.E. et avait entrepris une tournée du monde arabe, puis de quelques pays européens, Italie, Espagne, Suisse, pour obtenir des pays frères une aide substantielle qui puisse lui permettre de prospecter en Europe le marché des armes. Ce voyage lui avait permis de prendre du recul et de faire le point de la situation. Il savait ce dont l'intérieur manquait et il connaissait l'état de crise latente dans lequel vivait le C.C.E. depuis son départ d'Alger. Il décida de consigner ce bilan sous forme d'un rapport envoyé au C.C.E. en juillet 1957 et qui commençait par cette mise en garde : « L'heure est grave. » Suivaient six pages d'amères critiques. Et Ouamrane n'y allait pas de main morte ! Laisser-aller, lenteur, stagnation, voire négligence symbolisaient à ses yeux l'action de l'organe suprême de la révolution.

« Avec le changement de vie et d'atmosphère, écrivait Ouamrane, le C.C.E. a tendance à oublier l'intérieur, qui est l'essentiel, et à s'occuper de l'extérieur. » Délicate façon de dire : « Depuis que vous n'avez plus les paras à vos trousses, vous consacrez l'essentiel de votre temps à vos querelles d'hommes et vous oubliez ceux qui sont encore dans le chaudron ! »

Faisant le bilan de deux ans et demi d'action révolutionnaire, Ouamrane constatait que, sur le plan politique, le F.L.N. était faible. « La révolution algérienne ne prend pas assez d'ampleur. » Sur le plan de la politique étrangère, même les pays amis étaient mal informés. Inutile de parler des autres. Sur le plan militaire, chacun avait un point de vue différent : les uns disaient que seule la guérilla par petits groupes était efficace, d'autres pensaient qu'il fallait mettre toutes ses forces à armer puissamment l'intérieur, une troisième tendance affirmait qu'il fallait développer l'armée des frontières et affronter l'armée française sur les confins tunisiens et marocains pour « soulager » les maquis de l'intérieur.

« L'unité d'action est indispensable, écrivait Ouamrane ; depuis deux ans, lorsque nous avons décidé d'agir à l'échelle nationale en employant tous les moyens et toutes les forces dont nous disposions, l'impact a été formidable. L'action dispersée, les petites embuscades ne "payent" pas. »

Enfin, Ouamrane critiquait vivement la « bataille d'Alger » dont Abane et Ben M'Hidi avaient été les promoteurs. Ben M'Hidi avait payé cette erreur de sa vie. Dieu ait son âme. La critique était donc directement pour Abane : « L'expérience a démontré que lorsqu'on est dans la clandestinité l'ennemi a toujours peur de nous, quelle que soit notre faiblesse ou notre puissance. Que l'on se découvre, et l'on est détruit. C'est ce qui s'est passé à Alger. Avant la bataille, la zone autonome comportait des réseaux comprenant des militants, des adhérents, des sympathisants, en tout près de trois cent mille personnes, qui toutes cotisaient mensuellement au F.L.N. Aujourd'hui, c'est la débandade. La source est tarie. Quand pourrons-nous reprendre pied à Alger ? » Bien qu'ignorant tout de l'action de Léger, Ouamrane ne se trompait pas sur les difficultés de réimplantation dans la capitale !

Ce rapport eut d'autant plus de retentissement que chacun des membres du C.C.E. savait le colonel sans ambition politique. Il se faisait simplement une certaine idée de la révolution. Abane, qui voulait en être le Saint-Just, n'admit pas ces critiques qu'il aurait pourtant volontiers servies lui-même. Il n'aimait pas se faire couper l'herbe sous le pied et avait sorti l'affaire de mœurs concernant Ouamrane. « Décidément, on ne pouvait rien confier aux militaires ! » La crise latente éclata.

Jusque-là, seul Ben Bella s'était véritablement opposé à Abane. Les deux hommes se considéraient mutuellement comme les ennemis n° 1 de la révolution algérienne. Ben Bella ne reconnaissait ni le congrès de la Soummam ni le C.C.E. qui en était issu. La présence des « politiques » : Ben Khedda et Saad Dahlab, vieux « centralistes » d'un parti devenu décadent[49] semblait à ses yeux une injure à la révolution et un danger pour son avenir. Abane par son intransigeance, la violence de ses propos et de ses accusations lui fournit des alliés de poids.

D'abord le comité de la wilaya 5, Boussouf en tête, suivi de Boumediene, de Lotfi et de Kaïd Ahmed, que l'on appelait Slimane, demandèrent des comptes. Ils n'avaient pas admis les critiques d'Abane.

Ouamrane, ayant appris l'accusation dont il était l'objet, se retourna à son tour contre Abane qu'il avait pourtant toujours soutenu depuis la Soummam.

Quant à Yazid, il ne « digérait » pas la sortie que le chef politique avait faite contre lui et son travail à l'O.N.U.

Sans calme, sans patience, Abane réussit en quarante jours ce tour de force de dresser tous les militaires contre lui. Jusque-là, Krim n'avait pas pris parti. Il s'y décida devant l'arrogance dont faisait preuve Abane. Celui-ci soutenait farouchement le principe de la collégialité à condition d'en être le chef incontesté ! C'en était trop pour Krim qui rejoignit le clan Boussouf, Ben Tobbal, Ouamrane. À eux quatre ils, contrôlaient tout le territoire à l'exception de la wilaya de l'Aurès commandée par Mahmoud Chérif, qui tenta alors une médiation auprès d'Abane.

« Il ne faut pas que ce C.N.R.A. consacre votre mésentente, lui dit-il, tu veux la direction totale de la révolution alors que nous avons tous décidé à la Soummam qu'elle serait collégiale. Tu es intelligent, admets donc que Krim a aussi le droit de diriger. Vous êtes kabyles tous les deux. Supportez-vous. La guerre n'est pas gagnée. »

Rien n'y fit. Abane était intraitable. Jusque-là il avait épargné Krim de ses sarcasmes. Au. Caire, il passa brutalement à l'attaque :

« Mahmoud, dit-il au chef de l'Aurès, tu as tort. Krim est un incapable. Il ne peut rien faire. Ni la révolution ni le pays. Méfie-toi de lui. Il est prêt à marcher sur le cadavre de son père pour atteindre son but ! »

C'était le clash ! Abane avait contre lui tous les commandants de wilaya. Y compris Mahmoud Chérif, qui s'était décidé en le voyant opposer les civils aux militaires.

Dahlab et Ben Khedda, qui, comme Abane, n'avaient jamais fait le maquis, se méfiaient de la force brutale des colonels. Ils n'avaient pas les épaules assez solides pour leur faire face et s'en remettaient à Abane pour les défendre. Mais l'ensemble des « politiques », dont les plus célèbres, outre les deux membres du C.C.E., étaient Abbas, Lamine et Toufik El-Madani, se gardèrent bien d'intervenir. Ils restaient dans une prudence expectative. Avis mesurés, conseils modérés. Des souris au milieu de cette réunion de matous aux dents longues !

Les deux clans constitués, tout va se jouer au cours d'une réunion à la veille du C.N.R.A. Le 26 août, dans la chaleur poussiéreuse de la rue Sarouet, au centre du Caire, dans l'immeuble du F.L.N. aux escaliers douteux comme tous ceux des capitales du Moyen-Orient où l'on néglige volontiers les abords, se joue l'avenir de la révolution.

Krim devant le péril « civil » représenté par Abane a décidé pour la première fois de peser de tout son poids dans la balance et d'intervenir dans cette bagarre qui menace l'unité de la révolution. Il veut opposer son prestige de maquisard à la puissance intellectuelle d’Abane.

La lutte va être sévère car, pour les « politiques », Abane est à l'opposé du portrait qu'en tracent les militaires. C'est l'homme avec qui l'on peut s'entendre. Il est plus perméable, plus facile d'abord que Krim ou Ben Tobbal. Il a une culture politique qui manque aux colonels. Pour les « civils », c'est le leader incontesté. Il a de plus le courage de ses opinions, le goût de la lutte et de l'affrontement qui manquent aux « civils ». Il est le seul, il faut bien l'avouer, à ne pas avoir peur des militaires. Et de le leur dire. Il a tort.

Dans la plus grande pièce, au 3e étage, se sont réunis les quatre membres du C.C.E. : Krim, Ben Khedda, Abane, Saad Dahlab auxquels se sont joints les chefs de wilaya : Ben Tobbal, Boussouf, Mahmoud Chérif, Ouamrane, et certains leaders politiques : Abbas, Lamine Debaghine, Mehri, Yazid.

Krim laisse son rival ouvrir le feu. Sans complexe, sûr de sa supériorité politique, Abane attaque à nouveau. C'est vraiment un « battant ». Il réfute les accusations, renouvelle ses critiques. Contre Ben Bella d'abord, à qui il reproche, alors qu'il était en liberté, d'avoir failli à sa mission et de ne pas avoir fourni d'armes. Il n'a pas de mots assez acérés pour qualifier l'enlèvement des Cinq dans l'avion marocain. « Ils n'avaient pris aucune précaution, déplore-t-il. Et ils ne se sont même pas défendus. » Puis c'est à nouveau la remise en cause du pouvoir des colonels de l'intérieur :

« L'action politique et militaire est un tout. Ceux de l'intérieur doivent diriger la révolution mais céder le pas à la politique. »

Ses soutiens « politiques » ne bronchent pas. Ils attendent. Sincères dans leurs convictions, honnêtes jusqu'au scrupule, fidèles mais timorés.

Et Krim se dresse. Massif, puissant par ses alliances, sûr de son prestige, tenant sa revanche. Sans l'avouer, il a mal supporté la prédominance d'Abane depuis le congrès de la Soummam. Il est décidé à y mettre fin et à ne pas permettre une scission entre militaires et civils. Il va se servir de ces derniers comme boucs émissaires.

« Les membres du C.C.E. doivent être incontestables et incontestés, dit-il en martelant ses mots. Je n'ai pas voulu intervenir dans la querelle entre Ben Bella et Abane. Mais il est un fait : nos cinq compagnons en prison contestent la présence au sein du C.C.E. de deux ex-centralistes Dahlab et Ben Khedda. Et je les approuve. Pourquoi aujourd'hui, au Caire, je prends une pareille décision ? Parce que ces politiciens, qui n'ont jamais été au maquis, manœuvrent pour éliminer les hommes de l'A.L.N. et les chefs historiques de la révolution. »

Un long murmure d'approbation parvient du coin des militaires. Abane est blême. Son visage, gonflé et déformé par le goitre qui écarte le col de sa chemise, reflète une rage contenue. C'est l'attaque des colonels. Une affaire concertée. Peut-il compter sur ses « alliés politiques » ? Ben Khedda, derrière ses lunettes fumées, est plus grisâtre que jamais. Il ressemble à un hibou pris au piège et qui, torturé par une lumière éblouissante, cherche à tout prix un coin d'ombre où se réfugier. Saad Dahlab est impassible. Il écoute attentivement. Sur sa bouille ronde, habituellement si cordiale et bonasse, ne se lit qu'une intense concentration. Où veut en venir Krim ?

« Ils se servent, pour accaparer ce pouvoir, poursuit le chef kabyle, d'un tremplin qui est la personnalité d'Abane. Lequel, je l'affirme aujourd'hui, n'a jamais cessé, depuis le congrès de la Sounjmam, de se substituer à l'autorité collective qui devait être celle du C.C.E. ! »

Ça c'est l'appel aux militaires. L'opération préélectorale qui leur fait comprendre à quel point l'action d'Abane peut être dangereuse si elle n'est pas désamorcée à temps.

« Je demande donc un nouveau C.C.E., poursuit Krim, où figureraient tous les colonels ainsi que deux ou trois politiques !

— Ainsi vous auriez la majorité, proteste Abane. Je vous le dis tout net, je suis contre une majorité de colonels !

— La preuve est faite devant tout le monde de ton opposition aux maquisards. La majorité aux civils, aux Ben Khedda, aux Saad Dahlab, là tu es d'accord. Mais la majorité aux colonels, pas question ! Et où étaient-ils tes civils au 1er novembre 1954 ? Qui a déclenché la révolution ? Qui a le plus souffert ? Il y a une majorité qui se dessine en faveur des colonels. Que cela te plaise ou non. » Krim renforce ainsi la solidarité des colonels en amenant Abane à prendre ouvertement position contre eux. Le leader des politiques est tombé dans le piège de Krim qui le présente comme un antimaquisard. Et il ne fait rien pour se « rattraper ».

« Je ne consentirai à faire partie du nouveau C.C.E., affirme-t-il avec force, que Si Dahlab et Ben Khedda sont là ! »

Pour les militaires, c'est la preuve que les trois hommes sont « de mèche ». Abane a voulu employer la force, cette arme de soldat. Il a négligé la diplomatie et vient ainsi de commettre sa première grande erreur politique. Les cinq colonels ont scellé son destin.

La réunion officielle du 2e C.N.R.A. eut lieu le 27 août 1957 au Caire, dans un bel immeuble du quartier résidentiel de Garden City acheté par le Front. C'était là une façon de préciser l'indépendance du F.L.N. à l'égard du gouvernement égyptien à qui appartenait l'immeuble central de la rue Sarouet. La réunion du Conseil national de la révolution fut de pure forme. En une demi-journée elle fut bâclée ! Tout s'était passé en conversations « de couloirs ».

Le C.N.R.A. « décida » de renoncer à la primauté de l'intérieur sur l'extérieur. Les objectifs politiques gardaient la prépondérance sur les objectifs militaires mais un nouveau C.C.E. était désigné. De cinq membres le Comité de coordination et d'exécution passait à neuf. Seuls Krim et Abane y demeuraient. Saad Dahlab et Ben Khedda étaient éliminés. Dahlab se voyait confier le contrôle des moyens d'information du F.L.N., Ben Khedda était nommé représentant du Front à Londres avec Ben Yahia, qui sera un jour ministre de l'Information de Boumediene. La victoire des militaires était complète. Ils entraient en force au C.C.E. qui était ainsi constitué :

Cinq colonels : Krim (Kabylie), Boussouf (Oranie), Ben Tobbal (Constantinois), Ouamrane (Algérois) et Mahmoud Chérif (Aurès).

Quatre « politiques » : Ferhat Abbas, le docteur Lamine Debaghine, Abane Ramdane et Abdelhamid Mehri. Jusque-là, ce dernier dirigeait le bureau F.L.N. à Damas où il avait effectué un travail considérable. À trente-deux ans il représentait le courant « jeunes Turcs politiques » alors que Ferhat Abbas restait l'archétype de l'ex parlementaire style IIIe République. Il ne fallait négliger aucune clientèle !

Le C.N.R.A. recommandait aux neuf hommes les objectifs suivants :

1° Intensification de la lutte politico-militaire ;

2° Retour sur le territoire algérien des unités des frontières ;

3° Développement de l’activité diplomatique et recherche systématique de soutiens « substantiels » ;

4° Accroissement du ravitaillement des maquis.

En outre, le C.C.E. était habilité à créer un gouvernement sur délégation et après consultation du C.N.R.A. qui restait assemblée souveraine. En réalité, la véritable direction de la révolution se trouvait entre les mains du C.C.E. Le C.N.R.A. jouait le simple rôle de garde-fou.

Abane se rendit compte de l’isolement dans lequel il allait se trouver lorsque le C.N.R.A. désigna à l’intérieur du C.C.E. un comité permanent chargé des « affaires courantes » constitué de : Ouamrane, Krim, Ben Tobbal, Boussouf, Mahmoud Chérif et Abane, seul « politique » face à cinq colonels ! Ce comité siégerait à Tunis. Le docteur Lamine restait au Caire, siège officiel du F.L.N. Mehri retournait à Damas où il représentait le C.C.E. pour tout le Moyen-Orient. Quant à Ferhat Abbas, il devenait le porte-parole du C.C.E. chargé de la propagande internationale. Ses relations et son « vocabulaire », rompu à toutes les subtilités politiques et diplomatiques, feraient merveille ! C’est dans le cadre de cette nouvelle mission qu’il annonça officiellement la position du Front devant la loi-cadre de Lacoste.

Les colonels membres du C.C.E. désignèrent immédiatement leurs adjoints comme successeurs à la tête des wilayas : W. 1 : Lamouri Mohamed ; W. 2 : Ali Kafi ; W. 3 : Mohammedi Saïd, puis Amirouche ; W. 4 : Sadek, puis Si M’hamed ; W. 5 : Lotfi, puis Boumediene. Le chef de la wilaya 6, laquelle se remettait à peine de ses convulsions, n’était pas désigné.

Le C.N.R.A. lui-même s'élargissait. De trente-quatre il passait à cinquante-quatre membres. Il n’y eut pas d'autres décisions. Vite fait. Bien fait. Au soir du 27 août, les participants à cette réunion-éclair se séparèrent. Après de longues discussions privées ils avaient officiellement entériné les décisions prises par les militaires. Le déclin d’Abane s’amorçait. Pour le F.L.N. l’heure des colonels avait sonné.

C’est au retour de la mission qu’Abane, Mehri et Mahmoud Chérif avaient effectuée au Moyen-Orient et en Tchécoslovaquie durant le mois de septembre que le C.C.E. décida d’affecter chacun de ses membres à un département précis préfigurant le futur gouvernement.

Ferhat Abbas, Mehri et le docteur Lamine étaient confirmés dans leurs fonctions, Krim était chargé du département de la Défense et de la base de Tunis, Ben Tobbal de l’Intérieur et des relations avec la Fédération de France, Mahmoud Chérif devenait le grand financier du F.L.N., Boussouf le responsable Renseignement et Liaison, Ouamrane était nommé à la tête de la logistique, sa principale activité devenait la recherche de l’armement. Quant à Abane, on lui laissa l’organisation du parti, la presse et l'information, en particulier la rédaction du *Moudjahid !* Il ne pouvait plus se faire la moindre illusion. Les colonels tenaient en main la conduite de la révolution à travers les départements essentiels. Abane voyait ses espoirs s'effondrer. Eliminé, désamorcé, l’homme de la Soummam ! Il ne pouvait s’y résoudre. L’indignation l’étouffait. Il n’avait ni l’âge de Ferhat Abbas, ni la souplesse de Ben Khedda, ni la patience opiniâtre de Saad Dahlab. Il fallait que ça éclate.

Lors de la mission de recherche d'armes au Moyen-Orient Abane avait amèrement critiqué la composition du nouveau C.C.E. devant les Syriens qui les recevaient, attitude que Mahmoud Chérif déplora vivement et qu'il s'empressa de rapporter à Krim dès leur retour à Tunis. Les colonels décidèrent de s'expliquer avec Abane.

« Nous ne tolérons pas qu'une décision prise démocratiquement par le C.N.R.A. soit critiquée par l'un de nous. Et devant des étrangers encore !

— Ne me faites pas rire avec vos décisions démocratiques, s'indigna Abane, en fait de démocratie c'est vous qui commandez. Abbas est déjà un vieillard. Lamine est hors du coup et l'a toujours été. Mehri n'y connaît rien, il est trop jeune. Tous ceux-là veulent bien être du C.C.E. mais sans se mouiller. Ne comptez pas sur moi pour les suivre. Vous ne vous débarrasserez pas d'Abane comme cela !

— Nous te mettons solennellement en garde contre le travail fractionnel que tu as entrepris, dit Krim. Tu essaies de jouer une fois de plus les politiques contre les militaires. Tu contactes les U.D.M.A., les centralistes, tu essaies de réveiller de vieilles ambitions dépassées par la révolution...

— Et vous, le coupa Abane, vous mettez sur pied un pouvoir basé sur l'armée. Les maquis c'est une chose, la politique une autre qui ne se fait ni avec des analphabètes ni avec des ignares. »

C'était la guerre ouverte entre Krim et Abane. Leur mésentente atteignit à la fin de l'automne des proportions gigantesques. À tel point que l'un refusait d'assister à une réunion où l'autre était présent ! Abane se répandit dans les milieux F.L.N. de Tunis en imprécations et en critiques contre les colonels. Lors d'une réunion où le C.C.E. évoquait la possibilité de « bons otlices » marocains et tunisiens, Abane lança à Ben Tobbal et à Mahmoud Chérif :

« Voilà une drôle de politique pour des colonels ! Vous ne rêvez que négociations. Ce n'est plus le C.C.E., c'est le cessez-le-feu ! »

Puis il menaça une fois de plus les membres du comité exécutif de dénoncer publiquement leurs agissements.

« Vous ne pensez plus combat mais pouvoir. Vous êtes devenus ces révolutionnaires de palace que nous critiquions tant quand on était à l'intérieur. Quand on faisait vraiment la révolution. Moi j'en ai assez. Je vais regagner le maquis et à ces hommes que vous prétendez représenter, sur lesquels vous vous appuyez sans cesse pour faire régner votre dictature « au nom des combattants », je raconterai ce qui se passe à Tunis et ailleurs ! Salut. »

Cette fois, il avait passé les limites de la prudence. D'autant que Mahmoud Chérif, qui gardait des relations étroites avec son ancienne wilaya de l'Aurès, apprit qu'Abane, déchaîné, avait contacté un commandant aurésien, Hadj Ali, pour tenter de faire marcher un bataillon contre le C.C.E. de Tunis !

Les colonels décidèrent une dernière médiation. Abane n'assistant à aucune réunion et refusant de répondre aux convocations du C.C.E., il lui envoyèrent Abbas, Lamine et Mehri. Les « civils » réussiraient peut-être là où les militaires avaient échoué.

« Voyons, Abane, dit Abbas, tu dois cesser ce travail de fractionnement. Tu nuis à la révolution alors que nous savons que tu veux la servir sincèrement. Voilà ce que le C.C.E. te propose... » Les trois hommes étaient affreusement gênés. Ils se relayèrent pour exposer « l'idée » qu'avait eue le C.C.E.

« On sait que tu es très nerveux. Que tu es malade. Il faut soigner ton ulcère, va quelque temps te reposer en Suisse. Le C.C.E. t'a voté tous les crédits pour que tu te retapes le plus confortablement possible à la montagne... »

Le rire d'Abane glaça ses trois interlocuteurs :

« Vous êtes tous d'accord pour m'éliminer. Les militaires parce que je les gêne. Vous, parce que vous en avez peur. Vous tremblez. Moi, pas ! Et on ne se débarrassera pas de moi facilement. »

Abane écarta sa veste et frappa la crosse d'un 7,65 passé dans sa ceinture.

« Je me tiens sur mes gardes. Allez leur dire cela de ma part. Maintenant, foutez le camp, bande de lâches !

Lorsque Abbas, Lamine et Mehri rapportèrent les termes de leur entretien aux colonels, ceux-ci n'eurent qu'une réponse : « Vous voyez... on vous l'avait bien dit. Rien ne le fait fléchir. »

Après cet échec, les civils regagnèrent leurs postes, Lamine au Caire, Mehri à Damas, Abbas resta à Tunis. Ouamrane partit pour le Moyen-Orient effectuer une tournée des pays arabes afin d'obtenir armes et munitions. Ben Tobbal, Boussouf, Krim et Mahmoud Chérif avaient désormais les mains libres pour régler à leur guise le « cas Abane ».

Le 15 décembre 1957, au Caire, Ouamrane fut mis au courant de la situation par Boussouf et Krim qui venaient de Rabat où ils avaient discuté du préalable de l'indépendance avec le roi Mohammed V.

« Abane continue sa propagande de démoralisation et de destruction à Tunis et aux frontières, il n'y a pas trente-six solutions : il faut l'incarcérer ou le liquider.

— Le tuer serait trop dangereux, répondit Ouamrane, l'ennemi peut exploiter sa mort à fond.

— Il veut nous détruire. Et selon des renseignements sûrs il veut même en liquider quelques-uns parmi nous.

— En ce qui concerne la prison je m'associe à vous, mais je suis contre la mort à moins d'une extrême gravité du travail fractionnel auquel se livre Abane.

— Alors tu es d'accord ?

— Attendez. Seulement s'il y a unanimité totale des membres du C.C.E. et notamment des cinq militaires : Krim, Boussouf, Ben Tobbal, Mahmoud Chérif et moi. S'il manque seulement une voix, je m'oppose à sa mort. »

Ouamrane se rendit le lendemain à Damas, Boussouf à Tétouan et Krim à Tunis. Avant de quitter le chef kabyle, Boussouf lui glissa à l'oreille :

« Moi, je suis d'accord... »

À Tunis du 17 au 20 décembre Krim, Ben Tobbal et Mahmoud Chérif se réunirent. Pendant trois jours et trois nuits, les trois colonels dressèrent l'acte d'accusation d'Abane Ramdame et retournèrent dans tous les sens, ce qui était facile, l'énoncé du verdict : prison ou mort ; mort ou prison.

« Il faut que l'on s'entende bien, dit Krim, il n'est pas question de l'accuser de trahison ni de collaboration. Abane est un dur. Il est même trop dur, et c'est ce que personnellement je lui reproche. Il cherche à accuser tout le monde et surtout il divulgue à l'extérieur nos divergences internes. Comme s'il voulait se poser en seul arbitre

« pur ». Moi, je vous le dis, il veut accuser tout le monde pour être le futur *Führer !* »

Le mot était lâché. Il fit grande impression sur Ben Tobbal et Mahmoud Chérif. Pourtant, l'ancien officier français semblait hésitant.

« C'est sûr qu'Abane agit mal envers nous, dit-il. Il fait du séparatisme. Boussouf n'a pas tort lorsqu'il parle d'assainissement indispensable. Encore faut-il s'entendre sur le sens que l'on accorde au mot assainissement. »

C'était là toute-la question. Personne n'osait prononcer le verdict fatal.

« Il faut que nous agissions en révolutionnaires, ajouta Krim, que nous prenions nos responsabilités. Abane est devenu dangereux pour nous tous. Il a déjà trop parlé devant des tiers et il menace de tout porter sur la place publique. Boussouf et moi avons pris nos responsabilités. À vous de prendre les vôtres. »

Ben Tobbal se leva. Celui que certain journaliste surnommera le Beria du F.L.N. osa dire tout haut ce que chacun pensait :

« Ne tournons plus autour du pot ; cela fait trois jours que nous nous réunissons. Nous n'avons pratiquement pas dormi. Alors finissons-en. Tout le monde est d'accord pour empêcher Abane de nuire plus longtemps. Moi avec les autres. Maintenant, il faut savoir comment l'éliminer. Il refuse de partir se reposer en Suisse. Reste donc : la prison ou la mort. Je vous le dis tout de suite : je ne suis pas contre la mort par principe. Mais je ne prendrai pas la responsabilité de le tuer sans jugement. Je ne l'ai jamais fait au maquis pour un simple *djoundi*. L'accusé doit faire face à un tribunal. On l'a décidé nous-mêmes au congrès de la Soummam pour éviter des crimes comme ceux commis par Amirouche lors de la « Nuit rouge ». C'est aussi valable pour Abane. Il faut un dossier, un avocat. Il doit bénéficier de toutes les garanties.

— Si on décide de l'emprisonner, ajouta Krim, ce n'est pas possible à Tunis. J'avais pensé à le mettre ici, dans cette villa de Montfleury. Hadj Ali d'Aïn-Beïda nous l'a donnée. Mais vous voyez comme moi qu'il pourra facilement attirer l'attention des passants. Et si cela se sait, c'est tout notre prestige qui s'écroule. Vous voyez un peu ce qui se passerait si l'ennemi connaissait nos divergences. Tandis qu'au Maroc, sous la responsabilité de Boussouf... il ne nous dérangerait plus !

— Mais Boussouf est pour la mort, dit Mahmoud, qui, visiblement, fléchissait.

— Tout cela ce sont des arguments sentimentaux, dit Krim sèchement, c'est votre pays... »

Ben Tobbal, les traits tirés, le visage plus jaune que jamais, s'éleva violemment contre ses compagnons.

« Qu'est-ce que ça veut dire : Boussouf est pour ceci ou pour cela ? Et : C'est ton pays... Je vais vous dire une bonne chose qu'il faut bien vous mettre dans la tête : au 1er novembre 1954, quand Ben Tobbal a pris la décision « d'y aller », il l'a fait tout seul. Et non parce que Boussouf y était. Vous m'agacez avec ces allusions. Ce n'est pas parce que Boussouf est né à Mila comme moi que nous sommes liés pour la vie et que nos décisions doivent être semblables ! »

Mahmoud Chérif détourna les yeux, gêné. Il y eut un silence. Krim le rompit.

« Nous sommes dans l'impossibilité de nous débarrasser logiquement de ce fou, dit-il. Faut-il nous rendre complices des indisciplines ou faire justice nous-mêmes ? Mohammedi Saïd, qui actuellement se fait soigner au Caire, m'a dit : « Je suis pour la mort. Et si vous ne le faites pas, je le ferai moi-même. »

— De quoi se mêle-t-il celui-là ? répondit Ben Tobbal. Il ne fait pas partie du C.C.E. et ferait mieux de s'occuper de sa Kabylie. Vous cherchez tous les moyens de faire approuver la mort. Encore une fois je suis contre. Et vous direz à Boussouf que ma position est inébranlable.

— Alors emmenons-le en prison au Maroc », conclut Mahmoud Chérif.

Ben Tobbal fit un geste vague comme si, ayant été le seul à se prononcer radicalement contre la mort, il se désintéressait de la chose et laissait chacun des colonels responsable du sort d'Abane. Krim approuva Mahmoud Chérif.

« Oui, emmenons-le au Maroc, en prison. »

Chacun abandonnait l'ultime décision à Boussouf que l'on savait le plus dur et, ce qui n'était pas négligeable, le plus lié à Ben Bella avec qui il correspondait presque quotidiennement par l'intermédiaire de ses avocats.

Le 22 décembre, Abane fut averti que des « affaires importantes » devaient être réglées au Maroc. Une katiba de Boussouf avait été désarmée par les troupes marocaines et trois membres du C.C.E. devaient quitter Tunis pour aplanir l'affaire avec le roi Mohammed V. Abane accepta de remplir la mission en compagnie de Krim et de Mahmoud Chérif. Comment avait-il pu tomber dans le piège alors qu'il savait à quel point son attitude lui avait valu la haine des autres membres du C.C.E. ? Ben Tobbal me dira plus tard : « Il était tellement sûr de lui, sûr de son intelligence, sûr de sa supériorité et de son pouvoir qu'il n'avait jamais pris réellement au sérieux la mise en garde des autres membres du C.C.E. Il avait cru à un simple avertissement verbal. »

Le 24 décembre, Abane, Krim et Mahmoud Chérif s'embarquèrent pour Tétouan où Boussouf les attendait. Ils devaient faire escale à Rome puis à Madrid, aucun avion ne reliant directement Tunis à Tétouan. Ben Tobbal refusa d'être du voyage. Il se faisait peu d'illusions sur le sort réservé à Abane. Le lendemain, lorsque Ouamrane, de retour de Damas, lui demanda quelle était la décision prise par le C.C.E., il répondit : « La prison. Au Maroc, car ici c'est impossible. Mahmoud et Krim l'ont emmené hier. Pas pour le tuer, mais...

— Puisque vous avez pris la décision de le mettre en prison, dit Ouamrane, ils n'ont aucune raison de le tuer et puisque tu es contre sa mort je ne marcherai jamais pour son exécution !

— Tu sais, malgré cette décision, j'ai bien peur que Boussouf n'agisse contre notre volonté ! »

Abane, Krim et Mahmoud Chérif passèrent la nuit de Noël à Rome. C'est à l'escale de Madrid, le 26 décembre, qu'Abane se douta de quelque chose. L'attitude des deux colonels lui avait-elle donné l'éveil ? Toujours est-il qu'à Messaoud Boukadoum, représentant du Front à Madrid, il confia : « Je ne sais pas pourquoi mais, pour la première fois, j'ai la frousse... On ne se parle plus. C'est la crise. »

Lorsqu'ils reprirent place dans l'avion, le lendemain, Abane regarda Krim dans les yeux et, le visage glacé, lui dit : « Je sens un sale coup qui vient mais tu le regretteras... » Ils ne devaient jamais plus s'adresser la parole.

L'avion se posa sur l'aéroport de Tétouan en fin d'après-midi. Les trois hommes descendirent, mêlés aux passagers. Boussouf et deux de ses hommes des services spéciaux les attendaient au bas de la coupée. Ensemble ils se soumirent aux formalités de police. Tous voyageaient avec des passeports marocains et Boussouf qui connaissait

particulièrement bien les autorités marocaines de l'aéroport de Tétouan, leur facilita le passage. Pendant que Mahmoud Chérif, Abane et les deux hommes de Boussouf bavardaient en attendant les bagages, un incident qui fit réfléchir Krim l'opposa à Boussouf. « Êtes-vous armés ? demanda celui-ci.

— Ça ne te regarde pas. Mais... qu'est-ce que tu fais ? »

Krim s'était vivement reculé. Boussouf, souriant, avait amorcé le geste de le fouiller.

« Ne recommence jamais ça ! gronda Krim. Et maintenant écoute... »

Il fit part à Boussouf des décisions prises à Tunis. La réponse fusa, tranchante :

« Moi, ici, je n'ai pas de prison. Et puis à ton tour de bien écouter : ici, au Maroc, je fais ce que je veux. Abane « passera » et bien d'autres « passeront » aussi. N'oublie pas que Hitler et Franco se sont toujours entourés d'hommes qui leur étaient entièrement dévoués[50] !

— Attention, Boussouf, ce que tu avances est grave. Il s'agit d'un membre du C.C.E. connu sur le plan national et international.

— Je te dis qu'Abane passera et il y en a d'autres qui passeront.

— Ben Tobbal est contre l'exécution d'Abane et nous lui avons signé un papier dans lequel il se déclare étranger à tout ce qui peut lui arriver.

— Ben Tobbal ? J'en prends la responsabilité, je me débrouillerai avec lui et le convaincrai. »

Les deux hommes rejoignirent Abane, Mahmoud Chérif et les deux éléments des services spéciaux et s'entassèrent dans une Versailles bleue qui démarra en direction de Tanger. Après quelques kilomètres le véhicule quitta la route et s'engagea dans un chemin de terre.

« Où va-t-on ? demanda Krim.

— J'ai des affaires à prendre dans une ferme qui est à nous », répondit Boussouf.

La Versailles s'arrêta devant un long bâtiment. Mahmoud Chérif regarda Krim.

« Allez, descends, dit l'un des agents de Boussouf à Abane.

— Moi ? Pourquoi ?

— Discute pas ! »

Abane avait compris. Il descendit de voiture et fut immédiatement ceinturé par le premier agent. L'autre le visa du canon de sa mitraillette. Avec courage Abane tenta de se débattre mais l'homme lui paralysa le bras d'une prise de judo. Vaincu, il se laissa pousser vers la ferme sans un regard pour ses anciens compagnons.

« Venez, vous aussi », dit Boussouf à Krim et à Mahmoud Chérif. Ce dernier, pendant la courte bagarre, avait glissé la main dans la poche de son imperméable.

« N'entre pas », cria Mahmoud à Krim. La main toujours dans la poche de l'imperméable semblait tenir une arme dirigée contre Boussouf.

« Tu seras responsable de ce qui arrivera à Abane, dit Krim au patron de l'Oranie.

— Il le mérite... »

Boussouf semblait fou de rage. Il se fit menaçant.

« Et d'autres passeront... et d'autres passeront, je vous le répète ! Et ça ne vous regarde plus. On s'en va. »

Les trois hommes regagnèrent la Versailles, qui prit la direction d'une villa proche de la ferme et appartenant également à l'organisation de Boussouf. La nuit était tombée. Dès leur arrivée Krim remarqua l'isolement de la villa. Elle était déserte. Boussouf s'était

calmé. Il montra le chemin aux deux colonels.

« Allons dîner. C'est prêt. On reparlera de tout cela après. »

Une vieille femme noire servit à table. Krim était aux aguets. Quant à Mahmoud Chérif, il avait refusé de quitter son imperméable et tenait obstinément la main droite dans sa poche. Il mangea maladroitement ne se servant que de sa main gauche. « Sois vigilant », avait-il glissé à Krim avant de passer à table. Conseil superflu !

La discussion reprit :

« Le C.C.E. a décidé qu'Abane serait emprisonné, dit Krim. Tu ne dois pas le faire exécuter.

– Ici, nous sommes pour la mort, répondit calmement Boussouf. Boumediene est d'accord, Bouteflika, qui s'occupe de nos liaisons spéciales avec Paris puisqu'il a la nationalité marocaine, dit que Ben Bella et ceux de la Santé sont aussi pour mettre fin à son action. Il n'est pas possible qu'il continue ce travail de fractionnement.

— Mettre fin, d'accord. Pas le tuer. Le C.C.E. en a décidé ainsi. »

Abdeljellil, responsable de l'organisation F.L.N. au Maroc, se mêla à la discussion.

« Nous ne pouvons garder Abane ici. Par ses cris il risque d'alerter les passants.

— Les passants, ici, ne doivent pas « passer » souvent, coupa Krim.

— Peut-être, poursuivit Abdeljellil, mais il y a les autorités marocaines qui nous surveillent aussi. Et il faut compter avec elles. Moi, je suis pour qu'on le liquide. »

Cet Abdeljellil sera, après l'indépendance, l'un des hommes de confiance de Ben Bella qui l'emploiera comme agent secret, ce qui en dit long sur ce que pensait le prisonnier de la Santé quant à l'attitude qu'il convenait de prendre devant le « cas » Abane.

En fin de soirée, les deux agents de Boussouf vinrent parler à voix basse à leur patron. Krim les surnomma « les hommes aux yeux blancs ». L'un d'eux était originaire de Mila, tout comme Boussouf et Ben Tobbal.

« Abane est ici, dans cette maison, dit Boussouf. Il est mort. Vous pouvez le voir. »

Krim et Mahmoud Chérif se levèrent précipitamment. Boussouf les précéda. Dans une chambre voisine, Abane gisait sur un lit. Son visage était bleu. Il avait été étranglé à l'aide d'une corde qui était encore passée autour de son cou.

Krim dira plus tard à Ouamrane : « Ce sont les deux éléments qui accompagnaient Boussouf à l'aérodrome, qui l'ont exécuté. »

Les deux hommes ignoraient l'identité de celui qu'ils étranglaient. On leur avait simplement dit qu'il s'agissait d'un traître à éliminer. Lorsqu'il saura la vérité, l'un des « yeux blancs » sera victime d'une dépression nerveuse et le comité de la wilaya 5 l'enverra discrètement à Leysin en Suisse pour se « reposer ».

« Voilà, c'est fini, dit Mahmoud Chérif. Nous devons partir pour rendre compte aux autres. »

Abane Ramdane, l'homme qui avait mis sur pied le congrès de la Soummam et avait ainsi donné une véritable armature politique à la révolution, était mort assassiné le 27 décembre 1957 dans une villa entre Tétouan et Tanger, au Maroc espagnol. Il avait trente-huit ans. On en fera un martyr de la révolution et le*Moudjahid* expliquera sa mort au « champ d'honneur ».

En effet on put lire dans le n° 24 publié le 29 mai 1958 : « Au cours d'un combat qui dura plusieurs heures, Abane fut blessé. Tout laissait espérer que ses blessures étaient

sans gravité. Entouré de soins vigilants, nous espérions que la constitution robuste d'Abane finirait par l'emporter. Pendant des semaines, nous sommes restés sans nouvelles persuadés cependant qu'il triompherait une fois encore de l'adversité. Hélas ! une grave hémorragie devait lui être fatale... Nous pleurons un frère de combat dont le souvenir saura nous guider ! »

Ce souvenir allait hanter tous les chefs de la révolution jusque bien après l'indépendance. Le cadavre d'Abane pèsera lourd sur la suite des événements. Et chacun se renverra la responsabilité de sa mort avec une belle assurance !

Au milieu de la nuit Boussouf fit accompagner Krim et Mahmoud Chérif à Tanger où ils pourraient prendre un avion pour Tunis. Arrivant à l'hôtel à 3 heures du matin, Mahmoud, qui avait enfin retiré sa main de la poche, eut ce mot pour Krim :

« Eh bien, cette fois-ci, on revient de loin. »

Il fallait maintenant expliquer et justifier la mort d'Abane aux autres membres du C.C.E.

Ben Tobbal et Ouamrane étaient à l'aéroport de Tunis lorsque arriva l'avion de Tanger. Krim et Mahmoud Chérif étaient pâles et décomposés en descendant l'échelle de coupée. Ouamrane se pencha vers Ben Tobbal :

« Regarde leurs visages, ils ont liquidé Abane. »

Les deux hommes en eurent très vite la confirmation.

« C'est fini, dit Krim, parlant difficilement. Abane est mort.

— Ce que vous avez fait là n'est pas juste, répondit Ouamrane, la décision était de le mettre en prison non de le tuer. »

Krim fit un geste de la main pour calmer son vieux compagnon de 1947.

« Je te révélerai ce qui s'est passé entre nous à Tétouan », lui dit-il en kabyle.

Plusieurs réunions d'explication eurent lieu à Tunis. Krim, puis Mahmoud Chérif répétèrent à Ben Tobbal et à Ouamrane les détails de l'exécution. Mahmoud Chérif ajouta :

« Chers frères, nous avons eu affaire à un monstre. Boussouf nous a menacés de mort au Maroc. Il est seul responsable de la mort d'Abané. Au Maroc, ce n'est pas une organisation du F.L.N. qui existe, mais une organisation d'assassins à gages dirigés par Boussouf, aucun élément de base n'a le droit de contacter un élément étranger, il ne nous a pas été possible à nous, membres du C.C.E., de contacter qui que ce soit dans tout le Maroc malgré nos efforts. »

C'étaient les paroles mêmes prononcées par Abane et Saad Dahlab au retour de leur tournée en wilaya 5 en juillet !

Rue de Corse, permanence du C.C.E., Ben Tobbal et Ouamrane exigèrent une confrontation Krim-Mahmoud Chérif. Une nouvelle fois ceux-ci affirmèrent catégoriquement qu'Abane avait été assassiné malgré eux par Boussouf. Les quatre hommes se séparèrent. Ben Tobbal plus fermé, plus secret que jamais, confia pourtant à Ouamrane : « Je vois l'avenir en noir... »

Il ne croyait pas si bien dire ! Abane « cause de toutes les dissensions » disparu, jamais le C.C.E. n'avait été plus fractionné. Des clans se formaient. Boussouf, convoqué par les autres colonels, se fit longtemps attendre. Prudent comme un renard du désert, il avait envoyé deux de ses hommes à Tunis pour savoir ce qui se tramait. Ces deux hommes, « commerçants à Casablanca », furent repérés et neutralisés par le service de

renseignements mis sur pied par le commandant Kaci, fidèle d'Ouamrane. La guerre des services de police F.L.N. commençait.

Boussouf arriva enfin à Tunis mais il descendit dans un hôtel de l'avenue Bourguiba. Il était accompagné de Boukadoum, le représentant à Madrid, qui avertit les colonels que Boussouf acceptait de les rencontrer dans une villa de la rue Catane et non dans les locaux F.L.N. La confiance régnait à Tunis !

Pour la première fois depuis la mort d'Abane, les colonels se trouvaient à nouveau réunis. Les quatre posèrent la question à Boussouf :

« Pourquoi as-tu exécuté Abane ?

— Ce qui est fait est fait, répondit évasivement Boussouf. Tâchez maintenant d'être hommes à prendre position avec moi devant les autres membres du C.C.E., à savoir Lamine, Abbas et Mehri. »

L'ambiance était à couper au couteau. Ben Tobbal n'avait plus confiance en Krim ni, en Mahmoud Chérif. Il me dira plus tard : « Depuis cette époque, le désaccord fut permanent entre nous jusqu'en 1962. » Mahmoud s'énerva. Il voulait se justifier :

« Mes frères, je tiens à vous dire qu'Abane a été exécuté indépendamment de notre volonté et malgré la décision prise à Tunis de le mettre seulement en prison. »

Personne ne réagit. Puis Ben Tobbal, à la surprise de Mahmoud Chérif, donna l'impression d'être d'accord avec Boussouf pour affronter les autres membres du C.C.E. C'était la seule solution. Les cinq colonels décidèrent d'une position commune : ils prendraient *tous les cinq* la responsabilité de la mort d'Abane. Et comme les trois civils risquaient de renâcler, les cinq convinrent de l'attitude suivante : le C.C.E. se réunirait au Caire et Boussouf, au nom des militaires, déclarerait à Abbas, Lamine et Mehri qu'ils ne faisaient plus partie du C.C.E. et que les colonels prenaient purement et simplement tous les pouvoirs. La décision fut prise à l'unanimité et le C.C.E. convoqué au Caire dans l'immeuble de Garden City.

Avant de rentrer en séance Ben Tobbal avisa Krim, Mahmoud Chérif et Ouamrane qu'il se rétractait, ainsi que Boussouf, et ne reconnaissait pas la décision prise à Tunis. Que les trois colonels considèrent cela comme une trahison lui importait peu !

Une tension nerveuse extraordinaire régnait dans l'appartement de Garden City lorsque le C.C.E. prit place autour de la table ovale. Une chaise restait vide : celle d'Abane.

« Qu'avez-vous fait d'Abane ? demandèrent Abbas, Lamine et Mehri. Est-il mort, est-il vivant ? »

Lorsqu'il apprit la vérité, Ferhat Abbas piqua une véritable crise de nerfs. Il fallut le soigner. Ayant repris ses esprits, le vieux leader, suivi du docteur Lamine, quitta la salle. Ni l'un ni l'autre ne voulaient participer à la réunion du C.C.E.

C'est à nouveau dans « les couloirs », selon une habitude qui s'instaurait au sein du comité, que s'aplanirent les difficultés. Il faut avouer que les « civils » ne protestèrent guère devant les militaires. Avaient-ils eu vent de la décision de Tunis qui les éliminait du pouvoir ? Voulaient-ils ainsi réagir ? Ils condamnèrent la « disparition » d'Abane pour la forme mais se retrouvèrent le dos au mur :

Ou désavouer officiellement les colonels et démissionner du C.C.E. Ce serait la crise. Peut-être même la fin du F.L.N. et l'échec de la révolution car les militants ne comprendraient rien à ces querelles divisant la direction du Front alors que les

maquisards luttaient et que le peuple subissait les conséquences d'une guerre chaque jour plus atroce ;

Ou accepter l'état de fait et tenter — sans y croire vraiment — de contrôler les militaires. C'était au moins préserver l'avenir. C'est la solution qu'ils adoptèrent sans éviter pour autant la division.

Trois groupes se formèrent : Krim-Mahmoud Chérif-Ouamrane, puis Ben Tobbal-Boussouf, enfin Abbas-Lamine-Mehri. Aucun n'était assez puissant pour contrôler l'ensemble de la révolution. Il fallait pourtant plus que jamais sauver la face et montrer que le F.L.N. avait une direction ferme et unie. Les trois hommes forts du C.C.E. se révélèrent alors : Ben Tobbal, Boussouf, Belkacem Krim, Ravalant leurs griefs, masquant leurs ambitions personnelles, ils décidèrent d'unir leurs efforts pour s'emparer du pouvoir réel. L'ère des 3 B était arrivée. Elle allait durer jusqu'en 1962 !

Depuis l'indépendance du Maroc, l'année précédente, en 1956, et le retour à la royauté, Tanger n'était plus ce qu'elle avait été pendant trente ans : une sorte de paradis à la pointe nord de l'Afrique. Ville internationale, elle était le refuge de tous les trafics, la plaque tournante de tous les échanges, de tous les transits, le royaume de l'import-export : cigarettes américaines, or international, machines-outils, marchandises de Hong Kong ou de Bombay. L'indépendance arrachée à la France, Mohammed V revenu sur le trône, un vent de panique avait balayé Tanger désormais désertée d'une partie de sa faune pittoresque et élégante. Dans le petit Socco, cette Casbah indigène enchâssée au centre de la ville moderne, les changeurs faisaient toujours passer dans un cliquetis prospère des piles de pièces d'une main à l'autre avec des gestes de prestidigitateurs, mais c'était pour la « frime », pour le touriste. Ils continuaient de changer les monnaies du monde entier, jonglant avec les changes les plus compliqués, mais le cœur... et les cours n'y étaient plus. Les sociétés plus ou moins factices avaient abandonné les boîtes aux lettres prospères où jadis les « responsables » grassement payés « dispatchaient » le courrier venu du monde entier vers sa véritable destination. Une plaque à la porte d'un immeuble, une boîte postale, cela suffisait. Il était même inutile d'avoir un bureau ! Oui, Tanger c'était bien le paradis : pas d'impôts et des affaires à revendre, le whisky et les cigarettes au tiers du prix courant, les plus jolies femmes du monde, de l'argent qui coulait à flots, la vie indolente. Une apparente nonchalance masquait alors une intense activité. Mais à l'espagnole, pas à l'américaine. On prenait son temps et son plaisir. Aux heures de bureau communes à tous les pays du monde on ne trouvait personne à Tanger mais sur la plage, mais dans les restaurants en plein air, mais dans les bars élégants du centre, ou au Minza, « l'hôtel » de Tanger — le Ritz en 1930 ! un rêve... — entre un dry Martini, un whisky glacé et deux olives, des cargaisons s'achetaient, des chèques se remplissaient, des bateaux changeaient de mains, de propriétaire, de pavillon ! Les gens de Tanger avaient leurs soucis comme tout le monde mais rien n'y paraissait. Tout se passait — dans les affaires comme à la douane — avec un aimable « j'm'en foutisme » qui n'excluait ni le profit ni la concurrence. On vendait, on achetait mais la « came » n'était pas là. Elle naviguait quelque part entre l'océan Indien et la Méditerranée, à moins qu'elle ne fût encore ballottée sur les vagues de l'Atlantique. Il arrivait même qu'on ne la décharge pas à Tanger, soit qu'un transbordement se fasse en mer, soit que le

même navire fasse la livraison. Seul le bénéfice de la transaction touchait les banques de la ville internationale ! De cette heureuse époque il ne restait que l'air merveilleux, le climat d'une douceur incomparable, même en hiver…

Assis au bar du Minza à demi désert, Pedro pensait au bon vieux temps. Oui, Tanger avait bien changé. Mais lui était resté. Pour de multiples raisons dont la principale était la proximité de l'Algérie en guerre. Un marché formidable ! Là, plus question de cigarettes, de cigares, de whisky ou de fanfreluches de luxe ni de machines-outils, seulement des armes. Rien que des armes. De quoi tuer, faire exploser, déchirer, bouleverser. Un trafic qui rapportait gros à celui qui courait le risque. Car le commerce en était moins aimable que celui habituel à Tanger. Le visage basané et couturé de cicatrices de Pedro s'éclaira à cette pensée. Commerce aimable ! Ceux qui s'y livraient n'étaient plus des enfants de chœur. Mais les bénéfices étaient à la hauteur'des risques encourus. Dans ce commerce chacun risquait sa peau, du fournisseur à l'acheteur en passant par l'intermédiaire.

Pedro régla son whisky et sortit du Minza. Il avait rendez-vous avec Georges Puchert, l'un des hommes qui à Tanger pesaient le plus lourd. Au propre et au figuré. Après avoir trafiqué dans les cigarettes, à la belle époque, il s'était lancé dans un trafic autrement rémunérateur : les armes. Il en avait fourni en grande quantité aux Marocains qui luttaient pour leur indépendance. Celle-ci arrachée à la France, les ex-rebelles avaient recommandé ce « fournisseur » à leurs frères algériens. Puchert jouissait ainsi d'une protection marocaine qui lui permettait de poursuivre sans risques son trafic à Tanger, et d'une couverture sur un marché qui de mois en mois devenait plus important. Face à la France qui avait maintenant cinq cent mille hommes en Algérie le F.L.N. cherchait des armes par tous les moyens. Puchert avait donc été contacté par des hommes de Boussouf, le chef de la wilaya 5 dont la base principale se trouvait à Nador, en territoire marocain, et le trafic avait commencé. C'est alors que Pedro, n'ayant pas les épaules aussi solides — financièrement — que Puchert qui était arrivé en 1948 de son Allemagne natale avec un bateau capable d'affronter la haute mer et n'avait fait que développer sa flottille, était entré en relation avec lui. Débrouillard, bénéficiant de relations que personne ne cherchait à approfondir — la discrétion étant l'arme principale des trafiquants en tout genre — Pedro « trouvait » de petits stocks : cent mitraillettes par-ci, deux cents pistolets par-là. Toujours en bon état. Toujours payés cash. L'énorme Puchert — il pesait plus de cent kilos — aimait bien cette « brute » de Pedro avec sa gueule inquiétante olivâtre et balafrée. Un type régulier, tranquille et discret. C'est pourquoi en cette fin d'année 1957 le trafiquant allemand avait demandé à Pedro de venir le voir « à son bureau », car Puchert avait pignon sur rue : la Société Astramar, 7, rue Vermeer.

« Entrez, Pedro, asseyez-vous ! » Les deux hommes se serrèrent la main. Ce qui frappait chez Puchert c'était une tête carrée, forte et volontaire, qui semblait posée directement sur un torse épais. Pas de cou. Un angle droit entre les joues pleines et les épaules massives. L'extrême vivacité des yeux sombres faisait oublier la silhouette empâtée, lourdaude. Une bouche charnue et gourmande adoucissait la brutalité du visage et des traits.

« Il y a du nouveau, capitaine Morris ? » interrogea Pedro.

Puchert aimait ce surnom qui lui venait de l'époque où il « travaillait » surtout dans les cigarettes américaines. Plusieurs chargements successifs de Philip Morris lui avaient valu ce sobriquet dans le milieu des trafiquants.

« Oui. Et de bonnes nouvelles. J'ai besoin d'une quantité importante d'armes en tout genre. Qu'avez-vous en ce moment ?

— J'ai des mitraillettes Smeyscher allemandes de 9 mm. Parfait état.

— Combien ?

— Une bonne centaine.

— Le prix ?

— Pas cher. Quarante-cinq dollars.

— Quarante !

— Quarante... Entendu. »

Ce vieux forban les achetait quarante dollars et les revendait cent à cent vingt dollars au F.L.N., livraison et emballage en sus. C'était, disait-il, pour couvrir les risques. Il faut dire qu'ils devenaient sérieux. Depuis le début deux des petites vedettes de Puchert, le *Sirocco* et la *Sorcière-Rouge* avaient coulé dans le port de Tanger à la suite de mystérieuses explosions. Les services spéciaux français avaient voulu « avertir » le capitaine Morris des dangers qu'il y avait à aider le F.L.N. Mais devant de pareils bénéfices, que représentaient deux vedettes ? D'autant que maintenant les commandes devenaient astronomiques. Malgré son « poids » Puchert devait désormais travailler sur une plus grande échelle.

« Pedro, il faut que vous me trouviez plus de matériel. Draguez tout ce que vous pouvez dégoter. J'ai une commande très importante. J'ai vu l'un des chefs algériens. L'armement devient leur principal souci.

— Et Boussouf est prêt à payer...

— C'est vrai que vous êtes français et que ça vous intéresse l'Algérie !

— Oh ! Français avec beaucoup de sang espagnol... et moi c'est surtout le prix que vous donnez qui m'intéresse...

— Entendu. J'augmente mes prix d'achat mais travaillez exclusivement pour moi et lâchez vos autres clients. Je vais partir pour quelque temps en Allemagne, ici le marché est trop modeste.

— Si importante, la commande ?

— Oui. Très. Alors c'est votre intérêt comme le mien ! Cherchez. »

Lorsque Pedro quitta le 7, rue Vermeer, il regagna immédiatement la villa qu'il occupait en dehors du centre face à la mer. Ce n'était pas son jour de vacation mais l'information valait la peine d'être transmise à la Piscine[51] du boulevard Mortier. Il rédigea son message, le coda et attendit 21 heures. À cette heure précise quelque part dans la banlieue de Bordeaux, un « honorable correspondant » dont il ne connaissait que l'indicatif se mettait tous les jours à l'écoute de sa longueur d'onde. Au cas où... Ce H.C. répercuterait par courrier exprès le message au S.R.[52] du S.D.E.C.E. dont dépendait Pedro. Ainsi aucune liaison ne pouvait être prouvée entre Pedro, le H.C. de Bordeaux et le S.D.E.C.E., qui pouvait désavouer tout le monde. Pedro ? Inconnu. Le H.C. de Bordeaux ? Il était facile de prouver que ce commerçant avait fait plusieurs voyages eu Union soviétique, à moins qu'il n'ait terminé ses études aux États-Unis...

Avant même que Georges Puchert, l'un des fournisseurs les plus importants du F.L.N.

ait quitté Tanger, pour l'Allemagne, le contre-espionnage français était déjà prévenu. Il s'agissait maintenant de neutraliser le trafiquant et surtout de se servir de lui pour pénétrer plus profondément le milieu des acheteurs d'armes du F.L.N.

Le lendemain Jean-Paul Lamy[53], chef du S.R. du S.D.E.C.E., trouvait sur son bureau le message envoyé la veille par Pedro. L'information était de taille. Le trafic d'armes jusque-là relativement contrôlé allait se développer. Il fallait prendre des.mesures draconiennes.

Depuis le début des hostilités en Algérie, mais surtout depuis 1956, le S.D.E.C.E. surveillait attentivement le F.L.N. et en particulier ses représentants à l'étranger. Le S.R., dirigé par Jean-Paul Lamy, était une branche du bureau 7 dont le chef était Morvan. Lorsque celui-ci deviendra chef de cabinet du directeur général Jaquier, c'est Fainville qui le remplacera et sera, des années plus tard, l'un des noms les plus cités lors de l'affaire Ben Barka. Jean-Paul Lamy s'occupait exclusivement de l'identification des personnes et de la découverte des procédés permettant au F.L.N. de se procurer l'armement nécessaire à sa lutte.

Le bureau 24, Service du contre-espionnage, était le service centralisateur exploitant tous les renseignements venus du monde entier sur le trafic d'armes auxquels s'ajoutaient les renseignements du S.R. Après ce travail de fichage et de synthèse, véritable œuvre de bénédictin, c'est le bureau 24 qui désignait les objectifs à détruire ou à neutraliser. Une fois cet objectif déterminé le travail était confié au bureau 29 : le Service action. Uniquement militaire et placé sous la direction du colonel Morlane. C'est de ce service que dépendaient les parachutistes du 11e « choc » dont nous avons vu l'importance[54], et certains hommes d'action, comme le capitaine Léger, lorsqu'ils étaient retirés du service « normal » pour une période sur laquelle ils restaient étrangement silencieux !

Au sein du Service action qui fournissait des agents pour les missions à l'étranger, l'homme chargé de lutter plus précisément contre les fournisseurs d'armes du F.L.N. était le fameux colonel Marcel Mercier, véritable « bête noire » du F.L.N. et des services de police suisses et allemands. On prononcera son nom chaque fois qu'un attentat attribué à la Main-Rouge sera commis.

Tout cela c'était l'organigramme officiel mais à l'intérieur du S.D.E.C.E. régnait une rivalité entre bureaux qui tenait surtout aux méthodes employées. Les civils du S.R. reprochaient, comme beaucoup de militaires du Service action, une lenteur tatillonne dans la mise sur pied d'une opération, qui nuisait à son bon résultat. Le Service C.E., qui établissait les objectifs, travaillait comme au beau temps du « 2e bureau » en képi bleu ciel et bandes molletières. L'officier chargé du dossier était un bon gros pépère, excellent fonctionnaire militaire. Avant de désigner un objectif il établissait un dossier « long comme une table » avec un volet renseignements d'archivistes, un volet renseignements géographiques, un volet « entourage » (famille, petites amies, environnement du client), un volet historique de la manipulation des agents qui l'avaient repéré, un volet renseignements récents mis à jour en vue de l'action. Suivait la mise au point de tous les détails de l'opération « Action » : hommes, matériel, financement, couvertures, moyens de liaison. Enfin on demandait le feu vert à la présidence du Conseil !

Ce merveilleux appareil était d'une lourdeur considérable. Et les militaires très « fonctionnaires d'état-major » du C.E. comprenaient difficilement que plus on « pinochait », moins on réussissait. Il y avait loin du rêve à la réalité. Le bon officier consciencieux voyait le trafic d'armes comme un ministère : il lui fallait des organigrammes et chaque fiche de renseignement devait y trouver sa place. Une entreprise de trafic d'armes devait, pour lui, avoir un directeur général, deux sous-directeurs, etc. Les « accrochages » avec Jean-Paul Lamy étaient mémorables. Celui-ci tentait d'expliquer à son collègue militaire que dans ce milieu de « commerçants en armes » une affaire sur vingt ou trente aboutissait. Et qu'entre le moment où l'affaire commençait et celui où elle finissait il ne s'agissait plus des mêmes acheteurs, plus des mêmes fournisseurs, plus des mêmes banques. « Ces gens-là se doublent entre eux, expliquait Lamy, heureusement pour nous. »

Mais l'officier ne voulait rien savoir. Ce n'était pas le règlement ! Un des membres du Service action, officier travaillant à l'étranger sous couverture, me racontera plus tard : « Le service français était sclérosé. On était loin des histoires de roman d'espionnage où l'agent a les coudées franches. Tout dans notre mission était prévu « au petit poil » et le feu vert ne nous était accordé qu'en fonction de ces normes de sécurité. Ce qui nous obligeait à interrompre la mission dès que se produisait un pépin non prévu. Un impondérable nous faisait échouer car nous n'avions pas le droit de prendre d'initiatives. En outre, on se heurtait au S.R. local qui se trouvait bien dans son fromage et ne voulait pas se “mouiller”. On en est arrivé à cette aberration : le S.D.E.C.E. a voulu employer des truands, contactés au nom d'organisations antiterroristes-bidons style Main-Rouge, et les faire travailler pour ne pas compromettre d'officiers français ! Ç'a échoué lamentablement quand le célèbre Jo Attia, qui avait marché dans la combine, a été arrêté au Maroc espagnol. Après quelques semaines de prison, quand sa femme s'est aperçue qu'on le laissait tomber, elle a littéralement assiégé la Piscine, faisant un barouf du tonnerre. Morlane ne savait plus où se fourrer. Bref le bide complet ! »

Devant l'accroissement des difficultés éprouvées par l'armée en Algérie face à des fellaghas de mieux en mieux équipés on convint à la direction du S.D.E.C.E. qu'il fallait « trouver autre chose ». Jean-Paul Lamy avait obtenu du patron des Services spéciaux français d'agir directement mais dans le secret pour ne pas choquer les services « compétents ». Les armes recherchées par le F.L.N. étaient livrées soit en Tunisie, soit au Maroc. Souvent le pays transitoire se trouvait être l'Égypte. Le S.D.E.C.E. avait ainsi procédé à quelques manœuvres d'intimidation. Une valise piégée avait été envoyée au Caire au siège du F.L.N. dans l'immeuble de la rue Serouet. Malheureusement, l'agent chargé de la mission s'était dégonflé et l'avait confiée à un chauffeur de taxi nonchalant qui avait préféré boire un verre avant de la livrer. La valise, dont le détonateur était réglé, explosa, ainsi que le taxi vide, devant le bistrot où le chauffeur consommait. Comme celui-ci était Cypriote, les Égyptiens avaient mis l'affaire sur le compte des clandestins de Chypre !

Avant son arrestation, Ben Bella faillit être la victime d'un agent français à Tripoli. Là encore l'affaire avait échoué. Et pourtant... les Services spéciaux surveillaient Ben Bella depuis l'Italie où il visitait régulièrement une charmante maîtresse suisse. Mais les agents français avaient passé un accord avec leurs collègues italiens : on échange les renseignements sur le lascar mais rien, absolument rien, ne se passera sur le

territoire italien. L'arraisonnement de l'avion de Ben Bella avait réglé le problème. Mais ce qui intéressait principalement Jean-Paul Lamy c'étaient les trafiquants. Descendre un responsable F.L.N était assez facile, mais à quoi cela servait-il ? Le lendemain un autre prenait sa place et celui-là il faudrait peut-être des mois pour l'identifier. Il était préférable de frapper les fournisseurs.

Boussouf étant le principal acheteur repéré par le S.R., Lamy implanta à Tanger un de ses agents : Pedro. Le S.D.E.C.E. avait formé cet ancien adjudant « récupéré » après avoir baroudé en Indochine et en Corée. On lui avait fabriqué une très bonne couverture de petit truand et, installé à Tanger, il avait prospecté le milieu des trafiquants. Il était ainsi devenu le familier de Puchert à qui il procurait de la marchandise venue tout droit du S.D.E.C.E. Parfait état, bons prix, échantillons montrés d'avance et cargaison toujours conforme ! Pour pénétrer le milieu des fournisseurs Lamy n'avait pas hésité à fournir des armes au F.L.N. ! Qu'étaient quelques centaines de mitraillettes fournies à la wilaya 5 face aux coups qui pourraient être portés par la suite ? Les moralistes n'auraient pas manqué de souligner que peut-être des soldats français avaient été tués par des armes fournies par un service secret de leur propre pays... Mais Jean-Paul Lamy se foutait des moralistes ! Pour lui seul le résultat comptait, et les quelque deux cents ou trois cents mitraillettes procurées au F.L.N. lui valaient ce message essentiel signé Pedro.

Lamy envoya immédiatement un câble à son équipe locale de Francfort, plaque tournante du trafic avec le F.L.N. : « Puchert signalé en Allemagne. *Stop.* Surveiller tous ses déplacements et rendez-vous. *Stop.* Instructions suivront. »

Puchert était une grosse affaire que Lamy avait l'intention de traiter lui-même. Le chef du S.R. du bureau 7 ne répugnait pas à mettre la main à la pâte. Au contraire.

Le C.C.E. avait décidé que la recherche de l'armement serait son objectif n° 1. Ouamrane, depuis son départ d'Algérie en 1956, s'y était employé en priorité. Depuis, c'était devenu, on l'a vu, son activité principale. À l'ouest, Boussouf assurait le contact avec les trafiquants de Tanger par l'intermédiaire de plusieurs agents, dont Boumaza[55] qui était en relation avec Puchert.

Pour Ouamrane, tous les moyens étaient bons. Il fallait des armes. Les pays frères devaient aider le F.L.N. mais l'ancien sous-officier français comptait surtout sur ce qu'il pouvait acheter. Par exemple, en 1957, à Tripoli, il avait réussi un marché avec un capitaine américain de la base atomique U.S. de Mellaa. Pour 1 500 livres libyennes celui-ci avait livré 142 mitraillettes Thompson ! Ce qui mettait l'arme à moins de 50 dollars ! Une véritable aubaine. Les trafiquants les vendaient plus du double. Malheureusement pour Ouamrane le coup n'avait pu être renouvelé. Le vol commis à la base atomique américaine avait fait un scandale épouvantable. L'alerte générale avait été donnée. On avait cru au vol d'une bombe atomique ! Ouamrane avait dû jurer ses grands dieux au premier ministre Mustapha Ben Allim qu'il n'y était pour rien. Ce qui avait valu à certains « suspects » libyens d'être arrêtés et emprisonnés !

Chaque représentant du F.L.N. dans une capitale avait désormais l'ordre de récupérer le plus d'armes possible. Ainsi le docteur Lamine avait obtenu de Nasser un lot de F.M. Bren, ainsi que des fusils 303 anglais. Sa plus belle réussite fut un lot yougoslave de

25 000 armes dont 1 000 F.M. MG-34 et MG-42 qui parvinrent ainsi à l'armée des frontières à Tunis !

À New York M'hamed Yazid et Chanderli, les représentants « diplomatiques » du Front, ne laissaient également passer aucune occasion. Yazid, interviewé un jour de 1957 par une chaîne américaine de télévision, se vit poser la question suivante :

« Monsieur Yazid, on dit que le F.L.N. est communiste et que les pays de l'Est lui fournissent beaucoup d'armes, est-ce vrai ?

— Nous sommes loin d'être communistes, répondit Yazid, mais quand on fait la guerre il faut des armes. Nous préférons les armes occidentales. Si je trouvais quelqu'un qui puisse nous en procurer je ne vois pas pourquoi je les refuserais. »

On ne pouvait plus clairement faire un appel d'offres ! Et grâce à la télévision encore ! Rentré à l'hôtel, Yazid eut, dans la soirée et la nuit suivant l'émission, des propositions de trafiquants internationaux ! Le contact était pris et il envoya un émissaire secret à ces commerçants avisés. Il traita ainsi par personne interposée des stocks d'armes entreposés à Monrovia, Tanger et même Hong Kong ! Tous ports francs. Il reçut même des offres de mercenaires qu'il refusa. Ce n'était pas les hommes qui manquaient aux maquis mais les armes... et l'argent !

Dès que les collectes de fonds, en particulier en France où les travailleurs algériens avaient un revenu régulier, avaient permis de faire des achats massifs, Ouamrane avait lancé ses représentants en Allemagne, en particulier Nouasri Abdelkader dit Yaïci, sur la piste des trafiquants internationaux. Méfiants au début, ceux-ci accueillaient maintenant à bras ouverts ces clients de plus en plus riches qui commandaient des lots de 3 000 mausers, de 500 000 cartouches et autres babioles ! La Suisse et l'Allemagne devinrent des lieux d'achat privilégiés. Les contacts avec les trafiquants allemands se firent assez facilement grâce aux anciennes relations d'Algériens ayant combattu pendant la seconde guerre mondiale dans les rangs de la Wehrmacht et même des S.S. On a vu que Mohammedi Saïd, chef de la wilaya 3, était de ceux-là. Il n'était pas le seul. Et Ouamrane, qui lui aussi avait fait la guerre mais dans les rangs alliés, ne négligea pas ces « précieuses relations ». Elles permirent à ses agents de prendre contact avec deux trafiquants notoires : le docteur Krüger, avocat et importateur à Hambourg, et Ernst Springer. Le premier avait installé le siège de sa société, à Brock Schnars, au 2, Brandstwiete où se trouvait également son cabinet. Krüger, pendant la guerre, s'était occupé d'« affaires juives » et sa haine du « peuple élu » le liait aux nationalistes arabes quelle que soit leur nationalité. Quant à Springer, ancien S.S., c'est lui qui avait formé les légionnaires arabes entre 1940 et 1945 ! Il avait ainsi tous les contacts nécessaires avec d'anciens S.S. arabes, qu'ils soient algériens ou égyptiens[56]En outre l'accueil fait par Nasser aux nazis en fuite n'était un secret pour personne ! Krüger et Springer servirent de premiers intermédiaires entre le F.L.N. et certains représentants de fabriques d'armes internationales.

Arrivés à ce point de notre récit il est nécessaire de pénétrer dans le labyrinthe des tractations qui président à tout achat d'armes. Ces opérations, mystérieuses pour un simple citoyen, expliquent la présence de ces intermédiaires et le prix exorbitant de leurs services.

Les fabricants de matériel de guerre ne font pas d'opérations illégales. Quand on représente 10 milliards d'investissement on ne risque pas son affaire pour 500 000 ou

1 million de dollars de bénéfice ! En outre, ces entreprises d'importance mondiale vendent des armes comme d'autres vendent des automobiles ou des réfrigérateurs. Souvent même elles vendent les deux comme la maison Brandt en France que le public connaît pour la qualité de ses appareils ménagers mais que de nombreux acheteurs du Moyen-Orient, d'Afrique ou d'Amérique du Sud apprécient pour la précision de ses mortiers ! Pour vendre son matériel de guerre une fabrique d'armement doit fournir de très nombreux renseignements et obtenir des autorisations officielles. Par exemple en France avant de vendre des mortiers à l'Arabie Saoudite le fabricant doit en demander l'autorisation à la C.I.M.G. (Commission interministérielle des matériels de guerre) qui n'accorde son visa d'exportation qu'à condition que la livraison ne nuise pas aux intérêts politiques du moment. Il faut en outre que le fabricant produire un « end user certificate » fourni par l'acheteur. Ce certificat contient la définition technique du matériel, assure qu'il est destiné aux forces armées du pays signataire qui s'engage à ce que ces armes ne soient pas réexportées.

Une fois l'autorisation gouvernementale acquise, on passe aux affaires de gros sous. Les « marchands de canons » ne sont pas hommes à se laisser rouler pas plus que les pays « demandeurs » et les précautions qu'ils prennent sont extraordinaires : l'acheteur ouvre dans une banque un accréditif en faveur du fournisseur. La banque ne débloquera la somme — toujours colossale — que contre la remise des documents suivants : factures détaillées, certificats de garantie du constructeur, certificat de réception des techniciens du client, copie des polices d'assurance, connaissement (feuille de route du bateau ou de l'avion transporteur), « end user certificate », certificat de prise en charge du transitaire ou du transporteur qui la prend sous sa responsabilité ! Le tout devant être remis à la banque, selon les cas, dans les vingt et un, trente ou soixante jours suivant le dépôt de la somme qui, hors délai, se trouve automatiquement bloquée.

Il ne reste qu'une solution aux acheteurs qui ne peuvent, pour une raison ou pour une autre, remplir toutes ces conditions : passer par les trafiquants.

Les gens qui vont travailler avec le F.L.N. ne sont en définitive que des courtiers, plus ou moins clandestins selon les cas, qui servent d'intermédiaires entre l'agent vendeur d'un stock et l'acheteur démuni d'autorisation. L'agent lui-même ne peut se compromettre. Il est titulaire d'une licence de commerce d'armes délivrée par les autorités du pays où il réside. Cette licence peut lui être retirée s'il ne produit pas à chaque transaction le fameux « end user certificate ». Le travail du trafiquant est donc de se procurer un certificat bidon et de trouver des agents voulant bien ne pas trop insister sur la destination réelle des chargements.

Dans les années 1957-1960 les courtiers « achetaient » des « end user certificates » de complaisance que certains personnages politiques de petits États — en général le ministre de la Guerre ou de l'Intérieur — leur vendaient pour 20 000 dollars (10 millions d'anciens francs). Le F.L.N. pouvait aussi se les procurer auprès de pays qui pour des raisons politiques appuyaient la rébellion : la Yougoslavie, l'Égypte, l'Irak et certains autres pays arabes. Le Pakistan, qui avait besoin d'argent, acceptait d'en délivrer au F.L.N. en échange d'une commission de 7 p. 100 du total de la facture !

Une fois ces difficultés aplanies le trafiquant intervient à nouveau pour le paiement. L'acheteur dépose dans une banque une somme en dollars libres, débloquée en échange d'une simple prise en charge du transitaire. Bien souvent, cette opération présentant

encore trop de risques, le paiement se fait de la main à la main : C.I.F. : marchandise livrée au port de débarquement ; F.O.B. : marchandise livrée à bord. La seconde manière étant la plus appréciée des trafiquants qui ainsi ne prennent aucun risque d'arraisonnement en haute mer.

Les bénéfices des trafiquants oscillent entre 40 et 55 p. 100 ! Et cela sur des marchés portant sur des centaines de millions ! Une mitraillette F.V. Mark 4 Favor de fabrication suisse sous licence espagnole achetée 45 dollars est revendue 75 à 80 dollars. En outre sur le marché international les munitions sont considérées comme réformées au-delà de quinze ans. Le mille de cartouches de 7,62 (calibre du fusil Nato) est soldé à 45 dollars si le stock a dix ans d'âge. Il est revendu au prix du neuf 75 dollars, majoré de 40 p. 100 ! Quand la commande porté sur 800 000 cartouches comme celles que passa personnellement Ouamrane début 1958, on voit que pour les trafiquants le jeu valait la chandelle !

Pourtant dès que le marché se développa en 1956-1957 ceux-ci virent leurs risques croître dans des proportions considérables. Le S.D.E.C.E. entrait en jeu. Jean-Paul Lamy et le colonel Mercier, le civil et le militaire, avaient décidé de passer à l'action !

C'est Otto Schluter qui entra le premier dans le collimateur des agents du S.D.E.C.E. Il ne s'agissait pas là d'un quelconque aventurier né au bord de la Baltique et émigré au Maroc espagnol, mais bien d'un industriel honorablement connu sur la place de Hambourg. Dans la famille Schluter on fabriquait et vendait des armes de père en fils depuis trois générations. Otto Schluter avait un magasin d'exposition et ses bureaux 43, Osterbeckstrasse à Hambourg, et était possesseur d'une licence de fabrication et vente d'armes parfaitement en règle délivrée par les autorités de l'ancien port hanséatique. Il ne travaillait qu'avec des acheteurs tout à fait honorables traitant pour Tripoli ou Tunis. Ce que ces pays faisaient ensuite des armes de « sport » que le commerçant leur livrait, il n'avait pas à le savoir !

Les hommes de Jean-Paul Lamy n'étaient pas du même avis, d'autant que les carabines de « sport » étaient d'anciens mausers à qui il suffisait d'ajouter viseur et porte-baïonnette pour qu'elles redeviennent de bons vieux fusils de guerre que le roi Idriss de Libye, dont la famille était d'origine algérienne, s'empressait de remettre aux services d'Ouamrane à titre d'aide à la guerre de libération. La Tunisie, elle, recevait des pistolets de 9 mm destinés à sa gendarmerie, et des F.M. neufs importés des pays Scandinaves avec toutes les autorisations nécessaires. Légalement... rien à dire. Lamy étudia attentivement le dossier concernant Schluter. On ne pouvait lui reprocher la moindre infraction. Impossible d'intervenir officiellement auprès du gouvernement de Bonn. Le S.R. du bureau 7 décida donc de passer directement à l'action. Le 15 septembre 1956 un inconnu aborda Schluter dans la rue.

« Monsieur Otto Schluter ?

— Oui, qu'est-ce que c'est ?

— Je veux vous parler.

— Venez chez moi.

— Non, ici. Ce sera rapide. Écoutez-moi bien. Les affaires que vous traitez avec certains pays comme la Libye ou la Tunisie nous gênent considérablement...

— « Nous » ?

— Disons la France dans la guerre qu'elle mène contre l'Algérie. Mais nous comprenons que vous devez faire vos affaires alors je vous propose le marché suivant : poursuivez vos livraisons mais fournissez-nous tous les renseignements les concernant. Ce sera à nous de jouer ensuite. Vous n'y perdrez rien.

— Et après deux ou trois accidents vous ne croyez pas que mes acheteurs auront la puce à l'oreille ?

— Non. Et puis c'est à prendre ou à laisser. Vous avez huit jours pour réfléchir.

— Et autrement ?

— Eh bien, vous verrez ! »

Huit jours plus tard Schluter était à nouveau abordé dans une rue de Hambourg.

« Votre réponse, monsieur Schluter ?

— Je ne vous connais pas. Je ne vous dois rien, vous ne me devez rien. Un point c'est tout. »

Le 26 septembre 1956, une bombe posée dans les bureaux du commerçant allemand explosait, tuant un exportateur, M. Lorenjen, avec qui il était en affaires. La mère de Schluter était blessée. Lui s'en sortait sans une égratignure. Obstiné, il n'en poursuivit pas moins ses livraisons d'armes. Quelques semaines plus tard une seconde bombe explosait dans sa maison de campagne sans faire de victimes. Les autorités allemandes se penchèrent alors sur cet homme, objet de tant de « sollicitude ». On éplucha sa comptabilité, ses. papiers d'exportation. Tout était conforme à la loi. Otto Schluter vendait des armes, certes, mais cela n'était pas interdit !

Jean-Paul Lamy lui laissa un répit de quelques mois. Otto Schluter semblait ménager la chèvre et le chou. Tout espoir de le « retourner » et de l'amener à collaborer avec les services français n'était peut-être pas perdu. Mais au printemps il reprit ses livraisons massives. Il fallait l'éliminer. Un groupe action de trois hommes, agents de bureau 7 du boulevard Mortier, plaça dans la nuit du 2 au 3 juin 1957 une bombe puissante sous la Mercedes du fournisseur d'armes garée devant son domicile 10, Loogestieg à Hambourg-Eppendorf. Le 3 juin au matin, l'agent chargé de contrôler l'exécution de la mission vit Schluter sortir de sa maison. Il donnait le bras à sa mère, une dame vénérable à cheveux blancs. L'entourant de prévenances, Schluter la conduisit jusqu'à la place du passager, puis, faisant le tour de la Mercedes, il s'installa au volant. L'agent de Lamy pensa, en voyant cet homme chauve, strictement vêtu de gris foncé, que la guerre d'Algérie avait parfois de curieuses conséquences. La présence de la vieille dame n'était pas prévue... que faire ? Il était exclu de prévenir Schluter qu'une bombe était placée sous sa voiture ! L'agent du S.D.E.C.E. vit la Mercedes noire s'éloigner, prendre de la vitesse. La bombe était réglée avec un système fondé sur la force centrifuge et n'éclaterait que lorsque la voiture roulerait à cinquante kilomètres-heure. La Loogestieg était déserte. Schluter passa sa seconde, accéléra. Dès qu'il entendit l'explosion l'agent français démarra en sens inverse et quitta la rue. Mission accomplie.

Pas tout à fait pourtant. Dans la voiture soufflée par l'explosion la mère de Schluter avait été tuée sur le coup, mais le commerçant n'était que blessé. Une fois encore, Otto Schluter avait échappé à la mort. Lamy essaiera un dernier attentat en octobre 1958. Un tireur d'élite visera le pneu arrière de la Mercedes conduite par Schluter sur l'autoroute Hambourg-Lübeck. Le véhicule, déséquilibré, tombera à plus de cent à l'heure en

contrebas de la route. Et les témoins, stupéfaits, verront un homme chauve, hébété, sortir de l'amas de tôles froissées. Indemne ! Jean-Paul Lamy et le Service action du S.D.E.C.E. renoncèrent à liquider un homme protégé par une pareille « baraka ». D'autant que Schluter, qui avait peut-être réfléchi, diminua considérablement ses livraisons à destination de l'Afrique du Nord. Il vit toujours et on l'a vu, claudiquant, au mois de janvier 1970, sur un aéroport espagnol. Il procédait à la livraison de dix-huit canons à un pays arabe du Moyen-Orient. Pour lui les affaires sont toujours bonnes et les plus légales du. monde. Il fait d'ailleurs un procès à tous ceux qui pourraient en douter. Il en a gagné près de soixante-cinq. Et son cas reste célèbre au bureau 29[57] du boulevard Mortier, où l'on adore l'humour noir !

Inutile de préciser que les autorités allemandes voyaient d'un mauvais œil les attentats se succéder et les bombes exploser sur son territoire. D'autant que les journaux à sensation vendaient du papier à tour de bras en racontant les exploits fantastiques de cette organisation secrète française : la Main-Rouge.

Le nom venait d'un mouvement contre-terroriste européen créé au Maroc. On le disait puissant en Algérie et prêt à lutter dans toute l'Europe contre les mouvements nationalistes du Maghreb. En réalité la Main-Rouge fut une invention de journaliste. Certes il y avait des contre-terroristes au Maroc, tout comme en Algérie — on a vu comment la première bombe qui explosa à Alger fut posée par des Européens[58] — mais ces groupes de terroristes extrémistes n'ont jamais obéi à une autorité centrale. Les Services action du S.D.E.C.E. n'allaient pas laisser passer une si belle occasion. En Allemagne, en Suisse, en Italie, la Main-Rouge, ce serait eux ! Cette paternité fut d'autant plus facile à endosser que le chef du service de lutte contre les Algériens F.L.N., le colonel Marcel Mercier, était la cible favorite des journalistes depuis que, le 23 mars 1957, le procureur de la Confédération suisse, René Dubois, s'était suicidé. Il avait été accusé d'avoir remis des informations concernant le F.L.N. au colonel Mercier. La mort du procureur refermait le dossier mais il est certain que le gouvernement suisse, s'il accordait l'asile aux chefs F.L.N., les surveillait étroitement. Lorsque Yacef Saadi fut arrêté une première fois, en 1956, par la police française, il reconnut dans son dossier un certain nombre de photos. Ces clichés avaient été pris par la police helvétique lors d'un contrôle d'identité suivi d'expulsion. C'était la preuve que les services suisses et français avaient les « meilleures relations du monde » ; relations qui se gâteront pourtant lorsque M. Knech, patron de la police, à Genève, jugera trop nombreuses et inopportunes les missions des agents français sur le territoire helvétique.

Le colonel Mercier, « grillé » en Suisse, porta son attention sur l'Allemagne. Pour plus de discrétion il installa son P.C. à Bruxelles, à équidistance de Paris et de Francfort. Un curieux personnage, ce colonel Mercier ! Il avait décidé d'employer, outre les agents du S.D.E.C.E., quelques nostalgiques de la Cagoule, quelques poujadistes du type de ceux qui grenouillaient à Alger autour d'Ortiz et du restaurateur Goutallier et, en cas de pépin, de « faire porter le chapeau » à ces ahuris. Ce qui se produira lorsque l'ex-député poujadiste Berthomier, contrôlé et fouillé à la frontière belge alors qu'il transportait du plastic dans le coffre de sa voiture, sera, arrêté. Mercier avait ainsi monté un véritable « bureau de coordination du crime », mais ses relations avec la Piscine se dégradaient. En effet, le colonel Mercier voulait s'occuper de tout, « contrôler » les missions,

« bricoler » lui-même, bref travailler « à la française ». Et il devenait célèbre ! Ce qui est la pire tare pour un agent secret...

La « notoriété » du colonel Mercier allait faciliter le travail de Jean-Paul Lamy qui se servit de ce « paravent » pour une action de pénétration autrement efficace si elle n'était pas aussi spectaculaire ! En effet, le numéro d'épouvante du colonel Mercier et surtout de cette mystérieuse Main-Rouge dont les journalistes allemands et suisses faisaient leurs choux gras, était une merveilleuse couverture. Pour le S.R. il importait avant tout que l'on n'imagine pas dans le public — et même dans les milieux politiques — que les services français puissent se livrer à ce genre d'action brutale. Désormais la Main-Rouge endosserait toute la responsabilité des attentats.

Jean-Paul Lamy, qui connaissait les trafics d'armes de Tanger et savait l'importance du petit port de Melilla non loin de la frontière algéro-marocaine, devenu en 1957 un véritable port de transit, avait tiré deux coups de semonce à l'intention de Puchert en coulant deux de ses vedettes. Les deux attentats au Maroc, joints à ceux d'Allemagne et à quelques menaces bien formulées, avaient suffi à créer dans ce petit monde des trafiquants d'armes où tout se sait et où les protagonistes ne sont pas plus de deux cents, un climat de terreur. Jean-Paul Lamy dira plus tard : « Il fallait que les trafiquants'd'armes jugent eux-mêmes que le travail avec le F.L.N. était trop dangereux. Et s'ils ne le comprenaient pas il fallait frapper fort. Notre rôle n'était ni de juger ni de punir, nous n'étions pas des magistrats. Notre rayon ? La terreur. C'est la meilleure force de dissuasion que je connaisse. »

Mais dans la plupart des cas, le S.R. n'avait pas à intervenir contre les fournisseurs d'armes, qui se montraient très coopératifs. C'est la raison pour laquelle Jean-Paul Lamy voulait traiter lui-même certaines affaires. Travaillant depuis près de vingt ans sur le marché des armes, il connaissait la plupart des « gros bonnets ». À ceux-là « amicalement », il proposait « la botte » : « Fournissez la commande, encaissez l'argent et nous, Services spéciaux, nous arraisonnerons le bateau. » Le nombre des intermédiaires était tel que les principaux fournisseurs ne risquaient rien. En revanche ces hommes n'acceptaient de travailler qu'avec Lamy qu'ils connaissaient de longue date. Et puis « un service en vaut un autre, n'est-ce pas cher ami ? »

Mais tout n'était pas aussi simple. Parfois apparaissait un « coriace » comme Schluter qui se réfugiait derrière la parfaite légalité de son commerce, ou un « fidèle » au F.L.N., ou un « nouveau » qui risquait le tout pour le tout. Pour chacun une méthode différente. Lamy neutralisa ainsi un Allemand, Hans Paulmann, que le F.L.N. avait chargé de trouver une énorme quantité de bazookas. Le S.R. eut l'information par un de ses agents. Lamy entra alors en scène, non pour éliminer Paulmann mais au contraire pour lui simplifier la tâche ! Jusqu'à un certain point... Le bazooka était une arme moderne surtout fabriquée par les pays Scandinaves. Paulmann ne pouvait s'adresser directement à la maison mère, qui ne lui en aurait pas fourni. Lamy lui envoya donc un « fournisseur » qui s'engageait à lui procurer trois avions de bazookas. La commission était modérée. Paulmann accepta, sachant très bien le bénéfice colossal qu'il allait faire sur cette affaire. La maison Scandinave vendait le bazooka 300 dollars, ce qui était modeste pour une arme aussi offensive. Mais dans le marché de l'armement la technique était de « perdre » sur le tube et de gagner sur la cartouche ! Un mortier de 120 valait 5 000 dollars mais un coup de 120 valait 60 dollars, revendu 80 au F.L.N. Une seule roquette de bazooka valait

30 dollars, soit le dixième de l'appareil ! Paulmann revendait le tout au double du prix usine majoré du transport. Grâce à l'aide occulte de Lamy, la fabrique de Stockholm fournit les bazookas et les roquettes qui lui furent payés « cash » en bonnes devises provenant des caisses d'Ouamrane. Paulmann prévoyant un bénéfice colossal avança le prix du transport Stockholm-Rabat, soit 60 000 dollars : 30 millions !

Lamy, prêt à intervenir, suivait ses avions à la trace. À Rome, ils disparurent. C'était la catastrophe. À la Piscine on était au bord de l'attaque ! Heureusement les radars les repérèrent à nouveau en Méditerranée. Il ne fallait plus hésiter. L'armée de l'air entra en action et obligea les trois pilotes à se détourner de leur route et à atterrir à la Sénia, à Oran, où la cargaison fut confisquée. Le S.D.E.C.E. avait couru un gros risque mais pour Lamy c'était l'opération « payante » par excellence : les Suédois grâce à lui avaient fait une bonne affaire ; le F.L.N. voyait s'envoler plusieurs centaines de millions ; Hans Paulmann avait perdu personnellement 30 millions et surtout tout son crédit auprès des Algériens, et les bazookas devenaient propriété française ! Les Marocains ne pouvaient les réclamer officiellement : un traité franco-marocain interdisait à Mohammed V d'acheter, pendant les premières années de l'indépendance, des armes à un autre pays que la France ! Le S.D.E.C.E. gagnait sur tous les tableaux !

Les opérations de ce genre se multiplièrent de 1957 à 1960 d'autant que Jean-Paul Lamy, pour éviter d'employer trop d'intermédiaires qui risqueraient de lui « claquer dans les mains », monta en Suisse et à Madrid deux maisons d'armement dont le véritable propriétaire était le S.D.E.C.E. ! Les armes vendues aux pays dont les intérêts n'étaient pas contraires à ceux de la France étaient de bonne qualité. Quant à celles que ces sociétés procurèrent à des fournisseurs du F.L.N. ou elles étaient arraisonnées en haute mer par la marine nationale ou elles arrivaient à bon port mais sabotées : cartouches pourries, ressorts détrempés, mitraillettes avec des pièces abîmées.

La « succursale » de Madrid, créée, à l'origine, en 1957, avec les capitaux des Services secrets français, a « repris sa liberté » et est devenue aujourd'hui l'une des principales firmes d'armement d'Europe. Ses affaires avec le Biafra, puis le Moyen-Orient furent, ces derniers mois, très fructueuses !

Les méthodes radicales et expéditives employées par les Services secrets français auraient dû mettre fin rapidement au trafic avec le F.L.N. C'était compter sans l'appât du gain. Plus le F.L.N. disposait d'argent, plus les trafiquants trouvaient des moyens subtils pour déjouer les interventions françaises. Georges Puchert, le trafiquant allemand de Tanger, était de ces irréductibles.

Son arrivée à Francfort avait été surveillée par les agents français résidant en Allemagne. Dans un premier temps, il s'adressa à des intermédiaires de son genre qui pouvaient trouver des armés en Espagne. La péninsule Ibérique, avide de devises, était riche en mortiers de 60 et 81, en mitraillettes 9 mm Favor, en Vigneron, mitrailleuse belge fabriquée en Espagne, et en excellentes grenades en plastique, très bon marché, qu'un ressort fragmenté P.O. suffisait à rendre offensives. Mais la commande de Boussouf était si importante que Puchert dut passer à un stade « industriel ». Il s'agissait de trouver 2 millions de cartouches 7,22, 2 000 P.M. avec 3 millions de cartouches, 2 000 P.A. et 2 millions de cartouches 9 mm, sans compter 200 tonnes d'explosif militaire : plastic ou T.N.T. ! Une facture qui dépasserait le milliard et demi. Puchert, qui tenait l'affaire de sa vie, avait bien l'intention de la réaliser. Elle lui laissait 500 millions

de bénéfice net !

Il ne faut pas oublier ce chiffre de bénéfice net lorsqu'on reconstitue l'activité fébrile déployée par le trafiquant de Tanger pendant les quinze mois qu'il va passer en Allemagne. Il s'aboucha tout d'abord avec le représentant à Bonn des industries d'armement belges, Hans Seidenschnur, qui pour être sûr de bien tenir un pareil client lui jeta dans les bras la femme dont il était séparé : Else. Le malheureux fut roulé puisque Else tomba amoureuse du Tangérois et que l'affaire lui passa sous le nez. Seul Lamy se réjouit de ne pas s'être pressé. Il avait en effet envisagé de faire travailler la jeune femme pour le S.D.E.C.E. ! Ensuite Puchert, qui ignora toujours à quoi il avait échappé, se mit en relation avec Schluter, qu'il trouva très circonspect. En revanche il rencontra en Tchécoslovaquie un accueil plus aimable. Il est temps de dire un mot de cette providence des marchands d'armes du monde entier : Omnipol. Cette société d'armement tchèque vend à n'importe qui paye en devises. Et selon les plus belles méthodes de romans noirs : « Cash » en liquide au pied de la passerelle de l'avion chargé ! La grande spécialité d'Omnipol était — et est encore aujourd'hui — la carabine Mauser 7,92 modèle K. 98 Cette arme allemande était, en 1957-1958, la plus prisée des révolutionnaires du monde entier : robuste, maniable, d'une bonne précision et surtout facile à approvisionner. Le calibre 7,92 se trouvait sur toutes les places du inonde. Les Tchèques avaient des stocks considérables provenant de la débâcle allemande de 1945 mais devant une telle demande, à des prix si intéressants, la société d'État Omnipol, société socialiste installée au-delà du rideau de fer, se mit à fabriquer des mausers « d'occasion » sur lesquels elle gravait le svastika « garant » de la bonne qualité du fusil ! L'anecdote de la fabrique communiste qui grave sur ses fusils la croix gammée pour donner confiance à ses acheteurs est très significative de l'état d'esprit qui règne dans les milieux des marchands d'armes : ni morale ni idéologie ne pèsent devant le *fric-roi*. Le K. 98 à 15 dollars pièce était une marchandise-de rêve dont profita Puchert, qui écuma les stocks tchèques et bulgares. Et là, le S.D.E.C.E. était impuissant. Il ne pouvait connaître l'itinéraire emprunté par ces chargements socialistes !

Pour avoir plus de renseignements sur les activités de Puchert, Jean-Paul Lamy, fidèle à sa méthode, lui envoya des fournisseurs venant de Suisse et du Danemark qu'il « tenait » d'une façon ou d'une autre. Il fournit ainsi à Puchert quelques chargements sabotés et lui fit manquer au dernier moment des affaires pour lesquelles il avait déjà déposé un accréditif de 45 000 dollars ! C'étaient ses espiègleries ! Mais dans l'ensemble le trafiquant remplissait son contrat vis-à-vis de Boussouf. Il avait déjà fourni près de la moitié de la commande lorsque Jean-Paul Lamy décida d'entrer « sérieusement » en action. Les « bagatelles de la porte » étaient terminées. Le vrai spectacle allait commencer !

Puchert éprouvait d'immenses difficultés à s'approvisionner en explosifs. Le plastic est une « denrée » rare et chère. Elle ne se stocke pas. On la fabrique sur commande. En outre aucun assureur ne veut prendre une telle cargaison sous contrat, le transport est très difficile et va jusqu'à en quadrupler le prix de revient. Enfin les banques ne veulent pas participer à de telles transactions. Le trafiquant doit payer en dollars « cash ». Devant tant de difficultés Puchert décida de traiter avec un « collègue » suisse, Marcel Léopold, qui n'était pas un gros trafiquant mais s'était spécialisé dans la fourniture d'explosifs. Ses principaux fournisseurs étaient en Allemagne et en Autriche : Dinamit A.G. et en

Suisse : Doetikon. Là, Jean-Paul Lamy fut pris de vitesse et, bravant la police genevoise, dut faire éliminer le trafiquant suisse.

Le 19 septembre 1958, dans un grand hôtel de Genève, Marcel Léopold s'affaissait dans l'escalier qui menait à sa chambre. Crise cardiaque. Pourtant, à l'autopsie, on s'aperçut que l'homme avait été frappé dans le cou par une fléchette minuscule imbibée de curare. En outre, un employé de l'hôtel apportait aux enquêteurs un engin étrange ressemblant à une pompe à vélo trouvée dans le couloir de l'étage. Les services suisses qui connaissaient les activités de Marcel Léopold conclurent à un assassinat qui, une fois encore, fut attribué à la Main-Rouge. La « pompe à vélo » était une sarbacane mise au point par le Service action de la Piscine. C'était un petit chef-d'œuvre de bricolage. Elle se composait d'un tube hermétique dans lequel une balle de 7,65 percutait un piston qui expulsait violemment la petite fléchette empoisonnée. Un ingénieux système d'expansion des gaz rendait l'engin parfaitement silencieux. L'appareil n'avait qu'un inconvénient : il ne se rechargeait pas. Il fallait entièrement le démonter. La police suisse, pour qui le règlement de comptes entre trafiquants et Main-Rouge ne faisait pas de doute, se demanda pourquoi Léopold n'avait pas été tout bonnement exécuté « au silencieux ». C'était ne pas compter avec la psychose de terreur sur laquelle s'appuyait l'action menée par Jean-Paul Lamy.

Elle n'eut pourtant aucun effet sur Puchert, fasciné par l'énorme somme qui se trouvait à portée de sa main. Il était prêt à tout, même à risquer sa vie pour la gagner.

Lamy fit une dernière tentative auprès du trafiquant. Avant de le tuer il essaya de le retourner. Au point où il en était, il décida de « griller » son agent à Tanger. Il fit revenir Pedro. C'est lui qui proposerait le marché à Puchert : ou l'Allemand acceptait de collaborer et gardait le secret ou il signait son propre arrêt de mort.

En février 1959 Pedro aborda Puchert à la gare de Francfort.

« Mais qu'est-ce que vous faites ici, Pedro ? demanda l'Allemand, surpris mais cordial.

— Je suis venu vous prévenir. Je remplis une mission. Je vous fais une proposition de la part des services français. Nous connaissons votre trafic. Comme vous pouvez le constater, je vous surveille depuis longtemps à Tanger, mais maintenant vous allez trop loin. Il faut vous arrêter. Ou vous marchez avec nous, ou vous pour riez disparaître. »

Puchert avait un sang-froid extraordinaire. Il ne broncha pas à la révélation de Pedro. Mais il ne dit ni ou ; ni non. L'agent français le revit trois fois. Une fois au cinéma, deux fois dans la rue. Puchert essaya de tergiverser, puis de voir s'il ne serait pas possible de tirer beaucoup d'argent de cette « nouvelle orientation » de son activité. À la quatrième rencontre, il fut formel :

« On s'occupe chacun de nos affaires. Je n'ai pas de comptes à vous rendre. »

Pedro ignorait que l'Allemand, lors de ses contacts avec Boumaza, représentant de Boussouf, avait demandé au F.L.N. des garanties pour lui et les siens. Le Front lui avait promis que, dès l'indépendance de l'Algérie, il aurait un rôle prépondérant dans le commerce maritime de la jeune république. En outre, le F.L.N. s'engageait à protéger sa famille, et en particulier sa fille, s'il lui arrivait malheur. Promesse qui sera tenue. Puchert ne pouvait pas laisser passer cette chance ; non seulement avoir beaucoup d'argent, mais obtenir une situation d'envergure dans le Maghreb indépendant. Belle revanche pour l'apatride de la mer Baltique ! Non, vraiment il ne pouvait pas céder.

Même devant Pedro, qui n'avait rien d'un « comique ». Il avait peur mais l'appât du gain et de la situation était plus fort. L'affaire était trop belle. Echappant à toute logique, Puchert choisit la mort avec son fric comme un martyr avec sa foi !

Jean-Paul Lamy se déplaça lui-même à Francfort. Une équipe était déjà sur place. Elle avait tout. Les adresses, la liste des déplacements, les photos de Puchert et de son entourage. Jusqu'aux clefs de sa Mercedes 190 beige n° 140 Z 3274. Lamy décida de renouveler l'opération qui avait échoué contre Schluter. Cette fois elle devait réussir tout en présentant le moins de risques possible. En effet devant le développement de la lutte impitoyable que se livraient trafiquants et services français, le gouvernement allemand, qui avait vu un cargo d'armes, *l'Atlas*, exploser dans le port de Hambourg, avait vigoureusement protesté auprès de la France. L'équipe de Lamy ne devait à aucun prix être identifiée sous peine de provoquer des catastrophes diplomatiques entre les deux pays.

Le 2 mars 1959, à 22 heures, un agent du S.D.E.C.E entrait dans la Mercedes garée devant le n° 3 de la Lidenstrasse. Un autre fixait sous la voiture une bombe, beaucoup plus petite que celle employée contre Schluter, mais remplie de billes d'acier. À cent mètres de là, trois agents « occasionnels » dont on ne pouvait prouver les rapports avec les services français veillaient, prêts à déclencher une bagarre qui ferait diversion en cas d'une ronde de police inopportune. Ils risqueraient au maximum quinze jours de prison. Il fallut dix minutes pour fixer la bombe par des aimants et la relier au système de déclenchement basé sur la force centrifuge.

Le lendemain 3 mars 1959, à 10 heures du matin, Georges Puchert mourait à son volant, le corps criblé de billes d'acier. L'avant de la Mercedes était en miettes, l'arrière presque intact. Le soir même, Jean-Paul Lamy, « industriel » visitant la Foire de Francfort, reprenait l'avion pour Paris.

Le F.L.N. venait de perdre son plus gros fournisseur d'armes en dehors des pays amis. Pour le bureau n° 7 du boulevard Mortier, l'affaire Puchert était classée. Elle avait duré deux ans.

L'aspirant Thieffry leva le bras et arrêta sa section.. Il apercevait sur sa droite les ruines de la mechta Aïn-Belkassem. Il devait attendre le capitaine Allard qui arrivait avec la 2e section de la 12e compagnie. C'est lui qui commandait l'opération. Depuis quelques semaines le 23e régiment d'infanterie avait envoyé le 3e bataillon à Sakiet, un poste qui prenait de jour en jour une plus grande importance. De l'autre côté du barrage, à Sakiet-Sidi-Youssef, en territoire tunisien, les fells avaient installé un camp qui donnait pas mal de fil à retordre. Non seulement c'est de ce camp que partaient des caravanes d'armes qui franchissaient le barrage, mais en plus c'est de là que se faisaient « allumer » les T-6 de reconnaissance qui survolaient la frontière. Sans parler des mortiers qui tout tranquillement balançaient leurs « pélots » sur les postes français. Le barrage devenait le point chaud de la guerre d'Algérie. Ça faisait rager Thiefïry de ne pouvoir poursuivre les fellouzes qui se réfugiaient en territoire tunisien. À Sakiet c'était une véritable fourmilière. Dans la journée, on pouvait observer à la jumelle les passages de camions. Il y avait surtout une camionnette bleue des forces tunisiennes qui — il ne fallait pas être grand clerc pour s'en apercevoir — transportait armement et militaires

F.L.N. Mais depuis l’incident de septembre à Tébessa les ordres étaient stricts : pas d’engagement sur le territoire tunisien.

Au début de septembre, des gars de Tébessa accrochés par les rebelles avaient franchi le barrage et leur avaient flanqué une raclée sur le territoire tunisien. C’était permis. Le droit international appelle cela le « droit de poursuite ». Mais les réactions avaient été telles que Bourguiba avait menacé d’opposer ses forces aux Français. C’était, paraît-il, de la légitime défense ! Pour le président tunisien il n’y avait que des réfugiés à Sakiet et tout au long de la frontière... Il n’y avait eu aucun engagement entre forces françaises et tunisiennes. On avait simplement développé le barrage, renforcé les postes de surveillance et multiplié les embuscades.

Le barrage — on l’appelait la ligne Morice dans les journaux mais pour les soldats du coin il restait le « barrage » — comptait maintenant six ou sept rangs de barbelés reliés par une forêt de piquets noirs plantés dans tous les sens sur ce sol rocailleux. Il était électrifié et — sur certaines sections — miné. Ça n’empêchait pas les fells de le franchir plus que jamais. Aïn-Belkassem semblait être un lieu de passage particulièrement prisé. Au cours de patrouilles, le 23e R.I. avait repéré de très nombreuses traces. Et ce 11 janvier 1958, le capitaine Allard avait décidé de monter une embuscade autour de la mechta abandonnée.

Deux sections, une cinquantaine d’hommes, avaient quitté Sakiet à 4 heures du matin. Ils marchaient depuis trois heures. La halte de l’aspirant Thiefïry était la bienvenue. Sans mettre sac à terre les hommes se réchauffaient en tapant du pied sur le sol gelé et en s'administrant bourrades et coups de poing.

« Mon capitaine, dit l’aspirant à Allard qui venait de le rejoindre, on y est. Aïn-Belkassem est là, à droite. Le barrage est devant nous à six cents, sept cents mètres. Dès que le jour se lèvera on va l’apercevoir.

— Placez les hommes en embuscade autour de la mechta et envoyez des éclaireurs repérer les abords.

— Bien, mon capitaine. On y va ! »

Par radio le capitaine Allard signala au poste de Sakiet qu’il était à pied d’œuvre. Il fallait attendre. Les deux sections se mirent en route. Il n’y avait que des appelés de la 56 et de la 57. Ils venaient de la métropole et jamais ils n’auraient pu imaginer un froid pareil en Algérie. Dans les godillots au cuir durci les orteils s’engourdissaient. Les treillis étaient raidis par la même gelée blanche qui couvrait la végétation. Les hommes avançaient par groupe de dix, en file indienne, silencieux. Pas une trace de vie dans ce djebel hostile et glacé. De la pierre, du maquis, un vent qui coupait le visage et ce bon Dieu de jour qui ne voulait pas se lever. Rien pour adoucir le paysage. L’aspirant Thieffry plaça ses hommes en embuscade.

« Vialanon, dit-il à un jeune caporal, prends Jacob et Réléa avec toi et va jeter un coup d’œil aux abords. Fais gaffe. »

Le caporal Vialanon — 56 1/B, recrutement Lyon — arma sa mitraillette d’un geste sec. La culasse de la MAT était si froide qu’il eut l'impression d’y laisser la peau des doigts.

« On se croirait chez nous, dit-il à Réléa, un deuxième classe de la région de Pau, le brouillard de Fourvière et le froid des Pyrénées. Qu’est-ce qu’on caille ! »

Ni l’un ni l’autre, pas plus que Jacob, n’entendent les fells bondir. Ils se retrouvent à

terre, garrottés, prisonniers, tandis qu'un feu violent s'abat sur les hommes du capitaine Allard. F.M., mitrailleuses, mortiers entrent dans la danse. Il y en a partout. En arc de cercle sur les hauteurs avoisinantes, en territoire français et en territoire tunisien. Les hommes de la 12e compagnie deviennent les chasseurs chassés. Les rôles sont renversés.

Allard fait très vite le point de la. situation. Elle est désespérée. En face ils sont environ trois cents avec un armement lourd. Le capitaine a cinquante hommes avec seulement quelques F.M. Il ordonne le repli. Mais un de ses chefs de groupe se trompe et, avec ses hommes, va donner droit dans les rangs ennemis. Le deuxième groupe reçoit un obus de mortier dès le début du repli. Il a des morts et des blessés. On ne peut les abandonner. Allard organise la défense. Il faut tenir jusqu'à l'arrivée des renforts et de l'aviation. Ce n'est qu'à 10 heures qu'une compagnie de renfort parvient à dégager les malheureux. Les fells se replient très rapidement en Tunisie. À 10 h 15 l'aviation peut enfin intervenir. Le brouillard s'est levé. Pas de discussion, on « straffe » sur la Tunisie. Les H.L.L[59] ont tous décroché.

« Regardez, mon capitaine. » L'aspirant Thieffry s'est levé et désigne au loin de l'autre côté du barrage une caravane de camions qui attend les hommes de l'embuscade ! Le capitaine Allard règle ses jumelles :

« Oui, je les vois. Encore une camionnette bleue de la garde nationale tunisienne. Et quatre camions. Il y a aussi une ambulance. »

Le bilan de l'embuscade est lourd. 15 tués, 1 blessé. Un F.M., 6 P.M., 8 fusils, 3 P.A. et 2 postes radio pris par les rebelles. Et aussi quatre prisonniers dont le caporal Vialanon et les « deuxième classe » Réléa et Jacob... Quant aux fells : « Pertes certaines mais non dénombrées, dira le rapport, les H.L.L. ayant eu la possibilité d'emmener en Tunisie leurs morts et leurs blessés. »

« Et on ne peut même pas les poursuivre ! dit un

lieutenant de la compagnie de renfort. Ce maudit barrage, c'est surtout nous qu'il gêne.

— Ça ne peut plus durer comme cela, répond Allard en rangeant ses jumelles. Non, on ne peut vraiment pas continuer comme cela. »

Le docteur Toumi observait avec attention le manège qui se déroulait à la porte du camp de Sakiet. Les*ajounoud* de l'A.L.N. entraient et sortaient sans ordre, des camions débâchés, remplis d'armes, passaient devant une sentinelle qui ne s'en souciait pas plus que des hommes. De l'autre côté de la rue le petit café maure tunisien ne désemplissait pas. Musique berbère, chants, cris. Dans ce brouhaha, un photographe ambulant trimbalant une invraisemblable caisse à trépied, ornée de clous dorés, de pièces de bronze et de vieux clichés racornis, « tirait le portrait » de soldats en treillis flambant neuf. Deux Citroën impeccables s'arrêtèrent près du photographe. Six hommes en descendirent.

« Dis donc, le photographe, prends-nous devant nos voitures... »

Le photographe, obséquieux, s'affaira pendant que les *djounoud* s'adossaient complaisamment aux carrosseries étincelantes.

« Dépêche-toi de nous donner les photos. On part demain. »

Le docteur Toumi, qui, lui aussi, quittait la Tunisie pour gagner la wilaya 2, se demanda si un jour une autorité centrale se déciderait à mettre un peu d'ordre dans tous

ces camps de transit et d’approvisionnement.

« Tu en fais une tête ! » C’était Sebti, un chef de secteur de la zone de Souk-Ahras, sorte de colosse, volontaire pour tous les coups durs dont Mohamed Toumi avait souvent soigné les multiples blessures.

« Et il y a de quoi. Je pars demain pour gagner mon poste à la 2. Je sais bien que je ne suis pas un militaire, que je ne suis que médecin, que je ne sais pas tenir un fusil... »

Sebti, surpris de cette colère subite, regardait son ami marteler ses phrases en les ponctuant de coups de poing au creux de la main.

« Et alors, tu es médecin, on en a aussi besoin.

— Je ne te parle pas de cela, mais de ce foutoir ! N’importe quel espion, n'importe quel indicateur voit les armes entrer, sortir, les convois se préparer, les caravanes prendre la direction de l’Algérie. Et ces abrutis qui se font photographier en disant : je pars demain. Pourquoi ne pas prévenir directement les Français du départ d’un convoi ? Pourquoi ne pas leur dire que Sakiet est le camp de la wilaya 2 ? Qu’il est essentiel à notre vie. Que sans lui Collo, El-Milia et toute cette zone qui tient devant les coups de boutoir des paras ne pourraient recevoir toute l’aide indispensable. »

Sebti avait l’air de découvrir un problème qui ne l’avait jamais effleuré,

« Ah oui, tu as peut-être raison. »

Le photographe portant son antique appareil sur l’épaule s’était approché des deux hommes.

« Une petite photo avant de partir au djebel ? » demanda-t-il avec un sourire engageant.

La solide poigne de Toumi agrippa les revers de sa veste. L’homme se mit à hurler. Sourd à ses protestations le docteur le traîna devant Chérif, le commandant du camp de Sakiet.

« Voilà un espion potentiel, s'exclama Toumi. Ce salopard photographie tout le monde : hommes, camions, matériel. Il sait tout de la vie du camp. Et nous ne savons rien de lui. C’est un peu fort, non ? »

Chérif, qui se sentait en faute, promit de veiller plus attentivement à la sécurité du camp de la wilaya 2. Le docteur Toumi n’était pas militaire mais il venait d’être nommé médecin chef de la wilaya et son influence était grande.

« Chérif, prévint Toumi, tout le monde, y compris ce salopard, sait que demain nous devons partir avec un chargement d'armes vers Collo. Je veux que tu envoies un commando nous ouvrir le passage. »

Le lendemain, à l’aube, le commando tombait sur une embuscade montée comme par hasard sur l’un des lieux de passage les plus sûrs de la région. Habitués au terrain les hommes du commando se replièrent immédiatement ne perdant qu’un homme. La caravane do la wilaya, lourdement chargée et constituée de *djounoud* étrangers à la région aurait été décimée ! Le docteur Toumi franchit le barrage quelques heures plus tard, bien décidé à demander au chef de la wilaya 2 d’abandonner Sakiet et de choisir un autre emplacement pour son camp de ravitaillement. Un emplacement plus discret. Sans café maure, sans photographe. Et sans mitrailleuses faisant des cartons sur les T-6 d’observation ! Toumi était cardiologue et non stratège mais il lui semblait que l’anarchie régnant à Sakiet devait immanquablement attirer l’attention sur le « magasin d’armement » de la wilaya constantinoise. Et ce n’était pas le moment.

« Monsieur le ministre, ce n’est pas possible de continuer comme ça. »

Bigeard, en tenue de combat, calfeutré dans une veste à capuchon, la casquette léopard à longue visière rabattue sur les yeux, avait étalé sur le sol une carte d’état-major de la région d’Aïn-Beïda. Accroupi près de lui, Robert Lacoste, l’imperméable fermé jusqu’au cou, suivait avec attention la démonstration du plus célèbre colonel de l’armée française. Ce 7 février, malgré un temps bouché, le ministre avait quitté Alger à l’aube avec Maisonneuve, le général Dulac et Gorlin, son attaché de presse. Robert Lacoste aimait ces tournées d’inspection. Elles lui permettaient moitié de « remonter le moral des troupes », moitié de s’informer lui-même. Il voyait des généraux, des colonels, des préfets et sous-préfets. « Ça m’en dit plus long que des tonnes de rapports », disait-il. Mais à l’aube de cette année 1958, ces tournées lui permettaient aussi de « prendre le pouls » de l’armée. Et il battait très vite ! La fièvre montait chez Salan. Lacoste sentait un vif courant de mécontentement contre ce que les militaires appelaient la « comédie tunisienne ». Il avait donc décidé une tournée d'inspection dans ce secteur de l’Est constantinois où quatre régiments de paras et un de spahis étaient engagés dans la lutte contre les fellaghas venant de Tunisie.

Le patron du 3e R.P.C. avait expliqué le but de sa mission : poursuivre les bandits, détruire le support politico-administratif qui fournissait des guides aux groupes en transit et conduisait les rebelles de mechta en mechta. Et puisqu’il tenait le ministre, Bigeard avait l'intention de lui dire ce qu’il pensait lui aussi de la « comédie tunisienne ».

« Ce n’est pas possible de continuer comme ça, monsieur le ministre. Il faut intervenir. On se fait allumer d’en face. Les fells sont équipés. Ils passent le barrage grâce à de nouvelles cisailles allemandes. Et si on les accroche, ils repartent de l’autre côté. Les Tunisiens les laissent faire. Bien mieux ils les encouragent. Voyez l'affaire de Sakiet au mois de janvier. Quinze de nos p’tits gars au tapis ! »

Du coup les biffins du 23e R.I. étaient devenus de la grande famille para ! Plus encore que par le briefing de Bigeard, Lacoste était impressionné par ce que lui disaient des appelés du 2e R.C.P., originaires de Dordogne. Dans ces tournées, mi-propagande, mi-information, le ministre résidant n’oubliait jamais son fief de la Dordogne, et ne manquait pas de visiter dans les unités où il passait « ses gars » du Périgord. Et le 8 février un petit para, la mine délurée sous son casque à filet de camouflage, au garde-à-vous, la mitraillette barrant la poitrine lui avait dit : « M’sieur le ministre, ici on fait ce qu’on peut. On se bat bien mais on en prend plein la gueule. Et ça vient des Tunisiens. »

S’adressant aux troupes et aux officiels Robert Lacoste leur avait alors affirmé : « Votre but, votre travail est de mettre un terme aux entreprises que favorise le gouvernement tunisien. »

Voilà qui était parlé. Lacoste comprenait l’exaspération des troupes. On se fait tuer et on nous dit de ne pas riposter. La politique internationale, l’opinion mondiale, l’O.N.U. ? Foutaises. On voit bien qu’ils ne sont pas sur la frontière. Et ce Bourguiba qui nie la présence de forces F.L.N. sur les confins algéro-tunisiens. « Donnez-moi l'autorisation, monsieur le ministre, avait dit Bigeard. Je me fais fort d’aller en commando en Tunisie et de ramener des fells en uniforme avec leurs insignes ! »

L’autorisation ! D’autres s’en sont passés ce 8 février 1958 ! Lorsqu’il descend d’hélicoptère pour prendre l'avion qui doit le conduire à Alger, le ministre résidant apprend la nouvelle : l’aviation a bombardé Sakiet-Sidi-Youssef en territoire tunisien.

C'est la tuile. Papon, préfet de Constantine, qui salue le ministre à son départ, comprend au quart de tour l'imbécillité militaire. Lacoste, malgré ce qu'il a ressenti au cours de cette visite, ne peut s'empêcher de dire : « Ils sont vraiment trop cons ! »

Car « ils » n'ont pas fait le détail. À 9 h 5, un avion M.D. de reconnaissance est mitraillé par les installations antiaériennes de Sakiet. Touché, il va se poser à Tébessa. Les autorités locales ripostent immédiatement. En plusieurs vagues 11 B-26, 6 *Corsair*, 8 *Mistral* rasent les « batteries tunisiennes ». Le malheur c'est qu'autour des batteries tunisiennes il y a le village civil, avec sa population tunisienne et ses réfugiés algériens auxquels, ce même 8 février, des délégués de la Croix-Rouge internationale apportent vivres et secours ! Les camionnettes de la Croix-Rouge sont touchées. Les délégués, eux, voient les décombres et les victimes civiles. Ils ne savent et ne veulent rien savoir d'autre. Ils ignorent la communication téléphonique du capitaine Bernon, qui a relevé le capitaine Allard devant Sakiet, avec le lieutenant Abdallah, commandant tunisien du poste. « Si vous tirez encore sur nos avions, on riposte ! » Mais le malheureux Abdallah est tunisien. Sans pouvoir sur le F.L.N., il ne peut intervenir. Les délégués de la Croix-Rouge n'ont rien vu non plus des installations de la wilaya 2 et du camp de transit et d'armement. Pour eux il n'y a que ces civils, avec des femmes et des enfants, mitraillés, écrasés sous les décombres. C'est cela qui compte.

Lacoste, de retour à Alger, apprend alors les détails et surtout l'ampleur de la catastrophe. Il est ulcéré d'être mis devant le fait accompli. Il a appris l'affaire par un général qui *lui* était au courant alors que le ministre, la plus haute autorité de l'Algérie, ne l'était pas ! Une fois de plus Lacoste court derrière l'événement pour le couvrir et le justifier. Que faire d'autre ? S'il en doutait encore — mais depuis l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella peut-il raisonnablement en douter ? — l'armée lui donne la preuve qu'elle ne lui obéit pas. Elle ne lui désobéit pas non plus. Elle ne lui demande pas son avis ! Comme me le dira plus tard un membre du cabinet : « Nous étions, nous, civils, un anticorps à éliminer. Et c'étaient les officiers traditionnels, les réacs', qui avaient cette attitude à notre égard. Pour eux, Lacoste était un socialiste qui, en Dordogne, flirtait avec les « cocos », même s'il semblait pur en Algérie. Non ! Vraiment l'armée ne fut jamais suffisamment notre outil d'application. »

Il faut maintenant faire face. Bourguiba exploite à fond l'affaire. Lui non plus n'a aucune autorité sur les fellaghas algériens et il doit compter avec son opinion publique. Il lui faut frapper fort : il rappelle son ambassadeur à Paris, réclame le retrait des troupes françaises de l'ensemble du territoire tunisien y compris Bizerte, et interdit aux militaires français de se déplacer sans autorisation expresse des autorités tunisiennes.

De son côté Lacoste couvre tout, aidé par son collègue Chaban-Delmas, ministre de la Défense nationale. Tous deux plaident la légitime défense. Publiquement. Au gouvernement, on sait maintenant que l'action entreprise à Sakiet a été le fait des autorités locales. « Elles n'ont fait que suivre les ordres et ont usé du droit de légitime défense, souligne *L'Echo d'Alger*. Notre aviation a riposté. Les Français et tous ceux qui ont le souci de la dignité de la France en éprouvent une sorte de soulagement. » Mais Félix Gaillard, le chef du gouvernement, connaît l'existence des instructions ministérielles données à l'aviation. Elles prescrivent une autorisation pour toute action importante faisant usage du droit de légitime défense. Lui aussi doit couvrir. Alors on se donne des excuses. Il y a la population européenne à regonfler. Il faut lui donner

confiance d'une façon permanente. Mais non, on ne brade pas ! Mais non, on ne s'en va pas ! Mais non, on ne se fait pas tirer sur la gueule sans bouger ! Voyez, on riposte…

Ni Lacoste à Alger ni Gaillard à Paris ne commandent suffisamment pour « sacquer » les officiers responsables et faire comprendre à la population la portée de la magistrale « bourde » militaire qui donne à la rébellion des arguments sur le plan international.

« Mais qu'est-ce que c'est que ça, l'opinion internationale ? dit-on dans les rues d'Alger. Ils nous les brisent avec leur opinion internationale ! »

Bourguiba va magnifiquement jouer. Il porte l'affaire devant le Conseil de sécurité des Nations unies, provoquant l'embarras de chacun. Cette guerre d'Algérie menée par la France est une véritable écharde, source d'infection, dans les bons rapports des pays occidentaux. Et Sakiet vient de décupler cette infection. Cela devient une affaire internationale. Sakiet c'est la Grosse Saloperie des colonialistes français. Pendant des semaines elle fait la « une » de la presse mondiale.

Une fois de plus, l'Algérie a dicté sa politique à la France. Le résultat est catastrophique. Mais on pavoise. Alger se sent le maître de Paris. Gaillard n'a pas su réagir, pas plus que Mollet au 6 février 1956. Lui ne s'en relèvera pas. C'est à Sakiet-Sidi-Youssef, ce 8 février 1958, que vient de sonner pour la première fois le glas de la IVe République.

Les membres du C.C.E. savaient que si les Français décidaient d'exercer d'une façon permanente le droit de poursuite en Tunisie, c'en serait fait du F.L.N. de l'Est. Mais il y avait Bourguiba. Pas plus que Mohammed V à l'Ouest, il n'accepterait pareille violation du sol national. Et puis c'était maintenant devenu une habitude dans l'armée française de ne pas poursuivre les actions commencées. Dans le bled, des opérations d'envergure portaient de rudes coups aux maquis puis après quelques jours ou quelques semaines les troupes d'intervention — les commandos, les paras... enfin le fer de lance de l'armée — se retiraient et le train-train reprenait avec les troupes de secteur enfermées dans leurs postes dès la nuit tombée. Le temps pour les maquis de panser les plaies, de reconstituer des caches et surtout d'implanter à nouveau une organisation politico-administrative dans la population, au cas où celle-ci aurait souffert de l'opération en cours. À Sakiet, l'armée s'était lancée mais elle devait reculer, comme effrayée d'être allée si loin. Les dirigeants du F.L.N. avaient immédiatement mis à la disposition de Bourguiba leurs dépôts d'armes et des volontaires de l'A.L.N. Une occasion comme une autre de resserrer les liens entre le Front et le leader tunisien. Mais celui-ci voulait une victoire diplomatique. Son but ? L'O.N.U. La condamnation de la France au Conseil de sécurité. L'occasion enfin à portée de la main de régler une bonne fois le contentieux de la présence militaire française en Tunisie et surtout la possibilité de réunir autour de lui une opinion publique parfois mouvante.

Quelle merveilleuse occasion de mettre en cause la France pour sa politique nord-africaine ! La guerre d'Algérie menaçait la sécurité de la Tunisie. Sakiet en était la preuve. Que l'on condamne donc officiellement la politique française en Algérie ! Voilà qui était autre chose que les résolutions annuelles et autres fadaises afro-asiatiques !

Les militaires qui avaient décidé l'opération Sakiet n'avaient pas pensé à cela. Et puis c'était une affaire de gouvernement. Qu'il se débrouille, puisqu'il « couvrait ». Le

gouvernement Gaillard, dans son malheur, réussit à détourner la tempête diplomatique qui le menaçait. Bourguiba avait placé les alliés anglo-saxons du Conseil de sécurité dans une situation délicate : ou les Américains, les Canadiens et les Anglais se rangeaient aux côtés de la France et s'aliénaient l'opinion arabe, ou ils votaient pour la Tunisie. Et la pauvre Alliance atlantique recevait un coup de couteau dans le dos.

Les diplomates ont de ces ressources que les militaires ignorent. Pour éviter un débat difficile devant le Conseil de sécurité, les États-Unis et l'Angleterre proposèrent leurs « bons offices ». Ni médiation ni arbitrage, simplement bons offices : rapprocher les partis intéressés sans faire de proposition. Deux vieux routiers de la politique internationale : Robert Murphy pour les États-Unis, Harold Beeley pour le gouvernement britannique, entamèrent une véritable noria entre la Tunisie, la France, Bourguiba et Gaillard, tentant de faire admettre l'impossible. Les bons offices se limitaient à trois questions : la situation des troupes françaises en Tunisie ; le contrôle de la frontière franco-tunisienne ; la reprise des discussions entre les deux pays. Rien de plus. Félix Gaillard devait se montrer d'autant plus ferme dans la limitation de ces pouvoirs qu'il se sentait faible à Paris. Il devait rassurer tout le monde et personne ne lui faisait grâce.

À Alger moins qu'ailleurs. Après avoir pavoisé à l'annonce du bombardement de Sakiet, les Algérois jugeaient les bons offices comme une offense personnelle. « Alors, quoi, on remet ça ? Si on ne peut plus régler nos affaires nous-mêmes c'est bien la preuve que l'Algérie ce n'est plus la France. » Et c'était reparti ! « Ce Félix Gaillard reçoit les Américains. Pas à Paris mais chez lui à Barbezieux. Et l'olive, alors ! On nous la prépare. Bien grosse. De quoi ils se mêlent ces Américains ? » Pour la foule d'Alger qui simplifiait tout à l'extrême les Américains étaient tous des ennemis depuis qu'un de leurs jeunes sénateurs, John F. Kennedy, avait condamné en juin 1957 la politique française en Algérie. « Alors cette fois, on va nous larguer. Et sans précaution ! » C'était à nouveau le désarroi à Alger. Désarroi qu'exploitaient à Paris les leaders gaullistes de l'opposition. Le sénateur Michel Debré tempêtait contre la faiblesse d'un gouvernement qui laissait ces bons offices se mêler d'affaires intérieures françaises. *Yankees, go home !*

Le président du Conseil posa comme préalable à l'évacuation des troupes françaises de Tunisie le contrôle de la frontière algéro-tunisienne. Bourguiba exactement le contraire. On restait dos à dos. Rien n'était arrangé, le gouvernement Félix Gaillard, pas bien solide sur ses jambes, s'affaiblissait de jour en jour. Quant aux militaires, qui étaient à la base de toute l'affaire ?... L'atmosphère chez eux n'était pas à l'optimisme. Moitié rage, moitié dégoût. Après le coup de semonce de Sakiet, ces politiciens pourris baissaient l'échine alors qu'ils devaient relever la tête ! Désespérant.

Dans son grand bureau de la Xe région militaire le général Raoul Salan, sanglé, briqué, impeccable, réfléchit à la décomposition du pouvoir. Il se sent blousé, lâché, abandonné. On lui refait le coup de l'Indochine. Encore une fois, ça recommence. Ces hommes politiques avec leurs grandes promesses sont trop heureux d'accepter les bons offices pour continuer leurs jeux stériles. Trop heureux d'abandonner l'armée. De la désavouer. Car c'est la désavouer que d'avoir accepté pareille suggestion. Cette fois c'en est trop. Trop de morts, trop de promotions de Saint-Cyr laissées dans la boue des rizières ou sur les pitons des djebels. Cette fois, on ne veut plus, on ne peut plus perdre. Politiciens ou pas, l'Algérie on la gardera. À tout prix. Non seulement elle est la France, mais encore elle est devenue le dernier rempart de l'Occident chrétien devant la marée

communiste. Ce n’est plus une question de politique mais de morale. Ne plus céder. Ne plus reculer. Jamais. Plutôt tout balayer. Mieux vaut la tempête qui ramène un ciel d'azur que cette pourriture qui mine le moral de l’armée. Pauvre armée. On lui demande tout. De faire la guerre et de remplacer une administration insuffisante. Elle fait les deux. Chaque jour elle en donne la preuve. Plus qu’aucun autre corps de la nation ! Raoul Salan n’est pas loin de penser qu'aujourd’hui elle peut tout faire. Seule.

En pull-over, le col de chemise dégrafé, le pantalon de flanelle tirebouchonnant sur les genoux, Roger Trinquier ressemblait plus à l’instituteur qu’il avait été qu’au colonel de parachutistes qui avait réussi à couvrir Alger d’une toile d’araignée nommée dispositif de protection urbaine. Ce 13 mars 1958, le stylo à la main, confortablement installé dans la salle de séjour de son appartement de la rue des Plantes à Paris, le colonel relisait avec attention le compte rendu des entretiens qu’il avait eus les jours précédents avec Abderrahmane Farès, ancien président de l’Assemblée algérienne.

Depuis novembre 1957 Trinquier avait quitté l’Algérie. Ou plutôt, il ne se faisait aucune illusion, on l’avait mis dehors. Il faisait peur. Il avait trop bien réussi au cours de la « bataille d’Alger ». Il tenait en main toute la population musulmane et lui faisait faire ce qu’il voulait.

Trinquier s’était passionné pour l’organisation des populations dans la guerre subversive urbaine. Il avait décidé que cette population musulmane entièrement acquise au F.L.N. il la contrôlerait, là retournerait si bien qu’elle serait désormais la principale arme de la lutte anti-F.L.N. Il suffisait de protéger la population contre elle-même et contre ceux qui voulaient troubler son ordre et sa sécurité. Trinquier l’avait organisée, recensée, fichée, quartier par quartier, immeuble par immeuble. Les chefs d’îlot étaient en place. Européens pour la plupart. Plus rien ne pouvait bouger sans que Trinquier le sache. Un merveilleux outil de délation organisée. La sécurité de la ville, enfin retrouvée, était à ce prix. Et le colonel était tout prêt à le payer. Etroite imbrication police-armée, renseignements coupés et recoupés de façon que les gens interrogés ne sachent pas qui ils dénonçaient... « Découpage fasciste de la ville », disaient certains. Et après ? Il fallait gagner, débarrasser la cité de la psychose de la bombe. Terroriser les terroristes en leur faisant bien savoir qu’ils n’étaient pas des combattants, qu’ils n’auraient ni avocat ni défenseur, et que de toute façon ils « cracheraient le morceau » ! Pas de gants à prendre avec des assassins. C’était réussi. Non seulement la ville était débarrassée de la terreur, du F.L.N., des attentats, mais elle obéissait au doigt et à l’œil. Vous voulez des musulmans dans les rues ? Où ? Quand ? À quelle heure ? Combien ? Avec des drapeaux ? Que faut-il qu’ils crient ? Un instrument parfait. Si parfait qu’il avait valu à Trinquier d’être rappelé en métropole. À la veille du 11 novembre, le préfet Barret, qui s’entendait merveilleusement avec les parachutistes d’Alger, s’ouvrit de ses craintes à Trinquier :

« Les Européens veulent balancer des tomates contre Massu et Lacoste. Et Lacoste, s’il reçoit des tomates, me vire ! Débrouillez-vous avec vos gars pour que je n’en aie pas... »

Et Trinquier avait sorti le grand jeu. Réunissant dans des salies de cinéma, quartier par quartier, ses sept mille cinq cents chefs d’îlot du D.P.U., il leur avait expliqué que

« c'était idiot d'être contre Lacoste, qu'au moins ils le connaissaient. S'ils le viraient, ils en auraient un autre. Peut-être moins brave » ! Bref, les Européens du D.P.U. s'étaient rendus aux raisons du colonel : « On ne lui enverra pas de tomates, mais on ne l'applaudira pas ! » Trinquier avait rassuré Barret... et Lacoste en. lui précisant : « Je vais faire descendre des musulmans. *Eux* vous applaudiront. » Et il avait tenu sa promesse ! On l'a vu, Lacoste n'avait eu droit qu'aux huées des étudiants, les Européens étaient restés silencieusement hostiles. Seuls cinq mille musulmans encadrés par le D.P.U. avaient applaudi le ministre résidant.

Lorsque, le 12 novembre, Chaban-Delmas arrivé à Alger apprit l'histoire, il jugea bon de faire revenir Trinquier en métropole. « Pour le désintoxiquer. » Un peu de parachutisme à Pau lui ferait le plus grand bien. Et puis il n'était que lieutenant-colonel, il fallait pour passer colonel exercer son temps de commandement. En réalité, un officier qui parle aux foules dans un cinéma et qui fait descendre les musulmans où il veut, quand il veut, cela faisait — encore — peur. Au 13 Mai, Trinquier sera partout. Au Forum. Dans la Casbah. Au G.G. Mais nous le retrouverons.

Pour l'heure, il relisait son compte rendu. Il n'en était pas mécontent. À Pau, il avait reçu la visite de Hacène Zellal, pharmacien à Blida, qu'il avait connu au camp de Beni-Messous. Zellal, accusé de fournir des médicaments au F.L.N., avait été « mis hors d'état de nuire », puis libéré. Prudemment, il était venu s'installer à Montpellier. Apprenant la présence de Trinquier à Pau, il lui avait demandé s'il serait intéressé par une rencontre avec Farès à Paris. Le colonel avait accepté. À trois reprises les deux hommes avaient échangé leurs vues sur l'Algérie. Puis Trinquier avait mis tout cela noir sur blanc.

Farès est un petit homme, tout rond, tout jovial, tout empressé. Il est notaire à Alger et a été président de l'Assemblée algérienne. Il est intelligent, très intelligent, cultivé, habile, très habile... L'Assemblée lui a appris — à lui, le melon — à se faire souple, à naviguer entre les représentants des gros colons, ceux des musulmans, ceux des petits Blancs. En liaison avec Me Renucci, le notaire de la rue de la Liberté, radical-socialiste, homme de confiance de René Mayer dans le Constantinois, il est même devenu le notaire de certains colons. Farès est très lié avec M. Gabet, maire de Koléa, qui sera assassiné par le F.L.N. De la souplesse, Farès en a à revendre. Il le prouve lors de la motion des 61[60]. Il n'est pas pour les Français. Mais pas contre. Il serait plutôt pour une nouvelle Algérie. Il donne des gages au F.L.N. Il est en rapport avec Ben Khedda mais est détesté par la tendance dure, celle qui ne veut à aucun prix des politiciens mouillés avec la France. On le dénonce comme nocif à la Fédération de France, mais il a l'oreille des « politiques », Ben Khedda et Abbas, qui, eux, savent le danger d'une éventuelle troisième force. Et Farès rassure la bourgeoisie musulmane. En outre ses arrières à Paris sont sûrs et prestigieux : ami de René Capitant, de Jean Amrouche, de Me Edith Neveu. Dans les milieux « progressistes » il est le type d'homme avec qui on peut discuter. Il est poli, policé, il ne « détonne » pas au bar du Fouquet's où on le voit souvent. Il a surtout, profondément ancrée au fond de lui-même, une ambition forcenée. À tout prix il veut jouer les interlocuteurs valables. Il a pris contact avec le F.L.N. en Suisse. Et offre ses services. Il peut et *veut* être le lien entre la France et le Front. Il sait bien qu'il faudra en passer par là. Autant que ce soit par lui.

En ce printemps de 1958 ce sont les parachutistes qui mènent la danse. Farès est trop vieux parlementaire pour croire encore au gouvernement Gaillard. Il va se passer

quelque chose en Algérie. Quoi ? Il n'en sait rien. Alors jouons, nouons des contacts avec les maîtres du jour. Trinquier en est un. Et pas négligeable. Il est très représentatif de ces officiers révolutionnaires anticolons. S'ils font une révolution, elle sera dure mais pas antimusulmane. Voyons ce qu'ils ont dans le ventre. Et Farès voit Trinquier. Et les deux hommes se plaisent. Oui, vraiment ils se plaisent bien. Et le plus extraordinaire — mais est-ce si extraordinaire que cela ? — leurs idées sont très proches.

Ces idées, Trinquier les relisait attentivement avant d'envoyer son compte rendu à ses supérieurs hiérarchiques et à quelques autres. Au cours de ces conversations Farès s'était élevé contre la petite aristocratie dirigeante — française de souche — qu'il connaissait bien depuis sa présidence de l'Assemblée algérienne. Pour lui elle avait toujours tenté de créer un écran entre la France et l'Algérie afin de tirer un maximum de profits d'un état de fait qu'elle s'était ingéniée à prolonger. Pour rétablir un climat de confiance il fallait une solution concrète, simple et rapide, susceptible de frapper les esprits. Cette solution, ce n'était pas la loi-cadre, qui était ridicule. Ce ne pouvait être que l'indépendance — et Farès trouvait cette solution catastrophique — ou une Algérie qui soit la France. Que tous ses habitants soient égaux en droits et en devoirs'. Une scolarisation totale de tous les enfants permettrait d'accélérer l'évolution.

« La loi-cadre, écrivait Trinquier en reprenant les idées évoquées, n'est qu'un moyen après tant d'autres pour faire des musulmans des citoyens de deuxième zone. Elle est destinée à masquer la volonté de la France de ne pas payer les frais que cette décision entraînera {en particulier les lois sociales) et de ne pas accepter au Parlement un nombre sensiblement accru de députés musulmans. Or,. estime Farès, c'est un mauvais calcul. Les lois sociales coûteront moins cher que plusieurs années de guerre, se terminant par un abandon. Quant aux députés musulmans, il estime qu'il n'y a aucune raison pour qu'ils ne défendent pas les intérêts communs devenus les leurs. »

Et Trinquier, souriant, ajoutait : « Ils le feront certes mieux que nos communistes actuels. » Si l'Algérie devenait la France — et ça pouvait se faire d'un trait de plume — des hommes comme Farès et Zellal appuieraient de tout leur poids auprès de leurs coreligionnaires. Et ils en avaient !

C'était maintenant aux patrons de juger. Trinquier envoya deux exemplaires de sa note au général Ely, le chef d'état-major de l'armée, un au général Ginestet, chef du cabinet militaire de M. Metayer, secrétaire d'État à la Guerre. Ginestet le transmettrait à son patron. Le dernier exemplaire était pour Salan. D'ailleurs Trinquier aurait peut-être l'occasion d'en parler avec son patron. Il retournerait le lendemain en Algérie. Il était colonel plein et on le Priait du placard ! Oh, sous conditions ! Il prenait la suite de Bigeard à la tête du 3, le plus connu des régiments de paras, mais à condition de gagner son poste sans passer par Alger. Décidément, Trinquier faisait peur ! Le colonel, spécialiste de la guerre subversive, ne sera autorisé à venir se reposer avec son 3e R.P.C. à Alger que le 10 mai 1958. Par hasard...

Qu'importait ! Trinquier se sentait le plus fort. Et puis la politique, ça allait un temps. Après les intrigues parisiennes et l'atmosphère étouffante d'Alger, il avait envie de s'aérer et de « casser du fell ». Le 3 était pour cela un instrument de travail idéal !

L'entrée de Boussouf au C.C.E. et la place prépondérante qu'il y occupa d'emblée aux

côtés de Krim et de Ben Tobbal révélèrent à certains qui jusque-là s’en étaient peu souciés la véritable personnalité du chef de la région oranaise et l’essor considérable qu’il avait donné à la wilaya 5 et à ses bases marocaines.

Abdelhafïd Boussouf a trente et un ans. Il est le plus jeune des membres du C.C.E. Comme son ami Ben Tobbal il est né à Mila dans le Constantinois et c’est à l’époque de l’Organisation spéciale du M.T.L.D.[61], dans les années 50, qu’il s’est installé en Oranie pour échapper à la police. Au 1er novembre 1954 il est aux côtés de Ben M’Hidi. Lorsque celui-ci, devenu membre du premier C.C.E., est arrêté par Bigeard pendant la « bataille d’Alger », c'est Boussouf qui le remplace à la tête de la wilaya 5. Grand, le visage plein et mat, les yeux dissimulés derrière des lunettes fumées, les cheveux coupés très court sur le front, beau garçon à la Marion Brando à qui on le compare volontiers, il s’exprime d’une voix feutrée, en choisissant ses termes. Il a été instituteur et a préparé avant la révolution une licence de psychologie par correspondance. C’est le plus cultivé des membres du C.C.E. Apparemment effacé, il a profondément marqué la wilaya 5 de sa personnalité. Il croit plus à la technique qu’au combat aveugle, à l’organisation qu’à la chance. Au début de l’année 1958 c’est de l’Oranie qu’on a le moins parlé dans les journaux. Elle est pourtant, avec son prolongement marocain, l’une des régions les mieux organisées. Boussouf en a fait une arme souterraine, sur laquelle il assoit son pouvoir, sans heurts, sans faire de bruit, sans accrochages spectaculaires avec les troupes françaises. Depuis la mort d’Abane, que la plupart des membres du C.C.E. lui attribuent tout en admettant avec gêne qu’ils n'ont pas fait grand-chose pour s’y opposer, le chef de la wilaya 5 fait peur. Tout comme ses hommes.

Au début de la révolution, la wilaya oranaise était la plus pauvre. En armes et en militants. Ben M’Hidi et surtout Boussouf, jugeant qu’il était inutile de prendre des risques superflus, profitèrent de la proximité de la frontière marocaine et de la relative bienveillance de Mohammed V pour installer leur P.C. à Oujda. Et pendant que les autres wilayas livraient de durs, violents et parfois atroces combats en Kabylie, dans le Constantinois, dans l’Algérois ou l’Aurès, Boussouf transformait sa wilaya en un instrument technique de haute précision. Pour lui, la lutte de libération ne devait pas être le fait du sort. Et dans sa région il sera très rare qu’un combat ait lieu par hasard alors que ce fut la règle pour les autres wilayas. Chez lui, rien qui soit semblable à l’anarchie des bases de l’Est, au débraillé romantique de certains intellectuels de l’Algérois, ni à la sauvage âpreté au combat des montagnards kabyles ou chaouïas. Dès qu’il en eut le pouvoir il orienta sa wilaya dans la recherche des armes, du renseignement et le développement des transmissions. On a vu l’efficacité de ses contacts avec les trafiquants d’armes, malgré là réaction sévère des services spéciaux français. La perfection de son service renseignement et liaison devait en faire l’homme le plus puissant de l'A.L.N. et expliquera — par bien des côtés — l’ascension fulgurante de son ambitieux adjoint : Houari Boumediene !

L’idée d'un service des transmissions naquit au Maroc en 1955 dans une chambrée où quelques responsables bavardaient. L’un d’eux mettait au point un récepteur radio. On discuta transmission. Pourquoi ne pas mettre ses connaissances radio au service du combat mené contre la France ? Et pourquoi pas des chars et l’aviation ! Immense éclat de rire. Pas pour Boussouf dont l’esprit rapide saisit la portée de la boutade ! Quelques semaines plus tard il créa un stage de formation grâce à l’arrivée d’une première vague

d'éléments instruits. Un ancien officier algérien de l'armée française. Omar Tellidji, rechercha des instructeurs ayant servi dans les transmissions françaises. Le matériel récupéré lors d'accrochages, volé au Maroc ou acheté clandestinement à des officiers américains de la base de Casablanca, ne cessa d'affluer. Les promotions se multiplièrent. À Nador et surtout à Oujda, Boussouf fit régner dans ces services une atmosphère de travail et de discipline qui pesait à certains mais qui donna rapidement des résultats extraordinaires. En quelques mois il dota chacune des huit zones de la wilaya d'Oranie d'un opérateur et de deux adjoints. Les messages affluèrent au P.C. d'Oujda qui était le seul à commander d'une façon moderne alors que dans les autres wilayas un agent de liaison mettait quinze jours à trois semaines pour transmettre un message important ou un compte rendu d'action.

Mais il y avait mieux. Une section particulièrement surveillée du camp d'Oujda se tenait vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'écoute de l'armée française. Les hommes y étaient soumis au secret. Interdiction de sortir, interdiction de communiquer avec l'extérieur, isolement complet. Jouissant d'un grand confort, compte tenu des conditions de vie dans les maquis, les spécialistes radio, prisonniers volontaires, ne devaient pas avoir la possibilité de laisser filtrer à l'extérieur cette information capitale : la wilaya 5 du F.L.N. était au courant de tous les déplacements, de toutes les décisions d'opération de l'armée française en Oranie. À l'écoute permanente de l'armée, de la police et de la gendarmerie, Boussouf pouvait prévenir les maquisards des déplacements des unités françaises. Ce qui expliquera l'absence en Oranie d'accrochages spectaculaires. Il faudra attendre le bulldozer des opérations Challe pour que de véritables combats se produisent dans l'Ouest algérien. Régnant sur le centre de coordination d'Oujda, Boussouf tissait une véritable toile d'araignée sur l'Algérie. Il avait convaincu le C.C.E. de l'importance du renseignement. Jusque-là très localisé, sans coordination, le renseignement devait se développer sur le plan national grâce au système des transmissions. L'organisation de la wilaya 5 s'étendit à toutes les wilayas. Les messages importants, les résumés de la situation aboutissaient sur le bureau de Boussouf maintenant maître d'un système qui coiffait toute l'Algérie. Son pouvoir devenait fantastique. D'autant plus inquiétant que même au C.C.E. dont il faisait partie depuis septembre 1957 il s'ouvrait rarement de ses projets et de l'efficacité de ses services. Secret, Boussouf l'était encore plus pour ses collègues ! Fin 1957, il avait créé un deuxième centre de coordination radio sur la base de l'Est. Centre dont la rigueur, la discipline et la discrétion contrastaient fortement avec l'aimable anarchie qui régnait sur toutes les bases F.L.N. en territoire tunisien.

Pour imaginer la puissance de Boussouf il suffit de savoir qu'au printemps de 1958 il avait reconstitué, grâce à ses services d'écoute, de chiffre, de recoupements, toute l'infrastructure logistique de l'armée française en Algérie. Il connaissait tous les jeunes colonels, leurs méthodes de travail, leurs réactions à la politique gouvernementale ; car la rigueur était loin de régner sur les ondes françaises où les opérateurs commentaient volontiers l'état d'esprit du « patron » sur telle ou telle décision. Les comptes rendus quotidiens de la gendarmerie et de l'armée sur les déplacements du moindre gradé,, sur l'état des permissions, sur les besoins plus ou moins urgents en matériel et en hommes, lui avaient permis d'établir non seulement l'organigramme des unités de commandement, mais encore des fiches nominales sur les officiers les plus marquants. Ces renseignements ajoutés à sa connaissance du F.L.N., lui donnèrent d'autorité la direction

du service renseignements du Front dont les ramifications s'étendront bientôt à la Fédération de France, à l'Allemagne et aux Nations unies ! Des 3 B, Boussouf n'était pas le moindre !

Lorsqu'il entra au C.C.E. Boussouf nomma son adjoint Houari Boumediene à la tête de la wilaya 5. À trente-deux ans, Boumediene devenait le plus jeune colonel de l'A.L.N. Il n'avait pas l'intention d'arrêter là une ascension qu'il menait avec une rigueur froide et calculatrice qui n'était pas faite pour déplaire à Boussouf, expert en la matière. L'élève pourtant dépassera le maître...

Houari Boumediene a, dans sa jeunesse, suivi le trajet inverse à celui de son patron. Né en Oranie c'est dans le Constantinois que ce jeune et pieux Arabe poursuit ses études à l'institut Ben Badis. Puis il obtient une bourse et part pour Le Caire à l'université musulmane El-Azhar. C'est dans la capitale égyptienne qu'il fait la connaissance du M.T.L.D. et de ses représentants : Ben Bella, Aït Ahmed et Mohamed Khider. Au déclenchement des hostilités il gagne le Maroc. Son enthousiasme, sa foi révolutionnaire et sa fermeté attirent très vite l'attention de Ben M'Hidi et de Boussouf. L'ascension commence. Boumediene est grand, mince, son visage juvénile est creusé à tel point que sous la peau très claire les mâchoires n'en semblent que plus proéminentes. Une moustache tente en vain de le vieillir. Malgré cet air d'extrême jeunesse il émane de Boumediene un sérieux qui pousse ses chefs à lui confier des missions de plus en plus importantes. À la mort de Ben M'Hidi il est commandant et s'occupe principalement du transport d'armes et du passage en Algérie. Boussouf qui le voit très secret, très renfermé, ni confiant ni expansif, le prend comme adjoint. Malgré ce physique juvénile accentué par des cheveux fous, Houari Boumedjene est dépourvu de tout romantisme, de toute vantardise, de tout enthousiasme cocardier. Cela plaît à Boussouf qui développe chez le jeune homme l'esprit de synthèse, l'intelligence glacée de la révolution. Boumediene assimile merveilleusement les leçons du maître. Il ne dit jamais quelque chose de désagréable à un supérieur même s'il désapprouve son action. Il attaque par la bande, par personne interposée. Il tient fréquemment des réunions au cours desquelles il critique très durement telle ou telle erreur. Il en stigmatise les responsables sans les nommer. Il y a toujours dans l'assemblée un homme moins réfléchi, plus enthousiaste, plus pur peut-être, pour dire :

« C'est tout à fait ce qu'a fait un tel !

— Si tu veux », concède Boumediene comme à regret. Il n'a pas accusé. Il n'a pas prononcé de nom. Son but est pourtant atteint. Il est le parfait adjoint de Boussouf. Il note tout, voit tout, applique les idées qui lui semblent bonnes, d'où qu'elles viennent. Très secret, peu bavard, renfermé même, il ne s'extériorise que pour s'informer. Sa soif est alors inextinguible. Il interroge sans cesse sur le sujet qu'il veut posséder, pose des questions, demande des informations. Il n'est pas l'homme des brusques décisions, il veut un éventail d'opinions et n'arrête qu'ensuite son choix. Seul. Ses jugements mûrement réfléchis, son ignorance complète des décisions sentimentales font merveille à la tête de cette wilaya que Boussouf a créée à son image : une extraordinaire machine à renseigner, une I.B.M. de la révolution.

Le treillis sans élégance flottant sur sa maigre carcasse, le cheveu châtain clair volant au vent, la poignée de main parcimonieuse mais le sourire amical, conscient de sa valeur, s'appuyant sur Boussouf dont il connaît tous les secrets et pour lequel il nourrit estime et

affection, Houari Boumediene commence sa conquête du pouvoir selon une méthode qui lui est chère : jouer le pourrissement du premier échelon. Jusqu'à ce qu'il devienne le chef, majoritaire. Ne dresser personne contre soi avant d'avoir tous les atouts en main ; laisser l'adversaire s'enliser dans ses contradictions, ses erreurs, ses faiblesses. Observer cliniquement la décomposition du pouvoir. Puis, alors seulement, agir. Agir avant les autres, avec une seule devise : l'efficacité.

Dès la fin de 1957 Boumediene s'entoure d'hommes qui, séduits par son intelligence et par sa conception rigoureuse de la révolution, lui seront d'une fidélité à toute épreuve. Parmi ses compagnons de l'époque on relève les noms de Kaïd Ahmed, Taïbi Larbi, Chérif Belkacem, Bouteflika, tous à ses côtés lorsque, huit ans plus tard, à la faveur du coup d'État du 19 juin 1965, le colonel Boumediene prendra le pouvoir en Algérie.

Pendant que Boussouf, nouveau membre du C.C.E., participait directement à la direction de la révolution et étendait l'emprise de son service de renseignements, Boumediene développait les transmissions et l'exploitation des informations sur le territoire de sa wilaya. Chaque commissaire R.L. — il y en avait un à chaque échelon du découpage F.L.N. (secteur, région, zone) — ne se contentait plus d'exploiter le renseignement dans sa zone d'influence mais le communiquait par radio aux zones voisines qui ainsi pouvaient déplacer leurs troupes selon les projets d'opération français. La coordination de ces renseignements nécessitait des cadres instruits que Boumediene s'ingénia à sélectionner. Pour lui le renseignement était capital et devait être collecté, exploité et transmis par des hommes d'un niveau d'instruction supérieur à la moyenne. Son premier travail fut donc de trouver sur place ces cadres parmi ceux qui avaient été « irrationnellement » affectés à des unités combattantes. C'est sous la direction de Boumediene et de ses « jeunes Turcs » que se développa l'organisation des transmissions, de la logistique et du renseignement à travers tout le territoire.

Le jeu était devenu plus subtil depuis qu'au début de 1958 les services de renseignements français s'étaient rendu compte de l'ampleur que prenaient les installations d'écoute d'Oujda. Une guerre des ondes commença où chacun faisait preuve d'une plus grande imagination pour intoxiquer l'adversaire. Les transmissions françaises savaient-elles que le F.L.N. connaissait tel code ? Elles s'empressaient d'envoyer un faux message destiné à tromper l'ennemi et à le pousser à monter une embuscade à l'endroit précis où on l'attendait. Course à l'intox, recherche du renseignement, volonté de se sentir le plus intelligent, le plus malin, le plus subtil. Et la guerre dans tout cela ? Elle restait partout présente. Même en wilaya 5 où ces jeux « d'esprit » n'empêchaient tout de même pas des accrochages de se produire, des hommes de mourir.

Dans les premières semaines de 1958, à la suite d'une information captée par radio, une unité de l'A.L.N. attaque par surprise un petit convoi militaire. À la surprise des *djounoud* parmi les prisonniers se trouve un Américain, collaborateur de Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial. L'homme enquête sur la situation des juifs d'Oranie qui entre Tlemcen, Marnia et Oran, sont particulièrement nombreux. Immédiatement, la Croix-Rouge internationale intervient ainsi que Nahum Goldmann, qui, à New York, est en rapport avec le représentant du F.L.N., Abdelkader Chanderli. Celui-ci, au cours de plusieurs rencontres, a tenté de négocier la neutralité de la communauté juive dans la guerre qui oppose l'Algérie à la France.

« Certains juifs, a expliqué Chanderli, sont en Algérie depuis deux mille ans, nos

ancêtres n'y sont arrivés qu'au XVIIIe siècle. Le Front veut que les juifs gardent leur place en Algérie... »

La négociation marque le pas du fait de l'opposition très nette du gouvernement israélien qui, à l'O.N.U., joue à fond avec la France et met en garde Goldmann contre le F.L.N. Et puis arrive le « rapt » de l'enquêteur américain. C'est une véritable course de vitesse qui oppose l'armée française aux éléments de la wilaya 5. Le but des hommes de Boumediene est de faire sortir le membre du congrès par la frontière marocaine et de le remettre sain et sauf à l'ambassade américaine. Les autorités françaises qui ont tenu secrète la lutte des radios tout comme l'infrastructure de la wilaya 5 pour ne pas révéler à l'opinion publique l'importance prise par le F.L.N. sur le plan technique, veulent à tout prix » récupérer » l'homme du Congrès juif. Que les *djounoud* de la wilaya 5 conduisent leur prisonnier sain et sauf en territoire marocain serait une victoire psychologique énorme pour le Front et lui vaudrait une publicité internationale extraordinaire. C'est la lutte à mort.

Une énorme opération est mise sur pied. Plusieurs milliers d'hommes se lancent à la poursuite des fuyards. À Oujda, Boumediene en suit avec anxiété le déroulement et envoie à New York, où Chanderli s'arrache les cheveux, les dernières nouvelles de la progression de la caravane vers le Maroc. Après trois jours de cache-cache le groupe de l'A.L.N. est encerclé à une demi-journée de marche de la frontière marocaine. Le combat est rude. Il y aura trois survivants. L'enquêteur du Congrès juif est mort pendant l'accrochage. Des deux côtés on minimise ses responsabilités. On se rejette la balle. Pour les Français, l'Américain a été enlevé et assassiné. Pour le F.L.N., il a été tué par les Français qui préféraient le voir mort en territoire algérien plutôt que vivant au Maroc. C'est en tout cas la fin d'une négociation mal engagée. Chanderli n'aura plus à discuter avec Nahum Goldmann. L'opération psychologique que les services de Boussouf et de Boumediene voulaient monter au détriment de la France s'est retournée contre eux.

L'« incident » qui avait préoccupé l'état-major de la wilaya 5 pendant quelques jours fut vite effacé par la tension qui montait depuis quelque temps entre le gouvernement marocain et les troupes de Boumediene. Des accrochages de plus en plus nombreux se produisaient entre soldats marocains et *djounoud* de l'A.L.N. Des agents de renseignement étaient arrêtés. Mohammed V voulait-il par ces « mises en garde » montrer que sur le territoire marocain il régnait en maître ? Il est certain que, tout comme Bourguiba en Tunisie, il voyait d'un mauvais œil se développer à sa frontière est un véritable État dans l'État. Boumediene avait réclamé l'intervention rapide du C.C.E. Il fallait faire vite et prendre de promptes décisions. D'autant que dans le Sud, entre Géryville et Colomb-Béchar — région sur laquelle Mohammed V n'avait jamais caché ses prétentions —, des « éléments marocains se livraient à un travail subversif des plus graves ».

Décidément à Test comme à l'ouest les troupes des frontières posaient de multiples problèmes non seulement par l'indépendance dont elles faisaient preuve à l'égard du C.C.E. mais par les incidents que leur présence provoquait avec les gouvernements « amis ». Avant d'évoquer ce dernier point avec Bourguiba et Mohammed V, il convenait d'unifier ces troupes et de les placer sous un commandement unique. Le C.C.E. dont on a vu les divergences intérieures décida dans un premier temps un double commandement : un C.O.M.[62] de l'Ouest, un C.O.M. de l'Est. Le premier fut confié à Boumediene qui

supervisait l’action militaire des wilayas 4, 5 et 6 ainsi que la base de l’Ouest, le second à Mohammedi Saïd, « patron » militaire des wilayas 1, 2 et 3 et de la base de l’Est. Boumediene était à Boussouf. Mohammedi Saïd à Krim. L’équilibre précaire était respecté au sein des 3 B où véritablement la confiance était loin de régner !

Du sommet du mirador camouflé de sacs de sable le pinceau lumineux balayait l’enchevêtrement des barbelés. Le barrage sous la lumière blafarde était terrifiant. Le tronçon révélé par le projecteur ressemblait à une cage à fauves. Quatre mètres de large, deux de haut, bordée d’une triple barrière d’acier griffu, recouverte de chevrons du même fil. Au centre de la cage une barrière d’environ deux mètres supportait onze rangées de barbelés fixés sur des plots isolants : le barrage électrifié. Cinq mille à sept mille volts ! Mais pour y parvenir il fallait franchir l’entrelacs épineux formé d’abord d’un plan incliné hérissé de pointes d'acier, puis de rouleaux savamment emmêlés ; la première barrière franchie, on était dans la cage face aux milliers de volts qu’il fallait dompter. Ensuite mêmes obstacles pour en sortir. La piste dégagée que suivait maintenant le projecteur n’était plus qu’un faux répit au milieu de l’épreuve. Chaque pierre, chaque touffe d’herbe, chaque monticule cachait une mine antipersonnel. Puis c’était encore quatre mètres de barbelés compacts fixés par des piquets d’acier. Enfin, c’était l'Algérie dont on apercevait les rochers, la pierraille, le maquis rare qui sous la lumière crue n’avait plus de couleur. Tout le reste se perdait dans l’ombre hostile.

Sur le mirador, le casque enfoncé jusqu’aux sourcils, le servant fit basculer son projecteur pour accrocher dans son faisceau les silhouettes trapues des deux automitrailleuses rangées à la porte du poste. À l’arrière, derrière les tourelles, deux immenses antennes courbées par le filin qui les retenait leur donnaient des allures de gros insectes à l’affût. Tout semblait calme.

Dans la casemate tout était gris. Les murs de parpaing fraîchement cimentés, le plancher poussiéreux, les couvertures de drap rêche jetées sur les lits Picot, les MAT suspendues à un clou au-dessus des paquetages. L’imposte entrouverte laissait filtrer un courant d’air frais qui ne parvenait pas à chasser l'humidité des murs ni l’âcre fumée des « troupes » dont les mégots débordaient d'un cendrier réclame. L’ampoule nue se balançait imperceptiblement au bout de son fil, et l’ombre de l'homme de garde se déplaçait sur le mur, de la photo d’une fille nue découpée dans *Paris-Hollywood.* jusqu’au tableau, gris lui aussi, où se succédaient cadrans, voyants lumineux, interrupteurs. Assis derrière une table de bois blanc où s’étalait la carte du secteur dont le poste était responsable, le veilleur lisait *L'Echo d'Alger*.

« Tu sais ce qu’ils vont donner à Alger ? dit-il en se retournant vers son camarade qui, étendu sur le lit de camp, fumait, les yeux vagues.

– Non.

— Les Platters. À l’Aletti. Le 2 mai. Presque dans deux mois. Ils s’y prennent en avance. À deux mille francs la place, c'est pas pour les deuxièmes pompes à trente balles par jour[63] !

— *O... ô... only you,* chantonna le garçon couché. C'est bath les Platters. Mais c’est à Alger. Nous, les perm’, on les passe à Souk-Ahras, joyeux port de mer. Au mieux à Constantine, son ravin, sa place de la Brèche, ses filles voilées... ses bordels. Les

Platters ce sera pour les paras au repos à Alger.

— Dis pas ça. En ce moment ils dégustent, les paras. Y'en a quatre régiments ici sur le barrage. Même qu'on appelle ça la bataille des frontières.

— C'est bizarrement calme cette nuit, ce foutu barrage. Pas la moindre sonnerie. Pas le plus petit voyant qui s'allume. On dirait qu'ils se calment les fellouzes. C'est plus tranquille à Tunis qu'ici !

— T'as vu le bilan du mois dernier ? Rien que du 14 au 20 février ils ont perdu 500 hommes, 2 mortiers, 7 mitrailleuses, 5 F.M. et 100 fusils de guerre. Ça fait mal.

— C'est dans *Tintin* que tu as lu ça ?

— Non, crétin. C'est le communiqué de l'état-major. D'ailleurs on est bien placés pour savoir que ça barde. Et tu connais le barrage. Moi, je m'y frotterais pas.

— J'avoue qu'ils sont gonflés. Mais c'est une question de vie ou de mort. S'ils ne passent pas, c'est la fin des maquis.

— Et pour nous.., la quille.

— Tu parles... on dit que notre bon ministre va maintenir la 56/1 B vingt-sept mois ! »

La sonnerie éclata. Stridente. Sur le tableau un voyant rouge s'alluma. Le garçon bondit de son lit et se précipita vers le téléphone dont il tourna vigoureusement la manivelle. Le veilleur, lui, repérait sur la carte l'endroit précis où le barrage électrifié avait été cisaillé. Il posa son transparent quadrillé sur le carré TY 03.

« C'est du côté de Dar-Zerrouk, dit-il.

— Coordonnées ?

— TY. 03. G.7.

— Allô ! Franchissement rebelle signalé au sud de Sakiet. Coordonnées TY. 03. G.7 Je répète : coupure signalée en TY. 03. G.7. Terminé. »

Une voix enrouée par le sommeil parvint de la pièce voisine.

« C'est pour nous ?

— Non, trop loin. Le R.E.P. va les faire. Dormez. »

L'équipage des deux automitrailleuses n'avait pas à se

lever. Le point de franchissement rebelle était trop éloigné. Une patrouille de la légion repérait le point exact de passage. Le bouclage se ferait au petit jour.

En trois mois le dérisoire réseau barbelé qui courait en arrière de la frontière algéro-tunisienne s'était transformé. Il était devenu l'arme n° 1 de la lutte contre le F.L.N. En trois mois on avait préparé le terrain, apporté des centaines de tonnes de barbelés, construit la centrale électrique, bâti les postes de relais, échelonné les garnisons sur le parcours. Traversant crêtes, oueds, surmontant les vallées, coupant les pistes, enserrant dans ses anneaux des oliviers tordus et des ruines romaines patinées par les siècles, le long serpent barbelé, dragon d'une guerre loin de la légende, s'étendait sur trois cent vingt kilomètres, prêt à cracher le feu dès qu'on l'effleurait. Tous les quinze kilomètres un poste de repérage veillait et, à deux cents mètres près, localisait les brèches. Immédiatement une patrouille d'automitrailleuses ou, si le terrain l'exigeait, de fantassins, repérait le lieu exact de passage et, dès le lever du jour, un bouclage resserrait l'étau sur les survivants de la caravane. Sur soixante kilomètres, dans les monts du Kefer-Remoul, il n'y avait ni route ni piste. Aucun chemin praticable. Seule la voie ferrée étroite sur laquelle passaient chaque jour les six mille tonnes de minerai de fer d'Ouenza. Malgré la guerre, le minerai passait toujours. Le barrage s'étendait de part et

d'autre de la voie parcourue par des draisines et des automitrailleuses sur rails.

C'est ce tronçon qu'avait choisi Benzadi Menouar Ben Moktar pour ouvrir le chemin aux cent quatre-vingts hommes qui, chargés d'armes, devaient gagner la wilaya 2. Il pleuvassait. Le premier barrage avait été franchi facilement. Devant le passeur s'étendait le champ de mines. Cela, ce n'était pas son affaire mais celle des démineurs. Une dizaine d'hommes à quatre pattes, les doigts en crochets, ratissaient le sol. Dès que leur sens tactile exacerbé localisait une mine ils posaient dessus un gros morceau de coton hydrophile maintenu par une pierre. Derrière eux le sol semblait parsemé de flocons neigeux. Benzadi suivait leurs traces évitant avec soin les signaux de coton. La caravane prit le même chemin. Les hommes lourdement chargés — chacun portait une arme, parfois deux et cinq cents cartouches — mettaient leurs pieds dans les traces du compagnon qui les précédait. Une tension nerveuse extraordinaire régnait sur le groupe rebelle. Le danger était partout. Depuis le mois de février avait commencé la bataille des frontières. Non seulement quarante mille soldats français veillaient sur le barrage, mais quatre régiments parachutistes, dont le fameux 1er R.E.P. du colonel Jean-pierre, étaient jetés dans la fournaise. Krim et Ben Tobbal avaient décidé de réagir. Mais bien tard. Ils lançaient plus de trois mille hommes sur le barrage pour tenter d'en empêcher le perfectionnement. Au cœur de l'anarchie qui régnait dans les unités des frontières personne n'avait pensé à lutter contre son développement. Au début, il était loin d'être efficace : une simple ligne de barbelés. Puis lorsque les centrales fournirent deux mille, trois mille, cinq mille et même sept mille volts l'hécatombe commença. La ligne Morice devenait « le barrage qui tue ». Dès février, pour lutter contre l'asphyxie qui menaçait l'intérieur, le F.L.N. dut faire diversion : attaquer un point du barrage pendant qu'un convoi le franchissait cinquante kilomètres plus loin. Mais, grâce au système'de la localisation électrique, puis aux radars, la ruse fut éventée. Il fallait maintenant harceler les postes et passer à tout prix. Salan et Lacoste, qui ne s'attendaient pas à une réplique militaire de grande envergure, concentrèrent tous leurs efforts sur l'est. Deux objectifs : d'abord poursuivre l'imperméabilisation du barrage en multipliant les « gadgets » techniques et ainsi désarmer les maquis, ensuite mener une véritable bataille opposant les armes d'élite françaises — paras et troupes de choc — aux fellaghas lancés par Krim à l'assaut de cette muraille d'acier.

Benzadi avait préféré franchir le barrage dans la région de Dar-Zerrouk où il semblait le plus imposant plutôt qu'au sud où apparemment les obstacles étaient plus faciles à surmonter. En effet sur les derniers cent quatre-vingts kilomètres du barrage, jusqu'à Négrine en plein Sahara, l'armée avait disposé une série de radars qui identifiaient toute présence humaine. Chaque radar était couplé avec trois canons de 105 à réglage automatique. Benzadi trouvait moins dangereux d'affronter la barrière électrifiée. Surtout depuis que le Front s'était procuré ces pinces coupantes isolantes « made in Germany » qui permettaient de sectionner des lignes d'une tension allant jusqu'à vingt mille volts ! Benzadi faisait partie des nouvelles unités de passeurs créées au sein de l'armée des frontières. Son rôle était d'aider les convois d'armes à franchir la frontière puis les conduire au-delà du *no maris land* établi par les Français tout le long du barrage. Depuis le début de la bataille des frontières la quasi-totalité de la population de la zone avait été évacuée. Seuls restaient face à face fells, paras et les quarante mille hommes qui tenaient les postes de La Calle à Négrine. Une fois le barrage franchi, Benzadi qui connaissait

parfaitement la région devait conduire la caravane jusqu'au premier relais de la zone de Souk-Ahras où d'autres guides le remplaceraient. Il n'aurait plus qu'à franchir le barrage en sens inverse. Et recommencer dix ou douze jours plus tard. Benzadi aimait cette vie pleine de risques mais indépendante. Il travaillait seul. Et adorait la guerre. Une passion contractée en Indochine. De retour en Algérie il avait déserté l'armée française et avait rejoint le F.L.N. Longtemps il avait été tireur au F.M. et depuis près de deux mois il « passait ».

Ce 26 février le passage se révélait difficile. Les hommes n'avaient pas tous les nerfs solides. Déjà, en voulant aller trop vite, trois *djounoud* avaient sauté sur des mines. Trois sur cent quatre-vingts, ce n'était rien ! Mais l'explosion avait provoqué l'arrivée de la draisine blindée. Ses mitrailleuses étaient redoutables. Mais heureusement elles ne tiraient que de face. Pour l'éviter, une seule méthode : d'abord se camoufler, la laisser arriver et lors de son passage foncer droit sur son flanc et franchir la voie ferrée derrière elle. Grâce au sang-froid de Benzadi tout s'était bien passé. Restait la barrière électrifiée. Solidement campé sur ses grosses bottes de caoutchouc qui l'isolaient parfaitement le passeur cala la cisaille allemande au creux de ses paumes calleuses. Il savait la parfaite efficacité de l'outil mais au moment d'aborder le premier barbelé électrifié, il ne pouvait se défendre d'un mouvement d'appréhension. Cinq mille volts ! D'un geste sec il trancha le premier fil. Une gerbe d'étincelles bleutées éclaira un instant son visage tendu. Puis deux, trois, quatre... cela suffisait pour permettre le passage. Plus loin sur la gauche, des *djounoud* impatients avaient tenté de soulever les fils inférieurs avec un bâton. Cinq ou six avaient pu passer en rampant. Brusquement le bâton avait glissé alors qu'un *djoundi* lourdement chargé abordait le passage. Un éclair blanc. Un cri atroce. Puis plus rien. Celui-là avait son compte. Cette nuit-là, huit hommes périrent ainsi.

Une demi-heure plus tard les rescapés foulaient le sol algérien. Benzadi s'approcha du chef du convoi.

« Maintenant nous sommes repérés. D'abord la draisine, puis la brèche dans le barrage. Une patrouille va arriver dans peu de temps mais nous serons loin. Ce qu'il faut craindre c'est le bouclage qui va essayer de nous coincer au lever du jour.

— Et comment sauront-ils où on est ? interrogea le chef du convoi.

— A partir de la brèche ils regardent sur la carte les directions possibles, les pistes ou les lits d'oued. Puis ils calculent le temps écoulé depuis notre passage et la vitesse de notre progression. On se trouve forcément à l'un des trois ou quatre points qu'ils ont repérés.

— Alors ?

— Il faut que nous marchions sans arrêt. Très vite. Pour qu'ils montent leur opération derrière nous au lieu de nous attendre. Ils ne doivent pas penser qu'il est possible de marcher si vite. C'est notre seule chance. »

La caravane se mit en route. Les hommes surchargés de matériel haletaient, la bouche sèche, les poumons en feu. À 4 heures du matin, ce 26 février 1958, le convoi avait couvert en cinq heures une distance qui demandait ordinairement sept à huit heures de marche. La caravane guidée par Benzadi rejoignit même un convoi parti bien avant elle et qui avait emprunté un autre passage plus au nord du barrage, à la hauteur du bec de canard de Ghardimaou. La jonction était faite avec les guides de la wilaya 2. Benzadi

s'apprêtait à quitter les *djounoud* lorsque les premières rafales éclatèrent. Les paras du 1er R.E.P. avaient repéré la caravane de Ghardimaou. À marche forcée les hommes venus de Sakiet s'étaient précipités au rendez-vous fixé par le destin.

Le colonel Jeanpierre, qui avait engagé le 1er R.E.P. contre les rebelles repérés au passage de Ghardimaou, dut demander des renforts à la zone de Souk-Ahras. Les fells étaient pris dans la nasse mais l'armement dont ils disposaient les rendait redoutables. Dès le jour levé, l'aviation dut apporter son aide. Les accrochages qui se succédèrent furent si violents que le colonel Jeanpierre dans la colonne « pertes amies » de son compte rendu d'opération dut inscrire : 16 morts, 45 blessés, 2 T-6 descendus par les mitrailleuses ennemies. Les convoyeurs d'armes avaient chèrement vendu leur peau ! Le combat de Duvivier resta l'un des plus durs et des plus représentatifs de l'âpreté de cette bataille des frontières. Ce jour-là, 26 février 1958, le F.L.N. avait perdu 270 combattants, 120 fusils de guerre, 55 mitraillettes, 6 F.M. et 10 mitrailleuses. La caravane de Sakiet n'atteindrait jamais la wilaya 2. Benzadi, le passeur, était parmi les rescapés mais pour lui la guerre était finie. On exploita son histoire et surtout les papiers trouvés sur les blessés et les morts pour grossir le dossier de la « prétendue neutralité tunisienne ».

Une fois encore le barrage avait rempli son rôle : avertir du passage des rebelles. Malgré son efficacité, jusqu'en avril, la poussée F.L.N. ne se ralentit pas. Inlassablement, Krim envoyait des troupes sur le barrage, aidé dans cette tâche par quelques officiers algériens déserteurs de l'armée française comme le commandant Chabou, à qui il confia le commandement militaire de la frontière tunisienne — Chabou deviendra l'éminence grise du président Boumediene —, et le, capitaine Boutela. Cinq mille à six mille hommes auxquels s'ajoutaient les forces de Souk-Ahras harcelèrent sans trêve les postes-frontière pendant les mois de mars et d'avril. Mais pour une victoire F.L.N. — comme la prise du plus gros poste français à l'est de Souk-Ahras, pilonné par l'artillerie fell au 57 sans recul et aux mortiers de 80 et de 120, haché par les rafales de F.M. et de mitrailleuses — combien d'échecs ! Le barrage était devenu efficace à 95 p. 100. Courant avril, lors d'une offensive de franchissement menée par neuf cents combattants, trois cents seulement passèrent la première ligne de l'ouvrage — cent cinquante au nord, cent cinquante au sud — mais tout le groupe du nord fut détruit entre le passage de la barrière électrifiée et celui du *no maris land* qui la suivait. Quant au groupe du sud, il ne compta que trente survivants. Trente hommes armés sur neuf cents !

Pour la première fois depuis trois ans l'état-major français pouvait envisager une victoire militaire. Tout cela grâce à la ligne « Morice ». Et ce barrage si efficace portait le nom de l'éphémère ministre de la Défense nationale d'un gouvernement renversé depuis longtemps !

Si le bon M. Morice avait permis l'édification du barrage, l'idée venait de beaucoup plus loin. Le général Vanuxem la ramenait d'Indochine. Après la bataille de Vinh Yen, Vanuxem, « maréchal d'Empire » en faveur auprès de De Lattre, avait fait devant son patron un de ces numéros dont il avait le secret : moitié science militaire, moitié gouaille plébéienne. Le thème ? « Je tiens les points forts et je manœuvre mes unités à l'intérieur. »

« C'est cela, tout à fait cela, avait dit De Lattre, il faut appliquer cette méthode partout. Mais en grand. Créer un front commun de la Corée à la Malaisie contre le

communisme. » Et De Lattre avait commandé sa fameuse ceinture de béton autour du delta avec des chars antichars. L'idée du barrage, Vanuxem la reçut un jour à Saigon en même temps que la visite du général O'Daniell qui lui dit : « Oui, votre truc c'est pas mal, mais moi j'entourerais le delta avec cent kilomètres de barbelés, avec des bretelles, des routes, des pistes, des jeeps, des mitrailleuses. Ça me coûterait moins cher. Et derrière je pourrais pacifier. »

En Indo, le béton était en route. C'était trop tard. Les barbelés serviraient en Algérie. Vanuxem en poste dans le Constantinois avait vendu sa salade au ministre. Et avait réussi. Morice avait repris l'idée à son compte, donné au barrage l'un des plus glorieux noms du parti radical et confié à Vanuxem le commandement unifié de toute la frontière. Vanuxem devenait commandant de l'Est constantinois. Il ne l'avait pas volé !

Si le barrage était si efficace c'est que son père naturel l'entourait de tous ses soins. Fixé à Bône le général le parcourait sans cesse, du nord au sud, le jour et la nuit. C'était sa chance. Et une chance de gagner, Vanuxem ne la laissait jamais passer ! De Tébessa il avait prolongé le barrage jusqu'au désert. C'est lui qui avait eu l'idée d'établir entre les barbelés et l'Algérie une sorte de glacis grâce auquel on avait très vite connaissance des zones de passage. Il se servait de « son » barrage comme d'un instrument de manœuvre créant devant lui une zone d'insécurité et derrière lui une zone de contre-attaque. Au printemps de 1958 le barrage était devenu la chose la plus importante d'Algérie et Vanuxem le général le plus « visité ». Le nouveau ministre de la Défense, Chaban-Delmas, venait souvent le voir, ainsi que toutes les missions militaires et parlementaires. Toutes les opérations spectaculaires c'était pour Vanuxem. Les accrochages « intéressants » se déroulaient chez lui. Il avait le premier secteur d'Algérie. Les compliments, les fleurs... les jalousies aussi, s'abattaient avec une profusion et une régularité qui seraient montées à la tête de n'importe qui. Mais Vanuxem, qui jouait volontiers les soudards cultivés, en avait vu d'autres ! Sous ses sourcils en accents circonflexes, ses yeux bleus délavés légèrement exorbités dans un visage de batracien tranquille observaient laudateurs et détracteurs avec une paisible satisfaction. Seul le bilan comptait au « tableau d'affichage » qui est souvent celui d'avancement. Et le « bilan Vanuxem » au 1er mai était diablement éloquent : le barrage, doublé d'une action militaire efficace, avait colmaté la frontière, pour autant qu'un barrage soit totalement imperméable. En quatre mois le F.L.N. avait perdu douze mille hommes, trois mille prisonniers, six mille fusils de guerre et un bon millier de F.M. et de mitrailleuses !

Désormais une arme sur cinq seulement passait le barrage. C'était l'asphyxie à portée de la main. Pour les maquis la situation devenait difficile. À la période faste de 1957 où l'armement parvenait régulièrement succédait une période de vaches maigres. Dans l'Est le F.L.N. avait perdu sa course contre la montre. Les wilayas de l'Aurès et de Constantine, les plus proches de la frontière, étaient les moins mal servies, mais en Kabylie et dans l'Algérois la situation était catastrophique. Les combattants venant de Tunisie arrivaient deux fois sur trois après avoir épuisé leurs munitions en route !

Salan avait-il la victoire à portée de la main ? Vanuxem le jugeait ainsi : « Salan ? C'est un “ politique ” qui ne veut à aucun prix être dépassé. Mais il n'a pas la responsabilité entière et malgré lui doit se cantonner dans une action qui n'est qu'une partie de ce qu'il faut faire ! »

La frontière est bouclée, la frontière ouest relativement tranquille, le terrorisme maté,

le champ était clos. Une solution politique favorable aux intérêts de la France et de l'Algérie devait régler le problème de la rébellion. Mais il y avait les bons offices. Mais il y avait ces rumeurs de négociation proposée avec insistance par la Tunisie, par le Maroc... et « conseillée » par les États-Unis. Et l'armée, qui faisait tout, assistait, impuissante malgré une victoire militaire incontestée, à la montée de la tension. Si seulement son chef, Raoul Salan, avait, selon le mot de Vanuxem, la « responsabilité entière »…

La bataille des frontières n'était pas le seul coup dur porté au F.L.N. Les maquisards et leurs chefs voyaient avec inquiétude et colère se développer la politique des harkis. Ils étaient maintenant près de vingt mille à collaborer avec l'armée française. Plus que la force qu'ils représentaient c'était l'impact de leur engagement sur l'opinion publique algérienne qui était préoccupant. Il fallait réagir. Durement et intelligemment. Et ainsi frapper l'opinion de la masse flottante. Les harkis ne valant que ce que valaient leurs chefs il fallait s'attaquer à ceux dont les résultats étaient les meilleurs et qui servaient d'exemple aux services d'action psychologique. Pour Si M'hamed, chef de la wilaya 4 depuis que Sadek avait rejoint Boumediene au Maroc et participait à la direction de l'état-major Ouest, les hommes de Kobus étaient les plus redoutables. Sur le terrain et psychologiquement.

La force K (K comme Kobus) avait été créée bien avant que le « général » Bellounis se soit rallié à la France. À peu près à l'époque de l'affaire « Oiseau bleu ». Elle entrait dans le cadre de ces opérations « contre-maquis » montées par le 11e « choc », régiment action du S.D.E.C.E. On ne se débarrassait pas facilement de la nostalgie indochinoise et on n'avait pas renoncé à rééditer en Algérie la politique des partisans des hauts plateaux. On a vu le résultat de l'affaire « Oiseau bleu »[64], on verra ce qu'il adviendra des hommes du « général » Bellounis plus-fidèle-ami-de-la-France, l'histoire de la force K allait donner à l'état-major la mesure de l'obstination des maquisards. Durement touchés par la bataille des frontières, soit. Mais encore loin d'abandonner la lutte ! Kobus en fera la douloureuse expérience...

Une vieille connaissance, ce Kobus. On l'a vu dans l'entourage du colonel Schoen, chef du service des liaisons nord-africaines, donner les quelques rares renseignements que possède Jean Vaujour, directeur de la sûreté au 1er novembre 1954, sur les responsables du déclenchement de la révolution[65]. De son vrai nom Belhadj Djillali, Kobus mange à tous les râteliers. Le colonel Schoen fait confiance à cet ex-fidèle de Messali, ancien de l'O.S., arrêté en 1950 puis libéré avant les autres pour « services rendus » à la police. Mais Kobus trahit tout le monde, Schoen avec la D.S.T., là D.S.T. avec le 11e « choc », le 11e « choc » avec le G.G. Il sait à merveille profiter de la guerre des polices et des services de renseignements, de leurs rivalités sans nombre, pour satisfaire son ambition. Car l'homme est intelligent, hâbleur, menteur comme un arracheur de dents au Moyen Age, promettant tout, donnant parcimonieusement, suffisamment tout de même pour qu'on le prenne en considération. Il a su après sa sortie de prison reconquérir la confiance de certains nationalistes. Il a ainsi pu les trahir une nouvelle fois et venir « vendre » ses renseignements. Pour Schoen, dont il veut l'estime,

c’est gratuit. Pour la D.S.T., c’est cher. Avec les Services spéciaux, il jouera la carte du nationaliste déçu par le F.L.N. Il va franchir un échelon important. Au départ, il n’est guère qu’un indicateur. Bon indic’, mais indic’ ! Lorsqu’il sent la possibilité de devenir chef de guerre il déploie ses ruses, ses séductions. Il est grand, massif, épais. Une bonne gueule intelligente, rien à voir avec le général Bellounis et sa tête de lapin marchand de tapis. Kobus a de la classe. Et puis il sait parler aux militaires. Son père est officier. La famille, ça sert, et Belhadj Djillali ne néglige aucun détail. Il fait tant et si bien que la D.S.T. et les Services spéciaux l’autorisent à monter un contre-maquis. Il a d’abord quarante hommes. Puis cent, puis beaucoup plus. Il a un camp, des installations, du matériel. Il implante son P.C. dans la vallée du Chélif, sa région natale. Et il recrute. D’Orléansville à Oued-Fodda il connaît beaucoup d’hommes, nationalistes « comme lui » mais déçus par le F.L.N. C’est dans l’Ouarsenis que les communistes ont tenté de s’implanter à l’époque des « Combattants de la Liberté », de l’aspirant Maillot et de l’instituteur Laban. Rien de plus facile pour l’habile Kobus que d’assimiler le F.L.N. au communisme international et de dresser contre lui des hommes simples et fidèles aux principes de l’islam.

On reste confondu devant l’inconscience de l’état-major qui laisse se développer pareille entreprise. Le drapeau vert et blanc flotte sur le camp de Kobus ! Ses hommes croient dur comme fer lutter pour l’indépendance de l’Algérie. Ils portent des insignes semblables à ceux du Front, luttent contre les Français et contre le F.L.N. « marxiste ». Ils devraient s'apercevoir que si l’on parle beaucoup de chasser la France d’Algérie on ne passe pas souvent à l’action directe contre l’armée. Mais il y a des compensations car l’argent coule à flots. Kobus et ses hommes « collectent » dans la population. Par force, bien sûr ! On mène même des expéditions punitives, pas trop, contre certains musulmans jugés trop profrançais. En général les plus riches. Ça apaise les consciences et remplit les caisses. Et puis brusquement c’est le coup d’arrêt. Kobus, surveillé par son voisin le bachagha Boualem, par les capitaines Heux et Hentic, les deux spécialistes de la guerre secrète que nous avons déjà rencontrés lors de quelques coups fourrés dont ils ont le secret, doit aux yeux de la population jouer ouvertement la carte de la France. Comment présente-t-il la chose à ses hommes ? On ne sait. Toujours est-il que quelques jours plus tard le drapeau français flotte auprès du drapeau nationaliste ! Et Kobus poursuit son action. Il joue la réforme communale avec l’approbation de l’administration, du Gouvernement général, de Lacoste qui a même délégué M. Ciosi, inspecteur général de l’administration, pour surveiller directement les affaires Kobus et Bellounis. Le culot, et le pouvoir, de l’ancien protégé du colonel Schoen n’ont plus de limite. Il met des hommes à lui dans les délégations spéciales établies dans la région. On voit ce que cela peut donner et à quel point on joue « sincèrement » la réforme qui doit amener ces braves musulmans à « décider de leur sort » au même titre que les Européens !

Kobus recrute de plus en plus. Il a maintenant neuf cents hommes. D’autres veulent le rejoindre : la solde, l’équipement, le pouvoir local, la bienveillance de l’armée attirent beaucoup de musulmans. Cela devient dangereux pour le F.L.N. Les accrochages sont de plus en plus nombreux. Les hommes de Kobus connaissent le terrain. Ils sont bien dirigés. Le bougre a su choisir son état-major ! Avec des officiers qui portent fièrement leurs grades et saluent sans problème les deux drapeaux qui flottent sur le camp ! Les résultats obtenus en particulier dans la lutte contre l’organisation politico-administrative

implantée par le F.L.N. dans la population paraissent extraordinaires à l'appareil militaire qui supervise Kobus. Il faut dire que les hommes de la force K savent tout des habitants de chaque village de leur région. Et puis ils ne s'embarrassent d'aucun scrupule dans leurs interrogatoires. Les paras de la « bataille d'Alger » sont de doux chérubins comparés à certains partisans de Kobus.

Ça ne peut plus durer. Si M'hamed, Azzedine et Omar Oussedik dit Si Taïeb, le responsable R.L. de la wilaya 4, décident de passer à l'action. Il faut non seulement détruire la force K mais ôter définitivement à une fraction de la population mâle qui pourrait être tentée par d'autres expériences de ce genre l'envie d'y participer. Il faut avant de les supprimer physiquement leur enlever la confiance des Français. Elle est là la véritable guerre subversive. C'est cela le vrai visage de la guerre d'Algérie. Lutter contre le pourrissement par le pourrissement. Intox..., contre-intox... traîtres... fidèles... où est la vérité, la pureté, l'idéal ? Partout et nulle part. De chaque côté on lutte avec ses armes. Action psychologique ? Bien sûr... On se plante des poignards dans le flanc, et de préférence dans le dos ! On n'en parle pas dans les conférences de presse. Ni à Alger, ni à Tunis, ni au Caire. Ça ne se fait pas. On laisse ça aux spécialistes, aux « jouissifs » de l'histoire, aux Kobus, Heux, Hentic ou Si Taïeb, les dingues des coups tordus, ceux qui dirigent par ricochets, qui montent des opérations à double et triple détente. Arrivent-ils à y retrouver leurs petits ? Parfois oui, parfois non. Et quelle importance ? Ils adorent cela. Ils adorent « baiser » l'adversaire. Ils vivent avec cette idée. Ils nagent dans ce marécage à caïmans avec l'aisance de rhinocéros. Et les autres ? Les petits, les paumés, les abrutis, ceux qui « y sont allés » sincèrement, et qui ne comprennent plus rien, et qui ne peuvent rien comprendre... qu'ils crèvent ! C'est leur destin. Ils crèveront. Qui s'en soucie à la tête ? À l'état-major d'Alger ou dans celui du djebel rebelle. Aucune importance. Seul le résultat compte.

Dans les premiers mois de 1958 Kobus pratique une politique de recrutement intense dans l'Algérois et toute la vallée du Chélif. Un seul thème pour séduire la population : « La France nous donne l'indépendance à condition d'éliminer ces communistes F.L.N. à la solde de Moscou... » Près de mille jeunes gens répondent à son appel. Deux cents sont cantonnés à quelques kilomètres du camp de Kobus. C'est sur eux que dans un premier temps va agir Si Taïeb. Le'chef du renseignement de la wilaya 4 ordonne à Azzedine, devenu commandant militaire, et au capitaine Si Mohamed d'encercler une des fermes où se trouvent les nouvelles recrues qui attendent d'être armées et équipées. « Vous les ramenez au maquis, sans brutalité, je les veux tous vivants ! »

L'opération réussit parfaitement. Les jeunes musulmans, terrorisés, se retrouvent dans le djebel, face à ces *djounoud* qu'ils rêvaient de combattre ! Le numéro de Si Taïeb est parfaitement au point. Il les accueille fraternellement, les fait manger comme des rois, leur explique la cause que défend le F.L.N. et les « mensonges » de Kobus. Puis le soir venu autour d'un feu de camp les chefs militaires de la 4 « leur font toucher du doigt ce qu'ils allaient faire en suivant Kobus », pendant que les *djounoud* en armes tournent autour d'eux. Quelques jours de ce régime et des « visites organisées » dans les villages du djebel où les jeunes gens peuvent s'apercevoir de la façon dont le F.L.N. est reçu suffisent à les convaincre. Beaucoup demandent à rester dans la wilaya 4. C'est là que Si Taïeb les attend !

« Non ! dit-il, ce n'est pas la peine. Nous sommes assez nombreux, on n'a pas besoin

de vous pour l'instant. Retournez chez vous mais expliquez à vos frères et aux hommes de Kobus ce que vous avez vu et ce que nous sommes réellement. » Du grand art : la technique du 5e bureau à l'envers ! Revenus dans la vallée la plupart des jeunes gens ne veulent plus aller chez Kobus, et ceux qui le veulent encore sont refoulés par les autorités françaises et par le chef du contre-maquis ! La confiance n'y est plus.

D'ailleurs, la cote de Kobus commence à tomber. On se méfie de ses hommes. On a installé un poste français à proximité de son camp. Une piste est tracée entre les deux cantonnements. C'est l'endroit choisi par Si Taïeb pour appliquer la deuxième partie de son plan machiavélique. Il a remarqué que, tous les matins, une patrouille de la force K va dans le camp français pour ouvrir la piste. Un peu plus tard c'est au tour d'une patrouille française d'aller chez Kobus. Presque quotidiennement un officier inspecte le camp de contre-maquis qui depuis l'affaire des jeunes recrues est « tenu à l'œil ». Une nuit de mars, le commando d'Azzedine pose sur la piste plusieurs mines télécommandées. Impossible de les détecter, le camouflage est admirable. Au petit matin la patrouille K ouvre la piste. Rien. Le convoi français passe ensuite vers 10 heures. Toujours rien. Arrive alors l'officier à bord de sa jeep. La mine, commandée à distance par le commando resté à l'affût, explose. L'officier est grièvement blessé. Du côté français on commence à se poser des questions sur la sincérité de ces antifellaghas qui arborent le même drapeau que le F.L.N. Et puis très vite on ne s'en pose plus.

La dernière partie du plan de Si Taïb va détruire le reste de confiance dont jouissait Kobus auprès des Français. Le chef rebelle fait attaquer « la » ferme inattaquable. Située à proximité des deux camps cette propriété bénéficie d'une protection extraordinaire et n'a jamais reçu la visite des fellaghas. Cette nuit-là, Azzedine et Si Mohamed mènent l'assaut. La surprise est totale. Les occupants sont massacrés. La ferme brûlée. Plus de mille moutons sont emmenés par les *djounoud*. Mais ce n'est pas tout. Avec un sang-froid extraordinaire les deux chefs militaires les font tourner autour du camp de la force K sans tirer un seul coup de feu, puis guident le troupeau vers les mechtas d'alentour où il est disséminé. Cette fois, les *djounoud* ont effacé les traces laissées par les moutons. Pour faire bonne mesure Azzedine fait harceler pendant une demi-heure le camp français. Au matin les faits sont là : la ferme brûlée, les moutons volés, le camp français attaqué. Comme par hasard le P.C. de Kobus a été épargné et on retrouve tout autour de son cantonnement les traces du troupeau qui s'est mystérieusement envolé ! Venant après l'attentat dirigé contre l'officier français c'est assez pour faire naître des soupçons dans la cervelle la plus confiante. Kobus a jadis trahi ses anciens amis pour travailler avec le plus fort, pourquoi aujourd'hui ne trahirait-il pas à nouveau ? Un indicateur ne jouit jamais de l'estime de son employeur !

Kobus est ulcéré. On lui retire son drapeau vert et blanc et les insignes nationalistes de ses *moudjahidin*. Seuls restent le drapeau français et la surveillance de plus en plus étroite des troupes voisines. Comment dans ces conditions raconter à ceux qui se sont laissé prendre à la fable du nationalisme et de « l'indépendance accordée par la France » qu'ils luttent pour la patrie ?

C'est le commencement de la fin. Kobus est lâché de tous les côtés. Deux de ses « officiers » contactent la wilaya 4. L'un d'eux est Mahjid, son « adjoint administratif ». Si M'hamed les reçoit.

« Nous voulons déserter. Kobus nous a trompés. On veut rejoindre l'A.L.N. On

apportera trois armes chacun.

— Très bien, répond Si M'hamed. Mais ce n'est pas suffisant. Je veux le ralliement de *toute* la force K. Débrouillez-vous. Combien êtes-vous d'officiers ?

— Vingt-deux.

— Les vingt-deux doivent gagner l'A.L.N. Et je veux Kobus mort ou vif. Le pardon sera accordé à tous les autres. »

En moins de quinze jours Mahjid et son compagnon ont monté le complot. Ils font prévenir que tout est prêt pour la désertion en masse. Le 28 avril, Kobus, revenant d'Alger, arrive à son P.C. pour une inspection générale. Tous les hommes sont rassemblés. Il s'avance pour serrer la main à son adjoint Mahjid. Froidement, celui-ci sort un pistolet et abat son chef. Les vingt-deux officiers mettent alors ceux des hommes qui ne sont pas dans le complot au courant de la situation : la force K rallie l'A.L.N. avec armes et bagages. Sur le sol, Kobus gît sans vie dans une mare de sang. La scène est atroce. Deux hommes s'approchent du cadavre et, au couteau, le décapitent. On met la tête dans un sac. Et un *moudjahid* plante dans le cou bouillonnant la hampe d'un drapeau français.

Lorsque le lieutenant Bertin arrive le soir même au P.C. de Kobus, il trouve une ferme déserte, les armes et les hommes envolés. Au milieu de la cour, recroquevillé dans une boue sanglante, un cadavre dont la tête est remplacée par un chiffon tricolore est entouré d'un nuage de grosses mouches bleues…

Dès leur arrivée au maquis les, hommes de la force K furent répartis dans les quatre zones de la wilaya. Si M'hamed, Si Taïeb, Si Azzedine, et son adjoint Ben Chérif réglèrent à leur façon le cas des vingt-deux officiers félons. Azzedine les mit en confiance. Puis, sous prétexte de recouper les renseignements que chacun pouvait donner, il les introduisit un par un dans la guitoune de Si M'hamed.

Mahjid entra le premier. Plein d'assurance — on lui avait laissé son arme comme à tous ses compagnons — il commença son récit. Si M'hamed l'écoutait attentivement. Soudain, Ben Chérif, qui marchait de long en large dans le fond de la guitoune, l'interrompit au milieu d'une phrase.

« Les mains en l'air, salaud ! »

Mahjid n'eut pas le temps de réaliser ce qui lui arrivait. Il tomba assommé sous le coup de crosse que lui administra sans ménagement l'adjoint d'Azzedine. En un tournemain il fut ligoté, bâillonné et traîné de l'autre côté de la tente, sans qu'à l'extérieur ses compagnons puissent soupçonner ce qui lui arrivait. La scène se répéta vingt et une fois !

Quarante-huit heures plus tard au cours d'une opération montée par le colonel du secteur contre les neuf cents déserteurs, une patrouille trouva, dissimulés sous des branchages, vingt-deux cadavres ficelés. Chaque « officier » de Kobus avait reçu une balle dans la nuque. Sur un olivier, coincée entre deux branches, la tête grimaçante du chef de la force K commençait de pourrir au soleil.

Une fois encore Bigeard faisait parler de lui et pas à n'importe quelle occasion ! On lui prenait son cher « 3 ». Il devait quitter ce 3e R.P.C. dont il avait fait une extraordinaire

machine de guerre, à la tête duquel il avait forgé sa légende et celle de ces paras « purs, justes et durs ». Les résultats qu'il avait obtenus tant dans la lutte urbaine lors de la « bataille d'Alger » que dans le combat dans le djebel — la bataille des frontières en était le dernier exemple — avaient fait de Bigeard le type même du spécialiste de la guerre révolutionnaire. L'état-major lui confiait donc la direction d'une toute nouvelle école de cadres où avec sa belle gueule, sa prestance, son prestige de « gagneur », il imposerait à ces jeunes officiers frais émoulus de Saint-Cyr et à d'autres, plus vieux, pour lesquels un « recyclage » était nécessaire, ses vues sur la guerre subversive. Du djebel il passait au tableau noir. Ainsi il pourrait faire profiter de son immense expérience — une expérience née en Indochine et peaufinée en Algérie — la relève des cadres d'Algérie. Au fond c'était prestigieux.

Mais Bigeard n'était pas dupe. Ses résultats extraordinaires, l'allant et l'enthousiasme qu'il avait insufflés à ses paras et aux troupes avec lesquelles il avait eu l'occasion de combattre, mais aussi la publicité dont plus ou moins innocemment il savait jouer mieux qu'un autre, lui avaient valu de solides inimitiés et des jalousies colossales. Lui qui par-dessus tout aimait « aller au charbon » à la tête de ses « petits gars » se retrouvait dans la peau d'un professeur ! On lui faisait payer sa notoriété. Ces messieurs de l'état-major, les brevetés de l'Ecole de guerre, étoilés, décorés, suffisants, contents d'eux-mêmes, mais anonymes, réglaient son compte à la « B. B. de l'armée ». Que ce « sorti du rang » révèle ses secrets et qu'il apprenne aux autres officiers ses mystérieuses recettes. Loin d'être une brimade c'était une promotion ! L'armée traditionnelle reconnaissait qu'elle avait à apprendre. Il n'avait pas à se plaindre.

Et Bigeard, avalant la couleuvre avec difficulté, avait fait ses adieux à ses soldats. Il avait une dernière fois pondu un de ces ordres du jour dont il avait le secret et qui faisaient tant pour sa popularité. Comme toujours il s'adressait directement à ses hommes, oubliant le style « hiérarchique », froid et compassé en honneur dans les corps traditionnels. « Je n'entendrai plus vos chants au lever du jour, je ne vous verrai plus défiler, conscients de votre force tranquille... je m'arrête. Vous allez me faire pleurer. Que Dieu vous aide et vous garde ! »

Et puisqu'on demandait officiellement à Bigeard de donner des leçons de guerre révolutionnaire en le transformant, selon son mot, en « quatrième adjoint de la subdivision de l'état-major », il en profita pour « river son clou » à l'armée classique qui, à son avis, menait en Algérie une guerre tout à fait dépassée. Il choisit pour « confident » un journaliste qu'il aimait bien, Fernand Carreras, du *Journal d'Alger,* le plus libéral des trois quotidiens algérois. Il était sûr ainsi que ses déclarations auraient toute l'audience qu'il convoitait. Si l'ordre du jour du commandant du 3 avait fait rigoler les militaires « bourgeois » de l'état-major, les confidences à Fernand Carreras reproduites le jour de son départ de Tébessa provoquèrent une belle panique tant à Alger qu'à Paris.

Chacun en prenait pour son grade, d'autant plus que celui-ci était élevé ! D'abord une critique féroce et rapide des méthodes appliquées à l'Ecole de guerre ! « Imaginez un tableau noir, disait Bigeard. Avec, devant, un personnage. C'est le professeur à l'Ecole de guerre. Il plante des punaises sur le tableau. Les rouges c'est l'infanterie, les bleues les blindés, les noires l'artillerie, les jaunes les services, les blanches l'appui de l'aviation. Il déplace les punaises. Et puis il sourit, satisfait. Il a gagné toutes les

batailles. Mais quand on enlève les punaises... » Pour Bigeard la plupart des méthodes de guerre de l'armée française étaient dépassées, périmées. Surtout en Algérie.

Il venait de participer à cette bataille des frontières qui était un succès indéniable sur l'A.L.N. Mais il remettait les choses en place. « Depuis plus de deux mois, expliquait-il, les régiments de paras supportent presque seuls l'effort consenti dans cette région cruciale. Les moyens manquent, particulièrement les hélicoptères. Il y a trop de troupes de secteur inutilisées ou presque : elles manquent de mobilité, se cantonnent dans des opérations secondaires. Il y a aussi trop de régions en Algérie où l'on ne va plus : l'Ouarsenis, certaines zones de l'Atlas, les Nemencha. »

Parti comme il l'était, Bigeard n'allait pas s'arrêter en chemin, ce n'était pas « le genre de la maison ». C'était maintenant contre l'optimisme officiel de l'état-major, contre les éternels « derniers quarts d'heure » de Lacoste, qu'il partait en guerre : « Il y a trois ans, disait-il à Carreras, dans les Nemencha, les rebelles tiraient avec des fusils de chasse ou de vieilles stati. Ils en sont désormais à la mitrailleuse et à la roquette ! »

Bigeard n'avait jamais méprisé son ennemi. En Algérie moins qu'ailleurs. Il gardait une lucidité doublée d'une franchise qui avaient rarement cours au G.G. ou à la Xe région militaire. La légende de la population hostile aux rebelles il n'y croyait pas. Bien plus, y croire menait tout droit à la catastrophe. Il fallait se rendre à l'évidence. Par exemple, cette région des frontières où il venait de crapahuter à la tête de ses paras était complètement pourrie. Là où elle n'avait pas été « évacuée » la population apportait une aide considérable aux fellaghas. Malgré l'implantation des S.A.S., Bigeard avait découvert des douars qui à 80 p. 100 collaboraient avec le F.L.N. La population grouillait de supplétifs, de passeurs, de collecteurs de fonds.

« La rébellion mène une guerre révolutionnaire, précisait le colonel, le propre de cette guerre c'est d'essayer d'user l'adversaire, de le lasser. »

C'était exactement ce que disait, de l'autre côté de la frontière, Lakhdar Ben Tobbal pour « regonfler » les « politiques » du C.C.E. effondrés par la tournure que prenait la bataille des frontières avec ses conséquences sur le moral des maquis : « Malgré les coups durs que nous portent les Français la victoire ira à celui qui tiendra le dernier. Nous n'obtiendrons jamais le succès militaire sur le terrain. Mais que de petits groupes tiennent pendant dix ans s'il le faut et nous atteindrons notre but : la négociation. »

Bigeard était conscient de cette détermination : « Malgré les pertes terribles que nous infligeons aux troupes de l'A.L.N., disait-il à Carreras, celles-ci progressent en effectifs. Elles ont un armement qu'elles utilisent encore mal mais dont il serait puéril de minimiser l'importance. Il est vrai qu'il est encore facile d'exterminer une de ces bandes d'une centaine d'hommes venus de Tunisie. Elles se battent mal, sont dépourvues d'expérience. Il est plus difficile de venir à bout d'un commando zonal d'une vingtaine d'authentiques combattants rodés dans le djebel. »

Bigeard n'oubliait pas facilement des hommes qui, comme Azzedine et son commando « Ali Khodja » en wilaya 4, lui avaient donné du fil à retordre. Pour lutter contre eux, dans une guerre subversive comme celle d'Algérie, il fallait employer leurs méthodes, bouffer de la piste et du djebel, coucher à la dure, et ne dormir que d'un œil.

Le colonel savait qu'en ne mâchant pas ses mots et portant de tels jugements son avancement « allait en prendre un coup ». Il s'en moquait.

« Si j'étais un conformiste, un militaire bourgeois, disait-il en conclusion de ses

fracassantes "confidences”, dans trois ans je serais “poirot[66]”, Je préfère rester le colonel Bigeard ! »

À la tête que firent Salan et Lacoste en lisant les déclarations du plus prestigieux des officiers parachutistes, leurs familiers trouvèrent que Bigeard était encore au-dessous de la vérité. Ses deux étoiles n’étaient pas près de briller dans un ciel qu'il avait obscurci de ses coups de gueule. Allait-on l'accuser de démoralisation de l’armée ? Comme on avait fait pour certains journalistes qui n’avaient pas dit autre chose. Impossible. Bigeard prit seulement un congé un peu prolongé en métropole. L’école Jèanne-d’Arc n'ouvrit ses portes que le 9 mai. Inaugurée par Chaban-Delmas et boudée par Salan qui, ce jour-là, se « fit porter malade ».

Marcel Bigeard n'avait pas raté sa sortie des troupes opérationnelles.

Les membres du C.C.E. devaient en convenir : le moral baissait dans les rangs du F.L.N. Jusqu’au printemps de 1958, la révolution avait vécu sa période ascendante. Les maquis s’étaient développés. Les bandes éparses étaient devenues des katibas solidement armées, disciplinées, la hiérarchie militaire imposait sa loi, tant aux *djounoud* qu’à la population. Perplexe et « attentiste » le peuple s’était décidé. En 1957, après la répression de la « bataille d’Alger », après le développement de la politique de pacification où le pire faisait oublier le meilleur aux fellahs qui en étaient le principal enjeu, le peuple avait basculé. Bigeard l’avait senti. Et tous les commandants de secteur sincères devaient se rendre à l’évidence. Malgré les harkis, malgré les S.A.S., malgré l’assistance médicale gratuite, le peuple tenait pour les maquisards. Les déplacements de population, les camps d’hébergement, les méthodes employées pour détruire l’organisation politico-administrative dans les villes et villages — « partout une *bataille d'Alger* » — avaient réussi en maints endroits à le faire sortir de ce neutralisme passif qui au départ avait posé tant de problèmes.

1957 et les premiers mois de 1958 avaient marqué une sorte de sommet. Et puis, brusquement, la direction de la révolution ressentait le contrecoup de cette répression brutale qui dans un premier temps avait été décisive. On réfléchissait. La défaite de la « bataille d’Alger » l’échec de l’organisation F.L.N. de la capitale, la déroute qui avait suivi influaient sur le moral. La répression avait chassé des villes des centaines de jeunes gens qui étaient montés au maquis. On n’avait pu les armer. Tout juste les encadrer. Ils avaient constitué une proie facile pour la moindre opération montée contre les djebels où ils s'étaient réfugiés. Les survivants désorientés, déçus par la « faiblesse » des maquis qu’ils espéraient mieux organisés et surtout mieux pourvus en réserve d’armes, incapables d'affronter physiquement et psychologiquement les difficultés de la vie clandestine des maquisards paysans, constituaient un grave danger pour le moral des *djounoud* qui jusque-là avaient une foi aveugle en leurs chefs, obéissaient parfaitement et ne se posaient aucune question. Les jeunes de la ville, eux, réfléchissaient... et parlaient trop bien.

La bataille des frontières était loin d’arrêter cette vague de découragement. Les informations qui aboutissaient sur le bureau des membres du C.C.E. n'étaient guère réjouissantes. Au sein de la direction collégiale se produisit alors le même phénomène que dans les maquis. Les hommes des villes, les plus intelligents, les « politiques » —

Abbas et Lamine surtout — étaient démoralisés. Et c'étaient les militaires — les 3 B en tête — qui devaient les soutenir, leur redonner confiance. Une fois encore Boussouf, Krim et Ben Tobbal se montraient les véritables maîtres de la révolution.

Pourtant, comme dira plus tard Ben Tobbal, « l'expérience diplomatique s'avérait bien plus fertile en désillusions que le combat, malgré les sacrifices physiques que celui-ci exigeait ». Que de différences entre l'intérieur et l'extérieur ! Vus de l'intérieur la Tunisie, le Maroc, l'Égypte étaient les » pays frères », ceux sur lesquels on pouvait compter. Ceux sans l'aide desquels rien n'était possible. Mais observée du Caire, de Tunis, de Rabat la situation prenait un éclairage beaucoup plus subtil. Plus démoralisant aussi. Les membres du C.C.E. ne pouvaient se cacher plus longtemps la réalité : l'aide des « pays frères » allait en décroissant si la situation intérieure du F.L.N. se dégradait. Finie, la fraternité de race ! Adieu, l'idéologie commune ! Au printemps de 1958, devant les résultats catastrophiques de la bataille des frontières, Tunisiens et Marocains poussaient les dirigeants du Front à négocier. « Il faut obtenir un compromis. Si vous vous obstinez, vous risquez un génocide. » Ben Tobbal ne devait jamais oublier ces conseils ! Amère désillusion.

D'autant plus amère pour l'ancien chef de la wilaya constantinoise qu'une idole venait de s'écrouler dans son petit musée intérieur. Son adoration pour Nasser s'était muée en un mépris insondable. Depuis l'arrivée du Bikbachi au pouvoir, l'Égypte représentait aux yeux de Ben Tobbal — et de la plupart des chefs militaires — le ferment de la liberté des peuples arabes. Son espoir le plus grand — s'il restait en vie — était de fouler un jour cette « terre sacrée » et d'être reçu une seule fois par ce héros, ce libérateur, ce défenseur des peuples opprimés : Gamal Abdel Nasser. Lorsqu'il arriva pour la première fois en Égypte, en 1957, Ben Tobbal eut envie de baiser cette « terre de liberté ». Dès qu'il rencontra Fathi Ed-Dib, le tout-puissant chef des services secrets égyptiens, il lui demanda naïvement d'être photographié aux côtés de Nasser. Deux jours plus tard on lut annonça que cela était impossible. « Une telle photo serait néfaste à votre action, expliqua Fathi Ed-Dib. Sur le plan politique on interpréterait cela comme une intervention de Nasser dans vos affaires intérieures. »

Et l'admiration de Ben Tobbal pour l'Égypte et pour son maître redoubla. « Nasser défend mieux que moi la cause algérienne », pensa-t-il.

Mais le poste important qu'occupait Ben Tobbal à la direction de la révolution lui permit bien vite de se faire une autre opinion de l'habileté de Nasser. L'aide financière et matérielle était sans cesse retardée. Nasser se refusait aux contacts avec les chefs du C.C.E. Tout se passait au niveau de Fathi Ed-Dib, c'est-à-dire au niveau de la police et des services secrets.

La désillusion fut d'autant plus amère que l'Égypte ne ménageait pas, elle non plus, ses « conseils ». Des conseils qui ressemblaient souvent à des ordres. Toujours à des « leçons ». Nasser ne désespérait pas de téléguider la révolution algérienne. Il était en effet patriote. Mais exclusivement à l'égard de son pays ! Il n'agissait que pour lui. Dans son seul intérêt. L'élimination de Ben Bella avait été un coup dur. La constitution d'un nouveau C.C.E. et surtout la prédominance des trois colonels lui enleva ses dernières illusions. Tant que ces trois-là gouverneraient, jamais il ne pourrait influer comme il le désirait sur le cours de la révolution algérienne. La conférence de Tanger qui montrait le désir du C.C.E. de se rapprocher des pays du Maghreb — dont les deux leaders,

Bourguiba et Mohammed V, étaient les bêtes noires de Nasser — allait faire avancer les choses et marquait le début d'une brouille qui n'irait qu'en s'accentuant entre Nasser et les dirigeants de la révolution.

Ces querelles entre alliés « de toujours » n'étaient pas faites pour relever un moral déjà chancelant au sein du C.C.E. Heureusement que le gouvernement français ignorait tout de ces difficultés internes et, avec une belle obstination, voyait encore en Nasser la cause principale de ses maux en Algérie !

La conférence de Tanger, réunie pour étudier les possibilités d'une Union du Maghreb arabe, allait remonter le moral des membres du C.C.E. et faire regagner au F.L.N. sur le plan international ce qu'il avait perdu sur le plan intérieur. La délégation algérienne présidée par Ferhat Abbas et au sein de laquelle Boussouf représentait les 3 B rencontra les représentants de l'Istiqlal conduits par M. Balafrej et ceux du Néo-Destour menés par M. Ladgham, dans l.'immense propriété d'Allal El-Fassi à Tanger. Pendant trois jours, du 27 au 29 avril, les trois délégations évoquèrent les problèmes communs à leurs pays. Le Front avait un triple but : se faire reconnaître comme unique représentant du peuple algérien, sonder ses partenaires sur la constitution d'un gouvernement provisoire représentatif de la rébellion à l'étranger et obtenir une aide militaire plus efficace dans la lutte contre la France. De leur côté, Tunisiens et Marocains — ignorant la tension qui régnait entre le C.C.E. et Nasser — se proposaient « d'arracher » le F.L.N. à l'influence du Caire et à l'incorporer dans un ensemble maghrébin. Inutile de dire que le F.L.N. ne se fit pas prier.

Cette conférence fut pour la délégation algérienne une véritable victoire diplomatique. Elle gagnait sur tous lés points. Les délégués reconnurent le droit imprescriptible du peuple algérien à l'indépendance et firent de cette indépendance la condition de la solution du conflit algérien. En outre les partis s'engagèrent à apporter aux Algériens le soutien total de leur peuple et de leur gouvernement. Le F.L.N. était reconnu comme l'unique représentant de l'Algérie combattante. Enfin la conférence « recommandait la constitution, après consultation des gouvernements tunisien et marocain, d'un gouvernement algérien ». C'était la proclamation d'une véritable alliance officielle entre la Tunisie, le Maroc et le F.L.N. Bourguiba n'avait plus à « raconter d'histoires » sur la présence de prétendus « réfugiés » le long de sa frontière. Quant à Mohammed V, à qui l'ambassadeur de France, M. Parodi — considérant que cette conférence équivalait presque à une déclaration de cobelligérance —, fit de vifs reproches, il répondit que, poussé par son opinion publique, il ne pouvait rester plus longtemps indifférent au sort de ses « frères algériens » !

L'idée de la création d'un gouvernement provisoire de la République algérienne reconnu sur le plan international était lancée ainsi que la création d'une Assemblée constituante nord-africaine composée de députés tunisiens, marocains et de membres du C.N.R.A. considéré comme l'Assemblée législative du Front.

Inutile de préciser que l'engagement de la Tunisie et du Maroc aux côtés du F.L.N. provoqua une intense émotion en France, En Algérie, on pensait à autre chose et les victoires diplomatiques des « révolutionnaires de palace » ne soulevaient que mépris et dérision. En revanche, au Caire, Nasser serra les poings en lisant le compte rendu de la conférence de Tanger. Pas une fois le nom de l'Égypte n'y était cité. On ne parlait ni de l'aide de la R.A.U. ni de son soutien diplomatique. On semblait même oublier que Le Caire était toujours le siège officiel du F.L.N. à l'extérieur ! Les observateurs politiques soulignaient le fait : « La conférence de Tanger, écrivaient-ils, s'est-elle voulue aussi éloignée du nassérisme que du camp occidental ou soviétique ? Est-elle l'amorce d'une politique originale en Afrique du Nord résolument distincte de la politique du Caire à laquelle elle veut faire contrepoids ? » Nasser connaissait la réponse. C'était celle des colonels du C.C.E. Le Grand Frère avait voulu trop serrer les

guides. Les chevaux se dégageaient, s'emballaient. Peut-être avait-il un peu trop sous-estimé les qualités manœuvrières de ces 3 B droit sortis de leur djebel. Il était trop tard pour revenir en arrière. Ben Bella était en prison. Les colonels hostiles. Si Nasser voulait reconquérir une influence certaine sur la révolution algérienne, il fallait qu'elle change de tête. Il allait s'y employer.

Le mercredi un silence sépulcral régnait dans le vieil hôtel du 5, rue de Solferino à Paris. C'était le jour du général. Quittant sa retraite de Colombey à bord d'une 15 CV Citroën, Charles De Gaulle se replongeait pour une journée dans la vie politique parisienne. Ou plutôt c'est la politique qui venait à lui sous forme de visiteurs. Le mercredi était le jour des audiences. Le général recevait dans le vieux bureau qu'il s'était réservé au siège de l'ancien R.P.F. Depuis douze ans qu'il avait quitté le pouvoir, jamais le chef de la France libre n'avait renoncé à ce cérémonial. Au cours des dernières années cela avait posé quelques problèmes à son entourage — un entourage qui se faisait de plus en plus rare, réduit à quelques fidèles — et Olivier Guichard qui, auprès du général, faisait office de chef de cabinet, avait parfois du mal à remplir les pages blanches du carnet de rendez-vous. La traversée du désert se faisait longue et ceux qui sous la IVe République jouaient un rôle politique important se souciaient de moins en moins de visiter ce « monument historique ». Rayé, balayé de la scène politique, De Gaulle devait rejoindre Churchill dans la cohorte des héros auxquels la « patrie reconnaissante » réserve une place dans ses musées. Après les avoir « remerciés » de lui avoir rendu — ou conservé — l'honneur et l'espoir de vivre libre.

Parmi les fidèles, Olivier Guichard, cette masse d'os compacts, de muscles épais, surmontée d'une grosse tête aux traits lourds, perpétuellement étonnés, guidée par une rare intelligence, devait souvent battre le rappel pour ne pas infliger au général l'humiliation d'un après-midi sans rendez-vous, sans informateurs, sans solliciteurs. Pourtant, depuis quelques mois ça s'arrangeait. Guichard devait même sélectionner les audiences ! La cote du général remontait. Plus la IVe s'enlisait dans le marécage de ses contradictions, plus on s'apercevait du gouffre vers lequel inexorablement elle se dirigeait, et plus on pensait à l'homme exceptionnel, au « sauveur » qu'il faudrait trouver le jour où les rênes échapperaient à des mains trop faibles pour les tenir. L'espoir était revenu aux « fidèles ». Pour eux, cela ne faisait aucun doute, le sauveur, le guide, c'était. Charles De Gaulle. Le drame algérien et ses séquelles internationales le confirmaient. Qui Germaine Tillion allait-elle voir avant de partir une nouvelle fois, désespérée, dans la fournaise de la « bataille d'Alger » ? De Gaulle. Qui M. Masmoudi, ambassadeur de Tunisie, allait-il saluer avant de quitter Paris rappelé par son gouvernement à la suite du drame de Sakiet ? De Gaulle.

« J'ai cru de mon devoir de rencontrer celui qui incarne la vraie conscience française », avait déclaré l'ambassadeur.

Autant de signes du prestige de l'Homme du 18 Juin, autant de raisons d'espérer, pour ses fidèles, en un retour au pouvoir auquel le général était seul à ne pas croire.

Le colonel de Bonneval, fidèle parmi les fidèles, aide de camp, ordonnance, chef du cabinet militaire fantôme, homme à tout faire et souffre-douleur impassible du général, s'apprêtait à faire entrer, ce mercredi d'avril, le « rendez-vous de 15 heures ». Le général De Gaulle recevait Arthur Rosenberg, correspondant autrichien de plusieurs journaux

allemands.

Rosenberg était le plus parisien des journalistes d'outre-Rhin. Depuis trente ans qu'il vivait à Paris sa haute silhouette, son crâne déplumé, son accent rauque étaient familiers à tout ce que la politique comptait comme têtes d'affiche. Le conflit algérien l'avait dès le départ passionné et attristé. Avec lucidité il avait tout de suite jugé l'importance qu'il prendrait dans la vie politique française et dès 1955 il avait contacté à Paris Ferhat Abbas et Mr Boumendjel. Très vite le journaliste autrichien s'était lié d'amitié avec l'avocat. Boumendjel, qui n'avait pas encore rejoint les rangs du F.L.N. — pas plus que Ferhat Abbas —, lui avait brossé un tableau très pessimiste de l'avenir, confirmé par les événements. En 1956 Boumendjel, maintenant lié aux nationalistes, lui avait fait la confidence suivante : « Seules des négociations pourraient régler le problème algérien. Mais la droite ne cédera jamais. Pour la gauche c'est impossible car elle court fe risque d'être dénoncée, comme « traître ». Mendès-France, qui pourrait apparaître comme médiateur, est, en tant que juif, une cible bien trop commode. Le seul homme qui pourrait intervenir avec des chances de succès est le général De Gaulle. » L'idée avait fait son chemin et Rosenberg avait mis en rapport Boumendjel avec l'un des fidèles du général : Gaston Palewski. Les deux hommes se rencontrèrent au domicile personnel de Rosenberg. Pendant cinq mois les entretiens se poursuivirent. Après chaque rencontre Gaston Palewski rédigeait une note d'information destinée au général et remise à Olivier Guichard. Ferhat Abbas était maintenant l'un des leaders du F.L.N. au Caire et Boumendjel le rencontrait fréquemment à Berne. Ces conversations aboutirent à une demande de médiation que devait envoyer publiquement le F.L.N. au général De Gaulle. Tout était prêt pour juillet 1956 lorsque l'affaire de Suez avait éclaté. Boumendjel annonça sèchement que « après Suez, tout entretien entre Français et Algériens était devenu impossible ». Lorsque l'avocat algérien quitta Paris pour se réfugier à Tunis où le Front lui confia certains contacts avec la presse, Rosenberg devint le journaliste « privilégié » du F.L.N. Le C.C.E. avait décidé qu'un journaliste étranger et neutre pouvait être plus utile à sa cause qu'un journaliste français de gauche. Rosenberg eut ainsi la possibilité de s'entretenir avec la plupart des dirigeants politiques et militaires algériens de passage à Tunis et devint rapidement l'un des hommes les mieux informés sur le F.L.N. À la suite d'un voyage particulièrement fructueux à Tunis, Rosenberg avait demandé audience au général De Gaulle.

Bonneval le fit entrer dans un petit bureau, baptisé pompeusement bureau des aides de camp, et avec ce visage fermé, soucieux et important de l'homme qui est dans le secret des dieux, annonça au journaliste autrichien : « Les déclarations que peut vous faire le général ne doivent pas être publiées entre guillemets. » Le ton était solennel. Mais Bonneval faisait tout solennellement.

Puis Rosenberg fut introduit dans le bureau du général.

La pièce baignait dans une demi-obscurité, le général De Gaulle qui avait été opéré de la cataracte ne pouvait supporter la lumière crue du jour. Les tentures étaient tirées et seule une faible ampoule éclairait un coin du bureau.

« Bonjour, monsieur Rosenberg. »

Le journaliste autrichien serra la main du général. C'était la première fois qu'il le rencontrait. En quelques phrases aimables, De Gaulle lui signifia qu'il le connaissait et était au courant de ses contacts avec les dirigeants de la rébellion.

« Je vous écoute, monsieur. » Pendant vingt-cinq minutes le général laissa parler le journaliste, qui lui fit un compte rendu détaillé de ses rencontres avec Abbas, Boumendjel et différentes personnalités du Front ainsi que de l'état d'esprit qui régnait à Tunis. Ses conclusions pouvaient se résumer en un seul mot : Impasse.

« Vos observations, monsieur, dit De Gaulle de sa voix basse et enrouée, correspondent tout à fait à mes recoupements. Je vous en remercie. »

Rosenberg, croyant l'entretien terminé, s'apprêtait à prendre congé lorsque De Gaulle lança :

« Bien sûr, l'Algérie sera indépendante.., »

Rosenberg n'en croyait pas ses oreilles.

« Mais, poursuivit le général, encore faut-il savoir ce qu'on doit entendre par indépendance. Il serait préférable de parler de coopération et d'association avec l'Algérie... »

Puis le général ajouta :

« Les Français sont bien durs pour les Algériens. »

Sa désapprobation, remarqua Rosenberg, était évidente. Cette fois l'entretien était terminé.

« Merci, monsieur Rosenberg, de m'avoir apporté ces informations. Je vous reverrai bientôt. »

L'Algérie sera indépendante... Rosenberg n'était pas près d'oublier ces trois mots.

Lorsque moins de trois semaines plus tard, passant sur le pont de la Concorde, face à la Chambre des députés, le journaliste autrichien entendit un millier de manifestants scander : « Algérie française. De Gaulle au pouvoir », il pensa que la France ne verrait pas de sitôt se régler le problème algérien car contrairement à ce que croyait l'opinion publique le général n'était pas à l'heure des colonels.

DEUXIÈME PARTIE

L'ILLUSION

De nouveau Alger est saisi de la fièvre obsidionale. La température ne cesse de monter. Les bruits les plus fous transforment les rues fraîchement arrosées, les bistrots aux arrière-salles accueillantes et ombreuses, les salons mondains en autant de chaudrons bouillonnants. Du Bab-el-Oued des petits Blancs jusqu'aux somptueuses villas d'El-Biar et aux appartements à jardins d'hiver et piscines de la rue Michelet on est unanime : il faut, une bonne fois pour toutes, faire passer à Paris l'envie de prononcer ces mots — abandon, négociations, tractations — qui seraient la mort de l'Algérie française. Ces mots obsessionnels qui font le siège de tous les esprits algérois.

Pourtant, on devrait pavoiser. Félix Gaillard est tombé. Son ministère n'a pu survivre au tollé général soulevé par les bons offices. Le 15 avril, l'Assemblée lui a refusé la confiance. Adieu, Gaillard. Adieu, les bons offices. Et sans regrets, hein ! La lettre personnelle d'Eisenhower remise par Murphy — M. Bons Offices — au président du Conseil a sonné l'hallali. De quoi se mêlent ces Américains ? Soustelle est monté à l'assaut. Au nom des Républicains sociaux dont le président est pourtant Chaban-Delmas, ministre de la Défense nationale du gouvernement qu'il s'apprête à renverser — mais c'est un obstacle qui ne compte pas —, Jacques Soustelle accuse la « médiation partiale » des « prétendus bons offices ». À la tribune de l'Assemblée, l'ancien gouverneur de l'Algérie s'écrie :

« C'est la liquidation totale des positions en Afrique du Nord que l'on prépare, tandis qu'on s'obstine à ne pas poser le vrai, le seul problème, celui de la belligérance de Bourguiba aux côtés du F.L.N. C'est la politique des trusts pétroliers qui veulent nous évincer du Sahara... Je suis de ceux qui sont décidés à ne plus rien céder. La France est allée jusqu'à la limite des concessions, Elle doit désormais dire non aux humiliations et aux abandons. »

Communistes, poujadistes, indépendants et paysans et républicains sociaux « ont eu la peau » de Félix Gaillard. Une fois de plus l'alliance des extrêmes a entraîné la chute du cabinet. Une fois de plus l'action des modérés, et surtout de Jacques Soustelle, a contribué à renverser un gouvernement. Après Bourgès-Maunoury et sa première loi-cadre, c'est Félix Gaillard et ses bons offices sur lesquels l'ancien gouverneur se fait les dents.

L'étoile de Jacques Soustelle monte au firmament de l'Algérie. On se souvient du départ enivrant réservé par Alger à son gouverneur bien-aimé[1]. Après l'avoir traité de juif — son véritable nom est Ben Soussan, disaient les ultras avoir hurlé lorsqu'il préconisait réformes et collège unique, on l'a porté au pinacle par un de ces retournements dont le versatile Alger européen a le secret. Depuis, Jacques Soustelle s'est fait le champion de l'Algérie française. Il a créé l'U.S.R.A.F., Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française. Son association patriotique turbulente, talentueuse et explosive déchaîne les réactions les plus violentes. L'ancien ethnologue, le passionné des Aztèques, le rondouillard professeur, le solennel gouverneur, s'est transformé en boute-feu. Secouer cette masse amorphe, balayer cette Assemblée aux jeux stériles, prêcher la cause de l'Algérie française, voilà son but. Il s'y emploie avec un enthousiasme extraordinaire et multiplie les tournées de conférences. Ses alliés ? Les principaux sont de taille et de classe.

D'abord Michel Debré, un paquet de nerfs et de passion. De secret aussi. On parle peu de lui dans le grand public, mais au Sénat et dans les gouvernements successifs de la

IVe République on redoute et on admire la rigueur de ses réquisitoires. Au palais du Luxembourg son intégrité intellectuelle, son honnêteté puritaine lui valent une grande audience. Mais les gouvernements craignent ce pamphlétaire acerbe. Son *Courrier de la colère* démonte toutes les combines, met en lumière les tares, les malformations du régime, de la Constitution, des hommes aussi. On a tout essayé pour museler le bouillant sénateur. Rien n'y fait. Ni l'argent ni les portefeuilles. De l'argent, il en a toujours assez pour faire paraître le *Courrier* — les mauvaises langues disent que la toute-puissante association des maires de l'Algérois pourvoit largement à la parution d'un organe dont les réquisitoires sont un baume pour les Européens d'Algérie — les portefeuilles, il les refuse avec hauteur. Il n'a qu'un maître : De Gaulle. Il n'entend revenir au pouvoir qu'avec lui.

En 1958, Michel Debré a quarante-six ans. Un physique austère. Une mèche rebelle rajeunit pourtant le visage plein, pâle, à la barbe forte, aux traits sévères. Même ses ennemis reconnaissent sa prodigieuse intelligence. La redoutent aussi. Sa carrière administrative est à la mesure de ce cerveau hors pair. Son père, le célèbre pédiatre, président de l'Académie de médecine, peut être fier de lui. Entré au Conseil d'État à vingt-trois ans, commissaire de la République à trente-deux, sénateur l'année suivante, il ne cesse de travailler. Le travail, c'est son opium, sa passion. Il se plonge avec délice dans ses dossiers. Spécialiste des Constitutions, se déplaçant avec une facilité déconcertante dans les méandres de l'administration, en démontant les moindres rouages, il est la véritable tête pensante de ce noyau de fidèles gaullistes dont les noms pour l'heure inconnus sont : Guichard, Pompidou, Roger Frey, Sanguinetti, etc. C'est lui qui avec Soustelle organise inlassablement les conférences des « Rép'Soc' ». C'est grâce à lui que le nom de De Gaulle, bien oublié, résonne encore lors de réunions d'information. À la tribune, ce bourgeois, vêtu de sombre, au verbe mesuré, au geste calme se transforme en tribun révolutionnaire. La voix s'enfle, « démesure », se casse parfois, d'une indignation libérée à l'égard de « ces princes qui nous gouvernent ». L'œil brille, le poing frappe, la mèche barre le front que la colère pâlit. Saint-Just à la tribune devait avoir de ces accents. Debré enflamme, ne rassure jamais. Il n'est pas sympathique, il le sait, n'y peut rien et s'en moque. Son but ? Le même que celui de Jacques Soustelle avec qui il fait équipe : faire revenir De Gaulle au pouvoir. L'Algérie est l'occasion rêvée. Jamais, il en est sûr, la IVe ne pourra régler le problème. Seul l'ermite de Colombey peut imposer sa loi à un pays dont le Parlement en folie n'a plus qu'une action négative. Soustelle et Debré prépaient la voie. Poussent à la roue. Que s'écroule la baraque, la charpente est pourrie ! De Gaulle ne croit pas à son retour. Eux si. De toutes leurs forces. De toute leur intelligence. « Algérie française De Gaulle au pouvoir », c'est eux. Soustelle s'attaque au vieux Palais-Bourbon. Avec succès. Debré s'attaque à une tâche singulièrement difficile pour tout autre que lui : déterminer les points de la machine administrative qui peuvent s'enrayer au moindre grain de sable, ceux qui le sont déjà, ceux qu'il faudra neutraliser « le grand jour venu ». Il est le neurologue de ce grand corps administratif sans la santé duquel un régime ne peut survivre. Il en connaît tous les centres nerveux. Il sait — acupuncteur de la révolution — où il faut planter ses aiguilles d'or pour arrêter ou remettre la machine en marche. Avec efficacité et discrétion il prépare la révolution administrative. Il a dans ses dossiers un projet de Constitution. Ce « commando » de l'intellect est prêt.

Commando Sanguinetti — autre allié de poids de Jacques Suustelle — l'est au sens propre du mot. « Sangui » a perdu une jambe en Corse, à l'époque des commandos de France dont il était sergent. Sa fidélité à De Gaulle est aussi solide que sa silhouette massive. Allez savoir que ce héros de la guerre, colosse au visage peu amène, aux épaules de catcheur, a une jambe de bois ! Il met un point d'honneur à le faire oublier et y parvient parfaitement. Ce trompe-la-mort n'a jamais abandonné l'action. Sa vie, son enfance même ont de ces relents de romantisme moyen-oriental qui séduisent. Alexandre Sanguinetti est d'origine algéroise — ça va servir — mais est né en Égypte où son père était conseiller du père de Farouk. Après une guerre héroïque « Sangui » a plongé dans la politique. Il a fait partie de nombreux cabinets ministériels et a retiré de ces séjours dans les bureaux dorés du 7e arrondissement un profond dégoût pour cette IVe République mal bâtie après une guerre où l'on avait pourtant donné tant de soi-même et préparé « des lendemains qui chantent ».

Sanguinelti n'a jamais laissé tomber ses compagnons de guerre. Et ses familiers savent combien ce masque rébarbatif qui serait à sa place dans un film policier américain de série « B », peut cacher d'amitié, de fidélité, de fraternité pour les copains d'hier. Tout à fait l'homme qu'il faut comme secrétaire général pour le C.A.N.A.C., Comité d'action nationale des anciens combattants, créé sur l'initiative du conseiller Blocq-Mascart, ami intime de Soustelle et de Debré. Qui mieux que Sanguinetti, héros de la guerre, ancien combattant prestigieux, pied-noir d'origine, peut réunir, unifier et mobiliser les grandes associations d'anciens combattants sous la bannière de l'Algérie française ? En avant ! Les voilà, les commandos qui manquent aux intellectuels Soustelle et Debré. En France ils sont deux millions mais calmes, tranquilles, pépères, pas prêts pour un sou à faire la révolution ! Le béret basque, le drapeau, la flamme de l'Inconnu, la gerbe une fois par an, oui, mais pour le reste... Ça ne fait rien. On en impose lorsqu'on parle au nom de deux millions d'hommes même s'ils restent les pieds dans leurs pantoufles. Et puis il y a les anciens combattants d'Algerie. Ceux-là, c'est autre chose. On a vu que pour descendre dans la rue ils ne sont pas les derniers. Et Sanguinetti qui en métropole représente deux millions d'anciens combattants, qui, le 8 juillet 1957, a envoyé le colonel Bourgoin prêter en leur nom le serment de conserver l'Algérie française, est l'homme qu'il leur faut. De la gueule, de la grogne, de la hargne et une poigne de fer. Sangui ce n'est pas un tendre. Et à Alger, ça plaît. Arnould peut dire à ses anciens combattants qu'au moins ceux de métropole pensent comme eux, qu'ils représentent quelque chose, une force. Des hommes à qui la patrie doit être reconnaissante.

Soustelle est l'idole d'Alger. Sanguinetti pèse de tout le poids de ses anciens combattants. Debré « gamberge ». Tout est en place.

Bien sûr, Soustelle n'a pas que ces deux alliés. La préparation du coup d'État du 13 Mai est un écheveau compliqué dont les fils aboutissent à des dizaines de complots. De nombreux ouvrages les ont démêlés, disséqués, nous n'y reviendrons pas et ne nous soucierons que de ceux qui en Algérie auront une influence directe sur la journée du 13 Mai. Ceux qui marquent l'heure des colonels.

La chute de Gaillard est accueillie avec enthousiasme par Alger. C'est le rejet des bons offices. C'est, titre « *L'Echo,* » le refus de poursuivre une politique d'abandon ». Sérigny et Soustelle, le pétainiste et le gaulliste, font désormais bon ménage et soufflent

dans la même trompette. Mais très vite la joie d'avoir contribué à renverser un gouvernement « sans couilles » se mue en inquiétude, en angoisse. Et plus la crise dure — elle va se prolonger pendant vingt-huit jours — plus la fièvre monte. Un vent de défaitisme plane sur Alger. Les Européens se sentent mal aimés, « persécutés » par une métropole qui ne les comprend pas. Ce vent, comme certains vents du désert, prend sur place. Il y a eu les bons offices, on a renversé Gaillard, mais le risque n'est pas définitivement écarté. Il y a l'éventualité d'une négociation — proposée avec insistance par Bourguiba et Mohammed V — et certains milieux politiques n'y semblent pas opposés. Voyez ce Pflimlin qui vient d'en parler très sérieusement dans *Le Petit Strasbourgeois*. Et si par malheur — la crise se prolongeant — un lascar pareil était pressenti et investi ? C'en serait fini de l'Algérie française. Dans l'esprit des Européens — mayonnaise montée avec art par *L'Echo d'Alger,* Soustelle et Debré réunis —, une négociation ne peut aboutir qu'à une reconnaissance du F.L.N. Donc à l'indépendance. Donc : « La valise ou le cercueil ! » Voilà ce que préparent ces parlementaires pourris ! Une fois encore c'est le « largage ». Rien ne va plus ! Ce vent du désert prend des proportions de tornade. Les esprits sont en ébullition. Les Européens angoissés se cramponnent à tout ce qui peut les rassurer. Une parole de Pflimlin : c'est l'abattement. On nous abandonne. Une déclaration de Debré : on exulte. De 36° 5 la température passe à 40 ! De l'abattement on passe à l'excitation la plus extrême. Peu de nerfs résistent longtemps à pareil traitement. Il faut que ça claque. Ça va claquer.

Au Gouvernement général on le sent. Le calme secrétaire général Pierre Chaussade note dans ses carnets : « Les Européens ont le sentiment que leur existence même se trouve en cause, non plus dans les combats, mais sur le plan politique et diplomatique. Cette peur d'être abandonné ne peut que se manifester par une volonté de survivre, un immense réflexe de défense. »

Lacoste aussi est conscient. Et cette fois il n'y a plus de possibilité de purger la machine. Plus de soupape de sûreté. Le ministre résidant, qui se plaignait de ne pas avoir assez de pouvoir, n'en a plus du tout. Vingt-nuit jours de crise ! Pas de gouvernement. Et qui sait si ce gouvernement — qu'on a tant de mal à trouver — gardera Lacoste ? Et on en arrive à ce paradoxe : Lacoste coupé des libéraux, des musulmans et des extrémistes est poussé, par la force des choses, vers ces ultras qu'il a encore voulu matraquer le 11 novembre 1957. Car ceux-ci se disent : « Lacoste, c'est l'Algérie française. Le suivant que sera-t-il ? » Chaque jour qui passe arrache un pan à cette « IVe » moribonde. À Paris, Bidault, puis Pleven tentent de dénouer la crise. En vain. Le Parlement se fait hara-kiri. Chaque jour sans gouvernement c'est un peu de sel sur la plaie algérienne. Il faut foutre en l'air ce régime gangrené. Après, on verra bien. Mais chacun a déjà sa petite idée derrière la tête. Pour Soustelle et Debré, c'est De Gaulle. Pour les nostalgiques de Pétain, de Franco, de Salazar c'est l'occasion de mettre sur pied un bon petit État corporatiste. Pour certains militaires, une dictature « pure et dure » rendrait enfin un visage de Jeanne d'Arc à cette Marianne de la rue Blondel.

D'abord il faut s'organiser. Ce ne sont pas les mouvements qui manquent à Alger. Les anciens combattants d'Auguste, Arnould, le pilote d'Air Algérie, mi-boy-scout, mi-révolutionnaire, sont les plus nombreux et les mieux disciplinés. Aucune manifestation ne s'est déroulée sans eux. Ils sont les maîtres de la rue d'Alger. Avec leurs drapeaux, leurs décorations, leurs « frères musulmans », ils sont « le gros » de toute manifestation

importante. Ensuite, le fer de lance : les étudiants et lycéens. Là encore tout est prêt. Tous sont décidés à s'opposer par la force à un abandon. L'U.S.R.A.F. de Soustelle, idolâtré par Alger, coiffe facilement ces associations patriotiques qui toutes réclament un gouvernement de salut public à ce Parlement bouffon.

Mais il y a aussi ceux qui ne voient pas d'un très bon œil l'action de Soustelle, jugé trop libéral, trop attaché aux libertés républicaines. Ceux qui n'ont pas oublié le Soustelle du Comité antifasciste du Front populaire, du collège unique. Ceux-là sont prêts à tout. On va les baptiser « activistes ». Ils veulent aussi réussir leur coup d'État mais pour renverser la République et établir un régime autoritaire et corporatiste. Sentant le moment venu ils se regroupent, réunissent leurs troupes de choc, leur influence, oubliant pour un temps quelques divergences mineures. C'est une alliance secrète que passent des hommes qui ont le goût du complot, de l'action, de la théorie révolutionnaire d'extrême droite. Ils sont sept. Leur mouvement s'appellera donc le « Groupe des Sept. » Peu d'imagination mais du punch !

Le premier des sept est Pierre Lagaillarde. De loin le plus actif, le plus accrocheur, le plus violent dans l'action. Il est avocat, ses parents aussi. Il est né à Courbevoie mais a passé son enfance à Blida dont son père a été bâtonnier. Il a usé ses fonds de culotte en compagnie de M'hamed Yazid, Blidéen lui aussi. Puis la guerre est arrivée. Yazid a rejoint le F.L.N., Lagaillarde les paras. Sous-lieutenant, il a « fait » l'Algérois, Suez et la « bataille d'Alger ». Puis son temps fini, il a quitté l'armée pour « poursuivre le même combat mais sur le plan politique ». Il s'est inscrit à la faculté d'Alger pour préparer un doctorat mais surtout pour contrôler cette masse estudiantine qui traditionnellement renferme tous les ferments de l'agitation. Le président de l'A.G.E.A. (Association générale des étudiants d'Algérie), Jean Gautrot, est de ceux que Lacoste a envoyés « respirer l'air des djebels » en résiliant leur sursis à la suite des manifestations du 11 novembre. Lagaillarde bondit sur l'occasion, fait campagne, est élu. Ce grand garçon athlétique, le visage large, cerné d'un collier de barbe, a tout pour plaire aux étudiants algérois. Il sait parler, entraîner les foules, il a l'expérience de la vie, il est déjà avocat. Il a fait son service militaire dans les paras et en a ramené la valeur militaire. Bref, un meneur d'hommes. Pour lui l'A.G. n'a été jusque-là qu'un mouvement de boy-scouts turbulents. Il la transforme en une arme politique solide qui peut s'avérer redoutable. Pierre Lagaillarde fait son entrée dans la vie politique algéroise. Il n'a pas fini de faire parler de lui.

Les six autres membres du « Groupe des Sept » sont des fascistes bon teint. Nous en connaissons certains. D'abord le restaurateur Goutallier, le truculent patron du restaurant « Le Relais », spécialiste de chansons de corps de garde dans la tradition pataouète de Bab-el-Oued. C'est le patron des poujadistes d'Alger. Son adjoint est Joseph Ortiz. Le grand Jo est bistrot près du Forum. Une belle tête à la Mussolini, grasse et régulière, le verbe haut. Il contrôle les troupes de choc poujadistes. On l'a vu mener de main de maître la manifestation du 6 février 1956 et, à coups de tomates puis d'échauffourées, tenir prisonnier le président du Conseil Guy Mollet jusqu'à ce que celui-ci « mette les pouces » et remplace Catroux par Lacoste[2]. Son action est parfois moins publique et avec certains de ses fidèles il ne dédaigne pas le contre-terrorisme. Certains de ses hommes ont prêté la main au groupe Kovacs dont le mouvement, l'O.R.A.F., s'est vanté de l'attentat de la rue de Thèbes [3].

Le docteur Lefebvre, médecin homéopathe, est physiquement à l'opposé d'Ortiz. Aussi calme que le cafetier est excité. Aussi policé que l'autre est « grande gueule ». Il est aussi beaucoup plus cultivé. Il a pourtant un point commun avec Jo Ortiz : son amour de Charles Maurras. Mais Ortiz n'a lu que cela. Le docteur Lefebvre, lui, sait tout sur les régimes fascistes qu'il a particulièrement étudiés. À ses yeux, le régime de Salazar représente le fin du fin. Il avait vingt ans sous Pétain et a gardé au vieux maréchal une fidélité touchante. Son rêve : le corporatisme. Il apporte dans le mouvement poujadiste algérois la science des analyses politiques, la technique et la culture qui manquent à Ortiz et à Goutallier.

Robert Martel est, lui, une vieille connaissance. Viticulteur de choc, il a repris dans la Mitidja la fameuse association : l'U.F.N.A., Union française nord-africaine, créée et animée dès 1955 par Boyer-Banse, gros colon, expulsé par Robert Lacoste, ce qui avait valu à ce dernier l'ire des ultras. Cette U.F.N.A., bien qu'interdite, est plus vivace que jamais. Et Martel la dirige d'une poigne de fer. Avec lui on pénètre en plein délire. Martel c'est le Cœur et la Croix, Charles de Foucauld, la défense de l'Occident chrétien, l'Ordre nouveau. Il a été arrêté à la suite de la découverte de la villa des Sources où un groupe contre-terroriste torturait des musulmans soupçonnés de faire partie du F.L.N. Puis il a été relâché et a renoué avec l'organisation « Grand O » du docteur Martin et du général Cherrière, l'ancien patron de la Xe région militaire sous Léonard et Soustelle. Pour Martel, la Cagoule, dont « Grand O » est une résurgence, est le seul mouvement « pas trop à gauche » et digne de confiance ! Inutile de préciser que la défense de la République et des libertés individuelles ne sont pas au premier rang de ses préoccupations ! Il peut compter, dit-il, sur mille colons armés et décidés à frapper fort.

Son adjoint est Crespin, qui règne sur un petit groupe dissident de l'U.F.N.A. Bonnçt blanc et blanc bonnet.

Enfin, fermant la marche, un avocat algérois, Me Baille, fait office de conseiller technique en coup d'État.

Ces sept-là sont déterminés à ne pas laisser passer une si belle occasion. Si coup d'État il y a, et il y aura coup d'État, le Comité des Sept entend bien le diriger à sa guise. Encore faut-il avoir l'appui de l'armée sans laquelle, c'est un fait bien établi et aucun parmi les comploteurs de tout bord ne l'ignore, rien aujourd'hui ne peut se faire en Algérie.

L'armée. On ne parle que d'elle. Des résultats qu'elle obtient, de son unité. De son moral surtout. Elle séduit et elle inquiète. On sent qu'elle a changé mais on ne sait pas trop dans quel sens. Le pays ne la connaît plus. Cela fait si longtemps qu'elle est partie. Engagée dans les guerres coloniales d'Indochine, puis d'Algérie elle a perdu le contact avec la métropole. Cela paraît paradoxal car après tout cette armée est surtout constituée de près de quatre cent mille appelés, elle représente donc la nation. Mais l'Armée, avec un grand A, ce n'est pas cela. En Algérie, elle est composée de deux parties inégales. Les troupes d'intervention, c'est-à-dire les parachutistes, les commandos, et les troupes territoriales, c'est-à-dire les bidasses, les appelés, ceux qui ne sont pas volontaires pour les unités de choc, ceux qui ne savent pas trop ce qu'ils viennent « foutre » en Algérie.

Ce sont ceux-là qui toute l'année sont au contact de la population. Le quadrillage, les

postes, les pitons, les patrouilles toujours recommencées c’est pour eux. Cela marche bien ou mal selon l’encadrement. Plutôt mal que bien, car — c’est là l’erreur tragique du haut commandement — c'est à ces troupes territoriales les moins entraînées, celles qui « n’y croient pas », que l'on a réservé le plus médiocre sinon le plus mauvais encadrement. De cette armée-là on ne parle jamais. Son travail quotidien de contact, de quadrillage, n’intéresse personne. Dès qu’il y a un coup dur c’est aux troupes d’intervention que l’on fait appel. Ce sont elles qui racontent leurs accrochages, leurs opérations, leurs fellouzes. Leurs chefs sont les plus prestigieux, des noms qui se sont déjà illustrés en Indochine, des noms que l'on retrouve dans les journaux, dans les magazines, dont on parle à l’état-major. Des hommes qui trimbalent tous leur légende. La véritable armée, c’est celle-là. S’y ajoutent les jeunes officiers S.A.S., les lieutenants, les capitaines qui en veulent, qui croient dur comme fer à la pacification, qui s’y donnent tout entiers. La voilà, l’armée d’Algérie. Cette guerre n’a pas besoin de divisions mécanisées, de grandes manœuvres où, sous la direction de stratèges prêts à la guerre nucléaire, on combine l’action de la marine, de l’aviation, de l’artillerie et de ces divisions splendides qui font vibrer d’émotion les généraux étoilés de l’O.T.A.N. Non, ce qu’il faut ici ce sont des Bigeard, des Jean-pierre, des Graziani, des Mayer qui crapahutent avec leurs hommes, qui chassent le fell en vivant comme lui. Des spécialistes de la guérilla. Seuls ils peuvent porter des coups efficaces à un adversaire qui se moque des grandes opérations et des déplacements spectaculaires montés des jours à l’avance ! Et pour appuyer ce fer de lance il faut des centaines de jeunes officiers « pacificateurs », des bâtisseurs, des médecins, des maîtres d’école formés à la discipline des commissaires politiques et qui connaissent eux aussi tous les secrets de la guérilla. Des bonnes à tout faire peut-être, mais mieux encore des gouvernantes auprès desquelles les musulmans abandonnés par une administration civile débile puissent trouver une aide qui leur a toujours manqué.

Et ils existent. Et ils sont là. Et ils pensent. Et ils parlent. Leur cible ? Le « système ». On l’attaque ouvertement dans les popotes. Il est indéfendable. On fait la guerre depuis trois ans et demi sans discussion, sans qu’il y ait d’ordre précis, d’orientation dans la politique du gouvernement. L'armée ne reçoit aucune directive autre que : « Il faut garder l’Algérie à la France. » Elle s’y est employée comme elle a pu. Les officiers S.A.S. se sont engagés auprès des musulmans. Ils ont remplacé un État défaillant dans tous les domaines. Depuis la « bataille d’Alger », depuis que Lacoste lui a abandonné les pouvoirs civils de police, l'armée tient l'Algérie entre ses mains. Comment l’officier à qui l’on demande — outre de faire la guerre — d’accomplir la tâche de tous les corps de l'État : justice, instruction, police, administration, urbanisme, ne se poserait-il pas la question : puisque l’armée fait tout, pourquoi n'a-t-elle pas le pouvoir ?

Ceux qui ont fait l’Indochine se la posent plus que les autres. Les rescapés des camps viets ont eu le temps de méditer, de rechercher les causes de leur échec face à la révolution populaire. Ils croient avoir assimilé la leçon indochinoise. Au service de leur pays ils ont appliqué les techniques de combat apprises à l’école. Ils les ont adaptées à la guerre révolutionnaire apprise sur le terrain. Aveuglément ils ont obéi à des chefs — politiques et militaires — dont les méthodes se sont révélées inefficaces, incomplètes et périmées. Leur gouvernement les a laissés désarmés devant les attaques psychologiques d’un ennemi infiltré sur leurs arrières.

Jusque-là ils étaient restés apolitiques. C'était leur goût... et leur devoir. Mais ils découvrent — et c'est là la leçon indochinoise — que la guerre est la continuation de la politique par la force, et que la guerre révolutionnaire — guerre totale — n'est que l'application d'une politique *par tous les moyens*. Les Viets avec leurs commissaires politiques l'avaient compris. Eux, les officiers traditionnels cherchaient en vain, dans les textes et les discours officiels, la doctrine qu'il fallait suivre. Et voilà qu'en Algérie ça recommence. Comment trouver une réponse à toutes les questions que se pose l'armée dans la mosaïque des velléités d'un pouvoir exécutif toujours provisoire ?

En ce printemps de 1958, l'armée n'accepte pas — et elle n'acceptera jamais, elle se le jure — une politique pouvant conduire à un nouvel abandon. Il y a eu l'Indochine, la Tunisie, le Maroc. Cela suffît. Elle ne veut pas être frustrée d'une victoire qu'elle sent désormais plus proche. Il est impossible qu'un gouvernement — on finira bien par en trouver un dans ce Paris parlementaire en folie — remette en cause les succès militaires dans une négociation politique. Et puisqu'on a demandé à ces officiers de prendre en main ces vastes territoires sous-administrés, d'encadrer la population musulmane, de se transformer auprès d'elle en véritable commissaires politiques, ils ne l'abandonneront jamais. Ces jeunes officiers — et leurs colonels, en particulier les paras — rêvent d'une armée populaire. Ils sont loin des généraux d'état-major, ils les critiquent même violemment — on a vu ce que pense Bigeard de la guerre menée par les « patrons » —, ils ne se sentent aucun point commun avec certains officiers d'Alger — comme Allard, le patron de la pacification, ou Goussault l'homme de l'action psychologique en chambre — qu'ils qualifient de droite. Ils ont violemment critiqué l'attitude de certains colons et se sont empressés — dans leurs secteurs — de remédier aux abus, d'augmenter les salaires de misère, de tenter de rendre aux populations qui en sont si cruellement arrivées leur droit à la dignité. En même temps qu'ils luttent contre l'ennemi ces hommes qui se considèrent comme les cadres d'une nouvelle armée ont appliqué les techniques de manipulation psychologique des populations qu'ils doivent conquérir. À leurs yeux, en Algérie, se trouvent réunis les facteurs sociologiques et matériels nécessaires pour provoquer la rupture avec un système qui tourne à vide, un Parlement qui ne sert qu'à démolir en quelques heures un gouvernement qu'il met des semaines à reconstituer. Ces soldats « révolutionnaires » voient à portée de leur main la possibilité de faire sauter le « système », gagner la guerre et sauver le pays.

Ils n'ont aucune idée de la complexité des choses. Eux aussi simplifient à l'extrême. Nationaux-socialistes, nous ? Jamais. Dites plutôt nationaux-communistes ! Rétablir dans la nation un ordre idéal. Quel beau rêve !

Et ils le caressent de plus en plus souvent. L'intégration, ils sont les seuls à la vouloir vraiment. Il y a, bien sûr, les Européens d'Algérie qui combattent les réformes, le collège unique, la participation musulmane aux leviers de commande du pays... ils sont persuadés être les seuls à pouvoir les convaincre. Par la force s'il le faut. Mais ce sera inutile car eux connaissent les pieds-noirs d'Alger, ceux qui font tout, dirigent tout. Les officiers parachutistes sont devenus leurs intimes.

Chaque régiment parachutiste a sa base arrière à Alger. Après trois semaines ou un mois d'opérations, de crapahut, on revient dans la capitale. Et le soir les officiers parachutistes sortent. Tout auréolés de gloire par les journalistes à qui ils ont des choses spectaculaires à raconter et avec lesquels ils « grenouillent » volontiers. Elle est loin la

Grande Muette, c’était l’armée de papa ! Ils deviennent les chouchous de la population européenne qui n’a pas oublié la terreur de la « bataille d’Alger » dont ils l’ont débarrassée. Ils sont invités. Ils dînent en ville. Ils ont des liaisons. Certains se marient. Ils s’attachent à cette population pied-noir. Et ce n’est pas difficile car, le mot vient naturellement à la bouche, elle est attachante. En outre dans ces familles les paras s’aperçoivent que les « Arabes » sont souvent « bien traités », qu’on a confiance en la vieille fatma qui est là depuis toujours. Ils ne sont donc pas irréductibles. On pourra les convaincre. Les paras ne disent jamais — car ils ne le pensent pas — « il faut se battre pour les pieds-noirs ». Ils leur adressent même des critiques : « Vos gens de la Mitidja, il faudrait les traiter un peu mieux. Vous allez à la catastrophe. » Ils sont sûrs de pouvoir les amener à la raison. Ils rêvent d’être le catalyseur entre une masse musulmane encadrée et lasse de la guerre et ces pieds-noirs qui, eux aussi, sont dans leurs pays. Pourquoi n’abandonneraient-ils pas leurs privilèges, pourquoi n’accepteraient-ils pas une intégration totale et sincère — un musulman égalé un Européen — dont l’armée toute-puissante serait le garant ? Ce que le système est incapable d'imposer, l’armée peut le faire. Garder l’Algérie mais une Algérie rénovée. Pour cela empêcher à tout prix la constitution d’un gouvernement qui négociera.

Ce malaise de l’armée, Raoul Salan le perçoit d’autant plus facilement qu’il le ressent profondément. Lui aussi se pose la question : pourquoi pas nous ? À Alger, il reste le second du ministre résidant alors qu’il contrôle à travers l’armée tous les rouages du pays. L'Algérie, c’est lui et pas Lacoste. Ou plutôt ce devrait être lui. Il suffirait de bien peu de chose.

Salan n'a pas pardonné au « système » d'avoir envisagé son départ. Le bruit en a couru. On a même parlé de l'éternel Cogny pour le remplacer. Salan s’apprêtait à demander des explications nettes et précises à Chaban-Delmas, son ministre, lorsque le gouvernement a été renversé. Et l’Algérie, Salan est décidé à tout pour en conserver le commandement. C’est sa chance. Il le sent. Ce commandement doit être le couronnement de sa carrière militaire. Il peut même lui ouvrir des horizons beaucoup plus larges.

Dans cette aimée où les officiers les plus en (lèche expriment des idées simples, sinon simplistes, préconisent des solutions tranchées où tout est noir ou blanc, Salan fait ligure d’exception. Son expérience chinoise et indochinoise l’a profondément marqué. Pour lui rien n’est aussi simple qu’il y parait et le plus court chemin qui mené d’un point à un autre n’est jamais la ligne droite. Voilà qui déroute à Alger où seuls comptent les sentiments extrêmes simplement exprimés.

La Ville blanche n’aime pas Salan et le lui a prouvé dès son arrivée. Ce seigneur de la guerre au visage impassible, aux réactions contrôlées, froid comme le marbre, déplaît profondément. Sa carrière, brillante et compliquée — à l’image du personnage —, est pour les extrémistes algérois du plus mauvais augure. À leurs yeux Salan c’est le traître, le défaitiste, l’homme qui a connu Giap, qui a « bradé » l’Indochine, le franc-maçon qui vient poursuivre en Algérie une entreprise de démolition commencée en Asie. Et on a monté contre lui, à peine arrivé, l’attentat au bazooka. Puis on s’est aperçu de la méprise. Il y a eu la « bataille d’Alger », rondement menée. Sa cote a remonté. On l’a admis. Sans plus.

Pour être populaire à Alger il faut faire « la retape ». Salan n'en fait pas Chez lui, les réceptions sont glacées. Il n'a pas le contact. Il est difficile à cerner. Massu avec sa gueule insensée, son béret rouge, sa tenue léopard et son langage brusque et sans détour, plaît follement. Salan non. Ses cheveux blanc bleuté, son uniforme impeccable, ses rangées de bananes, sa physionomie dédaigneuse le desservent dans un pays où la chaleur humaine joue un si grand rôle. Il en a pris son parti. Ce n'est pas dans la rue mais dans le secret de son cabinet qu'il va entreprendre cette conquête du pouvoir qui lui tient tant à cœur. Il est le patron de l'armée, pourquoi ne pas être le patron tout court ? En Indochine où il n'y avait pas de civils pour mettre de bâtons dans les roues il n'a pas eu sa chance. Il a été l'adjoint opérationnel de De Lattre puis, quand le Roi Jean, épuisé, « a passé la main », il était trop tard. En Algérie il peut donner sa véritable mesure. Face à Lacoste il a fait son grand numéro. De la classe, de la dignité. Il a voulu avoir, lui aussi, sa cour comme De Lattre. Il a fait venir quelques-uns des « maréchaux d'Empire » dont il a été : le bel Allard, Goussault le futé, Crespin, bien d'autres encore. Mais il lui manque le culot et l'abattage du Roi Jean. Il n'a que des collaborateurs. Pas d'équipe. Il est trop froid, trop fermé, trop secret, trop « poisson à l'étalage ». Il a la poignée de main molle et le verbe sec. Son goût du faste, ses déplacements entourés de douze motards en gants à crispin blanc, sa garde prétorienne indochinoise, impressionnent. Sans plus. Ni démesure ni séduction.

Ce timide qui ne rêve que pouvoir et popularité commande à un état-major gelé que sa prudence maladive et son absence de contact humain n'enthousiasment guère. Avec Lacoste, après un round d'observation où chacun a essayé d'« en imposer » à l'autre, il a joué le jeu. Les rapports se sont progressivement détendus. La bonhomie rondouillarde, la jovialité du ministre résidant y ont été pour beaucoup. Salan a monté, avec l'accord de Lacoste, son plan de pacification, puis il y a eu la « bataille d'Alger ». Toujours « couvert », le commandant en chef a étendu son pouvoir. Et les choses se sont précipitées. Le découragement a gagné. Un découragement que ne peut enrayer Lacoste, ministre d'un gouvernement renversé. Et Salan finit par se dire, voyant le petit et bedonnant Lacoste enfoui dans son fauteuil, ses bras courts et grassouillets posés sur l'immense bureau du G.G. : « Ce fauteuil est pour moi. » Avec prudence il a attendu son heure. Elle a sonné. Tout le lui prouve et d'abord les officiers de cette armée dont il est le maître absolu : « Les civils ne suffiront pas, nous sommes là et nous ne céderons jamais, »

Ce monument de calcul et de froideur se laisse tout de même pénétrer par l'ambiance folklorique de la rue algéroise. Il est le commandant en chef, le patron tout-puissant de cette armée bien-aimée dont Alger exalte le rôle de façon permanente. Il ressent le parfum de cette popularité bien qu'à titre personnel il n'en ait guère. Mais les bougainvillées sentent plus fort à Alger que partout ailleurs... Cette fois, il en est sûr, il peut devenir le De Lattre de l'Algérie. Il suffit de ne plus avoir de civil dans le grand bureau du G.G. Avoir les coudées franches et tous les pouvoirs civils et militaires. Il veut la faillite de Lacoste à son profit. Il n'a même plus à la désirer elle est là, confirmée par la crise qui dure... qui dure. Il suffit de mettre maintenant un certain nombre de civils dans le coup pour que les pouvoirs lui soient *légalement* remis. Car il est et reste républicain.

Alors son équipe fait des sondages, prend des contacts pour savoir quels civils sont

« récupérables ». Et voilà les groupes qui complotent à Alger pleins d'espoir ! À Paris, cela ne va pas mal non plus. Salan bénéficiera de l'appui de ses « anciens d'Indochine » de la rue de Naples, association menée par Yves Gignac et qu'il a présidée avant d'être nommé en Algérie. C'est le général Chassin — l'un des chefs de « Grand O » — qui l'a remplacé à la tête de cette association « de choc » qui sait tout des mouvements activistes parisiens. L'heure venue, ces alliés seront de poids.

Avec une prudence machiavélique Salan joue par personne interposée. On ne peut l'accuser de comploter. Apparemment il se laisse porter par les événements. Jamais plus que dans ces heures chaudes il n'a mérité ce surnom de Mandarin ramené d'Indochine. Il se borne à mettre en garde. Et à se renseigner. Ses émissaires à Paris sont le colonel Néri et le capitaine Agostini. Ils font "la navette entre Alger et Paris et tiennent le général au courant des activités de certains groupes parisiens comme le C.A.N.A.C. d'Alexandre Sanguinetti, dont on sait l'importance dans les événements qui se préparent.

À Alger, son principal et meilleur informateur n'est autre que le colonel Thomazo, commandant les unités territoriales, les fameuses U.T. composées d'Européens d'Algérie mobilisés trois jours par mois. « Nez-de-Cuir » n'a pas la prudence de son patron et reçoit les confidences de tous les conjurés ; des gaullistes aux extrémistes de droite, en passant par les jeunes officiers auprès desquels cet ancien de Monte Cassino où un éclat d'obus l'a défiguré, jouit d'un immense prestige. Car chacun des groupes qui préparent « leur » révolution sait qu'il doit compter avec cette force de frappe que représentent les U.T. Si les U.T. marchent et Thomazo en tête, l'armée marchera.

Dans le silence de son cabinet, Raoul Salan, informé de tous les complots sans participer à aucun, conscient de la révolte qui couve dans l'armée contre le « système » mais aussi contre le haut commandement, attend avec la patience qui est sa principale qualité que se produise le mélange détonant qui « légalement » lui donnera le pouvoir en Algérie. Il n'est pas le seul.

« Je vous assure, monsieur le directeur, que ma source est de premier ordre.

— Je vous crois, monsieur le commissaire, mais avouez que votre mise en garde, dont je vous remercie d'ailleurs, a de quoi surprendre. »

Le commissaire eut une moue significative. Lui ne semblait pas si surpris. Et pourtant l'information que ce haut fonctionnaire de la police apportait à Hosteing, directeur du cabinet civil et militaire de Robert Lacoste, était d'importance. L'un de ses informateurs, un policier un peu maquereau qui flirtait avec les militaires les plus extrémistes, lui avait annoncé que ceux-ci s'apprêtaient à agir contre Lacoste, représentant à leurs yeux ce « système » honni qu'ils voulaient abattre. Profitant d'un déplacement qu'avait projeté le ministre à Bou-Saada, un groupe d'officiers l'enlèverait et le tiendrait prisonnier « quelque part dans le bled ». Tout était prévu jusqu'au choix de la voiture et du chauffeur. Grâce à cet otage de marque on pourrait influer sur la politique parisienne !

Hosteing se leva et serra la main du fonctionnaire : « Merci, cher commissaire, je vais prévenir le ministre. Mais que voulez-vous que nous fassions ? Ce sont les militaires qui ont le pouvoir ! »

Voilà où on en est. Depuis la chute du gouvernement Gaillard, et pendant cette course à un cabinet fantôme, Robert Lacoste est sans pouvoir. Sa situation à Alger devient de

plus en plus inconfortable. Ministre à la merci d'ennemis éventuels qui n'en veulent pas à l'homme — impuissant, ligoté qu'il est par les errements de la IVe République — mais au régime qu'il représente, Lacoste ne se fait aucune illusion. Personne ne veut plus de lui à Alger à l'exception d'une minorité de droite dont il ne veut pas trop se vanter et dont il trouve la fidélité toute neuve par trop encombrante... C'est la faillite. La loi-cadre ? Un bluff inapplicable, inappliqué. Le collège unique ? Repoussé par tous. Restent les élections que le ministre veut fixer au 1er juin. Ou plutôt voudrait...

En apparence le cabinet de Robert Lacoste et celui de Salan continuent de collaborer « franchement ». En réalité chacun tente d'intoxiquer l'autre. Le maniement de l'intox est devenu une telle habitude en Algérie qu'on ne l'emploie plus seulement contre le F.L.N. mais aussi entre cabinets devenus rivaux. Salan a envoyé à Gorlin, responsable de l'information au cabinet Lacoste, le colonel Goussault, chargé de l'action psychologique de la Xe région militaire. Son rôle ? Mettre Gorlin « à la botte » de Salan. De son côté, Michel Gorlin a des informateurs chez Massu. Avec le général parachutiste les choses se passent beaucoup mieux qu'avec le Mandarin. La fraction « France libre » du cabinet civil a des souvenirs communs avec ce grognard compagnon de la Libération qu'elle n'a pas avec Salan. Massu, de même que Jouhaud, le patron de l'aviation, et Auboyneau le chef de la marine, restent « militaires-militaires ». La politique, ils s'en moquent. Ils sont aux ordres de Lacoste que le gouvernement de la République, qui les a fait généraux ou amiral, a placé à la tête de l'Algérie. En revanche, Salan, impassible, assiste, en les téléguidant, à ces jeux subtils d'intox et de contre-intox à la chinoise. Il tient l'armée et s'est frotté quotidiennement aux pratiques civiles et politiques. Les autres restent des chefs de guerre. Lui se sent le leader en puissance.

Lorsque Robert Lacoste apprend l'enlèvement dont il devait être la victime à Bou-Saada, il hausse les épaules. Enfantillage. Lui croit à des manifestations beaucoup plus importantes. Le grand coup de balai dont rêve Alger, il le sent se préparer. Et il est impuissant... et partagé. Il comprend la révolte de ces jeunes officiers S.A.S., car lui aussi a joué l'« engagement » des musulmans en mettant en place ses municipalités provisoires. Ceux qui y participent risquent leur peau. Le F.L.N. sur ce point n'a pas mâché ses mots. Il en a même égorgé quelques-uns, pour l'exemple. Et on lâcherait ces malheureux en négociant avec l'ennemi ? On les abandonnerait aux crimes fells, comme on l'a fait en Indochine avec les populations catholiques fidèles ? Impossible. Mais Lacoste ne peut pas garantir sa politique. Il n'est plus qu'un « gérant de local ». Il ignore quel gouvernement recevra l'investiture de l'Assemblée. Et quand. Il ignore aussi — et c'est le plus important — si ce gouvernement le confirmera dans ses fonctions comme Bourges après Mollet, comme Gaillard après Bourgès... Sera-t-il réinvesti dans sa puissance ? Pourra-t-il poursuivre sa politique ? Autant de questions sans réponse.

Ce 26 avril il se demande s'il n'aurait pas mieux fait de partir. Il sent un « coup » se préparer. Ce sera peut-être la manifestation prévue pour cet après-midi. L'U.S.R.A.F. et les anciens combattants ont appelé Alger à manifester pour protester contre « toute ingérence étrangère » et réclamer la « formation d'un gouvernement de salut public, seul capable de sauver l'Algérie française ». Lacoste a interdit la manifestation pour qu'à Paris on ne l'accuse pas — lui qui est lié depuis peu à cette droite ultra et turbulente — d'être « dans le coup ». Il sent Alger prêt à éclater. Il sent la catastrophe arriver sans pouvoir faire quoi que ce soit pour la prévenir. *On n'a pas de gouvernement*. À tout

hasard et sans grandes illusions il a enregistré une allocution que Radio-Alger repasse toutes les heures et au cours de laquelle il justifie son interdiction en expliquant qu'« à l'heure actuelle l'opinion française et les hommes responsables examinent la situation algérienne avec un renouveau de passion patriotique et de bonne volonté ». Et il attend. Il n'a plus que cela à faire !

Pour l'heure il rumine sa rancœur contre Chaban-Delmas. L'antenne discrète que celui-ci a installée à Alger semble jouer un rôle essentiel dans la préparation de la manifestation.

« Une vraie officine de complots en tout genre, grommolle le ministre, ce Chaban fait partie du « système » et fait tout pour le renverser ! »

Il ne sait encore à quel point !

C'est en décembre 1957 que le ministre de la Défense nationale a décidé d'implanter une antenne à Alger. Chaban part du principe que l'armée tout entière est en Algérie, donc que le cabinet du ministre doit avoir une « succursale » sur place tout comme l'état-major général des armées à Paris est représenté à Alger par le haut commandement confié à Salan. En réalité, Chaban veut être informé « en direct ». Il sait qu'inéluctablement le Parlement en arrivera un jour — poussé par une opinion politique lasse des guerres coloniales — à rechercher un cessez-le-feu. Et ce jour-là l'armée se soulèvera. Le but de Chaban, pour qui seul De Gaulle peut régler le problème algérien, est d'amener — en profitant du malaise de l'armée — le général au pouvoir.

Le ministre de la Défense n'a pas l'impression de comploter contre un « système » auquel il appartient. Il ne s'est jamais caché qu'il profiterait de tous les postes qu'on pourrait lui offrir pour œuvrer pour le retour du général De Gaulle. Et il y emploie toutes les ressources de son intelligence qui est splendide, de son habileté qui est prodigieuse. Il faut avouer que l'équipe qui prépare le retour du « Vieux Monsieur de Colombey » a dans ses yangs les cerveaux les plus puissants et les plus brillants de la jeune génération : Debré, Pompidou, Frey, Guichard... Et Chaban n'est pas à la traîne.

Quarante ans, un physique de jeune premier, des tempes grisonnantes d'une séduction extrême. Bon joueur de rugby, excellent tennisman, il apporte à conserver sa forme physique la même attention qu'il réserve à ses dossiers. Rien du bûcheur austère et fort en thème qu'est Michel Debré ; Jacques Chaban-Delmas semble tout faire avec une élégance un peu « j'm'en foutiste » que démentent les résultats et le récit de sa vie. C'est un faux dilettante. Il est brillant et obstiné, ambitieux et accrocheur. En outre il croit en son étoile. Et il a raison. Jusque-là... et plus loin encore, il tourne les catastrophes à son avantage. Dix-neuf ans, il est à Sciences Po. Vingt-cinq ans, c'est la guerre. Il est sous-lieutenant. Il poursuit ses études « pendant que d'autres se battent ». Erreur. Cet estimable jeune homme devient dans la guerre secrète l'un des meilleurs agents de renseignements « techniques ». Il est le spécialiste des industries qui travaillent pour les Allemands. À vingt-sept ans, la France est toujours sous la botte nazie mais il est inspecteur des finances, ce qui n'est pas mal, il est aussi quelques mois plus tard délégué militaire du général De Gaulle en France occupée, ce qui est encore mieux. En 1944 il est général de brigade. À vingt-neuf ans, ça ne s'était pas vu depuis Napoléon ! Jacques Chaban-Delmas n'abandonne pas pour cela le rugby et son cher tennis. Force de frappe et

subtilité. Tout un programme... qui lui a réussi. Qui lui réussira encore. Cet homme a des mains d'or. Député R.P.F. à trente et un an, il est, l'année suivante, maire de Bordeaux. Le plus jeune maire d'une grande métropole provinciale. À l'assaut du pouvoir ! Le voilà ministre des Travaux publics à trente-sept ans, 1957 le voit à la tête de la Défense nationale. Président des Rep'Soc' il rassemble sous sa bannière les débris de l'ancien R.P.F. Mais quels débris ! Il ne semble pas utile de préciser que ses adversaires — et il en a, on en aurait à moins — prêtent la plus grande attention à la moindre de ses initiatives.

Lorsque le gouvernement Gaillard tombe, le 15 avril 1958 — quatre mois avant ses prévisions — Chaban n'est plus rien mais ses hommes sont en place. Il a ouvert des cours — il les appelle des « ateliers » — où il explique à quinze ou vingt officiers réunis à chaque fois les techniques de la guerre subversive pour laquelle il se passionne... et la chance qu'a la France d'avoir, en réserve, un homme comme le général De Gaulle. Seul l'Homme du 18 Juin peut sauver le pays du désespoir où le plonge un régime en pleine folie, et de la guerre civile qui ne manquera pas d'éclater si l'armée se révolte et tente de prendre le pouvoir.

Un homme l'aide considérablement dans cette campagne d'explications. C'est le jeune et trépidant secrétaire de la Fédération du Nord des Républicains sociaux : Léon Delbecque. Chaban l'a fait venir à son cabinet comme conseiller technique. Delbecque est passionné de guerre psychologique. Au ministère, le grand patron en est le colonel Lacheroy, chef du service action psychologique et du bureau de presse. À Alger, c'est le colonel Goussault. Au cabinet de Chaban, ce sera Léon Delbecque. Il participe à la création des « ateliers », développe les idées de guerre subversive. Lavage de cerveaux, viol des foules et des âmes, propagande, formation d'officiers « commissaires politiques ». L'école Jeanne-d'Arc où Bigeard va pouvoir exposer ses théories et son expérience, s'inscrit dans ce programme.

Delbecque a trente-huit ans, il a abandonné un poste de directeur commercial chez un industriel lillois pour rejoindre Chaban. Abandonné est un grand mot car la solidarité joue chez les fidèles du général. Le patron de Delbecque, Eugène Motte — il sera sénateur U.N.R. — est un vieux gaulliste. Il a aidé de ses deniers le R.P.F., a engagé Delbecque, fils d'ouvrier, résistant, familier de Chaban, et lorsque le ministre à besoin de son directeur commercial il l'envoie à Paris en lui gardant sa place et son traitement. C'est « la cause » qu'il sert. Chaban sait choisir ses hommes de confiance. Delbecque a de la classe et une valeur politique certaine. Le visage est large, ouvert, sympathique. Les yeux battus et perpétuellement marqués atténuent l'impression de violence que produisent des épaules solides et surtout un verbe facile et déterminé. Car Delbecque est un tribun. Adjoint au maire de Tourcoing depuis 1947 il a fait bénéficier la municipalité de ses qualités d'organisateur et d'orateur. Son succès à la tète de la Fédération du Nord des Républicains sociaux et l'expérience qu'il a de l'Algérie où il a servi dans les commandos noirs de Bollardière ont décidé Chaban. Delbecque est l'homme qu'il lui faut. C'est lui qui va créer à Alger l'antenne de la Défense nationale dont le rôle sera, « officiellement », de faciliter les rapports entre Alger et Paris, entre le commandant en chef et le ministre. Chaban qui est renseigné par la hiérarchie militaire trépigne d'impatience. Ces militaires sont trop lents au goût du bouillant ministre. Il lui faut sur place un officier qui connaisse tout de l'armée et qui le renseigne immédiatement. À

Delbecque de le trouver.

Et Delbecque le trouve... dans l'avion ! C'est Jean Pouget, le commandant Pouget, celui qui a su non seulement mater les rappelés « contestataires » parqués à Bou-Saada, mais encore les transformer en une unité d'élite[4]. C'est un homme d'exception. Tout le monde le connaît, mais lorsque Delbecque le rencontre, il est découragé. Il rentre à Paris. Il démissionne. Il en a marre. Le malaise de l'armée, il le connaît, il le ressent au plus profond de lui-même. Il est jeune, l'un des plus jeunes commandants de l'armée, il refera sa vie dans le civil. Tous ces guignols — parlementaires et généraux d'état-major — lui « sortent par les yeux ». Delbecque bavarde avec lui, l'amène à Chaban. Pouget fait toucher du doigt au ministre la crise que traverse l'armée, celle des lieutenants, des capitaines, des commandants et de quelques colonels qui sont tous ses copains. Il a une vision lucide et amère des choses. C'est un magnifique guerrier, qui « gamberge » et qui juge aussi. C'est l'homme qu'il faut à Chaban. Après l'entrevue, non seulement Pouget ne démissionne pas mais il est détaché au cabinet du ministre et envoyé à Alger comme directeur de l'antenne.

Chaban, une fois de plus, n'a pas manqué de « pif ». Jean Pouget est l'archétype de ces paras révolutionnaires qui rêvent d'une Algérie rénovée. Il est loin des officiers d'état-major qui ne l'aiment guère. Il faut dire qu'il leur a infligé une « claque » qui fait mal. À l'époque du siège de Dien Bien Phu, écœuré du grenouillage de l'état-major, alors qu'il était aide de camp du commandant en chef, il a tout laissé tomber et s'est fait parachuter sur le camp retranché encerclé. Il a payé cette « gloriole » ou cet « héroïsme », comme on voudra, d'un séjour dans le fameux camp n° 1, camp de rééducation pour « irréductibles ». Il en est sorti maigre, malade mais la tête farcie des grands thèmes de la guerre révolutionnaire et bien décidé à ce que l'expérience humiliante mais combien enrichissante ne se renouvelle jamais. Il va être à l'antenne Chaban le lien avec cette armée de jeunes officiers décidés à tout, qui sont ses compagnons d'hier. En outre, sa belle gueule, sa « tête de lard », sa légende et ses curieux cheveux grisonnants plantés bas sur le front vont faire merveille dans les salons algérois où l'on complote, où l'on s'arrache les paras révolutionnaires les plus marquants. Sa voix forte, marquée du léger accent de sa Corrèze natale, va retentir de popotes d'officiers en salons mondains.

Chaban, qui à travers l'antenne veut « domestiquer » tous les complots civils et militaires d'Alger et les canaliser vers le gaullisme, a choisi le prototype des « centurions » pour mener à bien une affaire qui, il le sent déjà, risque d'« être chaude ». Il ne sera pas déçu.

Pour Léon Delbecque la présence du centurion n'est pas suffisante, il faut le flanquer d'un « politique ». Ce sera Guy Ribaud, leader des jeunesses Rép'Soc'. Il est petit, grassouillet, porte la moustache et, naturellement... est intelligent. Il est sursitaire et fait, à vingt-huit ans, son service militaire en Algérie. Jeu d'enfant pour le ministre de le « détacher » à l'antenne. Guy Ribaud sera la véritable cheville ouvrière de cette antenne dont Pouget sera le tracteur et Delbecque le cerveau. Ribaud a un grand ami à Paris : l'avocat Jean-Baptiste Biaggi, « cent soixante livres de révolution permanente », admirateur de Napoléon, le plus turbulent et le plus follement sympathique des comploteurs « de droite ». On l'a vu se mêler activement de la manifestation du 6 février 1956, celle qui se prépare ne le laissera pas indifférent.

Pouget qui n'accepte aucune étiquette politique n'a pas grande sympathie pour Ribaud, « ce batracien du parlementarisme » comme il l'appelle, mais c'est son oreille du côté des Rép'Soc' d'Alger dirigés par Vinci-guerra, et surtout auprès du colonel Thomazo, qui, après quelques réticences, accueille à bras ouverts ce jeune ambitieux dont Biaggi a dit : « C'est le seul-révolutionnaire sérieux que je connaisse[5] » C'est un sésame pour cet Alger qui vit dans le complot permanent !

Jean Pouget complète l'antenne avec le commandant Khelifa, commandant de tirailleurs emprisonné avec d'autres officiers lori de la lamentable affaire des « officiers algériens » au cours de laquelle ils avaient signé une lettre au président de la République lui exposant leur cas de conscience. Pouget a pris Khelifa, mis en liberté provisoire, sous sa responsabilité et lui laisse une totale liberté. Khelifa est soufflé. « De deux choses l'une, a dit Pouget. Ou ils passent au F.L.N... et alors ? Ou ils restent avec nous. Et là on peut compter solidement sur eux. » Pouget a été révolté par le sort infligé à ses collègues musulmans, et surtout par l'attitude imbécile des petites bourgeoises, femmes de capitaine ou de commandant, en contact avec ces officiers et les traitant de « ratons ». La connerie raciale n'a aucune limite. Pour Jean Pouget, comme pour les jeunes officiers révolutionnaires, seule une égalité totale et sincère entre Européens et musulmans peut sauver l'Algérie française. Pour bien affirmer ses convictions il a donc enrôlé Khelifa sous sa bannière. Et sa secrétaire sera une fille du F.L.N., compagne de Djamila Bouhired, arrêtée alors qu'elle revenait du maquis !

Commence alors pour Delbecque un incessant va-et-vient entre Paris et Alger. Lacoste et Salan voient d'un très mauvais œil l'implantation d'une antenne officielle sur laquelle ils n'ont aucune autorité. Elle n'a pas été installée dans un local administratif, au G.G. ou à la Xe région militaire, mais dans une discrète villa d'El-Biar, le quartier résidentiel d'Alger. Au cabinet Lacoste, Gorlin est fou de rage. On piétine ses plates-bandes ! Ribaud, Pouget ou Delbecque donnent — pour Chaban-Delmas — des informations aux journalistes ! Alors que Gorlin veut être la seule source officielle ! En outre l'antenne a « ses » journalistes attitrés : Armand-Henri Flasch, correspondant de Radio-Luxembourg, et Fernand Carréras, rédacteur en chef du *Journal d'Alger,* dont le sérieux des informations ne fait aucun doute. Ils sont les véritables attachés de presse de l'antenne qui de jour en jour devient un véritable État dans l'État.

Le travail abattu par cette petite équipe dans la préparation de ce qui sera le coup d'État du 13 Mai est extraordinaire.

Jean Pouget multiplie les contacts avec les jeunes officiers. Spécialiste de la guerre psychologique, il voit souvent le chef du 5e bureau Michel Goussault « qui a un frère député, un frère jésuite et qui est une magnifique synthèse des deux ».

Guy Ribaud outre ses contacts avec les Rép'Soc' se lie avec les poujadistes, et aussi avec certains des membres du « Groupe des Sept ». Le colonel Thomazo lui a ouvert toutes les portes. Ribaud a en outre formé des groupes de « notables » — avocats, médecins, maires de l'Algérois —, jamais plus de dix, qu'il réunit à dîner et qu'il « travaille » avec une obstination et un talent rares.

Les salons vont jouer un rôle d'importance dans cette opération psychologique d'envergure. Les services de sécurité amoncellent sur le bureau de Lacoste les rapports concernant les « groupes qui se réunissent dans la villa de Mme Nouvion, véritable P.C. du complot gaulliste ».

Les Nouvion font partie du « gratin » algérois. Simone Nouvion est la très jolie héritière d'une vieille famille algérienne, les Lecoultre. Elle a épousé Pierre Nouvion, fils d'un des pontes du tout-puissant Crédit foncier d'Algérie et gérant de deux magnifiques propriétés de la Société agricole algéroise : le domaine de Ben-Koucha et celui des Sources à Oued-el-Alleug. En tout deux mille hectares. En apparence Pierre Nouvion est beaucoup plus effacé que sa femme dont il admire la beauté et la pétulance. Il est pourtant l'un des collecteurs principaux des fonds destinés à la « Défense de l'Algérie française ». On a très peu parlé de cette mystérieuse organisation grâce à laquelle de nombreux mouvements plus ou moins activistes ont pu se développer et alimenter leurs caisses. Sa création remonte en 1947. Fernand Chevalier et Jouvet, directeur de la B.N.C.I.A., ont eu l'idée de taxer les colons selon l'importance de leurs propriétés pour créer à Paris une officine servant aux députés d'Algérie pour lutter, par campagne de presse, contre le statut de 1947 jugé trop libéral. En 1956, devant l'ampleur prise par la rébellion, le Fonds s'est considérablement développé. C'est au sein même des Caisses de crédit agricole, bastion du colonialisme, que les taxes annuelles sont fixées. Mille francs par hectare de vigne, deux mille par hectare d'orangeraie. En Algérie, trois cent cinquante mille hectares de vignes et quinze mille d'orangeraies sont aux mains des colons. Et plus de 70 p. 100 s'inclinent devant la décision du Fonds pour l'Algérie française. Ils ne peuvent faire autrement. D'abord par conviction, ensuite par obligation. Ceux qui font la sourde oreille se voient couper « mystérieusement » les crédits agricoles. Et ils « calent ». Quel extraordinaire trésor de guerre !

Simone Nouvion est gaulliste et le trio Delbecque-Ribaud-Pouget l'amène à s'occuper vivement de politique. Où trouver une meilleure tribune que ce salon fréquenté par tout ce qu'Alger compte d'important ? Les Nouvion occupent la plus belle villa de la capitale, cachée dans un parc immense où palmiers, bougainvillées, plantes grasses et fleurs aux mille couleurs s'amoncellent dans un artistique désordre. La villa est plantée à l'extrémité du balcon Saint-Raphaël. À ses pieds, la baie d'Alger et le dégradé en arc de cercle de la Ville blanche. L'un des plus beaux paysages du monde. Là se réunit le cercle supermondain d'Alger. Simone Nouvion réalise son rêve : avoir un salon politique. On y rencontre Sérigny, le général Jouhaud, Cuttoli, Delahaye, gouverneur adjoint de la Banque d'Algérie, les Quin, grande famille algéroise. Bien d'autres encore. Dans ce salon ou dans la propriété de Ben-Koucha, au milieu des ruines romaines, les hommes de l'antenne développent des trésors d'imagination pour amener cette haute société algéroise, ceux qui tiennent entre leurs mains les leviers de commande du pays, au gaullisme actif. Et ce n'est pas une mince affaire car Alger aristocratique est resté pétainiste, et pour beaucoup De Gaulle est la bête noire. Mais le numéro est parfaitement au point. Les trois hommes se complètent merveilleusement. Si Delbecque et Ribaud sont des gaullistes de toujours, le centurion Pouget ne l'est que « par raison ».

« Balayer le régime est une chose, explique-t-il inlassablement, trouver un homme de rechange en est une autre. On ne monte pas une affaire comme celle-là sur un simple projet de Constitution, il faut aussi un homme qui fasse l'unanimité. Non seulement en Algérie, mais surtout en métropole ! Et cet homme n'est pas facile à trouver. Je vous dirais bien Pétain mais — outre qu'il est mort — il poserait des problèmes en métropole. Si vous voyez quelqu'un d'autre que De Gaulle pour faire l'unanimité, dites-le-moi. Je m'y rallierai. »

Evidemment on se gratte la tête. On est obligé d'en convenir. Et Pouget donne confiance. Il représente cette armée sans laquelle rien n'est possible.

« Je ne suis ni gaulliste ni républicain social, poursuit-il, je suis militaire. En outre je suis à fond dans une histoire qui *vous* concerne plus que nous ! Trouvez quelqu'un. Encore une fois, d'avance je m'y rallie. »

Et petit à petit le Super-Alger se « résigne » à désigner De Gaulle comme l'homme-providence. D'autant que Sérigny, qu'on ne peut soupçonner d'être gaulliste mais dont on sait l'amitié avec Soustelle à qui il ouvre toutes grandes les colonnes de son *Echo d'Alger*, dit à qui veut l'entendre : « On peut y aller. Soustelle a des engagements de De Gaulle ! » Fabuleuse crédulité. Gigantesque prétention. Comme si quelqu'un pouvait avoir De Gaulle comme créature !

Qu'importe, tout le monde croit Sérigny. Quelle extraordinaire entreprise de persuasion menée par le directeur commercial, l'appelé qui « fait son service » et le commandant démissionnaire ! Ces trois-là sont capables de tout. Et ils passent avec une virtuosité fabuleuse des ronds de jambe « à la Nouvion » aux discussions plus coriaces avec les fiers-à-bras d'Ortiz, la graine d'antiterroristes poujadistes et les illuminés du « Cœur et de la Croix » de Martel, sans oublier les anciens combattants, qui sont le peuple. Simple question de langage et de tactique. Le but reste le même : faire « avaler » De Gaulle.

Chaban veille au grain à Paris. Il laisse carte blanche à l'antenne. Delbecque a une idée de génie. Devant l'impossibilité de s'adresser aux Algérois comme fait Pouget dans les salons mondains, il pense à se servir de l'extraordinaire popularité de l'allié naturel : Jacques Soustelle. Leurs buts sont communs. Leur fidélité au général incontestable. Ils lient donc leur action. Antenne et U.S.R.A.F. s'associent. Mais cela ne suffit pas. Alors Delbecque, aidé par Soustelle, par Sérigny, par Thomazo qui a la confiance de tous, crée un Comité de vigilance qui dans son esprit se transformera en Comité de salut public et prendra en main, le jour venu, les destinées de l'Algérie après avoir amené De Gaulle au pouvoir.

Il faut vraiment avoir du génie pour amalgamer au sein de cet invraisemblable chaudron les anciens combattants d'Arnould, les poujadistes de Goutallier, les gaullistes « de cœur » de Vinciguerra, ceux « de raison » de Mme Nouvion, les nervis d'Ortiz, les étudiants de Lagaillarde, les inconditionnels de Soustelle et une bonne pincée de pétainistes !

Ni Delbecque, ni Ribaud, ni Pouget ne sont des enfants. Ils savent que les troupes du Comité des Sept les rejoignent uniquement pour savoir ce qui se passe du côté de l'antenne et qu'ils sont bien décidés à prendre le pouvoir à Alger à leur propre compte et à établir un ordre nouveau en France. Qu'importe ! Faisons un bout de chemin ensemble. Déclenchons le « clash » le reste se jouera « au poteau »-. L'armée sera en définitive l'arbitre et contrôlera la situation. Et l'armée, enfin celle qui a envie de bouger, de se « mouiller », Pouget l'a dans sa poche. La preuve ? La répétition générale du « grand jour », que l'antenne a fixée au 26 avril. Pour la première fois le Comité de vigilance va aligner ses troupes et Pouget demander à ses « potes » léopards de lui prêter la main. Lacoste a interdit la manifestation. Mais qui à Alger se soucie encore de Bébé-Lune ?

Cette manifestation est montée de toutes pièces par l'antenne et soigneusement préparée. Au lendemain de la chute de Gaillard, Pouget reçoit un coup de téléphone de Léon Delbecque :

« Envoie-moi d'urgence Ribaud à Paris. »

Le jeune « appelé » se rend auprès de Delbecque, muni d'un ordre de mission on ne peut plus officiel. La chute de Gaillard a pris de vitesse le tandem Chaban-Delbecque. Les prévisions donnaient le mois d'août. Il était impossible, compte tenu de l'attitude des différents groupes politiques de l'Assemblée, compte tenu également de la situation monétaire et des efforts considérables exigés par la conduite de la guerre d'Algérie, que le gouvernement Gaillard puisse passer le cap des grandes vacances. Mais il y a eu Sakiet qui a été la secousse finale brisant la dernière amarre qui retenait la IVe République au pouvoir. Et les bons offices. Et Gaillard est tombé. Il faut exploiter la situation avec quatre mois d'avance. C'est ce que Delbecque explique à Guy Ribaud.

Le vendredi 18 avril nouveau coup de téléphone entre Delbecque et Pouget.

« On a préparé quelque chose. Ribaud arrive à Alger. Il va t'expliquer. Va le chercher à l'aéroport. »

Et Pouget, commandant, va chercher en voiture « son » deuxième classe qui va lui « expliquer ». Curieux jeune homme ! Curieuse époque !

Guy Ribaud arrive. « Il faut qu'on se parle. Discrètement. Montons tout de suite à l'antenne. » Les deux hommes achètent des sandwiches, de la bière. Et c'est l'explication.

« Voilà, dit Ribaud. Il faut qu'on organise une manifestation pour samedi. Pas demain. L'autre. Le 26 !

— Tu rigoles ! On n'est pas prêts.

— Je le sais bien mais à Paris, d'après leurs prévisions, leurs projets, le gouvernement ne devait « sauter » qu'en août, peut-être en octobre. Maintenant qu'il est tombé, à nous d'en profiter. La manifestation doit se faire. »

Il est indispensable que le Comité de vigilance fasse le compte de ses troupes et mette leur discipline à l'épreuve.

On convoque d'abord les amis : Thomazo et ses U.T., Arnould et les anciens combattants. On explique le thème de la manifestation : réclamer la formation d'un « gouvernement de salut public, seul capable de sauver l'Algérie française ».

C'est le commandant Khelifa qui, de deux doigts, tape à la machine le tract qui appellera la population d'Alger à manifester : « Pour maintenir l'Algérie française, pour empêcher toute ingérence étrangère, pour restaurer la grandeur de la France, nous exigeons un gouvernement de salut public, seul capable de faire respecter ses buts et réformer le système. Tous à 16 heures au monument aux morts où une gerbe sera déposée. À 16 h 30 la manifestation se dispersera dans l'ordre et le silence. »

Thomazo réussit un coup de maître. Il a obtenu du général Allard, son patron direct, que l'état-major — contrairement à Lacoste — ne s'oppose pas a la manifestation. Salan est à Paris. Allard le remplace et assure à Nez-de-Cuir que l'armée n'interviendra pas. Pour contrer la manifestation, Salan a fait venir de Paris des leaders des Associations sur lesquelles il peut compter : Rhin-et-Danube et surtout les Anciens d'Indochine. Seul Gignac obtiendra de ses hommes qu'ils boycottent la manifestation. Mais l'Association, puissante à Paris, ne représente que trente personnes à Alger. On ne peut tout de même pas dire que la hiérarchie soit parfaitement respectée à l'état-major !

De son côté, Lacoste, au conseil des ministres, a essayé d'obtenir de Chaban l'expulsion des hommes de la villa d'El-Biar. Il l'a demandé nommément en ce qui concerne Pouget, sous le vocable général d'« antenne » pour les autres. Mais depuis que le gouvernement est tombé il ne peut plus rien. Le mercredi 23 avril, à trois jours de la manifestation, Chaban venu à Alger présente Pouget au ministre résidant. Il a aux lèvres son habituel demi-sourire, Lacoste, lui, est franchement furieux.

« Voilà, cher ami, je vous présente le commandant Pouget. Vous voyez bien que ce n'est pas un révolutionnaire. »

La grande carcasse de Pouget essaie de se faire toute petite, de se faire oublier. Mais Lacoste est déchaîné.

« Vous et vos petits copains, vous m'emmerdez sérieusement !

— Mais je n'y suis pour rien, cher ami, ce sont vos Renseignements généraux qui vous intoxiquent.

— Mais oui... c'est ça... Je sais bien que tout se prépare chez vous. »

Lacoste le sait d'autant mieux que ces jours derniers les feuilles d'écoutes téléphoniques sont révélatrices. Et Lacoste a vraiment l'impression qu'on se paie sa tête. Il n'a pas tout à fait tort !

De son côté Ribaud a battu le rappel des activistes. Tous sont prêts. Lagaillarde, Martel, Ortiz, Lefebvre. Leurs troupes de choc seront au rendez-vous. Et déjà elles posent à Jean Pouget un sérieux problème. Il a appris grâce à une amie intime, jeune femme mouillée dans le contre-terrorisme jusqu'au cou mais qui ne sait pas conserver un secret, que certains groupes extrémistes européens vont profiter de la manifestation qui, selon le mot d'ordre, doit se dérouler « dents et poings serrés », pour « ratonner » dans différents quartiers musulmans. En particulier au Clos-Salembier. Pouget obtient les noms des six principaux meneurs et les envoie chercher un par un, par deux paras en jeep. Car Pouget, qui se méfie de la police de Lacoste et des « coups de pied de l'âne » de Salan, a fait garder l'antenne par une section de paras du 1er R.C.P. « obligeamment » prêtés, contre toutes les règles, par son copain « Prosper » Mayer, commandant le 1er R.C.P. !

Pouget fait « poireauter » les six types debout dans une pièce vide pendant plus d'une heure. Puis il les fait introduire dans le bureau où il siège avec Khelifa ! Il les attaque « bille en tête » :

« Je sais que vous voulez aller samedi au Clos-Salembier avec vos petits excités pour ratonner...

— Oh ! mon commandant, ce n'est pas poss...

— Suffit, les coupe sèchement Pouget. J'ai mes sources. Et vous savez ce que, chez nous, valent les renseignements. »

Depuis la « bataille d'Alger » les tenues léopard impressionnent tout le monde. Ceux-là, il vaut mieux les avoir avec soi que contre soi.

« Alors je vous dis tout de suite que si vous allez foutre de l'huile sur le feu au Clos-Salembier ou ailleurs, ce n'est pas *votre* police que vous trouverez mais les paras que vous acclamez tant lorsqu'ils « cassent du melon ». Cette fois, c'est vous qu'ils vont « triquer » d'importance. Et si ça ne vous suffit pas, on vous *mitraillera !*

— Mais je vous jure, mon commandant, tout cela est faux !

— Cela n'a aucune importance. Si vous avez, comme vous le jurez, la conscience

tranquille, considérez ce que je vous ai dit comme nul et non avenu. Sinon, au cas où vous auriez de mauvaises intentions, vous voilà, vous et vos copains, charitablement prévenus. Dégagez... »

Pouget apprendra par sa « source » que, le soir même, ces extrémistes « s'engueulèrent » effroyablement, persuadés qu'il y avait un traître parmi eux.

Le 26 avril au matin, tout est prêt. « Prosper » Mayer a mis plusieurs sections du 1er R.C.P. à la disposition de Pouget qui est relié avec eux par phonie. À 14 heures, tentatives de ratonnade au Clos-Salembier. De jeunes Européens jettent des pierres sur les maisons musulmanes. Pouget est sur place, lui aussi en tenue léopard.

« Qu'est-ce qu'on fait, mon commandant ? demande un sergent gigantesque.

— Allez-y. « Escortez-les. »

Et devant les musulmans ébahis, les paras « raccompagnent » à coups de botte dans les fesses les jeunes fascistes, qui n'y comprennent plus rien. Les cortèges se forment pour gagner le centre d'Alger. Au début il n'y a que les musulmans encadrés par les S.A.S. et les anciens combattants. Puis, après que les paras sont intervenus, des badauds qui — de loin — regardaient la scène se joignent au cortège. Et ça part spontanément. Les colonnes musulmanes gagnent le centre de la ville. Comme d'habitude plusieurs cortèges se dirigent vers le monument aux morts, lieu géométrique de toute manifestation à Alger, Au-dessus de l'horloge fleurie qui orne le jardin autour du monument, l'allégorie de pierre blanche où se mêlent chevaux, combattants, glaives et palmes de paix est le véritable détonateur de chacune des réunions de masse. Le 6 février 1956 c'était là. Le 11 novembre 1957 c'était là. Le 26 avril c'est là. Le 13 mai 1958 et aussi le 24 janvier 1960 ce sera là. Les tomates, les cris de joie, de haine, de douleur, les explosions d'allégresse, les rafales meurtrières, le grand silence de l'abattement s'y succéderont au fil des mois. La véritable scène du drame algérien sera toujours ce plateau des Glières avec ses jardins en pente douce, ses pigeons, ses buissons de moineaux déchaînés lorsque tombe le crépuscule, ses façades ocre où s'accrochent des balcons tour à tour historiques et meurtriers.

Ce 26 avril ils sont tous là, concrétisant la victoire du Comité de vigilance. Les anciens combattants d'Arnould avec leurs drapeaux, leurs bérets et aussi leurs turbans, auxquels se sont jointes les têtes pensantes du Comité des Sept : le docteur Lefebvre, Me Baille, pétainiste de toujours qui se trouve au coude à coude avec les gaullistes, L'Hostis, qui représente les résistants, et Vinciguerra. Dans ce cortège : de la dignité, du silence. Tout dans le masque.

L'autre cortège est aussi mené par les anciens combattants. Il annonce la couleur par deux immenses banderoles : « Faute de gouvernement, l'armée au pouvoir », « Contre le régime, l'armée au pouvoir ». Le troisième cortège est celui des jeunes, étudiants et lycéens, et Lagaillarde le mène d'une poigne de fer. Pour lui la manœuvre est d'importance. Il observe le déroulement de la manifestation de l'œil acéré du metteur en scène à la répétition de sa pièce. Devant les facultés, il prend la tête de l'ensemble des trois cortèges, histoire de montrer qu'il n'est pas quantité négligeable : Face au monument aux morts, après que l'on a déposé les gerbes, quelques cris « Algérie française » fusent, vite couverts par les slogans : « Contre le Système », « À bas le Système ! ». Pouget n'a pas voulu que l'on crie :

« Algérie française. » Pas encore ! Et l'on suit ses directives.

Arnould se dresse alors sur le parvis du monument et porte un mégaphone à sa bouche.

« Mes amis, s'écrie-t-il, levons la main droite et prêtons le serment de rester à jamais français et de*répondre chaque fois que, dans des circonstances analogues, un appel semblable nous sera lancé*. »

Une immense clameur répond au leader des A.C. Un cri jaillit de milliers de poitrines gonflées d'espoir. C'est une forêt de mains qui se dresse au-dessus de cette foule de visages crispés, inquiets, prêts à suivre n'importe qui pour que vive l'Algérie française. Certains pleurent. Lagaillarde observe la scène cliniquement. Oui, c'est de là que tout devra partir. C'est de là, au même instant, qu'il faudra lancer cette masse à l'assaut du « système ». C'est à ce moment qu'il faudra trouver les mots qui touchent, les mots qui galvanisent. Il saura les trouver.

Pour l'instant la manifestation se disloque sur l'ordre des organisateurs. Tout s'est passé dans le silence... ou presque, et la dignité. Et pour la première fois on voit des musulmans et des Européens, repartir côte à côte, *en se parlant*.

Le G.G. a été débordé. Lacoste est fou de rage. À l'état-major, on n'est pas fâché de la réussite de la manifestation. Plus de trente mille personnes y ont participé. À l'antenne, on pavoise. Non seulement presque tout s'est passé comme prévu, mais même l'imprévu a été bénéfique et va dans le sens d'un rapprochement avec les musulmans recherché par les officiers « révolutionnaires ». C'est la première manifestation de l'histoire de l'Algérie à laquelle participent des musulmans. C'est aussi la première fois qu'à la suite d'une manifestation il n'y a pas de ratonnade. On signale même des cas de « fraternisation ». C'est la preuve qu'« en les poussant un peu » ces musulmans las de la guerre peuvent se dire : « Après tout, ce ne serait pas plus mal. » Quant aux Européens ils ont cru pendant un moment à « nos frères musulmans ». Ils sont prêts à faire du paternalisme à outrance. Ce n'est pas l'idéal mais ce que veulent Pouget et les hommes de l'antenne c'est faire cesser la haine. Et ce soir des journalistes incrédules signalent qu'à Bab-el-Oued on raccompagne des musulmans à la Casbah, qu'on boit l'anisette ou le thé. Il y a bien sûr quelques jeunes qui ont crié « Algérie française. Bourguiba au poteau », mais ce n'est rien.

La réussite de la manifestation est telle que Léon Delbecque, venu de Paris, a peur d'être arrêté à Maison-Blanche par la police de Lacoste. Trois capitaines de paras et Jean Pouget le « mettent à l'avion ». Le soir même Lacoste envoie la police à la villa d'El-Biar. Les flics algérois se heurtent à une solide garde de parachutistes, mitraillette sous le bras.

« Vous cherchez quelqu'un ?

— Oui... euh non. Police ! On passait juste comme ça.

— C'est ça. Eh bien, passez toujours !... »

Les félicitations affluent à l'antenne, venant même de personnalités jusque-là très froides à l'égard des gaullistes et du Comité de vigilance. Jean Pouget reçoit la visite des contre-terroristes qui quarante-huit heures plus tôt étaient prêts à « ratonner ». Ils sont délirants à l'égard de leurs « frères musulmans ». Pouget sourit. Oui, cette répétition générale est un succès. Mais il sait que tout cela n'est valable qu'à condition qu'il y ait une réelle participation musulmane, et une participation représentative. Il rêve de réunir Yacef Saadi et Jacques Chevallier. Et sous les applaudissements de Bab-el-Oued ! Encore faut-il réussir le Grand Coup pour tenter l'impossible…

Lacoste est ému. Le ciel est bleu. Il bombe le torse devant le front des troupes. Sur le large revers de son veston croisé de ministre résidant, éclatant sur le gris foncé du tissu, le ruban rouge et blanc de la croix de la valeur militaire que vient de lui remettre Salan. Au garde-à-vous, Lacoste voit défiler les troupes. Jusque-là, à Alger, il a toujours redouté les 8 mai et 11 novembre, occasions multipliées pour les ultras de manifester contre le régime et son représentant en Algérie. Cette fois, quelque chose a changé. Il le sait. Des cris fusent de la route : « Restez avec nous. » Depuis le 2 mai, il sait que c'est impossible. Le Conseil national du parti socialiste a décidé de ne pas participer à l'éventuel gouvernement que M. Pleven tente désespérément de former. Est-ce un changement de politique de la S.F.I.O. ? C'est surtout une façon « commode » de régler le « cas » Lacoste. Car il y a maintenant un cas Lacoste au sein de la S.F.I.O. Il faut à tout prix l'éloigner d'Alger où sa présence engage la politique socialiste. Il a de « mauvaises fréquentations » et ses idées ne sont plus dans la ligne ! Qu'il rentre.

C'est à tout cela que pense Lacoste pendant que, pour une fois, il est acclamé par la foule algéroise. Depuis le 26 avril on le sonde, on le contacte, on le tente.

« Lâchez tout. Foutez le camp du parti socialiste, lui a dit sans ambages Thomazo, qui sait parler le langage vert et dru du ministre résidant. On vous aime ici. On vous comprend. Gueulez à ce pouvoir qui n'en est plus un que vous voulez rester ici. Et que seul un gouvernement de salut public nous sauvera. Alors nous pourrons faire de grandes choses. Et vous resterez ici, à notre tête. Vous nous aiderez de vos conseils. »

Lacoste n'a pas répondu. Pas plus qu'il n'a répondu lorsque Chaussade, le secrétaire général du G.G., l'un de ses hommes de confiance, lui a raconté son dîner.

Il s'est retrouvé avec sa femme à dîner chez une amie du général Jouhaud, égérie des militaires révolutionnaires. Il s'aperçoit qu'il est le seul civil au milieu d'une quinzaine de militaires dont Jean Pouget. Tout de suite Chaussade se rend compte qu'il s'agit là du « sondage » du haut fonctionnaire. Il a bonne réputation chez les militaires, alors on veut savoir jusqu'où il irait dans la collaboration avec certains officiers lors d'un éventuel coup d'État. Et jusqu'où il irait dans la résistance à ce coup d'État !

Pouget lui a prédit une union des Européens et des musulmans contre le système qui s'écroulera.

« Chrétiens, mahométans et juifs, a dit le commandant, nous vous foutrons à la porte. Vous et votre appareil. Incapables... Inutiles. »

Le *vous* n'était pas pour Chaussade, que les militaires estiment, mais pour le « système » abhorré. On lui dit même, « en confidence » :

« Vous devriez [tous les civils de Lacoste] démissionner en bloc ! »

Très exactement ce que Thomazo suggère au ministre résidant ! C'est à deux doigts de marcher. Pierre Chaussade me confiera plus tard : « J'ai beaucoup participé à leurs angoisses. Je partageais leur volonté de voir les affaires mieux conduites en France. Mon refus de participer à leur révolte vient des procédés insurrectionnels employés par les régiments paras. »

Et Lacoste, on le sait, partage les mêmes angoisses. Mais il est lucide, et prudent. Dans ce merdier fantastique qu'est Alger, il a tenté d'appliquer une certaine politique, de faire avaler quelques réformes. Il s'y est cassé les dents. La faillite gouvernementale sonne le glas de son expérience algérienne. Alors, ce 8 mai, à la suite de la prise d'armes, le vieux républicain à « la tripe tricolore » pousse les généraux qui le

congratulent pour sa « belle » décoration à oser ce qu'il ne peut faire. Il a avec la S.F.I.O. un vieux « collage » qui dure depuis plus de trente ans. À son âge on ne laisse pas tomber une maîtresse défraîchie mais fidèle, et issue du peuple, pour une jolie *Pasionaria* à la peau dorée — riche d'une terre flamboyante —, découverte de l'autre côté de la Méditerranée. Mais ces bon Dieu de militaires ! Qu'est-ce qu'ils attendent ! Et il le leur dit à la fin de la cérémonie.

Lui qui a toujours essayé de ménager Salan, de faire ami-ami avec son cabinet, lui qui a donné, au moment où il ne pouvait plus faire face au terrorisme, tous les pouvoirs de police à l'armée et a ainsi avancé aux militaires le marchepied qui doit les mener au pouvoir, il gueule, il hurle, il les traite de tous les noms. Lacoste en Algérie c'est fini, il le sait. Il n'est pas sûr que cela représente encore quelque chose en métropole. Alors il vide son sac. Il y a là un paquet d'étoiles qui en prennent pour leur grade. Et il lâche le grand mot. Pas par hasard. Il sait qu'il fait mal. Il va déterrer ce que les militaires redoutent le plus : le souvenir de la défaite. Et il l'accommode au goût du jour : « Alors, cette fois que vous pouvez y faire quelque chose, vous allez accepter le Dien Bien Phu diplomatique qui se prépare ? Qu'est-ce que vous attendez pour expliquer à l'État que vous en avez par-dessus la tête ? » Salan le calculateur, Allard la belle machine de guerre, Auboyneau-la-Marine, Jouhaud — franc comme l'or, con comme la mort, disent ses ennemis — sont désarçonnés. Et c'est Lacoste qui parle ! Les uns et les autres savent que le ministre s'exprime pour une fois comme des centaines de capitaines, des dizaines de colonels qui « en ont marre d'être cocus ». Cette fois il faut y aller. La machine est en marche.

Le 9 mai, Salan se « mouille ». Il sent qu'il est temps. Sinon lui aussi va se retrouver balayé par la tornade qui se prépare. Le Mandarin ne fera pas d'éclat, il va « demander conseil » au patron suprême. Mais fermement. Il envoie au général Ely, chef d'état-major général de l'armée un télégramme destiné au président de la République. Il en pèse les termes avec Jouhaud et Auboyneau. Le voici dans son intégralité :

« La crise actuelle montre que les partis politiques sont profondément divisés sur la question algérienne. La presse laisse penser que l'abandon de l'Algérie serait envisagé par le processus diplomatique qui commencerait par des négociations en vue d'un « cessez-le-feu ». Je me permets de vous rappeler mon entretien avec M. Pleven au cours duquel j'ai indiqué de façon formelle que les seules chances d'un « cessez-le-feu » ne pouvaient être autres que celles-ci : « La France, » confirmant sont appel au « cessez-le-feu », invite les » rebelles en Algérie à remettre aussitôt leurs armes » et leur garantit, avec une large amnistie, leur retour » au sein de la communauté franco-musulmane » rénovée. »

» L'armée en Algérie est troublée par le sentiment de sa responsabilité :

a) à l'égard des hommes qui combattent et qui risquent un sacrifice inutile si la représentation nationale n'est pas décidée à maintenir l'Algérie française, comme le préambule de la loi-cadre le stipule ;

b) à l'égard de la population française de l'intérieur, qui se sent abandonnée et des Français musulmans qui, chaque jour plus nombreux, ont redonné leur confiance à la France, confiants dans nos promesses réitérées de ne jamais les abandonner.

» L'armée française, d'une façon unanime, sentirait comme un outrage l'abandon de ce patrimoine. *On ne saurait préjuger sa réaction de désespoir*.

» Je vous demande de vouloir bien appeler l'attention du président de la République sur notre angoisse, que seul un gouvernement fermement décidé à maintenir notre drapeau en Algérie peut effacer.

Signé : Général SALAN. »

Cette fois c'est clair. C'est l'ultime mise en garde. Bien mieux, c'est l'ultimatum. À Paris de décider.

Le même jour Robert Lacoste, toujours hésitant sur la conduite à suivre, reçoit la visite d'Alain de Sérigny. Nouveau couplet sur le thème : seul De Gaulle peut nous sauver.

« Monsieur le ministre, il me faut un papier qui appelle De Gaulle à la rescousse. Je le publierai dans *L'Echo*. Et ce papier il faut que ce soit vous qui l'écriviez ! »

Lacoste réfléchit un instant. C'est une nouvelle manœuvre pour l'amener à basculer. Après l'offensive du bon « Nez-de-Cuir », après la sortie faite la veille aux étoiles de l'état-major, après le télégramme que vient de lui montrer Salan, la démarche de Sérigny s'inscrit dans l'ordre normal des choses. Et la réponse tant attendue arrive :

« Entendu, mon vieux, je vous le ferai, ce papier. »

Sérigny n'en revient pas. Il n'a pas tort car quelques minutes après qu'il est sorti du bureau de Lacoste, celui-ci dit à Gorlin, son attaché de presse :

« Ça m'embête, cette histoire. Je ne sais pas si je vais lui faire son papier. »

Sérigny téléphone plusieurs fois dans la journée à Michel Gorlin, qui, invariablement, répond : « Si le ministre vous a dit qu'il le fera... il le fera ! »

Pas si sûr ! Le lendemain matin, 10 mai, Sérigny arrive au palais d'Été. Lacoste prend son petit déjeuner « à l'américaine », entouré de ses collaborateurs. Le directeur de *L'Echo d'Alger* revient à la charge. Le temps presse. Lacoste ne dit ni oui ni non. Il tourne autour du pot. Il cherche à gagner du temps.

« Vous aurez ma réponse à 11 heures. Elle sera définitive et sans appel. »

À peine arrivé à son bureau, à 9 h 45, Michel Gorlin a Sérigny au téléphone.

« Alors c'est toujours sûr ?

— Le ministre vous a dit que vous auriez sa réponse à 11 heures. Patientez quelques minutes.

— Parce que, sinon, ce papier, je le fais faire par quelqu'un d'autre... »

Sérigny ne dit pas à Gorlin, ni d'ailleurs à Lacoste, que ce quelqu'un d'autre est Jacques Soustelle.

À 11 h 5, Lacoste appelle Gorlin. Il a pris sa décision.

« C'est non. Ce papier, je ne le ferai pas ! »

Cette fois, c'est le refus définitif de s'engager. Il ne l'a pas caché à une délégation du Comité de vigilance qui, tout bonnement, lui a « proposé la botte » :

« Les socialistes vous trahissent, laissez-les tomber. Prenez la tête de notre mouvement. En récusant la loi-cadre, vous aurez tout le monde derrière vous. »

Mais Lacoste, qui n'avait pas répondu à Thomazo lorsqu'il lui avait fait une proposition semblable, refuse cette fois sans détour. Il a pris sa résolution : la fuite.

Attendre quelques heures de plus c'est se retrouver ou prisonnier ou ayant franchi le Rubicon, poussé par cette extraordinaire ambiance algéroise. Il y a un tel déphasage entre Alger et Paris qu'il est nécessaire de partir. Le vieux syndicaliste, le socialiste de toujours, quitte le 10 mai l'Algérie pour ne jamais y revenir, après deux ans passés à courir après l'événement, après avoir enfanté ce monstre mort-né qui restera dans l'histoire sous le nom de loi-cadre, jugée insuffisante par les uns, exagérée par les autres. La faillite de Lacoste est totale. Ce n'est pas l'homme qui est en cause, mais le régime qu'il représente.

Tout ce que Lacoste a pu laisser comme testament politique à ses visiteurs prêts à renverser ce régime fantôme c'est : « Surtout, évitez la violence. Vous voulez un gouvernement de salut public, je transmettrai votre désir au président de la République. Comptez sur moi. Mais évitez la violence. »

Avant de quitter le palais d'Été, une dernière mauvaise nouvelle frappe Lacoste. Trois soldats français prisonniers ont été fusillés eh Tunisie par le F.L.N. pour protester contre l'exécution de terroristes en Algérie. Tous les mouvements patriotiques, toutes les associations d'anciens combattants appellent Alger à manifester au monument aux morts le mardi 13 mai 1958 à 16 heures. Pour Lacoste cela ne fait aucun doute. « Ce sera » pour le 13 mai. Le 26 avril, c'était la répétition générale. Cette fois, ce sera la bonne. Il est temps de partir.

Massu accompagne Lacoste à l'aéroport. Jusqu'au dernier moment il tente de retenir le ministre résidant.

« Restez avec nous. Si vous partez, il n'y a plus de pouvoir politique. Plus rien que l'armée !

— Au point où nous en sommes, mon général, n'est-ce pas suffisant ? »

Massu revient en grommelant à Alger. Ça grenouille de partout. Comment empêcher l'explosion ? Ce n'est pas la dernière décision prise par le ministre avant de quitter le G.G. qui peut arranger les choses : Lacoste a interdit la manifestation du 13 mai ! Et il est parti pour ne pas voir une nouvelle fois ses décisions foulées aux pieds par une population qui n'a plus qu'un recours : l'armée.

Dans l'avion qui le ramène à Alger, Paul Teitgen est écœuré. L'ancien secrétaire général pour la police, le seul qui, pendant la « bataille d'Alger » ait attiré l'attention sur les méthodes par trop violentes employées par les paras pour mater le terrorisme urbain[6] vient d'avoir à Paris la preuve de l'incroyable légèreté de certains hommes de gouvernement. L'un de ses amis, le commissaire qui a averti Hosteing du projet d'enlèvement de Lacoste par des officiers à Bou-Saada, l'a prévenu du « coup d'État qui se prépare ». Son meilleur informateur dans les milieux activistes lui a expliqué le déroulement de la manifestation dont celle du 26 avril n'était que la répétition. Son récit est d'un réalisme affolant :

« Grande manifestation populaire, encadrée et canalisée par l'armée. Soudain, le service d'ordre militaire est débordé par la foule. Le Gouvernement général est investi. Alger demande à la France un gouvernement de salut public faute de quoi — après avoir formé un Comité de salut public qui la gouvernera — l'Algérie entrera en dissidence. La date est fixée au 13 mai. Les parachutistes menés par Trinquier et Godard ne “s'opposeront” pas à la prise du G.G. »

Paul Teitgen a pris sur lui d'aller avertir ce qui reste d'autorité à Paris. Il a vu Robert

Lecourt, garde des Sceaux du gouvernement renversé. Lecourt a d'abord rigolé puis, devant les détails apportés par Teitgen, a eu cette réponse merveilleuse :

« Comment vais-je pouvoir “leur” faire comprendre ? »

Paul Teitgen a eu encore moins de chance avec Poniatowski, conseiller de Pflimlin, le dernier pressenti, qui l'a reçu comme un trouble-fête demeuré... et n'a même pas prévenu son patron !

Ils sont tous à leur jeu politique. Pflimlin va-t-il passer ou non ? Les alliances seront-elles assez solides pour recevoir l'investiture de l'Assemblée ? Ils ne pensent qu'à cela. Les nouvelles d'Alger ne sont pas bonnes, bien sûr, mais elles ne peuvent pas être très mauvaises puisque Pflimlin a donné sa déclaration d'investiture à lire à Salan et à l'état-major !

Lorsque, arrivé à Alger, Teitgen apprend cela de la bouche du patron des R.G., le commissaire Gonzalès, il croit vivre un cauchemar. Est-il fou ? Ou est-ce à Paris que l'esprit a définitivement quitté les têtes dites « politiques » ?

« Venez vite, monsieur le préfet, on vous attend chez M. Maisonneuve ! »

Course folle entre Maison-Blanche et le G.G. C'est pourtant vrai. Ils sont tous là. Dans le bureau de Maisonneuve, qui, depuis le départ de Lacoste, remplace le ministre résidant, sont réunis Chaussade, Salan, Jouhaud, Auboyneau, Massu et Roger Payra, superpréfet, envoyé par Pflimlin « le bradeur » pour lire sa déclaration d'investiture aux chefs de l'armée avant d'en donner connaissance à l'Assemblée ! Incroyable. Jamais vu. Si l'on avait besoin d'une preuve supplémentaire la voilà. L'armée est la patronne. Et pas seulement en Algérie !

Salan, très à l'aise, a fait modifier quelques passages de la déclaration qu'il a sans ambages qualifiés « d'inacceptables pour l'armée ».

Comme tout de même Teitgen a tiré la sonnette d'alarme à Paris et a provoqué un certain affolement, on le fait comparaître pour donner des explications. Et devant les militaires encore ! Alors, là, c'en est trop. Teitgen, qui a son franc parler, et une patience toute relative, explose. Il se tourne vers Maisonneuve et Chaussade, les deux plus hautes autorités civiles :

« Je n'ai aucune explication à vous donner. Ou vous rigolez parce que vous ne savez rien. Et c'est grave. Ou vous rigolez parce que vous êtes dans le coup.

— Comment ! s'indigne Chaussade, je ne vous permets pas.

— Et laissez-moi vous dire une chose. Quand on prétend être un chef de gouvernement on ne demande pas leur avis à des gens — des militaires en particulier — à qui on va être amené à donner des ordres. »

Teitgen, lancé, se tourne vers Payra.

« Je ne suis ni flic, ni pied-noir, ni devin. Mais voilà comment ça va se passer demain. Les gens seront dehors. On déposera des gerbes. Puis on montera à l'assaut du G.G. Il y aura les paras. Ils seront débordés. *Ils le savent déjà.* »

En prononçant ces mots, Teitgen a regardé fixement Salan et Massu, qui sont blêmes.

« Tout cela est faux ! hurle Salan qui, pour une fois, sort de son impassibilité coutumière.

— Je le dis et je le répète. C'est comme cela que ça se passera. Et je suis rentré de Paris pour le voir. Nous n'avons même pas vingt-quatre heures à attendre. »

Pas de réponse. Dans un silence à couper au couteau, Payra prend congé avec sous le

bras la déclaration d'investiture raturée mais revêtue de l'imprimatur militaire !

Chaussade prend familièrement Teitgen par le bras. Et, paternel, le secrétaire général du Gouvernement général dit à son vieil ami :

« Allons, Paul, calmez-vous. Vous êtes pessimiste. Venez déjeuner demain avec Mme Teitgen à la villa Arthur. Et après, nous irons voir ensemble “ votre ” manifestation... »

Tout est en place. La « bombe » de Sérigny, qui explose le 11 mai dans le supplément dominical de « *L'Echo d'Alger,* » T.A.M. Dimanche », a décidé les derniers hésitants. Intitulé « Parlez, mon général, parlez vite », l'article que Soustelle a lu et approuvé avant sa parution est le premier appel au général De Gaulle paru dans la presse. Et quelle presse ! Personne ne s'y trompe. C'est le ralliement non seulement du pétainiste Sérigny, mais derrière lui c'est toute la fraction la plus conservatrice d'Alger, celle que depuis des semaines Delbecque, Ribaud et Pouget se donnent tant de mal à convaincre, qui suit.

Le Comité de vigilance peut également compter sur les paras. Pouget en a fait l'expérience le 26 avril. « Ils » sont fidèles et efficaces. Trinquier, qui a défilé le 8 mai à la tête de son 3e R.P.C., « les léopards à casquette », a été appelé ce 11 mai à Alger. Il n'a pas eu grand chemin à parcourir. Le 3 est au repos à Sidi-Ferruch. Trinquier n'est pas gaulliste, loin de là. Peut-être est-il même dans un des complots « fascisants ». Pouget s'en fout. Tous les capitaines du 3 sont ses amis. Et ça ne gaze pas fort entre certains d'entre eux et Trinquier... Quoi qu'il en soit, le 3e R.P.C. est, avec quelques C.R.S., la seule force disponible pour « maintenir Tordre ». De ce côté-là, rien à craindre.

D'ailleurs, qui n'est pas de cœur avec le coup d'État qui se prépare ? L'avant-veille, revenant à Paris avec Chaban, qui a inauguré l'école Jeanne-d'Arc de Bigeard, Pouget a vu monter dans l'avion le général Gilles, le patron des parachutistes en Algérie.

« Il y a une place pour moi ? a demandé Gilles. Je reviendrai à Alger demain matin. »

Chaban a acquiescé. Que veut Gilles ? Jusque-là il a été un des opposants les plus farouches à l'antenne d'El-Biar. Il s'est même sérieusement accroché à ce sujet avec Pouget. Mais il sent le vent venir. Il s'assoit à côté du « centurion », à portée d'oreille de Chaban. L'avion a à peine pris son altitude de croisière que Gilles « lâche le morceau ». Il se penche vers Pouget :

« Je sais ce que vous préparez. Mais les paras sont à moi. À moi et à personne d'autre... »

Un temps... pour l'effet.

« Mais, ajoute-t-il assez fort pour percer le bruit des moteurs, moi, je suis à vos ordres. Un coup de téléphone et j'arrive. »

Décidément, depuis le 26 avril, les hommes de l'antenne ne sont plus des pestiférés ! À Paris, Sanguinetti — en accord avec Delbecque — a fixé la date du 13 mai pour la grande manifestation du C.A.N.A.C. Les anciens combattants ne sont pas très chauds pour défiler à Paris. Mais qu'importe, ceux qui sont importants ce sont ceux d'Alger. Et eux, inutile de les pousser !

Delbecque compte sur l'aide des paras du 3 pour appuyer la prise de pouvoir à Paris. Tout se jouera dans la nuit du 13 au 14 car le débat d'investiture ne sera pas clos avant la nuit. En trois heures les paras peuvent être dans la capitale. Une seule ombre au tableau :

Jacques Soustelle. Celui-ci n’a pas voulu céder à Delbecque qui le poussait à gagner Alger. Le patron de l’antenne comptait sur l’ancien gouverneur pour y lancer l’appel au général De Gaulle. Mais Soustelle sait qu’à Colombey le général ne cédera jamais à un putsch. Même si celui-ci lui ouvre la porte du pouvoir. Il faut donc préparer la voie légale... ou presque. Soustelle s’y emploie [7].

Delbecque voit donc s’envoler son espoir de contrôler dès le départ l’action des hommes du Comité des Sept. À quelques heures de la manifestation ce sont eux qui inquiètent le plus. Il faut absolument convaincre Soustelle.

C’est le colonel Thomazo qui le premier s’aperçoit à quel point Delbecque a raison. Si les Sept jouent le jeu au sein du Comité de vigilance, ni les gaullistes, ni les poujadistes, ni les corporatifs n’ont évoqué l’issue de la manifestation. Chacun est tellement persuadé de « fourrer » l’autre qu’on a laissé dans l’ombre cette « péripétie » pourtant essentielle. Et ce 12 mai, Thomazo qui fait la liaison entre l'antenne et les Sept, sans compter l’armée, trouve Lagaillarde, Ortiz, Lefebvre, Goutallier, Crespin, Baille et Martel déchaînés. Lagaillarde a fait part à ses compagnons des enseignements qu'il a tirés de la répétition générale du 26 avril. Cette fois il est décidé à ne pas stopper au monument aux morts mais au contraire veut inviter la foule à gravir les gigantesques escaliers qui mènent au Gouvernement général.

« Et ce G.G., s’écrie le président de I’A.G.E.A., je le prends d’assaut. On fout tout en l’air. Et là, l’armée est obligée d’intervenir. Ce n’est pas Salan qui prend le pouvoir, c’est nous qui le lui remettons ! »

Thomazo essaie de les faire revenir sur leur décision. Le plan du Comité de vigilance — qui a été créé pour cela — est de se transformer à l'issue de la manifestation en Comité de salut public et, avec l’aide de l’armée, de placer Soustelle au pouvoir, renversant ainsi le régime. Pour ainsi dire une opération légale. Mais pour cela il faut attendre l’investiture de Pflimlin qui ne peut se produire que dans la nuit. Et il faudrait que Soustelle fût là.

Ce soir du 12 mai, Thomazo est persuadé que le plan mirifique de Lagaillarde, Lefebvre, Martel et autres Ortiz n’est que forfanterie méditerranéenne, que le moment venu ils se dégonfleront.

C’est compter sans la haine que porte le docteur Lefebvre à l’ancien gouverneur Soustelle, qu’il juge d’« extrême gauche », et à De Gaulle, qui, pour les Sept, dégage une odeur de soufre.

Dans la villa d’El-Biar où l’on fait le point en l’absence de Delbecque qui, à Paris, tente de fléchir Soustelle, il ne reste que Ribaud, Pouget et un nouveau venu, Lucien Neuwirth, héros de la Résistance qui a repris du service et son grade de lieutenant spécialement pour le « Grand Coup ». De Gaulle ou pas De Gaulle ? À Alger cela ne tient plus qu’à eux. Et l’affaire va se jouer dans un mouchoir de poche.

Le khamsin qui, depuis quarante-huit heures, enveloppe Alger de son haleine'brûlante n'a pas contribué à calmer les esprits. Ce mardi 13 mai la ville a les nerfs à fleur de peau. Et le vent lourd venu du désert accroît l'odeur poussiéreuse de la rue que les jets d’eau du matin sur les trottoirs et les chaussées n’ont pas suffi à rafraîchir. On a la gorge

sèche. On se sent oppressé. Que va-t-il, que *doit-il* se passer ? Car c'est sûr qu'on ne peut rester ainsi à la merci d'un gouvernement qui ne pensera, sitôt investi, qu'à traiter avec les rebelles. Il faut que la ville fasse éclater sa fureur, son inquiétude aussi. Elle y est résolue. Et on en a décidé pour elle...

La rue a son visage des mauvais jours. La plupart des magasins n'ont levé leur rideau qu'à moitié. Dans les bureaux on se pose plus de questions qu'on n'abat de travail. Et puis la grève générale commence à 13 heures !

Les journaux ont tous publié l'ordre de grève ainsi que l'annonce de la manifestation interdite par Lacoste, autorisée par Salan. On ne parle que de cela. Les trottoirs du centre sont à demi déserts mais dans les bistrots et sur les placettes, à l'ombre des ficus bruissants de myriades d'oiseaux énervés par la chaleur, on se prépare, on polit ses armes. On s'apprête « à lui montrer, à ce gouvernement de francaouis, si nous, les claouis, on les a pas en bronze ». Le peuple est mobilisé. La grosse artillerie est en place. *L'Echo d'Alger* publie les consignes du Comité de vigilance. On sent, « rien qu'à sentir l'air », que le grand jour est arrivé. La masse de manœuvre est chauffée à point. Le petit peuple de Belcourt, de Bab-el-Oued, de « Santugène », tous ces petits pieds-noirs français, espagnols, mahonnais, italiens, ceux qui n'ont « rien ou pas grand-chose à perdre », si ce n'est leur pays — et ça ils sont décidés à manifester pour montrer qu'on ne le leur arrachera jamais — sont prêts à obéir aux ordres. Quels ordres ? Mais ceux de la rue, ceux qui viennent sans qu'on sache d'où, ceux qui vous entraînent dans de merveilleuses « conneries » où tout le caractère méditerranéen trouve un exutoire à l'inquiétude folle et savamment distillée depuis des semaines.

Qui, à Alger, veut réussir une manifestation doit au moment précis savoir trouver l'attitude, les mots qui déclenchent tout, qui entraînent la foule, qui gagnent la bataille. Et ce matin du 13 mai, nombreux sont ceux qui croient les connaître.

Au siège des Rép' Soc', dans un vieil immeuble de la rue d'Isly, Delbecque, revenu de Paris sans avoir décidé Soustelle à gagner Alger avant le débat d'investiture, a réuni l'assemblée hétéroclite qui constitue le Comité de vigilance. On y reconnaît pêle-mêle les anciens combattants, les anciens S.A.S., les résistants, les gaullistes, les radicaux, les indépendants et bien sûr le Groupe des Sept. Dans une fumée à couper au couteau, Delbecque et Vinciguerra, puis le nouveau venu Neuwirth chauffent leurs troupes. Il est temps de leur révéler qu'il se « passera peut-être quelque chose » à la fin de la manifestation.

« Le but de ce rassemblement, s'écrie Delbecque, est, vous le savez tous, de réclamer un gouvernement de salut public présidé par le général De Gaulle. »

Les gaullistes éclatent en applaudissements. Mais d'autres sont plus réticents. Faire admettre à un nostalgique de Vichy, admirateur de Franco et de Salazar, que le Messie, le sauveur, est De Gaulle, même après le ralliement spectaculaire de Sérigny avec son « Parlez, parlez vite, mon général... », n'est pas une tâche facile. Mais rien ne semble impossible aux hommes de l'antenne. Ils ont tout prévu. Du moins le pensent-ils ! Pour eux le grand problème sera de faire « durer » la manifestation jusqu'aux résultats du scrutin... et jusqu'à la venue de Soustelle. Dès lors ce sera un jeu d'enfant — en annonçant l'investiture de Pflimlin à la foule surexcitée par douze heures de manifestation — de prendre d'assaut les bâtiments publics et de faire approuver la constitution d'un directoire coiffé par Soustelle. Rendez-vous est pris pour le début de

l'après-midi devant les locaux du journal militaire *Le Bled*, boulevard Laferrière, à deux pas du monument aux morts. Delbecque lâche ses troupes qui vont répandre la bonne parole et indiquer le lieu de rendez-vous à la population d'Alger.

Le Groupe des Sept, lui, peaufine une dernière fois sa tactique. Martel a fait alerter ses colons du bled, les éléments de choc poujadistes sont prévenus, Ortiz est sur le pied de guerre. Dès que la gerbe du commandant en chef sera posée à la mémoire des trois soldats fusillés, Lagaillarde à la tête de ses étudiants emmènera la foule à l'assaut du G.G. Alors l'armée devra faire son choix : ou tirer sur les manifestants ou prendre le pouvoir. Dans les deux cas Soustelle et les gaullistes seront éliminés. Et Lagaillarde sait que jamais l'armée ne tirera sur la foule !

Il n'a pas tort. Le commandant Pouget, le « militaire » de l'antenne, en reçoit l'assurance de Salan lui-même. Jean Pouget a passé la matinée dans le bureau du commandant en chef où arrivent les informations de Paris et aussi celles de la ville en effervescence. Et l'on est maintenant sûr qu'il « va se passer quelque chose ». Pouget pose alors la question :

« Mon général, si la foule attaque un bâtiment public, donnerez-vous l'ordre de tirer ? »

Salan stupéfait lève la tête, regarde Pouget :

« Mais pas question, Pouget ! Ah ça ! pas question. »

Voilà l'antenne rassurée. Avec la complicité « active » des paras de Trinquier et avec l'assurance que les forces de l'ordre ne tireront pas, l'affaire est dans le sac. Le tout est de faire patienter la foule.

C'est aussi ce que pense le colonel Godard, responsable de l'ordre depuis la « bataille d'Alger ». Il n'a à sa disposition que le 3 de Trinquier qu'il met immédiatement en alerte, le 1er R.C.P. de « Prosper » Mayer, le 9e zouaves qui s'occupera comme d'habitude de la Casbah et huit escadrons de gardes républicains que commande le gendarme Crozafon. Mais sur qui compter réellement ? Godard, qui est certainement l'un des hommes les mieux informés d'Alger, connaît la multiplicité des complots, il sait aussi les sympathies de nombreux capitaines de parachutistes pour ceux qui prônent l'« action directe » pour ce 13 mai, quant aux colonels... aux généraux... le mieux est d'attendre. D'autant que personne... mais alors personne n'est opposé au coup de balai qui renversera le « système ». Seuls les moyens d'y parvenir changent selon les amitiés, les convictions, les tempéraments. Pour sa part, Godard suit le « patron ». Et le patron dans son bureau de la Xe région militaire, place Bugeaud, attend de « voir venir ». Il n'y a vraiment rien d'autre à faire.

Au G.G., un homme se bat contre l'évidence. C'est Paul Teitgen. Il a alerté Paris, il a donné le plan de la manifestation, il n'a recueilli que des sarcasmes. Revenu à Alger « pour voir », il tente une dernière démarche désespérée : faire prendre conscience aux hommes qui représentent pour quelques heures encore la IVe République du danger qui les menace. Et cela par ricochet.

Paul Teitgen a vu le matin même le consul général des États-Unis, M. Johnson, dont la femme est française. Depuis quelques semaines les deux hommes s'entretiennent de la gravité de la situation. Et ce 13 mai Teitgen lui a révélé ce qui allait se passer : l'émeute

populaire savamment menée, l'investissement du G.G. et plus d'autorité.

« Le coup de Franco est lui aussi parti d'Afrique du Nord, a dit Teitgen. J'ai tenté de faire comprendre cela à Paris et personne ne m'a cru. Faites savoir le plan de la manifestation au département d'État. Et qu'il *alerte* Paris. Les services américains auront plus d'influence qu'un simple sous-préfet ! »

Johnson a un peu tiqué. Ses informations ne « cadrent » pas avec les révélations de Teitgen. Puis, à midi, le diplomate téléphone à son ami :

« Je suis prêt à faire la dépêche pour alerter Paris par le département d'État. Vous confirmez ce que vous m'avez dit ?

— Je maintiens. Et je vous demande de télégraphier très vite.

— O.K. Ce sera ma dernière dépêche. Et si vous avez raison, je quitterai mon poste avec les honneurs de la guerre ! »

En effet le diplomate américain doit quitter Alger. Il a été rappelé quelques jours auparavant à Washington. Son déménagement est fait. Il doit partir le 15 mai en emmenant « au pair » une fille de Jacques Chevallier, le maire d'Alger. L'information qu'il transmet va bouleverser sa vie. Sa dépêche, confirmée par les événements, fera un tel bruit à Washington qu'il sera maintenu à son poste et y restera longtemps. Ses meubles, déjà arrivés dans la capitale américaine, feront une nouvelle fois la traversée ! On ne trouve pas tous les jours un diplomate si bien informé ! Mais Paris, alerté par le département d'État, sera déjà aux prises avec l'émeute !

Ils arrivent de partout, de Belcourt par la rue de Lyon et le boulevard Baudin — l'ancêtre de Lagaillarde, l'homme qui cria sur les barricades : « Voici comment on meurt pour vingt-cinq francs » —, de Bab-el-Oued par la rue d'Isly et le Front-de-Mer, d'El-Biar par le G.G., dégringolant les degrés monumentaux ou les petits escaliers qui se frayent un passage entre deux immeubles, des beaux quartiers par la rue Michelet Le déjeuner bâclé, le peuple d'Alger va à la manifestation, avec ses femmes, ses gosses, ses médailles, ses drapeaux, son enthousiasme, sa colère et sa foi. Il y va à pied. Les familles et les voisins se groupent, les groupes deviennent cortèges, et les cortèges à l'approche du plateau des Glières, sur cet immense boulevard Laferrière qui va du G.G. au Front-de-Mer, se noient dans la foule. La foule méditerranéenne. Rien à voir avec cette foule noire, compacte et grondante que l'on connaît au nord de Valence, mais une foule colorée, piquée de taches violentes, chemises claires, robes éclatantes, du rouge, du jaune, du blanc, du bleu, et partout, au bout des hampes, le tricolore pour lequel on croit venir se battre, pour lequel on se bat. Dans cette marée de couleurs n'émergent plus que les palmiers, les ficus taillés, et la masse blanche du monument aux morts. Tout le reste a disparu, les pelouses, les bosquets, le tracé des rues. La ville est en marche. Des jeunes gens parcourent à scooter les artères où l'on peut encore rouler, ils brandissent des drapeaux tricolores et invitent à la manifestation ceux qui regardent du pas de leurs portes ou dans l'embrasure des fenêtres. « Algérie française. » Ils s'égosillent. Les klaxons les soutiennent. Trois brèves, deux longues. C'est la grande fête de l'Algérie française. On veut rester ? Alors faut y aller ! Et une petite brise s'est levée, venant de la mer, chassant la sécheresse agressive du khamsin. Le ciel est d'un bleu éclatant. Le décor est en place, peint aux couleurs d'Alger : azur et or.

Des haut-parleurs appellent à la manifestation. « L'Algérie peut être vendue d'un moment à l'autre... » C'est vrai que là-bas, à deux mille kilomètres, dans ce Paris qui semble un autre monde, le Parlement va se réunir et peut-être investir un gouvernement d'abandon. Tous en avant. Qu'on leur montre qu'on veut rester français. Puis il y a aussi ces trois petits soldats, fusillés par les bourreaux du F.L.N. On les avait presque oubliés — c'est pourtant le prétexte de la manifestation.

À 14 heures, le boulevard Laferrière n'est plus qu'une foule passionnée. Les yeux sont brillants. Les chemises largement ouvertes sur des torses bronzés. Les robes légères des femmes les font plus belles. On s'aime, on est là, côte à côte, corps à corps, on piétine, on transpire, on crie. On n'a plus peur.

À la terrasse de l'« Otomatic », le rendez-vous des étudiants, on a vu Lagaillarde sortir des facultés en tenue léopard. Il n'y a pas droit car il est sous-lieutenant de réserve, mais qui se soucie du droit aujourd'hui à Alger ? Le treillis bariolé est mieux qu'un passe-droit, c'est un drapeau. Les paras sont les enfants chéris de la Ville blanche. Et le prestige de Lagaillarde est décuplé par l'uniforme. Il a rassemblé ses hommes aux facultés. Les troupes de Martel, d'Ortiz, de Goutalier sont là. Les petits jeunes gens de Jeune Nation, les fiers-à-bras des commerçants poujadistes, les colons réactionnaires du « Cœur et de la Croix » saluent leur nouveau maître. Car pour la rue, pour la bataille, pour le grand jour, Lagaillarde balaye ses compagnons du Groupe des Sept. Seul Ortiz pourrait faire le poids pour le coup de main. Mais qu'iraient y faire le mince, austère et calme docteur Lefebvre, ou le gros Goutallier, ou Martel qui n'est connu que de ses colons ? Non, Lagaillarde est l'homme qu'il faut. De la décision, de l'organisation, l'uniforme par-dessus tout cela et surtout des mots simples, des phrases brèves. Il connaît la recette.

« C'est le jour ou jamais... Nous sommes des insurgés... Voulez-vous sauver l'Algérie française ? »

Et le cortège se met en route. Des facultés au monument aux morts il y a cinq cents mètres. Ça n'a pas empêché un petit commando de remonter la rue Michelet pour mettre à sac le Centre culturel américain. Toutes les révolutions depuis 1945 commencent ainsi. La plupart du temps parce que les insurgés trouvent les Américains réactionnaires, là c'est le contraire. L'Américain, à Alger, c'est l'ennemi « de gauche ». D'abord, ce Kennedy qui a critiqué la politique algérienne de la France l'an dernier, puis les bons offices. S'ils veulent des communistes chez eux c'est leur affaire. Ici, on défend l'Algérie française. Et on lapide le Centre culturel. Il ne manque que McCarthy, spécialiste de la chasse aux sorcières. Voilà qui lui aurait plu. Sur le boulevard Laferrière les mêmes groupes tentent de pénétrer dans les locaux du *Journal d'Alger,* le seul organe libéral. Ils arrachent l'enseigne. Mais les paras du 3 les refoulent sans ménagement. On s'en prend alors au maire honni d'Alger : Jacques Chevallier. « Chevallier au poteau... » et puis Mendès-France, à tout hasard. On y ajoute Bourguiba.

À la villa Arthur, résidence du secrétaire général, sur les hauteurs d'Alger, Pierre Chaussade et Paul Teitgen sortent de table. Ils vont voir la manifestation. Teitgen est inquiet, très inquiet. Sa femme refuse même d'aller au G.G. Pierre Chaussade, lui, est guilleret. « Des braillards, il faut les laisser brailler. » Il trouve Teitgen un peu ridicule. Indécent même surtout lorsque celui-ci lui dit de sa voix basse et caverneuse :

« Cher ami, regardez bien la villa Arthur. Vous ne la reverrez jamais.

— Voyons, je vous en prie, Teitgen. »

Et ils partent les mains dans les poches vers le G.G. Jamais le secrétaire général du Gouvernement général ne remettra les pieds à la villa Arthur !

« Algérie française... Chevallier au poteau... L'armée au pouvoir... Allons enfants de la patri..i...e » Et il en arrive encore de partout, par colonnes, du centre de la ville, par camions, de la Mitidja, avec des banderoles, des drapeaux, des cris, des slogans.

La masse blanche du monument aux morts est prise d'assaut. On s'agrippe aux poilus sculptés dans la pierre du socle pour parvenir à la première plate-forme ; là où sur trois chevaux, les bras dressés, un Français, un « Arabe » et la Victoire, cheveux au vent, soutiennent le pavois où repose le symbole : l'Inconnu gisant. Il n'est que 16 h 30. Il faut tenir cette foule, l'échauffer encore, car la cérémonie officielle n'est prévue qu'à 18 heures. Lagaillarde, le visage extraordinairement tendu, les yeux comme fous, se fraye un passage derrière ses quatre harkis, en treillis, chapeau de brousse, médailles pendantes et la mitraillette à la main. Il franchit les grilles blanches du monument, escorté de sa garde prétorienne. On le reconnaît. On l'acclame. Il est le héros du jour. Il va jouer avec maestria une partie qu'il a soigneusement préparée. Il bondit sur la première plate-forme du monument. Près de lui un jeune homme tient le drapeau tricolore du mouvement de Martel. Le béret enfoncé sur le front, la taille bien prise dans sa tenue camouflée, Lagaillarde lève les deux bras d'un geste apaisant. Il obtient un calme relatif autour du monument.

« Êtes-vous prêts à lutter pour l'Algérie française ? »

Une clameur gigantesque lui répond. À cinquante mètres de là on voit la silhouette « léopard » mais on ne l'entend pas. Ça ne fait rien, on acclame de confiance.

« Êtes-vous prêts à laisser brader notre Algérie ?

— Hou ! hou ! non ! Algérie française. »

À coups de slogans, de phrases courtes chaque fois acclamées, Lagaillarde fait monter la tension. La foule vibre. Les *Marseillaise* succèdent aux « Algérie française ».

Au pied du journal *Le Bled*, les gaullistes du Comité de vigilance sentent qu'il faut réagir, prendre part à cette extraordinaire entreprise d'échauffement de la foule. D'autant que des voitures munies de haut-parleur, savamment mises en place avant l'arrivée des manifestants distillent des mots d'ordres : « Le peuple exige un gouvernement de salut public... Êtes-vous prêts à abandonner l'Algérie ? » Vivats, puis hurlements.

Quelques explosions retentissent là-haut, près du G.G. Ce sont les gardes mobiles qui ont refoulé quelques étudiants qui s'approchaient des grilles prudemment fermées. Les grenades lacrymogènes font encore monter la tension.

Delbecque, qui croyait ne devoir intervenir que dans la soirée ou même dans la nuit, se sent pris de vitesse. Les troupes des Sept sont là-bas, bien groupées au pied du monument, au bas des escaliers qui mènent au G.G. Prêtes. Et les gaullistes sans haut-parleur, sans tribune, sont isolés. Delbecque monte quatre à quatre jusqu'au journal *Le Bled*. Sur le balcon il y a des haut-parleurs, voilà la tribune. C'est compter sans Michel Goussault, le colonel qui « tient » l'action psychologique. On sait qu'avec Allard il représente la fraction « réac » de l'état-major, celle qui est de cœur avec les Sept et ne voit pas d'un très bon œil ces « paras révolutionnaires » sociaux et égalitaires, et encore moins De Gaulle qu'ils détestent. Quoi qu'il en soit, Goussault interdit à Delbecque de se servir de « ses » haut-parleurs. Ce qui rappellera à Lucien Neuwirth, lorsqu'il apprendra

l'intervention du colonel, le mot d'une journaliste gaulliste de ses amis : « Lorsqu'on a connu Michel Goussault, on ne fait jamais plus confiance aux yeux bleus. »

Furieux de son échec Delbecque s'aperçoit qu'il est urgent de mettre au point un plan de bataille. Mieux vaut tard que jamais. Dans cette foule excitée c'est impossible. Alors il réunit son état-major et remonte à El-Biar, dans la villa de l'antenne. La foule, cette force de frappe, est pour l'heure aux mains de Lagaillarde et des Sept. C'est lors de la phase politique qu'il faudra désormais intervenir. Et ne pas manquer son coup. C'en est fini de l'apparente unité du Comité de vigilance. Le clivage s'est fait au milieu de la foule qui crie, hurle, éructe, inconsciente de l'enjeu qu'elle représente. Désormais il y a les gaullistes et les Sept. Delbecque et Lagaillarde. Delbecque *contre* Lagaillarde.

« Les voilà... les voilà... » Une jeep vert et blanc de la sécurité routière militaire tente d'ouvrir la route aux voitures des généraux. Avenue Pasteur, le cortège officiel s'arrête. Impossible d'aller plus loin. Alors au coude à coude les casques blancs de la police militaire frayent un passage à l'état-major. Le général Salan, impeccable, sanglé dans sa tenue d'été aux plis fraîchement repassés, le képi étoilé emboîtant la tête, avance lentement suivi du général Jouhaud et de l'amiral Auboyneau, en uniforme blanc, et du général Massu, en tenue camouflée, le béret rabattu sur l'œil gauche. Les journalistes remarquent que Salan et Jouhaud ont changé de couleur. Salan, habituellement pâle, est écarlate. Jouhaud, plutôt rougeaud, est blême. Seul Massu paraît en rogne. Ce qui est sa physionomie habituelle. Une immense ovation les salue : « Vive l'armée... L'armée au pouvoir... » Et aussitôt un cri que Salan connaît trop bien : « Vive Massu... » Le commandant en chef serre les lèvres qu'il a minces, le général parachutiste se renfrogne un peu plus. La cérémonie est brève. Salan dépose une gerbe de roses, ranime la flamme, salue pendant la minute de silence qui a à peine calmé la foule. Puis le cortège officiel fait le chemin inverse. Beaucoup plus vite cette fois, comme si les généraux voulaient s'éclipser, ne pas voir ce qui va se passer.

Ils n'ont pas regagné leurs voitures que déjà Lagaillarde hurle : « En avant, tous au G.G. ! Contre ce système pourri, suivez-moi ! »

Et c'est la marée humaine qui s'ébranle, à l'assaut du « système » symbolisé par le bâtiment gigantesque du Gouvernement général. Chacun gravit les rudes escaliers du G.G. sans S'en rendre compte, porté par son voisin. Déjà sur l'esplanade les gendarmes mobiles sont aux prises avec les lycéens de Roseau, l'un des adjoints de Lagaillarde, et les étudiants. Devant le flot humain qui monte, menaçant, les grenades lacrymogènes sont impuissantes. Les gardes se retranchent à l'intérieur du G.G. dont ils referment les grilles à double tour. D'autres gardes mobiles qui se trouvaient en renfort, cachés par les lacets du Telemly, tentent de dégager la place d'Afrique. Echauffourées, grenades lacrymogènes. La foule un instant désemparée se rue sur les grilles qui résistent. Le colonel Ducournau, du cabinet de Lacoste, essaie de parlementer. Des volées de pierres jaillissent de la foule et fracassent les baies vitrées. Ducournau grimace, un pavé l'a atteint à un genou. Le colonel Godard tente lui aussi de défendre le G.G. Il donne l'ordre aux gardes mobiles de s'éclipser et aux paras du 3, eux aussi en réserve dans les lacets du Telemly, d'intervenir. Le colonel Trinquier, « indésirable à Alger », n'a pas encore revu le général Massu mais sur ordre de Godard est venu se mettre « à disposition ». Il envoie la compagnie du capitaine Planet sur le Forum. Les six camions à peine arrivés, les paras sont littéralement englués dans cette foule qui les acclame, les

embrasse. Les filles ne sont pas les dernières ! Et elles sont nombreuses, de quinze à vingt-cinq ans, déchaînées, mais si jolies. Trinquier a pris les ordres de Godard. Il tente de réunir ses hommes, d'empêcher la foule d'entrer. Et là va se jouer la prise du G.G. Certains capitaines et lieutenants du 3 ne peuvent pas « piffer » Trinquier qui, depuis l'Indochine et surtout l'organisation du D.P.U. à Alger, a une réputation d'officier politique. Ils regrettent Bigeard. Lorsque Trinquier donne l'ordre de faire refluer la foule, ces officiers qui n'attendent qu'une bonne occasion de lui « foutre des bâtons dans les roues » restent étrangement passifs pour des hommes d'action... Ils sont maintenant cinq officiers supérieurs et généraux à vouloir protéger le G.G. : Godard, Trinquier, Ducournau, Allard et Thomazo. Le général Allard, debout sur un camion, hurle dans un porte-voix, près de lui le colonel Thomazo gesticule.

« Tas de cons, ils nous emmerdent... » telle est la réponse brutale de la foule. Godard et Ducournau sont débordés. Trinquier n'est pas mieux accueilli. Un capitaine du 3 glisse à son copain Jean Pouget qui — « en prévision » — n'a pas quitté le G.G. depuis 13 heures :

« Regarde ce pauvre con qui ne sait pas lire une carte d'état-major... et il veut faire de la politique ! »

Tout va très vite. Les capitaines et les lieutenants du 3e R.P.C., les « potes à Pouget », disent : « On ne va pas faire casser la gueule à nos garçons pour ces pourris du G.G. ! » Ces pourris qui représentent le « système » que tous rêvent d'abattre depuis si longtemps. « On ne va pas non plus se mettre à taper sur ces gamines qui nous embrassent. »

C'est fini. Ou presque. Encore quelques volées de grenades lacrymogènes. Et un camion militaire conduit par un manifestant enfonce la grille principale sans qu'un para lève le petit doigt. La foule s'engouffre. Là-haut, au quatrième étage, paraît sur une plate-forme la silhouette de Lagaillarde. Il crie mais on ne l'entend pas. Il agite son béret. Le premier il a gravi les escaliers intérieurs du G.G. Personne n'a osé s'interposer. Il est décidé. Et armé. Il invite la foule d'Alger à le suivre. La porte centrale en fer forgé vole en éclats sous la pression d'une automobile à laquelle les manifestants déchaînés ont fait franchir les quinze marches du perron ! Et c'est la cavalcade. Des centaines de manifestants crient, hurlent, envahissent les escaliers, les couloirs, les bureaux. On met le feu à la bibliothèque, de toutes les fenêtres tombe une neige de dossiers, de papiers, de livres et de cartes. C'est le sac du G.G. Les malins ont déjà puisé dans les feuilles de paie et dans les dossiers confidentiels. Pas perdus pour tout le monde ! Il est 18 h 45. Le Gouvernement général est pris. La puissance des Maisonneuve, Chaussade, Ducournau, Gorlin s'écroule. En même temps que la IVe République qui choit avec ces monceaux de dossiers qui volent par les fenêtres. Était-ce une république « de papier » ?

En bas, la population fraye avec les paras déifiés. On les choie, on les embrasse, on leur donne à boire. Le colonel Trinquier, qui a pourtant voulu défendre le G.G. contre la populace, est entouré dans sa jeep. On lui dit : « Prenez le pouvoir, mon colonel, avec vos paras vous pouvez tout. Balayez-les ces incapables, ces pourris, ces veaux. Il le faut. Pour sauver l'Algérie française... » Et on l'arrache de sa jeep pour le porter en triomphe jusqu'au premier étage du G.G. !

Les cris reprennent. « Algérie française... L'armée au pouvoir ! » Cette fois, elle y est. Poussée par une foule qui a appris le chemin du Forum. Et qui n'est pas décidée à l'oublier. En bas, la kermesse populaire commence. Au premier, qui va l'emporter ?

C'est dans le grand bureau du premier étage que tout va se jouer à une allure folle. Le bureau « du balcon » c'est celui de Maisonneuve, le directeur de cabinet de Lacoste, moquette beige, fauteuils et canapés de cuir vert tendre, grand bureau d'acajou recouvert d'une glace épaisse. Une porte-fenêtre ouvre sur la terrasse qui domine le Forum. En l'absence du ministre résidant c'est Maisonneuve qui « théoriquement » détient le pouvoir. Salan ne vient qu'après !

Dès le début de la manifestation Maisonneuve, entouré de Chaussade, Teitgen, Gorlin et Peccoud, directeur de la sûreté, téléphone à Paris où, à l'Assemblée, on « fait traîner » le débat d'investiture pour savoir où l'on en est à Alger. Dès l'annonce de l'émeute Lacoste fait envoyer depuis la « succursale » parisienne du ministère de l'Algérie, rue de Lille, le télex ultra-secret qui parviendra décrypté sur le bureau de Maisonneuve. Ce sont ses instructions. Lacoste n'est pas fâché de ne plus être en Algérie où tout semble se passer selon ses prévisions mais en même temps il se sent un peu fautif. Dans les couloirs de l'Assemblée, il vient d'avoir une rapide algarade avec un parlementaire important. Elle donne une idée de l'ambiance qui règne au Palais-Bourbon.

« Mais qu'est-ce que vous fichez ici alors que ça barde à Alger ?

— Mon cul ! »

Brève réponse. Lacoste a autre chose à faire qu'à se justifier. Après tout, ces parachutistes n'ont que ce qu'ils méritent ! Il est 18 h 20 et l'émeute bat son plein lorsque Maisonneuve et Gorlin reçoivent le télex du ministre.

« Tla 20 de tlx 61. Très urgent. Secret. Nr 0180.

1. Minimiser si possible incidents sur place Gouvernement général.

2. S'il y a véritablement des musulmans dans manifestations en faire dépêche A.F.P. spéciale.

3. Souligner toutes réactions des paras et militaires.

4. À tout prix éviter incidents au consulat général des États-Unis.

5. À l'Assemblée tendance générale à faire tramer débats pour avoir bilan manifestations Alger.

6. Présenter bilan dès que possible en faisant ressortir ce qui est favorable.

Affirmer notamment que manifestations, malgré incidents regrettables, n'ont pas revêtu le caractère de violence atteint le 6 février 1956 et lors de l'enterrement de Froger ou après la semaine sanglante de juin 1957.

Fin. *Signé* : Robert Lacoste. »

Bilan favorable ! Il est bon, Robert Lacoste ! Les pierres crépitent sur la façade. Les explosions de grenades lacrymogènes se succèdent. Les coups de boutoir contre les portes de fer forgé retentissent jusque dans le bureau où ils font déjà vaciller un « pouvoir » affolé. Violence ou pas violence ? Là est toute la question. Va-t-on laisser prendre le G.G. sans résister ? Et pour résister une seule solution : tirer sur la foule. Chaussade, accroupi sous une table, parvient à joindre au téléphone Robert Lacoste qui se trouve dans le bureau de Félix Gaillard, président renversé. Il décrit la situation, haletant :

« C'est l'émeute, les vitres volent en éclats, des femmes sont bloquées au G.G. Les paras et la foule s'installent partout. Faut-il tirer, monsieur le ministre ? »

Lacoste regarde Gaillard qui suit la conversation. Signe négatif de la tête.

« Non ! Chaussade. Pas question. »

Au même instant, place Beauvau, Bourgès-Maunoury, ministre de l'Intérieur, a donné le même ordre.

Si la réponse avait été affirmative, qui l'aurait appliquée ? Pas les gendarmes. Encore moins les paras. Les flics sont inexistants. La révolution est en marche, rien ne l'arrêtera.

19 h 15 : Lagaillarde et un petit groupe de manifestants font irruption dans le bureau de Maisonneuve. Les deux pouvoirs se trouvent face à face. Maisonneuve représente la République, Lagaillarde la foule. Quelques militaires anonymes sont là. Un commandant, quelques lieutenants. Lagaillarde est au G.G. Il a tenu son pari. Mais où est l'armée ? Où est Salan à qui Lagaillarde veut remettre le pouvoir ? Situation paradoxale : c'est aussi Salan que Maisonneuve cherche des yeux. Le fonctionnaire sait très bien qu'en l'absence de Lacoste et au milieu d'une pareille effervescence il ne fait pas le poids.

L'arbitre de la situation devient le commandant en chef.

Le bureau est maintenant envahi. Des paras, des inconnus sont vautrés sur les fauteuils, le canapé vert tendre. Tout le monde parle en même temps. La double porte ouverte sur le couloir n'arrête plus personne. C'est la folie. Les hauts fonctionnaires détenteurs du pouvoir sont devenus anonymes, noyés dans ce brouhana. Ils se sont groupés autour de Maisonneuve et attendent. Chaussade maintient la liaison téléphonique avec Paris. Du côté des paras quelques capitaines : Graziani, Planet, dont la compagnie du 3 fraternise en bas avec les manifestants, Léger, l'homme des bleus-de-chauffe et des « coups fourrés ». Il est accompagné de Dédé « Saïdoun » Surcouf, la terreur des bleus, l'ancien d'Indochine aux cheveux gominés. Il y a là aussi La Bourdonnaye, capitaine de paras, l'un des durs de la « bataille d'Alger » l'organisateur avec Trinquier du D.P.U. Ils observent avec amusement ce « bordel fantastique ». Ils sont les maîtres, le savent et s'en réjouissent. L'armée militante, c'est eux. Mais ils ne veulent pas encore le prouver. Ils étudient la situation. L'ordre ne sera rétabli que s'ils le veulent bien. On attend Massu.

À l'autre bout de la pièce, Lagaillarde, flanqué de son ami Forzy, fils d'une famille de colons de Loverdo, commence à s'inquiéter. La machine tourne à vide. L'inquiétude de Martel semble justifiée.

« Et lorsqu'on sera là-haut, qu'est-ce qu'on fera ? avait-il dit.

— On remet le pouvoir à l'armée et on forme un Comité de salut public. »

Mais malgré la similitude des uniformes qu'ils portent les buts de Lagaillarde et des capitaines de parachutistes « révolutionnaires » ne sont pas les mêmes. Et pour l'instant dans le « foutoir » qu'est devenu le bureau de la plus haute autorité d'Algérie, l'armée c'est eux. Lagaillarde, seul, s'entendrait bien avec ses ex-compagnons. Mais il y a Martel, et les poujadistes, et Lefebvre pour qui ces jeunes militaires, marqués par leur passage indochinois, sont « bien près d'être communistes » !

Et voilà Massu. Le col de chemise froissé sous la tenue léopard. À coups d'épaule il se fraye un passage dans la cohue. En rogne, le général. Il a la gueule encore plus tordue que d'habitude. La moustache agressive, les lèvres serrées, les mâchoires dures. Le Forum retentit des cris surexcités par son passage au milieu de la foule qui a envahi les couloirs : « Vive Massu... Massu au pouvoir... » Le général est excédé par cette popularité envahissante. Depuis la « bataille d'Alger » il lui a fallu dépenser des trésors de diplomatie bourrue pour que ses chefs ne s'en offusquent pas. Salan en particulier, qui n'a jamais bénéficié d'une once de gloire populaire. Et Massu qui n'a de goût que pour le service est « militaire-militaire » avant tout. Ses colères contre certains officiers de

parachutistes de la 10e D.P. sont célèbres. Il goûte peu la politisation de ces hommes. Le « soldat révolutionnaire », il ne comprend pas ! Les salades à la Mao, les « poissons dans l'eau », l'expérience du camp n° 1, les Pouget, Léger, La Bourdonnaye, et surtout Bigeard, ça l'agace prodigieusement. Quelques jours avant le 13 mai, une mission parlementaire anglaise devait venir en Algérie. Au G.G. on a décidé de la faire accompagner par Bigeard. Le colonel le plus célèbre guidant les députés anglais, ce serait prestigieux. Massu s'y est opposé. Il a même dit à Gorlin : « Pourquoi Bigeard ? Je ne crois pas que ce soit une bonne idée. Bigeard, c'est un communiste ! »

Et les jeunes officiers de « l'école Bigeard » ne lui disent rien qui vaille. Peut-être vient-il d'avoir la preuve que — si lui n'est d'aucun complot — certains capitaines et commandants sont plus mouillés qu'il ne pouvait le croire.

En effet le commissaire central d'Alger aura quelques jours plus tard la confirmation d'une scène qui vient de se dérouler dans le souterrain qui relie la Xe région militaire au G.G. Massu, pas plus que Salan, n'est décidé à se commettre avec « ces voyous et ces salopards[8] » qui ont envahi le Gouvernement général. Pourtant il se décide à « jeter un œil sur ce bordel ». Dans le souterrain, Massu dit à un capitaine qui l'accompagne : « Pas question que je marche dans cette histoire. » Et le capitaine — c'est lui qui racontera l'incident au commissaire central — sort son pistolet, le colle sur le ventre du général et lui dit :

« Maintenant, mon général, fini de rigoler. Il faut y aller. »

L'histoire est-elle vraie ? Le commissaire central, dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'a aucune sympathie pour les « paras révolutionnaires » ni d'ailleurs pour Massu, la tient pour exacte.

Quoi qu'il en soit, Massu, jusque-là hostile à tout mouvement révolutionnaire, prend désormais les initiatives que lui « conseillent » les jeunes officiers. Non par peur ni faiblesse, Massu a trop de gloire derrière lui pour se laisser impressionner par ses subordonnés, mais par crainte de voir ses jeunes « paras » échapper à un haut commandement critiqué et plonger avec enthousiasme dans la révolution.

Toujours est-il que Massu est furieux lorsqu'il entre à 19 h 30 dans le bureau de Maisonneuve. Immédiatement il se dirige vers le groupe des léopards :

« Vous me foutez le bordel partout. Et je vous préviens, je ne veux rien savoir. Allez, virez-moi tous ces excités. »

Léger obéit. Massu se tourne vers Lagaillarde qui s'est approché.

« Qu'est-ce que vous foutez en uniforme ?

— Lieutenant Lagaillarde, mon général, répond le jeune leader en rectifiant la position.

— Mais vous êtes civil... Enfin ! » Dehors les hurlements redoublent.

« Mon général, dit Forzy, il faut leur dire quelque chose. Criez Algérie française. »

Massu, la mâchoire plus proéminente que d'habitude, lui répond, hors de lui :

« Ces cons-là me font tous chier ! Ça suffit vos conneries. »

Le général est dépassé. Alors il gueule. Il ne sait que faire. Ou plutôt il sait ce qu'il ne veut pas faire : prendre la tête de cette insurrection comme il sent qu'on voudrait l'y pousser ! La seule solution est de canaliser le mouvement. Pas de rébellion personnelle mais que la foule accepte l'armée en bloc avec sa hiérarchie. C'est à Salan de jouer.

Le voici. Il s'est enfin décidé à quitter son bureau de la Xe région. C'est lui le

détenteur de la force armée. Face à l'émeute il devient responsable devant le gouvernement de la République de la sécurité de ses représentants en Algérie.

En le voyant paraître, Lagaillarde respire. Enfin son plan va se réaliser. La machine va pouvoir réembrayer. Satan est poussé vers le balcon. Il doit calmer la foule. Il faut annoncer quelque chose. Qu'il réclame à Paris un gouvernement de salut public par exemple. Enfin n'importe quoi.

Salan s'avance vers la rambarde. Il crie : « Je suis le général Salan... »

La foule ne l'entend pas mais le reconnaît. Sa réaction est terrible :

« Hou ! Hou ! Salan bradeur ! Franc-maçon ! Salan l'Indochine ! Fous le camp, pourri ! Vive Massu ! l'armée au pouvoir. À bas Salan. »

Le commandant en chef recule devant l'attaque. Il revient dans la pièce où un silence stupéfait a succédé au brouhaha des minutes précédentes. Salan est pâle, défait. Il se savait peu populaire mais pas détesté. Voilà qu'Alger l'assimile à ce régime pourri que chacun ici veut balayer. Massu, près du bureau, ne sait où se fourrer. Jamais « Vive Massu... » ne l'a autant desservi !

« Mon général, lui dit un capitaine, il faut y aller. Parlez-leur. » Massu le foudroie du regard. Il est et reste discipliné. Et prudent. Il connaît sa popularité. S'il paraît au balcon la foule va lui faire un triomphe, mais devant Salan il sera en rébellion vis-à-vis de Paris. Et Massu — on l'a oublié à force de faire courir sur lui mille légendes dont la plus agréable est qu'il est « incapable de penser, seulement d'obéir » — a un solide bon sens. Il ne va pas se fourrer dans ce bain-là. Les capitaines le voient désemparé. Deux de ses officiers, le capitaine Marion et le capitaine Angels, ne le quittent pas. Eux sont d'accord avec la révolte. Marion est d'ailleurs ami intime de Sérigny. Et ils redoutent que Massu ne se retire de l'affaire sur la pointe des pieds. On l'entoure. On lui parle. On l'isole. Il ne faut pas qu'il ait de contact avec sa femme.

Le capitaine de La Bourdonnaye me dira plus tard :

« L'ennemie du moment, pour nous, ce n'était pas la foule mais Mme Massu. On ne savait quel conseil elle pouvait donner à son mari. Il fallait absolument l'isoler. Qu'ils n'aient ensemble aucun contact. »

Opinion confirmée par l'un des plus importants généraux de l'armée française qui — en opération dans l'Est — aura en apprenant la nouvelle de l'insurrection et le rôle de l'ex-patron de la 10e D.P., cette réflexion acide : « Massu a pourtant une femme intelligente ! »

Sur le Forum, dans les couloirs et les bureaux du G.G., c'est une osmose extraordinaire : les paras et la population fraternisent. Même les gardes mobiles qui tout à l'heure balançaient des grenades lacrymogènes sont tout sourires pour les paras. On rigole. On se tape sur le dos. Quelle bonne blague !

Au téléphone, Maisonneuve et Chaussade qui se sont isolés avec Salan dans un bureau voisin expliquent à Félix Gaillard la situation inextricable dans laquelle ils se trouvent. Il n'est plus suffisant de déléguer les pouvoirs civils au commandant en chef, il faut encore que celui-ci ait l'autorisation de les « subdéléguer » à son adjoint Massu ! Lui seul pourra « faire avaler » ses décisions à la foule déchaînée.

Les civils sont unanimes à Paris comme à Alger. Gaillard, Chaussade, Maisonneuve estiment que la seule solution est de remettre tous les pouvoirs à l'armée. Ce n'est pas nouveau. On a commencé dès la « bataille d'Alger ». Aujourd'hui, il ne s'agit plus de

lutter contre le terrorisme F.L.N. mais de faire face à ce mélange détonant : capitaines, paras et population qui se moquent de la légalité et de la hiérarchie comme de leur dernière chemise ! Salan et Massu, qui y sont au contraire très attachés, sont seuls capables de maîtriser cette masse instable. Lorsque Chaussade raccroche, Salan est le patron de l'Algérie. Et avec l'assentiment du chef du gouvernement !

Dans le bureau de Maisonneuve, le bureau du « balcon », se joue une partie décisive. Lagaillarde est passé à l'attaque. C'est maintenant ou jamais que son plan doit réussir s'il veut éliminer définitivement les gaullistes qui jusque-là n'ont pas paru.

« Mon général, dit-il à Massu, maintenant il faut se décider.

— Que peut-on faire ? Il faut d'abord que la foule se disperse. »

Lagaillarde réagit comme s'il avait été brûlé au fer rouge.

« Pas question ! Le peuple doit rester ici jusqu'à l'investiture.

— Alors ?

— Alors il faut constituer un Comité de salut public et exiger de Paris un gouvernement de salut public. »

Massu consulte Salan qui semble hésitant. Autour de Massu la pression se fait plus vive. Qu'il refuse et c'est l'émeute qui reprend. Qui sera alors capable de l'arrêter ? Massu doit se décider. Et vite. Salan l'a lâché. Sans lui donner de réponse, il a quitté la pièce pour s'installer avec Allard et son état-major dans le bureau voisin, celui de Peccoud, le directeur de la sûreté.

« Allons-y, maugrée Massu. Qui on met dans votre Comité ?

— Ceux qui sont ici, répond Lagaillarde. Et bien sûr, mon général, vous en êtes le président. »

Massu prend un papier et demande les identités. À part Lagaillarde, il ne connaît personne. La scène est étrange. Les hommes qui veulent faire partie du Comité sortent leurs papiers d'identité comme au commissariat ou à l'hôtel !

Massu inscrit : Lagaillarde, Pierre, passeport n° 1 538. Montigny, Gabriel, carte d'identité 62 213. Moreau, Paul, passeport n° 28 352. Parachini, Rodolphe, carte n° 32. Perrou, Armand...

« Vos papiers ?

— Je ne les ai pas, mon général ! »

Pas plus que Joseph Jolivet. Le dernier des postulants s'approche et tend sa carte d'identité.

« André Baudier, né le 19 septembre 1923 à Alger, récite-t-il, j'habite 1, cité Marty, à Hussein-Dey. Carte d'identité n° 469-043. »

On s'est un peu calmé. Les nouveaux membres se regardent. Et chacun constate qu'il ignore tout de son voisin ! Seuls Lagaillarde et Montigny, l'un des hommes de Martel, se connaissent. Les autres sont là par hasard !

« Et qu'est-ce que vous représentez ? demande quelqu'un à Baudier qui a cette réponse admirable :

— La foule. »

Et pourquoi pas ? Massu hausse les épaules, relit la liste, ajoute quelques mots et se dirige vers le balcon. Cette fois-ci il faut calmer la foule, la faire rentrer chez elle. Dès qu'il apparaît, Massu est follement acclamé.

« Je vous annonce, hurle-t-il car il n'y a pas encore de haut-parleur, qu'un Comité de

salut public vient d’être formé ! »

Seules quelques dizaines de personnes ont pu entendre. Les autres applaudissent de confiance. Massu ne peut leur annoncer que de bonnes nouvelles !

« Et ce Comité de salut public, ajoute le général, c’est moi qui le préside. Moi, général Massu ! »

Acclamations. *Marseillaise*. Algérie française. Massu revient dans le bureau.

« Voilà, vous êtes contents ? Maintenant dites à vos gens de rentrer chez eux ! »

La foire, ça va un moment, mais le général voudrait bien mettre un peu d’ordre dans ce « bastringue ». Lagaillarde ne l’entend pas ainsi. Très calmement il s’explique.

« Non, mon général. Ils resteront jusqu’au vote de l’Assemblée. Je vous promets qu’ils seront calmes. »

Lagaillarde se pose en patron. Il est temps de réagir. Massu hèle trois colonels qui viennent aux nouvelles : Thomazo, Ducasse et Trinquier.

« Vous aussi vous en êtes ?

— De quoi ?

— Du Comité de salut public, bougres de... Tu es d’accord Trinquier ? Toi aussi, Thomazo ? » Quant à Ducasse il est l’adjoint de Massu. Il est « d’accord » par définition !

Le choix est habile. Trinquier et Thomazo ont grande influence sur les différents groupes et sur la foule. Massu l’a-t-il fait exprès ? Tout va si vite. C’est maintenant Lacoste qui demande Massu au téléphone. Paris en quelques minutes a été informé de la formation du Comité. Lacoste demande des comptes.

« Qu’est-ce que c’est que cette histoire, Massu ? Un coup d’État ?

— Mais non, monsieur le ministre, c’est pas un coup d'État. On a constitué un Comité pour prouver à l’Assemblée que l’Algérie veut rester française. Et il faut bien que je contrôle la foule.

— Je comprends que vous essayiez de coiffer la manifestation pour la contrôler mais il est inconcevable, Massu, vous entendez bien *inconcevable*, que vous participiez à une organisation révolutionnaire !

— Mais il s’agit de canaliser et d’arrêter l’émeute ! Je peux quand même pas tirer sur la foule. »

Et la conversation se termine en queue de poisson. D’autant que Salan vient de recevoir par télégramme secret la confirmation des pouvoirs civils donnée par Félix Gaillard *après consultation avec Pflimlin*, son successeur éventuel ! Ce papier officiel fait de Salan le véritable arbitre de la situation. Toutes ses décisions il va les prendre « au nom de la République », au nom de ce « système » que la foule et les différents comploteurs croient avoir renversé. Salan est « couvert » mais il comprend vite que c’est une arme à double tranchant. Il décide de n’en parler à personne. Que les activistes l’apprennent à la foule et ce sera une occasion de plus de se faire traiter de « bradeur, complice du régime abhorré ».

C’est l’imbroglio le plus complet. Massu va une nouvelle fois au balcon. Cette fois-ci on a installé un haut-parleur.

« Voici, crie le général, le télégramme que nous adressons au président de la République : Vous rendons compte de la création d’un Comité de salut public civil et militaire à Alger, présidé par le général Massu, en raison de la gravité de la situation et

de la nécessité absolue de maintenir l'ordre et ce, pour éviter toute effusion de sang. Ce Comité attend avec vigilance la création d'un gouvernement de salut public, seul capable de conserver l'Algérie partie intégrante de la France. »

À nouveau le message de Massu est salué d'une formidable ovation. Dans le bureau voisin Salan qui est en communication téléphonique avec le général Ely fait la même demande.

« Je me trouve, dit le commandant en chef, devant une manifestation de désespoir contre toute forme d'abandon. En aucun cas je ne puis faire tirer sur la foule massée sur le Forum... »

Ely notera dans ses carnets que Salan lui paraît très inquiet. Sa voix est hésitante. « Comme s'il n'était pas libre de ses gestes et qu'il téléphonait en présence de témoins qui surveilleraient et noteraient tout ce qu'il dit. »

C'est à peu près cela. Dans son bureau, outre Auboyneau, Jouhaud et Ducournau, il y a sans cesse l'un de ces officiers de paras qui de quart d'heure en quart d'heure semblent contrôler les opérations.

À partir de l'ordre de Massu : « Virez-moi tous ces excités », Léger et La Bourdonnaye commencent à faire évacuer le G.G. par les manifestants civils. La partie centrale, le cœur du G.G., est maintenant aux paras et n'y demeurent que les membres du Comité de salut public, des fonctionnaires du cabinet Lacoste et les militaires. Ce calme relatif permet de constater le désarroi dans lequel l'émeute a plongé l'armée. Dans le bureau de Massu, c'est Trinquier et Thomazo qui dirigent les opérations, secondés par leurs officiers, ces capitaines félins moulés dans leur tenue léopard et qui sont les seuls à ne pas être affolés dans cet immense caravansérail. À la porte du bureau piétinent, désemparés, des colonels, des généraux qui ne sont pas dans le coup. Et qui voudraient bien comprendre et « en être ». Chaque fois que La Bourdonnaye ou Léger, simples capitaines, sortent du saint des saints, le bureau « du balcon », une cigarette aux lèvres, c'est un général ou un colonel qui s'empresse de lui donner du feu !

Sur l'ordre de Trinquier qui — maintenant que la foule a pris le G.G. avec la complicité bienveillante de ses paras et malpré sa tentative de défense de l'édifice — est décide à « y aller », s'organise un vaste réseau de surveillance active des événements.

Léger est envoyé dans le bureau de Salan pour « veiller au grain ». Et personne dans ce bureau où les étoiles et « cinq barettes » sont si nombreuses ne S'oppose à la présence du petit capitaine.

Jusque-là tout s'est déroulé dans l'improvisation la plus complète. Le pouvoir est actuellement entre les mains de Salan et de Massu qui ne sont d'aucun complot. Le Comité de salut public ne comprend que deux des hommes qui ont monté toute l'affaire. Les autres sont des « passants ». Seul des militaires présents, Thomazo, le patron des U.T., est du complot. Il est même, on l'a vu, de tous les complots. Les autres parachutistes ont laissé faire. Bienveillants. Sans plus se mouiller. Les gaullistes ne sont pas là. Ni « leurs » parachutistes : le général Gilles est à Constantine et Bigeard à l'école Jeanne-d'Arc. Ils attendent qu'on les appelle. Mais tout est allé si vite !

C'est la scène qui se déroule dans le bureau de Salan qui va décider de l'attitude des parachutistes. Ils ont, bien sûr, poussé Massu à parler à la foule mais ne se sont pas plus compromis. Massu a été, dans la rédaction de son télégramme, d'une prudence à toute épreuve. Pour l'instant, le juriste le plus pointilleux ne pourrait rien lui reprocher.

Mais le capitaine Léger, adossé à une bibliothèque dans le bureau de Salan, sent que les choses se gâtent. Le colonel Ducoumau vient d'écrire quelques lignes et tend le papier à Salan qui lit. Le commandant en chef, pâle comme un mort, rend le papier au colonel.

« Impossible. Je ne peux signer un truc comme ça. Jamais je ne donnerai à des troupes françaises l'ordre de tirer sur d'autres troupes françaises. »

De l'âpre discussion qui suit, Léger comprend que Ducournau veut faire amener sur Alger les blindés de la gendarmerie mobile et la célèbre et impressionnante 7e D.M.R. (division mécanique rapide) pour dégager le G.G. et — c'est sûr — tirer sur les paras. Léger quitte rapidement le bureau de Salan et alerte le « groupe Mas su ».

« À côté, c'est pas brillant. Ducournau parle de vous contrer. » Et il raconte la scène.

Là, personne n'hésite. Tous les officiers de paras passent comme un seul homme en rébellion. Et cette fois, ils « se mouillent ».

Trinquier, que l'on a vu, il y a quelques heures, vouloir défendre le G.G. contre les émeutiers, s'écrie :

« Impossible de faire marche arrière. Il faut alerter Prosper et Olivier le Pointu. »

Prosper, c'est Mayer et son 1er R.C.P., et Olivier le Pointu, c'est le colonel Le Mire, patron du 2e R.C.P. Les ordres partent comme des fusées. Thomazo fait revenir l'U.T. blindée de Rivet sur Alger. Ducasse, adjoint de Massu, et Trinquier donnent au 3 l'ordre d'isoler le G.G. Et sérieusement cette fois. Au coude à coude, les « paras casquettes » entourent maintenant le bâtiment. Trinquier fait mettre en place des bazookas et du 106 sans recul. Très vite, les deux autres régiments arrivent à la rescousse. Une nouvelle fois sonne l'heure des colonels.

Trinquier me dira plus tard : « Au 13 mai, si les hommes de la 7e D.M.R. étaient arrivés, je les foutais au tapis. J'avais pas envie de finir dans les fossés de Vincennes ! Ç'aurait fait le coup de Franco. »

Le coup de Franco ne gêne pas spécialement Trinquier. Au contraire. Mais le sort en a décidé autrement. Un sort qui a le visage de Delbecque et de Pouget. Delbecque n'est pas connu des parachutistes mais Pouget c'est le copain de toujours. Delbecque va donc jouer la partie « officielle » de la symphonie gaulliste. Pouget celle des paras. Et elle va être menée *allegro vivace*.

Moins de trois heures se sont écoulées depuis le début de la manifestation. Pendant ces trois heures, Delbecque, pris de vitesse par Lagaillarde au moment de l'émeute, a voulu le coiffer sur le plan politique. Mais il a perdu un temps précieux en essayant en vain de joindre Soustelle à Paris. Ensuite, le Comité de vigilance, qui ne devait se transformer en Comité de salut public que dans le courant de la nuit, au résultat du scrutin d'investiture — ce qui laissait le temps à Delbecque de « conditionner » les représentants des partis politiques (radicaux, indépendants) —, est incapable de prendre une décision. L'heure de la révolution est venue et nombre des membres du Comité ne sont pas des révolutionnaires. Ils reculent. Delbecque essaie de les convaincre. En vain. Et il apprend qu'un Comité de salut public « de hasard » a été formé au G.G. ! Battu au poteau ! Lagaillarde a bien joué. Mais Delbecque n'est pas un homme à s'estimer vaincu si rapidement. En moins de deux heures il va retourner la situation à son profit. C'est-à-dire au profit des gaullistes.

Léon Delbecque s'attaque tout de suite « au gros morceau » : le commandant en chef.

Les deux hommes ne s'aiment pas. C'est Delbecque qui, au cabinet de Chaban, a souvent parlé du remplacement de Salan, et celui-ci, qui ne l'ignore pas, veut immédiatement le « virer » du G.G. Delbecque se fait traiter de tous les noms tant par les « rescapés » du cabinet Lacoste qui le détestent que par Salan et son état-major. Là, Delbecque montre qu'il est un grand politique. Il essuie les injures, avale les couleuvres et fait sa soumission à Salan.

« Je me mets à vos ordres, mon général. »

Puis il parle. Il parle. Et avance le nom de Soustelle dont on attend l'arrivée imminente, et celui du général De Gaulle.

« Lui seul, explique-t-il, pourra résoudre nos problèmes. Lui seul peut nous sauver. »

Dans le bureau de Salan on est sceptique. Allard n'est pas particulièrement gaulliste. Et Salan se moque de Soustelle. Avec le télégramme reçu de Paris il n'a pas besoin de « tuteur ». Le patron légal, c'est lui. Et personne d'autre. Mais le Chinois se garde bien de le dire.

Dans le bureau de Massu, c'est Pouget qui joue. Le lieutenant Bernard Mamy lui fait un bref rapport de ce qui s'est passé au G.G. depuis 18 h 15. Car contrairement à ce qu'on a affirmé, l'antenne gaulliste a été représentée pendant ces heures de folie. Et par un homme qui est loin d'être gaulliste ! Cet épisode n'est pas le moins significatif de la confusion qui a présidé à cette révolution du 13 mai. Mamy est un ancien de Pouget à Bou-Saada. Le commandant l'aime bien et l'a embarqué dans le coup de la villa d'El-Biar car Mamy peut être utile. C'est un ami de Le Pen et Demarquet. Il est fasciste et ne s'en cache pas. Il est même en relation étroite avec les anciens de la L.V.F. et les S.S. français de la division Charlemagne. Mais cela, seul Pouget le sait. On verra plus tard comment cet homme en est arrivé là car, si son rôle lors du 13 mai est relativement modeste, celui qu'il jouera lors des Barricades sera essentiel. Si ce 13 mai à 21 h 15 il n'est pas du Comité de salut public c'est que Pouget lui a interdit de « se mouiller » avant son arrivée. Et puis, la suite le prouvera, Bernard Mamy a un caractère qui le pousse à jouer plus les sous-marins que les vedettes.

Chez les parachutistes, la partie « gaulliste » n'est pas plus facile à jouer que dans le bureau voisin. Mais Pouget bénéficie d'un préjugé favorable auprès des capitaines qui sont tous ses amis. Graziani, par exemple, a partagé avec lui les souffrances du camp n° 1, où prisonniers des Viets ils ont appris cette technique révolutionnaire dont ils veulent appliquer les règles à la guerre d'Algérie. Léger « marche » ; lui aussi c'est un ancien d'Indo. Et La Bourdonnaye. Massu, on n'en parle pas. Il est compagnon de la Libération. Le seul avec qui cela accroche vraiment, c'est Trinquier. Lui n'est pas gaulliste. Loin de là. Et ne l'a jamais été. Mais il cède vite.

Pouget est maintenant rejoint par Delbecque, puis Ribaud. Delbecque convainc Massu que le Comité de salut public doit être plus ouvert et surtout plus représentatif. Il fait tant et si bien qu'il va y faire entrer successivement : Arnould et Mouchan, les anciens combattants, Sérigny, tout nouveau « gaulliste », L'Hostis, Neuwirth et Vinciguerra, les gaullistes de choc. Et il se « bombarde » vice-président du Comité !

Lagaillarde réagit. Car c'est la bagarre ouverte. Gagnant à 19 h 30, le leader des étudiants sent le noyautage gaulliste l'engluer. Lui aussi fera entrer ses amis : Martel, le docteur Lefebvre, Jackie Laquière et Jacques Merlot qui arbore, sur un treillis vert foncé dans lequel il a des allures de pompiste, le Cœur et la Croix de Martel !

Le C.S.P. — on l'appelle maintenant par ses initiales — se soumet au commandement militaire. Il s’agit donc pour Delbecque d’amener les militaires à faire appel à De Gaulle. Avec un sang-froid extraordinaire le jeune leader Rép’Soc’ analyse la situation : il sait, et pour cause, que ni Massu ni Salan ne sont dans le coup, qu’ils sont les maîtres apparents d’une situation qui est en réalité entre les mains des officiers parachutistes. Et ces officiers ne savent que faire de ce pouvoir ! Ils veulent un homme politique qui puisse accomplir ce qui leur semble indispensable en Algérie. Ils refusent de se faire tuer et de sacrifier leurs hommes pour défendre une politique équivoque.

« Seul De Gaulle peut y parvenir », leur souffle Delbecque.

Va pour De Gaulle ! Ils n’ont personne d’autre à proposer.

« Vous êtes fous. C’est de la rébellion ! »

C’est le colonel Godard, tout pâle, qui vient ainsi d’envoyer « bouler » Massu. Le cas de ce colonel est tout à fait étonnant. Pendant la « bataille d’Alger », c’est lui qui a fait trembler la ville. Et pourtant lorsque Massu lui avait annoncé que la 10e D.P. désormais « assurait l’ordre », sa colère avait été mémorable ! Ce 13 mai au soir, il est à nouveau le seul à se mettre en travers de Massu et des jeunes officiers.

« Votre Comité et l’appel à De Gaulle, c’est de la rébellion, répète-t-il.

— Mais il n’est pas question de rébellion, s’insurge Massu. Tu ne comprends pas qu’il s’agit de canaliser ces excités ? »

L’attitude de Godard est si hostile que, dans un coin du bureau, Trinquier et Léger se concertent à voix basse. Ils pensent à arrêter Godard ! Et puis celui-ci, tout comme pour la « bataille d'Alger », se soumet à Massu. Demain, il sera directeur de la Sûreté. Après-demain, pour la métropole, il sera avec Trinquier le symbole même de ces paras révolutionnaires qui ont pris le pouvoir à Alger !

Delbecque continue son travail de noyautage. Neuwirth, en tenue camouflée, tout comme Pouget et Mamy — c’est ce soir le seul laissez-passer efficace — l’y aide considérablement. Le futur questeur de l'Assemblée nationale a pris l’information en main. En révolutionnaire lucide et organisé, il sait son importance. Les hommes de Lagaillarde ne la négligent pas non plus. La radio a été leur premier objectif. Mais Godiveau, le patron de Radio-Alger, a alerté Gorlin, responsable de l’information du cabinet Lacoste.

« Ils vont tout enfoncer et prendre le micro. »

Et Gorlin, membre de l’équipe renversée, alerte Massu ! On n’en est plus à une contradiction près !

« Mon général, s’ils prennent la radio, tout est foutu.

— Vous avez raison, monsieur Gorlin. Trinquier, envoie des gus là-bas et qu’ils dégagent la radio. »

Les « gus », ce sont les paras du 3, mais Merlot, l’homme à l’uniforme olive, et Perroud, membre du premier C.S.P., leur emboîtent le pas et prennent la radio pour le compte de Lagaillarde. Néuwirth, qui veille au grain, alerte discrètement le capitaine Graziani qui, sur place, vire tout le monde. La radio est aux mains des paras. Et uniquement des paras. C'est le premier organisme officiel qui entre réellement en rébellion.

Au G.G. on forme une commission d'information : Neuwirth en prend la direction, flanqué de Mamy, Moreau, Parachini et Perroud. Elle contrôlera la radio.

On en est arrivé à une telle confusion que c'est un fonctionnaire d'un gouvernement « renversé » qui vient de faire prendre la radio par les parachutistes pour « préserver Tordre » et limiter la casse ! Lorsque Gorlin, le surlendemain, regagnera Paris, Lacoste, furibond, lui dira : « On dit qu'un de mes collaborateurs est passé du côté des parachutistes en leur livrant la radio. Et ce collaborateur c'est vous, Gorlin ! Allez vite dîner chez Lipp. Qu'on vous voie, nom de Dieu, qu'on vous voie ! » Pauvre IVe moribonde !

Au balcon du bureau de Massu, devenu la tribune de la révolution, Delbecque a lancé une bombe qui à son avis doit faire basculer la situation en faveur des gaullistes.

« Ici, Léon Delbecque, je représente à Alger Jacques Soustelle. »

Delbecque est inconnu mais le nom de Soustelle fait jaillir mille vivats de la foule des manifestants.

« D'une minute à l'autre nous attendons Jacques Soustelle ! »

Pieux mensonge mais le Forum éclate ! « Vive Soustelle !... L'armée au pouvoir !... Soustelle au pouvoir ! »

À l'heure du dîner, le G.G. pris, de nombreux manifestants ont regagné leur logis. Mais la radio tient maintenant la population en haleine et, en masse compacte, Alger revient sur le Forum « où il se passe des choses extraordinaires ». Cette place de béton que personne ne connaît et qui jusque-là n'a servi que de parking et de piste de patin à roulettes pour les gosses de ce quartier bourgeois, devient le cœur d'Alger.

« Tous au *Foron* », crie-t-on à Bab-el-Oued avec cet accent inimitable qui sent le safran, les merguez et la paella « qu'on s'en met jusqu'à l'os ».

Sur le Forum plongé dans l'ombre, car la manifestation a brisé jusqu'à la dernière ampoule du dernier réverbère, c'est la kermesse héroïque. On crie, on discute, on refait l'Algérie française, on boit du targui rosé, on répand les bruits les plus fous. Les manifestants du soir, l'estomac plein, sont revenus avec des lampions pendus au bout de manches à balai. Une brise fraîche venue de la mer et la nuit étoilée... peut-on rêver plus beau décor à une révolution aussi pacifique ? Car il n'y a pas eu un blessé grave à déplorer ! Un cordon de paras protège le G.G., filtre les entrées, mais les autres, ceux qui ne sont là qu'en renfort, bavardent joyeusement avec la population. Ce sont leurs officiers qui sont les patrons. Le plus humble des gars du 3 se sent la trempe d'un héros. Adorés par la ville, ce soir ils sont adulés. Dans les voitures saccagées par l'émeute, à l'ombre propice des bosquets de palmiers nains et de bananiers aux larges feuilles, les gémissements et les cris des filles n'ont rien de tragique. Jamais on n'a tant fait l'amour sur une place de cette prude et puritaine Alger, où la virginité de la fille de la maison est l'honneur de la famille ! Jamais guerrier n'a eu tant d'occasions de se « reposer » qu'en cette nuit de folie, d'excitation et d'espoir !

Au premier étage pourtant les jeux sont moins plaisants. Delbecque a lancé le nom de Soustelle en espérant que celui-ci réussirait à prendre l'avion du soir. Mais le courrier de Paris est arrivé sans le leader gaulliste. Au G.G. c'est la déception dans le clan Delbecque. Cette fois Lagaillarde et les activistes triomphent. Salan a le pouvoir et sera bien forcé de le garder !

Mais il est dit que cette nuit historique sera fertile en rebondissements de toute sorte. L'un des passagers du Paris-Alger apporte à Delbecque le soutien qui lui manquait. C'est le général Petit, le bras droit, avec Beaufort, du grand patron de l'armée, le général Ely.

Dans les multiples complots entre Paris et Alger, dont la manifestation du 13 mai a été l'aboutissement, le général Petit a été chez les officiers supérieurs « traditionnels » le propagandiste acharné du général De Gaulle. Il arrive à Alger avec une mission bien précise du général Ely : sauvegarder l'unité de l'armée, faire respecter la hiérarchie et éviter à tout prix une effusion de sang. Il va y ajouter le coup de pouce décisif : l'appel à De Gaulle.

Dès son arrivée au G.G. où il est fraîchement accueilli par Salan et son état-major, il se rend compte que ce ne sera pas facile. Dans un premier temps il téléphone à son patron à Paris et lui brosse un rapide portrait de la situation.

« Mon général, dit-il à Ely, pour calmer la foule qui assiège le G.G. il faudrait pouvoir lui annoncer la prise du pouvoir par le général De Gaulle. »

Le général Ely notera dans ses *Souvenirs* : « Sans doute Petit, pris par l'ambiance d'Alger, estime-t-il qu'il applique mes instructions, mais il en est bien *à l'extrême limite*. »

Mais pour Salan, qui, jusque-là — et pour encore trente-six heures —, est resté dans une prudente et rigoureuse légalité, Petit est le représentant de la plus haute autorité militaire. Et celui-ci en profite. Il parle en « conseiller ». Et rédige un projet de télégramme au général De Gaulle !

« Pour nous tirer de cette affaire sans trop de dommages, dit-il à Salan, il faut adjurer De Gaulle de sortir de son silence. »

Et il tend « son » projet à Salan, pour la signature. Sans un mot celui-ci biffe le nom de De Gaulle et adresse au président de la République René Coty le télégramme dont le texte est devenu le suivant :

« Comme suite à la communication téléphonique et devant troubles graves qui menacent unité nationale en Algérie et qui ne peuvent être arrêtés sans risquer de faire couler le sang, les autorités militaires responsables estiment impérieuse nécessité de faire appel à un arbitre national afin de constituer gouvernement salut public en mesure de rassurer l'opinion algérienne. Un appel au calme de cette haute autorité affirmant volonté formelle conserver Algérie française est seul capable rétablir situation. J'insiste sur le fait que gravité situation implique décision immédiate dès cette nuit si possible. »

Et ramassant le brouillon original adressé au général De Gaulle, Salan, le visage impassible, plus Chinois que jamais, lâche : « Moi, je prépare mes dossiers pour la Haute Cour ! »

Dans le bureau voisin, celui de Massu et des léopards, Delbecque et les gaullistes ont aussi proposé un télégramme d'appel à De Gaulle que Massu enverra. Cette fois, Godard ne s'est pas trompé, c'est la rébellion ouvertement proclamée contre Paris et le gouvernement que l'Assemblée s'apprête à investir. Discipliné avant tout, Massu demande pourtant son approbation à Salan. Et Salan approuve. Ses scrupules ne sont plus les mêmes. C'est Massu qui signe au nom du C.S.P. !

Et là ça ne traîne pas. Delbecque, Pouget et les officiers parachutistes poussent Massu sur le balcon.

« Au nom du Comité de salut public voici les termes du télégramme envoyé au général De Gaulle... »

La foule applaudit. « L'armée au pouvoir !... Vive De Gaulle !... »

Delbecque pousse un long soupir de soulagement. Pouget sourit à ses copains paras.

Le nom est lâché. Désormais, la révolution, c'est De Gaulle.

La foule versatile scande avec bonheur un nom pourtant haï à Alger. Les dés sont jetés. Massu a, comme on dit, « franchi le Rubicon ».

À Paris, la réaction ne se fait pas attendre. Gaillard, en liaison avec Pflimlin, a retardé toutes les informations en provenance d'Alger. La Chambre ne sait ce qui s'y passe que par des rumeurs. Le président du Conseil renversé prend, en accord avec le « pressenti », des mesures draconiennes à l'égard de la révolution. Le blocus est décrété. Plus de téléphone, plus de télex. Interdiction de décoller en direction d'Alger. Les navires reçoivent l'ordre de se dérouter. Et surtout Gaillard, qui se mord les doigts d'avoir donné « légalement » tant de pouvoirs à Salan, les limite à la seule zone d'Alger. En effet, les préfets de Constantine, Tizi et Oran signalent que tout est calme dans leur département.

Lambert, le préfet d'Oran, venant d'entendre à la radio le télégramme de Massu à De Gaulle, lui téléphone, outré :

« Alors, Massu, qu'est-ce que c'est que cette histoire ?

— Monsieur le préfet, venez à Alger et vous verrez ce que vous pouvez faire. »

Gorlin qui est resté dans le bureau de Massu décroche un téléphone qui sonne.

« Mon général, c'est pous vous. Le 3 à Jeanne-d'Arc. C'est Bigeard. »

La « B.B. de l'armée » s'inquiète de ne suivre cette révolution que par la radio sans qu'on l'appelle à Alger. Lui qui « marchait à fond ».

« Ah ! celui-là, qu'il nous foute la paix, répond Massu, excédé. On a assez d'emmerdements comme ça ! » Et il raccroche.

À Paris, après les mesures prises contre Alger, tout va très vite. Au Palais-Bourbon on a maintenant des détails sur l'émeute. Pflimlin du haut de la tribune s'écrie : « Des généraux factieux ont pris le pouvoir à Alger. » Sur les Champs-Élysées quelques milliers de manifestants, des anciens d'Indochine d'Yves Gignac, des hommes de Biaggi, des « Jeune Nation » conspuent le pouvoir. Cela suffit pour que le scrutin qui a tant traîné soit décidé « en quatre coups de cuiller à pot ». Pflimlin est investi par 280 voix contre 120 !

Au G.G. la nouvelle parvient à Salan en même temps que la restriction de ses pouvoirs. Cette fois c'en est trop. Une fois de plus un gouvernement de la IVe reprend d'une main ce qu'il a donné de l'autre. La rage l'envahit dont profite son entourage. C'est décidé, il prend le pouvoir. Et l'annonce à tout le monde. En oubliant toutefois le télégramme restrictif ! Seuls Massu, Trinquier, Godard et les capitaines de paras La Bourdonnaye et Léger savent que Gaillard lui a confié les pouvoirs civils et militaires. Godard, ancien du Vercors, glisse à La Bourdonnaye, ancien de Saint-Marcel : « On parle de De Gaulle, on en appelle à De Gaulle, moi je me méfie. En 45, il n'a rien apporté. Qu'est-ce qu'il fera aujourd'hui ? Mais je ne suis que colonel. Salan est le patron et il est intelligent. J'espère qu'il saura jouer. »

Le problème est maintenant de faire avaler la nouvelle au peuple d'Alger qui a hué Salan quelques heures plus tôt.

Là, tout le monde s'y met. Lagaillarde, parce que Salan au pouvoir c'est enfin la réussite d'un plan jusque-là bien compromis ; les gaullistes, parce que, en attendant l'arrivée de Soustelle et surtout une déclaration de De Gaulle, c'est la moins mauvaise solution ; les paras, parce qu'il est le patron en titre et qu'ils savent désormais qu'ils

détiennent le pouvoir réel. Les hommes du Groupe des Sept sont prévenus d'avoir à applaudir Salan lorsqu'on en parlera au balcon. Des parachutistes sont disséminés dans la foule avec le même ordre. Salan ne paraîtra pas lui-même au balcon. C'est Thomazo qui lira la proclamation. Nez-de-Cuir, très populaire, est follement acclamé. Il est 2 h 45 mais l'enthousiasme ne s'est pas relâché.

« Je viens vous lire un appel du commandant en chef, le général Raoul Salan...

— Vive Salan !... Vive Salan ! » Les cris sont encore bien dispersés.

« Le général Salan, explique Thomazo, est des vôtres. La manifestation n'a eu lieu que grâce à lui... »

Cette fois, ça va nettement mieux. Les « Vive Salan » sont plus nourris.

« Voici la proclamation du général : « Algérois, ayant » la mission de vous protéger je prends provisoire- » ment en main les destinées de l'Algérie française. Je » vous demande de faire confiance à l'armée et à ses » chefs, de montrer par votre calme votre détermination. »

Et comme si ce message était trop sibyllin pour la foule du « Foron », Thomazo ajoute : « Le général Salan se met à votre tête... »

Alors c'est l'ovation. « Vive Salan !... Vive l'armée !... Vive De Gaulle ! » Un para du 3, presque aphone d'avoir tant gueulé, dit à son copain :

« Décidément, à Alger, on aura tout fait... »

Des cris de colère succéderont aux cris de joie lorsque, quelques minutes plus tard, on annoncera au balcon l'investiture du « gouvernement d'abandon ». Mais au fond quelle importance ? Ce 14 mai à 3 heures du matin les Algérois les plus raisonnables vont regagner leur foyer, ivres d'avoir tant crié, heureux de ce bain de foule et de fraternité, tout à la joie de leur victoire. Car ce qui se passe à Paris, on s'en fout. Ici, c'est l'armée qui est au pouvoir. « Et, n'est-ce pas, notre pays c'est ici... Alors, le reste... »

Dans l'ombre, les compagnies parachutistes se regroupent. Elles ont fait évacuer le G.G. On prépare maintenant le cantonnement pour ce qui reste de nuit. Les bureaux, les couloirs serviront de dortoirs. Partout on bute dans des sacs. Partout il y a des armes. À l'extérieur, des sentinelles veillent. Autour du G.G. les bazookas et les 106 sont en batterie prêts à recevoir ceux qui voudraient « au nom de la République » mettre des bâtons dans les roues de la révolution en marche. C'est l'occupation militaire du G.G., vieux paquebot aveugle dont l'équipage s'est mutiné. Le silence recouvre peu à peu le Forum jonché de débris, de papiers, de canettes de bière, de carcasses de voitures éventrées.

Seules les fenêtres du premier étage sont encore éclairées. Un para explique aimablement à un couple d'incorrigibles insomniaques :

« Là, c'est le bureau de Salan, là, c'est celui de Massu...

— Cette fois-ci, fils, on a gagné, dit l'homme.

— Les pourris, tous balayés, ajoute la jeune femme.

— Oui, admet le léopard avec fatuité, on peut dire qu'aujourd'hui on n'a pas mal joué. Allez... bonne nuit. »

Mais au premier on sait que la partie n'est pas encore gagnée. La IVe République vient d'investir son vingt et unième gouvernement. Officiellement, Salan en est le représentant. Mais les jeunes loups à tenue camouflée, des lieutenants aux colonels, n'ont pas l'intention de se laisser manœuvrer. Que le Chinois tire ses ficelles compliquées, c'est

son affaire, eux sont sûrs de détenir tous les leviers du pouvoir et vont le prouver. Le Rubicon n'est pas une rivière que l'on franchit en sens inverse. Et la devise du régiment de Trinquier, fer de lance de ce 13 Mai, n'est-elle pas : « J'ose » ?

Le jour qui se lève à Alger par une belle aube de printemps tient du miracle. La Ville blanche émerge de la nuit et prend successivement des teintes délicates qui vont du bleu nacré au rose, puis à l'or, pour aboutir au blanc pur, éclatant et somptueux. Ce mercredi 14 mai une brume légère et impalpable monte de la mer et fait vaciller les collines où se dressent les buildings des riches quartiers de l'est et du sud, comme si on les regardait au-dessus d'une source de chaleur. La journée sera torride.

Alger se réveille, courbatu des excès de la veille. Au G.G. on a peu dormi et, l'esprit « ensuqué », les membres du Comité, qui n'ont pas quitté les bureaux jonchés de mégots, de bouteilles, de papiers souillés, tentent de faire le point. Salan a le pouvoir. Aux premières lueurs de l'aube il a fait placarder par l'armée des milliers d'affiches imprimées par les services d'action psychologique, reproduisant la « Proclamation du 13 mai ». C'est Neuwirth, Mamy et Vinciguerra qui l'ont rédigée. Raoul Salan l'a signée. Et on a frappé l'affiche de deux drapeaux tricolores croisés qui lui donnent un air de « mobilisation générale ».

COMMUNIQUÉ

1. Le général Salan, commandant supérieur interarmées et commandant de la Xe région militaire, assume provisoirement, à compter d'aujourd'hui 14 mai, les pouvoirs civils et militaires afin d'assurer le maintien de l'ordre, la protection des biens et des personnes et la conduite des opérations.

2. Le Comité de salut public qui s'est constitué à Alger sous la pression des événements pour affirmer la volonté de la population franco-musulmane de rester française assure la liaison entre elle et le commandement qui lui transmet ses ordres.

3. Il importe que tous les rouages de l'administration soient remis en route au plus vite afin qu'il n'y ait aucune perturbation dans la vie du pays et dans la conduite des opérations.

4. La population est invitée à conserver son calme dans la dignité et la discipline. L'autorité militaire invite chacun à lui faire confiance et à reprendre son travail.

Que le commandant en chef décide de rayer d'un trait de plume le C.S.P. et c'en serait fini de la révolution. Heureusement que Salan qui détient le pouvoir légal ne peut le faire appliquer que par les troupes qui assurent l'ordre à Alger : les paras. Et les paras sont de cœur avec le C.S.P. Pour plus de sûreté, gaullistes, ultras, activistes, corporatistes de tout bord rameutent le seul allié sur lequel ils puissent s'appuyer jusqu'au bout : la foule, qui leur a permis de prendre le G.G. Installer la révolution permanente sur le Forum, tenir le peuple en haleine, c'est rappeler sans cesse aux militaires que « s'ils sont là, c'est grâce à nous... » Qu'ils n'oublient pas que le C.S.P. est prêt à exécuter les ordres du commandement supérieur mais aussi à les contrôler !

Il n'est pas 9 heures que déjà les ordres fusent aux quatre coins de la ville : « Tous au Forum. La grève générale reprend ! Pour contrer ce pourri de Pflimlin qui a été investi et ne pense déjà qu'à brader l'Algérie. Tous au Forum ! »

À 10 heures, les U.T. blindées arrivent par le Telemly. Thomazo les « réceptionne ». On place leurs lourds engins aux carrefours stratégiques. Les U.T. de choc, en treillis kaki frappé de l'écusson tricolore, entrent en armes au G.G. On les poste près du bureau du C.S.P. et de Massu ! Avec eux on ne craint rien. Massu ne voit pas cela d'un très bon œil. Il sent que cette fois il s'est « embringué » dans une drôle d'histoire. Il pousse une gueulante terrible contre « les connards qui ont décrété la grève ». Sur le Forum le soleil éclabousse une foule aussi nombreuse que la veille. Les slogans jaillissent avec une vigueur renouvelée. Des orateurs improvisés se relaient au balcon.

Cette journée va être celle des contradictions. Salan continue d'avoir des rapports téléphoniques avec Paris. Il est resté loyaliste et Pflimlin, nouveau président du Conseil, regrette bien de l'avoir traité à la Chambre de général factieux car rien n'est plus faux. De son côté, Massu, président du Comité de salut public, essaie de remettre la machine administrative en état. Pierre Chaussade qui en connaît tous les rouages dit à Salan :

« Pour travailler je dois disposer de mes locaux. Expulsez tout le monde. Dans la mesure où je les ai et dans la mesure de mes possibilités je remets en place l'administration. » Massu annonce à la radio que Chaussade a repris ses fonctions de patron à l'administration. « Je veux bien que tout ce que vous annoncez soit vrai, lui dit le haut fonctionnaire, mais à condition que je puisse exercer mon autorité. Dégagez les bureaux. Et puis je vous préviens, je ne veux pas voir le Comité de salut public ! » Autant provoquer une nouvelle flambée ! Bien vite Chaussade s'aperçoit que Salan et, dans une certaine mesure, Massu n'ont aucun pouvoir réel. Pas même celui de dégager les bureaux. Le secrétaire général, qui veut joindre le ministère de l'Intérieur, voit le capitaine de La Bourdonnaye lui couper la ligne : « Interdiction de téléphoner à Paris ! »

Paul Teitgen qui, vers la fin de la nuit, s'est « planqué » chez M. Baquet, un stagiaire de l'E.N.A., se souvient de l'information qu'on lui a donnée sur le déroulement de la manifestation. « Cette histoire, lui a dit le commissaire, c'est comme une allumette. Pour savoir si elle est vraie il faut frotter ! » On a frotté ! On a vu ! Néanmoins, Teitgen rejoint le G.G. Il est fonctionnaire et Salan a fait appel à tous les fonctionnaires.

« Je veux bien reprendre le boulot, mon général, mais donnez-moi l'assurance qu'on me foutra la paix.

— Mais bien sûr, monsieur le sous-préfet, c'est moi qui commande. »

Une heure après, Teitgen est emmené par quatre parachutistes mitraillette au poing ! Il crie et alerte des stagiaires de l'E.N.A. L'un d'eux deviendra le leader du P.S.U., Michel Rocard.

« On m'arrête. Prévenez Salan. »

On l'emmène dans le bureau du patron.

« C'est inadmissible », s'indigne l'homme aux cheveux blancs.

Alain de Sérigny, délégué du C.S.P. auprès de Salan, ajoute, s'adressant à Teitgen :

« Si l'on touche à l'un de vos cheveux, j'en fais mon affaire.

— M'en fous, répond Teitgen, ivre de rage, je suis arrêté par des éléments que vous êtes incapables de contrôler ! »

C'est si vrai qu'après les protestations d'usage, M. de Marie, chargé de mission au cabinet de Salan, dit à Teitgen qu'il a attiré dans un couloir :

« La vérité, mon cher, c'est que Salan ne peut répondre de vous. Filez pendant qu'il est encore temps. Et par le tunnel encore. Croyez-moi, il n'a aucun pouvoir. »

Et Teitgen se sauve comme un voleur, rase les murs, ne rentre pas chez lui et va se planquer chez sa secrétaire. Chaussade, lui, gagne en voiture Tizi-Ouzou, où le préfet Vignon « reste fidèle à la République ». Maisonneuve va rejoindre Paris. Peccoud, le directeur de la Sûreté, a disparu. Il est vite remplacé.

Entre midi et 14 heures les colonels prennent le pouvoir. Pour eux Salan reste une énigme. Qu'importe ! Ducasse et Trinquier font le point de la situation militaire. Le 3e R.P.C. et le 6e R.P.C. sont au complet, avec l'U.T.B. et ses chars ils assurent la garde et la défense du G.G. Le 1er R.P.C. est en route, « Prosper » est déjà venu aux ordres de Massu. On attend le 2e R.P.C. d'« Olivier le Pointu ». Le 1er R.E.P. de Jean-pierre est en opération sur la zone du barrage. On ne peut le faire rentrer. Les autres divisions n'ont pas bougé. Gilles à Constantine et Réthoré à Oran « attendent la suite ». Ceux-là, il va falloir penser à les prends ? en main.

Le colonel Ducasse assume la fonction de chef d'état-major et s'occupe des liaisons avec la métropole et des répercussions du mouvement en France. Trinquier devient adjoint au général Massu. Titre vague qui lui permet une grande liberté de mouvement. Avec son D.P.U., ses chefs d'ilot, déjà tous rameutés sur le Forum, il fait ce qu'il veut d'une grande partie de la population.

Le colonel Godard est nommé directeur de la Sûreté ! Son adjoint sera le capitaine de La Bourdonnaye.

Puisque aucun des directeurs du G.G. n'est là, les capitaines les remplaceront : Léger, Graziani, Renault, Planet, etc.

« Le pétrole ? toi tu t'en occupes...

— Le blé ? ce sera toi... »

Graziani et Lamouliatte sont immédiatement envoyés à Constantine où l'on est loin de suivre Alger. Les deux capitaines sont convaincants. Le superpréfet Chapel est bousculé. La préfecture envahie. Le général Gilles qui, malgré les assurances données à Pouget, est resté dans une prudente expectative, se retrouve devant Graziani qui, sans vergogne, lui braque son pistolet sur l'estomac :

« Allez, mon général, vous passez au mouvement. » Et il passe !

Constantine est tombée ! Oran ce sera pour demain !

À Alger, le premier soin du colonel Godard, nouveau patron de la Sûreté, est de suspendre tous les départs. Pas un avion, pas un bateau ne quittera la ville sans son ordre. Son adjoint, le capitaine de La Bourdonnaye, avec un tampon, un téléphone et son uniforme de para, découvre les enivrantes sensations que procure le pouvoir civil absolu. Il va contrôler un bateau qui doit quitter Alger. En fait descendre six personnes « dont la tête ne lui dit rien ». Parmi celles-ci, Me Popie, l'avocat libéral, qui lui a « cassé les pieds pendant la « bataille d'Alger ».

« Votre carrière militaire est foutue, fulmine l'avocat. Je suis un ami personnel de Pflimlin.

— Je m'en fous. Et de ma carrière et de votre Pflimlin. »

En quelques heures, La Bourdonnaye, couvert par Godard, transforme le camp d'Aïn-Taya où s'entraînent les hommes du G.L.I., ce commando ultra-secret du 11e « choc », en lieu de garde à vue. Vont s'y retrouver pêle-mêle les préfets « loyalistes » : Chevrier, d'Orléansville, Vignon, de Tizi-Ouzou, Chapel, de Constantine, l'avocate Gisèle Halimi et Eugène Mannoni du *Monde*, dont les papiers n'entrent pas dans les vues des paras.

« C'est un faux jeton qui ne raconte pas ce qu'il voit et ce qui est vrai », dit La Bourdonnaye. La vérité, selon Mannoni, le plus scrupuleux et le plus honnête parmi les envoyés spéciaux parisiens, n'est évidemment pas celle de Godard, de La Bourdonnaye ou de Trinquier !

L'arrestation de l'équipe complète du S.D.E.C.E. local va prouver à ceux qui, à Paris, pourraient encore en douter à quel point les paras sont maîtres de la situation. Le patron du S.D.E.C.E. à Alger est un colonel du matériel, le colonel Lallemand. Bien sûr, ce n'est pas son vrai nom. Pas plus qu'il ne dépend du service du matériel. Son P.C. se trouve dans un appartement au sixième étage dans l'immeuble du Coq-Hardi. Il règne sur cinq antennes semblables installées en Algérie. Ses troupes ? Le 11e « choc ». Sa base arrière se trouve à Tipasa. Il échappe, par ses fonctions, à l'autorité du commandant en chef et ne dépend que de la présidence du Conseil. Grâce à ses liaisons radio spéciales il a fait pour Paris une relation fidèle des événements. Malheureusement pour, lui, à la « Piscine » du boulevard Mortier ceux qui reçoivent son compte rendu sont scandalisés de la version « républicaine » qu'il donne des faits et plutôt que de prévenir Pflimlin alertent Alger ! Pauv' Pflimlin !

Sans barguigner, La Bourdonnaye prend quatre paras avec lui, fait une descente à l'antenne et « embarque » sans ménagement le colonel et ses deux chefs d'antenne. Ils seront expulsés dans les heures qui suivent !

Pendant que de son bureau de la Xe région Salan, qui n'a pas encore voulu s'installer au G.G., garde le contact avec Paris, Massu tient une conférence de presse au cours de laquelle il explique à des journalistes qui n'y comprennent plus rien « qu'il n'a accepté de présider le C.S.P. que pour éviter une atmosphère insurrectionnelle prolongée, qu'il protège la hiérarchie, qu'il n'est pas un général factieux ».

« C'est le général Salan, nommé par le gouvernement, qui est le patron, ajoute-t-il.

— Et s'il n'y a pas de gouvernement de salut public ? demande un journaliste.

— Eh bien on verra... Moi je veux éviter que ça saigne. »

On apprend alors que Delbecque, au G.G., vient de déclarer que le C.S.P. ne reconnaît pas le gouvernement de Pflimlin ! Massu est pris entre deux feux. Il s'en tire d'une pirouette : « Le seul ministre de l'Algérie que nous accepterons sera celui qui pourra venir occuper sa place en Algérie. » Et il tourne les talons. On ne peut pas être plus logique... et plus imprécis.

Ce ministre-miracle n'est pas près d'être trouvé. À Paris, le gouvernement Pflimlin, affolé, accumule bourde sur bourde. Mutter, le ministre de l'Algérie, approuvé par Chevigné, le nouveau ministre de la Défense, parle de venir « remettre de l'ordre à Alger ». On met sur pied un projet dément de réduit autour de Tizi-Ouzou où, paraît-il, l'armée est fidèle au préfet Vignon, que Chaussade a rejoint.

Projet mort-né car le général Allard, envoyé par Salan, vient chercher Chaussade. « Il faut rentrer, monsieur le secrétaire.

— Oui, à condition que les paras évacuent le G.G., que j'exerce mon autorité sous le contrôle de Salan sans qu'on me demande des « charrettes », que nous travaillions pour le compte du gouvernement français. »

Chaussade est escorté jusqu'à Alger par des U.T. bardés de mitraillettes pour apprendre que la radio vient d'annoncer : « Par ordre du général Salan, M. Chaussade est révoqué de ses fonctions » ! Il sera remplacé par M. Regard, puis, très vite, par le préfet

Barret, préfet d'Alger, qui, lui, s'est rallié immédiatement aux parachutistes. Il faut dire que depuis la « bataille d'Alger » il a tout abdiqué de ses pouvoirs. Chaussade regagne Paris par avion spécial.

« Plaidez pour nous la cause de l'Algérie française, recommande Allard.

— Mon général, je crois que les événements prennent un tour que vous regretterez. »

Avant de partir pour Tizi, Chaussade avait dit à sa femme : « C'est foutu. Ils fichent tout en l'air et sont incapables de conduire la destinée de l'Algérie. »

Exit Chaussade, dernier représentant civil du pouvoir central.

Pflimlin et Salan continuent, par téléphone et télégrammes, leur numéro de séduction mutuelle. Chacun assure l'autre de sa parfaite honnêteté, de sa parfaite bonne foi. Tout se passe comme si Pflimlin ignorait qu'il a renforcé le blocus, obligeant ainsi à plus ou moins longue échéance l'armée à se tourner contre la métropole, et que Mutter et Chevigné interdisent aux préfets et généraux « loyalistes » d'obéir aux ordres qui ne viendraient pas directement de Paris ! Quant à Salan, ignore-t-il que ce sont les paras qui commandent désormais les secteurs essentiels et ne lui obéissent que dans la mesure où ils sont d'accord sur les ordres reçus ?

Inquiétude. Confusion. Duplicité. Désarroi. À Paris, Soustelle est surveillé par la police et ne parvient pas à gagner Alger. À Colombey, De Gaulle est silencieux. Il a rencontré Charles Orengo, son éditeur, et l'a assuré que le tome III de ses *Mémoires* paraîtrait, comme convenu, en octobre.

« J'aurai terminé mon manuscrit vers le 15 août ! »

Alger ? Connais pas.

C'est le 15 mai, jour de l'Ascension, que va se terminer ce petit jeu du chat et de la souris entre Salan, Paris et le Comité de salut public. C'est aussi ce jour de l'Ascension qui va voir sortir le général De Gaulle de son silence.

Salan vient d'apprendre par son « antenne » parisienne, le colonel Neri, que Jacques Foccard, fidèle entre les fidèles du général De Gaulle, a posé la question essentielle : « Les généraux d'Alger se sont-ils mis d'accord sur le nom de De Gaulle ? »

Delbecque a lui aussi l'information. Il attaque Salan de front. Respectueusement mais fermement.

« Vous voyez, mon général, il faut, y aller. Si vous en appelez solennellement à De Gaulle, celui-ci sortira de sa retraite. Il n'attend que cela. La question de Foccard le prouve. »

Et il laisse entendre au commandant en chef que le jeu qu'il joue avec Paris peut devenir dangereux. Que le peuple l'apprenne et c'en serait fini des acclamations au passage du général. Car Salan est maintenant acclamé ! Les chefs d'îlot D.P.U. de Trinquier, les paras du 3, les groupes gaullistes et poujadistes dûment chapitrés y sont pour quelque chose. Mais le fait est là. Salan est acclamé. Et ça marche ! Le Chinois, si prudent, si secret, si habile, se laisse prendre au piège de la popularité. Ce timide sent sur son beau front le souffle de la gloire populaire. Il se lance !

À 10 heures, il vient féliciter le Comité de salut public qui ne peut plus se réunir que dans la grande salle des conférences. C'est qu'il y a plus de quarante membres ! On y a fait entrer non sans mal Goutallier et Ortiz qui « gueulaient comme des putois de ne pas

eh être ». L’entrée de Sérigny ne s’est pas faite non plus sans mal. C’est Trinquier qui s’y est opposé. Et cela — voilà encore une de ces contradictions qui avec le recul paraissent plaisantes — « parce qu’il n’est pas libéral, que les musulmans ne l’aiment pas et qu’il a toujours été un adversaire acharné de toute réforme ».

Mais le tout-puissant directeur de *L’Echo* a ému tout le monde en pleurant sur l’épaule du commandant Pouget. « Ah, mon cher Pouget, j’ai bien changé. » Et Delbecque, affrontant Trinquier, a imposé Sérigny !

Le C.S.P. se gonfle. Comme on se souvient que malgré tout il y a en Algérie neuf millions de musulmans qui pour l’instant attendent prudemment de voir comment les choses vont évoluer, on a fait entrer au Comité quatre F.S.N.A., Français de souche nord-africaine selon le beau sigle en honneur dans l’administration et l’armée : M. Madani, contremaître, le commandant Mahdi, officier retraité, M. Chikh Taïeb, agriculteur, et M. Berkani Mohamed. Un pour dix. La proportion habituelle en Algérie. Là, elle est simplement inverse !

Voilà donc Salan, beau comme il l’est d’habitude, mais plus détendu, qui bavarde devant l’assemblée populaire, devant ses officiers ébahis.

« Tout d’abord je suis des vôtres, dit-il. Mon fils, perdu très jeune, est enterré au cimetière du Clos-Salembier. Je ne saurais oublier qu’il repose dans cette terre qui est la vôtre...

— Mon général, c’est à la foule du Forum qu’il faut dire cela.

— Entendu. J’y vais. »

Delbecque en quelques enjambées précède Salan sur le balcon. Il est salué par les six mille ou sept mille manifestants qui ont résisté en ce jeudi de l’Ascension à l’attrait de la Madrague ou des brochettes de Fort-de-I’Eau. Six mille peut-être mais tous encadrés. Et forts en gueule.

« Ici, Léon Delbecque, vice-président du Comité de salut public. Le général Salan vous parle... »

Acclamations : « Vive Salan !... Algérie française. »

Et c’est le miracle ! Salan, toujours si crispé, se fait orateur. Il répète son attachement à la terre algérienne où son fils est enterré.

« Ce qui a été fait ici, hier, s'écrie-il, montrera au monde que l’Algérie veut rester française. L’Algérie une fois de plus sauvera la France... Notre sincérité ramènera à nous tous les musulmans. La seule fin acceptable de ce conflit c'est l’écrasement de la poignée de terroristes rebelles à l’autorité. Nous les vaincrons parce que notre jeunesse par ses sacrifices a mérité la victoire. La victoire, c’est la seule voie de la grandeur française. Je suis donc avec vous tous. Vive la France. Vive l’Algérie française.

— Vive Salan... crie la foule... Vive l'Algérie française ! »

Salan, qui transpire légèrement, salue de la main, se retourne et voit Delbecque, immobile, qui le regarde. Salan retourne alors au micro.

« Et vive De Gaulle ! crie-t-il.

— Vive Salan !... Vive De Gaulle !... » répond la foule. C’est l’ovation. Celle qui fait tout oublier. Salan a un demi-sourire aux lèvres quand il regagne son bureau. « L’ai-je bien crié ? » semble-t-il demander.

Delbecque a gagné. La foule n’a vu dans cette brève allocution qu’un discours parmi tant d’autres. Mais à Paris on ne s’y trompe pas. Salan a plongé ! Le responsable du

pouvoir civil et militaire a, à son tour, fait appel à De Gaulle. Et il représente officiellement l'Algérie. Jusque-là aucune autorité officielle n'a entamé le dialogue avec le « libérateur ». Cette fois, c'est fait. Le général ne laisse pas passer cette occasion. Le soir même, son secrétaire publie à Colombey le communiqué suivant :

« La désintégration de l'État entraîne infailliblement l'éloignement des peuples associés, le trouble de l'armée au combat, la dislocation nationale, la perte de l'indépendance.

» Depuis douze, ans, la France, aux prises avec des problèmes trop rudes pour le régime des partis, est engagée dans un processus désastreux.

» Naguère, le pays, dans ses profondeurs, m'a fait confiance pour le conduire jusqu'au salut.

» Aujourd'hui, devant les épreuves qui montent de nouveau vers lui, qu'il sache que je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République. »

C'est le dernier coup porté à la vieille IVe qui agonise. À Paris, on crie à la dictature. Le Palais-Bourbon est en effervescence. Alger pavoise et acclame le nom hier détesté.

Salan a crié. De Gaulle a parlé. Le peuple est content. Il faut maintenant montrer à cette métropole déliquescente la portée de l'œuvre de régénération entreprise en Algérie. Lui prouver qu'il n'y a plus sur cette terre déchirée que dix millions de Français à part entière. Les musulmans doivent descendre dans la rue, acclamer à leur tour Salan, De Gaulle et l'Algérie française.

Quand on pense que la « bataille d'Alger » qui n'a pas épargné une famille musulmane n'est terminée que depuis six mois, cela paraît une gageure. Mais aux paras rien d'impossible. Ce sera le chef-d'œuvre du tandem Trinquier-Léger. Et la preuve qu'en tenant le D.P.U. on tient Alger. La *fraternisation,* le lendemain de l'Ascension. À Alger on n'en est plus à un miracle près !

Toute la soirée, toute la nuit, Godard, Trinquier, Léger et Sirvent, le patron des zouaves de la Casbah, se dépensent sans compter pour provoquer le miracle. Pour l'instant il s'agit déjà de faire descendre les musulmans dans le centre d'Alger. Trinquier réunit ses chefs d'îlot du D.P.U. Le 11 novembre 1957 il a fait applaudir Lacoste, conspué par les Européens, par des milliers de musulmans dociles. Cette fois il leur donne Tordre de rééditer l'exploit « en grand ».

« Je veux que tout le monde soit là, dit-il, et que parmi les musulmans il y ait des chefs d'îlot d'autres quartiers. Il faut éviter la casse avec des excités européens. »

Car, Trinquier ne l'oublie pas, à Alger, il est rare qu'une manifestation se termine sans ratonnade. Depuis trois jours — c'est le premier miracle — on n'a pas signalé un musulman bousculé. Mais peut-être est-ce parce qu'ils sont restés dans leurs quartiers, attentifs et muets. Il faut maintenant qu'ils se montrent, sans quoi cette révolution du 13 mai ne sera aux yeux du monde qu'une révolte pied-noir présidée par l'armée.

De son côté. Léger réunit ses bleus-de-chauffe, 21, rue Emile-Maupas, dans la Casbah.

« Je veux des gens sur le Forum, débrouillez-vous. Demain après-midi, le Forum doit être envahi par la Casbah. »

Léger et ses hommes parcourent les ruelles de la vieille cité turque. C'est d'abord les

chefs d'îlot, puis les vieux sages qui sont contactés.

« Ça y est, leur dit-on. C’est la grande révolution. On est tous pareils. On est tous français. Le F.L.N. n’existe plus. »

C’est un fait que lors des rassemblements extraordinaires qui ont jeté dans la rue des dizaines de milliers de manifestants une simple grenade aurait eu des conséquences incalculables. Là, rien. Encore un miracle.

« Mais, mon capitaine, répondent les chefs d’îlot, on a peur des Français dans les quartiers européens.

— Ne vous en faites pas. Je serai là. Et il y aura les bleus, tous les bleus et les militaires. »

Il faut à tout prix que la manifestation soit un succès pour que les « soldats révolutionnaires » ne se sentent pas floués. Ils ont besoin de dizaines de milliers de musulmans pour que leur grand rêve de justice, d’égalité, d'*intégration* prenne corps.

« Vous devez prendre part à cette révolution, expliquent-ils, vous devez exiger votre place dans cette Algérie nouvelle qui est en train de se créer devant vous. De Gaulle en sera le garant... »

Le nom de De Gaulle agit sur la masse musulmane. Il est aimé. D’autant plus que les Européens jusque-là n’ont eu que méfiance à son égard.

Toute la nuit, dans les S.A.U. de Sirvent, chez les bleus, on fabrique des pancartes, des calicots, des banderoles. On met au point les mots d’ordre.

Le 16 au matin tout est prêt. Même l’itinéraire est soigneusement « truffé ».d’hommes du D.P.U., de paras en civil. Descendant de la basse Casbah le cortège empruntera la rue d’Isly puis remontera sur le Forum. Il est 17 heures lorsqu’il se met en route. À 18 heures il est près de la grande poste. Hommes et femmes encadrés par les groupes de choc des « bleus », et par des paras. Il fait encore une chaleur torride. Jusque-là tout s’est bien passé. Les Européens surpris applaudissent le cortège musulman. Sur les pancartes on lit : « Comité de salut public de la Casbah... Nous sommes français, nous voulons rester français... » Les applaudissements européens ont un peu rassuré les habitants de la Casbah qui n’en restent pas moins inquiets. Ils se laissent porter, guider au milieu de cette foule immense et tricolore. Et ils arrivent sur le Forum. L’esplanade, pour le troisième jour, est noire de monde. Une foule enthousiaste vient d’applaudir la formule qui résume cette intégration refusée depuis toujours : « De Dunkerque à Tamanrasset cinquante-cinq millions de Français ! » Voilà face à face les deux communautés qui se haïssent, qui se détestent, qui se craignent.

Et le miracle se produit. C'est vrai que le défilé est monté de toutes pièces, c'est vrai que les manifestants sont encadrés, c'est vrai qu'on les a entraînés, qu'on les a forcés. C'est vrai qu'ils brandissent des pancartes fournies par l'armée. C'est vrai qu'ils répètent les slogans des « bleus » abhorrés depuis la « bataille d'Alger ». C'est vrai que l'*intégration* que l'on vient de lancer a toujours été combattue par ce Sérigny qui s'en fait aujourd'hui le champion. Mais cette voix qui au balcon crie : « Voici nos frères musulmans... Faites une place à nos frères musulmans », déclenche un mouvement spontané qui, lui, n'a pas été préparé, ne peut pas avoir été préparé. Des applaudissements paternalistes, des « laissez passer nos frères musulmans... » oui ça se commande. Mais pas ce miracle. Ces mains européennes qui se tendent, ces poitrines qui embrassent, ces bras qui protègent et serrent, ce n'est pas possible. Et c'est pourtant ce qui se produit. La foule du Forum, celle de la politique du *non* à toute réforme, celle des ratonnades, embrasse, enlace, étreint la foule de la Casbah, celle de Yacef Saadi, celle du F.L.N., celle qui a posé les bombes. Tout est oublié, balayé sous ce ciel uniformément bleu, dans un immense brassage spontané et affectueux. Foule versatile et merveilleuse. Capable du pire et du meilleur. Cela paraît tellement impossible, tellement inaccessible, ces mains tendues, happées, broyées. Ces peaux de « Français » et de « ratons » qui se cherchent, qui se trouvent. On pleure, on rit, on crie. Serait-ce possible de ne plus avoir peur, de ne plus craindre la grenade du F.L.N., de ne plus trembler au passage de la jeep de paras ? Ce serait enfin le bout du cauchemar ? Sur le Forum, ce 16 mai 1958, quarante mille Européens et trente mille musulmans le croient d'autant plus fermement que cela paraît impossible. On n'a pas le temps de penser, de réfléchir. On ne veut surtout pas penser ni réfléchir. On croit. On croit comme à Lourdes ou comme à La Mecque. C'est l'allégresse. C'est la paix retrouvée. C'est la grande parade de la réconciliation scellée par *la Marseillaise* qui sort de la gorge de cette grande femme blonde à double rang de perles et de cette petite silhouette blanche et brune qui a entrouvert son haïk pour mieux chanter.

Les capitaines de paras qui assurent l'ordre à la tête de leurs hommes à cheveux ras et casquette à longue visière pensent que cette fois ils ont gagné. Que ça valait la peine de se mouiller. Que jamais on ne quittera l'Algérie. Et qu'en même temps leur combat aura été celui de la fraternité et de l'égalité raciales, de la démocratie et de la dignité. Oubliés « la merde et le sang » dans lesquels on a trempé les mains, oubliées les tortures de la « bataille d'Alger ». Mieux même... justifiées. Il fallait extirper le F.L.N. et balayer ces parlementaires pourris, ces ministres complices incapables de faire régner la justice.

Au balcon du G.G., le commandant Pouget pense à un directoire idyllique qui réunirait Soustelle, Jacques Chevallier, Yacef Saadi et Djamila Bouhired.

Ce 16 mai à 19 heures tout est devenu possible. D'autant que Trinquier et Léger,,commis voyageurs en révolution, partis le matin même, viennent de téléphoner d'Oran. Là-bas aussi c'est réglé. Dans vingt-quatre heures un C.S.P. sera mis en place. L'Algérie tout entière acclamera sa révolution pacifique. Finie la terreur du F.L.N., envolée, la répression féroce. Une ère nouvelle va s'ouvrir pour une Algérie rénovée, purifiée, régénérée par ce grand bain de fraternité.

À Paris les grenouillages et la panique s'amplifient. On ne compte plus les

complots[9] gaullistes — sans De Gaulle —, militaires, fascistes, cagoulards. On parle de Front populaire, de débarquement de parachutistes. Soustelle a réussi à se soustraire à la surveillance de la police et roule vers la Suisse. L'avocat parisien J.-B. Biaggi est pourtant le premier des « comploteurs » parisiens à se poser à Alger. Sa mission ? Organiser le débarquement des parachutistes en France. « Qu'ils apparaissent, dit-il, et le régime s'écroule aux applaudissements de tous. » Le plan n'est pas fait pour déplaire aux parachutistes qui poussent de plus en plus leurs chefs hiérarchiques à renverser ce régime qui s'accroche désespérément. C'est l'homme qui déplaît. Biaggi, c'est le comploteur permanent, l'homme de droite aussi. Dans cette partie délicate qui se joue sur un échiquier mouvant, le tumultueux avocat n'a pas sa place. Salan veut continuer à jouer la légalité et amener Pflimlin à appeler lui-même De Gaulle. Les paras, coiffés par Massu, sont tout à leur grand dessein humanitaire et social. L'opération sur la métropole ne doit se produire que si vraiment on ne peut procéder autrement. Massu ne l'envoie pas dire à Biaggi qui, stupéfait, se retrouve prisonnier au G.G., entouré de deux paras à mitraillette. Le général Allard lui explique que le débarquement, si débarquement il y a, se fera progressivement. On pense d'abord à la Corse puis si c'est nécessaire au sud-ouest de la France. En aucun cas un parachutage sur Paris qui prendrait des airs de putsch. Et le « malheureux » Biaggi se retrouve dans un avion qui le conduit à quinze cents kilomètres d'Alger, en plein Sahara.

« Les conspirateurs, dehors ! » Quand on a réussi la *fraternisation* on ne va pas s'embarrasser d'agitateurs de droite !

Le capitaine de La Bourdonnaye fera ainsi arrêter quarante-huit heures plus tard les députés poujadistes Le Pen et Demarquet. L'auréole fasciste dont ils se parent déplaît aux soldats révolutionnaires.

« On n'a pas envie qu'ils nous foutent le bordel, explique violemment La Bourdonnaye, ce sont des pétroleurs, des cons dangereux capables des pires imbécillités dans la période cruciale que nous traversons. »

Le Pen et Demarquet hurlent, tempêtent, font à Maison-Blanche un cinéma extraordinaire. Ceints de leur écharpe de député, ils chantent *la Marseillaise* et n'en sont pas moins renvoyés à « leurs chères études ». Même leur copain Bernard Mamy ne peut rien pour eux, pas plus que Thomazo n'a pu obtenir la « grâce » de son ami Biaggi. Les militaires tiennent la situation en main et ne veulent pas d'importuns. Ils sont déjà assez nombreux aux yeux de Salan. Et le moindre n'est pas Jacques Soustelle.

Le leader gaulliste est enfin parvenu à gagner Alger. Son avion s'y est posé le 17 mai en tout début d'après-midi. Pour Salan, c'est la foudre tombant du ciel. Il espère obtenir la démission de Pflimlin et la formation d'un gouvernement de salut public. Avec un peu de chance et avec la démonstration de fraternisation de la veille cela pourrait se faire dans la journée. Si à Paris on apprend l'arrivée de Soustelle à Alger c'est la cassure inévitable. C'est ce qu'essaient de dire Salan et Massu à un Soustelle dont le visage s'est fermé comme une huître. On l'a littéralement kidnappé et traîné dans le salon d'honneur de Maison-Blanche dont les issues sont gardées.

« Vous ne pouvez aller immédiatement au Forum, explique Salan, votre séjour ici doit rester secret jusqu'à la démission de Pflimlin.

— Je peux même repartir tout de suite, l'avion est là », grince Soustelle.

Mais le civil le plus populaire d'Algérie a été reconnu par des militaires et le

personnel de l’aéroport. Delbecque,. immédiatement prévenu, a rameuté le C.S.P.

« Soustelle arrive. Il est à Maison-Blanche. » Le bruit se répand à Alger. Et en avant pour une nouvelle fournée de cris et de pancartes. « Tous au Forum... Vive Soustelle ! » Lorsque Salan voit arriver Delbecque, puis Sérigny à l’aéroport, il comprend que c’est fichu. Soustelle lui échappe. Les deux hommes se mettent pourtant d’accord. Soustelle ne paraîtra pas au Forum avant qu’une réponse ne parvienne de Paris.

À 16 heures, Salan, qui vient d’avoir une conversation téléphonique avec Pflimlin à l’issue de laquelle la situation n’a pas évolué d’un iota, ne peut plus longtemps soustraire Soustelle à l’enthousiasme du peuple d’Alger. Les retrouvailles de l’ancien gouverneur général avec la population qui lui a fait de si émouvants adieux atteignent des sommets. Soustelle ne se place pas en patron — il le pourrait pourtant — mais en homme d’expérience qui se range sous l’autorité de Salan. Il prêche en quelques mots l’intégration, l’unité nationale.

« Il n’y a plus en Algérie que neuf millions de Français ! »

À Alger on ne le sait pas depuis longtemps mais l’idée a été d’autant plus vite adoptée qu'elle a été longtemps repoussée. À situation exceptionnelle, décision exceptionnelle ! Mais l’ovation d’Alger ne règle pas pourtant la situation de Soustelle par rapport à Salan.

Le véritable face-à-face se déroule à la Xe région militaire où le commandant en chef et l’ancien gouverneur vont s’expliquer sans aménité. Sont présents Jouhaud et Dulac, l'adjoint de Salan, qui vient de regagner Alger. Au 13 mai, le général Dulac se trouvait en congé en métropole, on l’a pratiquement « échangé » contre Teitgen pour la vie duquel le gouvernement Pflimlin craignait ! Paris ne se sera pas épargné un ridicule !

Soustelle pas plus que Salan n’est homme à s'emporter. La ville le fait pour eux. Prévenus par Delbecque, des groupes manifestent sur la place Bugeaud.

« Vive Soustelle !... Libérez Soustelle !... »

Salan est agacé. Plus par les cris que par l’entrée en matière de Soustelle.

« Je pense, mon général, dit calmement le leader gaulliste, qu’il est essentiel de définir mon rôle ici. Mes attributions doivent être fixées. »

Salan ne répond pas. Il attend. Soustelle, gêné, se lance.

« Je pourrais, par exemple, prendre les affaires civiles. »

Le commandant en chef n’hésite pas une seconde.

« Cela me paraît tout à fait impossible... »

Salan conserve un calme olympien.

« J’assume ici tous les pouvoirs et il est hors de question que je puisse en déléguer la moindre part. »

C’est sec, net et précis. Soustelle fait marche arrière. Il a compris. Il ne s’entête pas. Demain on verra plus clair. Après cette brève passe d’armes les deux hommes paraissent au balcon, souriants, pour calmer les excités, puis se séparent.

Le lendemain, Soustelle présente son plan : « Structurer la révolution du 13 Mai de façon que le système se persuade qu’il n’a aucune chance de reprendre le dessus. Créer des C.S.P. dans toute l’Algérie. Exalter la fraternisation. Informer la métropole et l’étranger qu’à nul moment la révolution n’a été un putsch fasciste. » Voilà un plan qui ravit Salan. Soustelle ne demande rien pour lui-même si ce n’est l’autorisation de se déplacer dans toute l'Algérie pour développer ces idées au cours de meetings populaires.

Salan respire. Les choses ne se sont pas trop mal passées. Paris ne peut rien lui reprocher. Soustelle prend son bâton de pèlerin. Le « premier civil d'Algérie » va prêcher la fraternisation et l'intégration à une Algérie qui se découvre. Bien mieux, Salan, charmé par les bonnes dispositions de Soustelle, lui demande d'être son conseiller politique — sans titre officiel —, lui offre le bureau de Lacoste, le grand, le beau qui donne sur les jardins, ainsi que la villa des Oliviers. Pour Paris, intoxiqué par les fausses nouvelles, par les messages radio qu'envoient, sur les ondes de Radio-Alger, Neuwirth, Mamy et Roger Frey qui a débarqué, couvert de cambouis, de la vedette d'un trafiquant anglais, c'est une nouvelle preuve de la rébellion de l'armée. Salan, qui se croit paré, est attaqué violemment au cabinet de Pflimlin. Pour le gouvernement le commandant en chef vient de passer à l'insurrection. Soustelle est près de lui. Il n'y a plus rien à espérer.

Teitgen, qui vient d'arriver à Paris, raconte en vain à Pflimlin sa dernière entrevue avec Salan.

« Il m'a dit : « Je n'ai rien voulu de tout cela. Avec » une carrière comme la mienne, arrivé au faîte des » honneurs, cette histoire va me faire perdre la seule » chose à laquelle je tienne : la médaille militaire. »

Pflimlin se demande si Teitgen plaisante :

« Cher ami... »

L'accent « circonflexe » de Pflimlin agace toujours Teitgen. Il ne s'y fera jamais.

« Cher ami, je suis désolé pour vous de cette histoire. Que puis-je faire ? »

Teitgen n'y va pas par quatre chemins.

« Vous prenez l'avion, cinquante fusiliers marins loyalistes et vous arrivez dans la fête. Car là-bas, c'est la fête permanente. Là, vous remettez la médaille militaire à Salan.

— Je les ferai venir à Canossa, s'indigne Chevigné dont la position se durcit au fur et à mesure que le pouvoir sur l'armée lui file entre les doigts.

— C'est de la folie, je serais fusillé, murmure Pflimlin.

— Mais non, reprend Teitgen, vous aiderez Salan. Il me l'a dit avant de partir : tous les jours, je suis grignoté par dix colons dont il faut se débarrasser !

— Non, tout cela n'est pas sérieux. »

Pflimlin est accablé. Il ne dort plus, ne mangé plus. Il est persuadé de ne pouvoir se tirer sain et sauf de celte affaire. Et pourtant, il ne veut pas céder. Tout le monde attend De Gaulle. L'opinion publique y est favorable. La police aussi. Quant aux militaires de métropole, malgré les rodomontades de Chevigné, les rapports sont accablants. Le plan « Résurrection », qui va aboutir dans quelques heures sur le bureau de Jules Moch, prouve que le « système ». ne peut plus compter sur l'armée et que le débarquement est imminent.

Le soulèvement de la Corse, organisé par Massu, qui claque brutalement la porte au nez de la légalité, marque, le 24 mai, la fin de cette comédie. Que s'est-il passé pour que le général parachutiste détruise l'image de marque du grognard fidèle, garant de l'unité républicaine de l'armée, qu'il s'est donné tant de mal à conserver durant ces heures tragiques ?

De Gaulle a tenu à Paris une conférence de presse qui n'a pas pour autant modifié la situation. Il est rentré à Colombey et attend. Le gouvernement ne se décide pas à

l’appeler. Au contraire. On tente de négocier avec Alger, d’amadouer les militaires. Pflimlin a même fait voter à *l'unanimité* une motion de reconnaissance à l’armée ! Un comble !

« Notre histoire s'en va en eau de boudin, grogne un capitaine de paras à l’adresse de Pouget, qu’est-ce qu'on attend ? »

Delbecque, Neuwirth et les gaullistes veulent arracher aux militaires le contrôle du C.S.P., placer Soustelle à sa tête et rompre brutalement avec le « système » en appelant De Gaulle. Bref ce qui devait se produire le 13 mai. Il y a huit jours ! Déjà une semaine qu’on vit dans la folie et l’attente. Qu’attend donc Salan pour bouger ?

L’idée d’une action de force sur la métropole grandit chez les jeunes officiers parachutistes, qui ne veulent pas se faire voler « leur » révolution. Il faut que la crise se dénoue pour leur permettre d’appliquer sur le terrain la politique d’intégration, de justice et de fraternité dont ils rêvent pour les musulmans. Mais déjà ils se rendent compte que ce ne sera pas facile. Sur le Forum les délégations musulmanes se succèdent, se font applaudir, embrasser, mais déjà l’enthousiasme n’est plus le même. Et un peu partout en Algérie les « officiers révolutionnaires » découvrent que dans le langage de certains pieds-noirs en place dans les CS.P., *intégration = comme avant*.

Le Comité de salut public d’Algérie et du Sahara est constitué le 23 mai. Les activistes du 13 mai y entrent en force. Alger y a 43 membres, le reste de l’Algérie 23. Et les musulmans n’ont droit qu’à 13 sièges sur 79 !

Dans l’esprit des militaires la proclamation — et surtout la réalité — d’une union franco-musulmane doit enlever au F.L.N. le soutien d’une grande partie de la population. Et il faut que les musulmans constatent la force de la présence française, incarnée par ces militaires « nouvelle manière » en qui ils peuvent avoir confiance et qui les protègent d’une exploitation toujours recommencée.

Au sein des comités de salut public,, la réaction des militaires qui y ont été nommés est vive. Ils s’aperçoivent qu’ils sont les seuls à pouvoir faire appliquer « par la force » des réformes dont certains parmi les pieds-noirs les plus influents ne veulent pas.

À Alger Trinquier déclenche le tollé général quand il fait passer le salaire des ouvriers de la Mitidja de trois cents à six cents francs la journée ! On n’ose pas se dresser ouvertement contre lui.

« Attention ! vous risquez ainsi de changer la physionomie économique...

— Mon colonel ! vous allez nous ruiner !

— Alors, vous voulez rien changer, fulmine le colonel, l'intégration, pour vous, c’est comme avant. Eh bien, enlevez-vous ça de la tête. Tant que je serai là ce sera six cents francs par jour. Et je vous préviens, ceux qui n’appliqueront pas ces salaires, je les fous en taule ! »

Dans l’Est, à Constantine, le général Vanuxem constate la même mauvaise volonté. Il a lancé lui-même le mot *intégration*. Et il explique ce qu’il entend par là au Comité de salut public de la capitale de l’Est :

« Intégration, cela veut dire évolution et égalité complètes. »

Il a du mal à se faire comprendre des Européens. Pour eux le 13 Mai a été une révolte des Français d’Algérie pour la conservation de leurs biens et de leurs privilèges. Avec l’arrivée par camions entiers de musulmans amenés par les militaires au cœur de la manifestation ils comprennent avec horreur ce que ceux-ci entendent par intégration.

Mais comme il n'y a que les militaires pour sauver l'Algérie française il faut bien adopter leur politique. Ceux qui ont toujours farouchement repoussé l'intégration, le collège unique, les adoptent sous la pression de l'armée.

Le général Vanuxem me dira plus tard : « Dès les premiers jours je dus redresser des mesures vexatoires visant les musulmans au sein même du Comité de salut public. S'il n'y avait pas eu les militaires, le 13 Mai aurait tourné à la ratonnade. On avait des souvenirs de 1945. Après Sétif, après Guelma, on « avait été tranquille pour dix ans... » Alors on voulait retrouver ce temps-là ! »

À l'autre bout de l'Algérie, à Orléansville, le général Gracieux constate les mêmes réactions. Chez lui aussi tout le monde a marché dans le coup du 13 Mai car les militaires voient l'occasion de créer une Algérie française sincère où le musulman bénéficiera d'une véritable promotion. Que l'intégration soit comprise. Que l'égalité soit réelle. Dans sa région, beaucoup de pieds-noirs sont prêts à faire leur Nuit du 4 Août. Mais 20 p. 100 parmi les plus dynamiques sont farouchement opposés à l'affaire. Ils ne veulent rien savoir.

Le général me confiera : « J'avais dans mon coin cinquante types indécrottables, incapables de vivre avec les musulmans. Je voulais profiter du choc psychologique du 13 Mai pour les indemniser et les expulser d'Algérie. Ça m'aurait permis de donner leurs terres aux musulmans. »

Pour l'heure c'est impossible. Ce serait le scandale ! Et plus tard, lorsque le régime sera renversé et remplacé par celui qui, selon les militaires, doit réaliser cette politique intégrationniste, Paris répondra laconiquement : « Trop cher... »

Dans toute l'Algérie les militaires, les jeunes officiers sincères dans leur désir d'intégration s'aperçoivent que pour beaucoup des Européens les plus influents l'intégration, c'est celle de l'Algérie à la métropole et non celle des musulmans aux Européens. L'intégration « gueulée » sur les places publiques du 13 Mai c'est le *statu quo ante.* » Pareil qu'avant. » À cette différence près qu'il y aura désormais quarante-six millions de Français et neuf millions de musulmans. Donc plus rien à craindre.

Les capitaines de paras, les jeunes officiers S.A.S. voient leur beau rêve s'estomper, balayé par la politique qui reprend ses droits. C'est que l'affaire n'est toujours pas réglée. Alors tout ça, l'égalité, le rapprochement franco-musulman ce sera pour plus tard. « Ce sera pour jamais », pensent de nombreux membres du Comité de salut public.

À Alger, Jean Pouget, le centurion, peut-être l'un des hommes dont le rôle fut le plus important dans le déclenchement du 13 Mai, lutte contre des moulins. Il tente de mettre en place des éléments capables de promouvoir une véritable révolution. Il a acquis de nombreux capitaines parachutistes à son idée. Ensemble ils pensent que des éléments représentatifs de la population algérienne doivent être mis immédiatement en place aux côtés des Européens. Et ces éléments représentatifs, pour eux, ce sont des F.L.N. pour qui ils ont de l'estime.

« Ils ont lutté, disent-ils, ils sont capables de se faire casser la gueule pour leurs idées, pour leur pays. Ils sont respectables. »

Et Pouget pense à Yacef Saadi, à Djamila Bouhired qui sont en prison, condamnés à mort. Le capitaine Graziani qui « a eu un grand coup de soleil pour Djamila », montre les lettres qu'il a reçues d'elle.

« Elle marchera, affirme-t-il. C’est une fille bien, courageuse, qui aime son pays. »

Pouget espère convaincre le colonel Godard qui a une grande influence sur Yacef et peut parler au chef F.L.N. d’un « projet d’Algérie nouvelle ». Le centurion pense à Jacques Chevallier qui peut avoir des contacts avec Ferhat Abbas. « Il n’est pas impossible que Ferhat Abbas accepte la présidence du Comité de salut public », lui dit le maire d’Alger.

Pouget souhaite trois coprésidents du Comité de salut public en remplacement de Massu : Jacques Sous telle, qui a la confiance des ultras, Jacques Chevallier, qui a celle des musulmans modérés et des M.N.A., et Yacef Saadi qui a celle du F.L.N. et des militants.

Mais tout s’écroule bien vite.

Quand Pouget vient demander au colonel Godard la libération de Yacef Saadi, le patron de la Sûreté lui répond :

« Tu nous emmerdes avec ton Yacef, Salan ne veut pas. »

Jean Pouget voit chacun prendre des places, des responsabilités. Jacques Chevallier, libéral, est viré de la mairie d’Alger. On le conspue. On n’ose tout de même pas le mettre en prison mais il est gardé dans sa maison d’El-Biar.

Désormais, personne n’écoute Pouget. On le prend pour un « dingue » qui peut devenir dangereux car il a tant d’amis parmi ces jeunes paras que l’on craint même à l’état-major. Alors on l’écarte systématiquement. Il y a eu l’antenne, il a joué un rôle important. Soit. Mais ça suffit. Pour Delbecque, il n’est pas question que le plan Pouget réussisse. Guy Ribaud est absolument contre. Soustelle ne reçoit même pas le commandant et lui fait dire par le gros Béraudier, son homme de confiance :

« Je suis seul ici. Et sans argent, sans la presse — c’est-à-dire sans les ultras qui contrôlent l’un et l’autre — je ne peux rien faire... »

On a préservé le Comité de salut public du fléau Pouget. Pas question d’y faire entrer ce fou qui pense à Yacef pour siéger à une table où « l’on est entre soi ».

La petite secrétaire algérienne de l’antenne, l’ancienne compagne de Djamila Bouhired, arrêtée à son retour du maquis, s’indigne devant Pouget de la participation algérienne aux C.S.P.

« Ah ! C’est ça, vos représentants authentiques de « nos frères musulmans » ! Les pantins du salut public. Ce ne sont que les représentants des caïds les plus vénaux et les plus importants. Ou des gens comme le docteur et Mlle Sid Cara, tellement francisés qu’ils en ont perdu le contact avec leur pays. Une rigolade si ce n’était pas si triste. Alors, encore une fois, on recommence... »

Elle quittera tout, épousant un capitaine ami de Pouget. Et ne parlera jamais plus de ce projet fou ! De ce mirage entrevu...

Pouget, qui a vécu loin de chez lui depuis la guerre, qui a fait l’Indochine, Dien Bien Phu, l’Algérie, pense qu’il a des gosses, une femme qui l’attend, qu'il est incompris, qu’il est en train de gâcher sa carrière. « Rentrons dans le rang... Il est temps. »

Avec ses copains du camp n° 1 il repensera longtemps à cette armée populaire vietnamienne qu’il a vue vivre, évoluer et surtout *gagner* dans les rizières, au combat ou dans les camps de prisonniers, cette armée populaire qu’ils avaient rêvé de créer ensemble en Algérie.

« Elle n'aurait pas été fasciste puisqu'elle était populaire... »

Mais l'état-major, le C.S.P. bref, l'autorité d'Alger n'a pas goûté les contacts de Pouget avec Chevallier, avec les libéraux, ce désir de donner une place au F.L.N. Pouget va regagner le rang. Graziani ira se faire tuer en Kabylie. Les autres seront disséminés de droite à gauche.

La seule entreprise désintéressée, utopique peut-être, mais authentiquement généreuse du 13 Mai s'écroule. Il faut se rendre à l'évidence. Il n'y avait pas de véritable *fraternisation*. Et il n'a pas fallu beaucoup combattre pour l'enterrer. Parmi ceux qui criaient « Intégration… Vive nos frères musulmans ! », peu y croyaient vraiment.

Reste maintenant la politique. C'est l'affaire des colonels, des généraux. Il faut donner le coup de grâce au régime. Ils vont s'y employer.

Salan, qui pas plus que les parachutistes ne veut des grenouilleurs politiques, vient pourtant d'accepter Arrighi. On lui a forcé la main. C'est « en petit » le coup de Soustelle qui recommence. Pascal Arrighi, député gaulliste de la Corse, est annoncé au balcon du G.G. par Neuwirth, acclamé par la foule. Les gaullistes bondissent sur cette occasion de faire « avaler » à Massu le Grand Coup qui doit faire basculer le régime : le soulèvement de la Corse.

Delbecque sait que Massu se sent de plus en plus mal à l'aise, pris entre les feux croisés du C.S.P., des paras qui grognent d'impatience et le « loyalisme » de Salan. Delbecque explique à Massu que « l'affaire est prête ». Les groupes gaullistes sont nombreux dans Pile de Beauté qui est de plus la base arrière du fameux 11e « choc » où tous les jeunes loups parachutistes sont passés : La Bourdonnaye, Léger, bien d'autres encore... En outre le soulèvement de la Corse aurait l'immense avantage de couper tous les ponts entre Paris et Salan.

Massu, comme beaucoup de colonels et de généraux qui se sont mouillés, a peu apprécié la motion de félicitations à l'armée votée par la Chambre sous l'impulsion de Pflimlin. « Félicitations à Salan et à ceux qui n'ont pas bougé, pensent-ils, si ça « foire » on est bons pour le tourniquet. » Le conseil de guerre est une menace que ne manquent pas d'agiter les gaullistes. Et puis si Massu veut conserver l'unité de l'armée, en particulier des parachutistes, il faut qu'il marche. Le soulèvement est décidé.

Massu donne la radio à Pascal Arrighi qui appelle les Corses à « montrer que l'unité nationale doit se faire autour du général De Gaulle ». C'est une vraie bénédiction que Radio-Alger soit si facilement captée en Corse. Le 23, Salan signe un ordre de mission pour Arrighi et trois compatriotes. But de la mission : s'informer si les Corses sont disposés à créer des comités de salut public et à appuyer le mouvement d'Alger. Un cinquième homme va accompagner la « mission civile », le commandant Freddy Bauer, parachutiste et ancien patron du 11e « choc » à Calvi, où l'avion atterrit le 24 mai. Le reste n'est qu'une longue marche politico-comique, où l'on tirera des milliers de coups de feu en l'air, où l'on prononcera des paroles historiques, où des fonctionnaires fidèles seront sur le point de devenir des héros... Une révolution à la Pagnol !

Mais à Paris le soulèvement de la Corse sonne comme un glas. Cela ne fait plus de doute, Salan a « basculé » définitivement. Les insurgés ont pris Alger, puis l'Algérie, aujourd'hui la Corse, demain ce sera Paris !

Le 26 mai, Pflimlin se décide à rencontrer secrètement De Gaulle sans en parler aux

autres membres du gouvernement. Le président du Conseil presse le général De Gaulle de désarmer la sédition de la Corse. La réponse de De Gaulle tombe comme un couperet :

« Cela ne servira à rien si je ne peux annoncer en même temps que je forme un gouvernement. »

Pourtant, Pflimlin ne cède pas. C'est l'Assemblée qui lui a confié son mandat, c'est à elle d'en disposer. Chacun reste sur ses positions. Encore un coup pour rien.

À Alger, le 27, Salan ne peut plus reculer. Jusque-là il a retenu les paras. Maintenant ce n'est plus possible. Il faut appliquer le plan « Résurrection » dont le colonel Ducasse a préparé les détails. Avions et parachutistes sont en alerte. Les « envoyés spéciaux » de Ducasse en métropole, le commandant Vitasse et le capitaine Lamouliatte, font parvenir à Alger des renseignements « rassurants ». Tout est prêt en métropole : la demi-brigade de parachutistes coloniaux à Bayonne, commandée par le célèbre colonel Château-Jobert, s'est ralliée la première au mouvement du 13 Mai, aussitôt suivie de toutes les unités de la V région militaire du général Miquel, lequel est en liaison radio permanente avec Alger. À Paris le régiment blindé de Gribius, cantonné à Saint-Germain, est prêt ainsi que la totalité des gardes mobiles. Les C.R.S. et la police parisienne sont décidés, sur ordre, à se ranger aux côtés des parachutistes.

L'opération « Résurrection » consistera à envoyer à Paris deux régiments de parachutistes venus d'Alger : le 3e R.P.C. et le 1er R.C.P. et deux autres venus de Toulouse et de Bayonne. Massu se posera avec la première vague, accompagné de Ducasse et de Trinquier comme adjoints. Salan, qui a pris le contrôle du plan « Résurrection » ne quittera l'Algérie que lorsque la situation militaire sera bien en main en France !

Le général De Gaulle, qui est tenu au courant de ces préparatifs, prend alors l'offensive. Il se décide à ne pas attendre qu'on l'appelle pour répondre présent. Alors que l'entretien de la veille avec Pflimlin s'est soldé par un échec, le 27 mai à midi son cabinet publie le communiqué suivant :

« J'ai entamé hier le processus nécessaire à l'établissement régulier d'un gouvernement républicain capable d'assurer l'unité et l'indépendance du pays. Je compte que ce processus va se poursuivre et que le pays fera voir, par son calme et sa dignité, qu'il souhaite le voir aboutir. Dans ces conditions, toute action, de quelque côté qu'elle vienne, qui mette en cause l'ordre public, risque d'avoir de graves conséquences. Tout en faisant la part des circonstances je ne saurais l'approuver.

» J'attends des forces terrestres, navales et aériennes présentes en Algérie qu'elles demeurent exemplaires sous les ordres de leurs chefs : le général Salan, l'amiral Auboynau, le général Jouhaud. »

En dix lignes, le général De Gaulle vient de retenir l'exécution du plan « Résurrection » prévu pour la nuit du 27 au 28 mai, d'arrêter le processus de « pronunciamiento » engagé à Alger et de sauver la République.

Salan, qui a reçu un télégramme personnel de Colombey interdisant tout mouvement sur la métropole, respire, enfin soulagé. Il a trouvé un patron. Lâchant Pflimlin, il saisit De Gaulle. Son numéro de trapèze est terminé. Et cette fois-ci la barre semble plus solide !

Le plan « Résurrection » n'est que « suspendu » après le veto de De Gaulle car les heures passent sans que le gouvernement fasse un geste. Le 28 mai, un défilé monstre réunit de la Nation à la République deux cent mille personnes derrière Mendès-France, Mitterrand, Daladier, André Philip. « Le fascisme ne passera pas... » Beaucoup manifestent plus pour montrer leur attachement aux libertés traditionnelles que pour lutter contre De Gaulle. Mais à Alger on s'impatiente. Puisque le gouvernement obstiné n'appelle pas le général, que le plan « Résurrection » se réalise !

C'est ce que redoute le général De Gaulle qui a demandé à Salan de lui envoyer un représentant. Le « pronunciamiento » en route, qui pourra l'arrêter ?

Salan désigne le général Dulac pour informer le général De Gaulle de ce qui se passe à Alger et pour lui rapporter quelques éclaircissements sur ce qu'on pense à Colombey. L'entrevue se déroule dans le cabinet du général De Gaulle à la Boisserie. Pour l'instant seul Dulac en a fait le récit et c'est à lui que l'on doit s'en rapporter pour le reconstituer[10]

« Bonjour, Dulac, comment va le général Salan ?

— Malgré la fatigue et le poids de ses responsabilités, il est en pleine possession de ses moyens. »

Et Dulac raconte au général De Gaulle l'ambiance d'Alger, le marécage dans lequel Salan doit évoluer entre des paras qui font du néo-fascisme sans le savoir, les gaullistes et néo-gaullistes qui veulent renverser la légalité et le général qui désire la conserver !

De Gaulle s'inquiète ensuite de savoir si le pouvoir n'est pas détenu en réalité par une troisième force qui ne soit ni Salan ni Delbecque, mais un groupe d'activistes.

« Non, mon général, le général Salan a réussi jusqu'ici à éviter les écueils. »

Apparemment satisfait, le général De Gaulle fait ensuite allusion à la position de la S.F.I.O.

« Ils ne veulent pas de De Gaulle. Alors, que faites-vous ?

— On applique « Résurrection ».

Et Dulac d'expliquer les rouages du plan.

« Je ne peux pas apparaître tout de suite, répond De Gaulle — toujours d'après le récit de Dulac —, pour ne pas sembler revenir du seul fait de cette action de force. Après quelques jours je veux être appelé comme un arbitre venant, à la demande de tout le monde, prendre la direction du pays pour lui épargner des déchirements inutiles. Il faut que j'apparaisse comme l'homme de la réconciliation et non comme le champion d'une des fractions en train de s'affronter. »

Après que Dulac a expliqué le principe de l'intégration, au nom duquel musulmans et Européens se retrouvent chaque jour sur le Forum, De Gaulle conclut en se levant :

« Il eût été immensément préférable que mon retour aux affaires s'effectuât par la voie du processus. »

Et le généra] ajoute, serrant la main de Dulac :

« Il faut sauver la baraque ! Vous direz au général Salan que ce qu'il a fait et ce qu'il fera, c'est pour le bien de la France. »

Dulac en conclut, c'est ce qu'il rapportera à Salan, que le commandant en chef a désormais le feu vert de Colombey pour déclencher ou non l'opération « Résurrection ». Voilà de nouveau Salan arbitre de la situation et aux prises avec les plus durs des paras

qui veulent « tout balayer puisque tout est prêt et que la métropole marche ».

On ne voit guère comment, arrivé au bord du précipice, Salan aurait pu faire pour stopper l'opération. C'est un « ultimatum » présenté sous forme d'information de la plus haute importance par le général de Beaufort au président de la République qui va enfin dénouer la crise.

Beaufort, responsable à Paris de l'exécution du plan « Résurrection », signale à René Coty que le général De Gaulle a stoppé une première fois le débarquement par la publication de son communiqué. Depuis, rien ! Si le pouvoir ne se décide pas à prendre une décision le plan entrera en application le 30 mai. René Coty n'a que quelques heures pour se décider : processus légal ou révolution.

Le président de la République est épuisé par les nuits de veille. Il a soixante-seize ans et est désespéré. Il a tenté durant ces quinze jours de'folie de faire entendre la voix de la sagesse. C'est à peu près tout le pouvoir que lui laisse la Constitution. En vain. La machine est bloquée, la sagesse n'a servi à rien. Il reste à Coty l'ultime moyen : le message du président de la République au Parlement.

Le 29 mai au matin, dans son bureau de l'Élysée, il rédige le message qui commence par ces mots : « Dans le péril de la patrie et de la République, j'ai décidé de me tourner vers le plus illustre des Français, vers celui qui, aux heures les plus sombres de notre histoire, fut notre chef pour la reconquête de la liberté et qui, ayant réalisé autour de lui l'unanimité nationale, refusa la dictature pour établir la république. »

C'est le coup de bistouri dans l'abcès. C'est aussi la première fois depuis 1946 qu'un président de la République intervient activement dans la vie politique de la nation. René Coty en quelques lignes vient de faire oublier « les chrysanthèmes » et sauver le pays d'un affrontement fratricide. Le processus est en marche. « Résurrection » définitivement abandonné. Dans quarante-huit heures De Gaulle sera investi et deviendra le dernier président du Conseil d'une IVe République déjà enterrée.

À Alger, on crie de joie. Mais bientôt les dents grincent à la lecture de la liste des membres du gouvernement de De Gaulle. Un cabinet qui « porte à gauche ». Où l'on retrouve « ces pourris que l'on voulait balayer » : Mollet, Pflimlin et consorts. Les représentants des partis, des radicaux aux M.R.P. Il n'y a même pas Soustelle, qui a tant fait. Heureusement que Debré est là, mais ce n'est pas pareil.

La page du 13 Mai est tournée. Le général De Gaulle est président du Conseil et ministre de la Défense nationale. C'est le retour à la légalité. Enfin une autorité à laquelle se raccrocher, devant laquelle se mettre au garde-à-vous. L'armée, Salan en tête, est soulagée. Les colonels et les capitaines aussi.

Chez les civils, on prend moins bien les choses. Certains commencent à se demander : « Ne sommes-nous pas cocus ? »

« Qu'avez-vous à craindre, répondent les colonels, c'est nous qui l'avons amené au pouvoir, non ? Il nous doit des comptes et ce qui peut se faire aujourd'hui peut se défaire demain. »

Erreur de jugement qui va être lourde de conséquences.

Les événements du mois de mai avaient surpris le F.L.N. La révolution militaire et

populaire du 13 mai, qui opposait Alger à Paris, consacrait la mésentente entre Français sur le problème algérien. Ce qui n'était pas pour déplaire aux dirigeants du Front. Mais la victoire d'Alger sur Paris allait rendre la lutte plus âpre que jamais. Il fallait s'y préparer et durcir ses positions. Dès le 15 mai, le docteur Lamine déclarait au nom du C.C.E. : « La prise du pouvoir par les militaires à Alger risque de provoquer une extension des combats à l'Afrique du Nord tout entière. Il n'y aura pas de cessez-le-feu avant que la France proclame sa reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie. »

Des ordres de « fermeté » furent transmis du Caire — où siégeaient la plupart des membres du C.C.E. — aux hommes de l'intérieur. Pendant la période du 13 Mai, les accrochages se multiplièrent. L'A.L.N. montra un dynamisme oublié depuis la bataille des frontières. Le bilan des pertes françaises s'en ressentit. Depuis longtemps il n'avait été aussi lourd. Dans la semaine du 13 Mai, trois cent neuf militaires tués ou blessés ! À la frontière tunisienne les combats reprirent avec une violence rarement atteinte jusque-là. Le 1er R.E.P., fer de lance de la chasse aux fells venant de Tunisie, subit des pertes considérables. Le 29 mai, près de Guelma, le colonel Jean-pierre, figure de légende de la légion et l'un des plus prestigieux « léopards », tombait à la tête du 1er R.E.P. Au cours de la même semaine, l'A.L.N. perdait près de six cents combattants. La fraternisation qui se déroulait sur les places publiques des grandes villes ne trouvait aucun écho dans l'Est, où la guerre continuait, plus atroce que jamais.

L'arrivée au pouvoir du général De Gaulle fut évoquée avec circonspection par les membres du C.C.E. Une fois encore ils étaient divisés. Pour les « politiques », De Gaulle c'était l'homme de Brazzaville, l'hommé de l'ouverture, de l'espoir. Avec lui, c'était la fin de la prédominance d'Alger sur Paris. Contrairement à ses prédécesseurs, De Gaulle ne se laisserait pas imposer une politique contre son gré. Ce n'était pas l'avis des « militaires » du C.C.E. pour qui De Gaulle, général avant tout, allait multiplier les offensives militaires. En outre, porté au pouvoir par les Français d'Algérie, il « se devait » de pratiquer une politique de droite. Au moins dans un premier temps. Cette politique, appuyée par un pouvoir central qui n'aurait plus rien à voir avec l'anarchie des gouvernements-éclairs de la IVe République, pouvait porter des coups terribles à la Révolution.

« De Gaulle est la seule autorité qui puisse imposer sa solution en Algérie, protestèrent les « politiques », et il discutera avec les Algériens, il l'a toujours dit.

— Peut-être, répliquèrent les « militaires », mais sa solution se fera-t-elle avec nous ou avec une troisième force ? »

Les manifestations de fraternisation, exploitées dans la presse du monde entier, pouvaient donner une réalité à cette troisième force après laquelle Soustelle, puis Lacoste avaient couru en vain. La fraternisation réelle, profonde, personne n'y croyait. Dans la capitale l'enthousiasme du 16 mai ne s'expliquait que par la lassitude du peuple brisé par la férocité de la « bataille d'Alger », encadré par le D.P.U. et par le fait que le F.L.N. n'avait pu y conserver une organisation efficace. On ne pouvait nier que pendant quelques heures « il s'était passé quelque chose ». Mais le choix des « musulmans représentatifs » acceptés par les Européens au sein des C.S.P. était si « traditionnel » qu'il en devenait rassurant pour le Front. En revanche, De Gaulle ne réussirait-il pas, grâce à sa personnalité et à la confiance dont il jouissait dans le peuple algérien, à dégager une troisième force qui ne serait pas composée de « béni oui-oui » et

à l’imposer aux Européens d’Algérie ? Là était le danger ! Pour les militaires — en particulier les 3 B — la défiance « la plus attentive » devait rester la règle d’or du F.L.N. à l'égard du nouveau président du Conseil.

En Algérie, la politique de fraternisation avait surpris et inquiété les maquis. L’Algérois, contrôlé par la wilaya 4, fournit dans les jours qui suivirent le 16 mai la plus grande partie des « manifestants » musulmans du Forum. Les camions militaires arrivaient dans des petites villes du sahel ou de la Mitidja, embarquaient leur lot de « frères musulmans » munis de pancartes, de banderoles fournies par l’armée, affirmant leur volonté d'être français, et les emmenaient pour la quotidienne parade de *fraternisation* sur le Forum. Le commandant Azzedine, devenu patron militaire de la wilaya 4 depuis que Si M’hamed en était le chef politico-militaire, s’inquiéta du changement d’attitude qu'il constatait chez les soldats français. Jusque-là c’était la guerre, la pacification, les contrôles de mechtas, les interrogatoires en masse de suspects, et c'était clair et c'était facile pour la population. L’ennemi, c'était le Français. Et soudain, tout changeait. Les officiers d’action psychologique parlaient de révolution, de place à prendre dans une nouvelle Algérie. Les premiers villageois craintifs et terrorisés emmenés de force sur le Forum d’Alger avaient été fêtés, embrassés, couverts de cadeaux et revenaient éblouis. C’était peut-être la fin de la guerre, le début d'une nouvelle ère de paix et de prospérité.

Azzedine, qui avait considéré — tout comme les chefs du Front au Caire — la *fraternisation* comme une « histoire française menée par des Français », comprit le péril. Beaucoup de paysans « marchaient ». Ils en avaient marre, ils étaient las de cette guerre sans fin, de ce perpétuel affrontement entre l’A.L.N. et l’armée française où sans cesse ils se retrouvaient entre l’arbre et l’écorce. Ils voulaient la paix. Et peut-être bien que cet espoir allait se réaliser. Pour Azzedine, pour Si M’hamed ainsi que pour les autres chefs de wilaya, il fallait jouer en finesse. Interdire à la population de participer à ces manifestations aurait été vain. Beaucoup voulaient jouer le jeu et ils avaient l’excuse d’être « emmenés de force » par l’armée. Le mot d’ordre fut donc : « Allez à Alger, regardez, revenez et racontez. »

Et la population ne revint pas les mains vides : fleurs, bonbons, ravitaillement, médicaments étaient distribués à Alger « à ces braves musulmans qui venaient témoigner spontanément leur attachement à la France ». Tout passa aux maquis. C’était l’excuse, la preuve de fidélité. » On y a été parce qu’on ne pouvait pas faire autrement, mais on vous rapporte ça. » Les *djounoud* de la wilaya 4 reçurent même du parfum, de l’eau de Cologne et du linge de corps !

Les fellahs avaient montré leur « bonne volonté » à chacun des deux partis. Une fois de plus, ils attendaient la suite.

Depuis la mort d’Abane l’atmosphère au sein du C.C.E. était devenue épouvantable. La prédominance des 3 B — Belkacem Krim, Ben Tobbal, Boussouf — n’en réglait pas pour autant les problèmes posés par la poursuite de la révolution qui traversait une période de stagnation constatée à tous les échelons. Les événements du 13 Mai en Algérie rendaient plus urgentes encore des décisions que personne ne parvenait à prendre, encore moins à faire accepter. Depuis l’extension du barrage électrifié tunisien

et depuis la bataille des frontières, les maquis de l'intérieur s'asphyxiaient lentement. À cor et à cri leurs chefs réclamaient armes et munitions qui ne parvenaient plus. L'intérieur avait de plus en plus le sentiment d'être abandonné, trahi même par ceux qui — de l'extérieur — entendaient diriger la révolution. À l'heure où l'insurrection devait trouver un second souffle, la direction marquait le pas. Car c'était évident : la guerre durerait longtemps. La victoire d'Alger sur Paris lors du 13 Mai avait fait perdre leurs espoirs à ceux des dirigeants du F.L.N. qui croyaient encore à une solution pacifique du problème algérien. Il était temps de sortir le C.C.E. de sa léthargie, l'heure était venue de montrer à ses membres l'inanité de leurs querelles stériles que l'assassinat d'Abane Ramdane n'avait pas réglées pour autant.

C'est l'un des plus « durs » parmi les dirigeants du Front, le colonel Ouamrane, qui décida de lancer le pavé dans la mare.

Au sein du C.C.E., Ouamrane avait une position très particulière entre les « politiques » et les « militaires ». Il ne faisait partie d'aucun clan. Son passé de maquisard — adjoint de Krim en Kabylie, puis chef de la wilaya 4 — le plaçait d'autorité chez les « militaires », mais les 3 B, se souvenant de l'accusation portée par Abane[11], le tenaient à l'écart. En outre, Ouamrane avait un franc-parler qui rfiettait souvent ses compagnons en difficulté. On l'avait donc écarté des postes de direction politique pour lui confier le département de la logistique. La recherche des armes et les problèmes posés par leur acheminement l'éloignaient très souvent du Caire — ce qui, aux yeux des 3 B, était un immense avantage — mais le mettaient en contact avec la dure réalité des maquis, ce qui le décida à réagir contre la politique statique dans laquelle, à son avis, s'enlisait le C.C.E.

Fin juin il rédigea un rapport en forme de réquisitoire qu'il envoya à chacun des membres du C.C.E. Sans s'embarrasser de diplomatie, n'hésitant pas à critiquer violemment l'activité — ou plutôt l'inactivité — des membres du comité, il allait donner un coup de fouet à la révolution... et signer son élimination prochaine de la direction du Front !

Ce rapport intérieur et confidentiel — publié ici pour la première fois — nous permet de faire le point sur la situation réelle de la rébellion algérienne au milieu de l'année 1958. Le premier paragraphe donnait le ton :

« L'heure est grave, écrivait Ouamrane. La révolution algérienne qui a en peu de temps embrasé tout le pays et bouleversé le dispositif politico-militaire colonialiste, suscitant ainsi l'admiration du monde entier, cette révolution marque le pas et il faut même reconnaître qu'elle régresse. »

L'aspect militaire de la situation intérieure était jugé « préoccupant ». L'armée française, sous l'impulsion de chefs comme Bigeard, avait adapté sa tactique à la guerre révolutionnaire et causé de lourdes pertes. Six mille combattants tués en deux mois dans la seule région de Duvivier ! Le bouclage des frontières se révélait efficace et provoquait l'asphyxie des maquis de l'intérieur. Les cadres compétents n'étaient pas renouvelés. La population, « soutien indispensable de la révolution », montrait des signes de lassitude et réduisait son apport.

Compte tenu de la situation militaire, l'aspect politique devenait dramatique. Ouamrane regrettait que l'unité rétablie à la base soit menacée au sommet. « Le C.C.E., tiraillé par des contradictions de personnes et de conceptions, écrivait-il, est réduit à

l'immobilisme. » Jusque-là seul le congrès de la Soummam, qui avait fait sortir la rébellion du stade du « fellaghisme », lui avait donné un embryon de doctrine et une organisation nationale. Depuis, rien ! Ni progrès ni initiatives.

La critique se faisait féroce : « L'esprit révolutionnaire a disparu chez tous, dirigeants, cadres et militants, pour laisser place à l'embourgeoisement, à la bureaucratie et à l'arrivisme. La fraternité algérienne a cédé la place à la course aux honneurs, aux rivalités, à l'esprit de clan et de région. Le dégoût et le découragement se sont emparés des meilleurs. »

La situation extérieure n'était pas envisagée avec plus d'optimisme : l'intérêt international pour la révolution algérienne se refroidissait. Le monde, tout comme l'Algérie, s'habituait à la guerre. L'aide des pays amis était appréciée « à sa juste valeur » : en dehors des manifestations « rituelles » afro-asiatiques aucune intervention efficace ne se produisait pour venir en aide à Algérie. La victoire à l'O.N.U. — inscription du problème algérien à l'ordre du jour — n'avait été suivie que par des « résolutions platoniques ».

Quant aux « pays frères » ils n'étaient pas mieux servis. Les pays arabes n'arrivant pas à se débarrasser de leurs contradictions ne parvenaient pas plus à s'unir autour de la cause algérienne. Malgré une aide morale et matérielle, leur action diplomatique ne dépassait pas les motions « nègre-blanc » de l'O.N.U. Selon Ouamrane, le Maroc et la Tunisie considéraient l'Algérie comme un pays « mineur ou incapable » et s'en servaient comme épouvantail et moyen de chantage à l'égard de la France !

« Notre lutte a abouti à l'indépendance de deux pays frères, écrivait-il, notre *carence politique* la consolide à notre détriment car, pour l'heure, les gouvernements de la Tunisie et du Maroc s'ingénient à nous faire patienter. »

La critique de la politique du F.L.N. à l'égard du bloc occidental n'était pas moins vive : « Avec ce bloc, nous en sommes encore aux appels aux grands principes de liberté et de démocratie, principes auxquels nous sommes sans doute les derniers à croire. Sortis des principes, nous passons à la menace gratuite et sans suite. »

Le colonel en colère reprochait vivement au C.C.E. d'avoir négligé le bloc soviétique et de n'avoir pas pratiqué plus tôt une politique de balance « qui a parfaitement réussi à divers pays ».

La politique avec la France était aussi sévèrement jugée : « À une politique effectivement révolutionnaire nous avons préféré le verbiage pseudo-révolutionnaire, l'extrémisme et l'intransigeance de positions figées. Nous nous sommes fourvoyés dans l'impasse du préalable en exigeant pour ainsi dire la capitulation de la France. »

Ouamrane préconisait certaines initiatives destinées à sortir la révolution du marécage politique où elle s'enlisait lentement :

• Proclamation rapide d'un gouvernement provisoire sans attendre la consolidation du régime De Gaulle. Ce gouvernement permettra au F.L.N. de se présenter à l'O.N.U. avec « du nouveau » ;

• Proclamation de l'indépendance « que nous demandons à tous sauf à nous-mêmes » ;

• Changement de style diplomatique. « Assez de pleurnicheries. Jouer la politique de balance entre l'Est et l'Ouest » ;

• Préparation d'un deuxième front (politique d'attentats) en France en cas de guerre intensifiée par De Gaulle. Recherche de moyens puissants pour frapper brutalement les

points sensibles de l'économie française.

« La situation est grave mais non désespérée, concluait Ouamrane, elle rappelle dans une certaine mesure celle de 1954 où des dirigeants des mouvements nationalistes se disputaient les honneurs et rejetaient les responsabilités... Il est temps, juste temps de nous ressaisir. Aujourd'hui, le destin de l'Algérie est entre nos mains. Nous en serons les *libérateurs* ou les *assassins*. »

En écrivant ce rapport, Ouamrane ne pensait pas faire œuvre originale. Beaucoup des problèmes qu'il soulevait préoccupaient depuis longtemps certains des membres du C.C.E., mais il souhaitait les porter à l'ordre du jour, les faire discuter plutôt que de les laisser à l'état de vœux pieux que nombre des « politiques » du C.C.E., écrasés par la puissance et la personnalité des 3 B, n'osaient même pas émettre.

Ce rapport atteignit son but. La direction du Front appliqua dans les semaines qui suivirent les principales « résolutions » préconisées par Ouamrane : le terrorisme fit son apparition en métropole, des délégations « prospectèrent » les pays de l'Est et même la Chine, le Front abandonna le préalable de l'indépendance, la nouvelle fut annoncée par le président du gouvernement provisoire de la République algérienne enfin constitué. Ouamrane n'en faisait pas partie !

Ce 4 juin 1958, une marée tricolore avait submergé Alger. Débauche de bleu, de blanc, de rouge. Des immenses étendards qui drapaient les façades officielles aux simples drapeaux ornant chaque fenêtre de chaque appartement, la Ville blanche semblait avoir perdu toute mesure. Elle avait déversé sur ses trottoirs devenus trop étroits la foule passionnée des grands jours. Là aussi le tricolore dominait, vagues de petits drapeaux agités frénétiquement, bruissement éclatant sous le soleil de printemps. La bourgeoise rue Michelet se donnait même des airs de Broadway en liesse.

« Le voilà... Le voilà... »

Millions de confetti, annuaires déchirés menu, drapeaux de papier, tracts tricolores ; neige joyeuse qui dégringolait en virevoltant des immeubles cossus sur le cortège officiel. Précédé de douze motards, debout dans la Hotchkiss décapotable, le général De Gaulle, en uniforme kaki sans autre décoration que l'insigne des Français libres, saluait inlassablement.

« De Gaulle De Gaulle..., scandait le peuple. Algérie française... Vive De Gaulle... »

Alger hystérique, folle de bonheur, ivre de joie, découvrant le visage de l'homme qu'elle venait de porter au pouvoir, lui criait sa confiance, son amour sans pudeur ni retenue. À la méditerranéenne. On l'aimait, il était là, il fallait qu'il le sache. Ce nom qui n'avait jamais soulevé l'enthousiasme d'Alger aux heures les plus glorieuses de la guerre et de la Libération, devenait par la grâce de la révolution du 13 Mai le symbole d'unité retrouvée, d'Algérie à jamais française, d'avenir désormais dégagé de nuées menaçantes. De Maison-Blanche à Alger, au coude à coude, les soldats du contingent, contenaient à grand-peine les centaines de milliers d'Algérois venus crier leur enthousiasme, leur reconnaissance à celui que déjà on appelait l'Homme du 13 Mai, oubliant celui du 18 Juin.

C'est devant le monument aux morts, sur ce plateau des Glières d'où tout était parti trois semaines auparavant, qu'Alger put s'apercevoir combien le visage de l'homme en

kaki, saluant immobile le drapeau incliné devant lui, était différent de celui reproduit sur les pancartes, les façades, les vitrines. Des photos de juin 40 avaient servi aux artistes amateurs et dix-huit ans avaient passé. Sous le képi les tempes avaient blanchi, le visage s'était empâté, le menton affaissé, mais au fond des cratères bistres, sous les paupières lourdes et fripées, le regard était aussi vif, aussi résolu. La tourmente avait fait sortir l'homme de sa retraite, il se présentait au rendez-vous de l'Histoire, ferme et décidé. À peine était-il apparu qu'à ses côtés Salan, les épaules étoilées, les dix rangs de « bananes » plaqués sur là poitrine, Massu, le béret amarante farouchement incliné sur l'œil, la taille bien prise dans la tenue léopard, Delbecque en « jeune cadre » et Lagaillarde provincial dans son costume sombre, bref, les héros du 13 Mai semblaient écrasés, rejetés dans l'ombre par sa présence. Après la minute de silence, après une *Marseillaise* vibrante d'hommages contenus ce fut le face-à-face, le tête-à-tête De Gaulle-Alger. Tournant le dos aux chevaux de pierre du monument, écartant d'un geste brusque les galons, les étoiles, les vestons sombres et officiels qui s'empressaient autour de lui, De Gaulle se tourna vers cette foule immense, bariolée, frémissante, qui s'étendait jusqu'au Front-de-Mer et, levant les deux bras vers le ciel, les poings fermés, il la salua. L'ovation éclata comme un long cri d'amour, répercutée, amplifiée par les façades ocre du plateau des Glières, balayant comme un raz de marée les préjugés, les préventions, la défiance des mouvements activistes à l'égard du général. Le peuple d'Alger s'offrait à celui qui le libérait enfin de ses cauchemars.

L'enthousiasme populaire, la ferveur souriante qui se lisait sur ces visages tendus vers celui qui supportait leurs espoirs contrastaient singulièrement avec les physionomies glacées de la plupart des hommes qui entouraient le général. Déjà ceux qui avaient été les artisans du 13 Mai se sentaient floués. Non seulement De Gaulle avait accueilli au sein de son gouvernement qui devait être de « salut public » des représentants du « système » détesté, mais — comble de provocation — il s'était fait accompagner par deux d'entre eux : Max Lejeune et Louis Jacquinot. Pourquoi pas Guy Mollet ?

Les hommes du 13 Mai qui suivaient De Gaulle pas à pas ne pouvaient manquer de remarquer le visage fermé de Jacques Soustelle, dissimulé derrière des lunettes noires, et la froideur du président à son égard. Les « Vive Soustelle » au moins aussi nombreux que les « Vive De Gaulle » semblaient l'embarrasser d'autant plus qu'ils provoquaient l'agacement manifeste du général. Au moment du départ vers le palais d'Été, ils redoublèrent. Sans se gêner le moins du monde, De Gaulle, se penchant vers Max Lejeune, lâcha : « Ils commencent à me faire chier... » Le ciel d'Alger était bleu mais le baromètre politique à la tempête !

Le colonel qui surprit cette réplique de corps de garde pensa alors que ceux de ses camarades qui croyaient pouvoir « défaire De Gaulle comme ils l'avaient fait » se trompaient lourdement.

Dès le début de l'après-midi le général De Gaulle, avant de s'adresser à la population, montra à ceux qui en doutaient encore qu'il était le patron et n'entendait en rien partager ses pouvoirs ni permettre à quiconque de le « conseiller » sur la politique qu'il s'était fixée. Il choisit d'en faire la démonstration devant le Comité de salut public qu'il reçut à 15 heures au palais d'Été après avoir déjeuné avec certains de ses membres les plus influents. Des bruits alarmistes venaient de Paris où — de source bien informée — on pensait que le général voulait dissoudre les comités à brève échéance.

L’information avait provoqué un beau chahut au sein du C.S.P. l’Alger.

On tenait De Gaulle, il fallait lui demander des comptes. C’est à Massu, président du comité, qu’échut ce douloureux honneur !

De Gaulle attentif, le nez chaussé de ses grosses lunettes, les pouces accrochés aux poches poitrine de son uniforme, regardait avec intérêt ce général, compagnon de la Libération, fidèle de toujours, se faire l'interprète d’un Comité qui entendait poursuivre, le calme revenu, le rôle essentiel joué pendant les heures chaudes des trois dernières semaines. La diplomatie n’étant pas le fort de Massu, c’est avec une franchise brutale qu’il expliqua au général ce que représentait le C.S.P. :

« Mon général, vous avez devant vous une équipe de patriotes comprenant des civils de toutes les catégories, des militaires de toutes les armes, des chrétiens et des musulmans. » Puis il expliqua — pensant à l’étiquette de général factieux qu’il avait partagée avec Salan — pourquoi il avait jugé de son devoir de « cautionner pour l’endiguer l’émeute grandissante du 13 mai, en prenant la tête du Comité de salut public ». Cela c’était le plus facile, « l’explication de faits bien connus »... Restait maintenant la partie « conseils ». Massu se lança :

« Le Comité souhaite, mon général, que vous vous prononciez sur l’intégration de tous les habitants de l’Algérie et du Sahara à la nation française dans l’égalité pour chacun des droits et des devoirs. Il émet le vœu que soient éliminés les hommes du “système” et que les comités de salut public servent de support d’action dans la révolution à entreprendre. »

De Gaulle hochait la tête, pensif. À ses côtés, Soustelle, massif et impénétrable, semblait enfoncer davantage sa tête dans les épaules.

« Je ne vous blâme pas, dit le général, vous autres, membres du Comité, avez été le torrent, et vous, Massu, la digue. Je vous approuve, Massu, d’avoir su discerner le vœu du peuple et de l’armée. » Puis se tournant vers Soustelle :

« Quant à vous, Soustelle, vous fûtes l’âme politique au sens noble du mot. »

Après cette avalanche de compliments, il assena :

« L’Algérie, c’est moi... »

Puis se reprenant r

« Le ministre de l’Algérie, c’est moi, et j’ai délégué mes pouvoirs au général Salan. »

Donc le commandant en chef conserverait sous De Gaulle les pouvoirs civils et militaires confiés par Pflimlin !

Le Gaulle terminait : « Quant à mon ami Soustelle, ce sera pour la suite. »

Le Comité applaudit frénétiquement. Soustelle, sans aucun doute, serait ministre, la liste n’était pas close. Bien des espoirs restaient permis.

« Eh bien, messieurs, je vous salue. »

Et le général quitta le salon.

« Et l’intégration ? Et l’avenir du Comité ? glissa l’un des membres à son voisin. Il n’en a rien dit.

— Il « se » réserve les révélations pour le « Foron ». C’est un malin ! Je te l’ai toujours dit ! »

« Je vous ai compris... »

La foule explosa. Il était 19 heures. Depuis trois heures, cent mille personnes, peut-être cent cinquante mille, allez savoir, avaient envahi le Forum, les escaliers géants, les jardins. Chaque fenêtre des immeubles ocre qui faisaient face au G.G. était prise d'assaut par les voisins, les amis des locataires privilégiés. Six rangs de parachutistes, dix rangs de soldats et gardes mobiles séparaient la foule compacte du G.G. Au balcon historique du premier étage tendu d'un immense drapeau tricolore, De Gaulle venait d'apparaître. Pour la première fois il s'adressait au peuple d'Alger qui « l'avait appelé au pouvoir ». Des centaines de haut-parleurs répercutaient cette voix aux accents rauques et profonds jusque dans les rues avoisinantes où coulait une lave humaine en fusion. Au balcon, entourant De Gaulle, Soustelle et les hommes du 13 Mai étaient extraordinairement attentifs. L'heure de vérité avait sonné.

« Je vous ai compris, s'écria De Gaulle. Je sais ce qui s'est passé ici. Je vois ce que vous avez voulu faire. Je vois que la route que vous avez ouverte en Algérie c'est celle de la rénovation et de la fraternité. »

Les échos du discours, les ovations de la foule parvenaient, assourdis, aux oreilles des deux ministres Max Lejeune et Louis Jacquinot, écumants de rage, enfermés dans un bureau proche par le capitaine Graziani !

« Vous au balcon, auprès de lui, leur avait-il dit, pas question ! » Et il avait fermé la porte à clef ! Il n'était pas possible que « l'ivraie du système » parût au balcon du « renouveau »...

« Je dis rénovation à tous égards, poursuivait le général. Mais très justement vous avez voulu que celle-ci commence par le commencement, c'est-à-dire par nos institutions, et c'est pourquoi me voilà. Et je dis la fraternité parce que vous offrez ce spectacle magnifique d'hommes qui, d'un bout à l'autre, quelle que soit leur communauté, communient dans la même ardeur et se tiennent par la main. Eh bien ! de tout cela je prends acte au nom de la France et je déclare qu'à partir d'aujourd'hui la France considère que dans toute l'Algérie il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants : il n'y a que des Français à part entière, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. »

Sur le balcon les visages « officiels » se détendaient. « Il » ne parlait pas d'intégration, mais d'égalité de droits et de devoirs... c'était pareil.

Alger applaudit à grands cris cette égalité des deux communautés, ce collège unique si souvent et si âprement refusé. De Gaulle passa alors au « concret ».

« Français à part entière, *dans un seul et même collège,* nous allons le montrer pas plus tard que dans trois mois, dans l'occasion solennelle où tous les Français, y compris les dix millions de Français d'Algérie, auront à décider de leur propre destin. »

Commentant cette consultation prochaine, le général De Gaulle fit allusion aux rebelles qui depuis près de quatre ans avaient déclenché la révolution.

« Puissent-ils même y participer, ceux qui par désespoir ont cru devoir mener sur ce sol un combat dont je reconnais, moi, qu'il est courageux — car le courage ne manque pas sur la terre d'Algérie —, qu'il est courageux, mais qu'il n'en est pas moins cruel et fratricide.

« Moi, De Gaulle, à ceux-là j'ouvre les portes de la réconciliation.

« Jamais plus qu'ici et jamais plus que ce soir, je n'ai compris combien c'est beau, combien c'est grand, combien c'est généreux... »

Un temps.

« ... la France !

« Vive la République ! Vive la France ! »

Une nouvelle fois, salué par les hurlements d'une foule enthousiaste, le général dressa ses deux bras en V. La foule lui répondit, agitant au-dessus des têtes une forêt de doigts faisant eux aussi le signe de la victoire.

Puis De Gaulle rentra dans le bureau du premier étage où, des yeux, il chercha Max Lejeune et Jacquinot dans la foule qui s'y pressait. Apprenant la mésaventure de ses ministres, De Gaulle pâlit. Ses lèvres se serrèrent.

« Massu !

— Oui, mon général ?

— Qu'est-ce que c'est que ce bordel ? On arrête mes ministres ! »

Et Massu, penaud, reçut une volée de bois vert. Il fit immédiatement « relâcher » les ministres. Les colonels assistant à la scène comprirent dès cet instant qu'il risquait d'y avoir « quelque chose de changé » dans les rapports entre Paris et Alger. De Gaulle ne semblait pas apprécier que l'on prenne des décisions à sa place !

Si le peuple d'Alger avait exprimé son enthousiasme au discours du général, il n'en était pas de même au sein du C.S.P., où une sourde crainte commençait à se manifester. Le discours du Forum était pour le moins elliptique et on s'attachait plus à relever ce qui ne s'y trouvait pas que ce qui pouvait paraître positif. De Gaulle n'avait pas prononcé le mot d'intégration, ni ceux d'Algérie française. Il annonçait des élections, mais à quel sujet. Référendum ? Elections législatives ? Le collège unique c'était l'intégration, mais celle que les plus activistes des membres du C.S.P. redoutaient par-dessus tout : celle des Algériens aux Européens. L'intégration de l'Algérie à la France, De Gaulle n'en avait dit mot.

La suite du voyage — triomphal de bout en bout — devait apporter quelques précisions. Les Français, y compris les musulmans, devaient se prononcer en septembre sur la nouvelle Constitution proposée par De Gaulle au pays. Ensuite auraient lieu des élections législatives. Quant au reste... c'était le « bleu » le plus complet. Les optimistes soulignaient que De Gaulle avait enfin crié Algérie française à la fin de son discours à Mostaganem. La fraction des « non gaullistes » préférait ne pas « prendre des vessies pour des lanternes » et ne pas s'abuser sur la portée d'une exclamation provoquée par l'enthousiasme de la population en majorité musulmane.

L'attitude du général De Gaulle semblait si inquiétante à certains que Léon Delbecque, « inventeur » de De Gaulle à Alger, décida de « marquer un coup d'arrêt ». Le lendemain du « je vous ai compris », la population d'Alger, stupéfaite, entendait le vice-président du C.S.P. annoncer à la radio :

« Depuis hier l'arbitre national est parmi nous... Union nationale derrière le général De Gaulle dans un gouvernement de salut public, bien. Mais pas à n'importe quel prix ! Or nous avons l'impression que certains veulent nous rejeter... Princes du « système » ne comptez pas étouffer la révolution car nous n'avons pas franchi le Rubicon pour y pêcher à la ligne. Nous irons jusqu'au bout de ce que nous avons entrepris le 13 mai... »

De Gaulle, furieux, convoqua Delbecque. L'engueulade privée ne suffit pas au général qui donna publiquement la réponse à la question posée la veille par Massu sur le rôle des comités de salut public. À la préfecture d'Oran, le. 6 juin, le président du Conseil sonna devant leurs représentants le glas des espoirs des C.S.P.

« Il ne leur appartient pas de se substituer aux autorités ni d'empiéter sur leurs attributions... Pas un seul d'entre vous ne voit à quel point l'autorité doit être incontestée ici... Vous n'allez pas continuer à faire la révolution. Ce que vous avez à faire c'est acquérir les esprits à l'unité nationale, à la réforme française, à l'appui au général De Gaulle*, sans d'ailleurs lui forcer la main...* »

Clair, net, précis... cette fois les « révolutionnaires du 13 Mai » voyaient se dessiner leur avenir : rentrer dans le rang. De Gaulle comptait sur l'armée pour gouverner l'Algérie puisqu'il n'était pas possible, trois semaines après l'explosion du 13 mai, de rétablir une administration civile régulière. Salan reçut officiellement la charge et les attributions de délégué général du gouvernement ainsi que le titre de commandant en chef des forces en Algérie. Dans le courant du mois de juin les fonctions administratives furent confiées à l'armée. Allard devenait superpréfet d'Alger dont Massu était préfet. La police restait aux mains de Godard. Le 28 juin une série de décrets déterminait « les conditions dans lesquelles l'autorité militaire devait exercer à *titre provisoire,* les pouvoirs normalement départis à l'autorité civile ».

Désormais, l'armée possédait officiellement des pouvoirs qu'elle détenait en fait depuis janvier 1957. Mais cette fois il y avait à Paris un patron qui venait en trois jours et une dizaine de discours, allocutions et conversations « à bâtons rompus », de montrer qu'il ne « se laisserait pas marcher sur les pieds... »

Les C.S.P. désamorcés, l'armée à la botte... De Gaulle était le maître.

Un homme ne se faisait guère d'illusions sur l'intégration telle qu'on la criait sur les places publiques ou qu'on la réclamait dans les programmes activistes civils ou militaires « vivement conseillés » au général De Gaulle. Cet homme s'appelait Mahdi Belhaddad et il était le *seul* sous-préfet musulman de l'administration française.

C'est Maurice Papon, préfet de Constantine sous Lacoste, qui, ayant remarqué ce fonctionnaire, l'avait imposé à son cabinet au grand dam des militaires.

Pourtant, Mahdi Belhaddad avait un passé éloquent : quarante ans, mutilé de guerre, amputé d'un bras « au service de la patrie », officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, caïd des services civils. Jusque-là ça allait. Sa nomination comme sous-préfet hors cadre en mars 1957 et surtout le rôle qu'il était appelé à jouer comme chargé de mission au cabinet de Maurice Papon avaient déchaîné les jalousies. Les militaires battaient froid à ce fonctionnaire qui avait alerté son patron sur le scandale de la cité Ameziane, camp ultra-secret, où le commandant R..., officier de la plus basse espèce, qui sera traduit devant les tribunaux après les Barricades, torturait les prisonniers et les « suspects » raflés dans la région. Belhaddad, Kabyle bien que né dans l'arrondissement de Batna dans l'Aurès, était outré de voir combien les pouvoirs dévolus aux civils étaient faibles par rapport à ceux des militaires. La situation était telle, depuis que Lacoste avait remis à Alger les pouvoirs de police aux militaires, que des hommes comme Papon ou Belhaddad n'osaient se rendre au centre de torture de la cité Ameziane. S'ils y allaient et que, le lendemain les tortures continuaient — ce qui était certain —, ils les « couvraient » de leur présence ! Au cabinet de Maurice Papon, Belhaddad était chargé de maintenir le contact avec la population musulmane et aussi avec ceux qui eux-mêmes étaient en relation avec le Front. Le préfet attachait beaucoup d'importance à cette

mission en une période où la population de l’Est algérien, déracinée par la politique des regroupements, était ballottée. Belhaddad expliquait que naturellement la population était contre ces regroupements mais Papon, devant jeter du lest aux militaires, était parvenu à « couper la poire en deux » et à regrouper les habitants non loin de leurs champs.

Imposé par Papon, Belhaddad assistait à toutes les réunions secrètes civilo-militaires. Le préfet ne manquait jamais de lui demander son avis avant de conclure. Les militaires, eux, limitaient leur contact avec le sous-préfet musulman à « bonjour — bonsoir, monsieur le sous-préfet », tout en ne manquant pas d’exploiter ce que Belhaddad appelait une malhonnêteté : « Vous voyez bien que nous avons les musulmans avec nous... vous voyez bien que nous sommes libéraux... la preuve : M. Belhaddad est né à Chiz, il est musulman. Et sous-préfet ! » Il était devenu l’introuvable.

Puis Papon, quittant Constantine, fut remplacé par le préfet Chapel. Celui-ci, au 13 mai, ne voulant pas se dessaisir des pouvoirs que la République lui avait confiés, fut « expulsé » dans le même avion que Paul Teitgen. Belhaddad, sous-préfet, ayant adopté la même attitude, subit le même sort sur l’ordre du général Gilles qui — le 13 Mai ayant enfin « réussi » — détenait les pouvoirs civils et militaires.

Et puis ce fut le « grand élan » de la *fraternisation* et Gilles « rattrapa » de justesse Belhaddad à l’aérodrome de Télergma. Il fallait un Algérien de service ! Et un sous-préfet rehausserait le décor ! À Constantine, où quarante mille Européens se trouvaient face à deux cent dix mille musulmans, la fraternisation ne dépassa pas le stade de la petite manifestation « du bout des lèvres ». Le rôle de Belhaddad n’en devenait que plus important aux yeux des militaires.

Belhaddad, sous-préfet, citoyen français, profondément attaché à la France, ne croyait pas à la fraternisation subite que l’Algérie « militaire » voulait faire avaler au monde. Et pourtant, cette fraternisation, il la désirait de toute son âme. Mais l’approche des problèmes n’était pas la même. Lui souhaitait une solution humaine et politique en fonction des aspirations. Les militaires à qui il s’ouvrait du problème répondaient : « Retour au calme d’abord. On discutera après. »

Ne voulant pas cautionner par sa présence ce qui à ses yeux constituait une escroquerie, Belhaddad fut une nouvelle fois jugé indésirable à Constantine. Gilles l'envoya « en mission » auprès du général Gandoet à Sétif !

Des « Arabes représentatifs », c'est bien, mais s’ils se mettent à discuter, où va-t-on ?

Et ce fut la tournée de De Gaulle. Après Alger, le 4 juin, le général visita, le 5, Constantine et Bône. Gilles fit revenir Belhaddad « pour l'exhiber au général », comme me le raconta le préfet des années plus tard.

« Mon général, voici M. Belhaddad, sous-préfet hors cadre. »

Et il ajouta en aparté : « Sous-préfet musulman...

— Content de vous voir, monsieur le sous-préfet ».

On se serra la main et au suivant. On l’avait montré et l’on pouvait le remettre dans sa boîte. Ce que Gilles et les militaires de l’Est algérien ignoraient c’est que le colonel de Boissieu, gendre du général De Gaulle, qui commandait à Châteaudun-du-Rhumel, avait été alerté par Papon, devenu préfet de police à Paris, sur la situation du sous-préfet Belhaddad. Et Boissieu avait glissé au sous-préfet :

« Ne vous inquiétez plus, le général est au courant. Il va s’occuper de vous. »

La nomination de Mahdi Belhaddad, fonctionnaire musulman, à la tête de la sous-

préfecture d'Aïn-Beïda éclata comme une bombe et provoqua une levée de boucliers significative de la façon dont on entendait mener l'intégration en Algérie.

Le 5 août, le lieutenant-colonel de Parcevaux, chargé des pouvoirs civils et militaires à Aïn-Beïda, ouvrit le feu. Dans une lettre adressée au général Gilles, il reprit les arguments fournis par un bachagha, Benbouzid, selon lesquels la nomination de Belhaddad provoquait de « fâcheuses » réactions parmi la population musulmane locale — « des Chaouïas orgueilleux et particularistes » — qui voyait d'un œil défavorable l'arrivée d'un Kabyle qu'elle sous-estimait ! Le lieutenant-colonel de Parcevaux convenait tout de même que « certains notables se féliciteraient de l'arrivée de ce sous-préfet musulman dont ils espéraient protection ». Mais, bien sûr, ces notables étaient d'un « loyalisme indécis ». Le rapport ajoutait : « L'ascension rapide de M. Belhaddad aux fonctions de sous-préfet a, bien entendu, donné lieu à des commentaires empreints de jalousie. » Parcevaux concluait : « Pour mener la campagne du référendum dans de bonnes conditions, au sein d'une population toujours sensible, il importe que tout facteur de désunion soit écarté. C'est pourquoi, j'ai l'honneur de vous demander qu'un sous-préfet *européen*, soit affecté dans cet arrondissement délicat à administrer. » Avis partagé par le colonel Achte, adjoint au général commandant la zone Nord constantinois !

C'est ainsi que, revenant d'une cure au Mont-Dore, Belhaddad fut intercepté à Alger par un collègue, directeur de la D.S.T., sous-préfet auprès de Salan, qui, crispé, lui dit :

« Je suis gêné, mais j'ai une mission désagréable à remplir.

— De quoi s'agit-il ?

— Les militaires sont hostiles à votre installation. La prudence serait que vous abandonniez ! »

Belhaddad, qui n'était pas de nature à céder si facilement, surtout à l'heure de la fraternisation et des « citoyens à part entière », se présenta à Constantine au nouveau patron : le général Olié.

Belhaddad lui expliqua franchement la situation :

« Ces histoires de Kabyles et de Chaouïas sont un prétexte. On ne veut pas de moi à Aïn-Beïda parce que, depuis que je suis en poste à Constantine auprès de M. Papon, les militaires savent que j'ai un certain crédit auprès des maquis. Je suis un fonctionnaire fidèle mais pas un "beni-oui-oui". »

Avec le général Olié, qui « frayait » aussi peu que possible avec les « militaires du 13 Mai » l'affaire prit une nouvelle dimension. Deux inspecteurs généraux de l'administration dont un pied-noir furent envoyés en mission et posèrent la question essentielle : « Pourquoi le *seul* musulman sur les trente-sept sous-préfets est-il refusé par les militaires ? »

Aucun des responsables du secteur ne donnant de réponse satisfaisante, il se produisit pour la première fois ce fait impensable : Paris imposa son autorité aux militaires. Et les deux inspecteurs de l'administration prononcèrent devant le colonel d'Aïn-Beïda ces mots — oubliés en Algérie depuis des mois : « Nous avons pour mission de vous mettre en demeure — *de par l'autorité du président du Conseil* — d'installer M. Belhaddad à son poste de sous-préfet. »

L'installation se fit sans aucun apparat. Avec l'aide du général Olié, Belhaddad avait gagné, c'était l'essentiel. Mais la vindicte des milieux les plus activistes le poursuivra longtemps. Un rapport établi sur les premières semaines de ses fonctions officielles à

Aïn-Beïda donne le ton :

« Dès sa prise de fonctions dans la localité il s'est montré très distant avec les Européens de la région... Les relations qu'il entretient avec les notabilités françaises se situent exclusivement sur le plan administratif... Dès son arrivée il a opéré des remaniements au sein de ses services. C'est ainsi qu'au temps de son prédécesseur le service du chiffre avait été confié à un Européen. Il a nommé à sa place un musulman ! De nombreux jeunes musulmans ont d'autre part été embauchés bien que les familles de certains d'entre eux soient *plus ou moins* suspectes sur le plan national (!). Son nouveau chauffeur, Bouissi Brahim, très suspect, est connu des services de police de la ville (qui l'auraient même soumis à un examen de situation il y a un an environ) et son frère a fait l'objet d'une mesure d'internement administratif... »

On en était toujours au beau temps de la « bataille d'Alger » où la fiche d'un interné administratif portait : « Mohamed X..., horloger, *pourrait* fabriquer des mécanismes pour les bombes... »

On reprochera même au sous-préfet Belhaddad de n'avoir jamais été attaqué entre Constantine et Aïn-Beïda alors qu'il n'effectuait ses déplacements qu'« en la seule compagnie de son chauffeur et sans aucune escorte » !

Mais Belhaddad était à son poste. Il y avait vraiment quelque chose de changé en Algérie.

Les hommes avançaient, en file indienne, la MAT ou le fusil en travers des épaules sciées par le poids du sac. Le 3 était en opération depuis le 7 juillet dans la région de Djelfa. Un soleil de plomb dès 6 heures du matin puis, la nuit venue, le froid du désert tout proche. Un rêve ! Finies, les heures de folie bon enfant du 13 Mai ! Les « casquettes » avaient repris le djebel et celui-là n'était pas accueillant.

« Tu sais qu'ici c'est le pays des Ouled-Naïl, dit l'un des hommes de tête à son voisin.

— C'est quoi les Ouled-Naïl ?

— Des danseuses, très belles... et faciles !

— Dans ce pays, ça m'étonnerait.

— Non, c'est comme ça qu'elles constituent leur dot.

— On n'en a pas vu beaucoup. Et puis, tu veux que je te dise ? moi, je préfère les pépées d'Alger.

— Ah ! ça oui. Mais y a pas un 13 Mai tous les jours ! Bon Dieu ce que ça pue par là ! »

Une odeur épouvantable, douceâtre, sucrée, flottait à la sortie d'un thalweg où, au milieu des roches éboulées, s'accrochaient de maigres buissons. Dans ce relief tourmenté et discontinu la progression était difficile. Les épineux succédaient aux rochers. Et ce soleil qui mordait la nuque ! Jamais les hommes du 3 n'avaient plus apprécié les longues visières de leurs casquettes. Certaines, les plus anciennes, celles qui étaient délavées par la sueur, le sel, la poussière, avaient même les protège-nuque. Elles devaient provenir de vieux stocks allemands achetés par Bigeard lorsqu'il commandait le 3.

« Pas étonnant que ça pue. C'est bourré de macchabés ici ! »

Dans une sorte de clairière, cachés par les buissons, plusieurs dizaines de cadavres

gisaient face contre terre. Tous avaient les inains attachées derrière le dos.

« Des fells ?

— Va savoir ! »

Le chef de patrouille alerta immédiatement par radio le P.C. de Trinquier. Trois heures plus tard le charnier avait disparu, les cadavres en décomposition étaient enterrés. À un kilomètre à la ronde le 3 en avait découvert plus de trois cents ! Cette macabre découverte confirmait les informations selon lesquelles les troupes de Bellounis étaient en pleine révolte. Il était temps d’intervenir.

En un an, le « général Bellounis » avait considérablement augmenté ses forces. Après que le capitaine Combette eut « passé la main » aux services spéciaux français, c’est le 11e « choc » qui avait contrôlé les nouveaux ralliés. On n’avait rien négligé pour faire des troupes loqueteuses de Bellounis une unité qui puisse lutter contre le F.L.N. dans ce Sud où le manque d’effectifs se faisait cruellement sentir. Camions, matériel, armes, argent. Rien de trop beau pour Bellounis et ses M.N.A. ralliés qui avaient été montés en épingle par les services d’action psychologique. La « gueule » du général et celles de ses lieutenants s’étalaient sur les hebdomadaires à gros tirage, symbolisant ces ralliés devenus « les plus fidèles amis de la France ». Bellounis s’était placé à la tête de l’A.N.P.A., Armée nationale populaire algérienne. Le drapeau nationaliste flottait à côté du drapeau français. Qu’importait puisque l’ennemi commun était le F.L.N. ! Les troupes de l’ancien chef M.N.A. portèrent quelques coups à celles du Front mais bientôt il fallut se rendre à l’évidence : les bellounistes étaient noyautés. Si Haouès et Amar Driss — on l’a vu — étaient passés au F.L.N., ce qui n'empêcha pas Bellounis, fou d’orgueil, de devenir de plus en plus exigeant. Aux émissaires du G.G. il réclama, non plus la reconnaissance du commandement de ses forces — qui lui était acquise — mais celle de toutes les unités « dissidentes » en lutte contre le F.L.N. ! Puis l’extension de la politique menée dans sa zone à *toute l'Algérie*. Bref il se posait déjà en révolutionnaire-nationaliste-interlocuteur valable ! Les accrochages et les incidents avec les troupes de secteur se multiplièrent dès la fin de 1957. Les commandants d'unités du secteur Bou-Saada-Djelfa qui avaient ordre de ne pas se mêler des affaires bellounistes — domaine réservé au 11e « choc » et au général Par lange, grand patron des S.A.S. et chargé tout spécialement de l’affaire — accumulaient les rapports défavorables à l’expérience Bellounis. Plus préoccupé de rançonner la population des villages que d'attaquer les éléments F.L.N. de la wilaya 6, Bellounis échappait de plus en plus à la tutelle française. Au 13 Mai, ses troupes se trouvèrent partagées, certains voulaient rallier le F.L.N., d’autres s'intégrer totalement à l’armée française au sein des harkis. Bellounis sentant le danger décida un coup de poker. Il adressa un ultimatum à la France : ou on l'écoutait et on lui donnait satisfaction, ou il aurait le regret de reprendre la lutte contre la France. Comme au bon vieux temps du M.N.A. ! Et pour enlever toute velléité à ses hommes de rallier l’armée il en fit exécuter trois cents !

À Alger, devant les exigences de Bellounis sur lequel il était devenu impossible d’exercer le moindre contrôle on décida l'opération Djelfa : la liquidation pure et simple du « général » et de ses hommes ! C'est à cette opération que participait le 3e R.P.C. de Trinquier dont les hommes venaient de découvrir le premier charnier de Bellounis.

Trinquier n’était pas fâché de retrouver le djebel. La tournure que prenaient les événements à Alger ne lui disait rien qui vaille. Hostile à De Gaulle, il avait contribué à

le ramener au pouvoir. Favorable à la participation mulsumane, il devait convenir que ses « amis » du C.S.P. ne l'entendaient pas de cette oreille.

« De Gaulle voudrait faire entrer Farès dans son gouvernement, lui avait confié Salan, il me demande mon avis. Il faudrait que vous sondiez le C.S.P. pour que l'on se rende compte de la réaction d'Alger à cette éventualité. »

Trinquier, qui avait eu de longs entretiens à Paris avec Farès, défendit sa cause devant le C.S.P. L'opposition que le seul nom de Farès provoqua lui enleva toute illusion.

« Un vieux politicard pourri ! On n'a pas fait la révolution pour avoir "ça" au gouvernement. »

Après cette série de déceptions, le plus « politique » des colonels avait repris la piste, déçu et amer. Il avait espéré le grand coup de balai. Le pouvoir à l'armée, cela ne lui faisait pas peur. Au 13 Mai, il était décidé à tirer sur la 7e D.M.R. si on l'avait amenée pour reprendre le G.G. Et puis tout s'était gâté. Il avait entendu Mme Massu dire du général. « Je veux que mon mari soit le Leclerc de Soustelle. » C'était fichu. Soustelle venait d'être nommé simple ministre de l'Information et le patron c'était De Gaulle. Massu lui avait dit avant son départ pour Djelfa :

« De Gaulle pense au pouvoir depuis trente ans, nous on n'est pas prêts. »

Casser du fell ou du Bellounis, ça, Trinquier était prêt à le faire. Et il s'était lancé dans la bagarre avec ses léopards.

En cinq semaines et neuf opérations, le groupement de Trinquier, qui commandait outre le 3e R.P.C., un bataillon de la légion, un commando de l'air et une unité de Bou-Saada, fit éclater l'armée du « général » Bellounis dont on retrouvera le cadavre criblé de balles. Mais une fois de plus Trinquier était furieux. L'opération générale avait été menée trop lentement et de trop loin. *Le* bilan — compte tenu des moyens — était faible : 77 H.L.L.[12] dont 39 par le seul 3e R.P.C. Bellounis ayant liquidé avant sa mort ceux de ses hommes qui voulaient se rallier définitivement à la France c'est le F.L.N. qui allait récupérer les survivants ! Tout bénéfice !

L'affaire Bellounis, menée à coup de millions, à grand renfort de publicité et d'action psychologique dans les bureaux d'Alger se soldait par un échec complet. Tout comme l'affaire de l'« Oiseau bleu[13] » et l'aventure de Kobus. Celui-là au moins était resté fidèle. Ça ne lui avait pas porté chance !

Treize hommes du groupe Trinquier avaient payé de leur vie la liquidation de la mirifique affaire.

Trinquier de retour à Sidi-Ferruch conclut ainsi son rapport :

« La disparition du système Bellounis crée un vide. Il risque d'être comblé par le F.L.N. augmenté des bandes bellounistes qui ont échappé à notre action et qui vont rapidement bénéficier d'une infrastructure améliorant leur condition de vie.

» Quelques actes de terrorisme judicieusement exécutés peuvent rapidement obliger une population qui nous est favorable à changer de camp, si nous ne profitons pas de la situation actuelle pour assurer sa protection en l'organisant. »

L'organisation des populations était le dada de Trinquier. Sa maîtrise en ce domaine, si elle était inquiétante, avait porté ses fruits : sans organisation des populations pas d'applaudissements pour Lacoste, pas de D.P.U. au 13 mai, pas d'Arabes pour *fraterniser* sur le Forum. Mais Trinquier, en ville, faisait peur. Sur le terrain c'était autre chose, le 13 Mai n'avait rien changé. C'était toujours la guerre.

Francis Jeanson tourna dans une rue calme et bourgeoise, bordée d'immeubles cossus entre l'avenue de Neuilly et le bois de Boulogne.

« Tu vois, ils sont encore là. »

La jeune femme qui se trouvait à l'arrière de la voiture désigna du doigt une 15 CV Citroën noire arrêtée au bord du trottoir. À l'intérieur trois hommes fumaient.

« ... Les flics, dit Hélène Cuenat, assise auprès de Jeanson.

— Oui, on est coincés. »

La voiture de police stationnait devant l'entrée vitrée d'un immeuble luxueux. Au troisième étage, dans l'appartement d'un industriel ami, attendait une valise bourrée de billets de banque crasseux. Cinquante millions. La collecte de Lyon arrivée la veille.

« Il faut récupérer la valise, dit Jeanson. Apparemment ils n'ont que l'adresse et rien d'autres sinon la souricière nous attendrait au troisième. Je vais te déposer dans une rue voisine. Hélène et moi on va essayer de les attirer un peu plus loin. Si nous réussissons, profite de leur absence pour sortir la valise et filer. Bonne chance. »

Après avoir déposé la jeune femme, Jeanson, dont la voiture était immatriculée en Belgique, revint rôder dans la rue. Il s'arrêta presque devant l'immeuble, près des policiers dont il distinguait les visages à travers les glaces des portières. Hélène et lui jouaient aux touristes qui ne retrouvent plus une adresse. Lorsqu'ils furent persuadés que les inspecteurs commençaient à se passionner pour leur manège, Jeanson démarra brusquement et vint se ranger dans une allée du Bois où les policiers ne pouvaient manquer de les découvrir. Dans son rétroviseur, il vit la Citroën noire se lancer à sa poursuite puis s'arrêter à quelques dizaines de mètres de la voiture.

« Tu joues avec le feu, dit Hélène, s'ils te reconnaissaient !

— Mais non. Mes papiers sont en règle. Je suis un industriel belge au-dessus de tout soupçon. »

Il jeta un coup d'œil dans le rétroviseur. Deux inspecteurs sortaient de la Citroën.

« Ils viennent, Hélène. Colle-toi contre moi, on va jouer aux amoureux. »

Et, souriant, il ajouta :

« C'est pour la cause ! »

Lorsque les policiers approchèrent, ils ne virent dans la voiture que deux amoureux qui s'embrassaient furieusement. Prenant un air dégagé ils s'éloignèrent du pas de promeneurs désœuvrés et regagnèrent leur véhicule.

« Ça va, dit Jeanson, mais ils continuent de nous observer.

— Alors, continuons de flirter ! »

Au bout de vingt minutes, lassés de jouer les voyeurs, les policiers démarrèrent. Ils allaient reprendre leur faction devant l'immeuble bourgeois.

« La petite a eu le temps de prendre la valise et de se sauver, dit Hélène Cuenat.

— C'est sûr. Mais on a eu chaud. Je te dépose chez Dominique, avenue de Madrid, j'ai un rendez-vous dans trois quarts d'heure dans le XVe. »

Depuis octobre 1957, Francis Jeanson, intellectuel, écrivain connu, collaborateur à la direction littéraire des éditions du Seuil, vivait dans la clandestinité. Grâce à lui et au réseau qu'il avait constitué, la Fédération de France du F.L.N. avait réussi à s'implanter solidement en métropole et à prendre en main cette formidable masse de manœuvre financière et politique que représentaient les quatre cent mille travailleurs algériens établis entre Lille et Marseille.

Pour Francis Jeanson— professeur, ami de Jean-Paul Sartre — tout avait commencé lorsqu’il avait publié *l’Algérie hors la loi* en 1955, utilisant pour ce livre — écrit avec sa femme Colette — sa connaissance de l’Algérie et surtout les multiples interviews de nationalistes algériens dont il était devenu l’ami. Il fut ainsi en relation avec le docteur Chaulet et son beau-frère Salah Louanchi. Lorsque celui-ci arriva en compagnie de Lebjaoui dont il était le second, il contacta Jeanson puis lui demanda de plus en plus de services : trouver un appartement, transporter une valise, des fonds. Bientôt Jeanson ne suffit plus. Lebjaoui envoyé par Abane en janvier 1957 pour mettre sur pied la Fédération de France décimée par l’arrestation de Terbouche[14] avait rapidement obtenu des succès importants qui se traduisirent par un nombre de plus en plus grand de gens à cacher, de valises de fonds à transporter. Jeanson contacta alors quelques amis et relations dont il supposait qu’ils puissent accepter ce travail. Lorsque Lebjaoui fut arrêté avec Louanchi, Taleb Ahmed — futur ministre de l’Education — et les membres du Comité, la fédération représentait trois mille membres et plusieurs milliers de cotisants. Lebjaoui avait créé l’A.G.T.A. (Amicale générale des travailleurs algériens) et l’A.G.C.A. (A.G. des commerçants algériens), amicales autorisées par la loi mais entièrement contrôlées par le F.L.N. En outre il avait réussi à faire respecter une grève de huit jours — « pendant » métropolitain de la grève insurrectionnelle d’Alger — qui avait démontré à la métropole, et en particulier à la presse, la représentativité du F.L.N. La France était désormais découpée en sept wilayas : Nord, Nancy, Bordeaux, Lyon, Marseille, Toulouse, Paris. Devant ce début d’organisation subversive la réaction policière ne s’était pas fait attendre. Fin février Lebjaoui, Louanchi et le Comité fédéral étaient arrêtés. Parmi les dirigeants ne restaient en liberté que Boumendjel — dont on connaît déjà les rapports avec le journaliste autrichien Arthur Rosenberg —, Boulharouf, un ancien centraliste, et Pedro, cousin de M'hamed Yazid, représentant du F.L.N. à l’O.N.U. C'est vers Francis Jeanson qu'ils se tournèrent, demandant encore. plus d’aide que ne l’avait fait jusque-là Salah Louanchi.

Le réseau Jeanson, car c’était véritablement devenu un réseau, comportait à ce moment quarante personnes recrutées personnellement par l'écrivain. Vivant surtout dans un milieu intellectuel c’est dans cette direction qu'il avait orienté sa « prospection » : professeurs, journalistes, grands patrons des hôpitaux. Ces gens rencontrés au hasard de conférences et discrètement sondés, lui paraissaient le fin du fin au point de vue sécurité. Pendant cette première période Jeanson fit le chauffeur de taxi, menant des responsables d'un point à l'autre de Paris pour leur épargner les rafles qui se faisaient plus nombreuses et qui visaient les « visages bronzés et les cheveux bruns frisés ». Cette « chasse au faciès » était devenue dans toutes les villes de France le principal péril auquel les dirigeants de la Fédération aient à faire face. Le rôle de Francis Jeanson était en outre de trouver des refuges non seulement pour la totalité des membres du bureau fédéral — tous recherchés —, mais encore pour tous les responsables de passage à Paris. Pour d’évidentes raisons de sécurité ces appartements devaient sans cesse être renouvelés. En trois ans, pour une vingtaine de personnes hébergées, Jeanson eut les clefs de trois cents appartements !

Hébergements, prête-noms, lieu de réunion ou planque pour l’argent, tels étaient les

services que rendait Jeanson à une Fédération de France encore balbutiante. Bien que n’ayant pas eu jusque-là de « pépin », le professeur sentait pourtant que son action ne pouvait se poursuivre sous cette forme. Les membres du Comité fédéral avaient trop tendance à utiliser ce qu’il leur fournissait en ordre dispersé et à vouloir exercer un contrôle sur lui. Jeanson était gêné par les Algériens qui, prenant beaucoup de précautions pour leur sécurité personnelle, ne « voyaient » pas très bien la situation des membres du réseau : soit qu’ils « en rajoutassent » sur les risques pris, soit — à l'inverse — qu’ils fissent accomplir des actions qui, si elles réussissaient une fois ou deux, ne pourraient éternellement se reproduire. Le chef du réseau d’aide avait « fait le plein » de ceux qui — par son intermédiaire — se mettaient à la disposition directe des Algériens. Il était impossible d’amplifier le recrutement s’il ne se faisait pas sur un plan strictement français. Il fallait changer de méthode et éviter les interpénétrations entre F.L.N. et réseau européen. Selon Jeanson, le Front ne devait pas savoir « chez qui » se trouvait telle valise, ni « chez qui » un tel allait loger. Que la valise soit planquée et le responsable hébergé était suffisant.

C’est en juillet 1957 avec l’arrivée en France du nouveau chef de la Fédération, Omar Boudaoud, nommé par le C.C.E., que le réseau Jeanson prit une extraordinaire ampleur.

Pourtant les relations entre Jeanson et Boudaoud avaient mal commencé. Le chef du réseau européen s’était déplacé pour accueillir en personne le nouveau patron de la Fédération en compagnie de Boulharouf et de Boumendjel. Peu sensible à cette attention, Boudaoud avait piqué une colère mémorable, engueulant effroyablement ses deux représentants :

« Jeanson est connu pour ses sympathies. On doit le surveiller. C'est d’une imprudence folle de l’utiliser pour nos contacts !

— Tu as peut-être raison, répondit Boulharouf, conciliant, mais attends quelques jours avant de décider. Vois et renseigne-toi.

— D’ailleurs, ajouta Jeanson, j’ai moi-même quelques réflexions à faire sur notre collaboration. »

Huit jours plus tard Boudaoud avait changé d’attitude. Jeanson et son réseau rendaient des services inappréciables. Dans les premiers jours d’août les deux hommes eurent une conversation de *mise au point*. Ils se rencontrèrent dans le luxueux appartement d’un ami, au coin du boulevard Exelmans et du quai Louis-Blériot. D’entrée de jeu, Boudaoud exprima son inquiétude.

« Te rends-tu compte, Francis ? Ça se passe bien actuellement mais tu sais et tu fais trop de choses. Tu as toutes les adresses des membres du Comité fédéral. Tu connais nos lieux de réunion, l’endroit où est planqué le fric, les filières de passage vers l’Espagne. Tu as en main la totalité des finances de la fédération et le moyen de leur faire gagner l’étranger. Si tu es arrêté, plus d’argent ! Et sans argent venu de France, la révolution ne vaut plus grand-chose. »

Boudaoud n’avait pas tort. On a vu la modicité de l’aide des « pays frères et amis ». Que la source française se tarisse et le C.C.E. se débattrait dans une situation dramatique. Sans argent, pas d’armes, pas de voyages, pas de représentation à l’étranger.

« Ce n’est ni normal ni prudent, conclut Boudaoud, même si ça rend des services. »

Jeanson partageait ce point de vue.

« Il y a deux choses différentes, Omar. Primo ce que j’organise moi-même. Secundo,

il y a les Français que je mets en rapport avec vous et que — il faut l'avouer —vous utilisez sans trop de prudence. Cela je ne veux plus le faire. Ça va aller mal un jour ou l'autre. Je te propose l'organisation stricte et radicale d'un réseau que je dirigerai personnellement et sur lequel vous n'aurez pas d'autres droits qu'un droit global. Donc plus de contacts particuliers, plus de missions personnelles. Vous nous demanderez telle chose, je la ferai accomplir sans que vous vous en mêliez et sans que vous sachiez qui est responsable de la mission et comment il s'y prend.

— Entendu. Votre action se limite à deux choses essentielles : transport et exportation de fonds et choix des refuges. »

Ces deux missions étaient vitales car la Fédération de France se développait à une allure vertigineuse. Le stade national était dépassé. Le mot d'ordre était désormais : « encadrer » tout Algérien où qu'il se trouve.

Le Comité fédéral responsable de la Fédération de France comprenait, outre le patron, Omar Boudaoud, qui coordonnait les différentes activités, Abdelkrim Souissi, chargé des rapports avec les syndicats et les étudiants, Ali Haroun, avocat spécialiste des questions de presse. Pedro, coordonnateur de l'organisation, et Saïd Bouaziz, chef de l'O.S. (Organisation spéciale) qui exécutait les missions de sabotage et d'attentat pouvant entraîner mort d'homme et s'occupait activement de la recherche des armes qui devaient équiper les membres des commandos de choc. Ces armes provenaient parfois de milieux politiques et étaient fournies individuellement par des anciens des maquis — principalement F.T.P. — sans que le parti soit concerné ; mais la source principale restait les truands algériens implantés à Paris, Lyon et Marseille, vigoureusement pris en main par le F.L.N. qui les avait « chargés » de la récupération d'armes par tous les moyens.

Le développement du quadrillage de la France, mis en place par Lebjaoui, devint la principale mission de Boudaoud. Il se déroulait selon un scénario immuable. Un hôtel « arabe » était repéré. Le Front y introduisait un « informateur » qui, sans se découvrir, renseignait ses chefs sur la mentalité des locataires, leur position à l'égard de la guerre d'indépendance, leur salaire, leur situation de famille. Puis, une nuit, un commando venu de l'extérieur de la localité ou d'un autre quartier de Paris ou de Lyon débarquait et tenait un « meeting volant ». Cette campagne d'information développait les thèmes de la lutte contre Messali et le M.N.A. — fort puissant en France —, de sa non-participation à la révolution, contrairement aux bruits qu'il faisait courir, et du rôle du Front tant en Algérie qu'à l'extérieur.

« C'est le Front qui mène la lutte, disait l'orateur du commando, il faut se ranger sous son autorité, il faut aussi l'aider par vos cotisations. »

Et on désignait un homme « pris au hasard » parmi les travailleurs pour représenter le Front au sein de la petite communauté algérienne de l'hôtel ou du baraquement. Bien sûr, le hasard faisait bien les choses et le délégué F.L.N. n'était autre que l'informateur introduit depuis plusieurs semaines. Puis le commando se retirait, sans risques puisque aucun de ses membres n'était connu dans le quartier où il opérait. Un contrôle était effectué une dizaine de jours plus tard. Et ce deuxième passage suffisait généralement à convaincre les réticents, qui étaient proprement « tabassés » ! En cas de dénonciation à la police ou au M.N.A. le délateur était impitoyablement abattu. Ce fut la grande période des « règlements de comptes entre Nord-Africains » qui firent les gros titres de la presse

métropolitaine avant de se retrouver expédiés en quatre lignes à la rubrique des faits divers.

À la fin de l'année 1957 toute la population nord-africaine de métropole était ainsi contrôlée, quadrillée, structurée en cellule, groupe, section, région, wilaya. Quatre cent mille travailleurs en France et près de cent cinquante mille en Allemagne que l'industrieux Boudaoud h'avait pas négligés. Le M.N.A. de Messali était décimé sauf dans le Nord et en Belgique où il restera jusqu'à la fin de la guerre un facteur de danger pour le F.L.N.

Chaque quartier où vivait une communauté nord-africaine était placé sous la surveillance constante d'un groupe de quatre ou cinq membres chargés d'identifier tout Algérien étranger au quartier. Des « choufs » placés en permanence aux endroits stratégiques donnaient l'alerte en cas de descente de police. Chaque café maure avait une lampe qu'on allumait ou éteignait — selon un code —, dès qu'un suspect se mêlait à la clientèle habituelle. Les responsables avaient en effet remarqué que chaque descente de police était précédée de la visite d'un mouchard. Les membres du commando étaient en outre habilités à régler les petits conflits locaux. C'est eux qui faisaient respecter le boycottage des bals et des boissons alcoolisées. Leur moyen de pression allait jusqu'à la raclée. S'il s'agissait de liquider un mouchard ou un récidiviste réfractaire à l'impôt c'est l'O.S., dépendant du Comité fédéral, qui entrait en action.

Les cotisations au F.L.N, fixées à 1 500 francs par mois par travailleur, passèrent, au début de 1958, à 3 000 francs. Dans les usines, les ouvriers remettaient directement leur cotisation au trésorier d'atelier qui les confiait lui-même au trésorier de l'entreprise. Le trésorier de région collectait le tout. Mais la police sut très vite comment se déroulait le « racket » et intervint très souvent lors du passage des cotisations d'un collecteur d'entreprise à celui de région. On vit alors les travailleurs algériens saisis, les jours de paye, d'une véritable frénésie du jeu. Poker, 421, passe anglaise, belotte, tout était bon. Comme par hasard, le gagnant de la partie était le « collecteur ». Et la somme gagnée représentait l'impôt !

Chaque commerçant algérien fut taxé d'une somme mensuelle de 50 000 francs. Les étudiants, eux, ne devaient que 500 francs, à moins que la bourse fournie par le gouvernement français ou le salaire du métier qu'ils exerçaient pour payer leurs études ne fût important. Ils étaient en outre chargés d'un travail d'explication et de propagande auprès des milieux intellectuels français : U.N.E.F., journalistes, familles qui les hébergeaient. Chaque décision du gouvernement français à l'égard de l'Algérie devait servir de thème d'agitation.

Avec les intellectuels algériens, la Fédération n'employait pas les mêmes méthodes de coercition appliquées aux travailleurs plus frustes. Elle chargeait les sympathisants ou les militants d'expliquer et d'amener librement au mouvement les jeunes intellectuels. En 1958 seuls lui échappaient les musulmans non typés physiquement et qui n'avaient aucun rapport avec l'émigration : techniciens, cadres ou travailleurs de haute spécialisation. C'est-à-dire une infime minorité.

Compte tenu du chômage, des retards de cotisation, des malades, la Fédération de France « représentait » au début de 1958 six cents millions d'argent frais mensuel, somme qui dépassera très vite le milliard. Cette masse considérable de billets de banque — toujours de petites coupures — était centralisée à Paris, puis devait chaque mois

quitter le territoire français pour être mise à la disposition de la direction de la révolution.

Les rafles de plus en plus nombreuses, à la suite des règlements de comptes entre F.L.N. et M.N.A., les contrôles à la sortie du métro, dans les gares interdirent rapidement aux Algériens de transporter ces fonds. C'est là qu'intervint le réseau Jeanson, véritable artère du sang de la révolution. Il prit dès lors une importance considérable.

À l'intérieur même des prisons, la population nord-africaine était devenue une force organisée avec laquelle il fallait compter. Lorsque Lebjaoui et ses compagnons de la Fédération de France avaient été arrêtés, les Algériens détenus pour leur appartenance au F.L.N. étaient considérés comme des « droit commun ». Lebjaoui résolut d'organiser et d'unir ces prisonniers noyés dans la masse des condamnés. Il fallait arracher le régime politique au ministre de la Justice et pour cela organiser une première mutinerie. Lebjaoui fut aidé dans son entreprise par un truand, Eddy, qui fut sa première « connaissance » de prison.

À son arrivée à Fresnes, le chef de la Fédération de France avait été mis au secret. Après quarante-huit heures de solitude, Lebjaoui vit la porte de sa cellule s'ouvrir. Un détenu entra.

« Salut, je m'appelle Eddy, je t'ai apporté des bricoles. »

Et il tendit à Lebjaoui trois barres de chocolat, du beurre, du sucre, deux tricots de peau, une serviette, une petite éponge. Bref un véritable trésor pour un homme qui avait été arrêté dans la rue sans pouvoir se munir des objets nécessaires à la vie en prison.

« Et puis fais gaffe, ici, les gardiens, c'est tous des ordures ! »

Immédiatement, Lebjaoui pensa à un « mouton ». S'il lui apportait toutes ces choses c'était pour le faire parler.

« Comment es-tu entré ?

— Avec un clou tordu. C'est l'enfance de l'art.

— Je tiens à te prévenir, ça me paraît pas catholique ton histoire. Tu racontes trop de choses sur les gardiens. Tu n'as pas peur. C'est suspect.

— Rassure-toi. Quand tu ne seras plus au secret tu te renseigneras. Je suis Eddy. Ça fait onze ans que je suis en cabane et tous les auxiliaires de la prison sont à moi. Nettoyage des bureaux des gardiens, des surveillants, les corvées, les bonnes planques, les cuisines, la bibliothèque, ça passe par moi ! Et comme j'ai appris que c'était toi que l'on surveillait le plus étroitement, je suis venu te voir ! C'est tout. »

C'était vrai et Lebjaoui devint « bon copain » avec Eddy ! Lorsqu'il sortit du secret, l'ancien patron de la Fédération reprit contact avec ses amis Salah Louanchi et Taleb Ahmed. Ensemble ils décidèrent la mutinerie. Et comme les prisonniers algériens n'étaient pas assez nombreux à Fresnes Eddy proposa le concours des « droit commun ». Lebjaoui fixa le jour et l'heure : à 7 heures, après la distribution de pain que les prisonniers refuseraient, entamant ainsi la première grève de la faim.

À son signal — plusieurs coups frappés sur la porte de sa cellule — les détenus firent sauter les serrures et débouchèrent au centre de la prison en scandant un seul mot d'ordre : Régime politique. Même les « droit commun » !

Immédiatement le « responsable » Lebjaoui fut convoqué par le directeur de la prison. Celui-ci, le Gros Bill, un ancien surveillant qui avait gravi tous les échelons et était à la veille de la retraite, était épouvanté par les conséquences éventuelles de cette mutinerie

sur sa carrière.

« Arrêtez ce mouvement immédiatement, dit-il à Lebjaoui.

— Monsieur le directeur, je n’ai pas à discuter avec vous, ça vous dépasse. C’est au ministre de la Justice de décider. Nous faisons la grève de la faim car nous exigeons de ne pas être mêlés aux « droit commun ». Nous voulons le régime politique.

— Cessez la mutinerie. On discutera après.

— Non !

— J’appelle les gardes mobiles. On va vous tirer dessus.

— Dispensez-vous de cela. Nous avons pris nos responsabilités. »

Une longue discussion s’ensuivit entre le directeur de la prison et le garde des Sceaux, qui était alors M. Mitterrand. Finalement, le ministre de la Justice prit la décision d’affecter aux Algériens du F.L.N. un quartier à part dans les locaux de l’infirmerie annexe de Fresnes. Le régime politique était ainsi arraché, accompagné de petits avantages. La lutte pour l’aménagement de ce régime politique devait se poursuivre jusqu’à ce que M. Michelet, ministre de la Justice du général De Gaulle, accordât le régime politique intégral qui ne sera réellement acquis que lors des premières négociations secrètes avec le G.P.R.A.

Mais dès cette année 1958 les détenus algériens — séparés des « droit commun » depuis la mutinerie de Lebjaoui représentèrent une force considérable. La Fédération de France leur fournissait 3 000 francs par mois pour « cantiner », s’occupait du sort de leurs familles en leur allouant une pension mensuelle de 5 000 francs et surtout assurait leur défense grâce au « collectif » d’avocats créé en métropole et placé sous la houlette d’un avocat algérien du barreau de Paris : Me Mourad Oussedik, cousin d’Omar Oussedik, l’un des patrons de la wilaya 4, et de Boualem Oussedik, chargé de l’information dans la même wilaya. Le collectif groupa bientôt des avocats français et algériens dont les noms allaient devenir célèbres au cours du conflit algérien : Mes Zavrian, Michèle Beauvillard, Vergés — qui épousera plus tard Djamila Bouhired —, Ben Abdallah et bien d’autres auxquels se joignirent deux avocats de grand renom : Me Pierre Stibbe, l’un des ténors du barreau de Paris, et Me Dechezelles, qui avaient été — on l’a vu — les premiers défenseurs des membres du F.L.N. et du M.N.A. dès le début du conflit[15] C’est par l’intermédiaire du collectif que la liaison entre les cinq de la Santé — Ben Bella, Ait Ah’med, Khider, Boudiaf et Bitat —, les autres dirigeants emprisonnés et l’extérieur put s’établir régulièrement. À aucun moment, jusqu’à la signature des accords d’Évian, le contact avec le C.C.E., puis le G.P.R.A. ne fut interrompu. C’est la Fédération de France qui transmit régulièrement les messages, démontrant une fois de plus l’importance de son rôle.

À l'arrivée du train de Lyon, Jacques Charby repéra tout de suite la jeune femme très élégante qui tenait à bout de bras une luxueuse valise à chapeaux. C’était le « courrier de Lyon ». Dans la valise devaient se trouver quarante millions ! La jeune femme ne cilla pas en passant devant lui. Bien que ne l’ayant vu qu’à trois reprises elle ne pouvait avoir oublié le visage creusé du jeune comédien, les yeux noirs qui mangeaient le visage, sa silhouette romantique et ses cheveux fous. Elle le connaissait sous le nom de François, pseudonyme que Charby avait choisi en souvenir du héros du *Diable au corps*. Mais ce

jour de juillet 1958 le contact à qui elle devait remettre la valise était un homme qui se trouvait à la terrasse du Terminus. Elle le reconnaîtrait à un « tic » : il devait tapoter le plat de sa main gauche avec *Le Monde* roulé. Le mot de passe était : « Chevalier de Malte. » Au voyage précédent c'était : « À Bormes-les-Mimosas les lauriers sont

fleuris », et c'était Francis Jeanson lui-même qui l'avait « réceptionnée » place de la Contrescarpe.

Jacques Charby n'était là que pour vérifier si elle n'était pas suivie. Il n'était d'ailleurs pas seul. Six autres camarades, situés à des points différents du parcours, devaient effectuer la même vérification.

Les précautions étaient devenues très strictes. Les rendez-vous se prenaient par téléphone avec des décalages fixés à l'avance. Demain signifiait aujourd'hui. 16 heures voulait dire 14 heures, etc.

Depuis sa mise au point avec Boudaoud, Francis Jeanson avait considérablement étoffé son réseau. Le recrutement se poursuivait dans tous les milieux. Beaucoup de médecins, certains très célèbres comme le professeur d'Alsace ou le professeur Pierre Veullay, gynécologue mondialement connu. Hébergement, soin, certificats de complaisance, ils se prêtaient à ces tâches par amitié pour Jeanson et par réaction contre les méthodes employées en Algérie, puis en France.

Le milieu catholique militant apportait également une aide considérable. Les prêtres de la Mission de France, les prêtres ouvriers travaillaient d'une manière ou d'une autre pour le réseau, même si leur aide n'était pas régulière. Les abbés Pierre Mamet, Robert Davezies, Boudouresque étaient les plus actifs et avaient ainsi permis le recrutement dans les milieux chrétiens : jeunes étudiants et ouvriers. Jeanson s'était même réconcilié avec Jean-Paul Sartre. Budapest avait séparé les deux hommes, l'Algérie les réunissait. Si le logement du philosophe était un peu voyant pour servir de planque, celui de Simone de Beauvoir accueillit en particulier des évadés de la prison de Nancy qui risquaient leur tête.

Il arrivait aussi que le recrutement se fasse un peu par hasard. Jacques Charby, par exemple, avait rencontré à Paris son amie Anne-Marie Chaulet, sœur du médecin algérois dont on a vu l'importance lors de la « bataille d'Alger ». Celle-ci le présenta à Colette Jeanson au bar du Pont-Royal, « repaire » de l'édition parisienne. La femme du patron du réseau lui donna rendez-vous dans un immeuble de l'avenue du Maine où devait se tenir une réunion pour la création d'un bulletin clandestin destiné à faire savoir aux Français que certains d'entre eux apportaient leur aide aux Algériens en guerre.

« Vous ne pouvez pas vous tromper, dit-elle, c'est au neuvième étage à gauche. Si je ne suis pas arrivée, dites : je suis François. Ils seront prévenus. »

À l'heure dite, Charby se présenta avenue du Maine. L'immeuble avait deux escaliers A et B ! Charby se dirigeait vers le B lorsque le concierge, un colosse à physique de catcheur, lui demanda soupçonneux :

« Chez qui allez-vous ? »

Charby n'avait pas le nom du locataire.

« Je vais rejoindre des amis pour un bridge. Je ne connais pas le nom de notre hôte. C'est au neuvième à gauche.

— Je vous accompagne ! »

Catcheur peut-être mais bon concierge ! Ils arrivèrent au neuvième, Charby sonna. Une

voix digne de la fée Carabosse répondit avec un épouvantable accent :

« Qu’est-ce que c’est ?

— François.

— François ?... Gómez ? »

Qu’est-ce que ce Gómez ? À tout hasard...

« Oui. Gómez.

— J’ouvre tout de suite. »

Le battant enfin écarté livra passage à la folle de Chaillot ! Blanche de farine étalée sur le visage, la bouche sanglante, frileusement enveloppée dans une robe longue et des châles. Le concierge rassuré se retira.

Charby entra. La vieille femme lui offrit de l’alcool. Puis parla, avec un accent inimitable, de la pluie et du beau temps tout en furetant à droite et à gauche. Lorsqu’elle ouvrit la porte d’un cagibi Charby aperçut une machine à imprimer à plat. C'était bien là le bon rendez-vous. Puis, sans transition, la « fée », se tenant le front dans les mains, dit :

« Pauvre... pauvre Espagne !

— Quoi ? »

Elle bondit, s’affola.

« Vous n'êtes pas Gomez ! Vous êtes de la police ! »

Charby se défendit, puis s’enfuit en claquant la porte. Le bon rendez-vous était au neuvième, escalier A ! Il redescendit et dut, pour gagner l'autre escalier, passer à nouveau devant la loge du concierge.

« Où allez-vous cette fois ?

— Au neuvième.

— Ça, je sais.

— Je m’étais trompé.

— Mais pourtant, monsieur Gomez, la vieille chouette vous connaissait !

— C’était une erreur ! »

Enfin Charby parvint à trouver le lieu de la réunion où il fit la connaissance de Francis Jeanson. L’homme, de taille moyenne, le visage au front large couronné de cheveux bruns ondulés, le nez fort et la bouche mince, lui parut très sympathique. Les yeux très clairs, un peu exorbités, traduisaient encore mieux que les paroles ¡’enthousiasme pour le combat livré. Charby raconta l’aventure de l'escalier B. La « cartomancienne » devait faire partie d’un réseau de républicains espagnols !

« On pourrait peut-être s’allier avec eux », plaisanta Jeanson. Mais la prudence la plus élémentaire consistait au contraire à couper tous les liens, même fortuits, et déménager immédiatement. Les Renseignements généraux surveillant les républicains espagnols pouvaient par hasard mettre la main sur un réseau d’aide au F.L.N. ! C’est ainsi que Jacques Charby, comédien, entra dans le réseau Jeanson. Il devint très rapidement dans son milieu un recruteur des plus efficaces. Sous son impulsion des comédiens, artistes, chanteurs apportèrent leur aide au réseau : Paul Crauchet, André Thorent, Jacques Rispal, François Robert, Jacques Mignot, Jacques et Lise Trebouta, Serge Reggiani, Catherine Sauvage, Roger Pigault hébergèrent des hommes ou des « valises » transportées par des étudiants ou des militants anonymes.

Francis Jeanson qui, devant l’ampleur prise par le réseau, ne pouvait faire face à toutes les tâches, avait autour de lui un véritable état-major : son ami Jacques Vignes, dit

Vigneau, industriel, responsable de toutes les filières, Dominique Darbois, célèbre photographe, responsable de l'hébergement et du recrutement de prête-noms pour l'achat d'appartements-refuges et de voitures ; Hélène Cuenat, professeur, responsable des fonds considérables, de la comptabilité et des contacts avec les courtiers ; et Jacques Charby, responsable des hébergements et du recrutement de sympathisants prêts à prêter leur appartement et à garder des fonds.

Lorsque le réseau Jeanson sera démantelé en 1960 près de trois mille personnes travailleront en France pour le F.L.N. !

Jeanson, infatigable chercheur, avait même mis au point un service de faux papiers grâce aux talents de faussaire de M. Joseph, un photographe établi dans le quartier de la Bourse et qui connaissait toute la technique de photogravure nécessaire à l'établissement des pièces les plus difficiles à réaliser, tels les passeports suisses. M. Joseph avait travaillé en 1945 pour l'Irgoun et accepta d'apporter son aide à Jeanson à condition de ne pas être payé. Cet homme qui avait une fortune entre les doigts ne tolérait de se servir de ses dons que pour des causes qu'il estimait valables. L'indépendance était de celles-là, qu'elle fût juive ou algérienne peu lui importait c'était toujours l'indépendance et ça lui suffisait !

Parmi les multiples tâches demandées par la Fédération de France l'une des plus compliquées fut de fournir au F.L.N. des cartes d'état-major quadrillées du territoire algérien. Leur diffusion était restreinte et réservée à l'armée. Les maquis les réclamaient en grand nombre. Grâce à des sympathisants qui travaillaient au ministère de la Défense nationale, rue Saint-Dominique, Jeanson réussit à en faire sortir un jeu complet pour une nuit. Le lendemain, à 8 heures, lors de la reprise du travail, elles devaient être en place. Toute la nuit, la photographe Dominique Darbois en prit des clichés dans son atelier de l'avenue de Madrid. À l'aube, le militaire du contingent, employé au service des cartes, les remit en place. Personne ne sut jamais comment des cartes d'état-major de. chaque région d'Algérie avaient pu être imprimées par le F.L.N. !

Il va sans dire que l'engagement de nouveaux membres dans le réseau posait — dès que la mission demandée portait sur un transport d'armes ou même sur la « sortie » de cartes d'état-major d'un service de la Défense nationale — des problèmes idéologiques importants. Notre propos n'est pas de juger, ni de dire cela est bien, cela est mal, ceci est estimable, ceci est méprisable. Les membres les plus importants du réseau s'en sont expliqués dans des ouvrages publiés vers la fin de la guerre[16] Le problème pour ces sergents recruteurs qu'étaient devenus les collaborateurs directs de Jeanson était d'enfoncer la barrière de peur et d'indifférence dont certains s'entouraient à l'égard du problème algérien.

Jacques Charby eut souvent à répondre à ces réflexions : « Après tout, on est tout de même français... Bonne ou mauvaise, c'est ma patrie. » À quoi, en bon internationaliste, il répondait : « Que pensez-vous des quelques antinazis qui, en Allemagne, ont monté des réseaux au péril de leur vie ? Ils sont aujourd'hui l'honneur de leur pays. » Et inlassablement il reprenait — comme ses camarades — l'historique de la révolution et de la répression qui avait suivi, qui durait encore.

« Faire savoir » était devenu le leitmotiv des membres du réseau. C'est ainsi que

Jeanson s’efforça de diffuser le rapport de la Croix-Rouge, extrêmement sévère à l’égard des camps de regroupement, rapport qui devait jusque-là rester secret et que l’organisme international ne pensait pas publier. Dominique Darbois et Paul-Marie de La Gorce lui furent d'un grand secours dans ce travail. Jeanson avait avec Paul-Marie de La Gorce, journaliste et écrivain politique de grand talent, gaulliste « de gauche » convaincu, des contacts très précieux du point de vue de la réflexion politique. De La Gorce, merveilleusement introduit dans des milieux très divers, était pour Jeanson un véritable baromètre politique de l’opinion française. Le dossier accablant de la Croix-Rouge fut étayé de photos destinées à illustrer un rapport sur la torture. Un minox, appareil de photo miniature, fut introduit par des internes du réseau à la salle Cusco de l’Hôtel-Dieu, où des prisonniers étaient soignés après leur « interrogatoire ». Témoignages, dossiers, photos étaient destinés à arracher à l’O.N.U. l’inscription de la question algérienne lors de la prochaine session.

En outre, dès le début de 1958, Francis Jeanson publia anonymement un bulletin de seize à vingt pages*Vérité pour...* tiré à cinq mille exemplaires chez un petit imprimeur du VIIe arrondissement et dans lequel, aidé principalement par le professeur Mayoux, de la Faculté des lettres, il se livrait à un travail d’explication indispensable auprès des journalistes et des intellectuels français. Jeanson ne se découvrit qu’auprès d’André Malraux, à qui il envoya un exemplaire de *Vérité* pour avec cette dédicace : « À André Malraux, en souvenir de ce qu’il fut. *Signé :* F. Jeanson. »

« Tu es fou, lui dirent les membres du Comité. C’est révéler que c’est toi qui fais ce journal.

— Non ! Jamais Malraux ne me donnera à la police ! »

Jeanson pensait que la clandestinité du réseau devait devenir « publique » pour justifier son action, donner des arguments à ceux qui hésitaient à s’engager et surtout informer la gauche. « La prudente gauche... »

Car les rapports de Jeanson avec le P.S.U. et surtout avec le parti communiste étaient particulièrement « frais ».

Un soir qu’il réglait un problème d’avocat pour la défense d’un inculpé F.L.N., son ami Pierre Stibbe lui avait dit :

« Dis donc, Francis, nous savons que les gars du P.S.U. travaillent avec toi. C’est très bien. Mais je t'en supplie, demande-leur de déchirer leur carte dès qu’ils s'engagent dans le réseau.

— Mais mon vieux, c’est à vous et à eux de régler ces problèmes. Pas à moi.

— C’est très grave Francis, s’ils se font prendre on risque de se faire interdire. Ce serait la mort du parti. »

Et Jeanson, très sec, malgré sa profonde amitié pour l’avocat, avait répondu :

« Peut-être vaut-il mieux mourir ainsi que de se prolonger pour rien. »

Avec les communistes, les rapports étaient encore plus tendus. Dès qu’un membre du réseau s’adressait un militant communiste pour l’amener à sa cause — même s’il était d’accord — l’extrême discipline du parti jouait. « Ils étaient prêts à nous apporter de l’aide, m’expliqua Jacques Charby, mais à condition que l’on ait l’accord de la cellule dont le chef, dépassé ou effrayé par l’importance du problème, conseillait de demander l’avis de la Fédération, laquelle renvoyait au Comité central. »

Le réseau eut ainsi plusieurs contacts avec Léon Feix, membre du Comité central

chargé des questions coloniales.

Les réticences du parti provoquèrent de véritables drames de conscience chez des hommes qui, brisés moralement mais disciplinés, ne pouvaient plus travailler avec le réseau. Le P.C.F. avait la même inquiétude que le P.S.U. : rester dans la légalité la plus complète. Très vite, les relations se gâtèrent.

Félix Jeanson raconte : « Avec l'affaire Annette Roger ça a mal tourné. Annette Roger était un médecin marseillais, ancienne communiste, que j'avais mise au travail avec une trentaine de personnes sur Marseille. Six mois plus tard, elle fut dénoncée dans un bulletin de la Fédération des Bouches-du-Rhône du P.C. Bien sûr pas sous son nom, mais avec suffisamment de détails pour l'identifier. La Fédération voulait mettre ses militants en garde contre une telle attitude. Elle craignait qu'Annette Roger et ses amis n'entraînent une partie des communistes du département dans une aventure qu'elle estimait néfaste. Le bulletin qui ne tirait qu'à trois cents exemplaires n'avait pas de diffusion publique mais les Renseignements généraux en avaient toujours un exemplaire. Annette Roger fut arrêtée, le réseau démantelé. J'étais plutôt agacé. D'autant qu'à Paris des éléments de la C.G.T. avaient maltraité un syndicaliste sympathisant du réseau. »

Jeanson eut alors des contacts directs avec la direction du parti. Pendant des mois il rencontra à plusieurs reprises Laurent Casanova, membre du bureau politique. La dernière entrevue eut lieu en 1959 en présence de Waldeck Rochet.

Francis Jeanson raconte : « Chaque fois c'était le même scénario. Casanova disait : « Ils ont encore fait » ça, les « Algériens ». À nouveau je refaisais toute l'analyse du F.L.N du comportement de la police, de la répression. Lui faisait l'analyse des difficultés, de l'impossibilité d'engager dans une lutte pareille une classe ouvrière dont on sait malheureusement qu'elle est colonialiste et raciste. Je lui répondais : « Peut-être, mais » on peut prendre des risques et changer les choses, » briser le cercle vicieux. » C'était sans espoir. Tout se passait comme s'il acceptait à jamais que la classe ouvrière fût raciste ! Ce qui est terrible c'est que le P.C. a toujours raison quand il dit ne pas pouvoir intervenir à tel moment capital. C'est son inertie, son manque d'action dans la période précédente qui fait qu'il a raison. J'ai obtenu seulement que les éditoriaux de Courtade ne soient pas hostiles. Cela nous a permis d'éviter de trop tristes affrontements à la base. »

Mais pour Jeanson et les membres de son réseau ces « différends » politiques étaient relégués au second plan. Leur principale préoccupation restait l'argent. Ces dizaines de valises, ces monceaux de billets crasseux, en vrac, matelas à l'odeur fade, ces piles de coupures qu'il fallait classer, ranger et surtout faire sortir de France.

L'administration, la paperasserie faisaient leur apparition. Arrivées à Paris, les valises changeaient de main. Le porteur de valise la déposait dans un appartement dont il ne connaissait rien. Les « hébergements-fric » ne serviraient jamais à un membre de la Fédération. Il ne fallait pas risquer de faire prendre l'argent à l'occasion d'une simple filature. Arrivés dans l'appartement les billets en vrac devaient être comptés, repassés, car souvent ils étaient froissés et prenaient trop de place, et vérifiés un à un. En effet beaucoup de militants — enfantins — écrivaient sur les billets « Vive l'Algérie indépendante ». Jeanson dut demander à Boudaoud de « pondre une note de service » à ce propos.

Ensuite, un prête-nom contactait un courtier et achetait de l'or ou lorsque cela n'était

pas possible changeait les petits billets contre de plus fortes coupures. Par mesure de précaution à la moindre question indiscrète du courtier le contact était rompu. Il s'agissait ensuite de passer en Suisse et surtout en Espagne. À chaque convoi deux voitures partaient de Paris. La première, précédant la seconde de dix minutes, avait à son bord un conducteur et une passagère experte en lecture de carte routière. Si elle tombait sur un barrage la première voiture prenant des routes secondaires revenait en arrière et prévenait celle qui transportait les fonds. À la frontière, le couple « transporteur » partait pour une « promenade sentimentale » dans la montagne où d'autres membres du réseau les attendaient en territoire espagnol. Jusqu'en 1958 les passages furent aisés. Jamais le réseau n'employa de passeurs locaux. Il avait constitué ses propres filières. Puis la frontière espagnole se révélant limitée en points de passage et facilement surveillée fut abandonnée au profit de la Belgique et de la Suisse.

Mais en cet été de 1958 Francis Jeanson et son état-major qui disposaient maintenant de dizaines d'appartements achetés à Paris, de voitures, de prête-noms très nombreux et de milliards qu'il fallait faire sortir, avaient découvert un nouveau moyen d'exportation. Ils passaient désormais par des courtiers efficaces, séduits par les sommes considérables et par les bénéfices confortables qu'elles laissaient, et qui se révélaient d'une discrétion à toute épreuve. Après une période d'observation le réseau ne s'adressa plus qu'à trois d'entre eux pour finir en 1959-1960 par un courtier unique.

Ceux-ci recevaient l'argent, le convertissaient en or et le versaient directement sur un compte suisse. Non seulement jamais Jeanson n'eut un « pépin », mais en outre le réseau réalisa, au hasard des changes, quelques bonis substantiels ! Le F.L.N. en France, grâce au réseau Jeanson, devenait une affaire commerciale capitaliste, jonglant avec les centaines de millions, les changes et les agios. C'est tout juste si elle n'avait pas pignon sur rue !

Ce mardi de juillet 1958 Jeanson annonça à Omar Boudaoud que l'expédition du mardi ne se ferait que le vendredi ou le mardi suivant pour des raisons de sécurité et de bénéfices selon les cours entre la France et la Suisse. Stupéfait, il entendit Boudaoud lui dire :

« Ton système n'est pas bon. Cette formule est suspecte. Elle n'est pas révolutionnaire. Et nous, nous sommes des révolutionnaires. Nous sommes capables de faire sortir cette somme en billets et par la frontière. Même s'il faut cinquante hommes et s'il faut se battre ! »

Francis Jeanson éclata de rire.

« Je fais confiance à votre courage. Je suis sûr que cela arrivera à bon port. Mais je doute fort qu'une banque suisse accepte les yeux fermés un argent qui aura "fait tant de bruit" ! »

Boudaoud n'y avait pas pensé. Il venait par sa réaction de révéler un des traits essentiels du caractère algérien : « C'est trop simple, donc c'est douteux... »

Il finit pourtant par se rendre aux raisons de Jeanson. Au cours de l'année 1958 plus de dix milliards allaient par ce moyen quitter la France et grossir ainsi le trésor de guerre du F.L.N. Cela valait la peine d'oublier les méthodes révolutionnaires et de se fier à celles du bon vieux capitalisme !

Depuis le matin, le 17 septembre 1958, une intense activité régnait au 4, rue Mudiriet-et-Tahrir, dans l'immeuble de cinq étages acheté par le F.L.N. dans l'élégant quartier de Garden City au Caire. L'étage où se trouvait la salle de conférence était sévèrement gardé par des hommes à l'aisselle gauche redoutablement gonflée. Nul ne pouvait approcher de la salle dont les portes closes laissaient parfois filtrer des éclats de voix.

Assis autour d'une longue table ovale recouverte d'un tapis vert, les membres du C.C.E. réunis depuis trois jours venaient de prendre une décision dont le monde entier allait parler : la création d'un gouvernement provisoire de la République algérienne. Le moment était solennel. Tous les regards étaient tournés vers Abdelhamid Mehri, le plus jeune membre du C.C.E. Il tenait à la main le résultat de trois jours de discussion : la liste du cabinet du premier gouvernement algérien. Assez ému, il s'éclaircit la voix :

« Le C.C.E. est officiellement dissous, déclara-t-il, voici la composition du G.P.R.A. : président : Ferhat Abbas. » On applaudit. Mais du bout des doigts. L'unanimité avait été longue à se faire sur le nom du vieux leader.

« Vice-présidents : Ben Bella — actuellement détenu — et Krim Belkacem, qui devient également ministre des Forces armées ; ministre de l'Intérieur : Ben Tobbal ; ministre des Liaisons et Communications : Boussouf ; ministre des Affaires extérieures : docteur Lamine ; ministre de l'Armement : Mahmoud Chérif ; ministre des Affaires nord-africaines Mehri ; ministre des Affaires sociales : Ben Khedda ; ministre des Affaires culturelles : Toufik El-Madani ; ministre des Finances : Ahmed Francis ; ministre de l'Information : M'hamed Yazid. Nos quatre frères emprisonnés à la Santé : Aït Ahmed, Boudiaf, Khider, Bitat sont nommés ministres d'État. »

À cette liste s'ajoutaient trois secrétaires d'État devant rester à l'intérieur : Lamine Khene, protégé de Ben Tobbal, en wilaya 2, Omar Oussedik, en wilaya 4, et le vieux militant Mostefa Stamboli, qui n'allait pas tarder à se faire arrêter, en Oranie.

Les membres du C.C.E. entraient en bloc dans le G.P.R.A. à l'exception du colonel Ouamrane. On le jugeait « trop léger, sans raisonnement, incapable d'analyser et d'organiser ». Mais surtout on n'oubliait pas son rapport de juillet et l'accusation d'Abane avait resurgi à point ! Abane dont l'ombre encombrante n'avait pas fini de planer sur le gouvernement tout neuf. Les nouveaux membres constituaient un savant dosage d'anciens centralistes du M.T.L.D., avec Ben Khedda et Yazid, et. d'U.D.M.A. (le vieux parti de F. Abbas) avec Ahmed Francis. Les ulémas, religieux et rigoristes, n'étaient pas oubliés. Leur leader, Toufik El-Madani, faisait partie du gouvernement. Pour le F.L.N., une page était tournée. La révolution entrait dans une nouvelle phase. Non sans mal.

On a vu que, depuis le C.N.R.A. de Tripoli et la conférence de Tanger, le C.C.E. était habilité à former un gouvernement provisoire. Cela devenait même une nécessité car la révolution marquait le pas. Au déclenchement de 1954 avait succédé une période de méfiance populaire à l'égard de ce F.L.N. dont on ne savait rien, puis l'enthousiasme — raisonné pour certains — l'avait emporté. L'année 1957 avait vu la révolution atteindre son apogée sur le terrain. Et voilà que coup sur coup la « bataille d'Alger », la répression, le plan de pacification, le barrage tunisien et enfin la révolution du 13 Mai avaient bouleversé ce bel édifice. Le moral à Alger frôlait le zéro absolu. Les manifestations de fraternisation en étaient la preuve. Dans les maquis privés d'armes et de munitions la grogne saisissait les *djounoud*. Les chefs de l'extérieur devaient donner

un coup d'arrêt à cette chute libre de l'enthousiasme révolutionnaire. Il fallait provoquer un choc psychologique, donner un nouveau départ à la révolution.

La création d'un gouvernement provisoire présentait ce double avantage : remonter le moral du peuple et offrir à l'opinion mondiale un interlocuteur valable. Chaque reconnaissance du gouvernement provisoire par un nouveau pays serait une victoire de politique internationale qui prendrait le relais de celles — de plus en plus problématiques — remportées par les maquis sur le terrain.

Le C.C.E. décida, après les événements du 13 Mai et l'arrivée au pouvoir du général de. Gaulle, qui avait suscité chez certains des politiques d'immenses espoirs, la création d'une commission d'étude. Mehri, Mahmoud Chérif et le docteur Lamine se firent tour à tour défenseur et avocat du diable du projet. Lamine fut particulièrement sévère :

« À l'exception d'Aït Ahmed, dit-il, nos frères en prison sont contre nous. *À fortiori* contre un gouvernement qui serait issu d'un C.C.E. qu'ils ne reconnaissent pas. En outre, nous ne sommes pas suffisamment mûrs politiquement.

— Mais nous donnerons ainsi une consistance internationale à notre mouvement, répliqua Mehri.

— À condition que les pays frères nous reconnaissent immédiatement. Ce dont je doute. »

Le médecin de Saint-Arnaud ne se faisait aucune illusion sur la solidarité du monde arabe !

Le rapport final de la commission fut néanmoins favorable à la création d'un gouvernement dont la constitution fut entourée du secret le plus absolu. Dès lors il s'agissait de dépasser la direction collégiale du C.C.E. pour établir un habile mélange de politiciens et de résistants. Il ne fallait pas donner aux maquis de l'intérieur, déjà très portés à la critique, l'impression qu'on retombait dans les errements et les divisions du M.T.L.D. Tous les militaires du C.C.E., à l'exception d'Ouamrane, entrèrent donc dans le gouvernement. Les 3 B — les colonels les plus représentatifs de l'A.L.N. — s'adjugèrent les postes clés : Armée, Intérieur, Liaisons et Communications. C.C.E. ou G.P.R.A., ils mèneraient toujours le jeu ! Le choix d'un président se révéla plus délicat. Lamine Debaghine et Ferhat Abbas briguaient le poste. L'un et l'autre avaient un passé politique. Lamine au sein du M.T.L.D., Abbas à la tête de l'U.D.M.A.

« À mon avis, dit Mahmoud Chérif, quel que soit le respect que j'aie pour le docteur Lamine, Ferhat Abbas est celui d'entre nous qui a le plus d'expérience et de maturité politique. Il est connu sur le plan international. C'est lucidement que je le choisis. »

Les membres du C.C.E. suivirent cette opinion. Abbas à la tête du G.P.R.A., c'était un argument face à l'opinion française et occidentale. Connu pour sa modération, estimé des nombreux parlementaires et hommes d'État avec qui il avait été en contact en vingt ans de vie politique, il était en mesure de contrebalancer par sa présence l'image du fellagha « tueur au couteau entre les dents » que la France avait plaquée sur le F.L.N.

Restait à vaincre l'opposition des maquis et celle — attentive car si proche — de Nasser qui reprochait à Abbas d'être trop pro-occidental. Les membres du C.C.E., bien qu'ils n'aient pas mis le Raïs au courant du projet de gouvernement, ne voulaient pas couper les ponts avec l'Égypte.

C'est au cours de la dernière réunion le 17 septembre qu'ils trouvèrent la parade. La présidence irait à Ferhat Abbas et on nommerait deux vice-présidents : Ben Bella pour

apaiser Nasser, et Krim qui deviendrait le garant de la lutte des maquis au sein du nouveau gouvernement. Le G.P.R.A., cocktail subtil des différentes tendances de la révolution algérienne, était né. Encore fallait-il le faire « goûter » aux pays frères !

Le 18 septembre, tenant compte du décalage horaire, une délégation du F.L.N. se présenta aux chefs de gouvernement de tous les pays arabes, y compris la Turquie. Chaque délégation était chargée d'annoncer la création du G.P.R.A. aux pays frères et amis avant de la rendre publique. La manœuvre était habile. Les leaders du Front empêchaient ainsi les gouvernements arabes de se consulter avant de se prononcer sur la reconnaissance du G.P.R.A. Ils étaient mis au pied du mur et devraient prendre leur décision avant le lendemain, date de la proclamation publique.

À Tunis, c'est Krim et Mahmoud Chérif qui rencontrèrent le président Bourguiba dans sa villa d'été.

« Excellence, dit Mahmoud Chérif toujours cérémonieux, nous sommes mandatés par le F.L.N. pour vous annoncer qu'à dater de cet instant est institué un G.P.R.A. qui présidera à la conduite de la révolution algérienne... »

Bourguiba entendit Krim lui lire la liste des membres du G.P.R.A. La surprise était complète. Mahmoud enchaîna :

« Mous vous apportons la primeur de cette nouvelle... »

Ce qui était vrai puisque, au même instant, dans cinq capitales arabes, cinq délégations tenaient le même discours !

« ... en escomptant de votre part une reconnaissance dans les délais les plus brefs. Nous avons la certitude que les pays frères vont le faire dans les heures qui viennent. »

Après la surprise, la surenchère ! Le nouveau G.P.R.A. ne manquait pas d'une certaine audace ! Bourguiba, se ressaisissant, remercia ses visiteurs de la « confiance qu'ils lui faisaient ».

« Mais, ajouta-t-il, je me demande si vous faites bien. En principe, on consulte au préalable les gouvernements dont on espère se faire reconnaître. C'est très hasardeux ce que vous avez fait. »

La « prédiction » de Lamine sur les « pays frères » se réalisait !

« Vous connaissez ma sympathie, poursuivit Bourguiba. La reconnaissance, vous l'avez de fait puisque vous êtes chez moi et que vos troupes stationnent sur le territoire tunisien. Mais je vous avoue que diplomatiquement je me demande si cela ne va pas me gêner plus qu'autre chose. Je pense qu'il faut que je réfléchisse énormément. »

C'était — pour l'instant — une fin de non-recevoir fort poliment mais fort nettement signifiée ! Krim et Mahmoud regagnèrent rapidement les bureaux du F.L.N. de Tunis pour communiquer la réaction de Bourguiba au Caire où les nouvelles n'étaient pas meilleures.

C'est Toufik El-Madani qui avait annoncé la création du G.P.R.A. au gouvernement égyptien. Une nouvelle fois Nasser n'avait pas jugé bon de recevoir les délégués du F.L.N. qui s'étaient retrouvés devant le major Fathi Ed-Dib, patron des services spéciaux et particulièrement chargé des rapports — orageux — avec le Front. La réponse du major au petit discours de Toufik avait été glaciale :

« Jamais ce G.P.R.A. n'aurait dû être proclamé. Ou si vous teniez à créer un gouvernement il ne devait comporter que vos frères emprisonnés à la Santé. »

À la froideur du major, Toufik opposait un visage de marbre.

« Enfin, ajouta Fathi Ed-Dib, je vous ménagerai d'ici quarante-huit heures une entrevue avec un membre du gouvernement. »

De Nasser, pas question !

Le 19 septembre, à Tunis, au cours d'une conférence de presse, Krim et Mahmoud Chérif annoncèrent au monde la constitution du nouveau G.P.R.A. pendant qu'au Caire Ferhat Abbas procédait à la même cérémonie. À Paris, Jacques Soustelle, ministre de l'Information, déclara :

« Nous saurons, au lendemain du référendum, si l'Algérie entend être une province française, étroitement associée à la vie nationale... Le gouvernement — celui-ci ou un autre — aura à prendre des responsabilités en fonction de la réponse qui sera faite au référendum et du résultat des prochaines élections législatives. »

Immédiatement, la Tunisie, le Maroc, la Syrie, le Liban reconnurent le nouveau G.P.R.A. Bourguiba avait réfléchi. L'Égypte, elle, restait muette.

Le 20 septembre en fin d'après-midi Toufik El-Madani, cette fois accompagné de Ben Khedda et de Mahmoud Chérif, arrivé par avion de Tunis, se présentèrent au Caire au palais du Gouvernement. À leur grand étonnement ce fut encore Fathi Ed-Dib qui les reçut, sans excuser le moins du monde le « membre du gouvernement » qu'ils devaient rencontrer. D'entrée, le chef des services spéciaux égyptiens se fit menaçant. Il reprocha violemment à la délégation F.L.N d'avoir agi sans consulter l'Égypte, souligna que leur décision était inamicale et *inacceptable* et que le gouvernement de Nasser allait reconsidérer toute sa politique à l'égard de la révolution algérienne.

Si Toufik El-Madani gardait un calme imperturbable, il n'en fut pas de même de Mahmoud Chérif, qui explosa :

« Monsieur le commandant, nous sommes étonnés qu'après un séjour de dix-neuf mois dans votre capitale, au cours desquels nous vous avons souvent rencontré, vous ayez la prétention de domestiquer nos âmes. Sachez, monsieur le commandant, qu'en plus de cent vingt années d'occupation les Français n'ont pu seulement domestiquer nos corps ! »

Et les trois ministres du nouveau G.P.R.A. tournèrent les talons. La sortie était digne de la réplique. Théâtrale. Mais elle allait entraîner une modification importante des rapports entre l'Égypte et la révolution algérienne.

Les membres du G.P.R.A. apprirent que la R.A.U. reconnaissait leur gouvernement à l'instant où ils faisaient leurs bagages. Après avoir eu connaissance des détails de l'entrevue avec Fathi Ed-Dib, les nouveaux ministres avaient décidé à l'unanimité de quitter Le Caire ! Affirmant son indépendance à l'égard du Raïs, le G.P.R.A. aurait désormais pour siège Tunis où Bourguiba — qui décidément avait beaucoup réfléchi — lui tendait les bras.

Nasser, ulcéré, mijotait sa vengeance à l'égard des « vipères » qu'il avait eu la faiblesse de réchauffer sur les bords du Nil…

L'armée semblait avoir oublié la guerre. Elle était devenue une formidable agence de publicité chargée de la campagne du « Oui au référendum ». Débauche d'affiches tricolores dans les villes, sur les murs des fermes et des plus humbles mechtas. Floraison de croix de Lorraine, accumulation de portraits du Général dont le regard vous transperçait à chaque coin de rue. Le *oui* à la nouvelle Constitution était devenu « Oui à

De Gaulle ». La formule était peinte en lettres gigantesques sur les rochers des contreforts montagneux, sur le revêtement des routes, sur les murs des grandes propriétés. C'était le triomphe de l'action psychologique qui pendant cette période électorale semblait avoir remplacé le commandement en chef. La colle et la peinture étaient devenues les deux mamelles de l'armée. Elle en sécrétait par tonnes. Le quadrillage, encore renforcé pour protéger la population des éventuels méfaits du F.L.N. qui prônait le boycott du référendum, se révélait particulièrement efficace. L'armée avait voulu faire du référendum un succès personnel. Dans l'esprit des militaires la victoire massive du *oui* devait concrétiser cette intégration dont le général De Gaulle s'obstinait à taire le nom. Jacques Soustelle estimait que le *oui* l'emporterait. Dans quelle proportion ? « 65 p. 100 sans garantie », avait répondu le ministre.

En Algérie, elle atteignit 96 p. 100 des votants ! C'était la victoire complète. Pour la première fois en Algérie on avait voté sans contrainte, sous la surveillance d'une commission de contrôle créée pour surveiller la régularité du scrutin. Bien sûr, l'action psychologique avait veillé au grain, les électeurs du bled étaient arrivés par pleins camions militaires, la tête pleine du « Oui à De Gaulle », écrit, scandé, crié, hurlé depuis trois semaines.

Pour la première fois les musulmans avaient voté au collège unique, pour la première fois aussi leurs femmes s'étaient approchées de l'urne. Pour la première fois enfin, la France avait fait d'évidentes concessions à la communauté musulmane. Et malgré les menaces du F.L.N. réduites à néant par un quadrillage parfait, 80 p. 100 des électeurs avaient répondu à l'appel ! Le nombre des escarmouches avec les *djounoud* du F.L.N. était tombé à moins de quinze par jour. Le résultat était là : le Front n'avait pas réussi à influer sur la grande masse des électeurs. Sa défaite était d'importance.

Pourtant, pour réagir contre la politique de concessions pratiquée par la France, pour regonfler le moral des maquis entamé par la réduction considérable d'armes et de matériel entraînée par l'étanchéité du barrage tunisien, le F.L.N. avait décidé de porter la guerre en métropole, suivant ainsi l'un des conseils d'Ouamrane.

Le mois de septembre avait vu la multiplication des attentats perpétrés par l'O.S. de la Fédération de France. Le 15 septembre Jacques Soustelle avait dû à son sang-froid, et à la chance, d'éviter les balles des tueurs qui l'attendaient à proximité de l'Etoile. Dans le sud de la France, le dépôt de pétrole de Mourepiane avait brûlé pendant plusieurs jours. Les propagandistes de la Fédération avaient expliqué : « Nous n'empêcherons pas le pétrole du Sahara d'arriver en France, l'effort serait trop grand, mais nous allons détruire en métropole les dépôts et les raffineries. Le résultat sera le même et ça coûtera plus cher aux Français... »

Du 21 août au 28 septembre, 181 « objectifs économiques » avaient été visés et 242 agressions contre les personnes avaient fait 82 morts dont 22 métropolitains et 188 blessés ; 56 sabotages avaient été effectués avec succès. Les opérations de police, les contrôles, les arrestations s'étaient multipliés et puis tout à coup vers le 14 octobre les attentats avaient cessé comme par miracle. Le nouveau G.P.R.A., qui devait pourtant se relever du coup dur porté par le succès des élections en Algérie et par la baisse de moral dont souffrait l'A.L.N., avait décidé de changer de politique. C'était l'ouverture inattendue.

« Croyez, monsieur Rosenberg, que nous ne sommes pas les ennemis de la France, dit Ferhat Abbas. Au contraire, nous souhaitons la coopération avec les Français sur la base de nouvelles relations dès que nous aurons obtenu l'indépendance. »

Arrivé la veille, 10 octobre, à Tunis, le journaliste autrichien Arthur Rosenberg, que nous avons rencontré naguère dans le bureau du Général, rue de Solferino, était reçu par Ferhat Abbas et Krim Belkacem, les deux plus hautes autorités officielles du G.P.R.A., au palais d'Été, mis à leur disposition par le président Bourguiba. Depuis les contacts Palewski-Abbas en 1956, Rosenberg était aux yeux du F.L.N. un « journaliste privilégié ». Et c'est lui qui avait été choisi pour témoigner au monde du désir qu'avait le F.L.N. de prendre langue avec le gouvernement français.

« Nous ne posons aucun préalable à la discussion, précisa le président du G.P.R.A.

— Vous avez pourtant toujours posé celui de la reconnaissance de l'indépendance. C'est cela qui a rendu impossible toute négociation pendant quatre ans !

— Nous l'abandonnons. Je vous le répète, nous ne posons aucun préalable à la discussion. »

L'information était de taille ! L'ouverture tant attendue était là. Rosenberg était trop vieux journaliste, au fait de la subtilité arabe, pour croire que la déclaration d'Abbas était spontanée. Le G.P.R.A. recherchait la négociation. Il y avait à Tunis une volonté farouche de rencontre. Les membres du gouvernement avaient mûrement réfléchi et s'étaient réunis pour discuter de l'abandon du préalable de l'indépendance qui avait bloqué jusque-là toute conversation avec les Français. Ce préalable n'était d'ailleurs pas posé au 1er novembre 1954 lorsque les Fils de la Toussaint avaient déclenché la révolution. C'est l'intransigeance d'Abane qui l'avait imposé par la suite. Abane mort, Krim et Ben Tobbal avaient soulevé le problème : « À quoi sert ce préalable ? Il n'est pas politique. Il signifie la capitulation de la France. Pour l'envisager sérieusement il faudrait un rapport des forces que nous sommes loin d'avoir. Même si l'adversaire comprenait nos raisons il ne pourrait admettre ce préalable par amour-propre. » Et le G.P.R.A. avait décidé à l'unanimité son abandon.

Cette nouvelle allait faire le tour du monde. Rosenberg réfléchissait à toute vitesse. Il tenait un « scoop[17] » mondial qu'il fallait développer, jusqu'où irait la politique d'ouverture du G.P.R.A. ?

« Et les prisonniers français ? » demanda-t-il.

Sans regarder Krim, Ferhat Abbas répondit :

« Nous avons pour but de libérer le plus grand nombre de prisonniers dans la mesure où l'activité militaire le permettra. »

Le climat, le ton de conversation traduisaient une atmosphère d'espoir qui, nota Rosenberg, « en faisait une véritable offensive de paix ». Le journaliste autrichien se hasarda à évoquer une question épineuse : les attentats en métropole.

« Monsieur le président, vous évoquez des considérations humanitaires qui se concilient mal avec l'offensive terroriste en métropole ?

— La Fédération de France réclamait depuis longtemps notre accord. Nous le lui avons donné il y a quelques semaines en précisant que les agressions devaient être exclusivement dirigées contre les objectifs économiques et militaires. La population civile devait être épargnée de même que la police.

— Et pourtant le bilan est lourd !

— Que voulez-vous, monsieur Rosenberg, dans l'acharnement du combat des ordres sont partout transgressés. »

C'était le désaveu public de la politique menée en métropole par une Fédération de France trop consciente de son importance et peu empressée à obéir aux ordres du G.P.R.A. !

« Et si les attentats en métropole cessaient ? lança Rosenberg. Si le G.P.R.A. donnait l'ordre de ne pas poursuivre cette politique ? »

Cette fois, Krim Belkacem intervint. C'était au patron de l'armée de répondre :

« Notre gouvernement délibère à ce sujet. Nous n'avons pas encore pris de décision. »

L'entretien se terminait sur une note d'espoir. La nouvelle publiée dans le journal de Berlin-Ouest *Der Tag* alerta les chancelleries. La France allait-elle répondre à cette ouverture ?

Trois jours plus tard la vague de terreur qui mobilisait en France plusieurs milliers d'hommes et qui en un mois avait coûté la vie à quatre-vingt-deux personnes cessa comme par miracle...

Le G.P.R.A. connaissait les contacts de Rosenberg avec le cabinet du général De Gaulle. En outre, Ferhat Abbas avait discrètement rencontré en Suisse Abderrahmane Farès qui lui avait confié officieusement que De Gaulle voulait entamer des entretiens sérieux. L'arrêt du terrorisme en métropole était de la part du G.P.R.A. la preuve de bonne volonté que Rosenberg rapportait de Tunis. C'était maintenant à Paris de tendre la perche.

« N'importe quelle sorte de conversation, avait glissé Abbas à Rosenberg, dans un endroit neutre... »

Pour la première fois depuis 1954 des négociations sur un cessez-le-feu entre la France et le F.L.N. semblaient possibles.

Une immense ovation salua le général De Gaulle lorsqu'il apparut, le 3 octobre 1958, sur la tribune tricolore dressée sur la place de la Brèche à Constantine. À peine connus les résultats du référendum, le général avait décidé d'entreprendre son quatrième voyage en Algérie. Le président du Conseil menait sa politique à vive allure et n'entendait pas perdre de temps ; le référendum était un véritable plébiscite dont il fallait profiter pour annoncer le train des réformes décidées par le gouvernement pour l'Algérie. Ces réformes dont on parlait toujours et que l'on ne voyait jamais, ces mirifiques plans de libéralisation, d'augmentation des salaires, d'accession des musulmans à la fonction publique qui — tant sous Jacques Soustelle que sous Robert Lacoste — avaient provoqué les réactions européennes les plus vives, De Gaulle les annonçait. Et il avait choisi pour cela Constantine, la capitale de l'Est, la plus musulmane des trois grandes villes d'Algérie.

La place de la Brèche, balayée par un vent aigrelet, avait été prise d'assaut dès le matin par une foule en djellabas, burnous, turbans et haïks noirs comme en portent les femmes de l'Est. L'assistance était presque exclusivement musulmane. Quelques Européens avaient pris place dans les rangs officiels, aux fenêtres du Cirta, le « Ritz » de Constantine, et à celles des immeubles bordant la place. De Gaulle, qui n'avait fait que

passer à Alger à qui il cachait mal sa défiance, avait consacré son voyage à la visite de postes militaires en zones opérationnelles. À plusieurs reprises il avait évoqué une nouvelle délimitation des pouvoirs civils et militaires. Les choses devaient reprendre leur cours habituel. Le bruit d'une mutation prochaine du général Salan avait même couru. Mais c'était à Constantine que De Gaulle avait réservé ses révélations sur l'avenir économique et social de l'Algérie.

« Quel est l'avenir auquel la France l'appelle ? s'écria le général. Algériens, Algériennes, je suis venu pour vous l'annoncer ! »

C'était la première fois qu'on s'adressait à la population musulmane en l'appelant : Algériens, Algériennes. Les observateurs ne manquèrent pas de le souligner. Mais cela n'était rien en regard de la politique prévue par De Gaulle pour l'Algérie ! Le plan de Constantine étalé sur cinq ans prévoyait : l'entrée des musulmans dans l'administration, 10 p. 100 en métropole — « Je dis bien en métropole », souligna le général — et beaucoup plus en Algérie ; salaires et traitements à égalité avec ceux de la métropole ; distribution de deux cent cinquante mille hectares de terres nouvelles aux cultivateurs musulmans ; scolarisation des deux tiers des enfants, puis de la totalité au cours des trois années suivantes ; contacts humains déjà pris par l'armée poursuivis en Algérie et aussi en métropole ; enfin mise en valeur agricole et industrielle de l'Algérie : pétrole, gaz, grands ensembles métallurgiques et chimiques, logements pour un million de personnes, emploi régulier de quatre cent mille travailleurs nouveaux.

« Rien de nouveau par rapport à mon plan », grommela Lacoste à Paris en lisant le discours du général. C'était vrai. À la seule différence que le collège unique venait d'être appliqué pour la première fois en Algérie lors du référendum du 28 septembre.

De Gaulle annonça enfin que les élections législatives qui se dérouleraient dans deux mois devraient voir l'entrée de deux tiers d'élus musulmans parmi les représentants de l'Algérie. Quatre mois après son arrivée au pouvoir le général De Gaulle bouleversait de fond en comble ce qui avait été l'Algérie coloniale.

Le Comité de salut public de Constantine n'allait pas laisser passer pareil discours — où le mot intégration n'avait toujours pas été prononcé — sans protester. Il constitua une délégation d'« hommes en colère » bien décidés à dire son fait au président du Conseil. Elle ne franchit même pas la porte de la préfecture. De Gaulle refusait de la recevoir. Lorsque les services télégraphiques annoncèrent au C.S.P. de Constantine que sa dépêche adressée au président du C.S.P. d'Alger, le général Massu, ne pourrait être acheminée, les lignes étant « en dérangement », les Européens de Constantine furent en proie à la rage et au découragement. Sentiments bientôt partagés par une grande partie des pieds-noirs qui voyaient s'effondrer en quelques semaines des privilèges jusque-là farouchement défendus. Ce De Gaulle que l'Algérie européenne avait amené au pouvoir lui portait ses coups les plus durs. Il était temps que les comités de salut public au sein desquels l'armée jouait un si grand rôle le rappellent à un peu de décence sinon de reconnaissance !

« Messieurs, en exécution des ordres du chef du gouvernement, nous quittons le Comité de salut public. » Suivi de onze officiers, le général Massu se leva et sortit de la salle de réunion du C.S.P. Algérie-Sahara au milieu d'un silence de mort.

La publication, le matin même de ce 14 octobre, de la lettre envoyée par De Gaulle à Salan avait plongé Alger dans la fureur. Dans cette lettre — accompagnée d'instructions

générales pour la préparation des élections — le président du Conseil écrivait : « L'intérêt supérieur du pays exige que la consultation ait lieu dans des conditions de liberté et de sincérité absolues et que des listes représentatives de toutes les tendances — je dis de toutes les tendances — puissent solliciter concurremment et au même titre les suffrages des électeurs... Toutes les opinions devront pouvoir s'exprimer et tous les candidats pouvoir se présenter et faire campagne, quels que puissent être leurs programmes, y compris en ce qui concerne le statut ou le destin politique de l'Algérie [...], les saisies de journaux locaux ou métropolitains ne pourront être ordonnées que si les articles incriminés sont de nature à entraîner des poursuites judiciaires [...] ; le but à atteindre consiste à obtenir que se révèle librement une élite politique algérienne. »

Ces termes, à Alger, c'était de la provocation. Mais le coup de grâce était donné en six lignes à la fin de ces « instructions générales » :

« Le moment est venu où les militaires doivent cesser de faire partie de toute organisation qui revêt un caractère politique, quelles que soient les raisons qui, dans les circonstances qu'a traversées l'Algérie depuis le mois de mai, ont pu exceptionnellement motiver leur participation. Rien ne saurait plus désormais justifier leur appartenance à de telles formations. Je prescris qu'ils s'en retirent sans délai.

» Il me sera rendu compte des mesures prises pour l'exécution de cette instruction. »

Dans toute l'Algérie les officiers obéirent dans les heures qui suivirent la publication de ces instructions. Un instant, les activistes des C.S.P. avaient espéré un mouvement de résistance. Mais l'armée avait trouvé un patron qui en outre était président du Conseil. Les plus intégrationnistes des officiers comme Godard, Vaudrey ou Trinquier n'avaient pas protesté.

Et pourtant cette décision provoquait bien des grincements de dents. Tous les jeunes officiers — en particulier chez les parachutistes qui croyaient encore à une Algérie française où chacun aurait les mêmes droits et les mêmes devoirs — s'élevaient contre la mesure qui frappait les militaires des C.S.P.

« Nous sommes les seuls à pouvoir faire admettre des changements profonds, disaient-ils. Les colons et la plupart des Européens « avalent » difficilement les réformes, le collège unique, les augmentations de salaire. Si nous partons, comment cela va-t-il se passer ? »

De Gaulle venait de répondre par le discours de Constantine et par l'annonce des élections. « Cela se passera légalement, en obéissant aux décisions de Paris. »

Le temps où Alger dictait ses volontés était définitivement aboli. Les activistes des C.S.P. ne pouvaient s'y résoudre.

À Alger le C.S.P. décida de siéger en permanence.

« Le Comité doit se considérer en état d'urgence », s'écria Lagaillarde.

Ecœuré, Jacky Laquière, l'avocat algérois, décida pour sa part de quitter le C.S.P. qui, privé de la présence militaire, ne représentait plus rien. Rien qu'une organisation non officielle. Encore moins qu'un parti politique !

Les plus « durs » parmi ceux qui restaient : Lagaillarde, Denis, Ortiz, Goutallier, Martel décidèrent d'appeler le peuple d'Alger à une grève générale pour le 16 octobre.

« De Gaulle nous a trahis. Il ne faut pas attendre davantage. Il faut agir et lui montrer ce que nous représentons. »

C'était compter sans les gaullistes du C.S.P. : Neuwirth, L'Hostis et Vinciguerra qui, tout en regrettant le départ des officiers du Comité, n'acceptaient pas de se dresser contre De Gaulle. En outre ils considéraient que certaines initiatives militaires ; prises par les C.S.P., pouvaient mener trop loin. Par exemple Neuwirth avait été horrifié lorsque Trinquier avait proposé pour toutes les villes d'Algérie un plan de quadrillage semblable à celui d'Alger. Il assortissait en outre chaque dispositif de protection urbaine d'un organisme paramilitaire de la population. « Très impressionné par le « poisson dans l'eau » indochinois, me dira Neuwirth, il sautait à pieds joints dans le fascisme ! C'était inacceptable. »

Inacceptable et pourtant bien près d'être accepté. Les gaullistes dont les rangs étaient clairsemés depuis que Soustelle, s'apercevant que De Gaulle n'était pas aussi Algérie française qu'il le croyait, était devenu très réticent, décidèrent pourtant de s'opposer à la grève. Ils étaient persuadés qu'elle risquait d'être très grave et lourde de conséquences. Elle pouvait déboucher sur un affrontement entre les communautés européenne et musulmane. C'est d'ailleurs ce qu'espéraient — consciemment ou non — les activistes qui avaient l'impression d'avoir été joués non seulement par De Gaulle mais par l'armée et qui espéraient amener ainsi cette dernière à « basculer ». Rien ne ferait hésiter Ortiz, Goutallier et Martel. Ils comptaient — déjà — renverser De Gaulle qui, à leurs yeux, n'était pas encore suffisamment « installé » pour résister à une pareille offensive. Désormais « faire basculer l'armée » sera le but de toutes les manifestations européennes en Algérie.

Toute la nuit du 15 au 16 octobre, les leaders du C.S.P. réunis chez Dominique, un restaurant situé rue Michelet près du parc de Galland, s'affrontèrent sur la décision à prendre. Neuwirth voulait à toute force les faire revenir sur la grève générale. Il agita devant Lagaillarde, Denis et Laquière le spectre de l'affrontement sanglant. Dans un va-et-vient incessant, Roseau, le leader des lycéens, Martel et Ortiz se relayèrent pour « contrer » les gaullistes. Ceux-ci qui avaient déjà réussi une opération de fractionnement en obtenant des anciens combattants qu'ils n'appuient pas la grève, obtinrent finalement gain de cause grâce aux militaires. Raoul Salan, d'une rare prudence, était resté en dehors de « toute cette histoire ». Mais les colonels Godard et Vaudrey, qui représentaient la fraction des jeunes officiers déçus et « traumatisés » par l'ordre de retrait, ne cachaient pas leur ressentiment. Massu, à son habitude, prit une attitude ferme. Il était en bloc contre « toutes leurs conneries » et fit savoir qu'il « s'opposerait à toute tentative de provoquer des troubles sur la voie publique ». Les gaullistes avaient gagné. La grève fut annulée le 16 au matin.

En sortant de chez Dominique après une nuit de discussions épuisantes, les « activistes » étaient mis en échec. Désormais c'était clair : sans l'armée, rien n'était possible.

Neuwirth qui avait sincèrement cru au 13 Mai et qui — comme beaucoup de jeunes officiers — avait pensé imposer aux possédants des sacrifices et aux petits Blancs une attitude différente ; n'avait plus aucune illusion. La grève et les troubles qui auraient suivi étaient évités pour ce 16 octobre. Mais pour combien de temps ?

Les activistes ulcérés de leur défaite, et fous de rage à la pensée que De Gaulle était désormais approuvé par la gauche jusque-là hostile, préparèrent leur prochaine offensive : les élections. Soixante députés dont deux tiers musulmans soit, mais qu'au

moins on les tienne solidement.

De Gaulle refermait la porte ! Le 23 octobre, réunis au Caire autour d'un poste récepteur ondes courtes, les membres du G.P.R.A. écoutaient avec attention la conférence de presse du président du Conseil français. Le général De Gaulle venait de faire appel à la « paix des braves » et de proposer des modalités de négociations.

« La vieille sagesse guerrière, disait De Gaulle, utilise depuis très longtemps, quand on veut que se taisent les armes, le drapeau blanc des parlementaires... ». Ce fut dans la salle de réunion de la rue Mudiriet-et-Tahrir le plus beau tohu-bohu qu'on y ait jamais entendu.

« De Gaulle ! Trahison ! Drapeau blanc... Il ne faut plus croire en De Gaulle. Il ne faut plus s'adresser à lui. »

Après l'abandon du préalable, Abbas et le G.P.R.A. attendaient une autre proposition !

« C'est une manœuvre pour séparer l'intérieur de l'extérieur, s'exclama Ben Khedda. Peut-être un conseil de son 2e bureau !

— Il faut publier un communiqué très violent », ajouta Mahmoud Chérif.

Abbas, le plus vieux, le plus réaliste, essaya de calmer les membres du gouvernement et d'arrondir les angles. Sa longue expérience politique lui dictait la modération, mais la « paix des braves » et le « drapeau blanc » ne correspondaient pas du tout à ce que lui avait dit Farès. L'ancien président de l'Assemblée algérienne, reçu alternativement par De Gaulle et par Abbas, avait donné à cet « espoir de négociation » un coup de pouce de trop. Il voulait tellement bien faire qu'il avait dit à chacun ce que chacun voulait entendre. À Abbas : « De Gaulle veut traiter. » À De Gaulle : « Si vous parlez de la paix des braves, cela suffira à accrocher la discussion... »

L'expression « la paix des braves » allait provoquer une réaction qui surprit le général. Le 25 octobre Ferhat Abbas rejeta violemment la « demande de capitulation » formulée par le général De Gaulle : « Le problème du cessez-le-feu en Algérie n'est pas simplement un problème militaire. Il est essentiellement politique et la négociation doit porter sur l'ensemble du problème de l'Algérie... » Le G.P.R.A. devait en effet compter avec les maquis dont il redoutait la réaction. C'est la raison pour laquelle le communiqué F.L.N. se terminait par un appel à la lutte à outrance.

Les deux adversaires avaient rapproché leurs positions de base — en n'imposant plus le préalable de l'indépendance — mais il restait encore beaucoup de difficultés à surmonter. Les militaires — français ou A.L.N. — n'étaient pas disposés à tolérer de leurs chefs politiques la moindre faiblesse.

À Médéa, où le général Massu devait venir prononcer un discours pour expliquer à la population la paix des braves, les *moussbilin* de la wilaya 4 lâchèrent en ville un âne portant une pancarte où l'on pouvait lire : « Je suis le frère de Massu. Je suis pour la paix des braves ! » Des agents de police musulmans — en contact avec le F.L.N. — dramatisèrent la chose auprès des autorités militaires de Médéa : « On se moque du général Massu. Tout le monde rigole sur le passage de l'âne que nous n'avons pu attraper. La population risque de nous échapper... »

Une patrouille militaire retrouva l'âne et commit la monumentale erreur de l'abattre

sur place.

« Il est mort en héros..., s'écria-t-on dans tout Médéa. Si les *djounoud* sont capables d'opérations pareilles, c'est qu'ils ne se sentent pas traqués ! »

Les services français d'action psychologique avaient encore du pain sur la planche. Au fil des mois, ceux du F.L.N. avaient pris des leçons et entendaient bien les mettre en application.

On « les » sentait là, invisibles dans la montagne de Blida perdue de brouillard. Malgré les ratissages « ils » semblaient plus présents que jamais. Et puis les opérations se faisaient rares. L'armée était engluée dans un quadrillage serré destiné à tenir la population, à la faire voter. Le référendum et la préparation des élections semblaient être devenus le principal souci de l'état-major. Plus d'opérations d'envergure, quelques coups de main isolés, quelques commandos en action, c'était tout. Restait la guerre psychologique locale. Elle avait pris une considérable ampleur. Surtout en wilaya 4. La « lutte pour les âmes » était ouverte entre les officiers S.A.S. et les chefs de maquis, une lutte où les mots remplaçaient les balles, où les arguments tenaient lieu de bouclage, où les réactions de la population devenaient victoire ou défaite.

Dans le djebel Mouzaïa entre La Chifïa et Médéa, le capitaine S.A.S. de Camp-des-Chênes et Oussedik Boualem, responsable de la propagande et de l'information en wilaya 4, avaient engagé un combat feutré à coups de tracts, de lettres, parfois de phrases courtes sorties du silence de la nuit à l'heure de la garde.

« Ils » étaient tout près. Mais où ? Dix fois, cent fois les *djounoud* auraient pu abattre le jeune capitaine à lunettes et cheveux ras mais telle n'était pas la règle du jeu. Le capitaine S.A.S. était correct. Il jouissait même d'un crédit certain dans la population. Il était sincère et, tout comme le capitaine Morin, officier S.A.S. entre Tablai et Blida, il flétrissait publiquement l'action de certains officiers qui au cours d'opérations « se conduisaient en assassins ». Sa mort n'aurait pas servi la cause du Front, au contraire. La population regroupée autour des S.A.S. avait moins de contacts avec l'A.L.N. il fallait donc la frapper psychologiquement et surtout lui démontrer que — malgré la politique de zones interdites et de zones de regroupement — le F.L.N. était toujours là. Vigilant et efficace. La lutte était rude car les officiers S.A.S. de la région se révélaient de redoutables psychologues. Leur influence sur la population grandissait.

À Mouzaïaville, par exemple, le capitaine Ventajo, patron de la S.A.S., venait de réussir un coup de maître, ûe Gaulle proposait la paix des braves à l'Algérie, Ventajo, lui, voulait gagner localement. Dans son secteur tout le monde parlait d'un ravitailleur du F.L.N. : Yahia Négro, un grand gaillard courageux à la peau très brune, qui « descendait » régulièrement à la Mitidja. Son prestige vis-à-vis de la population était immense. Le capitaine Ventajo résolut de le rallier. S'il y parvenait, l'impact sur les habitants serait dix fois plus important qu'une opération jugée « payante » par l'état-major à la lecture d'un bilan qui en réalité anéantissait en quelques heures des mois de travail de l'officier S.A.S. pour qui seule la confiance de la population comptait. Yahia Négro, ce colosse, avait pour son vieux père resté à Mouzaïaville une adoration qui faisait l'admiration des mechtas alentour. Tous les commandants de secteur qui s'étaient succédé avaient établi une surveillance autour de la bicoque pour prendre Yahia Négro

lorsque son instinct filial serait devenu trop fort. Ventajo la fit supprimer puis il imprima et fit distribuer dans la région un tract qu'il avait lui-même rédigé en termes simples : « Je sais, Yahia Négro, que tu aimes ton père. C'est un sentiment qui t'honore. Jamais je ne t'empêcherai de voir ta famille. Dans six semaines, c'est Noël. C'est déjà la neige. Tu te bats et on t'estime. Je respecte ton idéal. Noël c'est la paix. Pourquoi ne pas s'entendre ? Vous avez vos responsables, gros bourgeois confortablement installés à Tunis. Nous aussi on a nos gros colons à Alger et la politique à Paris. Mais nous deux, ici, on doit s'entendre. »

Quelques jours plus tard, Yahia Négro, l'insaisissable, se rendait au capitaine Ventajo qui ne lui demanda jamais de trahir ses compagnons. Un autre, beaucoup d'autres, auraient « interrogé » le bonhomme qui connaissait toutes les caches F.L.N. de la région. Le bilan aurait été payant... et la population perdue. Ventajo, en laissant Yahia Négro vivre en paix avec son vieux père, avait porté un coup dur au prestige du F.L.N. Oussedik Boualem avait apprécié le coup en connaisseur. Le jeune licencié es lettres parvint à obtenir d'Azzedine, chef militaire de la 4, que l'A.L.N. laisse également Yahia Négro en paix. Sa mort ne servirait pas la cause. Au contraire. D'autant que le ravitailleur n'avait pas parlé. Son ralliement n'avait eu aucune conséquence matérielle sur la vie du maquis. Les S.A.S. de la région avaient marqué un point. À Boualem de marquer le second.

Pour le Front, la campagne antiréférendum s'était soldée par un échec. Il fallait se reprendre. Pour les élections législatives Oussedik Boualem fit imprimer selon les régions des tracts « personnalisés » : « Je m'appelle Ali, ou Omar, ou Ahmed, je pourrais être ton frère, je suis *djoundi*, je me bats pour mon pays. Si tu votes, tu fais la pire chose que tu puisses me faire. Je souffre. Toi aussi. Ne vote pas. »

Mais c'est face au capitaine S.A.S. de Camp-des-Chênes que Boualem voulait gagner. L'ordre d'évacuation du village de Sidi-Madani allait l'aider considérablement. Le capitaine devait chasser la population de ses terres pour la « regrouper » dans un camp près de la S.A.S. Comme beaucoup d'officiers il trouvait cette politique aberrante mais à Alger elle entrait dans le cadre de la pacification soutenue par Salan et le brillant Allard. Oussedik et ses *djounoud* annoncèrent la nouvelle à la population : « Nous allons essayer de faire revenir le capitaine sur sa décision. » En surveillant l'officier, Boualem s'était aperçu que régulièrement il allait rejoindre après le couvre-feu quelques amis à l'auberge de Camp-des-Chênes ; il n'était accompagné que de deux ou trois soldats. Oussedik obtint que le chef militaire de la zone ne l'attaquât pas. « Laisse-moi faire », dit-il. Et il écrivit une première lettre au capitaine ;

« Tu es imprudent, tu vas presque toutes les nuits à l'auberge de Camp-des-Chênes. Tu n'as que trois hommes d'escorte. Nous sommes là, tout autour. Nous te voyons. Tu ne nous vois pas. Tu as été correct avec la population, alors on te passe tes caprices... » Quelques jours plus tard, après s'être rendu à Sidi-Madani, le capitaine reçut une seconde lettre : « Tu vas plus loin. Cette fois tu étais au village avec ta jeep et tes trois soldats. Nous étions là autour de toi. Nous te voyions. Tu portais un voile de chèche en guise de foulard. On ne t'a rien fait. Mais nous sommes là... » L'atmosphère s'alourdissait. C'était le jeu du chat et de la souris. Qui était qui ? Fellah ou fellagha ? Paysan tranquille ou maquisard de Si M'hamed ?

Le capitaine avertit officiellement les habitants de Sidi-Madani de leur prochain départ pour un camp de regroupement. Il fallait agir. Le village était pour la wilaya 4 une

source de ravitaillement considérable. En outre la population, fidèle au F.L.N., attendait une aide des maquisards.

Boualem se procura, grâce à la complicité du cuisinier de la S.A.S., le nom et l'adresse de la femme du capitaine en métropole, puis il envoya une troisième missive :

« Tu lis les journaux de France, tu vois que là-bas le F.L.N. agit. Tu veux contraindre la population de Sidi-Madani à abandonner ses terres. Jusque-là tu es allé tous les jours après le couvre-feu à l'auberge. Nous n'avons pas tiré. Tu vas dans les villages où nous sommes dissimulés parmi ces fellahs que tu regardes. Mais nous ne tirons toujours pas. Pourquoi ? Tu as toujours été correct avec le peuple. On te respecte. Si tu t'attaques à la population, tout va changer. Voici le nom et l'adresse de ta femme et de tes gosses en France. Le F.L.N. est structuré. Si tu regroupes les gens de Sidi-Madani, si tu les chasses de leur village, on donnera l'ordre au Front d'attaquer ta famille en Europe ! »

Lorsque le capitaine engagea le dialogue avec les gens de Sidi-Madani, Oussedik sut qu'il avait gagné.

« J'ai des instructions, expliqua le capitaine aux habitants, le F.L.N. a les siennes. Moi, je suis contre ces déplacements de population. Je vous comprends, je me mets à votre place. Quitter sa terre c'est dur ! Tant que je pourrai retarder ce départ je le ferai. » Il tint parole. Plus par conviction personnelle que par crainte de représailles. Mais aux yeux de la population, Oussedik avait remporté une victoire psychologique plus importante qu'une embuscade meurtrière.

Les maquis kabyles vivaient dans la terreur. L'opération d'intox déclenchée par le capitaine Léger et ses « bleus-de-chauffe » avait atteint des sommets que ni Godard ni les spécialistes de la guerre parallèle et des « coups tordus » n'auraient seulement pu envisager. Amirouche, chef de la wilaya 3, était en proie au vertige de la trahison. Mayouz — Hacène la Torture — avait mis en route un terrible engrenage. Les tortures en chaîne avaient donné des résultats inespérés.

À partir des interrogatoires de Roza, puis de Kaddour et de Kamal, les aveux des hommes et des femmes torturés avaient révélé l'existence d'un « complot » qui gangrenait l'ensemble de la wilaya. Ce complot amorcé par Léger n'existait que dans la cervelle dérangée de Mayouz qui faisait avouer n'importe quoi à n'importe qui. Sa défiance des intellectuels, des « hommes des villes », partagée par Amirouche, l'amenait à découvrir par centaines les ennemis du peuple et de la révolution.

Les intellectuels, le personnel sanitaire, les infirmières, puis les étudiants venus au maquis après la grève et ceux chassés par la répression qui avait suivi la « bataille d'Alger » furent les premiers visés.

Hacène Mayouz et son adjoint Adjaoud Rachid, assistés d'un groupe de montagnards persuadés de purifier la révolution, faisaient régner dans chaque zone une atmosphère de suspicion oppressante. Dès août 1958, Hacène la Torture avait établi un épais dossier bourré de « preuves » contre une cinquantaine de cadres qui avaient tous avoué leurs rapports avec les Services spéciaux français. Chacun quel que fût son grade avait été interrogé par Mayouz qui lui avait appliqué le supplice de l'hélicoptère : l'homme nu avait les pieds et les mains liés et réunis par une corde que l'on accrochait à une branche. Le corps en arc de cercle était ensuite hissé à cinquante centimètres du sol, puis chargé

de quarante ou cinquante kilos de pierre. Mayouz plaçait ensuite sous le corps oscillant un kanoun empli de braises sur lesquelles un *djoundi* versait de l'eau froide. L'homme, les muscles brisés, les os craquants, respirait cette vapeur brûlante qui attaquait soit le visage et les poumons, soit le bas-ventre. Personne n'y résistait.

« Avec qui travaillais-tu ? » répétait sans cesse Mayouz. Et l'homme donnait le nom de ses plus proches compagnons.

Amirouche, convaincu par l'accumulation de « preuves », avait réuni dans la forêt de l'Akfadou les cadres de la wilaya, du sous-lieutenant au commandant : « Vous avez vos frères à juger, leur avait-il dit, nous avons appris l'existence d'un complot au sein de l'A.L.N. En temps normal je ne vous les aurais même pas présentés, leur sort dépend de l'état-major, mais l'affaire est trop grave. Je vous les confie avec leurs dossiers. Etudiez-les. Vous avez vos frères à juger et la révolution à sauver car d'autres traîtres sont encore en liberté. »

Les cadres votèrent la mort, persuadés eux aussi du complot. Ceux qui étaient assez intelligents pour penser à une opération magistrale d'intoxication n'osaient bouger. Ils étaient trop jeunes et eux-mêmes désignés aux soupçons des aînés. Les cadres de la wilaya kabyle étaient formés de montagnards incultes pleins de défiance pour ces bourgeois des villes dont ils ne comprenaient pas l'engagement dans les rangs des maquis.

Ce premier charnier allait être suivi de beaucoup d'autres. Mayouz, devenu grand inquisiteur, fit torturer et exécuter, en accord avec Amirouche, *plusieurs milliers* de jeunes gens. La terreur était telle que personne n'avait plus confiance en son voisin. Il suffisait que le nom d'un maquisard soit prononcé par deux ou trois hommes « interrogés » pour qu'il soit lui-même inculpé et interrogé à son tour ! Les opérations contre l'armée avaient pratiquement cessé. Amirouche ne pensait qu'au complot. C'était devenu son obsession. Des maquisards pensèrent au suicide. D'autres, parmi les jeunes qu'un certificat d'études ou un diplôme plus important rendait d'emblée suspects, furent sauvés par quelques cadres courageux qui commençaient à se rendre compte du vent de folie sanguinaire qui soufflait sur la wilaya. Ainsi Saada, bachelier, secrétaire d'Achouramen Zougoughen, chef de la région d'Azazga, qui s'était rallié, écœuré par la bleuite, dut la vie sauve au chef de la zone 3, le capitaine Si Abdallah. Celui-ci, ami de sa famille, le muta secrètement en zone 2.

« À partir d'aujourd'hui, lui conseilla-t-il, tu ne sais plus lire ni écrire. Comme ça, tu as des chances d'en réchapper. »

Les exécutions en Kabylie ne cessèrent que quelques jours avant l'opération « Jumelles » en 1959 ! Mayouz avait fourni à Amirouche plus de trois mille condamnations à mort ! Trois mille jeunes gens dont presque tous avaient au moins leur certificat d'études. Une saignée dont l'Algérie n'allait pas se remettre de sitôt !

Amirouche ne se contenta pas de « purger » sa région. Il entreprit de mettre en garde les chefs des wilayas voisines contre le mal qui n'avait pu logiquement s'attaquer à la seule Kabylie. Ali Kafi, chef de la wilaya 2, Si M'hamed, chef de la 4, et Si Haouès, chef de la wilaya du Sud reçurent une longue lettre les informant de la découverte « d'un vaste complot dirigé par les Services secrets français contre la révolution algérienne et qui s'étendait à *toutes* les wilayas ».

Dans sa lettre, Amirouche conseillait, outre des interrogatoires « énergiques », une série de mesures qui montraient à quel point la « bleuite » du capitaine Léger avait atteint son but. Le chef kabyle qualifiait lui-même ces mesures de draconiennes :

1° Arrêt du recrutement et contrôle des personnes recrutées pendant les trois derniers mois.

2° Arrestation des goumiers et soldats ayant « déserté » depuis peu de l'armée française.

3° Arrestation de *presque* tous les *djounoud* originaires ou venus d'Alger depuis la grève de sept jours (janvier 1957).

4° Suppression des permissions, chacun devant rejoindre immédiatement son poste.

5° Suppression de toute correspondance privée, contrôle du courrier de service.

6° Arrêt de toute circulation sauf aux titulaires de laissez-passer délivrés par un responsable de wilaya après le 18 juin 1958.

7° Interdiction des mutations d'une région ou d'une zone à une autre. Arrestation de toutes les personnes provenant d'autres wilayas et examen sévère de leurs papiers. *Fermeture des frontières avec les autres wilayas*, sauf aux agents de liaison dûment accrédités par la wilaya.

8° Arrestation de tous les suspects, de toutes les personnes dénoncées de quelque grade qu'elles soient et*interrogatoire énergique* de ceux dont la situation ne paraît pas régulière.

Les purges d'Amirouche et les méthodes qu'il préconisait étaient dignes de la terreur stalinienne. Hacène Mayouz avait trouvé le plein emploi des belles qualités qu'il avait cultivées pendant la seconde guerre mondiale dans les services spéciaux allemands où il avait connu Mohammedi Saïd, précédent patron de la wilaya kabyle. La « chasse aux sorcières » devait — selon Amirouche — s'étendre à toute l'Algérie. Obnubilé par cette obsession de la trahison, l'un des chefs les plus redoutés du F.L.N. paralysait par ces mesures « préventives » toute l'activité de sa wilaya et instaurait le règne de la suspicion, de la délation et de la terreur. Jamais le moral n'avait été plus bas. Jamais les ralliements aux Français plus nombreux. Quant aux désertions, devant la réception réservée par Amirouche à ceux qui gagnaient les maquis, elles étaient devenues infimes.

Dans la wilaya constantinoise, le successeur de Ben Tobbal, Ali Kafi, lut publiquement la lettre d'Amirouche, qui précisait : « Vous avez dans vos rangs des hommes instruits et cultivés. Tous ces cadres sont des traîtres. Voici leurs noms qui m'ont été donnés par les espions que j'ai pu découvrir. » Suivaient les noms des meilleurs éléments de la wilaya. Ali Kafi éclata de rire et sur-le-champ promut chacun des « traîtres » au grade supérieur.

« Amirouche est devenu fou, dit-il simplement. N'en parlons plus, ce sera au C.N.R.A. de régler l'affaire. »

En wilaya 4, Si M'hamed, soupçonneux de nature, évoqua le problème avec Azzedine qui avait reçu une lettre personnelle d'Amirouche dénonçant trois éléments de son célèbre commando « Ali Khodja ».

« Convoque ces trois hommes, dit Si M'hamed. On va les interroger nous-mêmes. Il se peut qu'Amirouche ait raison.

— Non, dit Azzedine, qui sentait son chef ébranlé par les révélations d'Amirouche. On va les interroger devant les rangs des troupes. »

Azzedine fit rassembler les cent vingt hommes du commando devant le chef de la wilaya 4.

« Lieutenant Abdennour, fais sortir ces trois *djounoud* du rang. »

Tandis qu'Azzedine nommait les trois hommes soupçonnés, la stupéfaction se peignit sur le visage d'Abdennour.

« Mais, Si Azzedine..., protesta-t-il.

— Pas de discussion, Abdennour. »

Un long murmure parcourut les rangs du commando.

« Si Azzedine, répliqua Abdennour, devenu méprisant, je ne croyais pas que tu avais la mémoire si courte !

— Que veux-tu insinuer ? Je ne te permets pas ces réflexions !

— Allons, ça suffit, intervint Si M'hamed, garde à vous. Et fais sortir les trois hommes du rang. »

Abdennour fit rectifier la position aux *djounoud* du commando.

« Présentez... armes ! »

Puis il se mit lui-même au garde-à-vous sur le front des troupes et, d'une voix blanche, récita :

« Ali... tombé au champ d'honneur le 4 août ! Mohamed... abattu au cours du dernier assaut. Abdelwag, grièvement blessé à la jambe droite, a fait évacuer l'infirmerie où il était soigné et qui était attaquée par l'armée. Puis, refusant d'abandonner deux blessés intransportables, il a retenu l'élément ennemi en lâchant des rafales de mitraillette pour permettre à ses compagnons valides de s'échapper. Tombé au champ d'honneur. »

Si M'hamed était livide.

« Qu'est-ce que cela véut dire, Azzedine ?

— Rassure-toi, je n'oublie pas si facilement nos martyrs, mais je voulais ainsi te montrer l'imbécillité des accusations d'Amirouche, qui semble avoir perdu la raison. Cette mise en scène était nécessaire pour le condamner publiquement. »

Un grand sourire illumina la face d'Abdennour et des hommes du commando d'Azzedine. Ils avaient retrouvé leur chef !

Si M'hamed les salua, puis se retira, suivi d'Azzedine, et convoqua les membres du conseil des wilayas.

« Nous sommes tous troublés par les rapports d'Amirouche, dit-il. Nous ne devons pas tomber dans le piège des accusations en série mais nous ne devons pas non plus être trop confiants. »

Le conseil de wilaya décida d'envoyer son chef et Azzedine auprès d'Amirouche pour se renseigner sur ces purges.

« Le problème devient essentiel, dit Omar Oussedik, le responsable L.R., il démontre combien il est urgent de réunir les chefs de wilaya pour évoquer tous nos problèmes de l'intérieur. »

L'idée d'une réunion interwilayas était lancée. Si M'hamed et Azzedine se mirent immédiatement en route pour la Kabylie. Il fallait savoir ce qui avait convaincu Amirouche de l'existence d'un complot d'une aussi grande envergure. Azzedine, qui voyait son chef préoccupé par l'ampleur des purges signalées en wilaya 3 et ébranlé par les mises en garde d'Amirouche, se promit de pousser dans ses derniers retranchements ce chef kabyle pour lequel il n'avait jamais eu qu'une estime médiocre. Il faudrait

qu’Amirouche produise des preuves en béton armé. Le moral des *djounoud* de la wilaya algéroise était suffisamment entamé par le manque d’armes et de munitions. Il ne lui semblait pas nécessaire de verser en outre le poison du doute dans leur esprit.

Depuis 9 heures du matin, le 17 novembre, Massu avait lancé l’opération « Couronne » contre la zone frontière entre la wilaya 3 et la wilaya 4. Cette zone de Z’Bar-Bar-Bouzegza n’avait jamais cessé — malgré de nombreuses opérations — d’abriter des bandes rebelles qui trouvaient dans ce paysage accidenté de la région de Palestre des refuges difficilement décelables. En 1957, le 4 août exactement, plusieurs katibas et le commando d'Azzedine avaient infligé à cet endroit même une dure défaite aux parachutistes qui avaient entamé le combat. Massu avait gardé ce nom de Bouzegza en travers de la gorge. On avait escamoté le bilan pour l’opinion publique mais il avait fallu le succès de la « bataille d’Alger » pour que le patron de la 10e D.P. ne « porte pas le chapeau ». Ce 17 novembre 1958 devait marquer sa revanche. Quinze mille fantassins, sept batteries d'artillerie et le 3e R.P.C., le régiment fétiche de la 10e D.P. Sans compter le génie, les blindés, l’aviation. Le Grand Jeu. Massu était heureux de quitter, pour la première fois depuis le 13 mai, Alger et ses grenouillages. Trinquier, oubliant à la tête du 3 les discussions du C.S.P., avait reçu le commandement d’un sous-groupement formé de son régiment, du 5e B.T.A., d’un escadron du 1er R.C.A., d’une compagnie du 1/410e R.A.A. et d’une section génie avec bulldozer. À 9 heures, il avait débarqué tout son monde entre Taalba et Msaïef, À midi, son P.C. à peine installé à la cote 878, la fusillage éclatait. Violente, nourrie, hargneuse. C’étaient la 1re et la 2e compagnie du 3 qui avaient accroché. Trinquier, redevenu chef de guerre après avoir tâté de la politique, retrouvait l’excitation du combat et le plaisir des bilans « parlants ». Ceux qu’on lui communiquait allaient enrichir le palmarès de l’ancien régiment de Bigeard ; par radio on lui signalait plusieurs dizaines de H.L.L. au tapis. Une. mitraillette et trois F.M. récupérés. À 13 h 5, le radio du P.C. l’appela d’urgence.

« Mon colonel, mon colonel, le capitaine Planet vous demande. »

Trinquier bondit à l’appareil.

« Oui ?

— Mon colonel, on tient Azzedine. Il est blessé... mais vivant.

— Nom de Dieu ! J’avertis le général. Sortez-le de la zone de combat. Votre position ?

— NY 84 A 9.

— Je vous envoie un ventilo. »

Le chef militaire, le patron du célèbre commando « Ali Khodja », celui sur lequel Bigeard lui-même s’était cassé les dents, fait prisonnier ! Et par le 3 ! Dès qu’il apprit la nouvelle, le général Massu se fit transporter par hélicoptère au P.C. de Trinquier. Il voulait voir à quoi ressemblait cet Azzedine qui avait tant fait courir les meilleurs de ses hommes.

Une semaine auparavant, Azzedine qui gagnait la Kabylie avec Si M’hamed était passé dans cette zone 1 de la wilaya 4, Tune des plus dures et des plus enthousiastes de la wilaya, où il avait fait ses débuts de maquisard et où il avait commencé à forger sa légende. Il ne l'avait pas reconnue. La situation y était devenue catastrophique, le moral inexistant. Le quadrillage et surtout la proximité de la Kabylie où régnait la terreur,

avaient eu raison des *djounoud* de Palestro qui désormais pensaient plus à se cacher qu'à combattre.

Azzedine résolut d'interrompre son voyage. Si M'hamed Continuerait vers la Kabylie pendant qu'il réorganiserait la zone et remonterait le moral de ses troupes.

« C'est ta zone préférée, avait dit Si M'hamed, tu arriveras à lui rendre son tonus. Tu m'enverras tes rapports et moi je te tiendrai au courant de mes discussions avec Amirouche. »

Le matin du 17 novembre tandis qu'Azzedine quittait l'infirmerie où il avait passé la nuit pour rejoindre son commando, l'infirmière Mimi était arrivée affolée : « L'armée. Il y en a partout. On est encerclés. »

Immédiatement, Azzedine avec son escorte avait fait une manœuvre de diversion et avait entraîné ses poursuivants bien loin de l'hôpital souterrain où plusieurs blessés étaient en traitement. Les pertes avaient été lourdes et le jeune chef était seul avec le lieutenant Abdennour Smaïn à rejoindre le commando lorsque deux T-6 en reconnaissance les avaient repérés. Ils piquèrent sur les deux isolés, lâchant de longues rafales de 12,7 qui faisaient jaillir la terre autour d'eux. Azzedine se plaqua au sol, puis ressentit une douleur horrible au bras gauche et s'évanouit. Quand il reprit ses esprits, il appela : « Abdennour... Abdennour... » Smaïn gémissait à quelques mètres de lui, une jambe arrachée par une rafale de mitrailleuse. Azzedine ressentit alors des élancements terribles. Son bras gauche pendait, une balle de 12,7 lui avait broyé l'os. Rassemblant ses forces il essaya de s'échapper et entra dans le lit de l'oued Soufflât pour gagner la colline derrière laquelle devait se trouver le commando. L'eau glacée raviva sa douleur. Il crut s'évanouir à nouveau. Il allait sortir sur l'autre rive lorsqu'une rafale fit jaillir l'eau boueuse à quelques centimètres de sa poitrine. C'était cuit. Azzedine leva son bras valide et sortit de l'oued. Il eut le temps d'apercevoir deux voltigeurs, la MAT braquée sur lui, avant de tomber évanoui sur les galets piqués de lauriers-roses.

Quand il se réveilla plusieurs léopards l'entouraient. L'un d'eux prenait des photos. Un infirmier terminait son pansement. Il avait déchiré la manche gauche de son battle-dress maculé de sang, avait nettoyé la plaie, posé une attelle de fortune et pansé tant bien que mal l'avant-bras broyé. Un capitaine s'approcha du groupe.

« Tu es Azzedine ?

— Oui.

— Je suis le capitaine Planet, du 3e R.P.C. Ça va ?

— Ça va ! »

Et c'était vrai ! Azzedine ressentait comme une grande paix intérieure. Pansé, allongé sur un brancard, la tête posée sur un sac de para il n'avait qu'un désir : dormir. Ne pas penser. Ne pas réfléchir. Sonné par le choc il lui semblait apercevoir à travers un brouillard gris des ombres bariolées qui s'agitaient. Il crut même reconnaître un visage qui se penchait vers lui. Il devait délirer. Ce n'était pas possible. Ce nez, cette gueule moustachue qui disait d'une voix étouffée :

« Je suis le général Massu. »

Azzedine cligna des yeux, comme pour accommoder une image trouble. Il se ressaisit.

« Je suis le général Massu. Vous êtes le commandant Azzedine ? »

Cette fois la voix était claire. C'était bien l'homme de la « bataille d'Alger ». L'ennemi n° 1 avec Bigeard.

Azzedine retrouva Toute sa lucidité.

« Oui, je suis le commandant Azzedine, mon général.

— Félicitations, commandant. Vous au moins vous êtes un dur. Ça fait des années que je cours après vous. On va vous transporter à Alger. Je vous reverrai là-bas. »

Azzedine n'en croyait pas ses oreilles. Qu'est-ce que cela cachait ? Le soir même il était couché dans un lit aux draps blancs. On lui avait épargné l'hôpital pour le transporter dans la villa de Massu à Hydra. Un médecin l'avait soigné et pansé. Son bras gauche était plâtré. Sa cheville et son poignet droits étaient reliés par une paire de menottes aux montants du lit. Massu, en treillis léopard, était assis près de lui, accompagné d'un capitaine.

« Commandant Azzedine, je vous présente le capitaine Marion, de mon 2e bureau, il va bavarder avec vous. Vous vous sentez en état ?

— Oui, mon général.

— Il a une proposition à vous faire... »

C'était encore une mirifique « gamberge » politique, militaire et psychologique, née à mi-chemin du 5e bureau et du cabinet du délégué général Raoul Salan. Une de ces opérations qui, si elle réussissait, donnerait un véritable départ à la paix des braves. La proposition de De Gaulle, il faut l'avouer, n'avait pas reçu grand écho dans les maquis. À l'exception de la Kabylie, où des hommes aux nerfs brisés par la terreur se ralliaient par-ci par-là pour échapper à la folie destructrice d'Amirouche, c'était même l'échec complet. Si le capitaine Marion, à qui la mission était confiée, parvenait à « retourner » Azzedine et à lui faire accepter la paix des braves, la publicité que l'on donnerait alors à ce geste pourrait inciter d'autres chefs de l'A.L.N. à suivre l'exemple du prestigieux patron du commando « Ali Khodja ».

Le capitaine Marion, futur directeur adjoint de *L'Echo d'Alger,* était de ceux qui, au 13 Mai, croyaient à une Algérie nouvelle, à une égalité complète entre musulmans et Européens. C'est ce thème qu'il développa devant Azzedine.

« Je ne suis pas flic, Azzedine, je suis pour le rapprochement des deux communautés. »

Azzedine, la jambe et le bras droits enchaînés aux montants du lit de fer, le regardait avec intérêt. Il attendait la suite.

« Je te parle et je ne te demande pas une réponse immédiate. Réfléchis simplement à ce que je vais te dire. »

C'est d'abord le « péril » communiste que Marion évoqua. C'était devenu chez certains jeunes cadres qui pourtant rêvaient de se transformer en armée populaire, l'ennemi principal. Marion était de ceux qui pensaient livrer une guerre non seulement pour défendre l'intégrité de la France mais encore pour protéger le dernier bastion de l'Occident chrétien.

« Azzedine, te rends-tu compte que le F.L.N. est procommuniste ? Es-tu conscient d'être communiste ? »

Le chef F.L.N. sourit.

« Notre mouvement n'est pas communiste. Vous autres, militaires, vous vous trompez complètement. F.L.N., cela veut dire Front de libération nationale. Front et pas parti.

Chez nous il y a des hommes de droite, et des hommes d'extrême gauche, tous unis pour la libération du pays.

— Mais votre organisation est contrôlée par les communistes. Les statuts de la Soummam, c'est Amar Ouzegane qui les a faits. Et Ouzegane est communiste !

— On a peut-être chez nous des choses faites ou utilisées par les communistes avant nous. Qu'est-ce que cela peut faire si elles sont bonnes ? Mais nous ne sommes pas communistes. »

Marion était sincère. Mais on est frappé du manque d'informations sérieuses des responsables français. Marion, du 2e bureau, Massu, patron d'Alger, des hommes comme le général Gracieux, qui sera chef de la 10e D.P., sont persuadés que les responsables F.L.N. sont communistes. Alors que Krim, Ouamrane, Amirouche et tant d'autres sont au contraire violemment anticommunistes. Qu'Ouzegane, cité en exemple par Marion, ait quitté le parti avant la seconde guerre mondiale, que les rapports entre le F.L.N. et le parti communiste — que ce soit en France ou en Algérie — soient plus qu'orageux semble n'avoir aucune importance aux yeux des militaires !

Marion poursuivit son explication générale par l'analyse du dernier discours du général De Gaulle et sa proposition de paix des braves.

« Ce qu'il faut, c'est que nous parvenions avec des ennemis que nous estimons, et tu en fais partie, Azzedine, à des cessez-le-feu locaux. Le sang versé ne l'a pas été pour rien car il a servi à faire prendre conscience à la France du problème algérien. Et ce problème — nous le comprenons comme vous — n'est pas un problème de. pain mais de dignité. »

La suite de son discours ébranla Azzedine.

« Nous sommes prêts à aller très loin, dit Marion, c'est une véritable révolution que nous voulons. Si les Français d'Algérie ne veulent pas céder nous les ferons partir et nous en amènerons d'autres à la place. Nous donnerons des places aux anciens combattants des maquis. Les chefs de wilaya auront des places de choix, de l'argent. »

Là, Marion venait de commettre une faute psychologique. Il considérait Azzedine comme un ancien chaudronnier qui n'avait jamais milité et n'aimait dans la révolution que le baroud et les honneurs. Il lui proposa un compte en banque de deux cents millions, un appartement et une villa. Et surtout le sentiment de servir sa patrie.

« Les maquis sont épuisés, les armes manquent. Et vous ne vous battez que pour obtenir cette dignité que nous voulons à toute force vous reconnaître. Nous l'imposerons à ceux qui voudraient continuer à la tenir pour négligeable ! »

Le capitaine Marion prit une feuille blanche, dessina l'Algérie et la divisa en six wilayas. Il fit tomber une goutte d'encre sur la wilaya algéroise, puis avec le dos de sa plume l'étala sur le papier.

« Voilà ce que nous voulons. Le cessez-le-feu local chez toi s'étendra à toute l'Algérie. Il faut que tu nous aides. Réfléchis. Tu me répondras demain. »

Toute la nuit Azzedine examina les propositions de Marion. Tout cela était séduisant. Trop séduisant. Quelle que soit sa sincérité, pensait Azzedine, l'armée ne pourrait imposer les réformes évoquées par le capitaine. Au matin, sa décision était prise : sortir à tout prix. Accepter le plan de Marion, signer et jurer n'importe quoi. Une quinzaine de jours auparavant, Omar Oussedik — futur ambassadeur en Union soviétique — avait développé le thème : au cours de la révolution, la fin justifie les moyens... on doit oublier le plan moral au bénéfice de l'efficacité. Lorsque Marion entra dans sa chambre, le lendemain matin, Azzedine, souriant et détendu, l'accueillit par ces mots :

« Capitaine Marion, je vous ai compris ! »

Le 30 novembre Azzedine remonta au maquis !

Prévenu de son accord, le général Massu avait voulu bavarder avec le chef rebelle.

« Tu vois, Azzedine, je savais avoir devant moi un guerrier courageux mais je ne pensais pas que tu étais si intelligent. Marion a carte blanche pour agir avec toi. Il faut arrêter ces effusions de sang. Nous devons nous entendre sans entamer la dignité des combattants. Tous les chefs de la wilaya 4 sont sortis de ton commando. Toi seul peux les convaincre.

— Je le crois, mais il faut que je les voie..

— Je te remets en liberté si tu donnes ta parole que tu reviendras. Je suis même prêt à faire arrêter les opérations entre les wilayas 3 et 4 pour que Si M'hamed ne risque pas d'être touché ou pris avant que tu ne Taies vu.

— Je reviendrai. Je suis prêt à partir. »

Auparavant, Massu et Marion avaient établi avec Azzedine les termes d'une déclaration dont les grandes lignes étaient :

« Après l'arrivée du général De Gaulle à la tête de la France, après les assurances qu'il a données — en particulier dans le discours de Constantine —, la poursuite des combats n'a plus de sens. Les souffrances que subit l'Algérie sont devenues inutiles. Les responsables de l'extérieur auraient dû comprendre les propositions du général De Gaulle. Ils les ont refusées. C'est donc aux responsables de l'intérieur de prendre ces contacts. Je souhaite — sans renier mon action passée — tout faire pour mettre fin à cette lutte fratricide. Je veux désormais me consacrer à l'Algérie nouvelle voulue par le général De Gaulle. Ces paroles que je prononce sous la foi du serment engagent ma personne, mon honneur d'homme et de soldat. »

Et Azzedine avait signé.

« Si je vois le conseil de wilaya, je peux arrêter les combats, avait-il ajouté.

— On te laisse y aller si tu jures sur ton honneur de soldat de revenir.

— Je le jure sur mon honneur de soldat ! »

En fin d'après-midi, le capitaine Marion et l'adjudant Jouder, un Kabyle, avaient emmené Azzedine « en promenade » dans les rues d'Alger où il n'était pas revenu depuis 1955. Puis la voiture s'était arrêtée rue Damoura, à Belcourt, où habitait la famille Zerrari, véritable nom d'Azzedine.

« Viens, dis Marion, tu peux embrasser les tiens. »

Dans l'appartement de son frère, où personne n'avait été prévenu, Azzedine était passé de bras en bras. Tout le monde pleurait. C'était le retour de l'enfant prodigue.

« La France est généreuse, avait dit le capitaine Marion, elle vous rend Si Azzedine. Ce soir, il couchera chez vous ! »

Mais tirant le chef F.L.N. à part il avait ajouté :

« Tu aimes ta famille, Azzedine. Tu vas aller au maquis. Dis-toi bien que si tu ne reviens pas, la famille Zerrari sera éliminée jusqu'au dernier de ses membres ! »

Puis il était parti, laissant Azzedine parmi les siens. L'émotion des retrouvailles passée, Azzedine avait senti que son frère et ses belles-sœurs le regardaient bizarrement.

« Rassurez-vous, leur avait-il expliqué. Voilà ce qui se passe... »

Et il avait dévoilé son plan. Il monterait au maquis, redescendrait, puis remonterait cette fois sans espoir de retour.

« Ça vous laissera le temps de prendre vos dispositions car vous devez vous aussi disparaître. Vous courez un grand danger, vous le savez... »

Lorsque Azzedine s'était évadé de Tablai deux ans auparavant, des contre-terroristes avaient assassiné son frère en représailles. Sa veuve, folle de douleur, avait dit : « Ces F.L.N., tous des bandits. Ils n'apportent que le malheur. » Cette fois, c'est elle qui avait rassuré son beau-frère :

« On est heureux de ce que tu nous révèles. On avait peur que tu n'aies fait quelque chose de grave avec les militaires français. Ne t'occupe pas de nous. Fais ton devoir. Nous, nous sommes comme le reste du peuple algérien... »

Le lendemain, Azzedine monta au maquis accompagné du capitaine Marion et de deux harkis. Il se sépara de ses « anges gardiens » près de Palestro, puis continua seul jusqu'au P.C. de la zone 1. Là il mit au courant Charef Moussa, capitaine de la zone :

« Je dois voir Si M'hamed et Si Salah. Voilà mon plan... »

Si M'hamed était encore en Kabylie. Azzedine fit alerter Omar Oussedik et Si Salah.

« Je vais revenir dans quarante-huit heures, dit-il à Charef Moussa, et pas les mains vides... »

Azzedine fit trois voyages au maquis ! Il avait obtenu qu'à chaque fois il amène une camionnette de vivres et de vêtements à ses anciens compagnons.

« Ils sont décidés au cessez-le-feu, expliqua-t-il à Marion, mais ils voudraient être présentables. Ils sont si déguenillés qu'ils se sentent diminués devant l'armée française. »

Chaque « livraison » s'était faite secrètement. Les responsables de l'opération, qui avaient donné grande audience au « ralliement » d'Azzedine, considéré comme une victoire d'importance, ne tenaient pas à ce que les unités combattantes dans le djebel et surtout la population pied-noir apprennent que l'état-major équipait le maquis !

Au quatrième voyage, Marion et ses gardes du corps attendirent en vain Azzedine qui faisait route avec Omar Oussedik et Si Salah vers la Kabylie, où l'attendait Si M'hamed.

L'opération Azzedine avait fait long feu. À Alger, on décida qu'Azzedine avait cru au cessez-le-feu mais n'avait pu convaincre ses compagnons dont il était le prisonnier. La version satisfaisait tout le monde et faisait oublier qu'entre la capture et la « disparition » du chef militaire de la wilaya 4 il ne s'était écoulé que treize jours !

Plus rien n'avançait. Le temps semblait suspendu. Les demi-victoires succédaient aux demi-défaites, l'armée et le F.L.N. restaient face à face. Ni l'une ni l'autre n'était

capable de porter un coup décisif.

Du côté français les élections législatives s'étaient déroulées dans le calme. Sans enthousiasme. La ruée vers les urnes du référendum ne s'était pas renouvelée. Plus de 35 p. 100 d'abstentions ! Un demi-succès pour le F.L.N. qui avait ordonné le boycott des élections. Mais plus qu'aux ordres du Front c'est à la lassitude que la population avait cédé. À nouveau elle attendait, désorientée. L'armée, malgré les consignes d'impartialité, avait favorisé les candidatures qui avaient ses préférences. Elle n'avait eu aucun mal : les quelques libéraux qui auraient pu se présenter avaient reculé devant l'hostilité européenne et l'ignorance politique musulmane. Les soixante-sept députés élus (quarante-six musulmans et vingt et un Européens, étaient tous sincèrement favorables à l'intégration. Les Européens d'Algérie auraient dû pavoiser. Contrairement à leurs craintes, la loi du nombre n'avait pas joué contre eux et leurs députés — qu'ils soient européens ou musulmans — allaient défendre l'intégration à la Chambre. Mais on parlait de plus en plus de tractations avec le F.L.N., de changeaient à la tête de la Délégation générale. Le départ des militaires avait condamné les C.S.P. qui s'enlisaient dans des querelles de clans et des joutes oratoires stériles. Les musulmans étaient rentrés dans leur coquille. La vague du 13 mai n'était plus qu'une écume.

Du côté F.L.N., la situation était désastreuse. La révolte grondait. Lorsque Azzedine, en fuite, se présenta devant Si M'hamed, celui-ci annonça une grande réunion interwilayas provoquée par Amirouche.

« Nous avons beaucoup de choses à régler ensemble, lâcha-t-il.

— Les purges ? demanda Azzedine.

— Oui. Entre autres. Mais c'est surtout avec le G.P.R.A. que rien ne va plus ! »

Azzedine sentait Si M'hamed réticent à son égard. Bien mieux, il semblait troublé par ce que lui avait dit Amirouche.

« Il n'a peut-être pas tort. Il y a des traîtres partout... »

Azzedine se sentait visé. Il avait pourtant expliqué son plan, pourquoi il avait signé ce papier. On l'avait cru mais, depuis l'entretien Amirouche-Si M'hamed, rien n'était plus comme avant. D'ailleurs le chef de la wilaya 4 qui se rendait vers l'Est pour assister à la réunion interwilayas se fit accompagner d'Azzedine et d'Omar Oussedik, nouveau secrétaire d'État.

« Vous continuerez vers la Tunisie, leur dit-il. Il est temps que vous passiez à l'extérieur pour expliquer notre situation. »

Azzedine, valeureux chef militaire, devenu suspect... Oussedik, toujours considéré comme communiste par les plus traditionalistes et les plus réactionnaires des chefs de wilaya comme Amirouche, éloigné de l'Algérois... ce « voyage » vers Tunis ressemblait fort à un exil !

La réunion se tint en wilaya 2 en pleine montagne au centre d'un triangle Taher-Mila-El-Milia, du 6 au 13 décembre 1958. Elle marquait le premier désaccord violent entre les maquis de l'intérieur et la direction de la révolution. Son âme en était Amirouche qui comptait sur cette assemblée extraordinaire — la première depuis le congrès de la Soummam à se tenir en Algérie — pour rétablir les vieux principes de primauté de l'intérieur sur l'extérieur. Il était temps de prouver à ces « révolutionnaires de palace » de Tunis et du Caire que ceux qui se battaient dans les maquis devaient avoir une place prépondérante dans la direction de la révolution.

Après avoir rencontré Si M'hamed et J’avoir convaincu de l’importance d’une telle conférence, Amirouche, qui se révélait le plus décidé des chefs de wilaya, se livra à un véritable travail de propagande anti-G.P.R.A. Exploitant un sentiment d’amertume très général, il démontra aux autres chefs à quel point le G.P.R.A., qui devait être le « prolongement » de l’intérieur à l’extérieur, les abandonnait.

« Ils font de la politique sans faire la guerre, s’insurgea-t-il, nous devons reconsidérer toute notre stratégie de la conduite des affaires. L’intérieur se trouve délaissé, livré à ses propres moyens. Le G.P.R.A. pas plus que l’état-major — qu’il soit de l’Est ou de l’Ouest — ne nous envoie d’armes ni de munitions. Le barrage devient pour nous infranchissable. Et eux, avec leur armée des frontières, ne font rien pour le franchir et nous ravitailler. »

Sentant que son sentiment était partagé par les chefs de wilaya présents, Amirouche poussa son avantage. Il était impossible que le G.P.R.A. soit le leader de la révolution puisque à la Soummam on avait défini la primauté de l’intérieur sur l’extérieur. Le G.P.R.A. n’était donc constitué que par des « émissaires » des maquis.

« Les véritables chefs de la révolution sont à l’intérieur, s’écria Amirouche, on ne saurait accepter un état-major qui ne soit pas au combat à nos côtés ! »

Autour d’Amirouche, Si M’hamed (Algérois), Si Haouès (Sud), Hadj Lakhdar (Aurès), représentaient les wilayas 4, 6 et 1. Manquaient à l’appel les chefs des wilayas 2 et 5, le Constantinois et l’Oranais.

Avec eux, Amirouche, qui tentait de regrouper autour de son nom le mécontentement des chefs de l’intérieur, avait essuyé deux échecs. Ali Kafi, le chef de la wilaya 2, l’avait néanmoins reçu, entouré de Lamine Khene, nouveau secrétaire d’État du G.P.R.A., et de Çaout El-Arab qui allait devenir son successeur. Ben Tobbal, au sein du G.P.R.A., avait gardé une telle autorité sur ses hommes restés à l’intérieur que ceux-ci malgré leur amertume et leurs difficultés ne pouvaient imaginer que leur ex-patron les laissât tomber. Si le G.P.R.A. ne les aidait pas plus c’est qu’il y avait des difficultés qui les dépassaient. Ali Kafi avait refusé de participer à la réunion.

De même, à l’ouest, Boussouf gardait la haute main sur ses hommes. En outre, Boumediene, qui était l’homme fort de la wilaya 5 et de l’état-major de l’Ouest, donnait beaucoup plus d’importance à l’avenir qu'aux querelles « régionales » d’Amirouche. De son P.C. d’Oujda, où les problèmes de vie quotidienne ne se posaient pas avec la même acuité qu’au centre des combats en Kabylie, dans l’Algérois ou dans l’Est, Boumediene créait l'armée nouvelle, étudiait les problèmes de l’avenir, parlait pétrole, formation de futurs cadres. Pour lui, les combattants de l’intérieur étaient sacrifiés. Il ne s’occupait que de la préparation de ceux qui prendraient la relève. Dès 1958, il pensait à « après ». Il fallait se préparer à gouverner, à diriger ceux qui seraient les futures élites du pays. Pour l’heure, la phase capitale était la reconstruction du pays et non l’opposition au G.P.R.A. Boumediene n’entendait pas s’élever contre le gouvernement provisoire sous la bannière d'Amirouche. Lorsqu’il le jugera utile, un an plus tard, il sera chef d’état-major général et c’est lui seul, Houari Boumediene, qui décidera d’ouvrir les hostilités entre l’état-major et le G.P.R.A.

Mais Amirouche, montagnard farouche et décidé, ne s’était pas embarrassé de ces deux « abstentions ». Les wilayas 1, 3, 4, 6, représentant les deux tiers de l’Algérie combattante, décidèrent donc de taper du poing sur la table et d'adresser au G.P.R.A. une

véritable mise en demeure : l’extérieur devait se soumettre à l’intérieur.

Grisé par son succès, Amirouche voulut même adresser ce coup de semonce face à l'opinion publique. Ses compagnons le retinrent à temps sur cette pente dangereuse.

« Réglons notre affaire discrètement, plaidèrent-ils. Dévoiler publiquement nos dissensions internes risquerait de provoquer une scission dont profiteraient les Français. »

Amirouche se rendit aux arguments de ses « collègues » et résuma la position commune : « Nous condamnons l'attentisme du G.P.R.A. Nous réclamons vigoureusement des armes, des fonds et l'action des wilayas. Nous souffrons d’un manque de connaissance de la situation, d’informations, de perméabilité, d’explications entre nos diverses wilayas. Seule une direction politique et militaire établie à l’intérieur pourra remédier à cet état de choses. Nous n’avons que faire de ces état-majors de l’Ouest et de l’Est. »

C’était une véritable déclaration de guerre contre le G.P.R.A. Amirouche prenait la tête d’un mouvement de révolte contre l’autorité centrale. Son influence sur les autres chefs de wilaya était telle qu’il parvint non seulement à justifier la terreur qu’il faisait régner en Kabylie, mais à glisser dans l’esprit de ses compagnons quelques germes de cette « bleuite » qui avait déjà provoqué tant de dégâts.

Ali Kafi, chef de la wilaya 2, ne participant pas à la réunion, avait délégué deux de ses lieutenants en « observateurs » : Si Tahar Bouderbala et Si Abdel Majid Kahlaras. Lorsque Amirouche évoqua l’existence d’un vaste complot qui n’épargnait aucune wilaya, ce dernier l’attaqua violemment :

« Tu es tombé dans le guet-apens tendu par l’ennemi. Tu as dépassé outrageusement tes droits. On ne peut accepter la répression que tu as ordonnée. Chez nous il n'y a pas de « bleus ». Nous sommes très circonspects dans l’attribution de responsabilités. Tu vois des traîtres partout et en même temps tu préconises une offensive contre l'ennemi. C’est idiot. Par tes purges tu as anéanti toi-même une partie de ton armée. La partie la plus intelligente. L’ennemi viendra « zigouiller » le reste ! Ne compte pas sur nous pour entrer dans ton jeu ! »

Pourtant Amirouche plaida tant et si bien sa cause qu’il réussit à convaincre ses compagnons. Il fallut même toute l’autorité d’Ali Kafi et de Çaout El-Arab pour qu’on ne développe pas à l’intérieur de la wilaya 2 un service de renseignements parallèle destiné à surveiller le service de santé, milieu favorable — d’après Amirouche — à une politique de « collaboration » avec les Français !

Moins raisonnables, les chefs des autres wilayas furent si ébranlés par les arguments d’Amirouche qu’ils nommèrent Hacène Mayouz capitaine de renseignement inter-wilayas ! Hacène la Torture allait étendre ses ravages à l’Algérois. Lorsque Si M’hamed revint de la réunion il était à son tour convaincu de la présence de traîtres dans sa wilaya. Azzedine et Oussedik crurent voir « un autre homme » avec lequel il devenait inutile de discuter. L’avenir s’annonçait sombre pour l’Algérois, que les deux responsables n’étaient pas fâchés de quitter.

Le G.P.R.A. ne connaissait pas encore les détails de la levée de boucliers provoquée contre lui par Amirouche qu’il avait déjà dû réagir contre un complot plus subtil dirigé à l’extérieur par des officiers supérieurs de l’A.L.N.

Si, depuis le 13 Mai, le gouvernement français devait compter avec « ses » colonels,

le G.P.R.A. de son côté ne devait pas négliger les siens. Dans les deux camps la politique gouvernementale était loin de satisfaire tous les militaires !

On a vu comment, en février 1958, la rationalisation du travail avait amené le C.C.E. à créer un C.O.M. (commandement opérationnel militaire) confié à l'ouest à Boumediene et à l'est à Mohammedi Saïd. Très vite le C.O.M. avait voulu se mêler des affaires du C.C.E., critiquant en particulier le manque d'action militaire. L'étanchéité de la ligne Morice n'avait fait que développer ces critiques à tel point que le C.C.E., quelques jours avant qu'il se transformât en G.P.R.A., avait décidé sa suppression pure et simple. Boumediene, assisté du colonel Sadek, ancien patron de la wilaya 4, conservait son commandement à l'ouest, mais le C.O.M. de l'est avait posé de multiples problèmes qui trouvaient leurs sources dans l'embrouillamini inextricable des conflits entre la wilaya de l'Aurès, la base de Souk-Ahras et la wilaya 2.

Pour tenter d'apaiser les rivalités de personnes, de races et de tribus, le C.C.E. avait dû faire une place aux côtés de Mohammedi Saïd aux représentants de chacune des zones en conflit. C'est ainsi que le chef du C.O.M. de l'est était assisté du commandant Ben Aouda, un ancien de la wilaya 2 chargé de la logistique à l'extérieur, du colonel Amara Bouglès, chef de la zone de Souk-Ahras, et du colonel Lamouri, chef de la wilaya de l'Aurès. Très vite Mohammedi Saïd les avait accusés de vouloir le renverser. Excédé, le C.C.E. avait pris la décision que l'on sait. Lamouri avait été envoyé au Caire avec Nouaouara, son adjoint de la wilaya 1, laquelle passait aux mains de Hadj Lakhdar que nous avons vu participer à la réunion Amirouche ! Quant à Amara Bouglès il était envoyé en Irak Inutile de préciser l'état d'esprit de ces colonels à l'égard du tout nouveau G.P.R.A., organe suprême de la révolution.

C'est au Caire que tout se noua. Nasser, par l'intermédiaire de son éminence grise Fathi Ed-Dib, chef des services spéciaux, contacta Lamouri et Nouaouara. On n'a pas oublié la réaction du Raïs à la conférence de Tanger et la fureur égyptienne lors de la constitution du G.P.R.A. et du transfert de son siège à Tunis. Nasser venait de trouver le moyen de se venger et surtout de tenter de reprendre une influence certaine sur la direction de la révolution algérienne. Pour cela une seule solution : se débarrasser des 3 B qui tenaient entre leurs poignes implacables les destinées du F.L.N. et les remplacer par des hommes qui lui seraient favorables.

Fathi Ed-Dib laissa entendre au colonel Lamouri et à son adjoint Nouaouara qu'ils bénéficieraient de l'aide égyptienne — finances et armes — pour réaliser leur rêve le plus cher : se débarrasser du G.P.R.A. et le remplacer par un autre d'où seraient impitoyablement éliminés les colonels Ben Tobbal, Boussouf, Belkacem Krim et Mahmoud Chérif ! Il suffisait d'amener au complot un certain nombre d'autres officiers mécontents. Et ils ne manquaient pas. Lamouri et Nouaouara contactèrent immédiatement Amara Bouglès, son adjoint Ouchria et le capitaine Ahmed Draïa — qui deviendra directeur de la Sûreté de l'Algérie indépendante —, tous anciens de la zone de Souk-Ahras. Lamouri qui avait cru à une simple manœuvre des services spéciaux égyptiens s'aperçut que Nasser lui-même attachait une particulière importance à la réussite du complot quand Fathi Ed-Dib lui annonça que, pour asseoir leur pouvoir à la tête du nouveau G.P.R.A., le gouvernement égyptien leur consentirait une aide financière appréciable et le déblocage immédiat d'un considérable stock d'armes !

Le colonel Lamouri, ame du complot, essaya de contacter certains colonels de

l'intérieur, Amirouche en particulier, dont il savait l'opposition au G.P.R.A. Ne parvenant pas à établir une liaison suffisamment sûre, Lamouri y renonça et provoqua une réunion de tous les conjurés au Kef, base de Souk-Ahras, en territoire tunisien. Là les officiers rebelles ne risqueraient rien et pourraient mettre la dernière main au complot qui devrait renverser le G.P.R.A. »

C'était compter sans la remarquable organisation de Mahmoud Chérif, l'homme qui à l'époque avait réussi à réunifier l'Aurès et à régler en partie le problème de la zone de Souk-Ahras. Mahmoud Chérif avait une foule d'informateurs qui le tenaient au courant de l'état d'esprit régnant dans les différentes bases de l'armée des frontières où l'on pensait plus à fronder qu'à franchir le terrible barrage électrifié pour apporter un sang, neuf aux maquis exsangues.

C'est Guerram, un jeune élément de l'Aurès, réfugié en Tunisie, qui vint apporter à Mahmoud Chérif l'information qui allait provoquer l'échec du complot.

« Mon frère, qui est chauffeur de la base de la wilaya 1 en territoire tunisien, expliqua-t-il, doit aller chercher demain le colonel Lamouri à Ben-Gardane, à la. frontière tuniso-libyenne. On parle de révolte chez les *djounoud* de Souk-Ahras et de l'Aurès. Et mon frère doit conduire Lamouri au Kef où il y aura une grande réunion. »

Immédiatement, Mahmoud Chérif téléphona aux 3 B. Krim fut le seul à prendre l'information très au sérieux. Ben Tobbal et Boussouf ne croyaient pas au complot mais décidèrent « à tout hasard » une opération de contrôle. D'après Guerram, Lamouri rencontrerait Amara Bouglès, Ouchria, Ahmed Draïa, qui tous avaient quitté leur poste sans autorisation du G.P.R.A. Cela suffisait pour justifier une « demande d'explication ». Krim avait vu juste. La présence des membres des deux anciens états-majors de la wilaya 1 et de la zone de Souk-Ahras suffirait pour entraîner dans un putsch les *djounoud* de leurs bases respectives. D'autant que le moral de l'armée des frontières avait considérablement baissé depuis l'échec d'une attaque générale décidée par Krim le 1er novembre 1958 contre le barrage tunisien. Les colonels Lamouri et Amara Bouglès entraîneraient sans difficulté des hommes qui redoutaient chaque jour qu'on les envoyât à l'assaut de la « ligne de la mort ».

Sans perdre de temps les colonels du G.P.R.A. se rendirent chez Taïeb Mehri, le ministre de l'Intérieur de Bourguiba, pour l'aviser que le colonel Lamouri « en résidence au Caire » et téléguidé certainement par les services spéciaux égyptiens allait pénétrer sur le territoire tunisien. Taïeb Mehri téléphona immédiatement au poste de Ben-Gardane où on lui confirma le passage d'une Mercedes qui était venue chercher le colonel Lamouri, porteur d'un passeport en bonne et due forme.

« Ou on arrête nous-mêmes Lamouri, dit Mahmoud Chérif, ou on vous laisse ce soin.

— C'est une affaire qui concerne la sécurité de mon pays, répondit Taïeb Mehri. Je vais m'en occuper. »

Taïeb Mehri redoutait depuis longtemps un « coup de Nasser ». Les relations entre Bourguiba et le Raïs étaient à ce point mauvaises que la Tunisie avait rompu ses relations diplomatiques avec la R.A.U. Il était clair que, grâce à Lamouri, Nasser allait faire coup double : se venger de Bourguiba et du G.P.R.A. La réunion des conjurés au Kef fut confirmée pour, le lendemain à 22 heures par le frère de Guerram, l'informateur, qui était lui aussi convoqué à la « réunion générale des chefs de la rébellion ».

« Je m'en charge, annonça le ministre de l'Intérieur tunisien. Je vous confierai les

coupables. »

Le lendemain à 22 heures le local du F.L.N., une maison à un étage, isolée dans la périphérie du Kef, était encerclée par la gendarmerie tunisienne. Lamouri, Amara Bouglès et une vingtaine d'officiers stupéfaits étaient arrêtés et livrés au G.P.R.A. qui laissa filer le « petit poisson » terrorisé, pour ne garder entre ses mains que les meneurs.

Ben Tobbal procéda lui-même à leur interrogatoire dans la prison du F.L.N. à Denden, en dehors de Tunis. Les preuves abondaient. Les conjurés avaient eu l'imprudence — parmi tant d'autres — d'établir par écrit un ordre du jour : « Accusation et jugement des membres du G.P.R.A. pour non-activité. Remplacement de certains membres du G.P.R.A. Exclusion et jugement des colonels Boussouf, Krim, Ben Tobbal et Mahmoud Chérif. »

L'instruction dura trois mois au cours desquels Ben Tobbal et les enquêteurs accumulèrent les preuves des rapports entre les colonels rebelles et les services spéciaux égyptiens. Lamouri avait même noué, par leur entremise, des rapports avec les yousséfistes opposants tunisiens à Bourguiba !

Le G.P.R.A., réuni exceptionnellement, fixa la composition du tribunal qui jugerait les rebelles. Président : Houari Boumediene ; procureur général : Ali Menjli, commandant les troupes le long de la frontière tunisienne ; juges : colonel Sadek, assisté dé trois capitaines.

Les colonels, Lamouri en tête, furent condamnés à mort et exécutés dans la nuit du 15 au 16 mars 1959 en présence des autorités tunisiennes. Les commandants Belhouchet, M'Saadia et Ahmed Draïa s'en tirèrent avec deux ans de prison.

Un chef local. Ali Hambli, responsable du djebel Sidi-Ahmed au sud du Kef, et qui avait réussi à échapper à la grande rafle, sollicita l'arbitrage de Krim et sa venue dans l'Aurès. Devant le refus du chef des armées de se « déranger chaque fois qu'il y aurait un problème », Ali Hambli, pourchassé avec ses hommes par les unités de Mohammedi Saïd, encerclé par un bataillon de l'A.L.N., se rendit à un élément du 3e hussards stationné sur la frontière tunisienne.

La reddition d'Ali Hambli fut présentée dans le cadre de la « paix des braves » qui venait, ce 21 mars 1959, de remporter sa plus grande « victoire » !

Ce n'était pas la dernière « retombée » du complot des colonels. Mahmoud Chérif racontera plus tard qu'à son retour d'un voyage en Chine, peu après l'exécution de Lamouri et consorts, Krim vint le chercher à l'aéroport du Caire « avec un air mystérieux ».

« La commission d'enquête, lui révéla le chef kabyle, a laissé entendre que les « colonels » rebelles avaient peut-être agi avec l'accord des « politiques » du G.P.R.A. !

— Cela m'étonnerait d'Abbas et de Lamine.

— Non, car Si Lamouri réussissait, ils auraient continué à siéger ! »

Et Mahmoud Chérif assurera plus tard que le vice-président du G.P.R.A. lui proposa la création d'une junte militaire dans laquelle Krim serait président et ministre des Armées, Mahmoud Chérif, vice-président et ministre de l'Armement, Ben Tobbal, ministre de l'Intérieur, Boussouf, ministre des Liaisons et Renseignements. La junte, magnanime, aurait gardé les politiques comme « secrétaires » !

« J'ai refusé tout net, dira Mahmoud Chérif, ils me proposaient cela car ils avaient besoin des troupes de l'Aurès que je contrôlais à la frontière. Je jugeais que nous

n'avions ni la maturité ni les connaissances internationales des « politiques » éliminés. C'était perdre la révolution. Ils ne me l'ont jamais pardonné. »

C'est ainsi que Mahmoud Chérif expliquera son élimination du G.P.R.A.

Cette junte aurait-elle changé la physionomie de la révolution ? Les 3 B avaient le pouvoir et entendaient bien le conserver. Ils l'avaient prouvé une nouvelle fois en réglant à leur manière le « complot des colonels ».

C'est le grand chambardement, le bouleversement total, la mue. L'Algérie civile et militaire change de peau. Salan s'en va. C'est officiel le 19 décembre. On lui a promis le premier rang de l'armée et cette médaille militaire qu'il attend depuis longtemps. Il aura le hochet, pas le poste. En fait d'inspecteur général de la Défense, titre qui avait été créé pour lui, le général Salan se retrouvera gouverneur de la place de Paris, voie de garage dorée et sinistre pour militaire de haut rang. De Gaulle fait table rase. Fini, le 13 Mai ! Terminés, les comités de salut public ! Les officiers doivent rentrer dans le rang et reprendre leurs activités purement militaires. Les civils récupèrent leurs pouvoirs. La kermesse politico-patriotique vient d'éteindre son dernier lampion. La page est tournée.

La grande valse des généraux et colonels a précédé le Chant du Départ du délégué général commandant en chef ! À l'est, le général Vanuxem, commandant de l'Est constantinois, qui s'est violemment heurté à son ministre, M. Guillaumat, et qui surtout clame fort qu'il faut à l'Algérie cinq ans de dictature militaire pour « s'en tirer », doit faire ses valises en quarante-huit heures. Le colonel Lacheroy, patron de l'information à Alger, est rappelé en France. La pensée du promoteur du « collège des colonels », le spécialiste du « poisson dans l'eau », s'est exprimé trop franchement et trop souvent. « De Gaulle n'a pas compris que seuls les paras devaient l'amener au pouvoir, a-t-il expliqué. Il nous suffisait de trois jours. Avec quelques centaines de morts, les chefs des partis en fuite, les syndicalistes maîtrisés, tout était dit... Or De Gaulle a restauré ce que nous avions déjà balayé... » Tout cela avec un bon sourire et un savoureux accent bourguignon ! Pour que nombre de jeunes officiers parachutistes qui partagent son opinion ne se fassent aucune illusion sur l'avenir, Lacheroy doit quitter son poste pour la métropole.'Bientôt suivi du colonel Goussault, patron de l'action psychologique. Le colonel Broizat, chef de cabinet de Massu, parachutiste, docteur en théologie, théoricien de la guerre subversive, frère prêcheur de la lutte contre le communisme, défenseur illuminé, mystique et remarquablement intelligent de l'Algérie « dernier bastion de l'Occident chrétien », va reprendre du commandement et « bouffer » de la piste et du djebel. Les « capitaines du 13 Mai » y sont déjà. Le général, De Gaulle, qui, en un peu plus de six mois, a assis le nouveau régime sur des bases solides et l'a doté d'une Constitution, d'un Parlement renouvelé, souhaite pour l'avènement de la V[e] République — fixé au 8 janvier, date de son entrée à l'Élysée — un changement total en Algérie. Balayés, les artisans du 13 Mai ! Dispersés, les colonels qui, innocemment, croyaient « tenir » De Gaulle ! La place est nette. Les successeurs de Salan vont pouvoir faire leur entrée. M. Paul Delouvrier est nommé délégué général du gouvernement. Le général Challe est nommé commandant en chef et adjoint au délégué général. Les officiers vont être relevés par des fonctionnaires civils dans leurs fonctions administratives. D'un trait de plume, De Gaulle vient de rétablir l'autorité du pouvoir civil.

TROISIÈME PARTIE

L'ANGOISSE

C'est au mois d'octobre 1958 que Paul Delouvrier, chef de la division financière de la Haute Autorité Charbon-Acier à Luxembourg, haut fonctionnaire parfaitement inconnu du public, est convoqué à Matignon où l'accueille Georges Pompidou, directeur du cabinet du président du Conseil Charles De Gaulle. Les deux hommes se connaissent depuis 1945, ils se sont revus dans la salle des professeurs à Sciences Po et s'estiment fort. Delouvrier est ancien du R.P.F., ami personnel de Michel Debré. Il a la réputation d'un technicien hors pair. Il a quarante-quatre ans. Directeur général des impôts, ce super-financier a été nommé à la Haute Autorité à quarante ans ! On le considère à Paris comme un « morceau de la cervelle de Jean Monnet et de René Mayer ». Et avec cela « bel homme ». Grand, des épaules de « fonceur », une élégance stricte avec l'amour des chemises à col anglais. Un visage franc et ouvert, une fine moustache, un regard qui va au fond des choses et qui vous décortique son interlocuteur en quelques minutes de conversation. Bref, le haut fonctionnaire dont le brillant passé — dans la Résistance — et le présent à un poste d'une importance internationale, laissent augurer d'un avenir exceptionnellement prestigieux.

Delouvrier, qui n'est pas un politique, pense que le Général, ayant « lancé » le plan de Constantine, a besoin de conseillers financiers. Très vite Pompidou le détrompe.

« Le Général veut remplacer Salan, mon cher Delouvrier. On a cherché parmi les jeunes hauts fonctionnaires ayant des capacités économiques, car nous ne voulons pas de « politiques » ni d'éléments de la préfectorale, qui s'opposent sans cesse aux militaires. Peu d'hommes réunissent les qualités que nous recherchons. Pour être franc, nous avons retenu deux noms : Guillaumat et vous. Guillaumat veut rester aux armées... »

Reste Delouvrier, qui tombe des nues ! Un timbre sonne dans le bureau de Pompidou.

« Le Général vous attend... Il ne vous parlera pas du remplacement de Salan. »

Lorsque, une demi-heure plus tard, Paul Delouvrier sort du bureau du général De Gaulle qu'il n'avait pas revu depuis 1947 à l'époque du R.P.F., il est chargé d'enquêter en Algérie et de faire un rapport personnel au président du Conseil.

« Vous avez un mois, Delouvrier, a dit le Général. Il est nécessaire de voir sur place ce qu'il en est. »

Pas un mot d'une mission ultérieure. Le lendemain, René Brouillet, chargé des affaires algériennes à Matignon, a préparé son ordre de mission ainsi que ceux de ses compagnons. Car Delouvrier ne veut pas partir seul. Il emmène MM. Rigottard et Maffart. Il connaît ce dernier depuis longtemps. Ensemble ils ont préparé l'inspection des finances. Autant on imagine mal Delouvrier parmi les dossiers arides de la Cour des comptes autant Michel-Jean Maffart semble avoir été fait pour cela. À la fougue de Delouvrier il oppose un calme qui pourrait passer pour de la mollesse à qui ne le connaîtrait pas. Le teint blême, le cheveu blond raide, l'œil endormi derrière les lunettes à fine monture, replet, Maffart enfourne inlassablement des dossiers, les dissèque, les analyse, en extrait l'essentiel et les rejette. Repu. Mais son cerveau a tout enregistré, en a déjà tiré les conclusions qui s'imposent. L'œil qui semble terne se réveille à l'essentiel, ne laisse rien passer, ni la faille dans un dossier, encore moins chez un homme. Dangereux, Maffart ! L'enveloppe du petit fonctionnaire sans éclat, le modèle du conseiller à la Cour des comptes, renferme un redoutable analyste. Un déclic et ce faux mou se transforme en bourreau de travail à l'activité frénétique qui ne passe rien, qui ne néglige personne. Il est même capable d'enthousiasme ! Si Delouvrier, « le plus bel

animal de sang que De Gaulle ait jamais pris au lasso » selon BIoch-Lainé, décide de s’adjoindre Maffart, c’est qu’il en connaît les qualités.

La pipe au bec, l’œil à l’affût, Michel-Jean Maffart a déjà diagnostiqué l’Algérie de 1958. Il a fait partie en février d’une mission d'application de la loi-cadre. Au retour, son verdict est implacable : Alger est obsédé par le mot de Bourguiba — « il faut se contenter de peu et arracher, par ruse ou grâce aux circonstances, feuille par feuille » — et oppose à la loi une force d’inertie considérable.

« Les directeurs du G.G. voient cette loi-cadre d’un point de vue très conservateur, constate Maffart, ils veulent conserver le plus de verrous possible à un courant qui conduirait à l'indépendance. La réticence d’Alger est compréhensible car les textes de la loi-cadre demandent de la grandeur d’âme pour leur application ! » Mais le 13 Mai est passé par là. C'est une Algérie nouvelle que la mission Delouvrier doit ausculter.

Paul Delouvrier veut tout voir. L'ordre de mission signé de De Gaulle ouvre toutes les portes mais inquiète aussi. Salan a décelé le péril, mais qu’y faire ? Les trois mousquetaires de Matignon fourrent leur nez partout. Chez les militaires d’abord, où Delouvrier descend jusqu'à l’échelon du bataillon. Il s’aperçoit très vite que la situation n’est plus celle du 13 Mai. Le F.L.N. a repris l’offensive. Dans un poste, le futur délégué général demande :

« Où sont les rebelles ?

— Les fells ? Ils sont là. Sur la croupe à côté. »

Dans l’avion qui survole la zone, le pilote s’exclame : « J’entends les fellaghas qui parlent par radio ! » Delouvrier est très impressionné. De son côté, Maffart constate que partout les militaires ont pris goût à l’administration directe. Un simple colonel a beaucoup plus de pouvoirs qu’un ancien sous-préfet. Et les facilités de résidence les changent fort agréablement des cantonnements austères de jadis ! Les militaires s’accrochent à leur « mission » et à ses avantages. Ils n’ont que mépris et dédain pour ces civils, préfets, sous-préfets, administrateurs, dont ils disent pis que pendre !

À Alger, Lacheroy, Goussault et Gardes, qui va les remplacer, s’inquiètent de voir la mission poser tant de questions sur l’administration, sur la politique. Voilà un cobaye de choix sur lequel expérimenter les techniques de persuasion du 5e bureau. Delouvrier connaît le colonel Gardes par sa mère qui tient un petit restaurant rue du Bac, fréquenté par tout ce que la politique et l’administration comptent de personnalités. Le contact personnel est immédiat et cordial. Gardes et Lacheroy développent leurs théories : découverte de la guerre psychologique à travers Mao, nécessité de mettre la population en condition, de porter la guerre sur le plan psychologique pour que ces musulmans soient mobilisés et sortent enfin de leur attentisme. Car on ne reprend plus les thèmes de la fraternisation. Elle a fait long feu. D’après le 5e bureau, c’est parce que De Gaulle n’a pas voulu prononcer le mot magique : intégration, qui aurait réglé tous les problèmes comme par miracle. Et les critiques se font vives à l’égard du président du Conseil.

Les « psychologues » du 5e bureau oublient totalement la métropole. Delouvrier, Maffart et Rigottard, eux, ne l’oublient pas. Cette action psychologique, panacée de la guerre d’Algérie, les laisse sceptiques car sa réussite demanderait un terrain de choix qu’on est loin d’avoir. La population métropolitaine est divisée. Le sens critique des Français repère très vite les tendances à l’endoctrinement. Les papiers de l’action « psy » n’emportent pas l’adhésion générale. Ses dirigeants veulent attirer l’Algérie par

des liens indissolubles. Maffart note pour sa part : « Cette idée est une illusion. L'égalité de fait n'est pas voulue ni acceptée par les pieds-noirs. L'armée s'estime garante des droits des musulmans et des promesses faites, mais les militaires ne se rendent pas compte que les Européens d'Algérie n'en veulent pas. »

Pour sa part Delouvrier leur demande de rencontrer quelques-uns de ces musulmans représentatifs avec lesquels les militaires veulent faire l'Algérie nouvelle. On lui présente d'anciens députés, de futurs députés, des « qui auraient bien voulu mais n'ont pas pu », des ralliés ostensibles. Personne. Faire prendre des vessies pour des lanternes à un Delouvrier est une tâche bien au-dessus des forces de l'ensemble des officiers « psychologiques ». Tout Gardes soient-ils. Déjà ils auraient dû s'en méfier.

La réalité, Delouvrier l'apprend à travers les contacts personnels qu'il s'est réservés au cours de sa mission. « Certainement avec des gens des deux bords, pense Maffart, plus attentif que jamais à cette réalité algérienne. Sinon avec des F.L.N. du moins avec des Français libéraux en contact avec des musulmans pro-F.L.N. »

Les stagiaires de l'E.N.A., à laquelle Delouvrier garde une grande tendresse, lui permettent d'aller au-delà de la façade, de se faire une opinion. Il y a entre ces brillants jeunes gens et le futur délégué général une communauté de pensée, de précision dans l'explication, de façon de dresser un bilan, qui met Delouvrier en confiance. Parmi ces futurs cadres de la nation il y a Michel Rocard, qui deviendra plus tard leader du P.S.U. et futur candidat à la magistrature suprême. Le bilan qu'ils dressent n'a qu'un lointain rapport avec les affirmations militaires. Pour eux, la « personnalité algérienne » est en train de naître, favorisée par la répression. Delouvrier apprend le sort des populations déplacées, des camps de regroupement, des internés administratifs, des milliers d'hommes « interrogés », puis emprisonnés. Les gens de l'E.N.A. sont sensibles au comportement des gosses musulmans. « Un drapeau F.L.N. les fait vibrer, expliquent-ils, ils aspirent à avoir un chant des partisans à siffler... »

Delouvrier prend conscience de l'échec des Lacheroy, Goussault et autres Gardes qui de mai à octobre ont eu les mains libres et la bénédiction de De Gaulle. La population s'enlise dans l'attentisme et les rares élites prêtes à s'engager aux côtés de la France souffrent d'un complexe de frustration par rapport aux pieds-noirs.

Avant de regagner Paris, Delouvrier va rendre visite à une jeune femme, Fatima Dounane, qui dirige une école d'infirmières musulmanes dans la banlieue d'Oran. Son arrivée, précédé de deux motards, crée dans ce quartier une agitation populaire significative : les gens craignent une descente de police ! La jeune femme — elle a vingt-trois ans —, mise en confiance par Delouvrier qui explique son désir sincère de s'informer et d'informer le général De Gaulle, se livre tout entière dans une conversation bouleversante de franchise. À son avis, tous les Algériens sont désormais pour l'indépendance. Il a fallu quatre ans pour les convaincre. Le 13 Mai a été une escroquerie. Rien n'est changé. On se bat. On réprime. On torture. On emprisonne. Delouvrier parle des jeunes filles que Fatima Dounane instruit pourtant sous l'égide de la Croix-Rouge française. Les réticences de Fatima lui font vite comprendre que sitôt formées elles gagneront les maquis.

À son retour à Alger, Delouvrier, qui désormais mesure l'ampleur de la tâche qui l'attend, pose tout à trac la question de confiance à Maffart :

« Je ne suis chargé de rien, lui dit-il, et rien ne me permet de croire... mais si cela

arrivait, si j'étais nommé en Algérie, viendriez-vous ? »

La scène se passe sur le Telemly, à l'endroit où de ce magnifique boulevard on découvre tout Alger, et le port, et la mer et au loin, à droite, les contreforts kabyles. Maffart est troublé. Quitter la quiétude du Conseil d'État ou de la Cour des comptes et se plonger dans ce chaudron ne fait pas peur à cet homme tranquille. De sentiments, Maffart est profondément Algérie française. Mais l'analyse rigoureuse qu'il a faite de ta situation — bien que l'atmosphère soit à l'Algérie française — ne lui permet pas de découvrir « comment cela peut finir ». Il s'en ouvre à son camarade de promotion.

« Si c'est pour tendre à une égalité de droits d'abord, puis à une assimilation ensuite, ce sera très long. Trop long. Et la France ne supportera peut-être pas tant de sacrifices. D'autre part, je ne vois aucune évolution prochaine en direction de l'indépendance. Ce serait contraire à ce qu'a dit le Général et surtout l'abandon serait difficile à consentir.. »

Delouvrier approuve. Il paraît convaincu que le Général n'entend pas donner l'indépendance ni seulement négocier avec le F.L.N.

« Alors ? interroge-t-il.

— Alors par sympathie je viendrai. Mais à condition de pouvoir partir à tout moment si je ne suis plus d'accord. Et aussi à condition de ne pas faire le contraire de ce qui a été dit. Cela posé, la tâche sera ingrate. Tout le monde est si réticent... »

Dès son retour Delouvrier est reçu à Matignon. Au rapport. De Gaulle veut bavarder avec l'homme de son choix. Il attend beaucoup de ses réflexions. Le tableau que brosse le haut fonctionnaire n'est ni souriant ni pessimiste. Des faits. Des comptes. Des conclusions. L'important, le plus important, c'est la mise en route immédiate du plan de Constantine. Naturellement, le problème politique reste entier. La question essentielle est de savoir si l'on peut « faire passer » les données économiques compte tenu de la situation politique. Mais cela c'est l'affaire du Général, qui ne manque aucune occasion de le faire comprendre à ses interlocuteurs. L'Algérie est sous l'emprise militaire totale. À Alger, Oran et Constantine un préfet est l'adjoint du général commandant la région. Ailleurs, plus de préfets, quelques sous-préfets sans pouvoirs. Delouvrier ne cache pas la fâcheuse impression qu'il retire de ces dispositions. D'autant que la situation militaire est loin d'être favorable. La période du 13 Mai au référendum a négligé des problèmes qui ont maintenant retrouvé toute leur acuité. Les méfaits du F.L.N. ont repris. Il faut réagir.

Delouvrier est persuadé que De Gaulle ne fera pas une politique Algérie française, qu'il estime impossible. La tâche consistera au contraire à faire évoluer l'Algérie vers une indépendance quelconque dans un délai non fixé. Comme le Général reste muet sur ce point, Delouvrier lance en conclusion de son rapport oral.

« Mon général, l'Algérie sera indépendante !

— Dans vingt-cinq ans, Delouvrier, dans vingt-cinq ans... En attendant, mettez-moi noir sur blanc ces réflexions. Je vous reverrai bientôt. »

En économiste, en financier, le haut fonctionnaire rédige un modèle de rapport technique qui ravit le Général. Sa décision est prise. Delouvrier est son homme.

« Et celui-là, confie De Gaulle à son entourage, est un économiste. Il ne va pas m'enquiquiner avec la politique. Il ne cherchera pas à se faire aimer par Alger.

D’ailleurs je n’aime pas les gens qui s'intéressent trop aux *natives*. »

À son habitude, le Général mène l’affaire tambour battant. Début décembre il annonce sa nomination à Delouvrier.

« Je vous ai choisi pour succéder à Salan.

— Mon général, ma fonction n'a jamais été d'autorité mais a toujours relevé du domaine économique et financier. Dans cette phase évolutive du problème algérien je suis prêt à mettre en application le plan de Constantine mais pas à prendre les pouvoirs civil et militaire ! Je ne me sens pas de taille...

— Vous grandirez, Delouvrier. Je vais faire un voyage en Algérie et au Sahara et vous viendrez avec moi. Je ferai part de cette décision à Salan et vous vous mettrez d’accord pour fixer le plus vite possible la passation des pouvoirs. »

Lorsque, le 3 décembre, Salan qui accueille De Gaulle voit sur la passerelle de la *Caravelle* Paul Delouvrier avancer en tête de la « suite », il a compris. La présence de « l’enquêteur de Matignon » au côté du général lui fait « renifler » quelque chose. Et la confirmation vient bien vite. Salan, « appelé à de hautes destinées », jette un œil noir à Delouvrier lorsque celui-ci évoque la passation des pouvoirs.

« Me faire ça à moi ! Je ne comprends pas. Je n'ai pourtant pas démérité. »

La date est fixée au 19 décembre.

« Il me faut plus de temps, proteste Salan. J’ai des affaires importantes en route. »

Mais De Gaulle s'en désintéresse. Sa décision est communiquée. Il pense déjà à autre chose. À l’avenir.

À peine rentré à Paris, Delouvrier fait la connaissance de Maurice Challe qui va, à ses côtés, prendre le commandement de l'armée d’Algérie. La rencontre a lieu le 11 décembre à Matignon où De Gaulle a convié à déjeuner Delouvrier, Challe, René Brouillet, son conseiller pour les affaires algériennes, et leurs épouses. Incapables d'un numéro de séduction les deux hommes « accrochent » immédiatement.

Maurice Challe a cinquante-trois ans, un visage franc, ouvert, aux traits lourds, des épaules de rugbyman, des bras de lutteur. Une force de la nature. Depuis 1955, il est major général des armées. À ce titre il est chargé de prévoir tout ce dont l'armée peut avoir besoin en hommes et en matériel. C’est un technicien hors pair. Pendant la première affaire de Suez, il a reçu la délicate mission de tester l’armée israélienne, puis d’assurer une liaison politico-militaire entre Guy Mollet, Anthony Eden et les Israéliens. Ce général technicien n’est pas pour autant un officier de cabinet. Il sait être homme d’action et l’a prouvé dans la Résistance. Chef d'un réseau à Avignon, il a réussi à se procurer l’ordre de bataille complet de la Luftwaffe à l’heure du débarquement ! Et à le transmettre par radio à Londres, ce qui lui valut les félicitations personnelles de Churchill et la D.S.O.[1].

De Gaulle a choisi ce général d’aviation têtu, franc, solide, posé, calme et tenace pour succéder à Salan et pour sortir une armée engluée dans le quadrillage et dans l’action psychologique de sa léthargie opérationnelle. En outre, Challe qui sait que depuis l’Indochine et surtout depuis Suez les militaires ont le sentiment de se faire tuer pour rien — sentiment pas toujours exact mais profondément ancré — est imperméable aux doctrines. Il est intelligent mais sans éclat. Un peu lourd, il a un bon sens paysan qui ne doit pas se laisser entamer par les théories de guerre subversive et d'intégration qui sont les deux mamelles de la toute-puissante action « psy ».

Dès le 15 octobre, le général De Gaulle l'a envoyé en Algérie comme adjoint de Salan avec promesse de succession. « Pour un aviateur ce ne sera pas facile, mon général, a dit Challe. Là-bas l'action est menée par l'armée de terre à 85 ou 90 p. 100. » Mais De Gaulle a maintenu sa position. Et depuis deux mois Challe vit en Algérie. Salan, très renfermé, n'a pas très bien pris la chose et Challe, n'ayant pas de responsabilité de commandement, en a profité pour aller partout, pour se rendre compte sur le terrain de la guerre qui est menée. Lui aussi voit tout. C'est un aviateur, alors on le regarde de travers, mais les cinq étoiles qui brillent sur le bleu des pattes d'épaulette font rentrer les récriminations dans la gorge des « terriens ». Il observe, note et ne dit rien. Les critiques et les remèdes ce sera pour plus tard quand il sera le patron. Mais déjà il se promet de ne jamais mettre sur pied l'une de ces brillantes opérations comme celle à laquelle il assiste à Aflou : on délimite une zone, on la boucle et on ratisse. Tout cela est préparé dans le plus grand mystère mais avec toutes les dactylos dans le secret ! Avec de la chance on tombe sur une ou deux katibas. Cela fait un beau communiqué et, l'opération terminée, on s'en va. Les rebelles reviennent ou sortent de leurs caches admirablement dissimulées. Tout est à recommencer. On se croirait au temps du bon vieux « Babar » Cherrière !

Challe a pu également admirer de près cette aberration que constituent les zones interdites. Interdites aux Français ! Car les rebelles, eux, y sont parfaitement tranquilles.

« La guerre menée actuellement en Algérie, confie Challe à Delouvrier, c'est une succession de coups parfois spectaculaires sans aucune suite politique et militaire. Le F.L.N. reste, aux yeux de la population, le maître du pays ! »

Delouvrier partage tout à fait l'avis de Challe qu'il trouve très sympathique. En attendant le Général, les deux hommes prennent l'apéritif dans le petit salon et bien sûr la conversation roule sur l'homme auquel ils vont succéder : Raoul Salan. Challe, mordillant son éternelle pipe, reste vague. On ne se démolit pas trop entre militaires. Surtout devant un civil ! Mais la critique de la guerre que vient de faire l'aviateur retombe directement sur Salan. Delouvrier, lui, n'y va pas par quatre chemins.

« Mon général, nous sommes destinés à travailler ensemble. Je ne sais si je serai au-dessus ou au-dessous de vous. Mais je sais que si nous ne formons pas un véritable tandem, si nous ne sommes pas liés à la vie à la mort, ça ne marchera pas. Avec moi, ne soyez jamais le général Salan.

— Ce n'est pas mon genre, monsieur Delouvrier, je ne suis ni un politique... ni un Chinois ! »

Quand le général De Gaulle arrive il trouve les deux hommes épanouis, fort satisfaits l'un de l'autre. La collaboration entre le civil et le militaire s'annonce bien. Au moment de passer à table, le Général, après un bref coup d'œil circulaire, lance :

« En sommes, messieurs, il y a ici toute l'Algérie... »

Puis, comme s'il cherchait un absent, il ajoute de sa voix profonde :

« Ah ! non, il manque Ferhat Abbas... »

Deux scènes vont situer les rapports entre le général De Gaulle et ses représentants en Algérie. Car c'est désormais une certitude, l'Algérie, c'est De Gaulle. Ce n'est plus le gouvernement qui décide de la politique à y mener — ou qui à l'extrême se la laisse dicter par Alger, comme ç'a été le cas de 1954 à 1958 — c'est un homme, approuvé au suffrage universel par une nation satisfaite de pouvoir enfin se débarrasser sur ses épaules d'un problème qui de jour en jour devient plus préoccupant. Tout va désormais

se jouer entre l'homme De Gaulle et l'Algérie.

La première scène réunit Challe et le président du Conseil. Le nouveau commandant en chef, qui, en deux mois, s'est fait une certaine idée de l'Algérie, veut obtenir des assurances.

« Mon général, demande Challe, avant de partir j'ai deux choses à vous demander.

— Allez, Challe.

— La première concerne les harkis. Il faut développer ce corps. On ne fait bien la guerre qu'avec des autochtones. Ils sont actuellement 26 000. J'en veux au moins 60 000 ! La seconde : je veux votre accord formel qu'on ne m'enlèvera pas un seul des hommes que je trouverai en arrivant. Les effectifs doivent rester tels qu'ils sont actuellement. »

La théorie de Challe est simple : dans le cadre du maintien de l'ordre, il faut des effectifs considérablement supérieurs à ceux de la rébellion, qui a l'initiative, qui mène la danse, choisit ses objectifs et le moment de l'attaque. Devant De Gaulle, il se fait convaincant.

« Mon général, quelques milliers de rebelles mobilisent des centaines de milliers d'hommes. Et il n'y a qu'un moyen de diminuer les effectifs : accentuer la répression et faire du contre-terrorisme calqué sur le terrorisme. Ce qui n'est pas un moyen d'engager la population à nos côtés. Or nous avons besoin de la gagner. Le rebelle est comme un poisson dans l'eau. Il faut lui couper l'eau, c'est-à-dire ou protéger la population ou faire du super-terrorisme. Pour que, dans les deux cas, le peuple sache que nous sommes les plus forts. La solution civilisée est d'être partout et tout le temps. C'est pourquoi il me *faut* ces effectifs. »

De Gaulle est resté silencieux. Impassible. Seul un tic qui contracte sa lèvre inférieure traduit son agacement.

« Challe, on ne pose pas de conditions à De Gaulle !

— Mon général, je ne pose pas de conditions. Je demande les moyens de travailler. Alors ou j'obtiens votre garantie, ou vous me mettez à la retraite ! »

Le président du Conseil a un haut-le-corps, puis il demande, bourru :

« Vous avez un papier ?

— Voilà, mon général. »

En quinze lignes Challe a exprimé ses desiderata. De Gaulle les lit attentivement puis dans la marge écrit : *D'accord*. Il signe et rend le papier à Challe.

« Voilà. Vous êtes content ? Maintenant vous pouvez gagner votre poste.

— Merci, mon général. »

Le général Challe serrera précieusement le document dans son coffre à Alger. Il me racontera plus tard que, trois mois après, le papier avait mystérieusement disparu !

La seconde scène se déroule cette fois entre le président du Conseil et Paul Delouvrier. Il s'agit de donner au nouveau délégué général des instructions sur l'attitude à prendre à Alger. Delouvrier sait qu'il doit appliquer en Algérie une politique de « relève ». De Gaulle veut une mise en œuvre rapide du plan de Constantine et le prompt retour des pouvoirs administratifs entre les mains des civils.

René Brouillet et Paul Delouvrier ont « pondu » un projet d'instructions que le général De Gaulle relit attentivement. Il biffe, il corrige. Puis le refait totalement. Il commence par ces mots qui seront reproduits dans toute la presse dès l'arrivée du délégué à Alger :

« Vous êtes la France en Algérie... »

Puis le Général entreprend non de livrer sa pensée mais d'expliquer les grandes lignes de ce que sera le rôle de Delouvrier :

« La France doit avoir les mains libres pour faire ce qu'elle voudra, Delouvrier. Pour cela, il faut que la situation militaire soit-meilleure que ce qu'elle est et que l'armée obéisse. »

Delouvrier espère des directives politiques précises mais le Général continue dans une ligne d'« indétermination » apparente qui lui est familière.

« Nous devons tirer l'Algérie de sa « mouise » pour lui donner la possibilité de choisir. Que ces Arabes voient leur véritable intérêt ! C'est pourquoi je vous demande d'insister, de bien faire comprendre à tous que vous êtes la France en Algérie et non le représentant des Algériens en France. »

Et De Gaulle, après un temps, ajoute :

« Il n'est pas opportun de terminer vos allocutions par Algérie française ! »

Puis, moins grave, il passe aux décisions économiques.

« Il faut que je mette quelque chose dans votre corbillon ! Que désirez-vous ? »

Et Delouvrier, qui, avec les questions économiques, retrouve un terrain familier, demande une subvention de cent milliards et l'assurance que les compagnies pétrolières seront obligées par le gouvernement de sortir le gaz du Sahara et de le faire arriver jusqu'à la côte de façon à industrialiser l'Algérie. Sur ce point les pétroliers sont très réticents car ils~gagnent plus sur le pétrole que sur le gaz, pour lequel on ne peut tolérer qu'un bas prix.

« Si l'Algérie devient indépendante, mon général, jamais les Algériens ne vous pardonneront de ne pas avoir sorti le gaz. Et cela deviendra important pour nos fournitures en pétrole ! »

Accordé. Le Général semble de bonne humeur. L'entretien est terminé. Delouvrier peut faire son entrée à Alger. Pourtant, le délégué général reste soucieux. De Gaulle ne lui a pas parlé de solution politique pour l'Algérie. « Rien au-delà du papier que je vous remets », a-t-il même précisé. Alors Delouvrier prenant son courage à deux mains évoque devant le Général le problème clef de l'heure : l'intégration.

« Mon général avec le nombre d'élus sous l'étiquette Algérie française et avec les U.N.R., les députés d'Algérie vont déposer, dès la rentrée parlementaire, une motion demandant l'intégration à la France métropolitaine. Et sur cette motion qui va rencontrer la majorité dans cette nouvelle Chambre, une « politique d'attente » risque d'être bousculée par le Parlement.

— Ne vous inquiétez pas ! Ceci est mon affaire.

— Mais, mon général, s'entête Delouvrier, durant la mission que vous m'avez confiée en Algérie, j'ai eu une conversation de deux heures avec le colonel Lacheroy. Celui-ci m'a affirmé que la motion était prête et que vous risquiez d'être battu. »

De Gaulle devient blême, les yeux flamboient, la lèvre tremble. Il se lève et, furieux, met fin à l'entretien en criant à travers son bureau :

« Delouvrier, sachez que je ne suis ni Guy Mollet, ni Pflimlin, ni Félix Gaillard ! Je suis De Gaulle ! »

Delouvrier, abasourdi et furieux lui aussi, se retrouve dans le bureau des aides de camp. Prêt à affronter l'Algérie. Le Général ne lui a pas-serré la main !

Salan s'en va. Prise d'armes, musique, grand tam-tam, motards en gants blancs, gerbe au monument aux morts. Et quelques « Vive Salan » qui ne peuvent cacher la grande indifférence qu'Alger témoigne au délégué général qui la quitte. Quelques milliers de curieux. Rien de plus.

Ortiz a essayé de rameuter ses troupes. Pour une fois elles ne font guère de bruit. Le délégué général, impassible, très froid, très maître de lui, ne laisse rien paraître de son amertume. Il n'a jamais été adopté par la Ville blanche. Il n'a jamais été aimé ni de l'armée ni du peuple. Trop secret pour créer un courant affectif, il n'a dû son éphémère popularité qu'au 13 Mai et au symbole de l'Algérie française qu'il a incarné.

Salan s'en va. Alger s'en fout. Il lui reste Massu et sa gueule de travers. Son personnage éternellement grognon a séduit la ville qui voit en lui le véritable garant de l'esprit du 13 Mai. Ah ! si celui-là partait ce serait autre chose. Mais Salan, après tout, il a beaucoup hésité en mai, on a fini par s'y faire. Il s'en va, un autre arrive. Quelle importance ?

L'avion de Salan croise celui de Delouvrier au-dessus de la Méditerranée. Les deux hommes échangent les traditionnels messages de politesse. À Maison-Blanche les mêmes troupes présentent les armes, les mêmes journalistes « couvrent » le départ de l'ancien et l'arrivée du nouveau. Mêmes scènes, mêmes honneurs, mêmes motards. La même gerbe aurait pu servir. Mais la ville est encore plus froide pour Delouvrier que pour Salan. Elle boude. C'est une vieille habitude à Alger. On n'aime pas les « nouveaux », on brode sur leur passé, on augure mal de leur avenir. Souvenez-vous. Soustelle, l'homme de gauche, c'était le « juif » libéral qui ne connaissait rien des « ratons » ; Lacoste, le syndicaliste, venait pour « brader » ; Salan, le général socialiste, était un franc-maçon, opiomane de surcroît. Lui aussi ne pensait qu'à larguer l'Algérie ! Pour Delouvrier, on ressort la vieille étiquette qui à Alger a toujours fait ses preuves : c'est un mendésiste. Et gaulliste par-dessus le marché ! Pauvre Mendès, son nom sent toujours le soufre. Alors même qu'écrasé par la stature de De Gaulle il s'éloigne de l'avant-scène politique, en Algérie il fait encore fonction d'épouvantail !

Quelques braillards essaient de conspuer Delouvrier au monument aux morts. Lagaillarde, qui est là, a tôt fait de les museler. C'est facile, le cœur n'y est pas. Si De Gaulle a décidé de remplacer Salan par un monstre, à deux têtes c'est que celles-ci sont d'une fidélité à toute épreuve. Challe et Delouvrier doivent être « aux ordres ». Avec eux Alger joue donc à la belle indifférente. Et puis le temps est au froid sec et n'invite pas à la manifestation. Les fêtes de fin d'année sont là, toutes proches. On verra « l'année prochaine » !

En bon père de famille, Paul Delouvrier installe les siens au palais d'Été. Sa femme et sa fille Anne découvrent les merveilles du vieux palais mauresque. Les deux « petits », Michel et Philippe, prennent possession de ce parc admirable où ils pourront faire les quatre cents coups. Le plus célèbre des enfants Delouvrier, le petit Mathieu dont les journaux du monde entier reproduiront le nom lors de la semaine des Barricades, ne naîtra que quelques jours avant le drame.

Au premier étage du G.G., c'est l'effervescence. Les membres du cabinet Delouvrier reconnaissent les lieux. On se distribue les bureaux. Le grand rouge, c'est celui du délégué. En face, ce sera celui du général Challe qui, devant remplacer Delouvrier lors

de ses absences, veut — pour montrer sa volonté de coopération franche et sincère — avoir un bureau au Gouvernement général. Michel-Jean Maffart, directeur des cabinets civil et militaire, constate le premier l'ampleur de la tâche qui l'attend. Dans les bureaux c'est le vide « barométrique ». Salan n'a rien laissé. Ni un dossier, ni un papier, ni un sou.

« Cela ne m'est jamais arrivé, confie Maffart à son patron. Et pourtant j'ai « fait » la Santé publique, l'Intérieur, Matignon et les Affaires étrangères. J'ai toujours trouvé — et, en partant, laissé — des dossiers en ordre !

— Eh bien ! repartons de zéro, dit Delouvrier en se carrant dans le fauteuil qu'ont occupé Soustelle, Lacoste et Salan. Nous sommes assez nombreux pour faire face aux problèmes. »

Le technicien fait place à l'homme d'action. Désormais, en Algérie, c'est lui le patron. Premier objectif : faire le point de la situation.

Le cabinet du nouveau délégué général sera vraiment un *brain trust,* une réunion de cerveaux. Jamais une équipe. C'est peut-être le défaut d'une intelligence supérieure. Très rapide, Delouvrier a une vive conscience de sa supériorité intellectuelle et, sans le vouloir, la fait ressentir à ses collaborateurs. Il considère chacun d'eux comme un fronton sur lequel il tape ses propres balles. Et comme il est toujours le plus vif — tant dans l'analyse que dans la conclusion — il provoque chez son interlocuteur un sentiment de malaise dont chacun s'accommode différemment. Le cabinet est très hétérogène. Cela ne dérange en aucune façon Delouvrier puisqu'il travaille individuellement avec chacun de ses collaborateurs qui restent très éloignés les uns des autres sans qu'il fasse quoi que ce soit pour les rapprocher. « Chacun dans sa sphère » semble être sa devise. Elle contribuera à donner à son cabinet une façade « technocrate glacé » qui ne fondra que dans la fournaise des Barricades.

Pour l'heure chacun dans son coin prépare dans son domaine l'exposé dont le patron va avoir besoin.

En tête de l'équipe vient Michel-Jean Maffart que Delouvrier a nommé directeur des cabinets civil et militaire. Maffart, l'homme de dossiers et d'administration, ne se sentant aucune propension pour les questions politiques, préférait jouer le rôle de secrétaire général du G.G. Mais Jacomet veut le poste. Maffart cède. C'est un ami de longue date de Delouvrier qui ne veut lui occasionner aucune difficulté. Il sera un directeur de cabinet peut-être pas assez dynamique mais d'une honnêteté et d'une droiture sans égales. Il est sinon Algérie française comme l'entend Alger, du moins partisan du maintien de l'Algérie dans un cadre français.

C'est donc Jacomet, le jacobin passionné de politique, qui occupera les fonctions de secrétaire général. Jacomet va être un des hommes clefs du cabinet. Assez court de stature, autoritaire, très compétent, il se fait une haute idée du service de l'État. Il sera l'artisan principal de la politique de « relève ». Après quelques jours d'enquête il a suffisamment d'éléments pour juger excessives les responsabilités des militaires dans l'administration civile. Farouche défenseur de la séparation des pouvoirs il va se servir des nombreux abus constatés dans ce domaine pour remplacer les militaires par des préfets et des sous-préfets.

« Les textes sont si nombreux en Algérie, dit-il à Delouvrier, que n'importe qui peut faire n'importe quoi. »

Très sensible aux prérogatives des hauts fonctionnaires il se considère comme le chef de l'administration algérienne et entend le faire comprendre à tout le monde. Avec Delouvrier il jouera le jeu mais « n'accrochera » jamais. Il admet difficilement la fascination dominatrice qu'exerce le patron et se considère vis-à-vis de lui comme son premier ministre, avec ses pouvoirs et ses responsabilités propres. Lui non plus ne fera rien pour unir ce cabinet hétérogène d'autant qu'il est porté à faire écran entre Delouvrier et les directeurs du G.G. Il exige que tout passe par lui et ne peut tolérer d'être « effacé » par qui que ce soit. En particulier par le délégué général. Et lorsque celui-ci commencera ses tournées dans le bled il ne manquera pas d'en faire autant. Mais pas dans la « suite ». Seul, à l'autre bout du territoire ! Jacomet, très Algérie française,-sera parfaitement loyal envers Delouvrier et démissionnera quand la politique de Paris lui semblera inapplicable. Mais il n'y aura jamais de liens profonds sur le plan personnel et affectif entre les deux hommes.

Le calme MafFart s'efforcera, durant tout son séjour, d'aplanir les difficultés entre Delouvrier, Challe et Jacomet. Moins entre les hommes, qui s'estiment, qu'entre les membres de leurs cabinets respectifs, qui « se tirent dans les pattes ».

Avec Jean Poincaré, Maffart n'aura pas ces difficultés ! Poincaré, collaborateur et ami intime du délégué général, est chargé des affaires politiques. À lui seul il sera « l'équipe » de Delouvrier, étant le seul à lui confier le fond de sa pensée.

Le groupe des « têtes d'œuf » du nouveau patron de l'Algérie est complété par la présence au cabinet de MM. Hirtz, Piquart, Thibaud et Westphal. Hirtz est un ancien administrateur de commune mixte. Il connaît admirablement l'Algérie. Poincaré se déchargera sur lui des tâches quotidiennes du cabinet politique. Piquart, administrateur civil, plongera dans les questions économiques. Philippe Thibaud aura la redoutable tâche de remplacer le colonel Lache Toy à la tête de l'information. Il s'en acquittera avec une diplomatie feutrée acquise au Quai d'Orsay. Enfin Westphal s'occupera des affaires sociales. C'est le plus jeune — à peine trente ans — et le plus « libéral » des membres du cabinet. Fils du pasteur Westphal, il a de très nombreux contacts avec les milieux dits « avancés ». En Algérie il ne sera pas de ceux qui se voilent la face et ne veulent rien voir. Très intelligent, sensible à l'extrême, ce frêle jeune homme révélera dans des circonstances difficiles un caractère d'une fermeté peu commune. Grâce à lui, Delouvrier saura tout de la condition des internés, des méthodes répressives, des espoirs des libéraux et des musulmans. Avec Michel Piquart il constituera le front des irréductibles libéraux, réticents, opposés, puis franchement hostiles aux militaires et à leurs méthodes.

Mais en ces premiers jours de janvier 1959, chacun, dans sa spécialité, « déblaye le terrain » car ce n'est pas le « briefing » compassé et glacé du directeur de cabinet que Salan a laissé pour trois jours à Alger qui peut donner au nouveau délégué général une vision réelle et lucide de la situation !

L'accueil réservé à Challe est glacial. L'armée voit d'un mauvais œil cet aviateur commander en chef, et les civils, qui depuis le 13 Mai « communient » avec l'armée, sont furieux du départ de Salan. Challe n'en a cure. Conscient de sa valeur, jaloux de son autorité, il va devoir prendre en main cette armée réticente et lui faire oublier que sa

nomination est pour le pouvoir militaire une régression puisqu'il n'est que l'adjoint du délégué général. L'armée croit qu'il vient pour suivre une autre politique que celle du 13 Mai, il faut la détromper. Et pour cela lui faire la guerre, la faire gagner. Challe va s'y employer.

Avec Delouvrier, les rapports sont agréables. Les deux hommes se voient tous les jours. Ils ont décidé d'avoir un cabinet commun : Maffart s'occupe des affaires civiles tant pour le délégué général que pour le commandant en chef. Alain de Boissieu est son homologue militaire.

Dure position que celle du colonel de Boissieu. Gendre du général De Gaulle, ses facilités de communication directe avec son beau-père lui valent la méfiance des militaires. Mais les civils du cabinet lui apportent très vite leur confiance. Et sa tâche est facilitée par l'accord qui règne entre Challe et Delouvrier. Son efficacité, sa parfaite honnêteté à l'égard tant de ses camarades que des civils effaceront bien vite les préventions dont il se sent entouré.

Challe a décidé d'installer son état-major au quartier Rignot, P.C. de la Ve région aérienne situé à Mustapha-Supérieur, sur les hauteurs de la ville. Le bureau du G.G., c'est pour la politique, celui de Rignot c'est pour la guerre. Là règne le colonel Georges de Boissieu, un lointain cousin d'Alain, légionnaire, brillant militaire et d'une fidélité absolue à Challe qu'il admire.

Le commandant en chef s'adjoint également une section d'étude et de recherche qui va, dans un premier temps, agacer prodigieusement l'armée car Challe a réuni au sein de cette section de « contact » quelques jeunes et brillants officiers dont la mission est d'aller voir sur place ce qui se passe sur le plan militaire.

« L'état-major est « bouffé » par ses tâches administratives, explique Challe, et moi je veux être en prise directe avec mes hommes. »

Ses « espions » seront accueillis avec la plus grande circonspection jusqu'au jour où l'armée se rendra compte que Challe non seulement veut savoir, mais aussi informe directement ses subordonnés. Cette recherche d'une information directe et vivante entre le commandant en chef et le plus obscur de ses chefs de secteur contribuera beaucoup à dégeler les rapports entre l'armée et son patron. Et puis Challe sera le premier à apporter la victoire militaire à des officiers qui, depuis l'Indochine, vont de défaite en défaite, ce qui lui vaudra, à lui l'aviateur « pas politique pour un sou », d'être le plus aimé, le plus influent des commandants en chef qui se soient succédé en Algérie.

C'est de la rencontre avec Massu que les « pipelettes » de l'état-major attendent un plaisir sans mélange ! Massu, plus populaire que tous les patrons possibles, Massu igame d'Alger, chef du corps d'armée, vainqueur de la « bataille » en 1957, principal artisan du 13 Mai, l'homme qui fait ce qu'il veut de la population de Bab-el-Oued à Belcourt ! Cela ne suffit pas pour impressionner Challe. Il est le commandant en chef. C'est tout. Il néglige pour l'instant la popularité. Son seul souci est de faire la guerre. Et la gagner. De son côté, Massu — contrairement à ce que beaucoup pensent de lui — est uniquement et seulement un soldat. Le soldat type. Recta, comme l'appelleront certains avec mépris lorsque, ravalant son amertume, il refusera de se lancer dans la rébellion politique contre De Gaulle. Face à Challe, Massu n'a pas l'ombre d'une arrière-pensée. Il est au garde-à-vous. Raide et discipliné. Quant au commandant en chef, sur la défensive, il se moque que ses ordres plaisent ou non à l'idole d'Alger. Ce sont les ordres. Après plusieurs

semaines, lorsqu'il connaîtra mieux le général parachutiste, il s'apercevra que Massu grogne — c'est sa coquetterie — mais obéit toujours, qu'il est de ces officiers de plus en plus rares en Algérie qui considèrent que l'armée est là pour appliquer la politique du gouvernement et non la leur. Sur ce plan la soumission totale de Massu à De Gaulle est rassurante. Il apportera au commandant en chef toute l'aide qu'un commandant de corps d'armée peut apporter à son patron. Dire pourtant qu'une sympathie profonde unira les deux soldats serait exagéré.

En ce premier mois de l'année 1959 Challe va rester le moins possible à Alger, il veut ausculter lui-même son armée, la désengluer, la débarrasser des corvées civiles qui l'alourdissent et la lancer dans ce qui aurait toujours dû être sa tâche principale : la lutte contre les rebelles.

De ses réunions « entre quat'z'yeux » avec ses principaux collaborateurs Paul Delouvrier retira en quelques semaines une impression catastrophique. L'Algérie était un cadeau empoisonné qu'avait glissé De Gaulle dans le déroulement de sa carrière de haut fonctionnaire. Mais il avait accepté, connaissant tous les risques. Il irait donc jusqu'au bout. C'était dans son caractère.

À Thibaud, directeur de l'information, qui peu après son arrivée lui confiait naïvement ses espoirs Algérie française « à condition d'appliquer des réformes profondes et douloureuses pour les pieds-noirs et pour la métropole », Delouvrier répondit au cours d'un déjeuner : « J'avais les mêmes sentiments que vous lors de mon premier voyage. Mais maintenant que j'ai vu et entendu beaucoup de choses, mes conclusions ne sont plus les mêmes que les votres. Quand vous connaîtrez mieux le pays et les hommes, vous verrez que la situation n'a rien à voir avec ce que l'on raconte depuis le 13 Mai. »

Il y avait sur le visage de Delouvrier une résolution un peu triste qui prouvait à quel point la situation ne répondait en rien à ce qu'il avait espéré et combien il se rendait compte que ce qu'il souhaitait pour l'Algérie était déjà irréalisable !

Jean Poincaré, le directeur des affaires politiques, retirait de quelques semaines de contacts les mêmes conclusions. Les Européens étaient déchirés et follement inquiets. Ne connaissant rien des objectifs de la politique du Général ils s'opposaient à toute réforme nouvelle. Tout ce qu'ils sentaient c'est que De Gaulle ne voulait pas de l'Algérie française. Leur réaction simpliste était donc : il faut redresser cela.

« Il y a de la « morosité » dans l'air, rapportait Poincaré, les pieds-noirs sont tellement dans l'impossibilité de penser à une évolution de l'Algérie autre que celle qu'ils ont toujours connue qu'on ne peut discuter avec eux. D'autant qu'on ne sait pas où l'on va ! »

Les rapports s'avéraient difficiles. Les contacts avec les Européens manquaient de franchise. Car déjà la situation était loin d'être nette. Bien que n'ayant aucune directive officielle, dès les premières semaines, le cabinet Delouvrier voyait bien qu'on ne se dirigeait en aucun cas vers l'Algérie française rêvée par les Européens du 13 Mai. « Il est impossible de le leur dire », telle était la position du G.G.

L'attitude des représentants de la population européenne confirmait malheureusement cette position. Poincaré avait essayé, dès janvier, de faire comprendre à une délégation des élus d'Algérie qu'il fallait lâcher du lest avant les élections municipales prévues pour le mois d'avril. Sur la pointe des pieds il avait tenté d'expliquer la ligne de

conduite que s’était fixée Delouvrier.

« Donnons déjà une certaine autonomie aux échelons locaux. Faisons un effort de décentralisation et donnons des responsabilités locales. »

Et pourtant Poincaré ne livrait pas le dixième de ses réflexions. Pensant « responsabilités musulmanes », il disait « responsabilités locales ». Mais le groupe des députés, parmi lesquels Lagaillarde et Vinciguerra, avait compris à demi-mot et la réponse ne s'était pas fait attendre :

« Ce n’est pas possible. Seul le préfet doit avoir tous les pouvoirs. Si vous faites cela, où allez-vous ? Où allons-nous ? Si vous commencez à lâcher, vous êtes perdu et nous avec. On va à la décomposition. »

Même à dose homéopathique les réformes réelles étaient refusées !

Que dire des rapports avec les musulmans ? Désespérants ! Au G.G. le *brain trust* ne voyait que les beni-oui-oui qui hantaient les couloirs à la recherche de places, d’argent ou de rosettes de la Légion d'honneur. Les autres, on le les voyait pas. Au fil des semaines Philippe Thibaud comprenait mieux la réflexion déjà désabusée de Delouvrier. Lui qui ne croyait pas, qui ne voulait pas croire au clivage Européens-musulmans s’apercevait que toutes les grandes affirmations sur la solidarité entre Européens et Algériens n’existaient pas. Rien de vrai dans la belle envolée lyrique sur « nos frères musulmans ». La masse attendait, pas plus « emballée » par la rébellion que par la France. Jamais elle n’avait l’impression d'être réellement défendue. Au mieux, elle restait passive.

Devant cette incompréhension des hommes, Delouvrier, peu aidé dans sa tâche par la politique volontairement obscure de l’Élysée, se laissait guider par une idée dominante : à partir des instructions données par le général De Gaulle, se faire l’apôtre des chances de développement économique de l’Algérie. La réussite du plan de Constantine était un moyen de résoudre le problème algérien. Un moyen éventuel ! Encore fallait-il sur le terrain débarrasser une population, dont on voulait — enfin ! — faire le bonheur, de l’emprise du F.L.N. Cela, c’était le rôle de Challe.

L’Algérie militaire que lui avait laissée Salan n'était pas plus brillante que l’Algérie civile dont avait hérité Delouvrier. Salan, absorbé par les tâches politiques, sollicité de tous côtés, n’avait pu consacrer à la guerre proprement dite ni les efforts ni le temps nécessaires. Challe, débarrassé de la politique — du moins le croyait-il —, avait bien l’intention de tirer les leçons de ces semaines d’observation et des rapports que lui faisaient les officiers de sa section études et recherches. Jusque-là la guerre ne s’était faite qu’en ordre dispersé. Chacun faisait de son mieux mais sans idées directrices.

« L’Algérie était divisée en soixante-quinze secteurs, m’expliquera le général Challe, c’étaient soixante-quinze manières différentes de conduire la guerre. Chacun des chefs de secteur disait que le terrain dont il était responsable et la population qui l’habitait posaient un cas particulier. Ce qui n’était pas totalement faux. »

Challe voulait très vite profiter du côté positif de l’héritage Salan. D’abord la « bataille d’Alger », la répression et le quadrillage avaient considérablement limité le terrorisme urbain. Ensuite et surtout, grâce aux barrages est et ouest, le champ était clos. Il fallait désormais empêcher les rebelles de jouer avec les limites administratives intérieures et monter des opérations qui dépassent le territoire d’un secteur. Car jusque-là, connaissant parfaitement ces limites, les groupes de l’A.L.N., pressés par une

opération dirigée depuis un secteur x n’avaient qu’à franchir les limites du secteur voisin où comme par hasard le commandant était accroché à l’autre bout de son territoire, pour pouvoir respirer. Le sacro-saint règlement interdisait aux troupes en action dans un secteur déterminé de passer dans le secteur voisin si « le cas n’avait pas été prévu dans le plan de l’opération » !

Challe aussi avait une idée directrice : ne laisser aux rebelles ni les djebels ni la nuit. C'est ce qu’il venait d’expliquer pendant ses premières semaines de commandement aux colonels de secteur, descendant parfois à l’échelon du quartier. Mais il faudra le succès des premières opérations de son plan pour que l’armée « y croie » !

C’était encore chez Delouvrier pendant leurs entretiens quotidiens que le commandant en chef avait trouvé l’écho le plus favorable. Ensemble ils avaient décidé le désenkystement des unités jusque-là engluées dans un quadrillage statique destiné à « tenir » la population et à la faire voter. Le tandem roulait sans à-coups. Challe voulait gagner la guerre, Delouvrier voulait réussir la paix. Malgré les rapports pessimistes, il caressait encore l’idée de faire vivre ensemble — à égalité — deux communautés qui n'en manifestaient guère le désir.

Pour ceux des Européens qui dès le départ ne manquèrent pas de tenter d'opposer le civil au militaire — un civil qui ne criait jamais Algérie française, un militaire qui ne voulait pas se mêler de politique — Delouvrier forgea cette réponse : « Jamais on ne fera passer une feuille de papier à cigarette entre Challe et moi. » Qu’on se le tienne pour dit !

Le lieutenant fit arrêter sa jeep à la sortie du village d’Il-Maten. La route étroite s’engageait dans le massif étroit bordant la vallée de la Soummam. Pour rejoindre N’Zoubia où se trouvait le P.C. de la 7e compagnie du 2e bataillon du 2e régiment d’infanterie de marine — on ne s’appelait plus coloniaux, mais « de marine », c’était la grande réforme — il fallait emprunter sur quatre kilomètres cette maudite route de montagne accidentée, bordée d’à-pics, de rochers, de buissons, d’oliviers sauvages. Tout le massif du Djurdjura, la forêt de l’Akfadou, celle de Taourirt-Ighil et la vallée de la Soummam restaient encore le coin le plus pourri de Kabylie. Ça grouillait de fells auxquels Amirouche imposait une discipline de fer. Il était 16 h 15 ce 21 janvier 1959 et le lieutenant, chef de section, avait hâte de faire rentrer ses trente gus au poste de N’Zoubia avant la nuit. À 18 heures elle tomberait et il serait temps de se barricader. La nuit, dans la Soummam, appartenait aux rebelles. Derrière la jeep du lieutenant s’étaient arrêtés un half-track, un 4x4 Renault et un G.M.C. quatre sous-off et vingt-cinq hommes de troupe bien armés. Ils ne risquaient rien mais le lieutenant préférait alerter son capitaine à N’Zoubia. De son poste d'observation il les suivrait à la jumelle. En cas de pépin dans ce coupe-gorge qu’était la route d’Il-Maten il pourrait les secourir en moins d’un quart d’heure. La radio de la jeep grésilla. Le lieutenant lança son message.

« Nous venons de quitter la 3e compagnie du 29e B.C.A. et le convoi s’engage sur la route Il-Maten-N’Zoubia. Distance réglementaire cinquante mètres entre les véhicules. »

À 16 h 30 alors que la jeep de tête a passé un virage en épingle à cheveux et que le half-track le négocie avec prudence, la fusillade éclate. Furieuse. Nourrie. Une mitrailleuse et un F.M. rebelles concentrent leur tir sur le halftrack. Le chauffeur est tué.

Le lourd véhicule percute la paroi rocheuse. Le feu redouble. Tous les hommes du half-track sont mis hors de combat. Les autres sautent du 4 x 4 et du G.M.C. mais sont cloués au sol par le feu croisé de deux F.M. accrochés à la crête voisine. Les *djounoud* se lancent à l'assaut du half-track qui est entièrement détruit. De N'Zoubia, le capitaine suit le combat à la jumelle. Il repère l'un des F.M. et ordonne un tir au mortier sur le coude de la route. En même temps il dirige une section sur les lieux de l'embuscade pendant que les chasseurs d'Il-Maten qui ont entendu les échos du combat en font autant et alertent une patrouille de T-6 qui survole la zone. À 16 h 45 les renforts sont sur les lieux. Immédiatement les rebelles décrochent, laissant deux morts sur le terrain : les serveurs du F.M. tués par les obus de mortier. Le combat n'a pas duré un quart d'heure ! La poursuite doit être rapidement abandonnée sans avoir donné de résultat. Pas assez de moyens, de mauvaises liaisons avec l'aviation et surtout la nuit qui tombe ! Sur la route, dans le virage en épingle à cheveux, il y a quatorze morts ! Les rebelles ont emporté un F.M., trois P.M., un P.A. et quatre fusils. Le half-track est hors d'usage. En plein jour, à dix minutes de deux postes importants, une des katibas d'Amirouche s'est payé le luxe d'attaquer un convoi.

Tout ce que les officiers pouvaient faire, ce 21 janvier, en pleine vallée de la Soummam, c'était relever les morts et sauver les survivants en se barricadant dans leur poste pour la nuit. On verrait demain. Sans illusions, car on savait que demain il serait trop tard. Restaient les corps de quatorze gamins criblés de balles étendus dans une grange... et un jeune lieutenant qui rageait de se sentir pris au piège dans la nuit kabyle. En NY 87 F 41,. ce 21 janvier 1959, la pacification était loin d'être réalisée ! Au cœur de la Kabylie les rebelles n'avaient jamais cessé d'avoir l'initiative.

« Ils n'ont pas beaucoup de gueule, tes gars... »

D'un air dégoûté, le colonel Bigeard regardait la section de bidasses fagotés de treillis kaki tire-bouchonnés et tachés qui rendaient les honneurs aux victimes de la dernière embuscade d'Oranie. Le sous-lieutenant Yves Cuau était obligé de reconnaître que la réflexion du colonel était juste. Mais dans ce secteur de Saïda qui se souciait de la « gueule » du contingent ? La situation y était aussi pourrie qu'en Kabylie. Avec le djebel Amour c'était même le secteur le plus « dégueulasse » de tout l'Ouest algérien. C'est pourquoi on le confiait au colonel Bigeard alors en disgrâce. Il revenait de métropole où l'état-major l'avait mis « au coin » après la publication d'une interview au cours de laquelle, à son habitude, il avait critiqué cette guerre de colonels rassis, de capitaines à gros bide qui se calfeutraient dans leurs postes entourés de barbelés dès que le soleil commençait à décliner. Si on se décidait à lui confier le commandement d'un secteur c'est que vraiment ça allait mal. Et Saïda était l'illustration même des critiques sévères adressées par Bigeard à ses patrons.

Trois katibas sous les ordres de Medjoub tenaient le secteur. Face à lui un brave colonel d'artillerie, le colonel H..., une bonne tête à binocles, farouche partisan du « pas d'emmerde avant tout ». Moins on bougeait mieux ça valait. Cette politique, partagée par un grand nombre d'officiers supérieurs d'un certain âge, avait donné des résultats catastrophiques. Pendant le printemps et l'été de 1958 les fells avaient mis successivement au tapis une section de Sidi-Mimoun, la 5e compagnie du 3e R.I.M. et une

section de G.C.P. On n’en avait jamais parlé. Pas plus que du refus d’obéissance de la part de saint-cyriens outrés de voir que sous le commandement sans enthousiasme du colonel H..., on envoyait tout suspect « à la corvée de bois » pour ne pas avoir d’histoires ! À Saïda, sous ce bon colonel H..., on tuait par charrettes entières...

Bigeard, écœuré, avait accepté le secteur, conscient du cadeau empoisonné qu’on lui faisait. Cette fois, il n’avait pas ses paras du 3 mais de bons bidasses du 8e R.I.M., des spahis, trois batteries d’artillerie et un régiment d’Algériens ! Mais ça lui plaisait, il allait en faire des troupes d’élite, prouvant une fois de plus que le contingent valait ce que valait son encadrement. Les colonels classiques en boufferaient leur képi et détesteraient un peu plus cette grande carcasse de Bigeard moulé dans son treillis bariolé.

Et le grand cirque avait commencé. Avec ses capitaines et lieutenants à gueule de loup il avait fait son cross quotidien. Ensuite la piscine. Des gars avaient suivi. On leur avait donné des treillis ajustés, des blousons, des rangers. On leur avait expliqué la guerre. Ils n’avaient plus peur. En quelques semaines, avec beaucoup de démagogie mais aussi avec ce rayonnement étonnant qui en faisait un remarquable meneur d’hommes, Bigeard avait transformé les appelés de ce secteur. On se répétait ses accrochages avec Alger pour obtenir du matériel, des tenues camouflées, des casquettes, bref tout son attirail. Son insolence frénétique à l’égard de l’échelon supérieur ravissait ceux des sous-lieutenants qui l’avaient vu arriver d’un œil sceptique. Cinquante fois il avait mis sa démission dans la balance pour obtenir carte blanche. Et il avait gain de cause. Il fallait qu’on eût besoin de lui !

Son mépris des militaires classiques, ceux qui pensaient à l’avancement, aux relations, aux bananes sans se soucier des hommes qui, lors des accrochages, restaient sur le terrain, lui avait valu rapidement une popularité sans précédent parmi les troupes du secteur. Une fois de plus il soignait sa légende. Les aspirants et sous-lieutenants avaient rapporté à leurs hommes l’incident qui avait opposé Bigeard au colonel Giraud, magnifique cavalier traditionnel, toujours sanglé dans son gilet rouge, le monocle vissé à l’œil, suprêmement fier de ses spahis et de son ascendance. Bigeard, le col de sa tenue camouflée éternellement ouvert sur un torse bronzé, n’avait pas grand-chose de commun avec ce fils de général aux parfaites manières. Et celui-ci le lui faisait bien sentir en répétant à l’envi : « Mon papa qui était général ». C’était devenu un tic. Bigeard n’avait pas bronché. Mais un jour, excédé des mondanités du mess des officiers et de l’éternel « mon papa qui était général », il s’était levé de table en s’essuyant la bouche et avait lâché : « Mon papa qui était aiguilleur... », puis s’était rassis dans un silence glacial. Il avait fini de « bouffer », sans regarder ce qu’on lui servait selon son habitude, puis il était sorti. Ce mess et ces colonels de « salon » lui sortaient par les yeux. Lui, c’est la guerre qu’il faisait.

Et les résultats n'avaient pas tardé. Bigeard n’attendait pas les fells, il allait les débusquer. À son arrivée, le 2e bureau estimait à mille les armes de guerre aux mains des rebelles, lorsqu’il partira il ne restera pratiquement rien.

« Oh ! ce n’est pas difficile, diront certains officiers « traditionnels », avec de pareilles méthodes ! »

Bigeard n’épargnait personne. Il avait commencé par mettre au pas les gros colons de la région. « Même régime pour tout le monde. » Apprenant que de jeunes Européens de

Saïda déclenchaient des bagarres en ville il les avait attendus avec quelques-uns de ses hommes, les avait arrêtés, puis comme ils étaient sursitaires les avait engagés d'office dans son fameux commando « Georges », au grand affolement du sous-préfet car tous ces estimables jeunes gens étaient fils de colons importants ou de notables de la région.

Il avait ensuite démontré aux colonels des régiments déjà en place et surtout aux deux personnalités de Saïda, le maire libéral Charles Koenig et le colon le plus riche, Messonier, qu'ils vivaient sur une véritable poudrière.

« Vous vous croyez en sécurité dans une ville barricadée mais le ver est dans le fruit. Ici, ça grouille d'informateurs, de collecteurs, les fells sont dans le bled mais toute leur organisation politico-administrative est là parmi vous. » Et il avait lancé le commando « Georges » sur la piste.

Le commando « Georges » c'était tout Bigeard. Beaucoup de courage, beaucoup de cinéma, beaucoup de résultats. Lorsqu'il était arrivé à Saïda, le colonel Bigeard était entouré d'un garde du corps musulman, Z'Ga, immense athlète qui portait en permanence passés dans sa ceinture deux 11,43 dont il se servait avec la dextérité terrifiante d'un cow-boy de John Ford, et du lieutenant Georges Griaud, cent trente livres de muscles avec une belle gueule dure et mâle. Peu communicatif, celui-ci ne « frayait » pas avec les autres officiers. On ne le voyait qu'avec Bigeard, toujours à l'affût comme s'il cherchait quelque chose. Ce « quelque chose » les deux hommes l'avaient trouvé très rapidement quand on leur avait raconté l'histoire de Youcef. C'était le fils d'un transporteur de Saïda qui avait eu des ennuis avec l'administrateur de la commune mixte. L'histoire classique ! Le jeune homme, furieux de voir le peu de considération dont jouissaient les hommes de sa race, était passé au maquis. Entraîné au Maroc, il était devenu aspirant liaison et renseignement de la zone 2 de la wilaya 5. Au printemps de 1958, las de la vie des maquis, il s'était rallié, permettant au 8e R.I.M. de découvrir des caches et des hôpitaux à Hassasna et de détruire une katiba complète au-dessus de Franchetti. Mais faute d'encadrement de valeur et de politique suivie on l'avait laissé sans directives. Avec son équipe de « harkis » — en réalité une bande de forbans.— il était devenu un bandit de grand chemin, rançonnant, pillant, violant tout ce qui lui tombait sous la main. On avait fini par le mettre en prison à Tiaret où il se trouvait. Immédiatement, Bigeard et Griaûd avaient fait sortir le bonhomme ainsi que sept autres fellaghas.

« Vous allez travailler avec moi, avait dit Georges Griaud. Le premier qui bouge, le premier qui essaie de me doubler a une balle dans la peau. »

Le soir même les huit types couchaient sous une guitoune isolée avec le lieutenant qui avait ostensiblement pendu son pistolet à l'entrée de la tente. Le lendemain ils étaient tous là et Griaud était vivant. Il avait gagné la partie. Trois jours plus tard il partait avec son équipe dans le Tafrent, seul et sans armes.

« Désormais, je vous fais confiance, avait-il dit à Youcef et à ses hommes, vous assurerez ma protection. »

La semaine suivante, à la surprise générale, ils étaient de retour et rapportaient une mine de renseignements sur l'O.P.A. de Saïda. Le commando « Georges » était né.

Griaud n'y incorporait que des fells prisonniers et ne devait de comptes qu'à Bigeard. Quelques semaines plus tard, le commando « Georges » comptait cent cinquante ralliés. Bigeard leur avait fait attribuer les meilleurs équipements, tenues camouflées recoupées, brêlages en toile et surtout des armes très modernes. Le commando était équipé de

MAS 49 modifiés 56 et surtout de A.52, un fusil mitrailleur transformable en canon mitrailleuse.

Le « cirque » Bigeard avait trouvé là un terrain de choix. On faisait dans le médiéval. Le Camp du Drap d'or dans le djebel ! Les hommes couchaient dans des guitounes à l'entrée desquelles étaient plantés des étendards, ils ne défilaient que précédés de gonfanons en chantant le plus sérieusement du monde :

Quand dans le désert le lion rugit
L'armée des animaux se terre et s'enfuit.
Oui, nous sommes les fameux corsaires
Les rois redoutés de la mer.

Griaud faisait régner une discipline de fer sur son commando divisé en « sticks » et non en sections. Il n'était pas rare de voir un de ses types, torse nu, attaché à un poteau et bastonné par ses compagnons. Personne ne s'en mêlait. Au commando, tout se réglait en circuit fermé. Le lieutenant rendait sa justice et avait sur ses hommes droit de vie et de mort. Mais son prestige était devenu incomparable. Il avait résolu de faire commander chacun de ses « sticks » par l'un des prisonniers qui, dans l'autre camp, lui avait donné le plus de fil à retordre. C'était sa façon de montrer à son ennemi qu'il l'avait estimé à sa juste valeur. Puisqu'il acceptait d'entrer dans le commando « Georges » et de combattre ses anciens *djounoud* il était équitable de lui donner un grade et des responsabilités importants. Sans attendre. En lui faisant d'emblée confiance ! Cette tactique avait en outre l'avantage de « mouiller » à fond le nouveau rallié. Avec de pareils éléments, connaissant tout non seulement du maquis, mais de la population, Georges Griaud démolit en quelques semaines l'O.P.A. de Saïda. Partant d'un collecteur il remontait toute la filière. C'était la « bataille d'Alger » en milieu agricole !

Cela n'allait pas sans heurts. Les plaintes affluaient sur le bureau de Bigeart à Saïda. Le commando « Georges » employait des méthodes qui ne manquaient pas d'indigner ceux qui quelques semaines plus tôt toléraient les « corvées de bois » par centaines pourvu qu'on n'en parlât pas ! Les « Huns » du lieutenant Georges — comme les appelait un jeune sous-lieutenant du 5e bureau, Michel Bassi, futur chef du service politique au *Figaro*, jugement qui lui vaudra d'être muté en compagnie après avoir été menacé par un Georges fou de rage — avaient droit de haute et basse justice sur ceux qu'ils découvraient. C'est ainsi qu'on les verra écumer le Sud jusqu'à Tafrent, puis Geryville et Sefra, mais surtout découvrir le commando F.L.N. de Mohamed Cheikh, infiltré à Saïda pour semer la terreur dans la ville à l'occasion du 14 juillet. Ayant obtenu l'information quatre jours auparavant, Georges lança ses hommes dans la fourmilière. Pour lui, pas à hésiter : ou on les attaque avant ou c'est le carnage. Un collecteur de fonds « correctement » interrogé finit par lâcher le morceau. Les hommes de Mohamed Cheikh s'étaient réfugiés dans une cache ouvrant dans un puits à moins de cent mètres du camp Baraqué où se trouvait le 8e R.I.M. ! Il fallut donner l'assaut au half-track ! À titre de représailles, toutes les habitations du quartier furent livrées au commando « Georges » qui les pilla de fond en comble, puis par dérision fit défiler les rebelles survivants, Mohamed Cheikh en tête, en chemise, une corde au cou et un couteau entre les dents ! Le chef rebelle, qui tentera de s'évader, aura le sexe dévoré par un chien du peloton

cynophile, spécialement dressé.

À Saïda le F.L.N. était définitivement extirpé. La population, terrorisée, était cette fois réellement « pacifiée ». Il suffisait d'y mettre le prix ! On put même la montrer en exemple au général De Gaulle lors d'une « tournée d'été ». D'autant que le plan Challe était passé par là.

Dans son bureau du quartier Rignot, le général Challe, sa bouffarde au tuyau recourbé calée au coin des lèvres, observait l'immense carte d'état-major qui couvrait tout un mur. De la pointe de son crayon il repéra la zone qui allait de Saïda à Vialar et de Tiaret à Relizane puis hachura l'immense étendue qui comprenait les monts de Saïda et la moitié du massif de l'Ouarsenis. C'est là qu'il avait décidé d'appliquer pour la première fois les principes du plan qui devait débarrasser l'Algérie de ses fellaghas.

Challe n'avait aucun mépris pour ces rebelles qui tenaient en échec une lourde armée de près de cinq cent mille hommes. Au contraire. « Si on ne connaît pas son adversaire, avait-il coutume de dire, on n'est pas un chef militaire ! » Et cette connaissance de l'ennemi lui avait permis d'établir un jugement important qui allait être à la base de tout son plan : sur un terrain déterminé et qu'il connaît bien le rebelle est individuellement très supérieur au combattant de l'armée française ; en dehors de ces limites il a la même valeur que les bons éléments français. La conclusion s'imposait : faire sortir le rebelle de sa zone naturelle et pour cela le traquer, l'enterrer, l'asphyxier dans une zone aussi large que possible pendant un temps aussi long que possible.

« Il ne suffit pas d'effectuer un bouclage, avait-il expliqué à son état-major opérationnel, de ratisser et de partir. Il faut rester. Et dans une très grande zone car le fellagha marche très vite dans une région qu'il connaît bien. Il faut donc le pousser vers l'inconnu. Si nous restons longtemps, si nous prenons le djebel, si nous l'occupons jour et nuit le rebelle va se cacher. Or il faut qu'il vive. On ne vit pas dans une cache. Surtout dans une guerre pareille. L'ennemi a besoin de contact avec la population sinon celle-ci se désintéresse de lui et du combat qu'il mène. Si chaque fois qu'il sort, quelle que soit la région, il tombe sur une zone alertée sa vie va devenir impossible. C'est ce que nous devons réussir : lui rendre la vie impossible. »

Challe avait résolu de commencer par le plus facile, l'ouest de l'Algérie où localement les fellaghas étaient dangereux — on i'a vu à Saïda — mais où la wilaya 5 dans son ensemble était la moins forte et le terrain — plaines et hauts plateaux — peu propice à la fuite.

Employant les troupes de secteur auxquelles il avait adjoint les troupes des réserves générales, il se donnait deux mois pour nettoyer l'Ouarsenis... Et transporter son dispositif « Oranie » sur l'Algérois en couronne autour de la capitale. Ce serait ensuite au tour de la Kabylie... si tout marchait bien.

En deux mois le succès était assuré. L'opération Oranie avait donné les résultats escomptés. Outre les troupes du secteur et celles du corps d'armée — en l'occurrence celles d'Oran —, Challe avait jeté dans la balance les unités opérationnelles, quinze mille à vingt mille hommes, rassemblant les corps de parachutistes affectés précédemment à d'autres zones. Sur une région où existait déjà une infrastructure de postes de pacification statiques il avait lancé ses unités opérationnelles travaillant sur

renseignements et transportées avec une rapidité extraordinaire grâce à une flottille d'hélicoptères comme jamais opération n'en avait vu en action. En permanence, deux ou trois bataillons de réserve pouvaient être héliportés sur un point chaud. Il leur suffisait de cinq minutes pour être prêts ! Les résultats de cette mobilité étaient « payants » ! Du 1er février au 30 mars l'opération Oranie avait « écrémé » 50 p. 100 de l'effectif rebelle et récupéré la moitié des armes « supposées » entre les mains des *djounoud* par le 2e bureau.

La situation était devenue intenable pour l'A.L.N. Non seulement l'armée quadrillait le terrain, sillonnant la région de poste en poste, mais encore les unités mobiles « tombaient du ciel » sur les crêtes de vallées isolées où les *djounoud* espéraient prendre quelques jours de repos. Il n'y avait plus de répit. Il fallait fuir. Et fuir en ordre dispersé car chacune des katibas de la wilaya 5 était « marquée » par un commando de chasse, dont l'organisation était calquée sur celle des commandos parachutistes, et qui vivaient dans le djebel aux trousses des unités rebelles. Ces commandos de chasse, Challe les avait institutionnalisés dès le début de la mise en route de son plan. Ils étaient composés d'appelés et de harkis solidement encadrés.

« Je veux de véritables chasseurs, avait expliqué le commandant en chef, je veux que chaque commando soit accroché à chaque katiba, la « marque » comme au rugby, la fasse courir, la déplace jusqu'à une zone voisine où un autre commando de chasse prendra le relais. Il faut les épuiser et les faire changer de terrain. »

C'était à cette initiative que pensait Challe quand il avait exigé de De Gaulle le recrutement de nombreux harkis. Les commandos de chasse permettaient en effet aux troupes musulmanes de mener une guerre qui leur plaisait, sans encasernement, vivant en liberté avec leurs familles installées dans un poste et partant à la chasse aux fells dans une nature dont ils connaissaient les pièges et les caches. Au sein de ces commandos les harkis devenaient réellement efficaces. Il fallait en outre se servir de la population. Dès les premiers succès le commandant en chef avait développé la politique d'autodéfense.

« Donner trois fusils à des paysans et s'en aller, c'est donner trois fusils au F.L.N., avait-il dit. En donner trente et surveiller le village, lui apporter une aide réelle et attentive, c'est créer une autodéfense qui repoussera les rebelles. C'est gagner à notre cause un village sur lequel nous pourrons compter. »

Là encore Challe avait gagné. Devant les résultats obtenus en huit semaines il avait décidé de lever l'opération à la fin du mois de mars. C'est là qu'était intervenue la dernière partie de son plan. L'opération par elle-même était terminée mais il laissait aux troupes de secteur une région « à leur main ».

« À vous de continuer l'action contre les rebelles jour et nuit, expliqua-t-il aux officiers d'Oranie. L'opération par elle-même a fait perdre l'initiative aux hors-la-loi, à vous de jouer partout et tout le temps. Je ne veux plus entendre parler d'un poste qui se barricade, d'une ville qui se ferme la nuit venue. Les commandos de chasse sont en place, ils doivent continuer la lutte. »

Puis Challe avait expliqué que non seulement il reprenait ses troupes de réserve générale devenues le rouleau de ce compresseur qui devait écraser la rébellion d'ouest en est, mais encore que chacun devait prélever sur ses troupes des effectifs qui viendraient grossir ces réserves générales.

Oh ! Les pleurs ! Les grincements de dents ! Pas morte, la vieille armée ! Chaque

colonel, chaque général trouvait les meilleurs arguments du monde pour prouver au commandant en chef qu'il était « à poil », qu'il avait tout juste de quoi continuer la lutte. En réalité, leur enlever des troupes, c'était attenter à cette dignité militaire qui veut que chaque officier « qui se respecte » ait un personnel nombreux. C'était ça le prestige. On jugeait le « poids » d'un général à l'ampleur de son entourage ! Mais Challe fut inflexible. Il justifia ainsi ses décisions :

« Serrez les effectifs. Je sais bien qu'à tous les échelons un officier a besoin de tout son monde. Mais la zone Oranie est débarrassée de ses unités rebelles. Utilisez les harkis, servez-vous des autodéfenses et libérez-moi ces unités opérationnelles qui jusque-là étaient enlisées dans, des opérations de secteur et de pacification. Nous avons obtenu des résultats spectaculaires. Il ne faut pas piétiner. »

Le 18 avril Challe mettait en place le dispositif « Courroie », contraction phonétique des mots Couronne (opération autour d'Alger) et Ouarsenis. Là encore il se donnait deux mois pour nettoyer le territoire de la wilaya 4. Il faudrait ensuite attaquer le gros morceau, les réduits kabyle et constantinois, les territoires des wilayas 2 et 3. Et cela avant la mauvaise saison.

Jamais en Algérie un commandant en chef n'avait montré une telle détermination dans la conduite de la guerre. Jamais non plus il n'avait obtenu en si peu de temps de tels résultats…

« On le savait bien. Il ne pouvait que nous tromper. Oh ! le coulo, le grand pendard. L'olive, il nous la prépare. Bien ronde, bien belle... »

Depuis le début de l'année la tension politique montait. De Gaulle était voué aux gémonies. Il devenait « l'ennemi » des Français d'Algérie. C'était une certitude pour les plus « durs » d'entre eux. Le Général leur préparait un coup de Jarnac. D'ailleurs « il » ne les avait jamais aimés. Et depuis le 8 janvier, depuis qu'il était président de la République, maître suprême de la France, on commençait à « le voir venir ». Dans son discours, le jour de la passation des pouvoirs, le jour où le bon René Coty lui cédait la place à l'Élysée, De Gaulle n'avait-il pas dit :

« Une place de choix est destinée à l'Algérie de demain, pacifiée et transformée, développant elle-même sa personnalité et étroitement associée à la France. »

Une « place de choix »... Alors, c'était bien ce qu'on pensait. Pas d'intégration... mais une place de choix ! L'Algérie n'était plus la France dans l'esprit du Général. L'association était lancée !

Et les mesures de grâce étaient arrivées. Tous les condamnés à mort voyaient leur peine commuée en détention à vie. Yacef Saadi sauvait sa tête. Ben Bella et ses compagnons de la Santé étaient transférés à l'île d'Aix, au bon air ! Un scandale ! Sept mille détenus administratifs étaient libérés ainsi que Messali Hadj, le leader M.N.A. Décidément Paris ne comprendrait jamais rien. Ici, clémence signifiait faiblesse. Depuis le début de la rébellion les activistes n'avaient cessé de réclamer la mort pour les terroristes. La « bataille d'Alger » n'avait pu être gagnée que par la « fermeté » de ceux qui la menaient. Mais c'était à une époque où Alger savait se faire craindre de Paris. Depuis le 13 Mai, ce temps était révolu. Il n'était plus question de dicter sa politique au gouvernement de la capitale. Pourtant, contre toute évidence, on essayait encore.

Ces mesures de grâce avaient provoqué les premiers ennuis de Delouvrier. Sérigny et les militaires s'étaient employés à lui démontrer la catastrophe qu'elles représentaient. « Cette "faiblesse" est de nature à démoraliser la population européenne », avait expliqué le premier. « Ça nous casse le travail sur le plan du maintien de l'ordre, avaient surenchéri les seconds. Gracier à l'heure où l'on constate une recrudescence des attentats est une imprudence qui peut être fatale ! »

Et Delouvrier était parti pour Paris, essayer de convaincre le Général. Ce qui avait provoqué ce jugement désabusé de Robert Buron, ministre du gouvernement Debré : « Lui aussi va se faire avoir. Lui aussi va changer de camp ! » Dans le cabinet du Général, Delouvrier avait essuyé sa première « engueulade ». Jamais De Gaulle ne lui avait parlé ainsi. « Vous êtes la France en Algérie... », avait dit le président de la République. Qu'est-ce qu'elle prenait, « la France en Algérie » ! Delouvrier avait subi l'algarade en silence, puis avait tenu tout de même à expliquer le problème de la lenteur de la justice et des conséquences catastrophiques qu'elle risquait d'entraîner. D'autant que les militaires commençaient à renâcler ! le Général était resté inexorable et le délégué général était revenu à Alger sans avoir modifié le moins du monde son attitude. Malgré le caractère tendu de l'explication en tête à tête, Delouvrier était persuadé que seule une politique d'une franchise parfaite à l'égard de De Gaulle devait le guider. L'engueulade ne l'avait pas affecté. « On me balancera quand on ne voudra plus de moi, confiera-t-il à son retour à son directeur de cabinet. Je suis inspecteur des finances, je le redeviendrai. »

L'incident des grâces présidentielles avait néanmoins servi d'argument au leaders ultras d'Alger pour monter une population inquiète et désemparée contre ce « système » qu'on avait cru déboulonner définitivement au 13 Mai et qui désormais s'incarnait en un homme intraitable, investi de pouvoirs considérables. Pour ces leaders c'était une évidence : l'Algérie qui avait ramené De Gaulle au pouvoir était « cocue ». Il fallait maintenant lui prouver qu'elle n'était pas contente.

Le 25 mars, c'était la bombe. Cette fois le doute n'était plus permis. Dans le grand salon de l'Élysée, dans une chaleur moite et parfumée, devant près de mille journalistes, le visage pâle sous les sunlights des télévisions du monde entier, le général De Gaulle tenait sa première conférence de presse comme président de la République. En une heure dix il avait longuement traité de ce que la France faisait en Algérie pour que celle-ci trouve sa « nouvelle personnalité », lorsqu'un journaliste avait posé la question :

« Est-ce que le gouvernement accepte le principe de la négociation directe avec le F.L.N. ?

— Qu'appelez-vous une négociation directe ? avait répondu le Général.

— Une négociation pour faire cesser le feu.

— M. Debré a répété, de la façon la plus formelle et la plus solennelle, hier et avant-hier, en Algérie que l'offre que j'avais faite au mois d'octobre, pour le cessez-le-feu, était toujours valable intégralement. Je ne crois pas qu'il soit utile que je le redise, une fois de plus. C'est bien clair et bien certain. »

C'était le renouvellement de la paix des braves. Mais De Gaulle n'avait pas terminé.

« J'ajoute même, que je me demande pourquoi on n'en vient pas à cela puisque, de

toute façon, c'est ainsi que le malheur finira. »

Assis au premier rang du gouvernement, à gauche de la tribune où parlait le Général, le premier ministre Michel Debré relevait d'un geste machinal la mèche qui perpétuellement retombait sur son front. Le visage impassible il ne pouvait s'empêcher de penser aux réactions que cette dernière phrase allait susciter à Alger, où les activistes ne manqueraient pas de la relever. Ni les militaires.

Dès sa première visite comme premier ministre, en février, Michel Debré avait pu prendre la température de la ville. Elle était inquiétante. Ce n'étaient pas tant les manifestations, les « Hou... Hou... De Gaulle au poteau... Vive Pétain... Vive le maréchal » qui l'avaient troublé mais plutôt l'influence grandissante qu'exerçaient les ultras d'obédience fasciste sur les mouvements patriotiques et d'anciens combattants. En février, au cours des brèves mais violentes manifestations qui avaient salué sa visite, Alger avait fait connaissance avec les premières croix celtiques du mouvement Jeune Nation qui venaient appuyer les banderoles et les slogans habituels. Les manifestants n'avaient pas ménagé Debré qui à leurs yeux n'était plus le pamphlétaire du *Courrier de la colère*, le défenseur rigoureux de l'Algérie française, mais bien le représentant d'un régime et surtout d'un homme abhorrés.

C'était un nouveau venu à Alger qui cette fois menait la danse : Jean-Jacques Susini. Le passé mais aussi la destinée extraordinaire de ce jeune homme blême vaut qu'on s'y arrête. En 1959 Jean-Jacques Susini a vingt-six ans. Un feu étrange consume son corps souffreteux. Il est habité par le fascisme comme d'autres le sont par Jésus ou Allah. Il y croit de toutes ses forces. Et veut convaincre. Alger, troublé, désemparé, est prêt à entendre son langage. Susini va se lancer sur ce terrain favorable et y faire lever les idées qui sont sa vie.

Jusque-là le jeune homme a manqué tous les coches, toutes les manifestations, toutes les émeutes qui lui auraient permis de se faire entendre. Il n'a pu assister ni aux journées exaltantes de février 1956, époque bénie où à Alger on savait employer les arguments qui frappent les présidents du Conseil, ni au 13 Mai, ni à la prise du G.G., ni à la chute de la République, ni à l'avènement des comités de salut public. Ces heures chaudes, Susini les a vécues en métropole. Il est né en Algérie mais a dû quitter le pays pour poursuivre ses études sous un climat favorable à une santé fragile. C'est à Strasbourg qu'il a commencé sa médecine. Mais ce corps délicat qui ne suit pas le rythme imposé par un cerveau à l'intelligence fulgurante le trahit sans cesse. Ce qui explique qu'à vingt-six ans il soit en quatrième année de médecine alors qu'il à passé son bac à quinze ans et demi. Parallèlement à ces études cahotiques, Susini a goûté de la politique. À droite. À l'extrême droite. Et pourtant à Alger son père est de ces rares pieds-noirs qui acceptent le dialogue avec le F.L.N. Tout le passé de ce cheminot syndicaliste est une longue lutte contre le fascisme. Il a perdu son travail sous Vichy dont il réprouvait l'intolérance raciste et a été poursuivi par Giraud pour gaullisme militant. Jean-Jacques ne partage rien des convictions de son père. Heureusement que le grand-père est là pour « sauver l'honneur de la famille ». Légionnaire du maréchal Pétain, travail-famille-patrie en diable, c'est lui qui inculque au jeune garçon les merveilles d'une éducation militaro-patriotique. Et alors, quand le démon de la politique l'appelle, tout jeune adolescent, Jean-Jacques Susini va naturellement à droite. Bref passage à l'aile extrême du R.P.F. déliquescent, puis découverte du militantisme actif chez Poujade et Me Biaggi. Il ne

manque pas de se faire l'écho complaisant des violentes diatribes du *Courrier de la colère* qu'il distribue volontiers. Et à Alger, lorsqu'il y revient pour de courtes vacances, ses amis sont les membres du Groupe des Sept qui préparent un 13 Mai antigaulliste. Ortiz, Martel, la Cagoule, le docteur Martin, les troupes de choc poujadistes, le contre-terrorisme, le « on-ne-va-pas-se-laisser-faire-par-ces-ratons », lui semblent la seule voie possible pour sauver l'Algérie de l'abandon vers lequel Paris la dirige. Et puis, à Alger, Susini sent qu'il peut donner sa pleine mesure. Sa santé ne lui donne plus de soucis. Il a manqué le 13 Mai, il ne manquera pas la suite. À la rentrée 1958 il s'inscrit en quatrième année de médecine. Mais pense-t-il encore à une carrière de praticien ? On peut en douter. Ce qu'il veut c'est la place de Lagaillarde qu'il trouve d'une mollesse rare et d'une complaisance à l'égard du régime gaulliste qui frôle la trahison. Mais pour entraîner la masse des étudiants il faut s'en faire connaître. Dès lors l'activité de Susini devient démentielle.

Sa silhouette chétive, son visage blafard, son front trop tôt dégarni, ses yeux de feu, son verbe qui semble être une coulée de lave deviennent bientôt célèbres. Il pousse ses théories à l'extrême, ce qui plaît à Alger où l'on n'apprécie ni la mesure ni la réflexion tranquille. Dès octobre 1958 il adhère au mouvement fasciste Jeune Nation des frères Sidos qui ont en Algérie de nombreux sympathisants et quelques têtes de pont sûres comme le lieutenant Bernard Mamy que l'on a vu œuvrer à l'antenne Chaban-Delmas et qui ne peut se débarrasser d'un passé douloureux. Ses amis d'hier l'ont déjà rejeté. Susini va les remplacer. Il devient l'homme à la croix celtique, emblème qu'Alger va apprendre à connaître. Et il fonde son propre mouvement, le Mouvement nationaliste étudiant. Ce qui ne l'empêche pas d'être présent à la tribune du M.P. 13 créé par Martel, le colon de la Mitidja « au Cœur et à la Croix ». Avec le docteur Lefebvre, nostalgique de Pétain, admirateur de Salazar, partisan farouche du corporatisme, il s'entend à merveille pour flétrir la politique de « ce De Gaulle qui nous a trahis, qui ne veut pas l'intégration et ne pense qu'à traiter avec les Arabes ». Enfin, l'infatigable jeune homme adhère avec enthousiasme au dernier-né des mouvements d'Alger : le F.N.F. : Front national français, que Jo Ortiz a décidé de créer en novembre 1958.

Le bistrot du Forum se sent lui aussi pousser des ailes. Il en a assez d'être dans l'ombre des leaders poujadistes. Depuis 1956 c'est lui qui a tout fait : les tomates de Guy Mollet, c'est Ortiz ; le contre-terrorisme, c'est Ortiz avec quelques autres ; les troupes de choc organisées, prêtes à tout, c'est encore Ortiz. Et tout ce qu'on lui a trouvé c'est un poste minable de membre adjoint du Comité de salut public. Une honte. Pensez donc ! Un homme qui a fait de la prison à l'époque du bazooka et de la villa des Sources où les contre-terroristes torturaient les collecteurs du F.L.N. et « obtenaient des résultats » et qui a été relâché faute de preuves. Un vrai Français, un patriote, quoi !

Et Jo Ortiz s'est lancé dans la mêlée. Avec tout son poids. Il est riche : un bistrot qui marche bien, l'hôtel Kohler à Tizi-Ouzou — il est le gendre du propriétaire —, des intérêts dans plusieurs affaires, des protections de la police — le commissaire central d'Alger n'est-il pas M. Trouja, l'ami fidèle d'Ortiz —, comme par hasard c'est M. Trouja qui était commissaire à Alger lors de l'affaire du bazooka et des Sources. Muté à Tlemcen à la suite de cet incident, il a été réintégré dans son poste par le Comité de salut public dont ce fut l'une des premières décisions ! On le retrouvera aux Barricades...

Voilà donc Ortiz, Jo les Gros-Bras, chef de parti. Costume clair bien coupé, cravates choisies, il sait parler. Pas en public du haut d'une tribune, mais dans la coulisse ou dans l'ombre fraîche de son bistrot devenu le P.C. de tout ce qu'Alger compte d'activistes « décidés ». Cet homme lourd à l'élégance voyante, au profil un peu empâté d'empereur romain mâtiné d'Espagnol, aux yeux ombrés d'une plage bistre dont l'effet est irrésistible sur certaines dames, exerce une séduction étrange sur le frêle Susini. Peut-on imaginer hommes plus différents ? Qu'importe. Susini apportera à Ortiz ce qui lui manque le plus : l'intelligence. Et Ortiz apportera à Susini ce dont celui-ci est le plus dépourvu : les larges épaules et le bagou populaire qui entraînent la masse. Violence physique et verbale d'homme ^u milieu alliées à la dialectique glacée et implacable de l'étudiant fanatique, cimentées par un idéal commun : le fascisme. Voilà un mélange détonant qui a fait ses preuves dans un passé récent. La recette est toujours valable. À Alger comme ailleurs.

Ortiz a lui aussi choisi la croix celtique pour emblème. Les frères Sidos qui sont aussi devenus ses amis lors de leur passage en Algérie l'ont convaincu de la justesse de son choix. Ortiz rêve de devenir « le chef » d'une organisation garantissant l'Algérie européenne contre l'intrusion des métèques qui ne pensent qu'à l'avilir ! Susini en sera le cerveau. La croix celtique le symbole. Il suffit d'organiser un mouvement paramilitaire et de s'assurer la bienveillante neutralité de l'armée pour que les chances de réussite soient grandes.

La petite manifestation d'étudiants contre Michel Debré n'avait été qu'un ballon d'essai, les douces prémices d'actions plus « sérieuses » que rendait inévitables l'obstination du « vieillard de l'Élysée » à faire le malheur de l'Algérie.

Cette politique d'écrasement de la rébellion que Challe a décidée pour l'ouest du pays et qu'il a l'intention d'étendre avec éclat à l'est, un homme la mène en silence depuis des mois dans une des régions les plus hostiles de l'Algérie : les Bibans et le Hodna. On n'en parle guère, on en parlera peu car il a contre lui de gagner en manifestant la plus profonde répugnance pour la guerre révolutionnaire des centurions.

Il s'appelle Georges Buis, il est colonel. Son P.C. se trouve à Bordj-bou-Arreridj et couvre ces immensités de pierres déchiquetées, érodées, hostiles, inconnues et négligées depuis toujours par les Français, que sont les Portes-de-Fer, la chaîne des Bibans, les monts du Hodna. Lorsqu'il est arrivé, en mars 1958, l'un de ses adjoints, le capitaine Combette — que l'on a vu découvrir le massacre de Melouza et négocier la reddition et le ralliement du » général » Bellounis —, lui décrit la situation. Epouvantable... et calme ! Car le commandement opérationnel du Hodna ouest ne s'est jamais rendu compte que le F.L.N. est maître du pays. Les rebelles ont eu l'intelligence de s'y « réserver » une zone de passage et de repos sur la route de Tunisie, sans livrer de combat, sans révéler leur présence en masse. Il faut pourtant les déloger car c'est dans cette zone que va passer le pipe-line qui transportera le pétrole du Sahara jusqu'à Bougie. En outre, laisser un havre de paix qui permette aux caravanes venant de Tunisie de retrouver leurs forces est d'une imprudence rare. Il faut leur rendre le terrain difficile sinon impraticable. En six mois le colonel Buis y parvient. Il découvre d'abord les Portes-de-Fer, un paysage extraordinairement hostile, des plis anticlinaux relevés à la verticale, râpés par l'érosion qui laisse des crêtes aiguës et dures. Dans cette nature il faut une demi-journée pour faire

cinq kilomètres ! Ensuite à l’ouest des Portes-de-Fer s’étendent les Beni-Ouagag, « une saloperie de petits maquis de pins maritimes, d'arbousiers, de chênes ». Petit à petit, en faisant quelques prisonniers, Buis apprend la vie des *djounoud,* les lieux de passage. Surtout il s’aperçoit que ces gros et riches villages accrochés au sud des Beni-Ouagag, dans le djebel Mansourah, sont des refuges, des P.C. de la rébellion. Et il reconstitue le trajet vers la Tunisie. Les rebelles se servent de la route ancestrale, qui date des Romains et qui part de la *guelaa,* sorte de tour de Montlhéry sur les crêtes des Bibans, cœur de la dynastie berbère, puis résidence des vieux pachas turcs, qui passe ensuite par le djebel Mansourah avec sa ligne de gros villages marqués par K’Sour et Dar-Kbira, pour aboutir à la *kalaa* des Beni-Hammad, à la tour des Signaux, seul monument historique de l’Algérie. Il faut l’érudition et la curiosité de Georges Buis pour avoir reconstitué les étapes F.L.N. de cette route berbère, qui va de M’Sila à la mer, cette route oubliée sur laquelle, vers l’an 1000, le vieux peuple communiquait par feux allumés sur les crêtes, sur les *guelaas,* du Sud à la côte. Les colonels qui se penchent sur les légendes, sur les traditions, sur les mœurs d’un peuple sont rares.

Mais Buis n’en oublie pas la guerre pour autant. C’est son métier. Avec son collègue, le général de Maison-Rouge, commandant à Aumale, il a commencé l’implantation de postes dans les Beni-Ouagag. Puis à coup d'opérations rapides, montées sur un renseignement, sur un indice, au « pif » aussi, il a bouclé les points clés et « coxé » les premiers fells, ahuris de trouver des commandos aux points de passage dans ce désert de pierre alors que depuis des années ils avaient l’habitude des grandes et massives opérations montées à grand bruit et si facilement évitées. Les embuscades légères, réalisées en quelques heures grâce aux hélicos, se révèlent payantes. Buis découvre coup sur coup deux hôpitaux de trois cents lits chacun : Hanoï et Le Caire, puis l’organisation fixe qu’il détruit. Mais il ne se fait aucune illusion, il ne peut tenir totalement une pareille région. Des bouclages restreints, rapides, légers. C’est tout. Mais c’est déjà beaucoup. Après quelques semaines de ce régime et l’implantation de quatre-vingts postes dans les Beni-Ouagag, la région devient pour le F.L.N. un endroit où il faut passer rapidement et non plus le havre où l’on peut reprendre des forces. La première partie du plan est réussie, d'autant que Buis n’abandonne pas le terrain gagné. Les quatre-vingts postes restent. Des harkis venus d’autres régions mais contrôlés par le colonel, entretiennent cette insécurité et poursuivent les rebelles de leurs coups de main. Buis n’a guère confiance en eux mais ils lui « lèvent » le gibier, c’est déjà bien.

En ce mois de mars 1959 c'est à la deuxième partie de son plan qu'il s’attaque : nettoyer le djebel Mansourah. C'est d’autant plus important que les ingénieurs du pipeline ont eux aussi retrouvé la route berbère du XIe siècle. L’ouvrage passe par M’Sila, longe le Hodna, franchit le col de Selatna, rejoint les Portes-de-Fer et file droit sur la Soummam. Non seulement c’est la mission de Buis de le protéger, mais pour lui, dans cette guerre où l’on mélange tout, opérations et politique, lutte armée et lutte psychologique, le « pipe » c’est l’Algérie « utile ». La seule chose qui l’intéresse vraiment au milieu des multiples missions dont se charge l’armée et qui sont loin de le satisfaire. Car Georges Buis renâcle. Parfaitement discipliné, il trouve que les chefs de l’armée ne le sont guère et donnent à ce grand corps de la nation où il a choisi de servir une orientation difficilement compatible avec les engagements pris par un officier vis-à-vis de la République dont il tient ses galons.

Curieux personnage que ce colonel Buis, bien peu fait pour plaire aux colonels « en flèche » du 5e bureau ou de l'état-major d'Alger. Pas de fanatisme, pas de certitude chez Buis comme chez Gardes ou chez Argoud que nous retrouverons bientôt à l'état-major de Massu et qui deviendront les deux piliers militaires de cette affaire des Barricades qui va ensanglanter Alger. Rien de cela. Seulement une profonde humanité. Avant la guerre Georges Buis a découvert l'Orient arabe. Ç'a été l'éblouissement. Beyrouth lui a livré ses secrets les plus intimes, ceux que la merveilleuse ville n'accorde qu'aux hommes bénis des dieux. Non seulement son ciel, sa mer, la qualité subtile de son air, ses plages, ses cèdres mais aussi son cœur, son âme, et celle de ses poètes. Georges Schéhadé devient son ami intime. Georges Buis n'a pas perdu dans les chambrées, puis au cours d'études supérieures en art martial la sensibilité, la poésie, l'intérêt pour les arts dont la nature l'a doté. Quel mélange inouï ! Comment le jeune homme préoccupé de philosophie, esthète, ami de poètes, de romanciers, à qui rien de ce qui est l'actualité artistique n'est étranger, devient-il soldat ? Et bon soldat. Et grand soldat. Ce romantique dans la boue, dans le sang ? Difficile à imaginer. Et pourtant ! Après la douceur de vivre de l'Orient avec ses splendeurs, sa subtilité, sa nonchalance aussi, qui se marie si bien avec l'esthétisme, et Dieu sait si Georges Buis est doué pour ce délicat cocktail qu'il sait savourer dans ses moindres raffinements, c'est la guerre. La drôle de guerre. La moche guerre. L'épopée aussi pour ceux qui savent choisir. Et Buis choisit. Ce sera la France libre, Leclerc, qu'il rejoint. Et là se révèle le militaire. Il ne s'était pas trompé de voie. Sa vraie carrière c'était l'armée. Homme de guerre Georges Buis l'est dans le tréfonds de son corps, de son cœur. Violent, dur, sans cruauté mais sans faiblesse, aventureux aussi — on n'est pas militaire romantique sans que l'aventure vous caresse de son aile —, il suit Leclerc au Maroc, en France, en Allemagne. Puis c'est l'Indochine, toujours avec Leclerc. Là, Buis partage l'avis de son patron : la guerre de guérilla est un enlisement qui se terminera en catastrophe. Leclerc est rappelé, frôlant l'impopularité. Buis le suit encore, convaincu de l'inanité de ces luttes semi-coloniales. Il revient à ses anciennes amours en poste au Maroc puis en Iran. Il sait en voir autre chose que la « pouillerie », que l'apparence misérable. Il va au fond des civilisations, se lie avec les élites, pas seulement celles du « pognon », du pouvoir, des plantations et des palmeraies, mais celles du cœur et de l'esprit. Avec eux l'esthète, que les années de guerre ont vieilli, ont mûri, découvre la grandeur du passé d'un pays qu'il apprend à aimer. Il sait aussi les possibilités de l'avenir. Ces élites sont capables de gouverner un jour leur propre nation. Il suffit simplement de les y aider. Mais surtout d'accepter leur indépendance.

Et c'est l'Algérie. Buis n'oublie jamais que sa vraie nature c'est le métier des armes. Une nouvelle guerre, une nouvelle aventure s'ouvrent à lui. Très vite il sait que ce ne sera pas une nouvelle épopée. Ses hommes du Constantinois le découvrent. Pas facile, pas commode ce petit colonel aux épaules solides ! Les cheveux grisonnent. Le visage tranquille, les yeux protégés par de grosses lunettes savent se faire durs et froids. Qui pourrait déceler l'esthète, l'ami des poètes, l'écrivain — car Buis écrit et surtout « mijote » ses futurs romans — sous le côté « pète-sec » ? On lui a confié les Portes-de-Fer, les Bibans, le Hodna, un coin pourri. Il est là pour tuer. Il va tuer, c'est son métier. Mais le plus efficacement possible, sans approuver ce jargon politico-révolutionnaire dont se gargarisent les services d'action psychologique, sans tolérer même les organisations paramilitaires comme les D.O.P. qui doivent aider les chefs de secteur

dans leur tâche. Ce militaire sait prendre ses responsabilités et sait obéir. Obéir à ses chefs, et surtout à la République, prendre ses responsabilités de colonel, c'est-à-dire faire la guerre, seul, et obtenir des résultats sans l'aide de policiers ni de « soldats-policiers » dont la torture est l'arme principale. Car les D.O.P. c'est ça.

Les détachements opérationnels de protection, tout le monde les connaît. C'est la première chose dont on parle au bidasse qui arrive en poste en Algérie. On en a un peu honte. Les D.O.P. sont installés à l'écart, dans une villa ou dans une baraque d'où sortent des cris de rage, de haine, puis de douleur, enfin plus rien quand l'homme est mort ou a avoué. Une baraque solidement gardée. Où n'officient que des policiers ou des officiers en civil que l'on regarde — selon son caractère — avec crainte, dégoût ou respect. Car il y a ceux — et ils sont nombreux — qui trouvent cette institution tout à fait normale.

« Tu aurais vu la patrouille tomber en embuscade. Et mon meilleur pote avec la bite enfoncée dans la bouche. Et le lieutenant à qui ces fumiers avaient arraché le cœur ! Et les grenades et les bombes qui explosent. Ah ! moi si j'en avais tenu un au retour ! »

Et c'est vrai. C'est justement pour éviter qu'un appelé « en tienne un », au retour d'une expédition pareille, que les D.O.P. ont été créés. Challe, le grand patron, en est le promoteur, le partisan et s'en explique : « Dans une guerre subversive, dans une guerre de maquis, le prisonnier doit être interrogé rapidement par ses vainqueurs. Le renseignement se décante petit à petit. On doit remonter la filière. Et il est difficile pour un non-spécialiste de tirer quelque chose d'un prisonnier. *L'homme normal ne vend pas ses copains*. Alors il faut vite des spécialistes pour obtenir un renseignement de qualité et pour éviter des sévices trop forts. Des sévices il y en a dans une guerre subversive. Si on laisse manipuler les prisonniers par des gens trop jeunes et trop émotifs on aboutit à une casse considérable. Il n'y a rien de plus dangereux que de faire interroger un prisonnier par un gars du contingent qui une heure avant a trouvé un copain les couilles entre les lèvres. Alors il faut des D.O.P. avec les policiers spécialisés, 50 p. 100, et des officiers de renseignement. Le problème est qu'ils sont très nombreux et difficiles à entretenir. Les D.O.P. ne sont pas partout d'une même qualité. »

Là aussi l'encadrement joue. Challe mène une guerre subversive. Et dans une guerre comme celle-là on torture ou on traite. La « bataille d'Alger » a été gagnée ainsi. Le principe, expliqué par Challe à l'état-major, se défend. Mais sur le terrain... que de cruauté ! Je me souviens du premier officier du D.O.P. que j'aie vu. C'était à Orléans-ville. Un petit bonhomme en short et chemisette, sympa. Il était « à la colle » avec la P.F.A.T. du 2 e bureau. Ils faisaient un beau couple. Pour une fois c'était une P.F.A.T. jolie. Pas un tombereau ! Et puis j'ai vu le lieutenant sortir du D.O.P., fumant nerveusement. Et puis j'ai entendu le sergent-chef de la chambrée gueuler : « Untel, t'as encore fait une connerie. De garde ce soir au D.O.P. ».

Car on en est là en Algérie. Après une « connerie » ce n'est plus la corvée de chiottes ou la garde à la porte du colonel où il faut être « nickel » et saluer sans cesse, non, c'est la garde autour du D.O.P., niché dans une orangeraie idyllique. Avec les hurlements des « melons » interrogés. Dans l'esprit du sergent-chef, c'est pire que les chiottes. Là, ce n'est pas les mains, c'est l'esprit dans la merde. C'est pire. Pas très malin de conditionner ainsi les appelés. Mais allez demander à un sergent-chef de carrière gavé depuis vingt ans de pastis indochinois, d'anisette algérienne et de canettes de « Gauloise » superluxe d'être malin ! Il commet une faute de psychologie militaire

assimilant garde du D.O.P. à corvée. Mais en réalité, c'est lui qui a raison. C'est vraiment affreux. Dégueulasse. Et dans son esprit de sergent-chef, dégueulasse = corvée. Raisonnement sain ! Moi je pense au lieutenant qui sort de là en fumant sa cigarette. Et puis à sa P.F.A.T. qui le rejoint. Après, je la vois entrer dans les locaux. J'apprends qu'elle y va souvent. Pour le. plaisir ! Et ce n'est pas qu'à Orléansville. Partout sur le terrain ces D.O.P. exercent leurs ravages non seulement dans les rangs de l'A.L.N. mais surtout dans ceux des appelés qui réfléchissent. Ou qui tout bonnement entendent les cris et ne peuvent les supporter. « Les D.O.P. ne sont pas partout de même qualité », dit Challe. Eh non ! Souvent ils ont raclé tout ce qu'il y a dans la région comme flics sadiques, comme officiers « timbrés ». Et dans les états-majors on n'a pensé ni à mon petit lieutenant d'Orléansville ni à ma P.F.A.T. si jolie ! S'ils sont encore ensemble, songent-ils parfois aux « séances » du D.O.P. ? Tout cela c'est fini. C'est loin. Mais, bon Dieu, ça ne s'efface pas ! Encore moins dans l'esprit que dans la chair.

Quand il arrive à Bordj-bou-Arreridj, Georges Buis « vire » le D.O.P. Lui n'en veut pas. Il sait prendre ses responsabilités. À fond et sans « mollir ». C'est un professionnel. Le D.O.P., avant son arrivée, a liquidé cinquante à soixante bonshommes. Enquêtes rapides, brutales. Quelques résultats. Mais quelle casse ! Le colonel de secteur était démoralisé par cette guerre. Un vieux type fatigué, honorable, honnête, cinquante-sept-cinquante-huit ans, frère du tiers-ordre. Un brave homme au bord de la retraite qui n'a pas la dure et froide détermination des jeunes officiers lorsqu'il doit se battre contre des bandes puissantes. La ville à elle, seule le dépasse. Bordj-bou-Arreridj — B.B.A. comme on dit dans l'ésotérique langage du secteur — est en proie à la terreur. Un petit Alger en 1957. Alors le vieux colon cède. Devant ces assassinats, ces attentats renouvelés, il ne se sent pas capable de régler le problème tout seul. Il crie à l'aide. On lui envoie un D.O.P. Il accepte mais lorsqu'il voit sa sauvagerie il est scandalisé. Le frère du tiers-ordre s'indigne. Il met des bâtons dans les roues de cet organisme qu'il a eu la faiblesse de laisser venir.

Alors les hommes du D.O.P. s'en vont, lui laissant un triste arbitrage : vingt fells à exécuter. Affolé, le vieux colonel en appelle à l'autorité supérieure. Réponse : Exécutez ! Il fait fusiller les vingt types et rédige un rapport très digne dans lequel il demande à être relevé de son commandement. Le pauvre vieux est secoué. On l'hospitalise à Alger. Revenu en métropole, ce chrétien fait un pèlerinage à Lourdes. Et meurt. Effondré. Il n'a pu supporter que lui, colonel maître après Dieu d'une région si importante, religieux sincère dans un siècle de violence, ait du sang sur les mains. Broyé dans l'engrenage féroce de la guerre subversive il a failli à sa mission.

L'histoire fait parfois rigoler dans les mess des « durs ».

Pourtant le colonel Buis, qui n'est pas un tendre, ne rigole pas. Il n'est pas homme à se laisser broyer mais il ne veut pas mener la guerre de cette façon. Très vite, il acquiert les preuves que trois policiers musulmans de B.B.A. ont assassiné un sous-officier. Il les fait abattre. Il a pris la dure responsabilité de faire régner l'ordre. Mais lui n'a que trois cadavres à son actif. Le D.O.P. en avait déjà plus de cinquante ! Et le sous-off' était mort...

Tel est donc ce colonel « hors série » qui dans son secteur commence à obtenir des résultats étonnants. Et pourtant rien ne lui convient dans cette guerre. Au 13 Mai il a refusé d'armer les U.T. de Bordj-bou-Arreridj. « Je n'ai pas besoin de zouaves avec des

fusils. » Quand, une quinzaine de jours plus tard, arrivent les pontes d'Alger avec prise d'armes, discours patriotiques et tout le tremblement, il a « ripé » en opération. « Foutons le camp de cette chienlit parfaitement anormale », a-t-il dit à ses adjoints. Lorsque se crée le comité de salut public de Bordj il le freine considérablement et ne fait qu'accepter qu'un de ses officiers assiste à ses réunions à titre d'observateur. Il démontre ainsi que dans les secteurs où le colonel veut que le C.S.P. n'ait pas d'influence il n'en a pas.

Il n'est pas contre De Gaulle amené par le 13 Mai. Au contraire. Mais il reste militaire avant tout. Ses rapports avec le sous-préfet sont excellents. « Restez à mes côtés comme conseiller technique », lui dit-il. Pour lui l'État, la République, s'incarne dans le sous-préfet, ou le préfet. « En conséquence, explique-t-il au fonctionnaire ébahi, je suis à mon P.C., vous dans votre préfecture. Je prends mes responsabilités de police judiciaire et de maintien de l'ordre. Vous gardez les prérogatives de vos fonctions. Jamais je n'assisterai à une cérémonie avec vous pour que vous n'ayez pas à passer en second. »

Beaucoup de généraux et de colonels ne sont pas de cet avis et se retrouvent flambards, certains de faire mieux que les civils. Beaucoup de sous-préfets sont également satisfaits de tirer leur épingle du jeu dans cette affaire. La défense de la République, ils s'en foutent du moment qu'ils conservent leurs avantages, leurs belles maisons, leurs traitements.

Avec Allard, bras droit de Salan, Buis a une algarade très violente.

« Mon général, je ne suis pas là pour faire la guerre au sous-préfet !

— Exécutez les ordres. »

Mais les ordres ne sont plus militaires. Ils sont politiques et Buis ne cache pas sa répugnance à les exécuter. Dans ce domaine les directives du 5e bureau ne le satisfont pas plus. « De quel droit s'engage-t-on auprès de la population, auprès des harkis ? Mes hommes et moi sommes là pour faire la politique du gouvernement. C'est de la République et de son gouvernement que je tiens mes galons ! Vous allez dans les villages et vous racontez : je ne vous abandonnerai jamais. De quel droit ? Il n'y a que le gouvernement de la République qui puisse s'engager pareillement. » C'est toute la théorie du 5e bureau que Buis bat en brèche. Un 5e bureau qui petit à petit entend dicter sa politique au gouvernement.

Pourtant, il recrute des harkis — en qui d'ailleurs il n'a guère confiance à l'exception de ceux qui, lassés des crimes du F.L.N., ont appelé au secours comme dans la région de Melouza — mais sans illusions. Il sait ne pouvoir compter que sur deux des trente harkas — douze cents hommes — qu'il a levées. Les autres ne sont pas efficaces. Il découvre que, près d'une harka, une petite équipe F.L.N. au repos peut très bien vivre en toute tranquillité ! Il utilisera donc les harkis pour lever le gibier dans des régions éloignées de leur douar d'origine. Mais lorsqu'il incorpore ces harkis, attirés par une vie moins rude et une solde inespérée pour de pauvres montagnards, il ne s'engage à rien. Cynique peut-être. Mais lucide. Et il bondit lorsqu'il entend un militaire de haut rang promettre à ces pauvres bougres que « la France est là, en Algérie, à jamais ».

« Les théories du 5e bureau les plus contestables, dit-il, ne passent que si le commandant de secteur le veut bien. » Et lui s'y refuse car il ne croit pas au mirage. Il voit les « villages de femmes », ceux qui sont désertés par les hommes, tous au maquis ou en camp d'internement. On pourrait croire que ces femmes ne souhaitent qu'une chose : le

retour du frère, du père, du mari. Non. Ces villages sont les plus durs. Ce sont ces femmes qui poussent les hommes à rester au maquis, ce sont elles qui les ravitaillent, qui les renseignent.

« Le 5e bureau obtient des résultats apparents, explique le colonel. Si l'officier est de bonne qualité il s'occupe de la jeunesse, organise des travaux artisanaux, tout le monde est content, joue, s'amuse, mais rentrés chez eux ils restent des adversaires. Passifs. Mais adversaires. »

Aucune des solutions arrêtées par l'état-major ne lui semble efficace. Surtout pas lés regroupements de population mal préparés. Comme pour les D.O.P., ça se défend sur le papier. Mais sur le terrain, c'est autre chose.

Dans le Hodna, ce paysage lunaire — une succession de « toits d'usines » abrupts — la circulation n'est possible que par d'étroits couloirs médians que connaissent bien les rebelles venant ou allant en Tunisie. Dans le cadre des opérations préconisées par Buis il faut qu'aucune des petites fermes isolées dans cette région hostile ne puisse apporter refuge ni vivres aux fellaghas. Le corps d'armée de Constantine a décidé Un regroupement de population. Sur le papier cela représente quatre cents personnes et quinze cents têtes de bétail. Mais depuis cinquante ans les Français n'ont pas mis les pieds dans le Hodna. Et Buis trouve dans cette région déshéritée près de cinq mille personnes et vingt mille têtes de bétail ! Et c'est le drame. L'exode. Rien n'est prévu pour le transport d'une pareille population. Encore moins pour son hébergement.

Le camp de Saint-Arnaud est prévu pour quatre cents personnes. On y entasse cinq mille âmes dans des conditions atroces ! Le 5e bureau va essayer de développer l'artisanat, de mettre en route des travaux publics pour donner une occupation à cette population déracinée. Buis ne se fait aucune illusion sur l'état d'esprit de ces montagnards, parqués ignoblement dans une plaine désolée où ils n'ont rien et où la terre appartient à d'autres. C'est scandaleux mais il faut obéir. Pour lui c'est une certitude : on n'arrivera jamais à rien ainsi.

Alors il fait la guerre. C'est son métier et c'est la mission que lui assigne le gouvernement de la République. Qu'on ne lui en demande pas plus. Il n'a pas le droit de dire ce qu'il pense : que là encore la victoire ne servira à rien. Que rien ne sera résolu par l'écrasement des rebelles. Que le problème est plus profond. Il l'écrira. Plus tard. Dans un roman commencé en pleine opération, un roman qui s'appellera *la Grotte* et qu'il publiera bien loin de l'Algérie. La grotte, c'est le refuge des fellaghas, son héros croit que s'il la découvre et l'anéantit le problème sera réglé. Il trouve la grotte, la conquiert et rien n'est changé. Le héros mourra tué par le chef fellagha. Car le problème est bien plus profond, bien plus complexe. Il ne peut se régler que sur le plan politique en discutant. Et cela ce n'est pas et ce n'a jamais été le rôle des militaires.

Pour l'heure. Buis fait la guerre. Ni en esthète. Ni en romancier. En militaire. Anti-centurion, il n'en est pas moins officier qui se fait une haute idée de son devoir.

Depuis quarante-huit heures les paras râlaient ferme. En particulier ceux du 1er R.C.P. du lieutenant-colonel Cousteaux. Ils crapahutaient en vain dans les Beni-Ouagag.

« Toujours pareil. Quand on ne mène pas l'opération nous-mêmes on ne trouve rien. »

Mais le colonel Buis, qui dirigeait l'opération, s'obstinait. La zone était pratiquement

nettoyée. Il y avait toujours des fells mais ils passaient en courant. Les villages du djebel Mansourah, K'Sour et Dar-Kbira, leur étaient devenus impraticables. Restaient les flancs sud du djebel, face au Hodna. C'était pour eux un refuge sûr. Encore fallait-il les prendre au piège.

Ce soir du 21 mars, Buis était en rogne. Les paras roulaient des mécaniques, étaient furieux de n'avoir rien trouvé et — au mépris de tous les ordres, sûrs d'être couverts par leurs patrons — allumaient des feux, se foutant de se faire repérer, et se persuadant entre eux que « tous les autres étaient des cons ». Et pourtant ils aimaient bien travailler avec le colonel de B.B.A. car avec ses méthodes de chasse ils obtenaient des résultats. Au retour, les tableaux des régiments étaient « éloquents ». Mais ce 21 mars, le printemps tout neuf n'avait pas porté chance à Buis. Les fells lui avaient filé entre les doigts.

Le lendemain à l'aube, Buis décida d'abandonner les Beni-Ouagag et de poursuivre l'opération vers le sud en direction du djebel Mansourah. Les renseignements confirmaient que souvent la katiba 312, celle dont s'entourait volontiers Amirouche, empruntait ce chemin en apparence hostile. La veille au soir après avoir acquis la certitude que les Beni-Ouagag étaient déserts le colonel avait décidé « au pif » de transporter, toute l'opération avec les trois régiments de paras qui lui avaient été attribués pour quelques jours, ses troupes de secteur et les harkis, sur le djebel Mansourah. Il y allait au culot.

Et ça n'avait pas été facile. Le colonel Buis avait téléphoné au corps d'armée de Constantine pour obtenir un ou deux D.H.P. (détachement héliporté) de dix *Banane* chacun. Les « ventilos » lui étaient nécessaires pour attaquer brutalement le cœur du Mansourah dont les abords étaient bouclés par les troupes de secteur et les harkis. À Constantine, on lui avait ri au nez.

« Pensez-vous, mon vieux. On a Debré qui vient en visite. On a besoin de tous les hélicos en alerte. Pour la protection ! »

Buis, obstiné, s'était tourné alors vers Alger. Au commandement de l'aviation on avait envoyé sur les roses ce petit commandant de secteur qui ne dépendait même pas du corps d'armée ! Foutu pour foutu Buis avait tout de même ordonné le bouclage du Mansourah par ses troupes habituelles. Peut-être le jour venu trouverait-il un moyen de lancer les paras. À 22 heures, le miracle s'était produit. La base d'hélicos d'Aïn-Arnat téléphonait.

« Mon colonel, si vous me rendez les ventilos à 19 heures demain je vous envoie un D.H.P.

— Non ! J'en veux deux et je vous les rends à 20 heures.

— Juré ?

— Juré !

— Banco. »

Le lendemain 22 mars à 6 heures, les deux détachements héliportés se posaient à M'Sila sur l'ordre de Buis qui ne les utiliserait qu'au dernier moment et qui voulait qu'on ignorât jusque-là ce qu'il voulait faire.

À 11 h 30, un chef de harka s'approchait du capitaine Combette en ratissage sur la frange du djebel Mansourah.

« Mon capitaine, je viens de trouver une merde fraîche aux abords de la Maison de Pierre.

— Une merde fraîche ! On les tient. »

Jamais on n'avait fait plus beau cadeau à Combette ! La Maison de Pierre était un vaste ensemble d'éboulis pierreux, avec d'énormes blocs de rochers gris qui se dressaient au milieu d'un maquis de petits arbustes et d'herbes dures. Une masse énorme de cinq cents mètres de côté, à flanc de colline, avec des grottes et des caches possibles en pagaille. Un refuge extraordinaire. S'« ils » étaient là le combat allait être rude.

Le colonel Buis avait appris la nouvelle au moment où un *Piper* d'observation lui annonçait qu'il avait repéré un type en djellaba brune qui détalait entre les rochers. Le bouclage était en place. Maintenant il fallait y aller.

À midi, Buis décide d'interrompre l'opération Mansourah et de tout porter sur la Maison de Pierre qu'il fait boucler étroitement. Sa décision est immédiate. Sur une « merde fraîche » ! À 14 heures le « bananage » commence. La ronde infernale des gros hélicoptères à doubles pales largue à un mètre cinquante du sol des vagues de paras bariolés. Le combat commence immédiatement. Les rebelles sont bien armés. Mais le 1er R.C.P. du lieutenant-colonel Cousteaux est frais. Les ventilos l'on amené à pied d'œuvre sans lui faire accomplir des heures de crapahut sur les flancs tourmentés du Mansourah. Il faut avancer mètre par mètre, se protéger derrière chaque rocher. Le feu est intense. À la cadence de tir il y a là au moins une katiba avec des armes lourdes, bien accrochée à l'abri des gigantesques blocs de rochers... Mais l'aviation est alertée et bientôt les fleurs orange du napalm jaillissent de la Maison de Pierre, perçant les nuages noirs qui s'élèvent en champignons. Les *djounoud* chassés par le feu tombé du ciel quittent le refuge imprenable et se font « décaniller » en série.

Buis commande le dernier assaut. Le lieutenant-colonel Cousteaux a été blessé dès le début du combat. Très napoléonien, il a dit à son camarade : « Fais attention à mes petits. Je te les confie. Commande. »

Pour l'assaut les paras sont incomparables. Buis s'en aperçoit une nouvelle fois. Ces troupes d'élite implantées dans une région entre'deux opérations n'obtiennent pas plus de résultats que les troupes de secteur et par leurs méthodes démolissent tout sur le plan psychologique. Mais au cœur d'un bouclage, pour nettoyer cette Maison de Pierre, ils sont irremplaçables.

À 17 heures tout est fini. Soixante-treize *djounoud* ont été tués. Il y a huit prisonniers. Parmi eux le secrétaire particulier d'Amirouche : Boubekeur, porteur des carnets du célèbre chef de la wilaya 3 que Buis a manqué à trois heures près. Fidèle à sa tactique Amirouche entouré de ses vingt gardes du corps a quitté la Maison de Pierre au début de la matinée après avoir pris seulement quatre heures de repos. Les autres, épuisés, sont restés.

Les paras du 1er R.C.P., qui ont eu un mort et dix blessés dans l'engagement, étalent les armes récupérées pour la traditionnelle photo sur le terrain : soixante et onze fusils et P.M. et cinq F.M. On ramène Boubekeur pour l'interrogatoire. Dans les *Banane* pas de place pour les prisonniers. Et on ne va quand même pas rentrer à pied pour leur sauver la peau ! Quelques rafales éclatent dans le silence de la montagne pendant que dans le ciel se dissolvent les dernières traînées noires du napalm. La katiba 312 a vécu !

Grâce à la modération, parfois à la sagesse des « politiques » du G.P.R.A., la direction de la révolution présentait à la face du monde une unité d'action, une

détermination qu’elle était loin de posséder réellement. Les Abbas, Francis, Dahlab, Ben Khedda et autres Yazid déployaient des trésors d’éloquence, d'imagination et de précautions pour que le G.P.R.A. ne paraisse pas aux yeux des gouvernements étrangers un champ clos, théâtre de complots, d'intrigues et d’oppositions entre frères ennemis. Et ils y réussissaient. Si, comme on l’a vu, le gouvernement provisoire était déchiré en tendances opposées, en proie au vertige du pouvoir, il remportait sur le plan international des victoires politiques qui donnaient quelques soucis diplomatiques à la France.

C’est d’abord à l’O.N.U. que les représentants du G.P.R.A. avaient trouvé une plate-forme de propagande idéale. Avec une lucidité rare ils avaient décidé d’exploiter « à fond » ce haut-parleur inespéré. Depuis la création du G.P.R.A. au sein duquel M’hamed Yazid occupait le poste de ministre de l’Information, c’est Abdelkader Chanderli qui dirigeait à New York le bureau d'information du F.L.N. créé dès 1955 par Aït Ahmed et Yazid. L’activité fébrile de ce petit homme rondouillard, aux lunettes d’intellectuel sérieux, au sourire de bon vivant et à l’œil malicieux, était pour beaucoup dans l’audience mondiale qu’obtenait déjà le « problème algérien ».

La représentation du F.L.N. était installée dans un appartement bourgeois « middle-class » 150, 56e rue Est, qui comportait également un grand studio et une chambre où logeaient Chanderli et sa femme, une très belle Italienne épousée à New York. Le « personnel » de la délégation était complété par trois secrétaires : Ann, une jeune fille de vingt et un ans qui aidait Yadiz — très habile cuisinier — à faire la « popote », Barbara, une Américaine, juive d’origine géorgienne dont le principal travail était de donner une tournure littéraire et raffinée aux textes de propagande de Chanderli, et Olive, épouse américaine de M’hamed Yazid. Les services spéciaux français, interceptant les textes en code expédiés de Tunis au bureau new-yorkais, se demanderont toujours qui était ce fameux Zitouna dont le ministre de l’Information se préoccupait si fort. Zitouna est la traduction arabe d’olive, le fruit ! Yazid, plus souvent à Tunis qu’à New York, demandait simplement des nouvelles de sa femme !

À la fin de Tannée 1958 la résolution des pays afro-asiatiques de « reconnaissance du droit du peuple algérien à l’indépendance » avait « manqué » la majorité des deux tiers d’une seule voix. Elle était repoussée mais pour le F.L.N. la victoire était de taille : les États-Unis étaient passés du vote hostile en commission à l’abstention en Assemblée générale. La France dont la position à l’O.N.U. ne cessait de se dégrader avait ressenti « douloureusement » cette attitude. Le F.L.N. devait cette victoire diplomatique au fantastique travail abattu par ses représentants à New York. Dans un premier temps, Chanderli avait réussi à obtenir du gouvernement américain le statut de *foreign agent* — agent étranger —, qui lui permettait de circuler comme il le voulait dans les couloirs de l’Assemblée des Nations unies que la délégation française voulait à toute force lui interdire. Il avait ensuite développé toute une politique de propagande subtile qui mettait en fureur les représentants français. Par exemple tout le courrier algérien était timbré avec la mention : *Free Algeria*, Algérie libre. Titre que portait également le bulletin d’information quotidien du F.L.N. envoyé à vingt-huit mille exemplaires ! Les services français étaient persuadés que Chanderli disposait non seulement d’une équipe importante, mais encore de l’aide de la Ligue arabe. Or il n’en était rien. Ni Yazid ni Chanderli ne voulaient mêler le problème algérien à la grande question d'Orient qui « traînait depuis trois siècles » ! Chanderli s’était simplement servi de l’infrastructure

d’une grande ville ultra-moderne. Il employait les services de maisons spécialisées qui imprimaient, tiraient, expédiaient et distribuaient le bulletin qu’il rédigeait le matin à 5 heures. À 10 h 30, Chanderli, diplomate apparemment très décontracté, faisait son entrée au salon des délégués, comme si sa « nombreuse équipe » avait travaillé dès l'aube pour lui ! Faire parler de l’Algérie était devenu son obsession et lui servait d’excitant. Connaissant parfaitement les États-Unis il avait résolu d’exploiter ce désir passionné d’information que possède chaque citoyen américain conscient.

« Les États-Unis, c’est le pays de la vérité, disait-il à ses collaborateurs, donnons donc la vérité. Mais celle des autres, celle des Français qui sont indignés par la guerre, et n’ajoutons aucun commentaire. »

Depuis 1956 Chanderli avait habilement exploité la démission du général de Bollardière, le dossier Jean Muller (séries de lettres de jeunes appelés à leurs parents), les déclarations des cardinaux et archevêques de France, la démission de René Capitant pour protester contre la torture. Le délégué du Front donnait des faits, des dates, des références, une bibliographie complète sur l’événement cité. Les Américains étaient favorablement impressionnés. Pour Chanderli tout était bon, de l’extrait du livre de R. Aron aux citations du *Monde*.

« La presse française, me dira-t-il plus tard, a été une énorme source d’information et de soutien ; *Le Monde*, *L’Express* qui bâtissait une carrière sur la guerre d'Algérie, *Témoignage chrétien* en particulier. »

En outre, Chanderli exploitait à merveille cette extraordinaire liberté de la presse qui a toujours été l’apanage des États-Unis. Les journaux imprimant systématiquement les lettres à l’éditeur il ne se passait pas une semaine sans que le *New York Times* publie une réponse ou une mise au point du bureau F.L.N. Une lettre très polie, très « sage », très documentée, très pondérée, fourmillant de faits précis, commentant les éditoriaux qui semblaient défavorables à la cause algérienne !

Infatigable, Chanderli « exploitait » également toutes les ressources de la radio et de la télévision, accumulant conférences, causeries, débats. En outre il avait résolu de toucher le milieu universitaire et avait obtenu de faire des conférences pour illustrer les cours académiques. C’est ainsi qu’à Harvard, Princeton, Bekerley, Columbia, présenté comme le représentant de la révolution algérienne, il utilisait l’exemple vivant de la lutte de libération pour commenter l'histoire de l’Afrique ! Toujours très académique, parfait diplomate, mesuré, Chanderli n’avait qu’un but : faire parler du problème algérien et *ne pas faire peur.* Les résultats étaient « payants ». En 1958, vingt-neuf thèses avaient été présentées et soutenues aux États-Unis sur la question algérienne !

« Notre seule victoire, expliquait Chanderli à son équipe « confidentielle », tassée dans les petits bureaux de la 56e rue, c’est une victoire permanente. À l’O.N.U. tout le monde parle, tout le monde « s’engueule », la résolution finale n'a aucune importance. Elle est toujours rédigée dans des termes ambigus. Ce qui est important, c’est qu’on en parle. Et chaque année on parle du problème algérien —Inscrit à l’ordre du jour — pendant sept à huit semaines. Cela représente des milliers d’articles dans les journaux du monde entier. Cela seul doit nous guider. »

Chanderli voyait juste. En outre, d’année en année, la motion finale s’améliorait. Et puis l’habile représentant Algérien obtenait des victoires « annexes », tel ce discours du sénateur John Fitzgerald Kennedy qui avait mis Robert Lacoste dans une si grande fureur

lors de Tété de 1957.

Yazid et Chanderli avaient rencontré le futur président des États-Unis au Sénat. Chanderli était même devenu son intime et souvent allait partager le sandwich qui servait de déjeuner au sénateur pour lui parler de la situation en Algérie. Il avait su exploiter au maximum des événements assez minces, avait fait oublier la confusion extrême qui régnait au sein de la révolution et surtout avait su exploiter l'opinion d'une partie de la population française métropolitaine. Et puis il y avait le romantisme de la révolution qui arrivait avant Cuba et avant que Castro devienne l'épouvantail ! Kennedy, en habile politique, avait vu le parti qu'il pouvait tirer de la situation sur le plan intérieur américain. Il lui fallait tirer à boulets rouges sur Eisenhower et l'administration républicaine. L'activisme puritain de Dulles qui voyait le F.L.N. constitué uniquement de communistes était l'occasion rêvée. Et Kennedy avait prononcé ce discours de juillet 1957 au cours duquel il avait condamné l'action militaire française en Algérie. Grâce à un dossier nord-africain très documenté fourni par Chanderli, deux de ses « têtes d'œuf » de Harvard lui avaient écrit un discours qui ridiculisait le soutien que Dulles apportait à Georges Bidault. Lacoste, tombant dans le panneau, avait donné une audience mondiale à ce discours qui n'avait pas dépassé les frontières des États-Unis en lui adressant une réponse aussi tonitruante que peu convaincante. La victoire de Chanderli était complète. Il avait en outre rendu un service personnel à Kennedy au cours de sa campagne pour la présidence. Celui-ci ne l'oublierait pas. L'audience du discours permit déjà au représentant du F.L.N. de prendre contact avec d'autres sénateurs. Il réussira même à former un comité d'étude du problème algérien composé uniquement de sénateurs et de députés américains !

D'une attitude très « neutraliste » au départ, les États-Unis allaient, sur le problème algérien, « conseiller aux Français d'arranger les choses ». On était loin des reproches amers adressés à Yazid par Abane sur l'inutilité de l'achat d'un smoking pour les « mondanités » de l'O.N.U. !

Le seconde victoire diplomatique d'importance, les « politiques » du F.L.N. l'avaient obtenue à l'autre bout du monde, dans cette Chine lointaine et mythique que personne ne connaissait vraiment. En décembre 1958 Mahmoud Chérif, abandonnant le règlement du « complot des colonels », Saad Dahlab et Ben Khedda — les deux éliminés du C.C.E. — constituèrent la première délégation du F.L.N. en voyage officiel en Chine. L'idée était de Ben Khedda ! Constatant que la solidarité atlantique jouait en faveur de la France qui employait en Algérie un important armement américain, le G.P.R.A. devait se tourner vers l'Est pour faire contrepoids à l'Occident. « L'Union soviétique n'a pas reconnu notre gouvernement provisoire, expliqua Ben Khedda, nous ne pouvons pas compter sur les Russes. En revanche, la Chine nous a reconnus. En outre, avec ses six cent cinquante millions d'hommes, elle pourrait être une alliée de grand prestige. C'est vers la Chine que nous devons nous tourner. » Le filet était lancé pour capturer un lièvre, c'est-à-dire une simple aide sur le plan du prestige diplomatique. C'est un lion que devait ramener la délégation du F.L.N. !

Pour Dahlab, Mahmoud Chérif et Ben Khedda les dirigeants de Pékin décidèrent de déployer le grand jeu. À l'aéroport, c'est le maréchal Pan Tu Chei, commandant en chef des forces chinoises pendant la guerre de Corée, qui était au pied de la passerelle. L'aérogare était décorée aux couleurs algériennes. C'était la première fois que

Ben Khedda voyait le drapeau vert et blanc flotter sur un aéroport. Princièrement logés, les délégués F.L.N. furent ensuite reçus par Chen Yi, ministre des Affaires étrangères, et Chou En Lai qui leur accordèrent armes, munitions, ravitaillement. Les premières livraisons représentaient une aide de deux milliards ! Mahmoud Chérif allait ainsi apporter à l'A.L.N. ses premières armes lourdes « personnelles » grâce à des 75 sans recul. « Et tout cela sans contrepartie ni engagement de notre part », précisa-t-il à son retour. Cela changeait des marchandages idéologiques avec la Russie ! Déjà la rivalité russo-chinoise se dessinait. Dahlab ne savait plus où se mettre lorsque — au cours d'une réception donnée en leur honneur par M. Youdine, ambassadeur soviétique à Pékin — Chen Yi, qui avait son franc-parler, lui dit devant le corps diplomatique au grand complet : « Vous les Africains, vous avez les cheveux noirs comme nous. Ce n'est pas comme ces Russes... ces blonds... ces impérialistes... » Et tout le monde avait ri de la « boutade ». Rires « jaunes »... car déjà le conflit se profilait.

Lorsque Ben Khedda, Mahmoud et Dahlab quittèrent la Chine, Mao Tsé Toung lui-même les remercia de « l'aide que la révolution algérienne lui apportait en mobilisant six cent mille hommes du Pacte atlantique » !

Ben Khedda se demanda si le « Premier » chinois plaisantait ! Il le trouvait bien « tassé », bien vieilli. Mais les armes étaient là. Et des vêtements, et du riz, et du thé à ne savoir qu'en faire, qui serviraient à d'utiles « trocs » ultérieurs avec des pays mieux fournis en armes qu'en ces denrées précieuses. La victoire était complète. Ben Khedda allait ramener de ce voyage une réputation de » dur » que la réalité était loin de justifier. Mais les apparences étaient là !

À Hanoï, la délégation algérienne sur le chemin du retour reçut l'assurance de l'aide inconditionnelle du peuple vietnamien. L'oncle Ho, de trois ans plus âgé que Mao, parut pourtant en bien meilleure forme aux représentants du F.L.N.

« Je suis en admiration devant la révolution algérienne, leur dit Ho Chi Minh. J'ai bien connu jadis votre président, mon ami Ferhat Abbas, et je suis prêt à lui apporter toute mon aide. Ce ne sera qu'une goutte d'eau mais chaque goutte est utile. » Giap, le vainqueur de Dien Bien Phu, conclut son exposé sur la victoire contre les Français par ces mots prémonitoires : « À la différence des Chinois, qui utilisent des unités régulières, nous utilisons des irréguliers. Ce sont eux, les irréguliers, qui font la victoire... »

Plus confidentiel, le « patron » de l'armée viet-minh avait ajouté : « Il faut compter sur le peuple pour avoir la victoire finale. Et surtout évitez la division. Conservez votre unité... »

Voilà un conseil qui devait recevoir peu d'écho au retour triomphal de la délégation. Le G.P.R.A. était réuni au Caire où, une fois de plus, les querelles entre clans faisaient rage. L'affaire Allaoua était déclenchée. Elle n'était qu'un prétexte.

Après le complot des colonels réglé de la manière que l'on sait, le G.P.R.A. avait à faire face à une nouvelle crise. Le docteur Lamine Debaghine, ministre des Affaires étrangères, accusait une partie du gouvernement — en particulier Boussouf soutenu cette fois par Ferhat Abbas — d'avoir « suicidé » un jeune membre de la délégation F.L.N. au Liban de passage au Caire.

Le jeune homme, Amirat Allaoua, attaché à la délégation de Beyrouth, avait été

renvoyé de son poste par son chef, Kabouya Brahim, qui l'accusait d'avoir tenu à un consul étranger des propos malveillants sur l'attitude-de certains membres du G.P.R.A. et de leurs épouses ! En manière de sanction le jeune diplomate s'était retrouvé planton dans l'immeuble du F.L.N. au Caire ! Mais sa mésaventure ne l'avait pas calmé. Il se répandait en critiques de plus en plus acerbes contre les chefs de l'extérieur, renouvelant ses accusations contre les mœurs « légères » de leurs épouses, et surtout évoquant en termes trop précis la « disparition » d'Abane Ramdane. La grande ombre du père du congrès de la Soummam pesait encore lourd sur les épaules des membres de l'ancien C.C.E. ! Ferhat Abbas, ami intime du père d'Allaoua, l'avait morigéné d'importance, puis, le jeune homme s'étant rebiffé, le vieux leader l'avait violemment giflé. Quarante-huit heures plus tard, le corps d'Allaoua basculait d'une fenêtre du cinquième étage de l'immeuble du F.L.N., rue Mudiriet-et-Tahrir. L'affaire Allaoua commençait.

Les services spéciaux égyptiens menèrent une rapide enquête. La mort était suspecte. Le jeune homme s'était jeté dans le vide depuis la fenêtre d'un bureau du service de Boussouf — le grand patron du renseignement et l'un des principaux responsables, comme on l'a vu, de la mort d'Abane. Ben Aouda, ancien lieutenant de Ben Tobbal en wilaya 2, était présent et garantissait la version du suicide. Ferhat Abbas soutenait de son côté cette hypothèse, rappelant le caractère « névrosé » d'Allaoua et racontant la scène qui les avait opposés.

Il n'en fallait pas plus pour qu'une nouvelle fois les clans s'affrontent. Le docteur Lamine Debaghine, qui n'avait pas « digéré » l'éviction de sa candidature à la présidence du G.P.R.A., prit la tête des accusateurs, soutenu dans cette direction par les Services spéciaux égyptiens toujours prêts à aider un clan sur lequel ils aient barre. Il fit remarquer que la chambre du « suicidé » avait été fouillée de fond en comble. Les doublures des valises coupées au rasoir. Que cherchait-on ? Qui cherchait quoi ? Le jeune homme avait-il en sa possession le document qui m'a permis de reconstituer les circonstances de la mort d'Abane, confirmées par les témoins survivants ? Nul ne le saura jamais.

La réunion exceptionnelle du G.P.R.A. fut houleuse. On profita de l'affaire Allaoua pour se jeter à la figure les griefs éternels. Une nouvelle fois les civils — divisés en deux clans (Abbas et Lamine) — reprochaient aux colonels d'accaparer le pouvoir sous prétexte qu'ils représentaient les maquisards. Ahmed Francis, compagnon de route de Ferhat Abbas à l'époque de l'U.D.M.A., résuma leur position en prenant à partie les 3 B, Belkacem Krim, Ben Tobbal, Boussouf.

« Vous avez imposé au G.P.R.A. un groupe de superministres qui sont les colonels, reprocha-t-il. On a fait la guerre en Algérie pour supprimer le deuxième collège ! Eh bien, moi, je ne tolérerai pas plus longtemps d'être au sein du gouvernement provisoire un ministre du deuxième collège ! Tout cela doit changer. Tout cela va changer ! »

C'était une allusion directe à la venue à l'extérieur des plus durs des maquisards de l'intérieur : Amirouche, chef de la wilaya 3, Si Haouès, chef de la wilaya 6 auxquels se joindraient peut-être Si Lakhdar et Si M'hamed, patron de l'Algérois. Les chefs de l'intérieur demanderaient des comptes aux « révolutionnaires de palace » et voudraient savoir pourquoi les maquis n'étaient alimentés ni en armes ni en argent, alors que des dépôts immenses se constituaient aux frontières. Bien que leur présence soit loin d'être approuvée par un homme comme Amirouche, les politiques du G.P.R.A. et,, dans une

certaine mesure, quelques militaires comme Mahmoud Chérif espéraient bien reprendre, à la faveur de la bagarre qui s'annonçait, un peu de ce pouvoir que les 3 B tenaient entre leurs mains implacables. La réunion des colonels, décidée en prélude au 3e C.N.R.A. fixé à la fin de l'année à Tripoli, s'annonçait tumultueuse. Et Amirouche qui, par radio, venait de prévenir Tunis de son arrivée prochaine à l'extérieur n'avait pas caché son mécontentement !

Échappant, à quelques heures près, à l'opération du colonel Buis, Amirouche, entouré des vingt hommes de son goum, avait piqué droit vers le sud, au-delà de Bou-Saada où il avait retrouvé Si Haouès, le chef de la wilaya saharienne. Le 27 mars au soir, les deux hommes avaient décidé de s'accorder quelques heures de repos dans le djebel Tsameur avant d'entreprendre la longue et périlleuse randonnée qui les conduirait au P.C. de la wilaya 2, aux abords de la plaine de Bône, où les attendaient Ali Kafi, le chef du Constantinois, et Lamine Khene, médecin chef de la wilaya 2, secrétaire d'État à l'Intérieur, rappelé à Tunis.

Amirouche touchait au but. Il ne faisait aucun doute pour le jeune chef ambitieux et cruel que son arrivée à la tête des chefs de l'intérieur allait provoquer un remaniement au sein d'un G.P.R.A. dont il refusait de reconnaître la représentativité. L'organisation de la réunion de décembre avait consacré son emprise sur les autres chefs de wilaya. Il était décidé à imposer aux colonels du G.P.R.A. un changement radical de leur politique. Les maquis ne pouvaient plus tenir ainsi sans armes ni ravitaillement. Il fallait prendre d'assaut le barrage, employer l'armée des frontières à briser la ligne Morice et ouvrir un front contre l'armée française. En outre Amirouche, toujours obsédé par l'ampleur du « complot » qu'il avait découvert dans sa wilaya ainsi que dans l'Algérois, voulait défendre de vive voix les mesures exceptionnellement dures qu'il avait été amené à prendre. Il avait déjà envoyé un rapport à Krim lui signalant l'existence du noyautage des maquis par les « intellectuels ». Le ministre de la Guerre n'avait pas goûté, semble-t-il, les décisions du chef kabyle et lui avait signifié l'ordre formel de suspendre toutes tortures et exécutions. Il était temps qu'Amirouche fasse prendre conscience des réalités de l'intérieur à des chefs militaires « amollis » par un séjour trop long et trop confortable à l'écart des dangers quotidiens des maquis ! Enfin, Amirouche voulait signifier l'opposition formelle des « durs » de l'intérieur à tous les vieux politicailleurs de l'U.D.M.A., comme Abbas et Francis, et à certains militaires, comme Mahmoud Chérif, à qui l'on reprochait vivement son ancienne appartenance à l'armée française ! Quitte à imposer aux 3 B la formation d'un gouvernement de l'intérieur où ils trouveraient leur place aux côtés des chefs de maquis.

Amirouche caressait le dessein de devenir le « général » des colonels de wilaya. La session extraordinaire du C.N.R.A. à Tripoli devait lui en donner l'occasion. L'épuration commencée en Kabylie devait s'étendre non seulement à la totalité des maquis mais encore à tous les services extérieurs du F.L.N., à commencer par le G.P.R.A. Amirouche se sentait l'homme de la situation. Son ambition était sans limite. L'ascétique ouvrier bijoutier des Beni-Yenni avait l'âme d'un « réformateur » puritain. Il brûlait de rendre sa pureté originelle à une révolution qui s'en écartait singulièrement. Le sort allait en décider autrement.

Comme Broizat, comme Bigeard, comme Léger, le colonel Ducasse, le Ducasse du 13 Mai qui avait préparé le plan de débarquement des parachutistes en métropole, avait repris le djebel à la tête du 6e R.P.I.Ma. — ancien 6e R.C.P. À l'aube de ce 28 mars il s'apprêtait à diriger une opération aux environs de Bordj-de-l'Agha, entre Bou-Saada et Djelfa. Et il était de mauvaise humeur.

Malgré les premiers succès du plan Challe en Oranie rien n'avait profondément changé dans l'esprit de certains militaires qui restaient plus que jamais attachés à la hiérarchie, au train-train quotidien, aux opérations de grande envergure montées des semaines à l'avance. Le capitaine Gallot-Lavallée, officier de renseignement au 584e B.T., en poste à Bordj-de-l'Agha, venait de le constater une nouvelle fois. Le commandant de la sous-zone, le colonel Girard, et le patron du secteur de Bou-Saada, le lieutenant-colonel Watel, qui avaient demandé un mois auparavant un programme d'opérations à effectuer dans la région d'après les renseignements acquis par l'O.R. Gallot-Lavallée et par son chef de bataillon, le commandant Waisse, avaient établi les plans de six ou sept opérations qui pouvaient être rentables grâce à l'aide d'un régiment de parachutistes — le 6e R.P.I.Ma. — fourni par Massu. Pendant des semaines ils n'avaient plus eu de nouvelles du projet. Et soudain, le 20 mars, Ducasse et Watel étaient arrivés.

« On va voir comment on peut déclencher une opération, dit Watel, et on appliquera votre plan.

— Mais c'est idiot, s'insurgea Gallot-Lavallée. Ce plan était valable il y a un mois.

— Avez-vous des renseignements nouveaux précis ?

— Non, mais j'ai des faisceaux d'indices et d'informations qui me portent à croire que quelque chose d'important se prépare dans le djebel Tsameur. Si l'on doit monter une opération, c'est là !

— Impossible. Nous avons des impératifs logistiques à respecter. »

Watel exprimait ainsi la pensée du colonel Girard, commandant la sous-zone. Et pour celui-ci les mots comptaient avant tout. Logistique, préparation soigneuse, rapports en dix-huit exemplaires ! « Il s'en gargarise, pensait Gallot-Lavallée, ça ne peut plus durer. » Et à la grande surprise du commandant Waisse, son patron direct, il explosa.

« J'en ai marre. Je m'en vais. J'ai six gosses et ça fait assez longtemps que je fais le con à vouloir convaincre des gens qui n'en ont aucune envie. »

Ça, ça plaisait à Ducasse qui jusque-là n'avait rien dit.

« Que vaut votre O.R. ? demanda-t-il à Watel.

— Gallot-Lavallée ? Il est très bien. »

Ducasse se tourne vers le capitaine.

« Alors, petit, explique-moi ton affaire. »

Et Gallot-Lavallée raconta au colonel des léopards ses méthodes de renseignement. Une famille qui habitait un douar situé à une vingtaine de kilomètres de Bordj-de-l'Agha l'informait régulièrement depuis plusieurs mois. Pour la tenir à l'écart des soupçons du F.L.N. Gallot avait imaginé de « coxer » de temps à autre un homme de la nombreuse famille. Il lui collait une trempe simulée et sortait de la mechta avec l'informateur couvert de pansements tachés de mercurochrome et l'enrôlait, quelques jours plus tard, dans une harka à l'autre bout du secteur. Les renseignements fournis s'étaient tous révélés importants. Malheureusement, cette méthode avait grillé tous les hommes de la famille. Et

c’était un gosse de dix ans qui était venu dire au capitaine qu’une réunion importante allait se tenir dans le djebel Tsameur.

« C’est un lieu de rencontre du F.L.N., avait précisé le gosse. Et vous n’y allez jamais ! »

En outre trois prisonniers, des ravitailleurs de la région, avaient révélé deux jours auparavant que Si Haouès, le chef de la wilaya 6, se trouvait dans la région du djebel Tsameur.

« Voilà pourquoi, mon colonel, dit Gallot-Lavallée, je préconise une opération dans ce secteur.

— Moi, ça me paraît valable ton histoire. On y va ! »

C’était compter sans le colonel Girard. Patron de la sous-zone, il devait contrôler — d’après les ordres formels de Challe — toutes les opérations se déroulant dans sa région. Et le colonel Girard n’avait rien voulu savoir.

« Vos impératifs logistiques, je m’en fous, avait hurlé Ducasse. Si vous ne voulez pas commander l’opération je la monte quand même et je la commanderai ! »

Gallot-Lavallée, que son commandant avait menacé de huit jours d’arrêts de rigueur » au prochain écart de langage », avait eu gain de cause ! Et ce 28 mars Ducasse se retrouvait à la tête de ses neuf cents léopards du 6e R.P.I.Ma., de trois escadrons blindés, du 584e B.T. du commandant Waisse et de deux compagnies du 126 e R.I. de Bou-Saada, dirigeant une opération sans l’accord du patron de la zone. Ç’allait encore faire un « sac de nœuds » à Alger car Girard allait pondre un de ces petits rapports acides dont il avait le secret !

Gallot-Lavallée avait obtenu qu’une partie des camions quittât Bordj-de-l’Agha vers Djelfa tous phares allumés et en faisant un boucan du diable pour permettre au reste des troupes de gagner le djebel Tsameur dans le plus complet silence et tous feux éteints. Au lever du jour le dispositif était en place et les blindés achevaient le bouclage du djebel.

La progression était difficile. Le temps gris et bouché rendait plus sinistre encore le paysage de terre brûlée, de pierraille piquée d’alfa et de pins rabougris. Le combat commença à 9 heures. Violent mais inégal. Une quarantaine de fells contre deux mille cinq cents hommes de troupe. Une nouvelle fois la famille des informateurs de Gallot-Lavallée avait fait de bon travail. Au crépuscule, tout était fini. Trente-cinq rebelles tués, cinq prisonniers. Une petite vieille, prise dans le ratissage, lâcha à l’O.R. :

« Ça fait assez longtemps qu’ils nous embêtent ! Ils ont pris une bonne leçon. »

Parmi les cadavres, Gallot-Lavallée reconnut immédiatement Si Haouès. L’insaisissable chef du Sahara était enfin tombé ! L’identification ne faisait aucun doute. Haouès avait une main atrophiée et un bras plus court que l’autre. Ducasse, dont la mauvaise humeur avait fait place à une intense jubilation, amenait dans ses filets une autre prise de choix : Amar Driss, adjoint de Si Haouès. Blessé lors de l’ultime accrochage, celui-ci n'avoua qu'une chose : l’homme qui avait été abattu près de lui et qui gisait encore dans le passage encaissé au pied du djebel était Amirouche ! Immédiatement une patrouille partit à la recherche du cadavre. À 1 heure du matin la nouvelle était officielle : Si Haouès et Amirouche, les chefs des wilayas 6 et 3, étaient morts au cours de l’opération.

Amar Driss, avec une noblesse que lui reconnut volontiers Gallot-Lavallée, se réfugia dans un silence hautain après avoir dit :

« Le colonel qui a monté cette opération peut être fier de lui. Il a réussi un sacré beau coup... mais ça ne changera rien à notre combat. D’autres prendront notre place. »

L’ordonnance de Gallot-Lavallée, un harki, entra alors apportant du café.

« Donnez-en à Amar Driss », dit le capitaine.

Le harki tendit une tasse au chef rebelle en lui disant :

« Pourquoi tu luttes contre la France ? La France, c’est bien. »

Une bouffée de colère monta au visage du chef rebelle :

« Fous-moi le camp, chien... »

Et il n’accepta le café que lorsque Gallot-Lavallée le lui offrit. L'O.R. ne put rien tirer d’Amar Driss qui devait mourir un peu plus tard. En revanche, il apprit d’autres prisonniers que la katiba — ils disaient : le djich — d’accompagnement d'Amirouche était en retard et ne devait pas se trouver très loin. Mais l’opération ne put être poursuivie convenablement faute d’hélicoptèreg. Pourtant, les officiers supérieurs et généraux du corps d’armée surent en trouver pour se « pointer » à Bordj-de-l’Agha et profiter de l'immense publicité donnée à la victoire du djebel Tsameur. En premier lieu, le colonel Girard, qui avait refusé l’opération, prit les choses en main dès qu’il apprit le miraculeux résultat du bouclage !

Le seul des « visiteurs » galonnés qui demanda des nouvelles des dix soldats français blessés dans l’engagement fut Massu qui passa plus d’une heure avec ses « petits gars ». Les autres ne pensaient qu’à voir les cadavres embaumés d’Amirouche et de Si Haouès et à se faire photographier par les nombreux journalistes amenés en hâte.

Une pluie de bananes et de citations récompensèrent les « responsables » de la victoire. D’abord le colonel Girard, qui vit ses étoiles de général briller dans le firmament de son proche avenir. C’est dans sa zone que s’était déroulée l’opération ! Watel passa colonel plein. Gallot-Lavallée, déjà inscrit au tableau de commandant, fut cité à l’ordre de l’armée. Quant au véritable vainqueur, la « grande gueule » Ducasse, Massu lui apportait la cravate de commandeur de la Légion d’honneur ! *L’Echo d'Alger* du 30 mars l’annonçait dans sa première édition. Lorsque Massu apprit l’heureuse nouvelle au colonel de paras, celui-ci eut cette réplique digne de la Grande Armée :

« Mon général, sauf le respect que je vous dois, votre cravate vous pouvez vous la mettre où je pense !

— Mais, Ducasse, qu'est-ce qu’il y a ?

— Ce qu’il y a, mon général, c’est que je la refuse. Il y a trop de bananes et de citations pour les gens de l’état-major et pas assez sur le terrain pour les vrais soldats. Ceux qui se battent. Je veux par ce geste marquer ma désapprobation. Mes paras du bled et tous les gars qui crapahutent n’ont pas les citations qu’ils méritent ! »

La sortie spectaculaire du colonel eut pour effet de fermer pour un temps le robinet à décorations de l’état-major ! Ducasse, lui, s’en foutait, il devait avoir sa cravate quelques mois plus tard. À l’ancienneté ! Et il ne lui déplaisait pas de mettre les pieds dans le plat. C’était bon pour la légende !

Dans la cours du bordj, à quelques dizaines de mètres de ces discussions pour une médaille, gisait le cadavre d’Amirouche, étendu sur une civière. Trois petits trous ronds et sanglants marquaient sa poitrine. À Tunis les membres du G.P.R.A. pouvaient à nouveau dormir tranquilles.

Les élections municipales qui se dérouleraient du 19 au 26 avril dans les 1 485 communes d'Algérie devaient, dans l'esprit de Jean Poincaré, directeur des affaires politiques auprès de Paul Delouvrier, amorcer une politique de « petite responsabilité locale » dont il attendait beaucoup. Avec Hirtz, il avait fait une tournée « informative » dans les départements d'Algérie pour expliquer aux autorités civiles et militaires ce que devaient être ces élections municipales au collège unique. Là il ne s'agissait plus d'un référendum abstrait, d'élection d'un député que les musulmans du bled apercevraient par hasard une fois dans leur douar, mais d'élection de listes municipales dont les membres resteraient à leur contact quotidien. C'était la première tentative pour donner des responsabilités aux Algériens. Jusque-là ils n'en avaient eu aucune. La preuve ? Les conseils municipaux à majorité européenne étaient tous complétés par les beni-oui-oui de service. Poincaré espérait dégager de ces nouvelles élections des responsables administratifs locaux et créer grâce à eux une base nouvelle d'élites musulmanes appelées à prendre plus tard le pays en main. Si, pour la première fois, l'administration relâchait sa pression et ne faisait pas les listes d'avance, les élus devaient avoir une certaine audience.

Le général De Gaulle voulait des élections libres. Jamais il n'avait parlé à Delouvrier d'une possibilité de troisième force mais le délégué général, qui avait maintenant une pratique considérable de la dialectique gaullienne, s'apercevait à travers ses entretiens que le président de la République cherchait à savoir si une éventuelle troisième force ne parviendrait pas à se dégager de ces élections. Pour sa part, Delouvrier ne pensait pas qu'elles permissent à une élite représentative de faire surface L'attitude de la population, la direction de son vote dépendaient trop du quadrillage militaire. C'est ce que constatait Poincaré au cours de sa tournée des départements algériens. Administratifs et militaires comprenaient mal où le directeur des affaires politiques voulait en venir.

« Notre but est de rompre avec le passé, expliquait le haut fonctionnaire, il faut accepter une certaine opposition. Il est préférable de voir élire des gens qui ne sont pas tout à fait de notre avis que des beni-oui-oui qui par leur servilité poussent la population dans les bras du F.L.N. »

Mais Poincaré s'apercevait des difficultés immenses qui s'élevaient sur son chemin. D'abord, les populations musulmanes ne comprenaient pas pourquoi il y avait si souvent des élections et posaient éternellement la question : « Qu'est-ce qu'il faut qu'on fasse ? » Les plus durs, les plus intéressants, ceux que Poincaré aurait voulu « voir sortir », ne la posaient pas. Le Front ordonnait l'abstention. Ils s'abstiendraient ou voteraient blanc.

Et puis Poincaré se rendait compte que de nombreux officiers S.A.S. qui aimaient la population, qui comprenaient la politique de réformes, qui voulaient jouer le jeu à fond, se trouvaient isolés du pouvoir civil par des « couches » de grades. La hiérarchie militaire avait tôt fait de les reprendre en main et de les ramener dans le rang.

« Donner la liberté de choix aux musulmans, expliquaient les militaires — même les plus sincères — cela ne rime à rien. Ils ne comprennent pas la liberté. À tout coup des forces occultes l'utiliseraient et ils tomberaient sous l'influence des plus extrémistes. La liberté ça s'apprend... lentement. »

Et il faut avouer que jusque-là les leçons n'étaient guère venues du pouvoir civil ! Poincaré le savait mieux que personne et ne s'étonnait pas de la réaction des Européens devant ses théories : « À la Délégation générale, ils sont fous, disaient ceux-ci, ils sont

dans les nuages, il ne « les » connaissent pas. » Et le directeur des affaires politiques s'attendait à une vive réaction de leur part. C'était dans l'ordre normal des choses. Mais la réaction de l'armée, elle, le surprenait davantage. Dans son esprit il n'y avait aucun doute, l'armée avait pris en charge avec cœur le destin des Algériens. Mais les responsables militaires ne pouvaient supporter l'idée même qu'un homme dont on connaissait les sentiments révolutionnaires ou qu'un ancien détenu des camps de regroupement, relâché depuis le début de l'année, puisse être élu. Les militaires qui ne prenaient pas l'Algérie avec les mêmes sentiments que les Européens arrivaient au même résultat !

Devant tant d'oppositions — avouées ou non — les élections municipales ne pouvaient se dérouler que dans une extrême indifférence. Poincaré se persuada que les résultats n'étaient pas négatifs. Pourtant ils symbolisaient parfaitement l'état d'esprit de la population : abstention massive des musulmans. 56 p. 100 à Alger, 63 p. 100 à Sétif. Les consignes du F.L.N. avaient été suivies. Mais elles n'étaient pas seules en cause. À Oran, le député Pierre Laffont, tout-puissant mais libéral patron de *L'Echo d'Oran*, écrivait à la « une » de son journal, le 21 avril, au lendemain du scrutin :

« La désertion des urnes par les Algériens ne s'explique pas seulement par le mode de scrutin. Elle tient à des causes plus graves dont la principale est l'éloignement dans lequel se trouve aujourd'hui la population musulmane vis-à-vis des hommes politiques européens. De surenchère en surenchère, on a réussi à annuler le résultat le plus heureux du 13 Mai, la réconciliation des communautés.

» En attaquant le chef de l'État, les dirigeants d'Alger ont obligé les musulmans — qui considèrent De Gaulle comme leur grand chef — à en *déduire qu'on était retombé dans les plus déplorables traditions d'autrefois.* » Pierre Laffont exprimait en quelques lignes une situation qui n'allait cesser de se dégrader dans ce sens. C'est peut-être cet éditorial qui avait décidé le général De Gaulle à lui accorder le plus étonnant « scoop » de sa carrière !

« Pourquoi je n'ai jamais prononcé ce mot d'intégration ? Tout d'abord parce qu'on a voulu me l'imposer. Mais qu'est-ce que j'ai fait depuis que je suis au pouvoir et même avant ? En 1943, c'est moi qui ai donné le droit de vote aux musulmans. N'est-ce pas de l'intégration ? »

Pierre Laffont, assis du bout des fesses dans un des fauteuils du bureau du président de la République, était extraordinairement attentif. Il vivait quelques-unes des minutes les plus importantes de sa vie de journaliste. La veille il avait trouvé à la Chambre un mot gribouillé par un huissier : « Le général De Gaulle vous recevra demain à 17 heures. Confirmez aux aides de camp. » Laffont avait cru à une blague. Ce grand et bel homme, fumeur de pipe impassible, cultivant le genre anglais, avait pensé à un canular de son voisin de travée Pierre Lagaillarde. Un coup de téléphone à l'Élysée l'avait détrompé. Le général De Gaulle lui accordait une audience qu'il n'avait même pas sollicitée ! Ce rêve caressé par les plus grands journalistes du monde, un entretien avec le président français, allait devenir réalité ! Certes *L'Echo d'Oran* avait grande importance en Algérie où, par son tirage, il occupait la première place, mais le journal de Laffont ne pouvait rivaliser avec *Le Figaro, France-Soir* ou *Le Monde.* Encore moins avec les monstres anglo-

américains. Et pourtant c'est lui que De Gaulle avait choisi.

À 17 heures, ce 29 avril 1959, le Général l'avait reçu dans son bureau au premier étage de l'Élysée. Pierre Laffont était tellement ému qu'il ne se souvenait plus des premières minutes de l'entretien mais le sang-froid du journaliste était vite revenu et comme De Gaulle provoquait les questions, il avait lancé celle que tous les Français d'Algérie et beaucoup de métropolitains se posaient : « Pourquoi n'avoir jamais prononcé ce mot d'intégration sur lequel s'était fait le 13 Mai ? »

De Gaulle avait répondu sur l'intégration et poursuivait sa période. Tout en n'étant qu'attention, Laffont remarquait à quel point le général suivait le fil de sa pensée et combien il imposait à sa « conversation » une rigueur étonnante.

« Mais ceux qui crient aujourd'hui le plus fort intégration, poursuivait le président de la République, sont ceux-là mêmes qui, alors, étaient contre cette mesure. Ce qu'ils veulent c'est qu'on leur rende « l'Algérie de papa », mais l'Algérie de papa est morte, et si on ne le comprend pas on mourra avec elle.

» Et depuis que je suis à la tête de l'État, qu'est-ce que j'ai fait sinon assurer le respect de tous dans l'égalité des droits, créer le collège unique, procéder à des élections qui permettent aux musulmans d'accéder à la représentation de leur province, ouvrir différentes fonctions publiques aux musulmans, non seulement en Algérie mais même dans la métropole ? Enfin procéder par le plan de Constantine à ce qui importe le plus, à une vaste « déclochardisation » de l'Algérie ?

» N'est-ce pas cela la véritable intégration ? Quant à la signification politique du mot, que veut-il dire ? Que l'Algérie est française ? Est-ce utile de le dire puisque cela est ? »

Pierre Laffont qui s'était repris ne put retenir cette exclamation : « Quel dommage, mon général, que cela soit dit dans le silence de votre cabinet ! Si ces paroles étaient connues en Algérie, elles apporteraient un soulagement immédiat à l'inquiétude de beaucoup.

— Mais je vous autorise à les répéter. »

Le terme « l'Algérie de papa » était né. Il allait faire le tour du monde. Cette déclaration rassurerait. « L'interview » de Pierre Laffont provoqua cette réaction du délégué général Paul Delouvrier : « Cette fois « il » a parlé. L'anniversaire du 13 Mai va pouvoir se passer tranquillement. »

Pourtant la conclusion de la conversation du général De Gaulle avec le député d'Oran était passée complètement inaperçue, tant on était heureux en Algérie de l'avoir « presque » entendu prononcer le mot intégration !

Le général De Gaulle, solennel, avait terminé son entretien par ces mots : « Je crois qu'une solution heureuse ne peut être trouvée que dans une évolution totale de ce pays. C'est ce que je m'efforce de faire. Nous n'avons que le temps de la réussir.

» Si cette évolution échoue*, même si la pacification était définitive*, l'Algérie serait rapidement perdue pour nous, car à la première occasion elle se soulèverait de nouveau, et cette fois il n'y aurait plus de solution.

» Je suis le seul à pouvoir apporter la solution en Algérie. Tous ceux qui dressent les Français d'Algérie contre moi risquent de retarder le retour de la paix. Notre avenir peut être magnifique si nous savons rester tous unis. »

Unir les Français d'Algérie et les dresser contre De Gaulle allait pourtant être le

principal but des mouvements patriotiques et d'anciens combattants à Alger durant cette année 1959. Comptant sur l'aide de certains colonels ils entendaient bien réussir et imposer à nouveau leur loi à Paris.

Un 13 Mai de fraternisation sur fond d'Algérie nouvelle, tel était le rêve de la Délégation générale pour ce premier anniversaire. La réalité se révélait « morose ». Les mouvements patriotiques, Lagaillarde en tête, avaient préconisé une journée de deuil et le tract qu'ils avaient publié n'était-il pas la réponse à la confidence de De Gaulle à Laffont ? Le C.S.P. du 13 Mai — il n'était plus rien et ne représentait qu'un souvenir —, les étudiants que « couvait » Susini, les lycéens, le F.N.F. d'Ortiz, la Démocratie chrétienne de Bidault, les fascistes de Jeune Nation, les poujadistes, les corporatistes de Lefebvre, les super-ultras de l'Algérie de papa de Boyer-Banse et même les royalistes, bref tout ce qu'Alger comptait d'activistes, avaient distribué à des dizaines de milliers d'exemplaires le tract suivant :

« Français d'Algérie de toute origine,

» Pour pouvoir vivre dans une fraternité profonde, sincère et définitive, les deux communautés doivent être débarrassées, et pour toujours, des rebelles assassins qui essaient de les dresser l'une contre l'autre. Or les mesures de clémence et de grâce, les offres de pourparlers avec le F.L.N., fût-ce à Paris, sont autant d'erreurs tragiques qui, en voulant réhabiliter les égorgeurs et leurs chefs, les revalorisent et les encouragent. Ils pourront, après un cessez-le-feu qu'on nous dit proche, poursuivre leur action séparatiste sur le plan politique.

» C'est là tout le danger de la « rénovation de l'Algérie » par la voie du suffrage universel, dans *le contexte de la paix des braves*.

» Où "son propre mouvement" mènera-t-il l'Algérie si l'impulsion doit être donnée par le F.L.N. ou le M.N.A. ? F. Abbas a dit ce 1er mai : « L'indépendance pourrait être » obtenue autrement que par les armes. »*Jamais le péril n'a été plus grand* et il ne peut y avoir d'espoir sur cette terre d'Algérie tant que ces erreurs ne seront pas reconnues. Dans ces conditions,

» Peuple d'Algérie, ce 13 mai 1959,

par ta participation aux cérémonies tu acceptes et avalises cette politique néfaste. Sois de cœur avec ton armée.

» Mais déserte les rues... reste chez toi dans le deuil et le recueillement et dédie cette journée à la mémoire de tous les nôtres tombés sous les coups des hors-la-loi. Ce n'est l'heure ni du folklore, ni des kermesses, ni des réjouissances et souviens-toi que c'est dans les flonflons qu'il y a un an on a endormi ton enthousiasme patriotique et le véritable esprit du 13 Mai. »

Pouvait-on exprimer plus clairement le refus des réformes prévues par De Gaulle ? Pouvait-on condamner plus fermement la politique de l'Élysée ? Tout y était, y compris le discret appel du pied à l'armée.

Pourtant, l'heure n'était pas encore venue. L'armée était certes réticente, en particulier

le 5e bureau de Gardes, que Philippe Thibaud, le patron de l'information, ne manqua pas de « rappeler à son devoir », mais elle suivait les directives. C'est ainsi qu'elle réussit à amener sur le Forum les anciens combattants et les musulmans « encadrés », toujours sensibles à sa pression. Quarante mille à cinquante mille personnes, ce n'était pas le délire mais c'était honorable. Une dernière fois, Sérigny avait joué la carte gaulliste. *L'Echo d'Alger,* sans se solidariser avec les mouvements ultras, avait appelé à célébrer l'anniversaire « glorieux ». Sérigny pensait aux élections sénatoriales. Vu les services rendus au « régime », le directeur de *L'Echo* croyait pouvoir bénéficier de l'appui inconditionnel de l'administration. Quand, quinze jours plus tard, il s'apercevra qu'elle n'a rien fait pour « soutenir » sa candidature — se retranchant derrière l'attitude de non-intervention imposée par l'Élysée —, Sérigny, furieux d'être blackboulé, fera prendre à son journal le virage qui le transformera définitivement en haut-parleur des mouvements ultras.

Au soir de ce 13 mai 1959, Paul Delouvrier se sentait rassuré. Ça ne s'était pas trop mal passé. Désormais il pouvait se consacrer entièrement à la construction politique et surtout économique de l'Algérie nouvelle.

Dans le bled, le délégué général et son équipe avaient lancé la politique des mille villages. L'un des stagiaires de l'E.N.A., Michel Rocard, avait établi un rapport lucide, et féroce, sur les camps de regroupement, résultat de la politique de *pacification :* » Il y a actuellement deux millions d'Algériens en camp de concentration », avait-il écrit. Conscient du problème politique majeur que représentaient ces camps, Delouvrier avait inauguré un plan de construction de mille villages. Il avait débloqué les crédits. L'argent coulait à flots dans les caisses locales. Jamais un sous-préfet de métropole n'avait reçu pareille aide financière pour le développement rural. Sous-préfets et officiers S.A.S. avaient dès lors une mission bien définie : transformer les regroupements hâtifs en villages véritables. « Déclochardiser » une population déracinée. Mais l'argent suffirait-il ?

Delouvrier, choisi par De Gaulle pour ses qualités de technicien financier, avait d'autre part lancé le plan de Constantine sur des rails solides. Le démarrage était même spectaculaire : quatre cents entreprises métropolitaines avaient accepté d'implanter des établissements en Algérie. Ce résultat était exceptionnel mais le délégué général n'y serait jamais parvenu si — étant le premier à connaître les incertitudes politiques de l'avenir de l'Algérie — il n'avait fait prendre d'« obscures dispositions » dans la loi de finances 1959 garantissant ces entreprises du « risque politique ». Ce qui là non plus ne s'était jamais vu !

Le plan de Constantine, la politique des mille villages coûtaient cher, « mais moins que la perte de l'Algérie », disaient ceux qui, parallèlement, refusaient, sur le plan politique, les seules réformes qui puissent rendre ces dispositions réellement efficaces. L'équivoque, l'hiatus entre les efforts économiques admis par tous et le progrès politique refusé aussi fermement par une minorité active et « pensante », préparaient des lendemains difficiles. Que l'Élysée sorte de ces confidences en demi-teinte, que le général De Gaulle précise sa pensée sur l'avenir réservé à l'Algérie et la poudrière pouvait une nouvelle fois exploser.

En ce début d'été de 1959 on n'en était pas encore là. Delouvrier suivait son plan économique main dans la main avec Challe, qui sur le terrain accumulait les succès.

Dans la cache, invisible de l'extérieur, les hommes haletaient. Depuis vingt-quatre heures ils étaient coincés comme des rats dans un trou étayé, recouvert de planches et de broussailles. Toute la région de Lodi était prise dans l'opération « Courroie », le terrain grouillait de militaires français. Oussedik Boualem, le responsable de l'information de la wilaya 4, avait enlevé avec ses *djounoud* trois pères blancs de la région. Jamais les pères n'avaient fait preuve d'hostilité à l'égard du F.L.N. — ce qui leur valait depuis le début de la rébellion celle des Européens — mais Oussedik Boualem voulait leur montrer la réalité de la répression, la condition effroyable des blessés, en particulier des brûlés au napalm, qui crevaient faute de médicaments. Au cours de leur tournée les sept hommes avaient été pris dans un ratissage et n'avaient eu que le temps de se dissimuler dans une cache que connaissait l'un des *djounoud.* Et cela durait depuis vingt-quatre heures ! La chaleur était atroce. L'air vicié ne pouvait être renouvelé. L'un des *djounoud* s'était évanoui ainsi qu'un père blanc. Les autres étaient à demi inconscients. Affalés contre la paroi de terre. À l'extérieur on entendait l'écho des combats. Jamais depuis quatre ans qu'il était au maquis Oussedik Boualem n'avait tant souffert. La situation était devenue intenable. Plus d'armes, plus de médicaments, plus de munitions. Les rares caravanes venant de Tunisie qui parvenaient à franchir le barrage alimentaient en priorité les wilayas les plus proches. Plus rien ne parvenait à la 4 qui depuis dix semaines était écrasée par le rouleau compresseur du plan Challe !

Après l'Oranie c'était l'Algérois qu'avait attaqué le commandant en chef. Depuis la mi-avril les combats n'avaient pas cessé. Les pertes F.L.N. avaient été effroyables et quand l'opération par elle-même avait été interrompue, alors que les *djounoud* s'apprêtaient à « se refaire » persuadés que l'armée à son habitude allait se retirer, ils avaient vu les unités françaises littéralement « éclater » et s'implanter dans le djebel, occupant d'une façon permanente les sources de ravitaillement, contrôlant étroitement tous les points d'eau. C'était la catastrophe. Il n'était plus question d'avoir l'initiative. Plus question de dresser des embuscades. La lutte quotidienne était désormais la survie. Quelques villages isolés apportaient leur aide. Mais eux-mêmes étaient à la merci d'une opération. Les femmes étaient alors convenues d'un signal pour les *djounoud.* Si du linge était étendu au village, c'est que les soldats étaient là. S'il n'y avait rien, pas le moindre haïk, pas la moindre chemise à sécher au grand soleil de juin, alors la voie était libre et les maquisards pouvaient venir partager les maigres provisions. Mais tous les jours des hommes blessés au combat mouraient faute de médicaments, faute de nourriture ou d'eau. C'est cette situation qu'Oussedik Boualem voulait faire toucher du doigt aux pères blancs. Ils étaient « comblés » !

En revanche, ce que le jeune étudiant en lettres tenait à leur cacher soigneusement, c'était la terreur qui s'était établie dans les rangs de la wilaya 4. On a vu Si M'hamed, chef de l'Algérois, revenir transformé de la réunion inter-wilayas. Ses lieutenants avaient cru voir « un autre homme ». Convaincu de l'existence d'un large « complot des intellectuels », par les « preuves » apportées par Amirouche et Hacène la Torture, Si M'hamed s'était lancé à son tour dans une vaste campagne d'épuration qui n'avait pas déplu aux *djounoud* » de base ». Plus encore qu'en Kabylie, les contradictions entre niveaux sociaux avaient posé un problème-dans l'Algérois, où étudiants et lycéens musulmans étaient montés en masse au maquis. Cette jeunesse s'était trouvée d'un jour à l'autre en contact avec des paysans durs et incultes avec lesquels elle n'avait aucun point

commun si ce n'est la lutte pour l'indépendance. La « qualité » de l'engagement était très vite apparue. Pour le paysan il était fondamental. Il ne réfléchissait pas et obéissait aveuglément tandis que l'étudiant ou le lycéen posait des questions. Sans idéologie précise, sans directives très nettes de l'extérieur, souvent démoralisés par les conditions effroyables de la vie au maquis, en butte à l'incompréhension et à la suspicion des fellahs, ces jeunes intellectuels s'étaient retrouvés dans une situation très difficile. Le terrain était favorable aux purges. Avec effroi, Oussedik Boualem, collaborateur direct de Si M'hamed, mais aussi l'un des plus cultivés parmi les intellectuels de la wilaya — il était monté au maquis alors qu'il terminait sa licence ès lettres — avait vu ses meilleurs amis, les mains liées derrière le dos, affreusement torturés. Et le terrible engrenage s'était mis en route. Un jeune lieutenant, Khaled, avait « révélé » l'existence d'un complot mené par Omar Oussedik dit Si Taïb — cousin de Boualem —, destiné à éliminer Si M'hamed ! Le but profond de ce complot était d'accepter un cessez-le-feu avec la France et d'aboutir à des négociations au cours desquelles les actuels dirigeants, jugés « trop durs », auraient été remplacés par les jeunes intellectuels ! Mais Omar Oussedik avait été nommé secrétaire d'État et avait « opportunément » gagné Tunis ! L'affaire Azzedine, exploitée par l'action psychologique française, avait également contribué à persuader Si M'hamed de la réalisation de ce complot. Le désir d'Amirouche de prendre la tête de la révolte intérieure et de « secouer » le G.P.R.A. avait encore ajouté à l'imbroglio. On murmurait dans les maquis qu'Amirouche n'avait pu être tué par les Français que par la trahison de certains membres du G.P.R.A. Ceux-ci auraient volontairement « oublié » de dire à Amirouche que le code qu'il employait pour indiquer par radio son arrivée et le parcours qu'il allait emprunter était « brûlé » depuis longtemps ! Bref la confusion était à son comble. À la mort d'Amirouche, son successeur, ou plutôt ses successeurs — Mira et Mohand Ou el-Hadj se querellant pour le pouvoir — avaient expulsé Hacène Mayouz, qui était venu exercer ses talents de tortionnaire en wilaya 4 ! Enfin, pour ajouter encore au désordre, le chef de l'Algérois, Si M'hamed, avait littéralement disparu au cours d'une opération au début du mois de mai. Personne n'avait retrouvé son cadavre. Ni les Français, qui n'auraient pas manqué de crier victoire, ni les *djounoud*. Mais les plus butés de la fraction paysanne étaient persuadés qu'il avait été « liquidé » par certains de ces « intellectuels » pourris qui tremblaient de se voir découverts !

Le successeur de Si M'hamed était Si Salah que nous retrouverons plus tard au cours d'une des histoires les plus mystérieuses de la guerre d'Algérie. Il avait complété son état-major en désignant Si Mohamed, le docteur Yahia, neveu d'Abderrahmane Farès, et Oussedik Boualem, donnant ainsi un coup d'arrêt à la politique de purges anti–intillectuels, Mais le lourd engrenage des purges et des tortures ne pouvait s'arrêter si facilement. D'autant que le plan Challe ne permettait pas au nouveau commandant de la wilaya 4 de prendre en main les différentes zones, qui restaient sous la coupe de leurs chefs respectifs.

Oussedik Boualem, en accord avec Si Salah, avait résolu de gagner Tunis pour assister « en observateur » au grenouillage qui se préparait au sein du C.N.R.A. La mission auprès des pères blancs était la dernière que devait effectuer le jeune homme.

Tapi dans sa cache, à demi asphyxié, les nerfs brisés par les derniers mois qu'il venait de vivre, Oussedik Boualem n'avait plus la force de bouger. Ses poumons étaient

en feu. Il ne se rendait même plus compte de l'odeur atroce qui régnait dans le refuge. Soudain il vit le jour, la lumière blessa ses paupières habituées à l'ombre depuis vingt-quatre heures. Il aspirait avec délice un air enfin pur. L'un des *djounoud,* rassemblant ses forces avait fait sauter l'entrée de la cache. Aidé des deux pères valides, il tirait ses compagnons à l'extérieur.

Après avoir repris ses esprits, Oussedik Boualem se tourna vers le *djoundi* qui l'avait sauvé.

« Que s'est-il passé ?

— Mourir pour mourir, Si Taïbi, j'ai préféré prendre une balle des Français plutôt que crever étouffé.

— Il n'y a plus personne, ajouta le plus jeune des pères blancs, ils sont partis. Je Crois qu'on revient de loin ! »

Le soir même de ce 1er juillet, Oussedik Boualem, après avoir repris des forces dans une mechta épargnée par le ratissage, prit à pied la route de la Kabylie d'où il gagnerait la Tunisie. Il lui fallait environ trois semaines pour aller de Blida à la forêt de l'Akfadou, P.C. de la wilaya 3. Il ignorait encore — comme tout le monde — que le général Challe avait fixé au 21 juillet le premier jour de la terrible opération « Jumelles » !

L'état-major de la wilaya 3 était terré dans une cache près du village de Tigrine, au centre d'un triangle Bougie-Port-Gueydon-forêt de l'Akfadou, ancien fief F.L.N. où cinq semaines auparavant les *djounoud* se promenaient en plein jour sans avoir à craindre autre chose qu'un bombardement inopiné ou la visite d'un inoffensif *Piper* d'observation. Jusque-là la wilaya 3 était parsemée de zones interdites — interdites aux Français qui ne pouvaient y entrer à moins d'y monter une opération de dix mille hommes ! Dans cette zone de Grande Kabylie les six mille *djounoud* de la wilaya avaient même institué des « zones libres » sous juridiction F.L.N. ! Le plus petit village comptait au moins dix *motissbilin* — auxiliaires qui pouvaient s'armer le moment voulu mais constituaient surtout l'intendance des combattants, préparant les caches, fournissant nourriture et renseignements, assurant les « choufs » au sommet de chaque crête, au détour de chaque piste, aux abords de chaque mechta. Depuis la mort d'Amirouche, la wilaya s'était peu à peu débarrassée de la gangue de terreur qui la paralysait. Mohand Ou el-Hadj, successeur d'Amirouche, avait fait souffler un vent de libéralisme sur ses troupes figées par la crainte des purges. Il avait vu d'un mauvais œil l'influence néfaste d'Hacène Mayouz sur le jeune chef kabyle dont il était un des adjoints. L'hémorragie de cadres instruits provoquée par les « aveux » et les liquidations en série ne pouvaient à son avis qu'affaiblir la wilaya et renforcer la méfiance naturelle des *djounoud* de base à l'égard des cadres plus instruits. Mohand Ou el-Hadj, par sa position sociale, se trouvait entre les deux clans.

À plus de cinquante ans, ce qui paraissait considérable aux jeunes maquisards, il avait quitté sa famille, son commerce florissant à Bouzeghène, près d'Azazga, pour gagner le maquis au début de 1956 avec six millions en billets crasseux enveloppés de papier journal. Sa fortune.

Il était l'un des rares Kabyles aisés qui eussent abandonné la relative quiétude de la

ville pour « monter au djebel ». Son calme, son sang-froid, son caractère mesuré l'avaient fait paraître un peu lourd à ceux qui le voyaient pour la première fois. Grand, fort, épais, ridé, massif de corps comme d'expression il était le « négatif » d'Amirouche, mince, souple, vif-argent, et tranchant dans ses opinions comme la lame aiguisée d'un coutelas. Pourtant les deux hommes s'étaient bien entendus jusqu'aux purges provoquées par la « bleuite ». Devant l'intransigeance cruelle d'Amirouche, Mohand Ou el-Hadj qui faisait partie du conseil de wilaya, s'était incliné, essayant d'atténuer dans la mesure du possible les décisions draconiennes prises pour enrayer le » complot des intellectuels ». Ce qui n'avait pas empêché Amirouche, avant d'entreprendre le voyage au cours duquel il devait trouver la mort, de désigner le « vieux sage » comme remplaçant. À l'annonce de la disparition du chef de la wilaya l'autorité de Mohand Ou el-Hadj avait été contestée par un autre chef kabyle, Mira, décidé à se battre pour le pouvoir. La sagesse du vieux Mohand avait joué une nouvelle, fois : « Nous attendrons la décision de l'état-major. » Le G.P.R.A. avait divisé les responsabilités : Mira était nommé chef militaire, R.L. et logistique ; Mohand Ou el-Hadj commandant politique. Mais tout cela n'avait pas duré longtemps. Mira, succombant à l'amour qu'il portait à une jeune villageoise repérée par les services de renseignements français, tomba dans une embuscade tendue autour de la maison de sa belle. Cette fois, Mohand Ou el-Hadj était le chef incontesté de la Kabylie.

Comme les autres chefs de la wilaya il avait vu avec inquiétude les résultats du plan Challe dans l'Ouarsenis, puis dans l'Algérois. Devant un tel déploiement de forces et une pareille implantation il fallait rompre et ne jamais chercher le combat. Il avait donc donné l'ordre de faire éclater les grandes unités et de réduire les katibas à des groupes de dix à quinze hommes dès que le plan Challe gagnerait la Kabylie. Mai et juin s'étaient passés dans cette attente. Puis les premières semaines de juillet. Les *djounoud* commençaient à « perdre patience » quand le 21 juillet, à I'improviste, sans que pour une fois le moindre renseignement ait filtré, le tonnerre s'était abattu sur la Kabylie. Vingt-cinq mille hommes de troupes opérationnelles adjointes aux quinze mille du secteur prenaient possession du « réduit kabyle » : la Soummam, l'Akfadou, le Djurdjura. De Tizi-Ouzou à Akbou, de Bougie à Bouira, ils arrivaient de partout. Les blindés d'Alger, les troupes de l'opération « Etincelle », venant du secteur du Hodna où, avec celles du colonel Buis, elles avaient terminé le nettoyage de la région de passage des caravanes venant de Tunisie, les fantassins d'Akbou et,des centaines de camions de Constantine. Des unités dé la 10e D.P. avaient été parachutées au nord du col de Chelatta et avaient, en vingt-quatre heures, nettoyé les environs de la vaste clairière en bordure de la forêt de l'Akfadou où le général Challe avait décidé de fixer son P.C. Artois. Un débarquement maritime s'était même produit au cap Sigli, entre Bougie et Port-Gueydon. Bombardements, canonnades, pilonnage d'artillerie et partout la troupe. Et pas une troupe de bidasses nonchalants, des hommes galvanisés dont le moindre commando de chasse avait autant de « punch » que ceux des terrifiants régiments de paras. Challe lui-même supervisait l'opération, commandée, par « délégation spéciale », par le général Gracieux, patron de la 10e D.P., entouré de vieilles connaissances : le colonel Ceccaldi ét surtout les capitaines Planet, Faulques et de Saint-Marc, ce dernier revenu à l'armée après un court passage à une vie civile qui le gênait aux entournures. Un véritable pont aérien était établi entre Alger-Constantine et le centre nerveux de la rébellion kabyle que

Challe avait résolu de frapper. Des files de camions bourrés d'hommes, de munitions, de vivres, transformaient les routes et les pistes en artères apportant inlassablement ravitaillement et renforts au moindre battement du cœur de l'opération.

En quelques jours tous les villages avaient été fouillés, bouleversés, certains rasés à la suite d'opération montée après un accrochage. La casse ne comptait pas car il y avait très peu de regroupement en Grande Kabylie. Tout ce qu'on pouvait écraser c'était au maximum un de ces petits villages kabyles accrochés au flanc d'une crête, le faîte des toits à quelques mètres en contrebas de la piste, ou du sommet d'une colline. Quelle importance ? Les ordres d'éclatement des katibas avaient été immédiatement appliqués mais très vite les hommes de Mohand Ou el-Hadj avaient dû se rendre à l'évidence : l'opération « Jumelles », c'est ainsi que les journaux l'appelaient, n'avait rien à voir avec toutes les autres.

Challe et Gracieux savaient que la Kabylie était un véritable bloc de gruyère tant elle était truffée de caches, de grottes, coupée de vallées profondes, de lits d'oued bordés de collines aux pentes escarpées, propices aux embuscades. 7 800 kilomètres carrés et une population de 700 000 habitants, en majorité acquis à la rébellion, disséminés dans. une multitude de villages impossibles à contrôler d'une façon permanente ! La tactique des opérations « Ouarsenis » et « Courroie » ne pouvait y réussir. Impossible d'avoir du monde partout et inutile de monter de grandes opérations intérieures au ratissage qui n'avaient que de piètres résultats. Après un premier nettoyage sommaire, le général Gracieux, en accord avec le commandant en chef, avait fait stationner des unités en certains points névralgiques. Ces troupes tenant les principaux points d'eau et les grands centres de ravitaillement n'allaient agir que sur renseignements provenant de l'interrogatoire des prisonniers, de la population, d'agents musulmans ainsi que des écoutes radio. Au P.C. Artois, Gracieux avait en permanence vingt postes à l'écoute du trafic fell. L'observation terrestre à la binoculaire et la surveillance aérienne complétaient cette toile d'araignée qui, le 21 juillet 1959, s'était abattue sur la Kabylie, « premier gros morceau » auquel Challe s'attaqua après les répétitions générales de l'Oranie et de l'Algérois. « Jumelles » devenait un état d'esprit. C'était la *recherche permanente* du fell, le déclenchement soudain de petites opérations rapides menées par les troupes opérationnelles aussi bien que par les troupes de secteur. Chaque P.C. d'unité opérationnelle à l'échelon du régiment avait une compagnie en alerte prête à être héliportée. En outre, Gracieux avait à son P.C. cinq ou six unités « en pompier » pouvant arriver à la rescousse. Sur un renseignement de valeur l'opération était mise en route. Il n'était plus question de grandes lignes rigides tracées à l'avance mais d'une multitude de tentacules qui s'emparaient de la Kabylie, s'accrochaient aux gros villages, s'infiltraient dans les vallées. La présence des vingt-cinq mille hommes des troupes opérationnelles permettait aux troupes de secteur, familiarisées depuis des mois avec le terrain, de sortir à dix ou vingt sans craindre d'être accrochées par une ou deux katibas.

En cinq semaines les résultats avaient été considérables. Du jamais vu. Les fells étaient coupés des villages, qui avaient été fouillés et avaient dû « donner » les responsables politiques du F.L.N. Toute l'organisation politico-administrative de la population s'écroulait, les D.O.P. tournaient à plein et apportaient des masses d'informations. Les spécialistes du renseignement étaient de la fête. Le capitaine Léger, responsable, avec ses bleus-de-chauffe, de la « bleuite », avait été mis à la disposition

de Gracieux et de Faulques. Commandant la compagnie musulmane du 3e R.P.I.Ma. — l'ancien régiment de Bigeard —, il avait monté avec Saïdoun Saïd et quelques autres bleus une équipe de fells retournés. Les résultats avaient été extraordinaires. Avec un sang-froid et un mépris du danger incroyables, Léger partait avec dix anciens fellaghas suivi à quatre ou cinq kilomètres par sa compagnie. Il se présentait lui-même dépuisé en *djoundi* et muni d'un laissez-passer F.L.N. de la wilaya 4 dans une mechta où l'armée n'avait rien trouvé. Si la structure O.P.A. existait encore le commissaire politique et ses hommes l'accueillaient à bras ouverts. On lui donnait des vivres, on bavardait et à l'instant de repartir, les dix hommes s'emparaient des responsables du village qui, dûment interrogés lâchaient qui une cache, qui un P.C. zonal, qui un dépôt d'armes. La compagnie musulmane du 3, arrivant en renfort, exploitait immédiatement le renseignement. Léger avait ainsi remonté la filière jusqu'au trésor de guerre de la wilaya 3 qu'il n'avait loupé que par la mauvaise volonté d'un colonel de parachutistes qui n'avait pas voulu envoyer ses hommes à pied et avait attendu l'arrivée de camions. Lorsque Léger et les léopards étaient arrivés à la cache, les valises étaient ouvertes et le « fric » envolé. Sur le foyer, la soupe de l'infirmerie voisine cuisait doucement...

Après quelques semaines de ce régime les troupes de l'A.L.N. étaient décimées à 40 p. 100. Les survivants se terraient. La population terrorisée ne savait plus de quel côté se tourner. Les exploits de Léger et de ses bleus avaient été répercutés sur toute la Kabylie. La suspicion régnait. Les paysans des villages refusaient désormais leurs vivres aux *djounoud* qui se présentaient, ne sachant plus s'ils étaient de véritables maquisards ou des fells retournés ou encore des Français déguisés ! Les paysans qui avaient tous soutenu la révolution à l'heure où l'A.L.N. était toute-puissante, faisaient une « révision déchirante » de leurs positions. Ils ne voulaient pas être broyés par le formidable bulldozer mis en place par Challe. Le commandant en chef et Gracieux avaient profité de cette hésitation de la population pour organiser les premiers villages d'autodéfense. Et dans ce fief de l'A.L.N. qu'était la Grande Kabylie on voyait désormais des villages de plus en plus nombreux s'armer avec l'aide des troupes françaises contre les fells de la montagne. Les villages, privés de commissaires politiques, débarrassés des *moussbilin* et surtout de la crainte de voir arriver une forte troupe de *djounoud*, passaient en grand nombre du côté du plus fort. C'est ce problème crucial qu'étudiait Mohand Ou el-Hadj entouré de son état-major dans la cache de Tigrine.

Les renseignements qui lui parvenaient étaient de jour en jour plus désespérants. Il était devenu impossible de communiquer par radio. Chaque message, si court fût-il, provoquait une réaction de la part des troupes françaises. Les missions de liaison étaient de plus en plus difficiles. Même les « half-tracks » étaient décimés. Dans l'argot de la wilaya les « half-tracks » étaient ces agents de liaison qui connaissaient parfaitement leur région et abolissaient les notions de distance en effectuant en un minimum de temps des trajets incroyables. En cinq semaines, la wilaya 3 avait perdu l'initiative. La situation devenait tragique pour les *djounoud* qui cherchaient plus à subsister qu'à combattre. Chaque sortie pour se ravitailler se soldait par des pertes énormes. Les maquisards ne mouraient plus au combat mais au « ravitaillement ». Les hommes de Mohand Ou el-Hadj devaient se battre pour manger. Non seulement contre l'armée mais contre certains

villages hier favorables à l'A.L.N. ! Aux yeux des plus durs des chefs kabyles l'attitude « libérale » de Mohand Ou el-Hadj ne facilitait pas les choses. Succédant à Amirouche, le nouveau patron de la wilaya avait voulu en éviter les abus. Il avait interdit la liquidation d'un seul civil sans l'ordre exprès de la wilaya.

« Il y a eu assez de crimes depuis le début de la révolution, expliquait-il, on peut convaincre les gens sans les terroriser. En Kabylie il n'y a pas une famille qui ne pleure deux ou trois morts du fait des Français. Si en plus on s'y met, la population sera écœurée. Tuer quelqu'un c'est hypothéquer l'avenir. »

La fulgurante offensive menée par Challe, les arguments « convaincants » employés par l'armée pour faire basculer la population ne parvenaient toujours pas à faire revenir Mohand Ou el-Hadj sur sa position. Mais sur ce point les ordres du vieux chef kabyle seront vite enfreints. « On ne pouvait plus bouger, me racontera plus tard le lieutenant Saada, on ne mangeait plus. J'étais si faible que je n'arrivais même plus à porter ma mitraillette. L'implantation des postes militaires, la multiplication des autodéfenses et des agents de renseignement nous rendaient la vie et même la « survie » impossibles. Il a fallu reprendre la population en main. On a liquidé certains traîtres pour l'exemple. En une nuit, à Yakouren, on a liquidé sept Kabyles. Et pourtant il y avait un poste français. On a laissé passer une patrouille française et quand les harkis de l'autodéfense sont arrivés on leur est tombé dessus. Le propre fils d'un des traîtres s'était proposé pour le liquider. Après quelques exemples comme celui-là, du jour au lendemain, beaucoup d'autodéfenses assurèrent notre protection. Des villages dits « pacifiés » se tournèrent à nouveau vers nous. C'est grâce à cela qu'on a pu survivre. En exécutant les traîtres en série. Mais jamais on n'a réussi à reprendre l'initiative. »

Ce 29 juillet 1959, le général Challe, la pipe aux lèvres, préparait le speech qu'il devait prononcer le lendemain devant le président de la République qui avait tenu à se rendre au P.C. de l'opération « Jumelles » au cours du voyage qu'il accomplissait en Algérie. Le commandant en chef pouvait s'estimer satisfait. Jamais depuis 1954 l'armée française n'avait obtenu de pareils résultats. Le « rouleau compresseur » du plan Challe était en passe d'écraser définitivement l'A.L.N. Sur le plan militaire, la victoire n'était plus qu'une question de mois. Restait l'aspect politique. Et sur ce point, Challe, qui pourtant voyait le général De Gaulle une fois par mois soit à l'Élysée, soit au cours des voyages qu'effectuait le président de la République en Algérie, ne pouvait donner aucune précision à ses officiers qui le pressaient de questions et lui faisaient part de leur inquiétude. Ses hommes se battaient, ils menaient une vie difficile, ils risquaient leur vie de jour comme de nuit, « il fallait que leur combat eût un sens ». Challe se promettait bien de poser la question au Général. On murmurait que celui-ci s'apprêtait à prononcer un important discours et à prendre de grandes initiatives qui les éclaireraient sur la politique qu'il entendait mener en Algérie. Quelle serait-elle ? Challe, qui entretenait les meilleures relations du monde avec Delouvrier, restait persuadé que le délégué général n'en savait pas plus que lui. Sans directives politiques précises ils travaillaient dans la même direction. Challe en cassant du fell, Delouvrier en édifiant le plan de Constantine. Chacun dans son domaine était sûr d'œuvrer pour la même cause : maintenir la présence française en Algérie.

De Gaulle savait que l'armée avait la fièvre. Il entendait la calmer en lui consacrant son voyage et en s'ouvrant devant elle de ses projets immédiats. Mais avant les confidences le président de la République voulait comparer sur place l'état d'esprit de ses officiers avec celui que lui décrivaient les rapports de son cabinet. Pour « prendre le pouls » de l'armée, la meilleure solution était de rendre visite à ses chefs sur le terrain loin des dorures de l'Élysée ou des colonnades mauresques du palais d'Été. Se faire expliquer les tactiques de pacification mais surtout expliquer ce que pourrait être le statut futur du pays et dans quelle direction pourrait évoluer le problème, tel était le but que s'était fixé le chef de l'État en amorçant cette première « tournée des popotes ».

Une fois encore l'armée était divisée en plusieurs tendances. Sur le plan militaire Challe, malgré ses succès, n'avait pas que des partisans. Ses plus farouches détracteurs étaient ces colonels « pépères » — partisans du quadrillage tranquille — qui pleuraient après leurs effectifs. Ils ne pardonnaient pas au commandant en chef de les avoir privés d'une partie de leurs troupes pour grossir les réserves générales engagées dans le plan Challe. D'autres officiers, plus jeunes, trouvaient au contraire que Challe ne connaissait rien à la guerre subversive et l'accusaient de mener une guerre « à la papa » alors qu'il aurait fallu — selon eux — étendre la « bataille d'Alger » à toute l'Algérie. Au moins, là, le F.L.N. aurait été définitivement écrasé. Pour eux le prix importait peu. Inutile de dire que le commandant en chef ne se souciait pas plus de l'avis des jeunes loups que de celui des « vieux birbes ».

Sur le plan politique, l'annonce du voyage de De Gaulle en Algérie avait donné lieu dans les mess et les popotes à des discussions sans fin sur les « intentions cachées » du président de la République. Les uns, les plus excités, se déclaraient prêts à ne pas tolérer d'éventuelles négociations et à constituer des « maquis » pour se dresser aux côtés des populations musulmanes fidèles contre les « assassins » du F.L.N. !

Les autres, les plus nombreux, étaient persuadés que Paris ne désirait qu'un pourrissement de la situation et profiterait de la lassitude de la population algérienne et métropolitaine pour négocier.

Avant de gagner le P.C. Artois, le général De Gaulle avait choisi de prendre ses repas dans deux « popotes » symboles : celle de Bigeard et celle de Buis. Deux colonels brillants, deux façons de faire la guerre, deux personnages hors du commun. Peut-être les deux seuls colonels commandants de secteur qui ne tremblaient ni ne bégayaient devant lui.

Bigeard, le colonel le plus voyant, le plus insolent, le plus soucieux de sa publicité de l'armée française, avait reçu le général en déployant ses oriflammes, ses tentes, ses tapis. Le grand cinéma. Mais il exposait aussi des tableaux de chasse éloquents et montrait la région de Saïda pacifiée. De Gaulle avait décoré les musulmans du commando Georges et mi-amusé, mi-agacé par le cirque Bigeard, n'en avait pas moins félicité le chef de guerre, écouté avec attention les grandes lignes de son plan de réforme de l'armée et assuré à ses officiers que « la pacification continuerait ». Jusque-là pas un mot de l'« irréparable » que redoutaient tous les militaires : l'annonce de discussions avec l'ennemi.

Chez Buis, le style n'avait pas été le même. Le plus fin, le plus intelligent, le plus libéral, le moins activiste des colonels d'Algérie avait présenté lui aussi un bilan favorable. La région du Hodna, les Portes-de-Fer, le Mansourah, pacifiés. Mais là pas de

mise en scène, ni cirque ni cinéma. Buis faisait dans la sobriété et cela plaisait à De Gaulle qui avait désiré dîner à Bordj-bou-Arreridj à la popote du 8e spahis avec quelques-uns des officiers du secteur. Il était venu en voiture sans entourage, refusant même la présence du fidèle Bonneval. Mais la conversation ne s'était déroulée qu'entre Buis et De Gaulle. Les autres officiers paralysés par la présence « historique » du général, très intimidés par cette apparente familiarité, n'avaient dit que quelques mots sur le combat local dans le secteur. Pour le reste, ils s'étaient contentés d'approuver vigoureusement Buis qui avait renouvelé à De Gaulle l'assurance que « lui et ses officiers étaient là au service de l'État et de la République. Qu'ensemble ils faisaient dans leur coin ce qu'on leur disait de faire ».

De Gaulle avait semblé très satisfait. Buis le fut moins le lendemain lorsqu'il lut le compte rendu des activités du Général dans *Paris-Presse* sous la signature de Jean Lartéguy dans un article intitulé : « le Baroudeur et le Diplomate ».

« Diplomate... Diplomate, maugréa le colonel, j'ai un tableau de chasse et de récupération d'armes supérieur à celui de Bigeard... et sans cirque ! »

Buis avait horreur que l'on fît passer son sens politique avant ses succès militaires. Surtout dans les journaux !

C'est à Orléansville que l'inquiétude des officiers s'était révélée à De Gaulle par la bouche de Massu qui avait interrogé le Général sur un éventuel pari fait sur l'Algérie comme il avait été fait — et perdu — sur la Guinée de Sékou Touré. Sèchement, De Gaulle lui avait répondu : « Sékou Touré était à Conakry quand j'ai été appelé à la tête de la France. Et Ferhat Abbas n'était pas à Alger. » Nullement rebuté par le ton de la réponse Massu, optimiste, en avait conclu — et ce n'était pas la première fois que le Général lui faisait cette remarque — que « Ferhat Abbas n'était pas près de parcourir librement les rues d'Alger ». Jusque-là, pas un mot de l'autodétermination qui dans quinze jours allait dresser contre le pouvoir une fraction de l'Algérie.

Que pensait De Gaulle de son armée ? Quelle direction comptait-il donner à l'Algérie ? Deux conversations rapportées ici pour la première fois donnent « un éclairage nouveau sur la pensée du Général. Elles sont essentielles.

La première se déroula sans témoin à Aïn-Touila entre le président de la République et M. Belhaddad, le sous-préfet musulman d'Aïn-Beïda. Si je peux en rapporter les termes exacts dix ans après c'est que le sous-préfet, conscient de l'importance des révélations que venait de lui faire le Général, prit, sitôt le départ du cortège, des notes précises sur cet entretien.

Le 29 août 1959 à midi, avant de se rendre en Kabylie, le général De Gaulle, de passage dans cette région désolée de l'Aurès, venait d'entendre avec une certaine lassitude le énième speech sur la pacification fait par le commandant du secteur d'Aïn-Beïda. Après l'avoir remercié il attira le sous-préfet à l'écart.

« Je suis heureux de vous voir, monsieur le sous-préfet. Voulez-vous me dire ce que vous pensez de cette malheureuse situation. Car l'exposé de tout à l'heure ne m'apporte rien de nouveau que je ne sache déjà, n'est-ce pas ?

— Mon général, permettez-moi tout d'abord de me présenter. Je suis le seul sous-préfet autochtone de toute l'Algérie. Lors de ma nomination, j'avais pensé faire de mon arrondissement un test pour démontrer aux masses — objet des combats — que l'avènement de la Ve République avait effectivement apporté un changement dans les mœurs du pays et que vos déclarations en tant que chef du gouvernement d'abord, puis comme chef de l'État ensuite, étaient concrétisées par des faits puisque — fait unique en Algérie — un musulman de ce pays a la responsabilité d'un arrondissement. Mais l'expérience n'a pas été concluante et je suis au regret de dire qu'*il ne m'a pas été possible d'appliquer votre politique, faute de liberté d'action.* Je me dois de vous signaler d'autre part que les effets de cette politique ne sont pas perçus par les populations pourtant, enjeu de la lutte.

— Je n'ignore rien des difficultés de votre corps ni de votre cas en particulier. Mais la situation est, pour le moment, ce qu'elle est. »

Le général De Gaulle était extraordinairement attentif. Enhardi, Belhaddad poursuivit son réquisitoire.

« Excusez-moi, mon général, mais tout se tient dans ce drame. C'est ainsi que je trouve tout de même inadmissible que je Sois l'unique sous-préfet musulman en poste dans toute l'Algérie, comme il est inadmissible qu'aucun autochtone ne fasse partie du cabinet de M. le délégué général en Algérie. Il faut convaincre, mon général, et pour convaincre les musulmans, il n'y a rien de tel qu'un autre musulman. Comment être autrement au courant de l'évolution réelle des esprits comme de l'opinion ?

— Cela est en effet regrettable. Mais les hauts fonctionnaires musulmans répugnent à servir en Algérie. Ce n'est pas facile pour eux et je les comprends. Quant à vous, continuez à faire ce que vous pouvez. Mais, précisément, que pensez-vous de tout cela ? »

Pour Belhaddad, c'était l'occasion unique de dire au général De Gaulle ce qu'il avait sur le cœur. De lui faire entendre la grande misère des populations « pacifiées », de lui faire comprendre le terrible engrenage dans lequel elles étaient broyées...

« Mon général, sans cessez-le-feu, aucune pacification réelle et durable n'est possible. Sans l'arrêt des combats, ni réformes, qu'elles soient économiques ou sociales, ni investissements n'apporteront de changement dans les masses assoiffées de paix et de quiétude, même si leurs conditions d'existence sont meilleures. »

C'était la condamnation de la politique Challe, qui cassait le maquis, couplée à celle de Delouvrier, qui construisait une économie nouvelle. Belhaddad s'attendait à une « sortie » du général. Mais à sa grande surprise, De Gaulle ne manifesta aucune impatience, encore moins de colère. Il avait l'air soucieux. Et se penchant vers le haut fonctionnaire il lui dit sur le ton de la confidence :

« C'est bien mon opinion et je suis heureux de vous l'entendre dire, vous dont le courage et la loyauté sont connus. Oui, il faut arrêter les combats. Il faut la paix, cela est indispensable. Les populations sont trop malheureuses, il faut ramener la paix. Après, les Algériens décideront librement de leur sort. »

Le général s'interrompit. Comme s'il réfléchissait. Comme s'il hésitait. Puis il poursuivit :

« Je vais vous faire part de mes intentions à ce sujet. Je le dirai d'ailleurs publiquement dans quelques jours.

» Après le cessez-le-feu, une période de transition est nécessaire pendant laquelle rien ne sera fait ni décidé dans le domaine politique. Cette période est nécessaire au calme des esprits et des cœurs, pour atténuer les passions humaines. Il faut que la terreur, la peur, la contrainte cessent. Pendant cette période, la liberté sera totale et *chaque Algérien sera libre de défendre son point de vue et ses idées.* Mais cette liberté ne voudra pas dire bombe, couteau ou autres méfaits. M. Ferhat Abbas pourra sillonner toute l'Algérie s'il le désire sans aucune restriction.

» Après cette période, les Algériens auront à choisir, en toute liberté je vous l'affirme, entre : la francisation totale de leur pays, s'ils le veulent ; l'autonomie, avec certains attributs laissés à la France tels que : armée, économie, enseignement supérieur, monnaie, etc. ; l'indépendance.

— Je ne pense pas, mon général, que les populations soient désireuses de se séparer de la France. Leur drame est épouvantable, poignant même, et il est de notre devoir de les comprendre. Solidaires entre elles par des liens multiples et par leurs malheurs communs, elles souhaitent d'autre part au fond d'elles-mêmes le maintien des liens avec la France. Mais pour ce qui est du choix, je pense, mon général, qu'en plus de la liberté, les gens devraient choisir aussi en toute connaissance de cause. Ce qui m'amène tout naturellement à me demander : et en attendant ?

— Oui, en attendant ? Eh bien, en attendant, des élections cantonales vont avoir lieu et j'espère qu'à cette occasion l'élite se manifestera. Il faut que les Algériens administrent leur pays et prennent part à toutes les activités. Rien ne sera fait sans eux. Mais il faut qu'ils se manifestent. Après ces élections, une assemblée sera créée auprès du délégué général. Elle ne sera certes pas politique, mais elle éclairera le représentant de la France. Voilà les grandes lignes de ce que j'ai l'intention de faire. »

Belhaddad s'inclina légèrement.

« Je vous suis infiniment reconnaissant, mon général, de l'honneur que vous me faites. Permettez-moi simplement d'insister sur la nécessité d'entreprendre une politique hardie. Pour ce faire et pour que cette politique hardie produise son plein effet, son application devra être confiée concurremment à tous les enfants de ce pays — notamment les musulmans — et de la France, imbus de nos principes mais sans restriction d'aucune sorte et avec tout ce que cela doit comporter de devoirs, de responsabilités et de droits pour ce qui est des Algériens.

— Je vous comprends. J'ai été très intéressé par cet entretien et je vous remercie de votre franchise. Je comprends vos difficultés et votre position personnelle. Essayez de tenir car vous faites du bon travail.

— Vous pouvez compter sur moi, mon général. »

L'aparté avait intrigué tout le monde. Que pouvait bien

dire De Gaulle à ce petit sous-préfet ? Le général Challe était impatient de voir le président de la République lever un coin du voile sur ses intentions. Malgré les succès des opérations de l'Ouarsenis, de l'Algérois puis de la Kabylie le commandant en chef se sentait peu appuyé par Paris. Il y avait à cela une raison principale : la torture, source de tous les renseignements « rentables ». Lors d'un de ses récents voyages à Paris, Delouvrier, reçu comme d'habitude en tête à tête par le Général, s'était fait durement « accrocher » sur ce problème :

« Delouvrier, je ne veux plus de ces histoires de tortures, d'interrogatoires poussés...

— Mais, mon général, c’est du ressort de Challe !

— Arrangez-vous avec lui ! »

Delouvrier avait évoqué le problème avec Challe mais ne voulait pas entamer de discussion tant qu’un condamné à mort ne serait pas exécuté. En effet lors de ses réunions mensuelles avec Olié, Gambiez, Massu et Challe, Delouvrier s’était entendu reprocher le mauvais fonctionnement de la justice.

« La justice militaire ne marche pas, disaient les généraux, et si par bonheur elle marche, qu’elle condamne à mort un terroriste, on ne l’exécute pas ! »

Alors il fallait, paraît-il, des D.O.P. Delouvrier était allé au fond du problème avec la plupart des commandants de secteur qui avaient la haute autorité sur les D.O.P. locaux. « C’était un sujet douloureux, dira-t-il plus tard. Toute mon éducation se révoltait contre cette « répression » mais je voyais la forme de guerre. Pour sauver des vie humaines, me disait-on, il fallait des interrogatoires durs. Et si l’on ne voulait pas que la maladie de la torture gagne toute l’Algérie, tout le contingent, il fallait des spécialistes. » Ce problème tracassait Delouvrier parfaitement mis au courant de la situation par Eric Westphal qui, au sein du cabinet, avait fait pour le patron un des rapports les mieux documentés sur les D.O.P. et surtout sur les camps d’internement. La situation était lamentable. Delouvrier le savait et le regrettait, mais que faire ? Le délégué général était furieux contre les attaques du *Monde*, de *Témoignage chrétien*, qui à son avis n'étaient capables que de dire : Y’a qu’à... Il avait interrogé les autorités religieuses : que faites-vous en confession ? Personne, pas même le cardinal Feltin, vicaire général des armées, ne lui donnait de solution valable. Tout le monde s’évanouissait dès que l’on prononçait le mot redouté : torture. Alors Delouvrier s'était contenté de dire à ses adjoints militaires Massu, Gambiez et Olié : « Je ne suis pas un spécialiste mais je vous demande d’éliminer l’eau, l’électricité et le bâton... » Massu avait répliqué qu'il s'était soumis à la « gégène » et que c’était moins dur qu'un interrogatoire de douze heures d'affilée ! Et puis le délégué général avait le sentiment que les « corvées de bois », les disparitions au cours de tentative de fuite, régressaient considérablement. Au fur et à mesure des victoires de Challe, l'emprise du F.L.N. et le nombre d’attentats diminuaient. Et sans renseignements, plus d’opérations Challe !

Delouvrier devait d’autant plus ménager « ses » militaires que les libérations partielles décidées par le général De Gaulle au bénéfice des prisonniers des camps d’internement les mettaient en fureur. « Si vous les lâchez, disaient les militaires, vous remettez le F.L.N. au sein de la population. » Delouvrier, en accord avec Challe, en avait pris le risque tout en tentant de surveiller les « libérés » pour éviter une nouvelle « bataille d’Alger ». Tout ne pouvait se faire en même temps. Alors, du côté du cabinet civil, on « fermait les yeux » sur la torture. Dans un premier temps on avait même nié l’existence des D.O.P., puis on s’était contenté d’envoyer aux commandants de secteur, qui — comme on l’a vu — avaient la haute main sur leur fonctionnement, l’ordre de « freiner un peu » leur action. « D’ailleurs, me dira Maffart, chef de cabinet de Delouvrier, personne n'était exactement renseigné sur le détail. Ni Challe ni Massu n’étaient au courant de tout. Les renseignements que l’on avait étaient ou tronqués ou excessifs, les gens qui racontaient à Eric Westphal ce qu’il savaient venaient au G.G. avec un manteau couleur de muraille. Les « suspects de libéralisme » aux yeux des militaires n’aimaient pas se « pointer » chez nous. Godard était au courant de tout, et cela

pouvait devenir dangereux pour eux... »

La « trouille » des civils devant certains militaires était toujours présente ! Alors on évitait de parler du « problème ». « De toute façon, m'expliquera Maffart, on était allé trop loin. Au-delà de ce que les intérêts strictement militaires exigeaient. » Ce qui expliquait fin août 1959 que le général De Gaulle, qui s'apprêtait à proclamer ses objectifs d'association des Algériens à la France, répugnât à donner une grande publicité à des succès militaires obtenus grâce à des moyens qui choquaient la morale internationale.

Challe espérait qu'au moins — entre officiers supérieurs et généraux — De Gaulle allait dire sa satisfaction devant les succès militaires et rassurer les plus inquiets de ses subordonnés.

Lorsque le Général descendit d'hélicoptère, le P.C. Artois était « nickel » les troupes, rangées en carré, impeccables. La chaleur de cette fin d'août était tempérée par l'altitude. Pourtant le soleil qui tapait sur les contreforts du Djurdjura, faisant éclater en éclairs les traces de minerais qu'ils recelaient, éblouit le président de la République qui, un instant, se protégea les yeux pour découvrir à son aise l'alignement parfait des roulottes radio et des forêts d'antennes qui dominaient le P.C. opérationnel. Accompagné du général Challe, de M. Delouvrier, du général Gracieux et de M. Sid Cara, le général De Gaulle, en uniforme — comme à chacun de ses voyages en Algérie — passa les troupes en revue, assista à la messe, se fit expliquer les grandes lignes de l'opération, et montra sa satisfaction devant les résultats obtenus. Enfin arriva le moment tant attendu. Entouré des officiers d'état-major et des officiers opérationnels réunis en cercle autour de lui le général De Gaulle parla en militaire à des militaires.

De ce briefing on ne sut jamais que les impressions qu'il avait laissées aux officiers présents, des commentaires du style : « Il nous a raconté les thèmes de son prochain discours. Il nous a présenté l'autodétermination comme une nécessité de politique internationale. Il en avait besoin pour pouvoir jouer à l'O.N.U., calmer les Américains, avoir une position d'arbitre juste... ce qui n'empêche pas les sentiments. »

L'allocution était plus complexe et plus complète. Elle constitue le deuxième volet des éléments ici apportés pour nous éclairer sur la détermination du Général à « changer quelque chose en Algérie » et sur le soutien qu'il attendait de l'armée. Les membres du cabinet militaire la jugèrent si importante qu'ils la reconstituèrent d'après des notes prises dès le départ du Général. Cette « reconstitution » fut publiée à quelques exemplaires sous forme d'un document n° 46/CM/TS revêtu de la mention *très secret* et — disait la mise en garde — « à n'utiliser que verbalement pour l'information des cadres ». En voici le texte intégral :

« Ce que j'ai entendu et vu ici au cours de cette inspection me donne pleine satisfaction. Je tiens à vous le dire. *Mais le problème n'est pas réglé.* Ses causes profondes sont anciennes et de trois ordres :

« 1. La situation faite aux autochtones était insupportable dans ce pays où la France, depuis cent vingt ans, n'avait pas fait tout l'effort nécessaire ;

« 2. L'affaiblissement de la France consécutif à la disparition de l'autorité de l'État, à la guerre, à ses péripéties et aux déchirements qu'elles ont provoqués ;

« 3. La conjoncture internationale, à une époque où la plus grande partie de la terre est en train de s'affranchir et où nous ne pouvons faire fi de l'opinion du monde.

« C'est dans ce cadre que l'affaire algérienne a commencé et s'est développée initialement.

« Il faut qu'elle tourne bien pour la France. Ceci exige que les causes de cette situation soient réformées.

« Et tout d'abord en Algérie. Nous n'aurons pas les Algériens avec nous s'ils ne le veulent pas eux-mêmes. *Même en la pacifiant complètement nous ne garderions pas l'Algérie pour longtemps si nous ne la transformions pas de fond en comble,* afin d'en faire un pays moderne. L'évolution prévue par le plan de Constantine que nous avons étudié doit permettre cette transformation sur le plan matériel. Mais il est nécessaire aussi qu'intervienne une transformation morale. *L'ère de l'administration indirecte des autochtones par l'intermédiaire des Européens est révolue.*

« L'armée a dans cette optique une tâche essentielle à remplir. Elle en a la possibilité car jamais elle n'a été plus soutenue qu'elle ne l'est par le chef de l'État et le gouvernement. Jamais l'armée, les armées, n'ont eu une telle place dans la nation. Le chef de l'État en est issu et chacun sait de quelle sollicitude, de quelle passion de l'aider, elle est l'objet de la part du premier ministre et du ministre des Armées. L'armée a là une place de choix dont elle doit être digne. Elle l'est. Elle doit le demeurer.

« À l'extérieur, il y a une situation internationale presque entièrement et ouvertement contre nous.

« Elle ne changera pas si nous paraissons devoir maintenir l'Algérie dans la position où elle était vis-à-vis de nous.

« Le monde entier doit comprendre que ce que nous faisons en Algérie, ici, n'est pas une œuvre de domination et de conquête. Il faut qu'il comprenne que nous le faisons avec la population, pour elle et par elle.

« J'ai constaté des progrès saisissants dans l'œuvre de pacification menée ici. Elle devra être achevée. Mais il faut qu'elle soit concrétisée par de gros progrès dans le contact entre les âmes. Il y faut beaucoup de *compréhension* et de *libéralisme.*

» Enfin, sur le plan métropolitain, l'opinion de la France accepte avec patience, courage, civisme et aussi,, pour tout dire en un seul mot, avec grandeur, la part de sacrifices qui lui est demandée, avec un sens du prestige du pays qui est tout à fait remarquable.

» Vous avez souligné la valeur des troupes et des jeunes appelés. J'en suis convaincu. Je vous demande de leur transmettre mon salut et l'expression de ma confiance. Leurs efforts sont immenses et les résultats obtenus remarquables. Je salue ici ceux qui sont morts et qui mourront encore au champ d'honneur dans ce pays pour la France.

» Quant à vous, écoutez-moi bien, vous êtes l'armée de la France. Vous n'existez que par elle, à cause d'elle, pour elle et à son service. C'est votre raison d'être.

» Vous devez être cohérents, agissants et disciplinés. Chacun a ses responsabilités à son échelon.

» Celui que je suis, à mon échelon, doit être obéi pour que la France vive. Je sais que c'est ce que vous faites et je vous en remercie, messieurs.

» Vive la France ! »

Le fracas du moteur de l'hélicoptère présidentiel s'était à peine apaisé que les officiers de l'entourage de Challe firent le point. L'ambiance était à l'inquiétude. Qu'entendait De Gaulle par « transformation de fond en comble » ? Les militaires, en particulier les officiers parachutistes, étaient favorables à une rénovation complète, à des réformes profondes. Mais le général n'avait pas caché son désir de voir l'opinion internationale se modifier. Et pour cela — il l'avait bien précisé — il fallait que la position de l'Algérie vis-à-vis de la France change. Dans quel sens ?

Challe, et avec lui une grande partie de son état-major, avait relevé la petite phrase qui l'intéressait au plus haut point : l'œuvre de pacification devra être achevée. Pour lui, c'était l'essentiel. Et l'essentiel, pour l'instant, était suffisant. Le cadre était en place et approuvé. Ce que De Gaulle y mettrait, c'était l'affaire des « politiques ». Et Challe, commandant en chef, voulait gagner « sa » guerre.

Au crépuscule de ce dernier jour du mois d'août, tandis que la *Caravelle* présidentielle quittait le sol algérien et s'éloignait dans un ciel de feu vers la métropole, « l'homme qui savait » était un petit sous-préfet musulman d'une région perdue de l'Aurès, un fonctionnaire méprisé et « tenu en laisse » par les militaires du secteur, tout-puissants seigneurs de la guerre. Mais ce soir-là, Mahdi Belhaddad s'en moquait. Il avait enfin confiance. De Gaulle irait jusqu'au bout. L'Algérie allait réellement changer de visage.

Belhaddad, qui ignorait être le seul à détenir la confidence, se demandait pourtant comment « les autres » allaient prendre la chose. Il devrait attendre le 16 septembre !

Les magnétophones Tolana tournaient leurs vieux plateaux d'aluminium cabossés tandis que les bandes magnétiques passant sur la tête d'enregistrement absorbaient la voix qui venait de Paris. Les haut-parleurs de la salle d'enregistrement de la radio militaire, rampe de l'Amirauté, à deux pas de la vieille darse turque, en répercutaient les accents rauques et profonds sur les épais murs sales, rongés de salpêtre du studio de la « Voix du Bled ». Ce 16 septembre 1959, à 20 heures, le colonel Gardes avait choisi d'écouter le discours du général De Gaulle dans ce studio, d'où partaient les émissions de propagande, l'une des armes-choc de la guerre psychologique. Il savait l'importance que revêtait le discours pour le moral de l'armée et — ce qui lui importait encore plus — pour le moral de la population. Il voulait pouvoir donner « à chaud » ses ordres au lieutenant Direz, chef de la radio militaire, sur l'interprétation qu'il conviendrait d'apporter aux paroles du chef de l'État. Paroles qui, selon le 5e bureau, ne pourraient être que sibyllines. Depuis le 13 mai 1958, « l'explication des textes » était devenue une habitude ! Depuis le début du discours, le colonel Gardes avait le regard perdu à travers la fenêtre protégée d'épais barreaux sur l'Amirauté et le vieux port tout baigné d'une lumière d'étain.

Il semblait absent. De Paris, le Général faisait le point de la situation, se réjouissait du redressement de la France, du progrès de la pacification. Après avoir rappelé les différentes consultations, les efforts consentis pour faire avancer le problème humain, De Gaulle alignait des chiffres. Ceux des investissements, ceux des hectares de terre distribués aux musulmans, ceux qui montraient les progrès de la scolarisation. Soudain, je vis le colonel Gardes sortir de sa contemplation. Il se retourna et commença à

parcourir de son pas nerveux la longue salle poussiéreuse où je me trouvais en compagnie du lieutenant Direz et de quelques correspondants de presse appartenant comme moi aux services d'information. À travers les haut-parleurs vibrants, De Gaulle avait changé de ton.

« On peut maintenant envisager le jour, disait le président de la République, où les hommes et les femmes qui habitent l'Algérie seront en mesure de décider de leur destin, une fois pour toutes, librement, en connaissance de cause. Compte tenu de toutes les données, algériennes, nationales et internationales, je considère comme nécessaire que ce recours à l'autodétermination soit dès aujourd'hui proclamé. »

Le grand mot, le maître mot, était lâché. *Auto-détermination.* Tout le monde, dans le studio, était extraordinairement attentif. Gardes avait interrompu sa marche nerveuse. Tendu, il écoutait la triple proposition tombée des haut-parleurs : sécession, francisation complète ou « gouvernement des Algériens par les Algériens appuyés sur l'aide de la France ».

De Gaulle renouvela la paix des braves et ajouta :

« Si les hommes qui constituent l'organisation politique du soulèvement entendent n'être pas exclus des débats, puis des scrutins, enfin des institutions, qui régleront le sort de l'Algérie et assureront sa vie politique, j'affirme qu'ils auront, comme tous les autres et ni plus ni moins, l'audience, la part, la place, que leur accorderont les suffrages des citoyens. Pourquoi donc les combats odieux et les attentats fratricides qui ensanglantent encore l'Algérie continueraient-ils désormais ? »

Le visage naturellement pâle du colonel Gardes s'était décomposé. Les joues semblaient plus creuses, le nez pincé, l'œil plus brillant. Cette fois, c'en était trop. Il explosa. Non contre l'arrêt des combats mais contre la triple proposition qui impliquait une remise en cause de l'esprit du 13 Mai, qui signifiait que l'Algérie n'était peut-être pas si française qu'on l'avait jusque-là proclamé puisqu'il dépendrait des Algériens de le confirmer ou non. Et l'on savait ce que valait leur opinion, dirigés, terrorisés qu'ils étaient par le F.L.N. ! Ce F.L.N. qui serait « représenté » !

Je connaissais Gardes depuis 1958, j'avais vécu le 13 Mai dans le bureau voisin du sien, rue Saint-Dominique, au ministère des Armées, où il dirigeait le service presse-information. J'avais vu son enthousiasme au 13 Mai, je l'avais même partagé, croyant — de loin — à la réalité d'une Algérie miraculeusement fraternelle. J'avais pu me rendre compte de ses contacts avec les hommes du Forum, de ses amitiés. Ensuite en Algérie, lorsque les hasards de la guerre et des affectations m'avaient'fait goûter du 2e bureau — ce qui me vaudra des années plus tard la réputation, répandue par quelques « Algéro-Européens », de me servir de mon métier d'écrivain pour dissimuler quelques sombres activités de services secrets — et que j'avais pu me rendre compte de la réalité de la pacification avec son cortège de tortures et de crimes, il m'avait expliqué le grand espoir de l'armée. Balayant les objections concernant la « bataille d'Alger », les interrogatoires « poussés », il ne rêvait que de transformer l'Algérie en terre française et faire des Algériens de vrais Français. L'armée était en mesure, pensait-il, d'accomplir ce que la colonisation avait manqué. Mais pour cela il fallait du temps, de l'argent, des armes, et la possibilité d'agir sans contrôle soutenu par une métropole à laquelle — inconsciemment, je crois — il rêvait comme beaucoup de ses camarades d'imposer sa loi. Quelle importance puisque c'était pour la juste cause ?

Oui, je connaissais un Gardes convaincant, nerveux certes, mais toujours contenu, parfaitement maître de lui et ne laissant percer ses sentiments que pour mieux convaincre son interlocuteur. Et ce Gardes-là fondait sous mes yeux comme une statue de cire en plein désert. De Gaulle venait, par ce qu'on appellerait désormais l'autodétermination, d'éliminer ce savant cocktail de violence et de paternalisme qui devait — selon Gardes et ses amis

— construire une Algérie selon leur cœur. En un instant

— je ne m'en rendrai compte qu'au cours des semaines suivantes — Gardes avait fait son choix. Devant nous, il N'exprima que ses craintes, son désaccord sur les trois opinions. Il recommanda d'attendre les directives du 5e bureau — les siennes — pour utiliser le discours déjà fameux lors des émissions destinées au contingent, et par la bande, à la population européenne qui y trouvait la Voix de l'armée. Mais l'altération de son visage démentait le calme apparent qü'il avait à nouveau plaqué sur sa physionomie après l'éclat qui lui avait échappé. Il quitta très vite la radio militaire emportant sous le bras une bande magnétique du fameux discours et regagna son bureau.

En 1959, Jean Gardes a quarante-cinq ans. Né avec la guerre il va lui consacrer sa vie. Le temps de « suivre » Saint-Cyr et c'est la seconde guerre mondiale qu'il fait dans les tirailleurs marocains. Il se révèle tout de suite comme un très brillant officier. En Italie, il est grièvement blessé mais sa solide carcasse n'a pas dit son dernier mot. Il est guéri à temps pour l'Indochine. Ce sera pour lui la révélation. D'abord au cabinet de De Lattre, à la fin du règne du Roi Jean, mais surtout sous Salan, il découvre la guerre subversive. Et là l'« aventure Gardes » commence. Il s'imprègne, comme beaucoup de ses camarades, de ce qu'il appellera « la guerre dans la foule ». Responsable du service presse-information, il se rend compte de l'importance de la propagande et de l'information « dirigée ». Il transforme celle-ci en une arme qui se révèle souvent aussi importante qu'une opération dans la jungle. Il suit avec passion les coups de contre-guérilla. Puis il quitte Saigon pour parfaire sa connaissance du renseignement comme chef du 2e bureau au Maroc en 1953. L'année suivante, il revient — comme volontaire — en Indochine avec Allard. Là il assiste de loin à la chute de Dien Bien Phu, il voit le retour des prisonniers, il constate sur ceux-ci les ravages du « lavage de cerveau ». Il suit également les entretiens entre la France et le commandement viet-minh et se rend compte que la défaite sur le terrain a été puissamment aidée par une défaite sur le plan de l'information. Il quitte l'Indochine la tête pleine de théories sur la guerre subversive, sur la façon de mener — et de gagner — une guerre psychologique. L'âme pleine de la rancœur et de l'amertume du vaincu. Et il retourne au Maroc à la tête du 2e bureau. Là encore pour les officiers comme Gardes l'affaire est douloureuse. Il revient à Paris et après un bref passage à la section Afrique du Nord du 2e bureau, il est nommé patron du service presse-information au cabinet de Chaban-Delmas. Une autre aventure commence. Le 13 Mai. Puis l'Algérie, où il s'occupe activement de la préparation psychologique du référendum. Cette fois le terrain est favorable. Il faut gagner cette guerre dans la foule. Ce sera la foule des djebels, des villages kabyles, des villes de la Mitidja, d'Oran, de Constantine, d'Alger au lieu de celle des rizières. Il a retrouvé à travers ce qu'il appelle « les ficelles de la presse » cette guerre subversive menée et perdue en Indochine. Ici,

c’est sûr, on la mènera au succès. Début novembre 1958, il prend les consignes du colonel Feaugas et dirige la partie militaire du *5*^e^bureau. Au départ de Salan il est nommé à la tête du 5e bureau.

Delouvrier et Challe apprennent à connaître cet homme de taille moyenne, aux joues creusées, l’œil illuminé d’un feu intérieur qui le dévore. Le visage est pâle, bleuté d’une barbe dure. Les deux patrons de l’Algérie apprécient sa totale conviction, son honnêteté, sa franchise, son courage. Mais l’entourage de Delouvrier, en contact fréquent avec Gardes — le 5e bureau dépend en partie des services civils —, constate chez lui, dès que l’on sait que l’intégration n’est pas la solution choisie par De Gaulle, un net changement d’attitude. Tandis que le Général parle de « personnalité algérienne », terme repris dans ses allocutions par le général Olié à Constantine, Gardes durcit sa position. Le 5e bureau est plus Algérie française que jamais. Le responsable de la presse au cabinet Delouvrier, Philippe Thibaud, s’inquiète. Il voit le patron du 5e bureau se transformer de semaine en semaine. « Il se montait la tête avec loyauté, dira-t-il, il s’auto-intoxiquait. Convaincu de sa mission il s’était enfermé dans un système de pensée et de travail comme dans un cocon. »

Gardes est un mystique. Il détient une mission et les moyens de l’accomplir. Il est prêt à tout pour y parvenir. Avec certains de ses compagnons que nous verrons plus tard, il en arrive à ne plus être là pour appliquer la politique de la France mais pour en créer une conforme à ses désirs, à ses promesses. Au cours des semaines qui viennent, ces hommes vont unir leurs efforts pour l’appliquer quitte à balayer ceux qui se mettront en travers. Où qu’ils se trouvent.

À l'heure de l’autodétermination il est temps d’expliquer ce qu'était ce 5e bureau dont le rôle avait été, était et allait être si important.

Son histoire est mouvementée. Avant 1940 on avait décidé d’adjoindre un 5e bureau aux quatre existant déjà au sein de chaque état-major[2]. Son rôle était de s’occuper en particulier des « menées antinationales ». Cela n’avait pas très bien marché. Il avait été supprimé pour réapparaître en Indochine. Là encore il avait fait long feu. On ne savait jamais très bien quelles devraient être ses attributions. En Algérie, c’était différent. Dès 1957, l’action psychologique lui avait été confiée. On a vu l’importance du rôle joué par le colonel Lacheroy, puis Goussault et consorts dans le 13 Mai, et surtout dans la préparation des élections. Dès 1958, le 5e bureau se vit confier trois missions bien précises : la prise en main de la population, la « protection du moral de l’armée » et la « protection du moral des populations ». Lacheroy, puis Gardes donnèrent à ce 5e bureau, dont ils avaient très vite saisi l’importance, une ampleur extraordinaire. Les slogans peints sur les murs des fermes, sur les rochers des djebels, les affiches de propagande, les émissions de radio, les journaux du style *Bled*, les slogans hurlés par haut-parleurs, les contacts avec les « musulmans fidèles », les campagnes contre les journaux « progressistes » qui protestaient contre les moyens employés pour la pacification, c’était le 5e bureau.

Lorsque Thibaud avait pris en main la direction de la presse au Gouvernement général, il s’était rendu compte de l’activité tentaculaire — et aussi de l’efficacité — du 5e bureau. Voulait-on la diffusion de cinq cents tracts dans tel douar ? C’était fait en un

temps record par le 5e bureau qui disposait de moyens énormes. La moitié de ses ressources financières venait d'ailleurs du service d'information du cabinet Delouvrier. Et Thibaud, qui devait par ce biais contrôler son action, avait reconnu que les moyens administratifs habituels par le canal des préfets et sous-préfets n'arrivaient pas à la cheville du tout-puissant service du colonel Gardes. Ni l'efficacité ni la rapidité n'étaient comparables !

L'importance politique du 5e bureau était essentielle. C'est lui qui était chargé de la diffusion — dans le cadre de l'action psychologique — des idées-force du gouvernement. Dès le 13 Mai, le 5e bureau avait suivi la ligne : l'Algérie, c'est la France, développant ainsi les thèmes de l'intégration. Très vite, Delouvrier avait constaté que le service d'action psychologique continuait à suivre cette ligne sans tenir compte des directives provenant de Paris à travers son cabinet. Alors qu'il ne faisait aucun doute que l'Élysée avait définitivement rejeté l'intégration, le 5e bureau continuait à en exposer et développer les « avantages ».

« On avait l'impression que si la directive n'était pas strictement conforme à la « politique » du 5e bureau, me dira plus tard Philippe Thibaud, elle ne passait plus. On sentait que cet outil parfaitement rodé nous échappait des mains. Ce bureau militaire risquait non seulement de ne plus être au service de la politique gouvernementale, mais encore de faire cavalier seul en propageant sa politique. Subconsciemment on se rendait compte que cela pouvait donner jour à toutes sortes de mouvements. Il était pourtant impossible de le supprimer car il était utilisé sur d'autres plans par le commandement militaire et avec profit ! Il fallait le reprendre en main. Car c'était tout de même notre *seul* moyen de toucher les populations locales. »

Ce refus d'explication des thèses gouvernementales allait apparaître au grand jour à l'occasion du discours du 16 septembre.

Gardes avait pris sa décision. Autodétermination, soit ! mais il n'expliquerait et ne diffuserait qu'une seule des trois options : la francisation. Cette fois, le colonel était décidé à s'opposer ouvertement à la politique de Paris. Et il n'était pas le seul.

L'armée avait accueilli l'autodétermination avec méfiance mais sans hostilité. Le choix entre les trois solutions impliquait pourtant à ses yeux le risque d'un changement de politique à Paris et l'éternelle question se reposait : « Pourquoi combattons-nous ? Comment expliquer cela aux musulmans qui luttent à nos côtés ? » Sentimentalement, une grande partie de l'armée — en particulier les officiers S.A.S. et ceux qui dans leur secteur étaient en contact permanent avec la population — était plus proche des musulmans que des pieds-noirs. Challe l'expliquait ainsi : « Les musulmans ont besoin de nous pour leur sécurité et leur promotion. Les Européens, eux, voient simplement en nous les garants de leur sécurité. » Heureusement il y avait les succès militaires. L'autodétermination choquait politiquement mais la plupart des officiers se disaient qu'en gagnant sur le terrain, la partie pouvait être sauvée. Il fallait convaincre De Gaulle que, le problème militaire réglé, la masse musulmane libérée de l'emprise des fells souhaiterait que la France restât en Algérie. Peu importait la forme que prendrait cette présence.

Au cœur des combats, au P.C. de l'opération « Jumelles » qui poursuivait son

écrasement systématique de la wilaya kabyle, le général Gracieux et son état-major pensaient que « De Gaulle était farfelu mais qu'on allait lui montrer, en gagnant la guerre, que ça pouvait « coller » et qu'il pourrait trouver la solution la plus française ».

Le commandant en chef, lui, était plus inquiet. Jusqu'au 16 septembre, l'ambiguïté avait été complète. Le discours du chef de l'État en apportant l'autodétermination ne l'avait pas levée pour autant. Au cours du voyage présidentiel, Challe et Delouvrier avaient eu l'occasion de déjeuner dans l'avion avec De Gaulle. C'était un fait rarissime car le Général restait toujours seul dans sa *Caravelle*, appelant successivement les collaborateurs dont il avait besoin. Au milieu du repas, Delouvrier avait pris son courage à deux mains et avait interrogé De Gaulle sur la « meilleure solution ».

« Mon général, pour qu'il n'y ait pas d'erreur d'interprétation je voudrais vous poser une question. Lors d'un éventuel référendum il serait difficile de demander à l'armée de rester neutre., La solution qu'elle devrait appuyer serait bien l'association, car les deux autres solutions paraissent impossibles ? »

À cette question directe, De Gaulle n'avait répondu qu'en détournant la conversation. Au café, Delouvrier avait renouvelé sa question. Pas plus de réponse. Le soir même, pour la première fois, Challe et Delouvrier s'étaient opposés. Chacun d'eux tirant argument du silence présidentiel pour justifier ses préférences. Dès lors, il y eut une faille dans ce bloc uni que constituait le tandem Challe-Delouvrier.

Challe décida de se taire tant qu'il ne recevrait pas de directives claires de Paris. À son avis tout se réglerait au cours de la réunion du Comité de défense nationale qui devait se tenir le 19 septembre à l'Élysée et à laquelle assisteraient les ministres intéressés par le sujet à l'ordre du jour : la politique des effectifs militaires en Algérie.

Challe était persuadé que, après sa déclaration du 16 septembre, le Général allait lui retirer des troupes. À la réunion de l'Élysée, pendant vingt-cinq minutes le commandant en chef expliqua donc que — « contrairement aux bruits qu'il avait entendus » — il ne pouvait être question de lui enlever des effectifs au moment où la victoire était en vue et où il était capable de grossir ses réserves générales pour arriver plus tôt que prévu au succès définitif. « Je ne demande pas plus de troupes, conclut-il, mais je ne veux pas qu'on m'en enlève ! » Il s'apprêtait à une dure bagarre avec les ministres intéressés, en particulier avec le ministre des Finances, lorsque De Gaulle dit simplement : « Messieurs, je crois que le général Challe a raison. Je vous remercie. » La séance était levée. Trois jours après le discours sur l'autodétermination, le commandant en chef — à son grand étonnement — se retrouvait avec ses effectifs intacts et la possibilité d'accélérer la fin de la guerre.

Francisation, association... Challe pensait avec lucidité que l'intégration était une motivation assez récente des pieds-noirs pour que l'on n'attache pas trop d'importance aux mots. L'important était la volonté qui était derrière. Plus que jamais il était bien décidé à gagner la guerre et à appliquer sa politique : faire de l'armée le champion de la décolonisation par promotion. La pacification terminée, la rébellion écrasée, l'armée était seule à pouvoir imposer aux Européens d'Algérie les réformes indispensables. « À un peuple peu évolué, dira Challe, il faut un corset : un dictateur et un parti unique. Nous avons l'ambition d'éviter les deux. Alors il faut bien un peu de paternalisme. »

Les contacts du colonel Gardes avec les mouvements nationaux, patriotiques et d'anciens combattants se multipliaient. La, mission de protection du moral des populations, qui incombait au 5e bureau, justifiait tout à fait les rapports qu'entretenait le colonel avec ces groupes divers. D'autant que, depuis le 16 septembre, le commandant en chef l'avait chargé d'une mission bien particulière : créer une « Fédération des U.T. et des autodéfenses ». Cette décision, qui va jouer un rôle d'une extrême importance dans les semaines à venir, explique mieux qu'un long plaidoyer l'esprit de confusion qui régnait alors à l'échelon le plus haut.

Le mardi 18 septembre Challe avait convoqué le colonel Gardes ainsi que le colonel Bouthier et le général Lancrenon :

« Nous sommes bien d'accord, dit le commandant en chef, l'armée marche sur la voie de la deuxième solution : la francisation. Vous le direz à vos subordonnés mais vous donnerez, verbalement vos instructions. Vous ne l'écrirez pas. »

Et puis, quelques jours plus tard, Gardes, qui avait préparé une fiche d'action psychologique traduisant le « choix » de l'armée parmi les trois solutions proposées, vit son travail « mis sous le coude » par le commandant en chef. Gardes dira : « J'avais l'impression que des « impulsions » étaient venues de Paris et que l'on me disait : « Minute, ce n'est peut-être pas tout à fait cela. » Alors on a essayé d'être moins clair, d'être moins net. Nous y sommes à peu près arrivés et ce n'était pas facile. »

Une nouvelle fois les craintes de Thibaud s'avéraient. Ne passaient que les directives « conformes » à l'esprit du 5e bureau ! Quant au choix entre les trois solutions on n'en parlait plus. Delouvrier eut à ce propos plusieurs conversations avec le colonel Gardes qui refusa absolument de se rallier aux trois options. Seule la « solution la plus française ».était admise. Le délégué général, qui, lui aussi, essayait de calmer les esprits en multipliant les déclarations rassurantes, commença à s'irriter sérieusement de l'obstruction systématique du 5e bureau. Lorsqu'il s'en ouvrit à Challe celui-ci le convainquit que « tout cela n'était pas bien sérieux ni bien méchant ». D'ailleurs Challe pensait que Gardes s'était « rendu à ses raisons » et qu'il allait pouvoir développer ses idées de fraternisation et d'égalité complète au sein de la « Fédération des U.T. et autodéfenses » dont le commandant en chef avait décidé la création.

Challe entendait ainsi répondre à cette troisième force dont on lui rebattait les oreilles. « Une troisième force en temps de guerre de subversion, disait-il, c'est une absurdité. La masse ne peut se polariser qu'aux extrêmes. Et elle ne le fait que quand elle ne peut plus faire autrement. Son principal souci étant de ne pas choisir le vaincu ! En revanche, nous pouvons travailler à mettre ensemble les aspirations des pieds-noirs et des musulmans dans une structure qui par elle-même se sentira relativement forte. »

Et la mirifique idée était née : fondre à l'intérieur d'une même fédération ces dizaines de milliers d'U.T., européens à plus de 80 p. 100, et les membres des deux mille cinq cents villages constitués en autodéfense ! Challe se persuadait que, la paix revenue, il pourrait disposer de cette force considérable au sein de laquelle pieds-noirs et musulmans dialogueraient et sur laquelle l'armée aurait barre.

« Il fallait, dira Challe, que les uns comprennent les motivations des autres. Unis dans le même idéal et soumis aux mêmes contraintes militaires les membres des deux communautés devaient ouvrir le dialogue. Je ne voyais pas d'autre moyen efficace. »

Gardes allait se plonger à corps perdu dans la réalisation de cette idée. Faire passer à

travers un organisme immense tout ce que l'armée avait à dire, voilà qui répondait à ses vœux. Pendant quelques semaines il crut sincèrement à la possibilité d'une nouvelle fraternisation provoquée de toutes pièces par l'armée. Il avait décidé des « colloques » entre Européens et musulmans dans chaque quartier, dans chaque village, au cours desquels l'armée développerait ses idées les plus chères : se pencher sur la vie et les difficultés des plus déshérités, participer à la promotion des plus pauvres. À Alger les musulmans et les petits Blancs de Bab-el-Oued, ceux que l'on connaissait si mal ! Parallèlement, le 5e bureau entendait convaincre les pieds-noirs qu'ils faisaient fausse route en refusant de perdre leurs privilèges. Gardes — cela peut surprendre quand on connaît la suite de l'histoire, mais c'est une réalité qu'il convient de ne pas cacher — était un des plus sévères critiques de l'esprit pied-noir. À plus d'une reprise il fut, en paroles, extrêmement dur à leur égard. Là encore, l'intégration — aujourd'hui la francisation — qu'il défendait était un fait qui devait se réaliser selon le processus prévu par l'armée, disons une certaine armée. Gardes partageait sur ce point l'avis de Challe : « Il faut obliger les Français d'Algérie à accepter l'intégration réelle. Il est nécessaire de changer leur mentalité. Les musulmans doivent être leurs égaux ! »

La Fédération pleine de ces beaux sentiments était en route. Le fer de lance des Barricades était constitué.

L'autodétermination avait provoqué la stupeur puis la rage chez les Européens d'Algérie. Dès le lendemain, le M.P. 13 de Martel s'était élevé « avec honte et indignation contre la proposition de sécession, véritable insulte à nos morts et atteinte à notre dignité de Français ». Les élus algériens s'étaient prononcés pour la francisation. Les anciens combattants, dans le n° 36 de leur bulletin d'information et de liaison, avaient démontré l'« illégalité de cette inadmissible déclaration du 16 septembre ». Les prises de position étaient d'autant plus vives que dans la Mitidja et à Alger même les attentats avaient fait leur réapparition. Traquées par le plan Challe, les unités de l'A.L.N. n'avaient plus que ce moyen de manifester leur existence. C'était à nouveau l'engrenage répression-attentats aveugles dont les victimes étaient pour la plupart des fermiers innocents et leurs familles.

En outre le G.P.R.A., qui avait fait attendre sa réponse pendant douze jours, prenait une position qui ne pouvait qu'attiser la colère européenne. Ferhat Abbas prenait acte du droit à l'autodétermination reconnu par le général De Gaulle mais estimait que « le libre choix ne pouvait s'exercer sous la pression d'une armée d'occupation ». Le G.P.R.A. se déclarait « prêt à entrer en pourparlers avec le gouvernement français afin de discuter des conditions politiques et militaires du cessez-le-feu, des conditions et des garanties de l'application de l'autodétermination ».

De son côté, Krim Belkacem déclarait quelque temps plus tard aux *djounoud* de l'A.L.N. : « Votre lutte a obligé l'ennemi à-parler d'autodétermination, revenant ainsi sur le mythe répété de l'Algérie française. Son recul est le fruit de vos efforts. »

C'était de l'acide sur une plaie ouverte. Il était clair pour les mouvements activistes qu'il était temps de faire revenir De Gaulle sur l'autodétermination et de refaire un 13 Mai... Un vrai. Qu'on ne leur volerait pas ! L'heure de Jo Ortiz avait sonné aux Trois Horloges de Bab-el-Oued. Le cafetier du Forum n'avait pas l'intention de la laisser passer.

QUATRIÈME PARTIE

LA RÉVOLTE

En quelques semaines Alger perd la tête. Il est une fois de plus désemparé. Désespérément, il se cherche un maître. Un maître qui le soulage, qui lui dise les mots qu'il attend, qui lui prouve sa force, qui lui rende l'espoir car avec les lourds nuages gris de l'automne qui plombent le ciel de la ville l'angoisse s'est emparée des esprits. Tout est en place pour une nouvelle explosion. Le mélange détonant de peur, de panique, de colère, de haine est prêt. Il n'y manque qu'une mèche. Jo Ortiz sera tout à la fois la mèche et le maître.

À la mi-octobre, l'indignation provoquée par l'annonce de l'autodétermination est tombée. L'Assemblée nationale a approuvé le projet. Neuf députés dont le colonel Thomazo, Léon Delbecque, Arrighi, Biaggi et Battesti ont bien démissionné de l'U.N.R., mais au moment du vote cinq ont voté pour le gouvernement, les quatre autres se sont abstenus ! Deux « grands » noms seulement ont voté contre : Georges Bidault, qui veut jouer un rôle à Alger et a créé, dès le 19 septembre, le Rassemblement pour l'Algérie française, et Pierre Lagaillarde qui reste fidèle à lui-même bien qu'à Alger sa cote ait considérablement baissé. Bref, c'est l'échec cuisant des parlementaires « Algérie française ». En Algérie, l'armée est toute à sa guerre. Abattus, les leaders des mouvements patriotiques baissent les bras. L'indignation est au creux de la vague. Elle fait place à la crainte de l'avenir. On attend, le dos rond, la prochaine « catastrophe ». C'est ce moment que choisit Ortiz. C'est merveilleusement joué. Alors que tous « décrochent », découragés, il reprend le flambeau et l'arrose de pétrole. « Nous irons jusqu'au bout, s'écrit-il dans son café du Forum, même les armes à la main nous défendrons notre Algérie française. »

Son F.N.F. (Front national français) devient le seul mouvement qui s'oppose ouvertement à De Gaulle. Il multiplie les réunions publiques. Les slogans les plus explosifs soulèvent l'enthousiasme d'une population hier désespérée :

« Pour nous désormais c'est la valise ou le cercueil » ;

« La détermination des Français d'Algérie vaincra l'*auto-détermination* de De Gaulle » ;

« Nous ferons la révolution les armes à la main. Alger deviendra Budapest, mais nous resterons. »

Cris, hurlements, adhésions par milliers au F.N.F. ! Ortiz devient « le Chef ». Son rêve. Il est appuyé dans cette conquête du pouvoir sur la foule par un état-major dont la tête, on l'a vu, est Susini, mais qui se gonfle de trois éléments de choix : Laquière, Pérez et Ronda.

« Jackie » Laquière, avocat algérois, neveu du tout puissant président Laquière — qui sous la IVe » digérait les gouvernements avec un air de batracien satisfait » —, est un tenant de l'Algérie de papa que l'action directe est loin d'effaroucher. Il amènera au mouvement deux confrères qui vont faire les beaux jours des réunions publiques : Me Meningaud et Me Trappe. Eux ne travaillent pas dans le « délicat ». Ils parlent de révolution. Mettent en garde la population contre De Gaulle « aussi dangereux que le juif Mendès ». Car on ne fait pas le détail. On annonce la couleur. On est fasciste mais on se garde de prononcer le mot.

Ce n'est pas Jean-Claude Pérez, le médecin de Bab-el-Oued, qui les calmera. Au contraire. Le docteur Pérez, c'est de la dynamite. D'origine espagnole, les Pérez habitent Bab-el-Oued depuis Napoléon III, c'est dire que le docteur est un fils de la « famille

Hernandez ». De bistrot en réunion politique Pérez verse de l'huile sur le feu. Ce peuple de petits Blancs, les plus pauvres des pieds-noirs, il l'entraîne, le galvanise, joue avec sa fureur, fait de la surenchère et ce n'est pas difficile, Bab-el-Oued, c'est le carrefour de la Méditerranée avec sa joie de vivre mais aussi son exagération. Pérez va jouer pour Ortiz le rôle de sergent recruteur. Car « le Chef » aura besoin d'une légion, d'une force paramilitaire. Et là, les troupes de choc poujadistes, les contre-terroristes de l'époque de la villa des Sources et du bazooka ne seront plus suffisants ! Alors Pérez recrute des « durs », des « mecs », des « qui-en-ont-des-grosses » et sont prêts à le montrer ! Car il faut le montrer. Alger va découvrir dans quelques semaines, lors de la visite de Georges Bidault, les forces de l'O.P.A.S., la milice privée d'Ortiz. Uniformes, chemises militaires kaki, brassards à croix celtique ! Et bien sûr des armes. Des armes partout !

Le troisième personnage de l'état-major du « Chef » est prêt à en fournir plus encore. Ronda, le capitaine Ronda, fils de Bab-el-Oued et fabricant de pantoufles et d'espadrilles, est en effet le patron des U.T. de choc. Son pouvoir, sa popularité sur l'ensemble des U.T. algérois — ils sont vingt-deux mille à faire un jour de service tous les dix jours — est immense. Mais les territoriaux sont pour la plupart de braves pépères en treillis plus fait pour taper la carte en surveillant une usine ou un poste en ville que pour faire le coup de feu. En revanche, les U.T. de choc, eux, sont sélectionnés. Ils participent aux opérations militaires dans l'Algérois et, depuis quelques mois, contrôlent littéralement certains quartiers populaires musulmans. Ronda amène les U.T. par milliers au F.N.F. Quant aux U.T. de choc, sans exception, ils vont apporter leurs armes, leur entraînement, leur détermination, à Ortiz qui, par Ronda interposé, en devient le véritable chef.

Les U.T. de choc sont nés de la réflexion du colonel Thomazo, patron des U.T., qui a constaté que l'unité blindée territoriale a puissamment contribué, au 13 Mai, à l'installation du nouveau régime. Pourquoi pas, pour consolider cette unité blindée, un ensemble de commandos de choc, légers, mobiles, bien armés ? On demande aux cinq compagnies du 11e B.U.T. (bataillon d'unité territoriale) de recruter des volontaires pour créer une compagnie de « durs » prêts à combattre aux côtés de l'armée. Au P.C. du 11e B.U.T., rue de l'Abbé-de-l'Epée — cette adresse reviendra souvent au moment des Barricades — les adhésions arrivent rapidement. Plusieurs centaines de volontaires sont placés sous les ordres du capitaine Ronda. Au lieu de donner un jour sur dix aux U.T. ils effectueront une période de quatre jours par mois. On leur donne un uniforme particulier : treillis mieux taillé et béret noir. Et surtout ces U.T. de choc gardent paquetage, armes et munitions chez eux. Un système de mobilisation en une heure est mis au point. La compagnie compte cent quatre-vingts hommes en permanence effectuant leur tour de service quatre jours par mois. Cela représente plus de douze cents hommes armés de pied en cap, prêts à répondre au moindre appel dans un délai d'une heure !

La 2e compagnie de ces U.T. de choc qui dans quelques semaines va devenir le noyau des combattants des Barricades est commandée par le lieutenant lourde dont l'adjoint et « commissaire politique » est le lieutenant Bernard Mamy que nous avons déjà rencontré à l'antenne de Chaban-Delmas et lors des événements du 13 Mai. Redevenu civil, il est entré aux U.T. de choc sur le conseil de Thomazo qui, à l'époque du « soulèvement » de la Corse, l'a fait nommer secrétaire général civil de l'île ! Bernard Mamy est le type même de l'homme du 13 Mai qui a vu s'échapper « sa » révolution. Avec dégoût il a

assisté à la lutte pour les places, pour le pouvoir. Ses amitiés fascistes avec Le Pen, avec les frères Sidos, ont repris le dessus. Il a quitté les gaullistes, qu'il avait aidés, pour se lancer à fond dans la lutte d'extrême droite. Avec Jeune Nation, avec les hommes du Mouvement communautaire socio-européen, il a manifesté, troublant les réunions du Mouvement Algérie française qui, à leurs yeux, a trahi l'esprit du 13 Mai. On échange des injures, des coups ; les fausses accusations fusent. On traite Bernard Mamy de *Waffen S.S.* ! Il a vingt-six ans en 1959 ! C'est ridicule mais tout son passé d'enfant écorché vif lui remonte au visage.

Son père était célèbre. On le connaissait sous le nom de Paul Riche. Compagnon de Dullin, chez qui il a créé *Knock* et *Six Personnages en quête d'auteur,* il s'est tourné vers le cinéma avec Pagnol et Féréol, qui commençait d'être connu sous le nom de Marcel Achard. Pierre Prévert a été le parrain du petit Bernard né en 1931. Touche-à-tout talentueux Paul Riche est passé à la photographie. Il travaille sur *l'Agonie des aigles*et *Angèle.* Puis écrit pour le cinéma, crée une compagnie de production qui permet à Dédé de *Montmartre* de voir le jour et à Albert Préjean de confirmer son accession au monde des « étoiles ». Franc-maçon, vénérable de la loge Ernest-Renan du Grand Orient, Paul Riche revient écœuré de la guerre de 1940. Tandis que certains pensent à la clandestinité, gagnent Londres ou se taisent, lui attaque dans *le Pilori,* dont il est rédacteur en chef, puis dans *L'Appel*, qu'il dirige de 1941 à 1944, les deux « responsables de la guerre » : le juif et le franc-maçon. Pour faire bon poids il dénonce le prétendu complot de la Synarchie, ce qui lui vaut même quelques ennuis de la part de ses amis allemands. Puis c'est la fin de la guerre, la libération. Il faut payer. Paul Riche se livre. Bernard Mamy a quatorze ans. Il voit son père en prison. On le chasse des scouts : « T'es le fils d'un traître, tu ne fais plus partie de la troupe ! » Pendant près de cinq ans il visitera son père à Fresnes. Il le voit les chaînes aux pieds — il a été condamné à mort — et l'enfant, qui ne peut ni ne veut juger les actes commis, ne se souviendra que de ce regard, de ces chaînes et des belles lettres que lui envoie son père. En 1949 Paul Riche est le dernier fusillé de l'épuration. Bernard Mamy a dix-huit ans, le cœur plein de rage et de haine, l'esprit à la vengeance. La fascisme l'appelle. Il vend *Parole française,* un journal d'extrême droite et peut lire un jour dans *L'Humanité :* » Le fils de l'assassin vend *Parole française* place de Passy. Mauvais sang ne peut mentir. » Il sait où sont ses ennemis. À gauche. Et aussi chez les juifs, chez les maçons, chez les gaullistes. Son seul idéal, son seul espoir : le *Fascio.* Il se lie avec les frères Sidos qui créeront Jeune Nation, et qui ont eu la même jeunesse que lui — leur père commissaire de police a été fusillé à la Libération. Le Pen et « Babalou » Demarquet deviennent ses amis. Puis c'est l'Algérie. Là il oublie son antigaullisme pour ne voir que l'Algérie française. « Je suis des six ou sept, me dira-t-il, qui à la base ont ramené De Gaulle qui a fusillé mon père. Mais le chapeau Algérie française couvrait tout. C'était suffisant. »

L'évolution de la politique, le refus de l'intégration, l'autodétermination offerte aux Algériens, autant de griffes qui arrachent la croûte bien mince recouvrant la plaie qui le ronge depuis son adolescence. Il avait cru tout oublier. Il avait cru que l'Algérie française serait son renouveau. Et il a été trompé. Alors il se lance dans la bagarre. Il passe plus de temps dans les U.T. de choc qu'à la vie civile. Les armes à la main il va suivre Ortiz et tous ces petits pieds-noirs qui ne veulent pas se laisser faire. Depuis

juillet sa compagnie contrôle les quartiers musulmans de Montplaisant et Beau-Fraisier : trois cents Européens, dix-huit mille musulmans dont douze mille vivent dans deux bidonvilles innommables qui sont la propriété de Hamza, le musulman, et Macone, l'Italo-Maltais. Deux crapules. Macone laisse construire des baraquements sur son terrain et exige ensuite deux cent mille francs pour ne pas les détruire. Lorsque la famille « locataire » quitte un de ces terrains il revend la « clef » quatre-vingt mille à cent mille francs ! Macone est répugnant, il élève des cochons dans les ordures. « Des cochons, ricane-t-il, comme ça ces fumiers de ratons me les boufferont pas. » Macone l'Italo-Maltais a la gueule de ces porcs, rose et ridée. Dans son bidonville, il touche une commission sur tout. Même sur l'eau. Il a installé un tuyau, un robinet et fait payer un franc le seau ! Bien sûr, Macone est ultra et depuis toujours les « grossiums » d'Alger le protègent. Par réaction contre les Arabes, les gars de la compagnie d'U.T. où arrive Mamy, les Lopez, les Renucci, sont tous des « Macone ». Mamy réagit. « Moi, je ne serai jamais un Macone. » Et il prend en main ses lascars. Oh ! pas des tendres les petits Blancs, juifs misérables, Maltais, Espagnols ! Ils jouent volontiers de la mitraillette. Il s'agit de les politiser. Mamy est là pour ça, pour leur faire partager l'idéal de l'armée, la thèse Gardes, Challe, etc. « Les musulmans sont nos égaux. C'est à ce prix que vous obtiendrez la véritable intégration. » Il faut en faire les « maîtres à penser » de dix-huit mille « Arabes ». Ils doivent être pompiers, sages-femmes, maires, médecins, le bon Dieu et Allah ! Et ce n'est pas facile car ces pieds-noirs sélectionnés, des anciens paras, des anciens des troupes de choc, parlent surtout de « leur » Algérie française. L'un des sergents-chefs, membre du F.N.F. d'Ortiz, a tôt fait de les enrôler dans le mouvement du grand Jo. « Et les melons, dit-il, vous allez voir si la mitraillette elle va partir. » C'est plutôt le côté flic que le côté nourrice qui l'intéresse ! Et sur ce plan il y a à faire. Car les U.T. de choc « assurent la sécurité » à Montplaisant et à Beau-Fraisier. Mamy s'est révélé un chef. Il a remis de l'ordre dans le poste des zouaves « où c'était le bordel et où chacun avait sa pépée musulmane » ! Tout le bidonville, soigneusement marqué et fiché par le D.P.U. créé par Trinquier à l'époque de la « bataille d'Alger », est fouillé. On multiplie les patrouilles, les perquisitions de nuit, on réveille les gens, on enfonce les portes « Toi, le melon, ta gueule... ». On développe les dénonciations, et on obtient des résultats. Mamy trouve des bombes ; ses hommes arrêtent des gens. Comme ce type kabyle, producteur à la radio, chez qui on a trouvé un obus de 75 avec une patte de piégeage ! Sa villa au-dessus de Beau-Fraisier a été fouillée, le Kabyle arrêté... mais c'est tout juste si Mamy ne s'est pas fait taper sur les doigts ! Le producteur a été relâché. Un scandale. « C'est sûr, il est soutenu par des officiers procommunistes de l'état-major ! », dit-on sans rire chez les U.T. de choc !

Mamy, le « pato » qui se balade avec un Smith et Wesson 38 spécial police sur la hanche, devient très populaire parmi ses hommes en descendant sur place un terroriste qui a tiré sur lui. La cartouche n'est pas partie. Mais le Smith et Wesson a craché. Le suspect abattu est exposé sur la place du village. « Un exemple rapide et bien fait. » Massu colle quinze jours d'arrêts de rigueur à Mamy qui s'en moque car désormais « on lui fout la paix ».

L'équipe des U.T. de choc est rodée, prête à agir pour l'Algérie française. D'autant plus que maintenant on ne se sent plus isolé. La création de l'amicale des U.T., que Gardes a placée sous la présidence du commandant de réserve Sapin-Lignières, facilite

les contacts et les transmissions. De plus en plus l'idée d'un nouveau 13 Mai sourd dans les conversations. On en a marre. Il faut faire revenir De Gaulle sur son autodétermination. On se le dit, on se le répète en bichonnant chez soi les colts, les Thompsons, les garants, les F.M. Bar, toute ces bonnes armes américaines dont l'autorité militaire a généreusement doté chaque membre des U.T. de choc et des U.T. blindées.

Sur l'ordre de Challe, le colonel Gardes contrôle la Fédération des U.T. Il voit très souvent Ortiz et les membres de son état-major. Cela entre dans sa mission de « protection du moral de la population ». Et Ortiz, le malin Ortiz, y voit un avantage immense. La fréquence de ses contacts avec le chef du 5e bureau lui donne vis-à-vis des membres du F.N.F. et de la population européenne un atout majeur. Il apporte ainsi la « preuve » du soutien et de l'appui que lui prodigue l'armée ! Cela tombe sous le sens ! Sans quoi, jamais il n'aurait pu donner une telle ampleur au F.N.F. ni tenir tant de réunions publiques !

L'élection de Susini à la tête de l'Association générale des étudiants est une nouvelle preuve de la sympahie de l'armée à son égard. Car la « tête pensante » du F.N.F. n'est élue que grâce au soutien du chef du 5e bureau qui publiquement abat une partie de ses cartes. Le candidat présenté par le colonel Fonde, qui a été nommé à la tête du secteur Alger-Sahel, se retire et celui de Lagaillarde ne fait pas le poids.

Gardes est décidé. Cet officier, dont on sait que ses idéaux n'ont rien à voir avec ceux d'Ortiz et de ses nervis, se compromet avec lé bistrot du Forum. C'est une forme de désespoir. Il est prêt à s'allier avec le diable pour obliger Paris à pratiquer une politique qu'il estime être la seule bonne. Gardes ne se met pas au service d'Ortiz, il veut *se servir* d'*Ortiz*. Il n'est pas le seul. Son ami Antoine Argoud, chef d'état-major de Massu au corps d'armée d'Alger, partage la même opinion. Pour lui aussi la seule solution pour sauver l'Algérie française est de faire revenir De Gaulle sur sa décision. Ces colonels sont persuadés que le 13 Mai est revenu. Et qu'ils vont gagner.

L'importance d'Antoine Argoud dans le mouvement qui se prépare est très grande car il est un des officiers supérieurs les plus intelligents et les plus respectés de l'armée d'Algérie. Sa carrière est extraordinairement brillante. Polytechnicien, magnifique cavalier, stratège hors pair ; De Lattre, qui s'y connaît en hommes de valeur, se l'est attaché lorsqu'il est nommé inspecteur général de l'armée de terre. C'est Argoud qui met au point la fameuse brigade Javelot, prototype d'unité blindée rapide proposé au Pentagone. Puis il séjourne dans différents cabinets dont celui de Jacques Chevallier, alors secrétaire d'État à la Guerre. Son esprit critique allié à une intelligence puissante et profonde le font diversement apprécier. Par exemple, en 1955, il a été « viré » du ministère par le général Kœnig pour avoir critiqué sans ménagement des études de matériels blindés qu'il estimait inadaptés.

Antoine Argoud est un des rares colonels à n'avoir pas » fait » l'Indochine. Alors, c'est en Algérie qu'il découvre la guerre psychologique. Il découvre également combien l'armée traditionnelle soumise au carcan des lois civiles — l'armée en Algérie n'est pas en guerre — est dépourvue de moyens pour lutter contre les fellaghas et leur politique d'attentats. Dans son secteur de L'Arba il va faire régner une justice « expéditive » qui ne connaît que l'acquittement ou la mort pour les suspects. Il se fait juge unique et laisse « à titre d'exemple » les corps de ceux qu'il a fait fusiller « sécher » au soleil sur la place publique.

« Si j'avais appliqué la justice légale, expliquera le colonel, j'aurais eu l'impression de faillir à ma mission. Je ne voulais pas non plus appliquer certains procédés peut-être efficaces, mais qui n'étaient pas conformes à l'éthique occidentale ; alors j'ai décidé, bien entendu après y avoir mûrement réfléchi et ne me dissimulant pas du tout les inconvénients du système ; j'ai appliqué cette justice personnellement sous ma propre responsabilité, c'est-à-dire que je fusillais, après une enquête précise, serrée, aidée par les inspecteurs de la police judiciaire, les assassins ou les responsables, sur la place publique. »

C'est à L'Arba, durant cette expérience, qu'il jette les bases d'une doctrine qui s'appuie essentiellement sur une justice « simple, équitable et efficace ». En cent quatre-vingts jours, Argoud pacifie sa ville. C'est la terreur. Son nom est prononcé dans le djebel avec crainte et avec haine. Mais si L'Arba est parfaitement calme, les méthodes expéditives du colonel font monter au maquis de la wilaya 4 une grande partie des jeunes hommes de la région. En 1957 il est rappelé à Paris par Chaban-Delmas, ministre des Armées, puis fait un long séjour en Allemagne. Il ne participe que de loin aux événements du 13 Mai. En ce mois d'octobre 1959, il n'est revenu à Alger que depuis quelques semaines. Massu l'a affecté à *son* état-major à la caserne Pélissier et lui a confié une mission de contact et de « surveillance » des mouvements activistes.

Ortiz, Martel, Susini, Lagaillarde, le docteur Lefebvre font la connaissance de ce petit homme, toujours fagoté à « l'as de pique » comme s'il n'arrivait jamais à trouver de vêtements à sa taille. Ils sont vite séduits par son extraordinaire magnétisme, par sa foi profonde, par son enthousiasme communicatif.

Gardes et bien d'autres officiers voient en lui l'homme qui exprime le mieux, grâce à une dialectique redoutable, leurs craintes, puis leurs critiques face à la politique élyséenne. Depuis le 16 septembre, lorsqu'il parle de De Gaulle, le beau visage régulier d'Antoine Argoud se crispe, ses yeux marron lancent des éclairs, son verbe s'enfle, « démesure ». Il devient très vite le voltigeur de pointe de l'équipe des mécontents. Il partage avec Gardes le puritanisme, l'ascétisme et une foi catholique profonde. Pour lui aussi la défense de l'Algérie française s'assimile à celle de l'Occident chrétien. Il s'en estime le croisé. Son influence sur ses camarades et même sur son patron, Massu, le grognard fidèle, grandit de jour en jour. Le janséniste Antoine Argoud est assuré de détenir la vérité. Une vérité qu'il faut faire triompher par tous les moyens. Il y a chez Argoud comme chez Gardes une certitude mystique qui les entraînera dans toutes les aventures. Pour l'heure il s'agit de faire revenir De Gaulle sur l'autodétermination. Et dans ce cadre, Ortiz et ses hommes lui paraissent de « braves gens profondément patriotes ».

Un autre colonel, subtil dialecticien lui aussi, vient compléter le triumvirat de choc, c'est Broizat, le « moine », que nous connaissons bien depuis le 13 Mai. Il est chez Massu et commande le 1er R.C.P. Il sera l'un des hommes clefs du drame du 24 janvier.

Et Massu dans tout cela ? Eh bien, Massu s'informe, ouvre les oreilles, les yeux. Il est superpréfet et commandant du corps d'armée d'Alger. Il doit faire la guerre et faire de la politique. Dans son esprit comme dans celui de la plupart des officiers, du lieutenant S.A.S. au commandant en chef, lés deux sont liés. Comme il n'est pas fana du plan Challe qui à ses yeux s'occupe de casser du fell sans se soucier suffisamment de la prise en main de la population, il s'occupe surtout de politique. Et il a fort à faire. Il sent que ça

« grenouille » du côté des activistes et cette fois s'il se passe quelque chose il ne veut pas se faire « fourrer » comme au 13 Mai où il n'était au courant de rien. En cette fin d'automne de 1959, les activistes, c'est Ortiz et ses hommes. Tous les autres se sont ralliés à sa bannière. Massu est persuadé de « tenir » le cafetier du Forum. D'abord il y a Argoud qui le surveille de loin, ensuite Navarro, le commandant qu'il a délégué à la préfecture auprès des « personnalités » d'Alger, et enfin le capitaine Filippi, de l'action « psy », qui « marque » Ortiz comme dans un match des Cinq Nations ! Et puis Massu met la main à la pâte. Il voit personnellement Ortiz. Pas souvent. De temps en temps. Avec ses gros sabots il l'a « prévenu ».

« Ne faites pas de conneries, lui a-t-il dit après le 16 septembre, sinon vous me trouverez et vous le regretterez ! »

On se souvient du célèbre : « Les Européens, je les cintrerai ! » Mais Ortiz se fait bonhomme, gros chat ronronnant. Il sait qu'il ne peut rien sans l'armée. Il lâche une carte, il amorce :

« Mon général, je vous promets que si nous préparons quelque chose je vous en informerai personnellement quarante-huit heures à l'avance. »

Et Massu marche ! Il prévient même Challe et Delouvrier. « Il faut que je reste en contact avec ces ostro-goths ! » Radio-trottoir, dont Ortiz joue avec maestria, a habilement fait courir le bruit du « pacte » avec Massu. Preuve supplémentaire de la collusion entre le F.N.F. et l'armée. Cette fois, le mouvement d'Ortiz fait le plein. À Alger, à Oran, les inscriptions arrivent par milliers. Le mastroquet devient le grand homme. Avec sa garde prétorienne à croix celtique, avec ses armes, avec ses U.T. que « contrôle » Gardes, avec l'amitié des militaires, que ne pourrait-il réussir ?

L'ombre de Massu se profile derrière le visage lourd et régulier du « Chef ». Ce n'est pas fait pour lui déplaire.

« Colonel Fonde, vous êtes le nouveau commandant d'Alger-Sahel ?

— Oui, chère madame.

— Vous connaissiez l'Algérie avant ?

— Non. Ou très peu, au cours de quelques missions d'état-major. Je ne suis rentré d'Indochine qu'en 1956 et j'ai été affecté à l'état-major du général Ely, puis à celui du général Challe. C'est au cours de missions rapides que j'ai connu le général Massu. Mais je n'avais jamais servi en Algérie auparavant.

— Eh bien, cher colonel, voulez-vous que je vous dise, les Arabes — je les connais depuis toujours — ils étaient heureux avant. Ils ne souhaitent qu'une chose aujourd'hui, c'est revenir comme avant.

— Croyez-vous, madame ? Enfin, je me ferai une opinion sur place ! »

Fonde n'en croit pas ses oreilles. Il est, avec le général et Suzanne Massu, l'invité d'honneur d'une grande famille pied-noir qui vient d'offrir un déjeuner de vingt couverts en leur honneur dans sa splendide villa de Saint-Eugène, et c'est avec la maîtresse de maison qu'il vient, au café, d'échanger ce dialogue aberrant. Fonde n'est pas au bout de sa surprise. À l'heure des cigares, sur la terrasse, un verre d'alcool à la main, le maître de maison — l'une des puissances financières les plus intelligentes et les plus importantes d'Algérie — s'approche de Massu et de Fonde.

« Écoutez-moi, mon général, et vous, mon colonel. Tous les deux vous avez le pouvoir à portée de la main. Le colonel est responsable de l’ordre à Alger et vous, mon général, vous êtes le maître. On vous soutient. Ensemble nous créons une Algérie indépendante, moi je m'occupe des finances et on traite avec la France.

— Mais vous êtes tombé sur la tête ! explose Fonde, qui en a assez des mondanités. Ni Paris ni l’armée ne vous, laisseront faire. D’ailleurs coupés de la métropole, que deviendriez-vous ?

— Ne vous en faites pas. Les Américains sont avec nous ! Mais vous réfléchirez. »

Massu, lui, rigole franchement. Sans vergogne il se tape sur les cuisses. Fonde ne partage pas son hilarité. Tout cela n'est pas sérieux mais ce qui se prépare le semble bien plus. Ces gens ont toujours eu l’habitude d’imposer leur politique à Paris. Ils sont prêts à recommencer avec l’appui de certains militaires. Fonde est bien placé, pour le savoir.

Depuis le début de septembre il a succédé à Godard, Crozafon et Fossey-François à la tête du secteur Alger-Sahel. Delouvrier, qui prévoit depuis longtemps un changement de politique, a exigé « quelqu’un de neuf » à ce poste clef du maintien de Tordre. C’est tombé sur Fonde qui connaît tout le monde, Challe, Massu et les « colonels ». Cette nomination ne Ta pas enchanté car il se retrouve à ce poste délicat avec quatre patrons : le délégué général, le commandant en chef, Massu et le général Coste, commandant la zone d’Alger. Très vite il s’est aperçu des chausse-trapes et des difficultés qui l’attendent. Il n’ignore rien des manœuvres de Gardes, d’Argoud, de Broizat, mais se tient avec prudence et par conviction personnelle en dehors de tous les coups.

Le 5e bureau ? Il veut l’ignorer et ne rencontrera Gardes pour la première fois qu’au procès des Barricades. Il considère l’action psychologique comme indispensable en guerre subversive à condition qu’elle reste « à la botte » du commandement. Il n'a qu’une règle : l’armée doit être le reflet, la représentation du pays. On ne doit jamais risquer de la couper du peuple sous peine de catastrophe. Son credo c’est le règlement de discipline générale qu’on lit devant le front des troupes lorsqu’un officier est nommé : « Au nom du président de la République, vous reconnaîtrez pour chef le colonel untel, ici présent, et vous lui obéirez en tout ce qu’il vous commandera pour le bien du service, l’observation des règlements militaires et l’exécution des lois. » Au nom du président de la République... voilà un nom qui a définitivement effacé celui de Mendès dans la panoplie algéroise des épouvantails !

Cette Alger la Blanche et son cortège de complots permanents, de compromissions, d'accords occultes, cette pénétration des milieux activistes par les militaires, et des états-majors militaires par les activistes, ne lui disent rien qui vaille. Fonde n'est pas dupe de la fraternisation, de l'utopie du dialogue qui « doit » s’ouvrir entre Européens et musulmans au sein d’organismes bidons. Dès son arrivée il a rassemblé les soixante-quinze responsables des vingt-cinq arrondissements D.P.U. d’Alger. Sur ces soixante-quinze bonshommes il a trouvé un seul musulman : Saraoui, chef d'arrondissement de la Casbah, un gros type, marchand de primeurs.

« Votre histoire, ça ne va pas, a déclaré Fonde, la population d’Alger-Sahel est composée par moitié d’Européens et de musulmans. Il me faut 50 p. 100 de représentants musulmans. »

Il a renouvelé quatre ou cinq fois son appel. Sans résultat. À la cinquième réunion un responsable européen lui dit :

« Mon colonel, si les musulmans ne sont pas là c’est qu’ils ne veulent pas venir.

— C’est faux, s’écrie à son tour Saraoui, la vérité c’est que vous n’en voulez pas. »

Aux regard lancés au trublion. Fonde se rend compte de la situation. Et la conversation mondaine qu'il vient d’avoir en ce dimanche ensoleillé d’octobre ne fait que confirmer son analyse.

Son opinion est faite. Tous les colonels qui « roulent des mécaniques » depuis le 13 Mai ont été élevés sur lé pavois par les Européens. Ils professent de belles idées d’égalité se font « phagocyter » par les activistes. Fonde a décidé de rester en dehors de tout ce grenouillage. Il est service-service, rend compte à ses patrons. Rien de plus. Comme tout le monde il a observé la montée de Jo Ortiz, de ses milices. Mais que sont ces milices ? Des U.T. Et les U.T. ont été créées par le commandement en chef. Fonde n'y peut rien. Tout au plus s’est-il étonné de voir les territoriaux posséder des armes lourdes, des chars. « Le maintien de l’ordre à Alger, a-t-il dit, c’est de fouiller les cabas, de rechercher la grenade. Et les U.T. sont parfaits pour cette mission. Ils n’ont besoin ni de fusils mitrailleurs ni de chars ! » Il a demandé la dissolution immédiate des U.T. blindées. On lui a répondu que cette unité était nécessaire pour « maintenir le moral des territoriaux si fiers de leurs chars » ! Quand, le 24 janvier, le drame éclatera, la décision ne sera toujours pas prise !

Pourtant lorsque Fonde voit les milices d’Ortiz se structurer, s’encadrer, devenir une force paramilitaire, il s’ouvre de son inquiétude à Delouvrier, à Challe, qu’il voit chaque semaine, et surtout à son patron direct, Massu. Mais Ortiz fait partie de la cour de Massu. « Ne vous en faites pas, répète le général, ils ont confiance en moi et ne feront rien sans me prévenir. » Et puis les réunions du F.N.F. se passent légalement, sans incident, dans des stades ou des salles de cinéma. Ortiz reste dans la légalité. Mais plus les semaines passent, plus la tension monte, plus la machine se gonfle. Il est clair que tout ne repose que sur les épaules de Massu. Fonde le sait sincère. Mais simple aussi. Ne se laisse-t-il pas manœuvrer ? Et puis l’idée fixe « faire revenir De Gaulle sur ce qu’il a dit » est devenue le leitmotiv des hommes qui l’entourent. Pour voir Massu à la caserne Pélissier il faut passer par le bureau de droite, où se tient Broizat, qui joue au chef de cabinet, ou par le bureau de gauche, où veille Argoud. Fonde n’ignore rien de leurs opinions et ne veut avoir aucun contact avec eux. Il prend l'habitude d'emprunter la porte « condamnée » du bureau du patron. Massu s'en aperçoit :

« Dites donc, Fonde, vous ne frayez guère avec Argoud et Broizat. Vous avez tort. Vous devriez les voir.

— Oui, mon général. »

Mais chaque fois que les deux colonels se sont mêlés à leur conversation. Fonde s’est trouvé en opposition avec eux sur tous les points de vue : en particulier les dangers de l'agitation qui grandit. À ce propos, le colonel confie son inquiétude à Massu.

« Mon général, ces mouvements, en particulier le F.N.F., font de l’agitation anti-gouvernementale qui tend *au minimum* à faire infléchir la politique de Paris.

— Vous allez fort. Fonde, il y a de l'agitation mais ça ne va pas jusque-là. »

La confiance de Massu en la loyauté d’Ortiz et de ses milices semble bien imprudente à Fonde et ne l’engage pas à renouer des contacts difficiles avec Argoud et Broizat, qui la partagent. L’incident qui se prépare à opposer pour la première fois Massu au délégué général Paul Delouvrier va confirmer le colonel Fonde dans une réserve loyale qui lui

vaudra pourtant, dans quelques semaines, de jouer, avec son adjoint, le colonel Debrosse, les boucs émissaires.

Cette fois Delouvrier est sérieusement inquiet. Les bruits les plus fous courent dans Alger et viennent atterrir au G.G., écume d'une vague de plus en plus redoutable. C'est évident que les activistes préparent « quelque chose ». Ortiz et ses milices se démènent, font de la surenchère. C'est normal. Pour exister, le fascisme a besoin d'action. En outre, les nouvelles qui viennent de Paris sont loin de faire baisser une température qui à Alger oscille perpétuellement d'un extrême à l'autre. À l'extrême découragement succède l'extrême colère. À la tribune de l'Assemblée, qui a voté la confiance au gouvernement et a ainsi approuvé le principe de l'autodétermination, Lucien Neuwirth a lancé un appel qui a encore fait monter la tension. Après avoir rappelé que l'armée veut tenir et tiendra les engagements pris envers les populations algériennes, après avoir déploré le manque d'unité du pouvoir, le député a lancé : « Il est urgent de se ressaisir. Le drame peut être pour demain. Déjà des commandos de tueurs ont passé la frontière espagnole. Les personnalités à abattre sont désignées. On espère ainsi suffisamment impressionner la population pour qu'elle n'intervienne pas. Ainsi dix-huit mois après une révolution pacifique, déroulée sans une goutte de sang, on pourrait voir éclater un conflit intérieur fratricide. » Neuwirth a des renseignements sûrs, confirmés par la D.S.T. Une équipe d'Oranais venus par l'Espagne doit « mettre à la raison » quelques personnalités européennes. L'opération coïncidera avec la démission d'Arrighi, Delbecque et quelques autres qui comptent être suivis par quatre-vingts députés. Si les démissions sont aussi nombreuses que prévu les élus d'Algérie pensent que l'armée interviendra.

Cette mise en garde publique de Neuwirth n'aurait pas inquiété Delouvrier s'il n'avait reçu dans la nuit un message ultra-secret de Michel Debré qui — employant le télex direct reliant Matignon à une pièce dont le délégué général est seul à posséder la clef — le prévient que « la démission de certains députés algériens peut être le signal d'opérations sur Alger ». Rien n'est venu confirmer ces alarmes parisiennes, mais Delouvrier reste sur le qui-vive. Arrivent alors les « indiscrétions » qu'Ortiz s'efforce de rendre le plus indiscrètes possible ! Gardes a assuré que l'armée — avec ou sans De Gaulle — n'abandonnera jamais l'Algérie. D'ailleurs, le colonel a réuni sous sa houlette tous les mouvements activistes d'Ortiz à Lefebvre, de Lagaillarde aux « secouristes » de Féral — dernière-née des associations patriotiques — en créant un Comité d'entente des mouvements nationaux. Le délégué général est exaspéré. Bien sûr, c'est la mission du 5e bureau de se tenir au contact de ces trublions, mais c'est trop, d'autant qu'Ortiz se vante ouvertement de son « pacte » avec Massu !

Delouvrier est décidé à donner un coup d'arrêt à ce processus d'osmose qui sous prétexte de « surveillance » tend à mêler trop de militaires aux mouvements activistes. Avec l'accord du général Challe, il convoque Massu et lui demande une déclaration sans équivoque au cours de laquelle le « dernier garant du 13 Mai » affirmera qu'il ne se rallie à aucune faction et maintiendra l'ordre quoi qu'il arrive. Les tergiversations de Massu mettent la puce à l'oreille de Delouvrier.

« Vous comprenez, monsieur le délégué général, si je fais une pareille déclaration à la radio et à la T.V. ça risque de torpiller l'influence que je peux avoir sur ces groupes.

Alors que si les esprits s'échauffent et si ma popularité reste intacte, je pourrai les stopper ! »

Et suit le petit couplet : « En cas de grabuge « ils » m'informeront à l'avance. »

Mais Delouvrier veut faire preuve d'autorité. Il cédé sur la déclaration radio et télévisée mais exige un communiqué immédiat. « Votre influence sur ces groupes, dit-il au général, est une raison de plus pour que vous fassiez preuve de votre autorité. »

Massu fait la gueule mais Delouvrier rédige sur-le-champ un communiqué que le général signe de mauvaise grâce.

« Je vais être fraîchement accueilli par mon état-major, dit-il en prenant congé de Delouvrier.

— Mon général, ce sera à vous de faire régner la discipline. »

Un quart d'heure plus tard Delouvrier fait taper le communiqué et va le donner à Thibaud, le directeur de l'information, lorsque le téléphone sonne. C'est Massu.

« Monsieur le délégué général, comme je le prévoyais, mes collaborateurs trouvent que j'ai mal fait. Pouvez-vous recevoir Argoud et Broizat ? Ça m'aidera.

— Entendu, envoyez-les-moi ! »

C'est la preuve que Delouvrier attendait. Massu est littéralement prisonnier de ses colonels. Ceux-là, il va falloir ou les convaincre ou les mettre au pas en leur rappelant l'obéissance hiérarchique. Comme Challe est en mission à Paris, le délégué général va s'y employer. La « conversation » est dramatique. Argoud et Broizat se sont fait accompagner du colonel Gardes, plus pâle, plus déterminé que jamais.

Très courtoisement Paul Delouvrier reprend l'historique de l'affaire. Il rappelle qu'il est le patron et qu'il adhère en conscience au 16 septembre.

« Dans le monde, explique-t-il au « soviet » des colonels, et singulièrement dans le tiers-monde, on ne conçoit pas que la France entende rester en Algérie sans l'assentiment des Algériens. Ça rejoint d'ailleurs la théorie qui vous est chère, colonel Gardes : le poisson dans l'eau. Pour que la pacification serve à quelque chose il faut que la troupe et la population soient parfaitement d'accord. Il faut donc que les Algériens s'autodéterminent. Il y a des risques, j'en conviens, mais il faut les courir. Car je ne crois pas à l'intégration. Jamais la métropole n'acceptera la charge de dix millions de personnes de race, d'habitudes, de mœurs différentes. L'association a de meilleures chances de réussite ! »

Delouvrier voit sur les visages de ses interlocuteurs que son discours est vain. Argoud ne le lui envoie pas dire.

« Monsieur le délégué général, pardonnez ma brusquerie mais vous nous tenez un discours digne de Sciences Po et non du responsable du gouvernement en Algérie. Vos arguments qui font allusion à l'opinion mondiale — à l'O.N.U. pour appeler les choses par leur nom — sont des arguments de professeur d'histoire, d'intellectuel. Tout cela est très touchant mais ne correspond pas, absolument pas à la réalité. Vous n'êtes pas accroché, comme nous le sommes, à la population. »

Le ton est devenu très violent. Argoud ressemble à un coq en colère.

« Ceux qui ont fait l'Indochine, monsieur le délégué général, et ont l'expérience de la guerre subversive savent que l'autodétermination ne peut avoir de réelle portée dans un pays comme celui-là où la population est aux prises avec la terreur et votera pour celui qu'elle craint le plus. L'autodétermination ouvre un processus d'abandon.

— Faire un référendum comme celui de De Gaulle, surenchérit Broizat, c’est appliquer au XXe siècle des théories du XIXe ! »

Pour Delouvrier, c'en est trop. Argoud est à la limite du « supportable » hiérarchiquement. Il est clair que rien ne fera revenir ces colonels « engagés ». Delouvrier lève la séance.

« Colonel Argoud, vous n’avez pas à faire allusion à la guerre d’Indochine car vous ne l’avez pas faite. Et, vous, Broizat, vous confondez un combat où les balles sifflent avec celui où les armes se sont tues. Vous perdez l’instinct élémentaire de réflexion et vous devenez les prototypes de ces intellectuels « de droite » dont parle Jean-Jacques Servan Schreiber ! »

C’est l'insulte. Parler de J.-J. S.-S. qu’ils abhorrent ! Les colonels saluent sèchement et font demi-tour. Delouvrier leur lance : « Si vous étiez tous de race et de religion musulmanes, j’aurais été plus convaincu par vos propos. »

Gardes est resté muet. Désormais lorsqu'il aura à s’adresser pour raison de service aux membres du cabinet du délégué général, ce sera une véritable torture. Philippe Thibaud dira : « Il en était arrivé à un point où il devenait pénible de parler avec lui car on n’était plus sur la même longueur d’onde. Il se raidissait, pâlissait, tremblait pour se contenir et ne pas laisser éclater sa colère. » Delouvrier sait désormais à quoi s’en tenir mais la situation n'est pas claire pour autant. Depuis longtemps, depuis qu'il sait que le 5e bureau est hostile à la politique de De Gaulle, il a demandé à Paris les mutations nécessaires à faire baisser la température. Auprès de Guillaumat, ministre des Armées, et du général Ely, chef d’état-major général, il a insisté sur « l’effroi » que lui procure la philosophie du 5e bureau et sur la nécessité de remplacer certains officiers supérieurs. Les deux hommes ont dû avouer leur impuissance. « Il y a Beaufort qui est à l’Élysée, a-t-on répondu à Delouvrier, Petit à Matignon et Zeller comme chef d’état-major de l’armée de terre. Ils bloquent tout et préviennent Alger de ce qui pourrait se préparer ! »

C’est le principal grief que nourrit Delouvrier à l’égard du général De Gaulle : pourquoi garde-t-il le général de Beaufort comme directeur de son cabinet militaire ? Il connaît la réponse. De Gaulle veut se concilier l’armée et « jouer la balance » jusqu’au sein de son propre cabinet. Beaufort, très Algérie française, « compense » Bernard Tricot, chargé des affaires algériennes et dont chacun connaît les opinions favorables à l’indépendance de l’Algérie. Et puis il y a Debré. Debré déchiré, Debré fidèle, Debré qui vit dans son corps et dans son âme une véritable Passion. Tous les quinze jours, Tricot et Courcel soulignent à chaque visite de Delouvrier à l’Élysée que le premier ministre s’occupe des Affaires algériennes et non de l’affaire algérienne et que le délégué général ne doit s’occuper que de ce que lui dit De Gaulle sans prendre garde à ce que disent *les autres*. Les autres y compris Debré.

Delouvrier, en cet automne de 1959, fait l’apprentissage de la solitude. Il analyse lucidement la situation. Pour l’instant, Alger, qui bouillonne, n’explose pas grâce à Massu. Mais l’homme de la « bataille d’Alger », qui se fait fort de contrôler et « maîtriser » Ortiz et ses troupes, est sous l’emprise de Broizat, Argoud et Gardes dont la mutation se révèle impossible. De son côté, Challe a besoin de l’appui de l’armée pour mener à bien son plan et gagner sa guerre. Il ne veut pas la braquer à l’heure où il a réussi, lui, l’aviateur, à séduire l’armée de terre. Delouvrier a la pénible sensation de voir la situation lui échapper des mains et d’être seul à voir l’avenir sous de sombres

couleurs.

À Paris, le général De Gaulle, qui le convoque tous les quinze jours, ne lui apporte pas l'aide qu'il pourrait souhaiter. Il s'est plaint de ne pas recevoir d'orientation politique. Mais la politique algérienne, c'est le domaine réservé du Général qui s'est choisi un technicien pour diriger l'Algérie à son aise. Le discours du 16 septembre, n'a donné à Delouvrier qu'une orientation de procédure. Rien d'autre. Pas un mot sur la solution préférée. Depuis septembre, ses conversations à l'Élysée prennent souvent un tour orageux. Les « scènes » que fait De Gaulle à son représentant en Algérie sont de deux sortes. Tantôt Delouvrier interroge le Général sur la possibilité de négociations secrètes avec le G.P.R.A., alors le président le considère comme un « activiste de gauche » et lui dit : « Jamais je ne livrerai l'Algérie à Ferhat Abbas », tantôt Delouvrier attire son attention sur les difficultés des pieds-noirs et De Gaulle, pour qui il devient « un activiste de droite », lâche désabusé : « On ne conciliera jamais les Européens avec les Algériens dans une Algérie libre ! »

Quant au « péril militaire » représenté par le soviet des colonels, le Général préfère en rire.

« Mais, mon général, insiste Delouvrier quelques jours avant la fin de l'année, les militaires n'obéiront pas.

— Mais si, Delouvrier, les militaires obéiront. Quand un militaire se mêle de faire de la politique, il ne fait que des conneries. Voyez Dreyfus. Leur métier, c'est de lutter sur le terrain. »

Plus les jours passent et moins De Gaulle pense à une rébellion militaire. L'importance du 5e bureau et des théories élaborées en Indochine, puis en Algérie pour justifier la présence de la France échappe totalement au président de la République. Pour certains de ses ministres, comme Robert Buron, il est évident que l'Algérie n'est sa préoccupation principale que dans la mesure où elle l'empêche de mener sa « Grande Politique » entre Khrouchtchev et Eisenhower. Ce qui est loin de faire l'affaire de Delouvrier.

Challe, qui n'a jamais cessé de jouer le jeu avec le délégué général, ne partage ni ses craintes ni son pessimisme. Il mène son petit bonhomme de chemin, semé de victoires militaires. Il tente de rassurer Delouvrier sur la « politisation » de certains cadres.

« Tout cela est normal, explique-t-il, une guerre subversive est d'abord une guerre politique. Qu'on reproche aux militaires de faire de la politique en Algérie est une absurdité. Notre devoir est de gagner. Et on gagne. Et aussi de dire au type « pacifié » : tu resteras français, je ne t'abandonnerai jamais ! Ça, on le fait. La politique c'est d'avoir l'adhésion de l'autochtone pour l'avenir qu'on lui réserve. »

Mais cette adhésion, c'est ce que De Gaulle veut obtenir avec l'autodétermination. Fatigué, Delouvrier renonce à discuter de nouveau. La confusion de la situation et des esprits lui semble avoir dépassé un niveau jamais atteint ! Quant aux grenouillages des colonels le commandant en chef les méprise.

« Je ne suis pas inquiet. Je suis le patron et je me sens plus fort que ces gens-là ! Et puis j'ai confiance en mes officiers. »

Challe a confiance en Massu, qui a confiance en Argoud, qui a confiance en Ortiz. Delouvrier est le seul à n'avoir confiance en personne ! Peut-être est-il trop fatigué. Une vieille fracture du fémur mal remise le fait souffrir. Il va se faire opérer à Paris et passer

sa convalescence à El-Goléa. Il compte sur les sables du désert, l'austère paysage, le calme et le silence pour échapper un instant à Alger, à ses complots permanents et envisager l'avenir.

Les fêtes de fin d'année apportent une certaine détente. On oublie pour quelques jours la nouvelle offre de négociation que De Gaulle a faite le 10 novembre au G.P.R.A. On oublie la réponse « insultante » du gouvernement rebelle qui a désigné comme négociateurs... les prisonniers de l'île d'Aix, Ben Bella en tête. Avec hauteur, le président de la République a répondu publiquement à Colmar qu'il avait proposé la paix à « ceux qui combattent, non à ceux qui sont hors de combat ». Pour Alger, c'est une nouvelle « preuve » qu'à Paris on désire « traiter ».

L'accalmie est de courte durée. Delouvrier revient du Sud bronzé et boitillant pour apprendre la fureur de Massu dont les échos parviennent jusque dans son bureau du G.G. À la caserne Pélissier, ce 13 janvier 1960, c'est la tempête. Le grognard fidèle « s'est foutu en rogne ». On « lui » a convoqué un de ses officiers de renseignement préférés, le petit Charbonnier, qui est blessé et souffre sur son lit d'hôpital. Le juge d'instruction de Rennes, a qui on a « confié » l'affaire Audin, l'a convoqué. Encore les retombées de la « bataille d'Alger ». Cette fois, Massu s'emporte.

« Tout le monde à l'époque était bien content, jure le général. Et voilà qu'aujourd'hui on traduit mes officiers devant un juge d'instruction. C'est un comble ! »

Et pour Massu, le responsable, c'est De Gaulle. On leur a fait tremper les mains dans le sang et la merde, selon le mot de Bigeard, pour leur reprocher aujourd'hui ce pour quoi on les félicitait hier. Et De Gaulle semble d'accord. La coupe est pleine. Massu le dit sans ménagement. Son aide de camp tente de faire diversion.

« Mon général, avez-vous pris une décision pour ce journaliste allemand ? Il a retéléphoné.

— Un journaliste ? Je ne veux pas le voir. J'ai assez d'emmerdements comme cela.

— Mais, mon général, il est recommandé de Paris par le Quai d'Orsay et le général Challe voudrait que vous le receviez. Même cinq minutes. C'est un ancien parachutiste.

— Bon ! Une corvée de plus. D'accord, donnez-lui un rendez-vous. Comment s'appelle-t-il votre plumitif para ?

— Kempski, mon général. »

« Nous ne comprenons plus sa politique, dit Massu en évoquant l'autodétermination proposée par De Gaulle. L'armée ne pouvait s'attendre à une telle attitude de sa part. Cela ne vaut pas seulement pour sa politique algérienne. Le plan de Constantine, accepté naguère par l'armée, apparaît maintenant dépourvu de sens depuis qu'il est clair que les peuples africains, à qui il garantit le droit de disposer d'eux-mêmes, ne l'utilisent que pour abandonner tôt ou tard la Communauté... Notre plus grande déception a été que le général De Gaulle soit devenu un homme de gauche... »

Cette fois, ce n'est plus de la grogne, mais de la hargne et de la rogne ! L'interview que publie le 18 janvier le journal munichois *Süddeutsche Zeitung* sous la signature de Hans Kempski est immédiatement reprise par l'agence américaine United Press. Michel Debré, qui la lit à Paris, n'en croit pas un mot. Massu, dire cela ? impossible. D'autant que le reste de l'interview n'est qu'une pure et simple provocation. Parlant du 13 Mai et

de De Gaulle, le patron de la division d'Alger confie au journaliste allemand :

« Il était le seul homme à notre disposition. Mais l'armée a peut-être fait là une faute.

— Il n'y a guère de personnalité propre à remplacer De Gaulle, fait observer Kempski.

— La première question à se poser est de savoir quand viendra un successeur du général De Gaulle. Il convient que l'armée française pousse les colons à se constituer en organisations paramilitaires et qu'elle les approvisionne en armes. Le général De Gaulle n'aimerait pas voir cela... En pratique, ça se fait.

— L'armée obéira-t-elle sans conditions au président de la République ?

— Naturellement, il y a dans l'armée des gens qui obéiront sans se poser de questions sur ce qui suivra... »

« La manière dont Massu a amené et prononcé cette phrase, note Kempski, laisse voir que sa réponse est négative et que non seulement lui, mais la majorité des chefs d'unité ne sont pas disposés à exécuter les ordres de De Gaulle. »

Si l'interview n'a pas été entièrement « forgée », comme cela arrive parfois dans certains grands magazines à sensation, c'est la bombe. Pour le moins le détonateur qui à Alger peut mettre le feu aux poudres. Le premier ministre empoigne son téléphone et appelle Challe.

« La parution de cette interview est inadmissible, s'écrie-t-il, il faut dans tous les cas que Massu la démente immédiatement. »

Challe tombe des nues quand Debré lui donne les grandes lignes du « papier » de Kempski. Il parvient à joindre Massu qui confirme sans confirmer !

« Je n'ai rien dit de spécial, dit le vainqueur de la « bataille d'Alger ». J'ai gueulé, c'est sûr. Mais ça m'arrive. Si Debré veut que je démente, je démens. »

Challe rappelle Debré : « Massu dément... » et le commandant en chef publie dans la nuit un communiqué qui s'oppose formellement aux propos tenus par Kempski. Dès le lendemain, Massu est convoqué à Paris par Guillaumat, ministre des Armées. Delouvrier, Challe, les commandants de corps d'armée et les préfets civils d'Alger, Oran, Constantine le sont par De Gaulle. Une réunion exceptionnelle doit se tenir à l'Élysée le 22 janvier.

À 10 h 30, le 22 janvier 1960, la machine infernale se met en marche. Tout désormais va se dérouler à une vitesse folle. C'est à l'Élysée que se forge la première pièce du puzzle tragique. L'atmosphère est au drame. On parle Algérie mais on pense Massu. Car autour du tapis vert la chaise du commandant du corps d'armée d'Alger est vide. Sans y faire allusion, De Gaulle demande à chacun son opinion sur la situation. Challe, puis Delouvrier, appuyés par les préfets et les commandants de corps d'armée Olié et Gambiez, exposent les succès militaires, la pacification qui avance, mais aussi l'angoisse des pieds-noirs qui tourne à la révolte et surtout le trouble de l'armée qu'« il convient de rassurer » au plus vite si l'on ne veut pas assister à son éclatement.

Le visage du président de la République est extraordinairement pâle. La lèvre inférieure se crispe dans un tic qui traduit chez De Gaulle une impatience difficilement contenue. De chaque côté du sous-main, les poings sont serrés et frappent le tapis vert à petits coups nerveux. Le « tour de piste » est terminé. De Gaulle parle. Non, sa politique ne changera pas. Il n'est pas possible d'espérer autre chose que l'autodétermination. Non, il n'y aura pas d'autre procédure que celle fixée le 16 septembre. » *Je* demande un effort

à tous, conclut De Gaulle. Si quelqu'un n'est pas d'accord, qu'il le dise. »

Gambiez, le dur, le fidèle, plaide pour que l'on « oriente » la consultation sur la solution « la plus française ». Il se fait rabrouer. « Cela c'est de la politique, Gambiez. Occupez-vous de combattre. » Quant à Jouhaud, chef de l'état-major de l'air, De Gaulle l'ignore depuis qu'il s'est déclaré en désaccord total sur la politique algérienne du chef de l'État. Challe et Delouvrier ont tout de même obtenu une répression plus dure pour stopper la politique d'attentats menée depuis quelques semaines par le F.L.N. dans la Mitidja. Des tribunaux « accélérés » seront créés. De Gaulle désormais refusera les grâces. Les condamnés à mort seront exécutés. C'est une vieille revendication des Européens d'Algérie et des militaires. En outre, les négociations politiques avec le F.L.N. sont formellement exclues. Voilà de quoi calmer les officiers « en flèche ».

À 12 h 45 De Gaulle met fin à la réunion extraordinaire. Pourtant, il rappelle Debré, Guillaumat, Challe et Delouvrier et les fait rentrer dans son bureau. Là, d'un ton très décidé, il déclare :

« Massu est prévenu. Il ne reprendra pas son commandement à Alger. »

Debré et Guillaumat savaient déjà. Pour Delouvrier ce n'est pas non plus une surprise. Dès que Massu a été appelé par Guillaumat, le délégué général a convoqué M[me] Massu.

« Je ne sais si le général reviendra ou pas, a-t-il dit, mais j'ai tout lieu de croire qu'il ne reviendra pas. Allez à Paris pour le soutenir et prenez ses affaires personnelles. »

Suzanne Massu a « exécuté » sans se répandre en vaines discussions. La « tête » de Massu a bien compris que la situation devenait dramatique. Son départ sera des plus discrets.

Challe n'est pas surpris. Il est désespéré. Il plaide la cause de Massu. Debré, Guillaumat et Delouvrier l'appuient.

« Maintenir l'ordre sans Massu, explique le commandant en chef, sera très difficile. Ça bout à Alger. Il faut que Massu revienne. »

Le général De Gaulle reste inflexible.

« Massu restera à Paris. »

Delouvrier, qui soutient Challe, a pourtant facilement accepté l'idée que Massu ne revienne pas. Depuis longtemps il a peur qu'il ne « bascule » dans le clan Argoud-Gardes. Ce qu'a écrit Kempski ressemble tout à fait aux « bougonnements » du bouillant général. Une phrase trotte pourtant dans la tête de Delouvrier : « Nous ne ferons rien sans vous », a dit Ortiz. Challe ne l'a pas oubliée, lui non plus. Il est très ému et tente une offensive d'arrière-garde.

« Au pis aller, mon général, que Massu retourne à Alger et calme les activistes. Il fera son déménagement, puis regagnera Paris. Sans quoi ce sera l'explosion.

— Alors nous voilà tous les cinq, répond le général De Gaulle, Debré, Guillaumat, Challe et vous, Delouvrier. C'est nous qui avons la situation entre les mains. Nous n'allons tout de même pas nous laisser « refaire » par une poignée d'activistes !

— Le sang coulera à Alger », prophétise Challe.

Delouvrier approuve.

« Mais non, mais non, coupe De Gaulle. Il n'en est pas question. Vous exagérez.. »

Le président de la République se lève, serre les mains de Delouvrier et de Challe et, impavide, laisse tomber : « Et puis prenez vos dispositions pour que l'ordre soit maintenu. »

Challe et Delouvrier ont quitté l'Élysée désespérés. Ils sont sûrs du « clash ». Pour éviter que la nouvelle de la destitution de Massu ne soit connue à Alger avant leur retour les deux hommes décident de ne pas assister aux réunions de travail de l'après-midi et de regagner leur poste sans délai. Delouvrier craint des manifestations à l'aéroport pour leur retour prévu dimanche en fin de matinée. La nuit tombe sur Alger quand leur avion se pose à Maison-Blanche. Ni accueil ni honneurs militaires. Personne n'est prévenu. Challe et Delouvrier s'engouffrent dans leur DS et filent droit sur le palais d'Été.

C'est donc à Alger que le commandant en chef mènera son dernier combat. Car en sortant de l'Élysée il a remis sa démission au général Ely.

« Mon général, a-t-il dit, je n'ai pas l'habitude de me débiner dans les coups durs, je m'en irai quand l'affaire sera tassée. » Challe reprendra sa démission le 1er février pour « gagner une paix qu'il sentait à sa portée ».

À la caserne Pélissier on sait que Massu ne reviendra pas. Il a en effet téléphoné à Argoud, son chef d'état-major, pour tenter « d'arranger les choses » comme il l'a promis à Challe.

« Mon cher Argoud, dit Massu, j'ai été victime d'un véritable guet-apens. On m'a vidé comme un malpropre. Ce sont des procédés inqualifiables ; mais je vous le demande pour la raison d'État, gardez le calme. Faites pour le mieux. »

Pour Argoud ce n'est pas une surprise. Toute la journée, Sérigny l'a tenu au courant du développement de l'affaire parisienne. À 17 heures, le directeur de *L'Echo d'Alger* lui a donné la nouvelle comme officielle : Massu ne reviendra pas.

Dès lors les bruits les plus extraordinaires vont courir. Aux yeux de la population Massu, dernier des hommes du 13 Mai encore en place, était le garant de l'Algérie française. Son départ, c'est la porte ouverte à tous les abandons. Merveilleux thème pour monter cette malheureuse population pied-noir désemparée. La voilà l'occasion qu'attend Jo Ortiz. Il a sa milice, il a ses têtes pensantes, il a ses « alliés » militaires. Le « Chef » voit la route du pouvoir s'ouvrir sous ses pas.

Massu ? Il s'en fout. Complètement. Nombre d'entre ceux qui vont mener le premier des « combats de la dernière chance » me le confirmeront. Bernard Mamy, dont l'importance va grandir dans les heures qui viennent, dira : « Du côté d'Ortiz on n'avait aucune confiance en Massu. Son départ était un bon prétexte. »

Ronda et lourde ont préparé leurs troupes de choc. Mamy a été retiré de la tête de sa section pour être « disponible » à tout instant. Et il le sera. O combien !... Le 20 janvier, dès qu'Ortiz a su que Massu était rappelé à Paris, il a eu une longue conversation avec Argoud. Il a évoqué la position de l'armée au cas où Massu ne reviendrait pas.

« L'armée est disciplinée, a dit Argoud. Mais si le général est muté, les colonels que vous connaissez, moi-même et nos camarades des échelons subalternes, le seront aussi.

— Massu, a poursuivi Ortiz — qui veut arracher un accord « mouillant » les militaires —, est devenu le symbole de l'Algérie française. Son départ en sonnera le glas. Et ni vous ni moi ne pourrons empêcher des manifestations sporadiques. Peut-être même des « ratonnades » qui creuseront un peu plus le fossé... C'est sans doute ce que veut Paris. »

Argoud — rapportera Ortiz — est très net, sans ambiguïté. « Je serais très heureux que la population montre par une manifestation de masse sa sympathie au général Massu. »

Puis le colonel-ajoute, en « confidence » :

« Vous savez, Ortiz, l'armée verrait cela d'un très bon œil. Son état d'esprit s'est amélioré. Un grand nombre d'officiers, hier gaullistes, désapprouvent ouvertement la politique de De Gaulle à l'égard de l'Algérie. Mais il faut attendre les décisions de Paris. »

Ortiz sait également qu'il peut compter sur Gardes qui, le jeudi 21, l'a prévenu de sa mutation prochaine « décidée par Challe ». Lui aussi est d'accord sur une grandiose manifestation. D'autant qu'il sait — comme beaucoup d'officiers — qu'un coup de force semblable au 13 Mai se prépare de Paris. Le général Zeller en est le représentant. Depuis octobre, il envoie périodiquement des messages qui informent certains officiers, dont Gardes, d'avoir à se préparer à une action rapide dont le déclenchement serait commandé depuis Paris. On a peu parlé de l'intervention de Zeller à l'époque. Et cette information a été donnée pour la première fois par les auteurs de l'histoire de l'O.A.S.[1] dont on sait qu'ils travaillèrent sur des documents de police irréfutables. L'intervention de Zeller me sera confirmée par le colonel Trinquier qui l'apprendra au dernier jour des Barricades de la bouche de ses fidèles capitaines qui n'admettront pas l'échec et voudront remettre ça et « renverser le pouvoir ».

« C'est le général Zeller qui, à Paris, a monté toute l'affaire, lui dira-t-on.

— Eh bien ! il n'avait qu'à venir. Moi, je ne le connais pas ! »

Le 22 janvier, Ortiz sait donc pouvoir compter sur la « bienveillance » de l'armée. La réunion à laquelle il assiste à 22 heures à la caserne Pélissier dépasse ses plus folles espérances ; C'est d'abord le général Faure qu'il « se prend » en tête à tête. Le brave général Faure, le bel alpin, courageux comme un diable, qui tient à cette Algérie où est tombé son fils et est prêt à tout pour la voir le plus française possible. Depuis trois ans il est de tous les complots. Il en monte lui-même à l'occasion. On l'a vu « proposer la botte » à Teitgen en 1957 et s'en trouver fort marri. Mais l'état militaire a parfois du bon. Un complot, c'est trente jours d'arrêts de rigueur ! Et après le 13 Mai, Faure a retrouvé sa chère Kabylie et son commandement. En l'absence de Challe et de Delouvrier il s'est pointé à Alger. L'intérim lui revient de droit. Il est le plus ancien des « galonnés et étoilés » d'Algérie. Mais il est tombé sur un bec. Delouvrier, qui se méfie du turbulent général, a demandé à Challe de laisser une lettre qui donne l'intérim du commandement au général Dudognon. « Un général effacé », a-t-on dit à Delouvrier. Faure n'a pas insisté. Mais il n'a pas regagné immédiatement la Kabylie. Il a quitté le quartier Rignot pour la caserne Pélissier, cœur de la « révolte » des officiers. C'est là, au corps d'armée, que Massu avait son P.C. Y restent Argoud et Broizat. Gardes y vient très souvent. Ortiz en est un familier.

Faure explique au grand Jo qu'il faut agir car « ou on ne fait rien, et la valse des officiers Algérie française va continuer, ou on déclenche une action, mais il la faut *déterminante* ».

Ortiz apprend qu'Argoud a reçu un second coup de téléphone de Massu qui a dit : « Agissez au mieux des circonstances. De Gaulle est complètement fou ! » Pour Ortiz comme pour Faure c'est le « feu vert ». Une nouvelle réunion se tient cette fois en présence de Gardes et des représentants de Massu, Navarro et Filippi. Tous sont

d'accord, expliquera plus tard Ortiz, il faut agir puisque Paris veut l'épreuve de force. Le capitaine Filippi propose l'arrestation du colonel Fonde et la prise dans la nuit des postes de commandement militaire. Les hommes présents à cette réunion ont le pouvoir en main. Le commandant Navarro est le délégué de Massu à la préfecture. Il tient donc la police. Filippi peut se charger d'Alger-Sahel. Le merveilleux plan achoppe sur l'absence de « troupes sûres » qui devront neutraliser les C.R.S. et les gendarmes si ceux-ci décidaient de ne pas obéir à Filippi ! Seul le 3 est disponible mais il est commandé par le colonel Bonnigal. Un « gouvernemental ». On remet donc l'affaire au lendemain, le temps de faire venir un ou deux régiments favorables. Une réunion est prévue chez le capitaine Rouy où seront Gardes, Argoud, Faure, les capitaines et Ortiz. Là on prendra la décision définitive.

« Mais demain, c'est le général Crépin qui remplacera Massu », objecte Ortiz.

Le général Faure se fait péremptoire.

« Crépin, je m'en charge. Ou il marche ou on l'arrête. Et puis on a le temps. Challe et Delouvrier ne doivent rentrer que dimanche. D'ici là, tout sera réglé. »

Le samedi matin, un soleil radieux brille sur la ville. Il fait frais mais pas froid. L'hiver a chassé la moiteur habituelle aux belles journées à Alger. Il ne reste qu'un ciel bleu magnifique qui fait oublier janvier. Mais dès qu'Alger s'éveille, on sent qu'il va se passer quelque chose. Le journal qu'on achète avec le lait frais et les croissants annonce officiellement la nouvelle.

« Le général Massu, relevé de son commandement, ne reviendra pas à Alger », titre *L'Echo d'Alger*.

Sous un grand portrait de Massu en tenue léopard, Sérigny a écrit un éditorial publié en lettres grasses où il rend hommage au général le plus populaire d'Algérie. On a tout oublié, les » Les Européens, je les cintrerai... », les colères devant les « conneries des Européens qui ne veulent rien comprendre ni lâcher ». Le directeur de *L'Echo* ne veut se souvenir que de « l'homme qui au 13 mai 1958 a été la digue canalisant la colère populaire d'Alger et en a fait l'instrument d'un sursaut patriotique salvateur ».

« Cet homme, poursuit Sérigny, devient aujourd'hui, malgré son intransigeante fidélité, l'objet d'une vindicte qui n'élève pas ceux qui l'exercent, mais l'élève, lui. En apprenant le sort dévolu au général Massu, ce n'est pas un regret que nous exprimons... c'est le refus d'un déni de justice, la protestation ultime et solennelle d'une conscience française qui ne peut plus contenir l'amertume dont elle est saturée depuis tant de mois. »

Aujourd'hui, l'amertume se transforme en colère. Mais comment la traduire ? La réponse arrive aux premières heures de la matinée. Des U.T. en uniforme, armés, des hommes à la chemise kaki et brassard à croix celtique, passent de boutique en boutique le mot d'ordre de la journée : « Grève générale... Fermez tout. On verra ensuite. Tenez-vous prêts. » Alger va proclamer sa fureur. La tension s'est emparée des quartiers les plus populaires de la ville. Elle ne fera que monter, soigneusement entretenue par l'état-major de Jo Ortiz qui a établi son P.C. dans un grand appartement rue Charles-Péguy dont le balcon domine le plateau des Glières, cet immense boulevard en pente qui « monte » vers le G.G. et abrite, au bas des escaliers gigantesques, le monument aux morts, lieu géométrique de toute manifestation « sérieuse ». Cet appartement n'est autre que le siège

de l’amicale des U.T. et autodéfenses présidée par le commandant de réserve Sapin-Lignières et supervisée par le colonel Gardes. Qu'importe ! C’est ça, Alger. Rien sur le papier. Jamais rien sur le papier. Mais tout dans la réalité. Que le chef du mouvement décidé à s’opposer par les armes s’il le faut à la politique gouvernementale occupe le siège d’une association créée par le représentant militaire de ce même gouvernement ne gêne personne ! Pas plus que le fait que Gardes ait « conseillé » aux officiers U.T. de « mobiliser » leurs hommes !

C’est à 11 heures ce 23 janvier que dans la villa du capitaine Rouy, à El-Biar, Ortiz va « demander conseil » à ses amis militaires. Cette fois, Argoud a rejoint Gardes, Filippi et le général Faure. Les « intellectuels » Argoud et Gardes ont décider de foncer, de se servir de cette masse qui répond au doigt et à l’œil aux appels du F.N.F. et d'Ortiz. Les deux colonels sont pourtant partagés. Gardes et le capitaine Filippi sont favorables à la prise immédiate des points névralgiques. Argoud et Faure y sont opposés. « Un putsch serait se couper de la métropole, déclarent-ils. Trop dangereux ! »

Le grand Jo les aime bien mais il les « voit venir » avec leurs gros sabots. Ils veulent se servir de « ses » hommes, de « sa » manifestation pour refaire un 13 Mai. Le déroulement du scénario sera simple : la manifestation se déroulera calmement, puis on assistera à quelques heurts avec le service d’ordre, l’armée interviendra, on mettra Challe devant le « cruel dilemme » : va-t-on tirer sur des Français ? Jamais. L’armée s’emparera des commandes. L'affaire sera dans le sac. Ce sera un nouveau 13 Mai. Cette fois réussi !

Ortiz leur tend la perche. Il explique ce scénario qui correspond si bien à leurs pensées. Ce qu’il ne dit pas à haute voix, c’est que ses hommes seront armés, que ses forces paramilitaires, que les U.T. de choc, tiendront les points névralgiques. L’important est que l’armée qui « canalisera » le défilé et qui « s’interposera » le moment voulu soit « à la main » d’Ortiz. Pour cela il faut des parachutistes. Pas ceux du 3 de Bonnigal dont on n’est pas sûr mais ceux de Broizat, tout acquis au coup d’arrêt à la politique de bradage que mène le « vieillard de l’Élysée ». Argoud s'engage à les faire venir. Ainsi que le 1er R.E.P. de Dufour. Faure pour sa part remonte en Kabvlie et tiendra à disposition toutes les troupes qu’il pourra distraire de l’opération en cours. En cas de pépin...

Ortiz jouant toujours le jeu de l’obéissance à Gardes et à Argoud qui le « contrôlent » demande au chef du 5e bureau qui supervise les unités territoriales d’en réunir les chefs de bataillon à 17 heures, rue Charles-Péguy.

« Je leur donnerai mes instructions » dit-il. Et Gardes « exécute » ! On se sépare avec de bonnes poignées de main. Chacun est content de son partenaire.

Au P.C. des U.T., le patron du F.N.F. confie son plan à ses adjoints : manifestation de masse le dimanche 24 janvier. « Et cette fois, recommande le grand Jo, pas de « folklore », pas de « calme et de dignité » on est là pour *imposer* et plus pour *composer* avec Paris. En conséquence, j’ai pris les décisions suivantes : mobilisation générale des U.T. en tenue et en armes. Les points de rassemblement seront fixés par le commandant Sapin-Lignières et le capitaine Ronda. Les U.T. appartenant au F.N.F. ne répondront pas à la convocation et restent à notre disposition. Les U.T. de choc et blindés entrent dans Tordre de bataille du F.N.F. »

Une véritable déclaration de guerre. Ne va-t-elle pas inquiéter les plus « prudents » ?

Le bistrot du Forum a réponse à tout. Et quelle réponse !

« J'ai pris ces décisions en complet accord avec le général Faure et les colonels Gardes et Argoud. »

Alors, plus de problème. L'armée avec nous. On va voir ce qu'on va voir. Cette fois, plus de 13 Mai pacifique, de kermesse sur le Forum. C'est l'épreuve de force. L'ordre nouveau va être rétabli. Enfin. L'heure triomphale de Joseph Ortiz est arrivée.

L'annonce de la manifestation et surtout les bruits qui courent dans Alger provoquent un sentiment d'« inquiétude raisonnée » au quartier Rignot où Challe met la dernière main aux mesures de maintien de Tordre. Dans la soirée, on apprend que Lagaillarde « siège » aux facultés, entouré d'une poignée d'hommes. Le lieutenant Mamy Ta vu en djellaba brune recouvrant la tenue léopard que le jeune député affectionne d'arborer pour les grands jours. Et pour lui ce samedi 23 janvier est un grand jour. Car lui aussi a décidé de faire *sa* révolution. Son plan ? Le même que celui d'Ortiz à la seule différence qu'il ne dispose d'aucune troupe, encore moins d'armes lourdes. En outre, Ortiz le tient soigneusement hors du coup. Le cafetier se souvient de la maestria avec laquelle Lagaillarde a coiffé au poteau l'équipe Delbecque-Pouget au 13 Mai. Et le « Chef » n'a aucune envie de se « faire baiser par ce jean-foutre ». D'autant que Lagaillarde ne représente plus rien, ou presque. Depuis qu'il a joué le jeu parlementaire, qu'il a empêché des manifestants de conspuer le nom de De Gaulle lors de l'arrivée de Delouvrier, on le considère volontiers comme un renégat. Mme Ortiz, redoutable pétroleuse, l'a même giflé en pleine rue un jour de manifestation à laquelle l'ancien président des étudiants ne voulait pas participer. Lagaillarde, qui sent que quelque chose d'important se prépare pour le 24 janvier, décide alors de jouer seul et plus vite qu'Ortiz. Il s'est donc « retranché » dans les facultés, une mitraillette en travers de la djellaba, entouré de quelques fidèles dont Forzy, l'ami de toujours. À ceux qui, comme le lieutenant d'U.T. Bernard Mamy, viennent le voir il explique « son affaire » :

« Je me retranche ici, dans les facultés d'où est parti le véritable 13 Mai. Je n'en sortirai que quand De Gaulle aura cédé. Et il cédera. Pourquoi ? Parce Que moi, je ne céderai pas. Je vais obliger l'armée à prendre parti ou à me tirer dessus. Et cela elle ne le fera pas. Le gouvernement lui en donnera l'ordre. Qu'elle n'exécutera pas. Elle deviendra l'arbitre entre moi, les patriotes d'Alger et le gouvernement. Il lui restera une seule solution : prendre le pouvoir. Et cette fois, pas comme au 13 Mai. Ou alors elle devra tirer. Et là, ce sera la révolution. »

Une fois de plus, Lagaillarde, en faisant de la surenchère, a pris tout le monde de vitesse. Ortiz ne s'en soucie guère. Devant l'immense machine qu'il a montée, Lagaillarde sera balayé comme un fétu de paille et devra faire sa soumission au « Chef » s'il veut participer au « grand coup ».

Au quartier Rignot, Challe est « ennuyé ». Autant il lui semble facile de découper des manifestations de rue, de fractionner des cortèges, autant il est difficile de guérir un abcès de fixation sans le percer ! Pour l'instant, il s'agit de laisser mûrir et de prendre toutes les mesures pour tenir en main cet Alger qui, une nouvelle fois, s'apprête à descendre dans la rue.

Il est 23 heures quand Challe, que Delouvrier a rejoint dans son bureau du quartier

Rignot, convoque les responsables du maintien de l'ordre pour un dernier point de la situation. Il y a là Fonde, Crépin — le remplaçant de Massu —, Godard, le patron de la Sécurité, le général Gracieux, commandant la 10e D.P., le général Costes, les « civils » : Richardeau et le préfet Chapel, et d'autres officiers supérieurs. En tout une dizaine de personnes.

« L'effervescence grandit, constate Challe, on me dit qu'un ordre de manifestation est avancé pour demain. Je rappelle que toute manifestation est interdite et je renouvelle cette interdiction. Au monument aux morts ou ailleurs. Maintenant, colonel Fonde, votre plan ? »

Fonde explique qu'il a actuellement à sa disposition les gendarmes de son adjoint, le colonel Debrosse, les quatre cents zouaves de la Casbah et les trois régiments de paras de la 10e D.P. rappelés en renfort à Alger. Les vœux d'Ortiz sont comblés. En effet, tout le monde au P.C. Rignot s'accorde à dire que seuls les « enfants chéris » d'Alger pourront « contrer » la violence d'une manifestation pied-noir.

« Ce sont les seuls à pouvoir ramener un certain calme sans violence », a dit Gracieux, approuvé par tous les responsables.

Car là est tout le problème. Il est trop tard pour désarmer les U.T. Il était impossible d'arrêter Ortiz, Godard l'a répété à plusieurs reprises, sans faire monter dangereusement la tension et puis chacun est d'accord pour penser que l'expulsion de citoyens français du territoire français est un acte d'une gravité particulière. Le bon M. Lacoste à son époque avait pris moins de gants avec ceux qui lui « chiaient dans les bottes », comme il disait. Ça n'avait pas empêché le 13 Mai !

Alors il ne reste à Challe que deux solutions : la manière forte, au risque de provoquer un affrontement sanglant, ou la « meilleure solution » : les paras, sur lesquels la foule énervée n'osera ni tirer ni frapper. Lorsque la veille, faisant montre d'une fermeté brutale, le commandant en chef a dit devant le colonel Argoud : « J'ai reçu mission de maintenir l'ordre à Alger. J'irai jusqu'au bout. Je donnerai l'ordre de tirer. Même si mon frère se présente en face de moi, je tirerai », celui-ci a répondu : « Ce ne sont pas les solutions de force qui résoudront le problème. » Puis quelques minutes plus tard, le colonel a dit au délégué général » Tirer sur des gens qui crient Algérie française me paraît impossible. En ce qui me concerne, c'est un ordre que je n'exécuterai jamais ; je donnerai même à mes subordonnés l'ordre formel de désobéir. »

Donc, pour Challe, la solution parachutiste est la meilleure. Fonde, en accord avec le général Gracieux, les placera à l'ouest, à l'est et au nord du plateau des Glières. À l'ouest, entre le lycée Bugeaud et la caserne Pélissier, le 3e R.P.I.Ma. du colonel Bonnigal interdira le passage aux manifestants venant de Bab-el-Oued et de Saint-Eugène. Au nord, le 1er R.E.P. du colonel Dufour et des renforts fournis par Costes stopperont ceux venant des collines de la Mitidja. À l'est, le 1er R.C.P. de Broizat jugulera la marée venant de Belcourt et des quartiers périphériques de Kouba, Hussein-Dey et Maison-Carrée.

« Je garde les gendarmes de Debrosse pour le G.G., ajoute Fonde. Eux ont l'habitude des manifestations de rue et prennent des « marrons » sans broncher. »

Tout le monde est bien d'accord. Il ne faut pas tirer. Fonde, plutôt que de mettre des appelés du contingent, qui risquent de s'énerver, préfère demander d'urgence un renfort de douze escadrons de gendarmerie venant du Constantinois et de l'Oranais. Pour plus de

sûreté, le patron d'Alger-Sahel, qui jusque-là n'a pu obtenir la dissolution des U.T. blindées et la suppression des armes lourdes aux U.T. qui n'en ont pas besoin » a fait garder par les zouaves les dépôts d'armes des bataillons d'unité territoriale. En particulier celui du 11e B.U.T., rue de l'Abbé-de-l'Epée, en plein centre d'Alger.

« En résumé, mon général, dit Fonde, Alger sera entouré demain matin par un demi-cercle très large composé des éléments venus de Blida, Fort-de-l'Eau, qui empêcheront les manifestants de gagner la ville proprement dite. Un second demi-cercle plus étroit formé par les trois bataillons de parachutistes tiendra le centre d'Alger. Les gendarmes s'attacheront à diluer les rassemblements et se replieront éventuellement sur le Forum. En toute dernière extrémité nous aurons encore à notre disposition le peloton des élèves caporaux sénégalais de Cap-Matifou dont deux compagnies sont en alerte. Toutes les troupes de services ou en instruction sont consignées.

— C'est parfait, colonel. Il faut maintenant attendre. »

Le colonel Godard se montre sceptique quant à l'ampleur de la manifestation.

« Il y a eu quelques groupes devant le G.G. ce soir, précise-t-il, ce n'était rien. Un simple cordon de paras suffira.

— Et les tracts qui appellent à la manifestation ? l'interrompt Thibaud, qui trouve tous ces militaires bien sûrs d'eux. En voilà un, je vous le lis :

» Français d'Algérie, le dernier général du 13 Mai, le dernier garant de l'Algérie française et de l'intégration a été bafoué et limogé. De Gaulle veut avoir les mains libres pour brader l'Algérie après l'Afrique noire et rendre l'armée parjure à ses serments. L'heure est venue de vous lever. Dimanche matin à 11 heures vous rejoindrez les cortèges qui partiront des campagnes et des faubourgs. Tous ensemble, derrière vos territoriaux et *ceux qui depuis plusieurs années conduisent le combat pour que vive l'Algérie française.* » Voilà qui semble clair. Et c'est signé : Comité d'entente des anciens combattants. Fédération des U.T. et des groupes d'autodéfense. Comité d'entente des mouvements nationaux. »

Sur les trois mouvements signataires deux sont « coiffés » par le colonel Gardes.

« D'autres tracts circulent, ajoute Thibaud, appelant les hommes à venir *armés*.

— Mais non, répond Godard, agacé, tout cela ce sont des bruits. On exagère. »

La réflexion de Thibaud est balayée. Du côté militaire personne n'est inquiet. Pour des raisons différentes. Challe croit avoir l'armée avec lui. Au bout du compte il sait maintenir l'ordre à Alger. La disproportion entre les U.T., qui sont certes dangereux, et l'armée lui semble trop grande pour justifier une crainte quelconque. Et puis les paras sont là. Il ignore que les U.T. et les milices du F.N.F. qui mèneront la manifestation savent déjà que les paras « iront mou ». Aux yeux des deux partis, la présence des paras est une garantie de succès ! Leur patron, le général Gracieux, sait très bien que certains officiers sont dans le coup. Lui n'est pas d'accord sur l'action violente. À la 10e D.P., chacun espère du fond de l'âme que De Gaulle reviendra sur l'autodétermination, chacun est prêt à y donner un petit « coup de pouce » mais, me dira plus tard le général, « on se méfie des Européens, on manque de confiance dans le bon jugement des pieds-noirs. On se dit, avec une certaine affection, quelle connerie vont-ils encore faire, comme on le dit pour un enfant terrible que l'on chérit malgré son manque de discernement ». Et puis Gracieux connaît l'armée : qu'un officier dise dans une popote : De Gaulle est un salaud — et ils ne manquent pas — cela ne signifie pas pour autant qu'il marchera dans un

coup !

Il est 1 heure du matin le 24 janvier quand tout le monde se serre la main. Les militaires sont satisfaits d'eux-mêmes. Toutes les précautions sont prises. Gracieux se tourne vers Fonde :

« Demain à 6 heures, ou plutôt aujourd'hui à 6 heures, mon adjoint le colonel Mayer sera à votre P.C. au palais Bruce pour faire la liaison entre vous et mes hommes de la 10e D.P.

— Merci, mon général. »

Delouvrier fixe lui aussi un rendez-vous à son « homologue » militaire.

« Je vais aller m'installer chez vous aux premières heures de la matinée, dit-il à mi-voix à Challe.

— Ah ?

— Oui, je préfère. Imaginez que les vœux de certains se réalisent et que nous ayons demain un nouveau 13 Mai sur les bras, je ne veux pas me retrouver dans la position de Salan et de Chaussade prisonniers au G.G. Je serai plus en sécurité et surtout libre de mes mouvements près de vous !

— Vous avez raison. Je fais installer immédiatement un deuxième bureau dans cette pièce même. Bonne nuit, monsieur le délégué général.

— Merci, et bonne nuit, mon général. »

Paul Delouvrier est loin de partager l'impressionnante sérénité du commandant en chef qui, imperturbable, tire sur sa pipe en rangeant ses papiers. Il n'a pas oublié ses conversations avec Argoud. Et il craint que Challe ne tarde pas à s'apercevoir qu'il tient moins bien « son » armée qu'il ne veut le dire... ou le croire.

Ce dimanche matin est radieux. Dès l'aube sur la grande avenue du 8 Novembre qui va de la place du Gouvernement à Bab-el-Oued des groupes d'anciens combattants, rangées de médailles accrochées au veston, drapeaux roulés dans leurs étuis de toile cirée, se réunissent à la porte de leur local. À 9 heures, les quartiers populaires sont en effervescence. Les tracts répandus par milliers appellent à la manifestation confirmée par des voitures à haut-parleurs et par le défilé des U.T. qui cognent de la crosse contre les portes des appartements de Bab-el-Oued.

« Allez, debout là-dedans, le grand jour est arrivé. »

Tout se déroule dans la bonne humeur. On va refaire le 13 Mai. Et montrer à Paris de quel bois on se chauffe. Les gardiens de la paix regardent ces préparatifs avec satisfaction. Ce n'est pas la police d'Alger qui va mettre des « bâtons dans les roues » à une manifestation patriotique. Le commissaire central Trouja, un « pote » de toujours d'Ortiz, ne l'a pas envoyé dire au colonel Fonde.

« Assurez la liberté du travail, a demandé le patron d'Alger-Sahel, il faut que votre police empêche les bistrots et les cinémas de fermer.

— La police ne peut tout faire », répond Trouja. Et ne fera rien.

« J'ignorais que Trouja était dans le coup, dira plus tard Fonde. Je le trouvais très sympathique et je croyais — par ma formation — qu'un homme qui a en charge une pareille responsabilité l'assume jusqu'au bout — quoi qu'il pense des événements — ou s'en va avant ! Je ne m'apercevrai que trop tard que Trouja était d'accord avec le mouvement ! »

Fonde n'est pas au bout de ses déceptions. À l'aube, ce n'est pas l'adjoint de

Gracieux, « Prosper » Mayer, qui l'attend à son P.C. d'Alger-Sahel mais un lieutenant-colonel qui correspond, grâce à un talkie-walkie, avec un groupe de parachutistes qu'il aperçoit en se penchant par la fenêtre. Ni Fonde ni le lieutenant-colonel ne seront donc « en prise directe » avec les trois régiments de paras qui doivent assurer le gros du travail. Le patron d'Alger-Sahel est pourtant assuré que le 1er R.E.P., le 1er R.C.P. et le 3e R.P.I.Ma. sont en place. Les léopards barrent les avenues au coude à coude, la mitraillette en travers de la poitrine.

À 9 heures, Delouvrier confirme à Fonde que la manifestation est toujours interdite.

« J'apprends qu'elle va avoir lieu, ajoute le délégué général, alors, mon colonel, à vous de jouer. Au fait, il y a des paras tout autour du palais d'Été...

— C'est moi, monsieur de délégué, qui les ai mis en place.

— Ah bon ! »

Fonde a l'impression que Delouvrier est rassuré. L'atmosphère n'est pas à la confiance ! Et pourtant au cabinet du délégué général on ne s'attend pas au drame. Maffart, directeur du cabinet, raconte : « Dans l'ensemble, l'histoire du 24 janvier me semblait être une'grosse manifestation mais rien ne nous permettait d'entrevoir la tournure qu'elle prendrait. Il n'y avait pas plus de risques que lors de dix. manifestations qui s'étaient déroulées auparavant. »

Des milices d'Ortiz — quinze cents hommes puissamment armés et arborant la croix celtique — on ne sait rien ! « Ortiz est considéré comme une grande gueule, me raconte Maffart, avec peu de cervelle, incapable d'être un organisateur sérieux. Lagaillarde, c'est différent, mais il ne contrôle que de petits groupes de très jeunes gens. Et puis le colonel Godard, chef de la Sûreté, nous répète à l'envi : il n'y a rien à craindre, on a tout en main. Ni Gardes ni Godard dans leurs rapports sur les mouvements comme le F.N.F. avec lesquels, sur ordre, ils sont en contact, ne nous donnent la « coloration » qui puisse faire croire qu'on est devant un complot. Ils se présentent eux-mêmes en « modérateurs de courants ». Et puis ce sont les paras qui sont responsables du maintien de l'ordre. On n'a aucune raison de penser que leur irritation vis-à-vis de De Gaulle ira jusqu'à les faire rester, neutres face à la manifestation. »

Aux premières heures de la matinée, les U.T. de choc en armes, les « légionnaires » d'Ortiz armés eux aussi, se retrouvent aux quatre coins d'Alger aux points fixés pour le départ des cortèges. Ils doivent partir vers 10 heures pour parvenir à midi sur le plateau des Glières et se fondre en une seule masse. À 6 h 30, le lieutenant Bernard Mamy, qui a troqué sa tenue d'U.T. de choc contre une tenue léopard, « neutralise » avec quatre hommes les douze zouaves qui gardent le P.C. du 11e B.U.T. et protègent le dépôt d'armes. Mamy « colle » son colt de cow-boy sur le ventre du chef de patrouille et le tour est joué. Les U.T. de choc gardent les zouaves « à la corvée de pluche » et les « larguent » à midi lorsque le déjeuner est prêt. Il ne faut pas perdre de vue l'essentiel !

Mamy a désormais sous la main le dépôt d'armes de la rue de l'Abbé-de-l'Epée. À cinquante mètres des facultés ! Il regagne le P.C. Ortiz où le grand Jo, costume marron, cravate claire, chemise crème et souliers de daim s'apprête à jouer le rôle de sa vie.

Dans le bureau du 1, rue Charles-Péguy, c'est le branle-bas de combat. Ortiz veut faire régner une certaine discipline. Outre ses têtes pensantes, Susini, l'avocat Meningaud, qui « tiendront le micro » installé sur le balcon et chaufferont la foule, le bistrot du Forum installe son état-major militaire : Ronda, le marchand d'espadrilles, en

est le chef. Il a détaché Mamy des U.T. de choc pour le seconder. Le brave commandant Sapin-Lignières, lui, compte « pour du beurre ». Il fait bien dans le décor aux yeux de Challe qui a rêvé de créer une véritable troisième force avec sa fédération des U.T. et autodéfenses ! Ayoun sera le commandant en chef d'Ortiz. Mais déjà le bureau est plein de monde. On vient « visiter » Ortiz, lui faire sa cour. À la bon enfant. On parle du grand coup de torchon de cet après-midi. On parle du limogeage de Massu, un si brave homme, un si grand soldat, et « qu'avec lui, au moins, on était sûr que ce grand coulo de l'Élysée y pouvait pas mener sa politique de bradage » !

« Allez donc rameuter le plus de monde possible, au lieu de « tchatcher » comme des moineaux dans les ficus du square Bresson ! » Et Ortiz décide de délivrer des laissez-passer ! Sur de grandes feuilles bleues à en-tête du Comité d'entente des mouvements nationaux et frappées du sceau rouge de l'Amicale des U.T. et groupes d'autodéfense.

Les nouvelles des cortèges parviennent au P.C. Ortiz. Tout va bien.

Tout va mal pour le colonel Fonde qui apprend les mêmes nouvelles. La grève générale est observée. Magasins, bistrots, cinémas sont fermés. Des rassemblements se forment à l'intérieur de la ville et aussi à Saint-Eugène, à Hussein-Dey. Bab-el-Oued grouille littéralement. Fonde téléphone au général Costes, commandant la zone d'Alger dont le P.C. se trouve à Fort-de-l'Eau.

« Ça a l'air de se préparer, mon général.

— Bon, je vais vous retrouver ! »

Fonde n'oubliera jamais ce geste. Costes, le pied-noir libéral, la bête noire d'Argoud, partage la même opinion que le colonel Fonde : un officier doit obéir au gouvernement de la République dont il tient ses galons. « Il était peu courant dans ces jours troublés, me dira Fonde, qu'un homme qui pouvait rester hors du coup juge de son devoir d'être à l'endroit le plus dangereux. »

Maintenant, tout va très vite. Il est 11 heures lorsque Fonde, qui ne sait pas encore que les dépôts d'armes sont aux mains des hommes d'Ortiz, reçoit un coup de téléphone du général Crépin :

« Je suis dans mon bureau à la caserne Pélissier et je vois les manifestants qui arrivent de Bab-el-Oued en colonne par douze ! Vot' barrage de paras... il est ouvert !

— Et les paras ?

— Les paras ? Ils regardent ! »

Le capitaine Léger, l'ancien patron des bleus-de-chauffe, qui commande la compagnie musulmane du 3, a refusé de participer au maintien de l'ordre avec ses Algériens. Ce qui était la moindre des prudences. Mais avec sa jeep il parcourt Alger. Il voit ses copains du 3 en barrage en travers de la place Jean-Mermoz, au pied de la caserne Pélissier. Soixante mètres de large mais, derrière, le vide complet. Et devant, cette masse compacte au coude à coude, encadrée d'U.T. en uniforme, précédée de drapeaux. Et il rigole, Léger ! Ça va pas tenir longtemps ! Et en effet, ça ne tient pas. Les paras à casquette à longue visière, les héros de la « bataille d'Alger », les hommes de l'ex-régiment de Bigeard, les préférés de la Ville blanche, ceux qui, après chaque opération, viennent y retrouver leurs petites amies, ne peuvent contenir cette foule qui avance, drapeau tricolore en tête, criant « Algérie française ». D'autant qu'aucun des colonels des trois régiments n'a jugé bon de renforcer le faible barrage humain par ses camions jaune sable et par les chevaux de frise qu'on avait si bien su employer en 1957 dans toute la ville. Et

la foule avance, fraternelle, amicale. On se retrouve au contact des filles qu'on connaît et qui vont tout comme au 13 Mai jouer un grand rôle. Les organisateurs de la manifestation ne les ont pas négligées. Et le barrage du 3 disparaît, englué, noyé, embrassé, cajolé. On rigole. Et puis on ne va pas tirer sur des Français qui défendent les mêmes idées, qui veulent faire revenir De Gaulle sur une autodétermination inacceptable. Au nord et à l'est de la ville, la même scène se renouvelle. Et, pacifiques, les cortèges parviennent sur le plateau des Glières.

Il est midi. Le soleil, la chaude fraternité du coude à coude, les slogans, les discours à l'emporte-pièce font monter la tension. Les anciens combattants et les plus prudents des manifestants qui ont vu les barrages symboliques s'effondrer « paisiblement » ont maintenant l'assurance que l'armée est en communion d'idées avec le F.N.F. et que le 13 Mai, le véritable 13 Mai, celui qui, sans équivoque, intégrera l'Algérie à la France, est pour ce beau dimanche 24 janvier.

« Le grand jour est arrivé, s'égosille Meningaud au « balcon Ortiz ». Nous sommes ici pour que vive l'Algérie française, et nous n'en partirons que lorsque le général Massu sera de retour ! »

« Mas-su... Mas-su... Algérie... française... ». On chante *la Marseillaise*.

Au P.C. Alger-Sahel, Fonde fait le point : personne n'obéit sauf les gendarmes de Debrosse qui ont essuyé des coups, des cailloux en essayant de dissoudre des groupes.

« Mes escadrons de cent hommes, dit Debrosse, n'arrivent pas à contenir les milliers de manifestants.

— Regroupez-vous sur le Forum », ordonne Fonde.

Au nord, à l'est et à l'ouest, les paras du général Gracieux ont partout cédé. Gracieux me dira : « Notre préoccupation était de ne pas faire marcher nos paras en petits paquets pour éviter qu'ils ne soient bousculés ou qu'ils ne fraternisent trop et se fassent « barboter » leurs armes. Devant les cortèges de manifestants il n'y avait rien à faire. La troupe, liée à la population, n'allait pas tirer sur elle. Et un service d'ordre dur et efficace c'était tirer sur la foule ! Pour nous, c'était exclu. »

Quand Fonde apprend que ni Bonnigal ni Broizat, pour qui la tache était facile, n'ont résisté à la foule, il dit à Costes :

« Les paras ne sont pas corrects. Ils m'ont fait un enfant dans le dos. »

Et puis lorsqu'il apprend que les leaders activistes, Ortiz en tête, haranguent la foule, la flattent, l'enflamment, il comprend. La veille au quartier Rignot, devant la certitude que la manifestation aurait lieu, il a demandé une dernière fois l'arrestation d'Ortiz et des meneurs. Le colonel Godard, directeur de la Sûreté, a répondu avec aplomb : « Les leaders activistes ? Mais ils ont tous disparu. »

Fonde apprendra par la suite que Godard assistait le samedi 23 janvier à une réunion du F.N.F. En « observateur » qui n'avait rien « observé ».

Mais l'heure n'est pas aux récriminations. Fonde donne l'ordre à Debrosse de réunir les douze escadrons dont il dispose, au pied de la Délégation générale. « Il n'y a plus que vous, dit-il au colonel de gendarmerie. « Ils » vont vouloir reprendre le G.G. comme au 13 Mai. Alors rassemblez vos types. »

Il est 13 heures lorsque le patron d'Alger-Sahel donne aux régiments paras l'ordre de se rapprocher du centre. Bonnigal restera avec le 3e R.P.I.Ma. devant la caserne

Pélissier. Broizat et son 1er R.C.P. barreront le boulevard Baudin à la hauteur du *Maurétania*. Dufour, à la hauteur du parc de Galland, fera la même chose avec le 1er R.E.P. Le plan de Fonde est de se servir des deux régiments de léopards et des gendarmes du Forum pour agir comme pistons sur la foule des manifestants et les refouler vers l'ouest de la ville par la rue d'Isly et la rampe Bugeaud laissées ouvertes. C'est ce plan que le général Costes explique par téléphone au cabinet du général Challe. Le général Crépin va l'exposer au commandant en chef et au délégué général qui, depuis le début de la matinée, partagent le même bureau au quartier Rignot.

À 13 heures là situation est claire. Ortiz dispose d'une masse de manœuvre d'une dizaine de milliers de manifestants. Ce n'est pas la grande foule mais elle grossira après le déjeuner ! Lagaillarde lui, s'est retranché dans les facultés. Il annonce qu'il tirera sur quiconque approchera à moins de trente mètres de son P.C. Gracieux qui connaît Forzy, l'adjoint de Lagaillarde, le « met en garde » et en même temps lui donne une assurance qui va déterminer les rebelles des camps retranchés : « En aucun cas nous ne tirerons sur vous. Mais attention ! dites à Lagaillarde que s'il tire sur nos gars, ça ira mal. »

Au P.C. « du balcon », comme on va désormais l'appeler, l'atmosphère qui règne chez Ortiz est moins enthousiaste que celle qui règne sur la tribune improvisée où les représentants de tous les mouvements patriotiques se relaient au micro, montrant publiquement leur ralliement au « Chef ».

Ortiz a la nette impression que les « militaires » se dégonflent. Pas de nouvelles de Faure ni d'Argoud. Gardes est là, avec Filippi. Le colonel ne « sait pas ce qui se passe ». Lui non plus n'a pas vu Argoud. Les parachutistes n'ont pas « encadré » mais laissé passer les cortèges. Est-ce un acquiescement aussi total que voulaient bien le dire les militaires, à la caserne Pélissier ?

Le général Challe convoque Ortiz au P.C. Rignot. Filippi l'a accompagné, avertissant tous les manifestants qu'« ils allaient chez Challe et que s'ils ne revenaient pas dans une heure ils sauraient où les trouver ». Le capitaine Filippi, lui, s'est mouillé à fond. Il a annoncé la couleur. Au P.C. Rignot, Challe, cordial, a « conseillé » à Ortiz de disperser sa réunion. Il a rappelé au leader du F.N.F. les grandes lignes de ce qu'il a « arraché » à De Gaulle : justice plus rapide, exécution des condamnés à mort, poursuite de la pacification et assurance qu'il n'y aurait pas de discussions politiques avec le F.L.N.

Challe me dira plus tard : « Je m'en méfiais mais ce n'était tout de même pas un ennemi. Même s'il était ultra-excité. J'essayais de ne pas « passionner » le débat. »

Ortiz, lui, dira que Challe l'a autorisé à poursuivre la manifestation à condition qu'elle reste pacifique, ne déborde pas l'avenue Pasteur et ne s'attaque à aucun édifice public.

C'est alors que le commandant en chef a partagé le sandwich au jambon que son ordonnance venait de lui apporter.

« Ça vous tente, Ortiz ?

— Oui, mon général, je n'aurai guère le temps de déjeuner. »

Dans la « saga » des barricades, amplifiée par le caractère méditerranéen d'Ortiz, la scène prendra une ampleur et une importance insoupçonnées ! Tout le monde sur le plateau des Glières saura que le grand Jo a « déjeuné » avec le commandant en chef ! Et la valse dés interprétations continue. « Je vous le dis, moi je suis bien informé, pour que Ortiz il ait déjeuné avec le général Challe, c'est que l'armée elle est d'accord avec nous.

D’ailleurs ce matin ils nous ont laissés passer partout. »

Ortiz se garde bien d’exposer son inquiétude à ceux qui, à nouveau, ont envahi son P.C. Dans l’appartement de la rue Charles-Péguy, c’est le « bordel ». Tout le monde parle, crie, boit, explique la « conjoncture » avec de grands gestes, des éclats de voix et des rodomontades. C’est une entreprise de persuasion en tout genre. Il y a des papiers, des tracts, des mitraillettes, des canettes de gauloise dans tous les coins. Il fait chaud. Ça sent la sueur, la graisse d’armes, la fumée des bastos et la bière. Jourde, qui est arrivé au P.C. avec ses U.T. de choc, s’engueule effroyablement avec Ortiz et rejoint Lagaillarde avec le sergent-chef Lalanne, deux sections complètes et deux fusils mitrailleurs.

« Au moins, chez lui, c’est organisé militairement. C’est pas le bordel. » Et il claque la porte du P.C. Ortiz.

À 15 heures, après le déjeuner, le plateau des Glières est noir de monde. Trente mille personnes. Ortiz sent que l’heure est venue. C'est le moment ou jamais. Oui, mais au haut des escaliers du G.G., au-dessus du monument aux morts, on aperçoit la ligne sombre, dure, hostile des gendarmes en armes, le mousqueton à la main, le casque enfoncé jusqu'aux yeux. La foule s’échauffe, les slogans fusent, les injures au pouvoir, à De Gaulle se font de plus en plus nombreuses.

Il est 15 h 15 lorsque des jeunes gens commencent à dépaver la rue Charles-Péguy et à édifier une barricade.

« C’est une bonne chose, dit Mamy à Ronda, le « patron militaire » de la révolte.

— Oui. Très bonne idée. Téléphone au capitaine Carrichio au 14e B.U.T. de Bab-el-Oued. Centre Villeneuve. Qu’il commence à remplir les sacs de sable !

— Quel numéro ?

— 62.90.97. Et qu’il fasse vite. »

Gardes est à nouveau dans le bureau d’Ortiz, adossé à la vaste cheminée de brique. On annonce la construction de la barricade. Je suis depuis dix minutes au P.C. Ortiz où, dans le brouhaha général, on ne m’a rien demandé[2], lorsque je vois le colonel Gardes sortir du bureau du leader du F.N.F. Il se dirige vers le balcon. Il observe la barricade. Son visage est tendu. La barbe est déjà drue et bleuit le menton. Sous le képi, le regard est approbateur.

« Il faut mettre les anciens combattants avec leurs drapeaux devant la barricade », ordonne-t-il.

Puis il retourne auprès d’Ortiz. À cette minute, pour moi, cela ne fait aucun doute : Gardes a « passé la barricade » ! Cela paraît évident pour tous ceux qui, comme moi, sont là en spectateurs. Sur la foule, l’apparition du képi et des cinq barettes a fait très bon effet. « L’armée avec nous... » slogan bien connu.

15 h 30. Sur ordre de Ronda, Bernard Mamy va débloquer un contingent d’armes et les porter au « réduit Lagaillarde ».

« Pierre a deux cents ou trois cents gars qui piaffent, dit Ronda. Apporte une partie des armes à la faculté mais planque-les. Ne les distribue pas ! »

Ortiz ne s’est pas décidé à jouer avec Lagaillarde mais à 15 h 30, il prévoit déjà qu'il faudra se servir d'armes et que les jeunes partisans de l’ancien leader des étudiants seront alors bien utiles.

Mamy prélève sur le dépôt de la rue de l’Abbé-de-l’Epée cinquante-cinq mitraillettes Thompson, quatre fusils mitrailleurs et cinq caisses de grenades qu’il dépose dans une

pièce vide de la faculté placée sous la garde de quatre bons vieux territoriaux bien « pépères ». Puis il regagne le P.C. Ortiz. À peine est-il dans l'appartement qu'Ortiz et Ronda l'envoient « sonder » le colonel Broizat qui se trouve à la tête du 1er R.C.P. devant le *Mauretania*.

« Demande-lui ce qu'il fiche, dit Ortiz. Il faut qu'il arriv.e et vienne se mettre avec ses hommes en tampon entre la foule et la barricade. »

C'est le dernier moyen qu'a trouvé Ortiz pour « mouiller » définitivement les paras aux yeux de la foule. Boulevard Baudin, dans sa jeep, un homme au crâne rasé en qui Mamy croit reconnaître Broizat regarde calmement l'envoyé d'Ortiz et lui dit : « Moi je ne bouge pas. Tant qu'on ne tire pas je ne peux pas venir. »

Broizat niera toujours avoir prononcé cette phrase. Tout comme Ortiz contestera les termes de sa conversation avec Challe ! Quoi qu'il en soit, Mamy rapporte cette réponse à Ronda. Il me dira plus tard :

« Ortiz en a-t-il conclu qu'il fallait tirer pour avoir les paras ? Je l'ignore. »

Le « Chef » ne lui en demande pas moins un « plan de feu » des troupes du F.N.F., publié ici pour la première fois.

À 17 h 30, le « camp retranché » est ainsi composé : Au troisième étage du P.C. Ortiz, le lieutenant U.T. Rambert a installé deux fusils mitrailleurs en feux croisés. Dans l'immeuble d'Air Algérie, qui lui fait face, de l'autre côté de la rue Charles-Péguy, le groupe Ghénassia a pris position avec quinze types, « les plus activistes parmi les activistes ». Ghénassia est un ancien de l'Irgoun qui commande la 2e section des U.T. de choc. Il a mis en batterie son fusil mitrailleur « personnel », un 24 x 29. Le groupe du sergent-chef Minondo, qui, le matin, a encadré le cortège venant de Bab-el-Oued, a installé la 3e section opérationnelle du 11e B.U.T. et un groupe de miliciens d'Ortiz à brassard frappé de la croix celtique devant la barricade. Les capitaines Galvin et Celerier ont placé leurs U.T. de marine autour de la deuxième barricade qui barre la rue Charles-Péguy à la hauteur des facultés où siège Lagaillarde. Le champ est clos. Le camp, retranché. Les rues qui mènent à ce périmètre sont également barrées et surveillées. La rue Charras par le capitaine Di Lucio, le lieutenant Calcagni et des hommes du 19e B.U.T. La rue Berlioz par les capitaines Capeau et Segalla et leurs hommes du 13e B.U.T. La rue Monge par les capitaines Dufour (à ne pas confondre avec le colonel commandant le 1er R.E.P.) et Calavassy avec les hommes du 16e B.U.T. La rue Edouard-Cat qui borde les facultés est aux mains des hommes du 11e B.U.T. dont le dépôt d'armes est à un jet de pierre et qui sont placés sous les ordres du sous-lieutenant Andréa, de l'adjudant-chef Onetto et de l'adjudant Carrayon. La rue Bellay qui longe le pâté de maisons où se trouve le P.C. Ortiz est contrôlée par le capitaine Jammy et des éléments du 20e et du 18e B.U.T. Tel est le « plan de feu » et d'implantation que remet Mamy à Ronda.

« Il faut compter en plus, ajoute-t-il, trente-cinq Thompson disséminées un'peu partout. »

Aux facultés, Lagaillarde a appris la présence du dépôt d'armes gardé par les U.T. Il faut une minute à une dizaine de ses hommes pour « convaincre » les U.T. de Mamy de les livrer !

Il est 18 heures quand Mamy l'apprend. Il bondit aux facultés pour voir ce qui s'y passe.

Au P.C. Rignot, Challe et Delouvrier sentent la tension monter. À 16 heures, voyant que la manifestation ne fait que croître Crépin a fait savoir à Fonde que son plan de dégagement du plateau des Glières était accepté par les « patrons ».

« À quelle heure est-il applicable ? a-t-il demandé.

— À 17 heures, mon général.

— Bien, attendez les ordres. »

Pour Delouvrier, la situation est limpide. Ni la police de Trouja, entièrement acquise aux manifestants, ni les paras n'ont pu ni voulu empêcher cette masse immense et explosive de se réunir. D'après les rapports, il y a vingt mille manifestants décidés groupés autour du P.C. Ortiz et le double de sympathisants qui regardent dans les rues avoisinantes. Plus grave encore, il y a deux barricades et un îlot retranché dans les facultés. Le service d'ordre a été défaillant pour des raisons qu'on n'a pas analysées sur le moment. Il est certain qu'à cette heure la situation échappe des mains des deux patrons de l'Algérie comme une poignée de sable du désert. Challe, qui croyait la maintenir, doit admettre que certains de ses subordonnés l'ont mal informé — sciemment ou non — ou ont été « terriblement imprudents ». À ce propos Delouvrier a appris la présence de Gardes au balcon Ortiz et il a demandé à son homologue militaire de lui « casser l'oreille » et de l'envoyer immédiatement rejoindre sa nouvelle affectation à Saïda, ce que Challe fera le soir même.

Il est 16 h 15 lorsque Delouvrier, en complet accord avec Challe, a donné le feu vert au colonel Fonde. La manifestation devra être dispersée à partir de 18 heures : « En souplesse », a recommandé le commandant en chef. Fonde a prévenu le commissaire central Trouja d'avoir à mettre un commissaire à la disposition de Debrosse pour faire les sommations légales. Le colonel de gendarmerie Debrosse et les colonels de paras Dufour et Broizat sont alertés. La dispersion commencera à 18 heures. Au sud, les gendarmes descendront les escaliers du Forum, à l'est, les deux régiments de paras descendront l'un le boulevard Baudin, l'autre l'avenue Pasteur et la rue Michelet. Les trois unités se retrouveront sur le plateau des Glières pour repousser la foule vers l'ouest où le passage sera libre. Ensuite, on s'occupera des barricades.

À partir de 17 h 30, Fonde s'informe auprès de sa liaison para :

« Dufour et Broizat sont bien partis ?

— Oui, mon colonel. »

Ils ont une demi-heure pour franchir moins d'un kilomètre.

« Tout ira bien, pense le colonel. Ils seront à l'heure au rendez-vous des gendarmes. »

À 18 heures, les hommes de Debrosse se mettent en marche, masse noire des casques et des vareuses, impressionnante, hostile, le plat du mousqueton en avant pour repousser la foule. Leurs armes ne sont ni chargées ni approvisionnées. Mais les hurlements, les insultes, les pierres et les bouteilles s'abattent sur eux.

« Les C.R.S. ! crie-t-on dans la foule. Ils chargent ! »

Le colonel Debrosse a « perdu » le commissaire qui a prétendu ne pas avoir d'ordres du commissaire central et s'est éclipsé pour « aller en chercher ». Alors le colonel de gendarmerie arrivé en tête de ses hommes au bas des escaliers crie à la foule : « Dispersez-vous. Allez-vous-en... »

C'est l'hystérie. De la foule jaillissent les pires insultes. Une grenade claque sur la chaussée de l'avenue Pasteur. Elle vient de la foule. Les gendarmes se déploient à la

hauteur du monument aux morts, la crosse en avant et chargent.

Bernard Mamy est aux facultés pour « gueuler » auprès de Lagaillarde qui lui a « volé » ses armes. Il apprend qu'un F.M. des U.T. marine est placé au-dessus du tunnel des facultés. Il est 18 h 14. Au bas de l'avenue Pasteur les gendarmes, que l'on aperçoit de profil, s'apprêtent à charger la foule. Le F.M. du tunnel lâche sa première rafale prenant en enfilade les premiers gendarmes, qui tombent sur la chaussée.

C'est le signal du carnage. Tous les F.M. dont on connaît le plan de feu, toutes les armes des U.T. et des miliciens d'Ortiz crachent ensemble. Le fracas est épouvantable, répercuté par les façades des immeubles. Les gendarmes cherchent à se protéger. Ils cherchent aussi désespérément les paras. Les deux troupes ne s'aiment guère mais elles sont dans la même galère ! Les paras de Dufour et Broizat ne sont pas au rendez-vous. Les deux colonels de paras ont appris que le camp retranché de Lagaillarde dispose de fusils mitrailleurs et « ils ne veulent pas — expliqueront-ils plus tard — risquer la vie de leurs hommes et les exposer au feu du député » ! Ils se consultent pour savoir ce qu'il faut faire ! Les meilleurs combattants du djebel sont arrêtés par cette éventualité ! À quelque six cents mètres plus bas le carnage continue. Les gendarmes ont chargé leurs armes et ripostent à leur tour. Le feu s'intensifie. Le trottoir de gauche du boulevard Laferrière, le long de la façade du journal militaire *Bled*, est littéralement arrosé par les F.M. des groupes Rambert et Ghenassia. La fusillade dure vingt minutes. C'est ignoble. Le colonel Debrosse en avertit Fonde.

« J'ai quatre tués, des blessés. Un F.M. tire du P.C. Ortiz et les paras ne sont pas là.

— Stoppez où vous êtes et attendez les paras », ordonne Fonde.

Nouvel appel.

« Ça tire de partout, crie Debrosse. Les paras ne sont pas là.

— Mais bon Dieu de bon Dieu, dit Fonde, qu'est-ce que fout Dufour ? Il a deux cents mètres à faire ! »

Dufour n'arrive qu'à 18 h 35. Près d'une heure après être parti. Il donnera, comme Broizat, l'explication que l'on sait.

Le feu des armes lourdes a cessé. À l'horreur succède l'ignoble. La foule, surexcitée depuis des heures « chauffée » par les slogans, atterrée par la fusillade, se « paye » du gendarme. On se rue sur les blessés pour les achever. Bernard Mamy, qui a fait plus vite que les paras et a quitté les facultés, arrive sur le plateau des Glières pour sauver un capitaine de gendarmerie blessé que les manifestants veulent égorger !

Le capitaine Léger, fou furieux, voit Lagaillarde, lui aussi sorti de son camp retranché, la mitraillette sur le ventre.

« Alors vous êtes content, Lagaillarde ? C'est du joli ce que vous avez fait !

— Ah ! Oui. Evidemment. »

Le député est effaré. Il se reprend très vite. Léger, qui protège des gendarmes, se fait traiter de « dégonflé » par des manifestants. Le patron des bleus-de-chauffe, l'un des hommes clefs de la « bataille d'Alger » et de la « bleuite », insulté par de minables et lâches U.T. ! C'en est trop pour Lagaillarde qui, à la volée, gifle l'un d'eux.

Enfin, Dufour, Broizat et leurs hommes ramènent un peu de calme. Le haut-parleur du journal *Bled* lance un appel au cessez-le-feu. Un manifestant un peu plus lucide que les autres hurle : « Cessez le feu ! On se tire les uns sur les autres. »

Une violente altercation oppose, à *Bled*, Debrosse à Dufour qui reproche au gendarme

de n’avoir pas respecté l’accord Challe-Delouvrier-Ortiz, ce qui — par parenthèse — prouve que le colonel de paras connaissait la version Ortiz de l’entretien du « sandwich ».

« Quel accord ? rugit Debrosse. Moi, j’obéis aux ordres. Et si vous n’en avez pas reçu, prenez-en. Le téléphone vous tend les bras ! »

Les paras s’emploient maintenant à protéger les gendarmes de la vindicte populaire. Chacun ramasse ses morts. Car il y en a du côté des manifestants. De pauvres gens viennent de payer de leur vie la folie des chefs qu’ils se sont imprudemment donnés. Roger Hernandez, un U.T. de trente-quatre ans, s’est écroulé, mort, au pied de la barricade qui pendant huit jours portera son nom. lin manifestant plonge un drapeau tricolore dans le sang de l’U.T. et le plante sur la barricade.

Fonde a donné à Debrosse l’ordre de reculer et de regagner le Forum, en emmenant ses morts et ses blessés. Le député Kaouah, qui a contribué, au balcon Ortiz, à exciter cette foule désespérée, vient de sauver lui aussi un gendarme que l’on voulait lyncher. Il y a récolté un coup de pied « bien placé » qui l’a plié en deux.

Debrosse, accompagné de parachutistes, « fait » les portes cochères pour récupérer ses blessés, assiégés par une foule en fureur. Car il est bien évident que pour les manifestants qui ne savent rien ni du « plan de feu », ni des pneus bourrés d'explosifs lancés contre les gendarmes, ni des pains de plastic piqués de crayons allumeurs jetés des fenêtres, ce sont les gendarmes qui ont tiré les premiers. Ils doivent payer. Devant le P.C. Ortiz, derrière la barricade devenue symbole du « martyre des Européens sacrifiés par la politique de la métropole », les scènes d’hystérie se multiplient. On crie vengeance contre les « gendarmes assassins ».

Mais ni pour Ortiz ni pour Lagaillarde l'affaire n’est terminée. Elle ne fait que commencer. Lagaillarde essaie de prendre la grande poste pour avoir un haut-parleur sur ce haut lieu de la révolte européenne que devient le plateau des Glières. Il se fait sèchement « rembarrer » par le colonel Broizat.

« Mon devoir est de défendre les édifices publics, lui dit le colonel. Rentrez chez vous, je ne viendrai pas vous y attaquer ! »

A u *Bled* les paras ont installé leur P.C. Les deux immeubles restants sont la « propriété » de Jo Ortiz. Lagaillarde rejoint ses facultés. C’est là qu’il jouera sa partition.

À 20 heures, on connaît le bilan.

Chez les gendarmes 14 morts et 123 blessés. Chez les manifestants 6 morts et 24 blessés.

À l’hôpital de Mustapha au cours des opérations sur les blessés et des autopsies des cadavres civils, les chirurgiens extraieront un grand nombre de balles de mitraillettes Thompson dont le « plan de feu » du lieutenant Mamy nous a appris en quelles mains elles se trouvaient.

Le 24 janvier, la folie a gagné Alger. L’épreuve de force est engagée. Dans leurs P.C. respectifs Lagaillarde et Ortiz s’organisent. Ils soutiendront le siège. Ils sont décidés, disent-ils, cette fois que l’irréparable a été commis, à « aller jusqu’au bout ». Et ils ont bon espoir car maintenant que le camp retranché est délimité, que les U.T. et les miliciens en armes montent la garde derrière les barricades, l’armée devient l’arbitre entre Paris et les « insurgés ». Et l’armée à Alger, au soir de ce 24 janvier 1960, c’est

trois régiments de paras que la population encore hébétée par le drame qu'elle vient de vivre acclame en sauveurs.

Dès 20 heures, le premier moment d'affolement passé, Challe, bouleversé par l'importance du bilan qu'il vient d'apprendre, enregistre pour Radio-Alger le communiqué suivant :

« Alors que l'armée et ses chefs ont, pendant toute la journée du 24, tout fait pour maintenir l'ordre, sans molester les manifestants, à la tombée de la nuit, les émeutiers qui avaient patiemment attendu pour perpétrer leur mauvais coup, ont attaqué et tiré sur les forces de l'ordre.

» Les forces de l'ordre, qui ont jusqu'à présent protégé l'Algérie contre les fellaghas, comptent ce soir des tués et des blessés.

» L'émeute ne triomphera pas contre l'armée française. Je fais converger des régiments de l'intérieur sur Alger. L'ordre sera maintenu avec l'accord du délégué général du gouvernement ; je considère la ville comme en état de siège. Tout rassemblement de plus de trois personnes est interdit. C'est tout. »

La déclaration est ferme. Elle n'aura aucun effet car la ville tout entière vient maintenant aux barricades. Pour les Européens, cela ne fait aucun doute : ce sont les gendarmes qui ont tiré. Les bilans les plus fantaisistes circulent. Il y aurait des dizaines de morts. Une délégation des élus d'Alger arrive au quartier Rignot. Lauriol et Marçais, très excités, protestent contre les « gendarmes assassins qui ont agressé les paisibles manifestants ». Sèchement, Philippe Thibaud leur donne le bilan.

« Avez-vous déjà vu une manifestation où le service d'ordre qui tire sur la foule ait neuf dixièmes des pertes ? »

Marçais nie férocement l'évidence. Il écume. Comme d'habitude, Lauriol, plus intelligent, moins buté, le calme. Il demande à Thibaud s'il est sûr de ses chiffres. Puis les députés se retirent après avoir vu Delouvrier, qui leur a demandé d'agir sur les manifestants, de les faire obéir à l'ordre d'état de siège annoncé par Challe. Peine perdue. D'ailleurs, les députés ne seraient pas entendus. Autour des barricades c'est la fraternisation la plus complète. Le peuple, les insurgés, les paras de la 10e D.P. sont fraternellement mêlés autour de l'amas de palissades, de pavés, de meubles brisés, sur lequel flotte un drapeau tricolore taché de sang.

Pas un instant il n'est question de faire appliquer l'état de siège ni le couvre-feu. Gracieux n'a pas caché que les régiments de Broizat, de Dufour et de Bonnigal n'obéiraient pas à un ordre d'assaut.

Cette nuit, Challe est devant l'évidence. Gracieux, « son » Gracieux en qui il a toute confiance, qu'il aimé profondément, qui de son P.C. Artois a tant fait pour que l'opération « Jumelles » soit un succès, refuserait d'attaquer les barricades !

La 10e D.P. ne désobéit pas encore, mais elle est de cœur avec les insurgés. Il ne faut donc pas lui donner l'ordre qu'elle repoussera. À Delouvrier, Challe répond : « Je n'ai pas assez d'hommes pour enlever les barricades... »

Les colonels assiègent le bureau où se trouvent les deux patrons de l'Algérie. Leur position est ferme : impossible de faire couler à nouveau le sang des Français. Les paras ne comprendraient pas. Qu'un ordre fatal soit donné et c'est l'armée tout entière qui se briserait sur ces quelques mètres cubes de débris qui délimitent le camp retranché.

Dufour, qui a vu Ortiz, rapporte ses « conditions » : création immédiate d'un

gouvernement de sauvegarde nationale. « virer toutes les ordures du gouvernement » ainsi que son représentant en Algérie. Delouvrier sait à quoi s'en tenir !

Gracieux, de son côté, a rencontré Lagaillarde : « Je ne tirerai pas sur vous, mon général, mais si les paras en recevaient l'ordre, je ne pourrai — comme je le fais en ce moment — empêcher les désertions de se produire et les paras de me rejoindre. »

Delouvrier et Challe sont seuls. Les insurgés triomphent, ils « tiennent » la population. Quant aux colonels, d'Argoud à Broizat, de Gardes à Dufour, leur « prévisions » se sont réalisées. Le gouvernement de Paris doit revenir sur l'autodétermination, proclamer enfin cette Algérie française, cette intégration qui réglera miraculeusement tous les problèmes.

C'est compter sans De Gaulle. Le Général a appris le « mauvais coup » à Colombey, il est immédiatement rentré à Paris et appelle successivement Delouvrier et Challe. Ses ordres sont formels :

Vous êtes chargé de maintenir l'ordre, dit-il à Delouvrier, acquittez-vous de cette mission. Je vous laisse le choix des moyens. Employez la persuasion si c'est possible, la force si besoin est. Rappelez-vous que vous représentez l'État. Il faut que vous ayez réglé cela *pour demain matin*. »

Il renouvelle ses ordres à Challe qui fait le point de la situation et ajdute :

« Je ne veux pas changer Alger en Budapest, mon général. Il y a d'autres moyens.

— Bon. Faites pour le mieux. »

Le général De Gaulle a senti toutes les réticences de Challe. Celles de Delouvrier aussi. Il ne s'agit pas de brusquer un commandant en chef qui n'a pas le pouvoir d'employer la manière forte et qui — visiblement — n'a pas l'intention de l'employer, sous peine de le précipiter dans les bras des insurgés et de leurs « sympathisants » en tenue léopard. Qu'ils fassent donc « pour le mieux ».

À 2 h 30, le président de la République enregistre la célèbre allocution : « L'émeute qui vient d'être déclenchée à Alger est un mauvais coup porté à la France », et renouvelle sa confiance en Delouvrier et en Challe. « Quant à moi, conclut-il, je ferai mon devoir. »

La principale décision prise cette nuit par Challe et Delouvrier est de changer le commandement d'Alger-Sahel. La situation est trop grave pour la laisser entre les mains d'un colonel. Fonde devient « l'adjoint » du général Gracieux. Puisque les paras tiennent tout en main, qu'ils sont les arbitres, autant que ce soit leur général qui les commande !

Et puis Fonde n'est pas fâché. « Cette situation, a-t-il dit au général Costes, n'a pu naître que de la non-obéissance de certains chefs, notamment les paras. Car s'ils avaient maintenu strictement les barrages il n'y aurait pas eu de manifestation et on n'aurait pas crié : l'armée avec nous. C'est la faute à certains officiers, à eux de réparer. » Costes et Crépin, le remplaçant de Massu, ont approuvé.

Avec Gracieux, Fonde joue le jeu mais n'en pense pas moins : « Les paras "avalent" les mensonges du F.N.F. selon lesquels ce sont les gendarmes qui ont tiré, ils se croient les seuls "types bien" d'Algérie, tu y as bien contribué, mon général, alors, maintenant, démerde-toi avec ! »

Les paras de Gracieux traduiront vite la « confiance » que leur chef a en Fonde puisque leur premier souci, en prenant possession du P.C. Alger-Sahel, sera de rechercher « le poste ou la ligne directe avec Paris ». Ils ne trouveront rien et pour cause. Cette ligne n'existe que dans leur imagination « conditionnée ». À la 10e D.P. on voit « du

De Gaulle partout ». Fonde, écœuré, constate que désormais deux légionnaires en armes le « protègent » à la porte de son bureau. « Je ne vois pas la nécessité d'être gardé par d’autres que ceux qui le faisaient habituellement », dira-t-il, sans obtenir de réponse.

L’anecdote est significative. En ce lundi matin la situation a totalement échappé aux représentants du gouvernement. Challe et Delouvrier, et ceux qui leur sont fidèles, sont à la merci des arbitres : les paras.

Dès que le soleil se lève le lundi matin les ordres de grève générale sont maintenus et « fermement » appliqués par les U.T. La ville entière vient visiter ses « héros », sous l’œil bienveillant des paras qui assurent leur ravitaillement et partagent fraternellement leur repas avec les insurgés. Des femmes apportent le café, les croissants aux « hommes » et aux paras. La kermesse commence. Elle va durer quatre jours.

Argoud, Gardes et Broizat ont la victoire à portée de la main. L’ampleur de la manifestation au cœur d'Alger, le camp retranché qu’« on ne peut investir sans faire couler le sang des Français », la manifeste hésitation de l’armée dont ils sont en partie responsables ne peuvent que faire reculer De Gaulle. Ils sont prêts pour cela à manipuler l’extraordinaire masse de manœuvre que constitue la population européenne d’Alger, trompée par les bruits les plus fous, l’esprit tourneboulé par les fausses nouvelles et qu’Ortiz et Lagaillarde tiennent en main.

Gardes n’hésite pas une seconde. Dès le lundi matin — il ne regagnera son poste à Saïda que le mercredi — il vient protester auprès de Thibaud, le patron de l’information, contre l’utilisation qu’on fait de France V, la chaîne locale de radio. Le colonel, tendu, crispé, est dans un état passionnel et passionné tels que ses nerfs semblent sur le point de le trahir.

« Monsieur Thibaud, je vous préviens que je fais envoyer deux officiers du 5e bureau à la Maison de la Radio pour contrôler les émissions de radio ! »

Thibaud, stupéfait, entend le colonel regretter que la radio retransmette les allocutions de Delouvrier et de Challe et surtout de De Gaulle, sans prendre fait et cause pour les insurgés !

« Cela exaspère la population d’Alger et peut provoquer des événements graves. »

Un temps. Puis il ajoute, le regard fixe :

« Par exemple, l’attaque de la radio par la foule ! » Thibaud le « rassure » tout de suite : « La gendarmerie garde déjà la radio. Je vais rendre compte à M. Delouvrier de votre curieuse démarche. Et je vous préviens que si vous envoyez vos officiers à la radio, ils ne pourront entrer. »

Gardes, furieux, quitte le bureau en lançant :

« Si des événements graves se produisent devant la radio, vous en serez responsable. »

Immédiatement, Delouvrier donne l’ordre d’interdire la radio au 5e bureau ! « Gardes avait avoué, me dira Thibaud, qu’il était de cœur et de fait avec les insurgés. » L’interdiction de M. Delouvrier est respectée mais on « oublie » que l’émission quotidienne la « Voix du bled » est contrôlée par le 5e bureau. Sur l’ordre de Gardes — et jusqu’à la fin des Barricades — la « Voix du bled », par la plume du lieutenant Direz, confirmera à la population que l’armée est de cœur avec les insurgés.

« Hier dimanche, écrit Direz ce lundi 25 janvier, après une journée de manifestations qui s’était déroulée *dans la bonne humeur quasi générale* et dans la plus grande

fraternité, des coups de feu ont éclaté causant le terrible bilan que l'on sait. »

Le lendemain l'organe radio du 5e bureau lance sur les antennes : « La barricade ne sépare plus, elle unit. Elle est le trait d'union entre civils, territoriaux *et militaires*. »

Comment mieux et plus clairement indiquer la position du 5e bureau, dire à la population, qui n'entre pas dans les subtilités de l'état-major, que l'armée tout entière est à ses côtés ? Les appelés de la radio militaire seront si scandalisés par cette propagande mensongère qui faisait croire à une malheureuse population que toute l'armée la suivait alors qu'il ne s'agissait que d'une poignée de colonels et d'officiers subalternes activistes, que l'éditorial du vendredi 29 janvier sera « perdu » entre les locaux de l'Amirauté et ceux de la radio. Le responsable, un grand garçon à lunettes que l'on appelait Gallus, jettera tout bonnement la bobine dans un égout, boulevard Saint-Saëns, préfigurant par son geste l'attitude du contingent lorsque quinze mois plus tard le putsch des généraux entendra réussir ce qu'avaient manqué les colonels.

À l'issue d'un conseil des ministres dramatique au cours duquel s'est manifesté un clivage très net à l'intérieur du gouvernement — Soustelle, Comut-Gentille et Guillaumat « comprenant » à des titres divers la révolte d'Alger ; Buron, Couve de Murville, Jacquinot, Malraux et Michelet se révélant comme les plus « durs », les plus sévères à l'égard des insurgés —, le premier ministre Michel Debré annonce son intention de se rendre à Alger. « Non pour négocier, dit-il, mais pour m'informer. »

Le général De Gaulle, que ce projet laisse sceptique, y adhère non sans réserve.

« L'État de cédera pas, dit le Général, et la politique fixée ne changera pas. Des contacts avec les insurgés ? À aucun prix. Que le premier ministre se rende à Alger, soit, mais ce voyage doit être très bref, se borner à prendre contact avec les responsables et à mettre fin à leurs hésitations. »

Le conseil est terminé. La voie tracée. Soustelle, le visage de marbre, quitte l'Élysée pour rédiger sa démission. Pour lui, la rupture est définitive.

De son côté, Michel Debré est déchiré par les événements qui se produisent en Algérie. Devant le mauvais coup des Barricades, il est partagé entre son sens jacobin de l'État auquel s'ajoute sa fidélité au Général et ses réactions sentimentales.

L'homme du *Courrier de la colère*, le boute-feu de l'année 1957, connaît maintenant l'Algérie. Il l'a visitée, il a vu la population, « les » populations, il sait l'œuvre immense dans laquelle l'armée s'est lancée mais depuis les premiers mois de 1959, il se fait une autre idée de la situation.

« En fait, il était visible, me dira-t-il plus tard, qu'un trop grand nombre de Français d'Algérie refusaient toute évolution, y compris celle qui permettait aux Algériens les plus francisés d'accéder vraiment aux responsabilités. Le refus de la moindre mutation était un fait accablant. Tout ce qui pouvait être dit, l'argent qui pouvait être dépensé en faveur du progrès économique et du progrès social, rien n'y faisait. Du côté des chefs militaires, une sorte d'imprécision de la pensée faisait que si l'évolution était acceptée, elle était, en fait, renvoyée au-delà des combats, c'est-à-dire au jour de la paix, et la lutte « contre la subversion internationale » étouffait tout chez certains, y compris la vision de l'intérêt français. Je me souviens de ma première et très longue visite en février 1959. Elle fut tout entière orientée vers l'explication aux militaires que les combats ne devaient pas se prolonger car la métropole ne supporterait pas longtemps l'effort qui lui était imposé, que dans ces conditions il fallait à la fois aller vite sur le terrain et encourager

parallèlement l'évolution sociale. En fait, ces thèmes n'étaient pas acceptés et je suis revenu de ce premier voyage, à côté de bonnes impressions, avec un sentiment de malaise. À Alger on ne se pressait pas alors qu'en France il était facile de comprendre qu'on commençait à avoir hâte. »

Ce voyage-éclair — il ne durera que quelques heures — va montrer au premier ministre la gravité de la situation. L'« imprécision de pensée » de certains militaires s'est transformée en une précision redoutable. À Maison-Blanche, Debré et Guillaumat qui l'accompagne ne trouvent que Maffart pour les accueillir « discrètement ». Ni Challe ni Delouvrier ne « peuvent » se déplacer. Delouvrier a même dû traiter avec le chef des U.T., Sapin-Lignières, pour obtenir de celui-ci la promesse que le premier ministre et le ministre des Armées ne seraient pas enlevés ! Eventualité très possible puisque au même instant Guy Forzy, sur l'ordre de Lagaillarde, prépare contre Michel Debré un kidnapping qui n'aboutira pas ! Maffart fait prendre à la voiture officielle un chemin détourné par le ravin de la Femme-Sauvage. « Il faut éviter le centre d'Alger », explique-t-il.

Debré arrive enfin au quartier Rignot et se rend compte immédiatement de la tension qui y règne. Delouvrier n'a pas caché sa désapprobation à ce voyage, incapable qu'il était d'assurer la protection du chef du gouvernement ! Quant à Challe il est furieux. « Il me complique la tâche, confie-t-il. J'ai des officiers « passionnés » et Debré ne se contrôlant pas lui-même, cela va faire des étincelles. » Mais le premier ministre est là pour s'informer. Delouvrier et Challe refont l'historique de la journée tragique. Le commandant en chef explique qu'il n'a pas, à Alger, de forces suffisantes pour « enlever » les barricades. Il faut attendre mercredi où des troupes actuellement en opération arriveront à Alger. Debré et Guillaumat ont compris. C'est l'aveu à peine dissimulé que les paras n'obéiront pas au commandant en chef si celui-ci leur donne l'ordre de forcer le réduit.

Debré, de son côté, se fait apaisant. Rien n'est perdu. Seule l'autodétermination réglera le problème algérien. L'armée doit faire son devoir. Etc. Et puis, annonce le premier ministre, le Général parlera à la population le vendredi soir.

« Vendredi ! s'exclame Challe. Il faut absolument que le Général parle avant. Et il faut qu'il fasse un bon discours qui calme une bonne fois pour toutes les craintes d'abandon de la population. »

Le tableau est sombre. Il va s'assombrir encore lorsque Debré demande à rencontrer les « militaires ». Delouvrier refuse d'assister à l'entretien car il pense que rien de bon n'en sortira. Il s'isole pour écrire une lettre personnelle au général De Gaulle dans laquelle il demande au président de la République de « faire un effort dans le sens de l'armée qui, depuis le 16 septembre, ne veut plus obéir. L'impossibilité devant laquelle il se trouve de faire évacuer les barricades dans la nuit le prouve une nouvelle fois ». Malgré Challe, Delouvrier refuse pourtant de faire appel à un *bon* discours.

Dans le bureau voisin, c'est le drame. Debré se trouve physiquement et pour la première fois devant l'évidence que décrit Delouvrier dans sa lettre : l'armée ne veut pas obéir. C'est le colonel Argoud qui s'en fait le porte-parole. Le colonel est tendu à l'extrême. Pour se dominer il parle volontairement d'une voix terne et monocorde mais les termes qu'il emploie sont explosifs :

« Monsieur le premier ministre, la détermination des gens que vous avez en face de

vous est totale. Il n'est pas question de tirer, vous ne pouvez pas tirer sur les Français qui crient : « Vive l'Algérie française ! » De toute façon, si on me donne l'ordre de tirer je ne l'exécuterai pas, je donnerai l'ordre à mes subordonnés de désobéir. Les gens qui sont en face de vous, malheureusement, pour des raisons qu'il ne m'appartient pas de juger, n'ont plus confiance dans le gouvernement, pas plus les musulmans que les Européens, et depuis quelques mois ils n'ont plus confiance dans la personne du chef de l'État. C'est l'aboutissement de quinze ans de mensonges et de reniements en chaîne. »

Debré est plus pâle que d'habitude. Il observe ce colonel dont le raisonnement est — paraît-il — celui de l'armée. Il veut en savoir plus.

« Alors à votre avis, qu'est-ce qu'il faut faire ?

— Il faut transformer l'autodétermination. Il faut revenir sur l'autodétermination.

— Et si le général De Gaulle refuse ?

— Il faudra, à mon sens, que le général Challe essaie lui-même de prendre l'affaire à son compte. »

Quelques minutes auparavant, Debré vient d'entendre le même son de cloche en passant « au confessionnal » un autre officier qui lui a dit crûment :

« Vous direz à De Gaulle que ça ne peut pas continuer longtemps comme ça.

— Nous avons tous besoin du général De Gaulle, a répondu le premier ministre.

— Si De Gaulle s'en va, on le remplacera.

— Et par qui ?

— Par le général Challe, par exemple ! »

Debré pousse Argoud dans ce sens.

« Et si le général Challe refuse ? »

Alors le colonel explose :

« Monsieur le premier ministre, à ce moment-là, ce sera l'affaire des colonels. Quels que soient leurs noms ! »

L'entretien est terminé. Debré est fixé. À Delouvrier qui lui remet sa lettre au général De Gaulle, il confie :

« Mais vous avez un soviet de colonels !

— Il y a longtemps que je le dis et encore ils ne sont pas en rébellion ouverte ! »

Guillaumat prend des notes et se tait.

« Il se disait comme moi, me racontera Paul Delouvrier, qu'avec ces officiers il n'y avait rien à faire. On pouvait simplement regretter que les mutations que nous avions réclamées depuis longtemps n'aient pu être obtenues ! »

À 4 heures du matin Challe et Delouvrier, plus sombres que jamais, raccompagnent un Michel Debré qui leur semble abattu et accablé jusqu'au perron du quartier Rignot. Maffart, une nouvelle fois, joue les guides. Il raccompagne les ministres à Maison-Blanche, dans sa voiture personnelle, et passe devant la barricade du plateau des Glières encore jonchée de détritus. Un feu de camp brûle derrière le rempart de pavés. Les occupants du camp retranché ont, semble-t-il, abandonné le folklore pour imposer une certaine discipline. Des sentinelles, le fusil ou la mitraillette à la bretelle, font les cent pas. On distingue à la lueur du feu de bois un poste de garde où des U.T. bavardent avec des paras en tenue bariolée. De quel côté se trouvent les léopards ? Debré n'a pas besoin

de poser la question. Argoud et les colonels paras lui ont donné la réponse.

Avec le jour, le cœur d'Alger bat de nouveau entre ces barricades autour desquelles les paras de la 10e D.P. montent une garde amicale et fraternelle. La ville entière, toujours paralysée par la grève générale, vient prouver sa solidarité à ceux qui sont prêts « à mourir pour l'Algérie française ». La kermesse reprend. On vient pique-niquer au camp retranché dont les effectifs se gonflent d'heure en heure. Au P.C. Ortiz c'est le brouhaha mondain. On bavarde, on papote, on complote. On envisage l'avenir, le proche avenir où « De Gaulle aura enfin été viré ». Le P.C. Lagaillarde présente un visage plus rigoureux. Ici, tout marche à la baguette. La rigueur militaire des hommes du député contraste avec le débraillé bon enfant des U.T. d'Ortiz. Et cela impressionne favorablement les « envoyés spéciaux » des colonels. Pendant quarante-huit heures les contacts vont se multiplier[3]. Contacts officiels, contacts officieux entre Ortiz-Lagaillarde-Argoud-Broizat et bien d'autres encore.

Au P.C. Rignot, Delouvrier se sent paralysé par cette toile d'araignée de « bonnes volontés ». Il est découragé, épuisé aussi. Depuis trois jours il n'a pas plus dormi que le général Challe. Leurs visiteurs voient deux éclopés diriger le destin de l'Algérie. Pour autant qu'ils dirigent encore quelque chose. Challe est terrassé par une crise de rhumatismes. En outre, il a les pieds brûlés par une mauvaise paire de chaussettes. Il travaille étendu sur un lit roulant, les pieds nus protégés d'un drap léger par un arceau de métal. Quant à Delouvrier, il ne vaut guère mieux. Sa récente opération l'oblige à se déplacer avec des béquilles. La fatigue et la tension nerveuse n'ont pas aidé à la cicatrisation d'une plaie encore fraîche. Après le départ de Debré, les deux hommes ont pris quelques instants de repos. Ces minutes de solitude Delouvrier les a employées à faire le point.

Debré est reparti pour Paris en le laissant dans le pétrin absolu. Il n'a donné aucun conseil d'action. De Gaulle, à Paris, se contente de répéter au téléphone : « Faites pour le mieux. » Et l'évidence est là : Challe n'ose pas donner l'ordre de réduire le camp retranché de crainte de n'être pas obéi. Delouvrier est tenté de faire une proclamation pour indiquer qu'il est prisonnier de fait puisque l'ordre — par Challe interposé — ne peut être rétabli.

Dans la matinée du mardi il évoque cette possibilité avec Jacomet, Poincaré et Maffart. Et puis il renonce, car il a peur que Challe — sous l'influence directe d'Argoud et de Broizat — ne « passe de l'autre côté ». Le délégué général a la plus entière confiance en Challe qui la mérite bien, mais il a peur que l'état-major, acquis à l'insurrection, n'entraîne le commandant en chef.

Delouvrier, en accord avec Challe, a choisi la solution du « pourrissement » mais encore faut-il que la situation pourrisse dans le camp retranché et non au quartier Rigriot ! Argoud et Broizat l'ont bien compris. Pendant quarante-huit heures ils proposent des versions différentes de proclamation que Challe » devrait » lire à la radio et à la télévision. Proclamations qui, au dire des colonels, « arrangeraient les choses ». Pas une fois le commandant en chef n'essayera de passer au-dessus de Delouvrier. Il lui remet chaque proclamation.

« Qu'en pensez-vous ?.

— Si vous adoptez ces proclamations, mon général, vous devenez le général Salan au 13 Mai. »

Challe comprend l'allusion. À Matignon lors de leur première rencontre le général a promis à Delouvrier de « ne jamais être son général Salan » ! Et Tune après l'autre les proclamations des colonels finissent au panier. Combien de temps cela durera-t-il ? L'idée de quitter Alger effleure Delouvrier, puis devient une idée fixe.

D'autant que, le mercredi, Delouvrier sent Challe s'éloigner de lui. Le commandant en chef, sous prétexte de ne pas le déranger, s'est installé dans, un bureau voisin où il reçoit beaucoup. Maffart ressent le même malaise. Dans le va-et-vient extraordinaire qui règne au quartier Rignot, le directeur de cabinet se sent « étranger ». Son entrée dans une pièce interrompt des conversations fort animées l'instant précédent. Il s'en ouvre à Delouvrier. Il faut faire quelque chose et vite car c'est maintenant certain De Gaulle ne parlera pas avant la date annoncée : vendredi à 20 heures !

Deux événements vont décider Delouvrier. Le premier est une longue conversation seul à seul avec Argoud, qui est à ses yeux l'homme clef de la situation. Pour la première fois le délégué général voit le colonel détendu. Et pour cause. Argoud a décidé ce mercredi 27 janvier 1960 d'être encore plus clair qu'il ne l'a été avec Michel Debré

« Vous n'avez pas de craintes à avoir pour les heures immédiates, monsieur le délégué général. On attend le discours de De Gaulle. S'il est bon, tout rentre dans l'ordre. S'il est mauvais, ce sera pour vous l'heure de la vérité. Vous serez le nœud de la situation. Si vous prenez la tête de l'insurrection on vous obéira. Nous, les militaires, on ne veut pas le pouvoir. Nous voulons l'Algérie française. Si De Gaulle ne dit pas : il faut lutter pour la francisation, la situation encore une fois sera entre vos mains. Si vous ne prenez pas la tête du mouvement, on vous neutralisera.

— Mon colonel, vous vous faites des illusions sur un bon discours au sens où vous l'entendez. Il suffit de connaître le Général pour savoir qu'il ne reculera pas. Quant à mon attitude le moment venu, ce sera à moi d'en décider. »

Le deuxième événement qui va emporter la décision de Delouvrier est d'importance. Les colonels et les mouvements patriotiques ont préparé une vaste manifestation de « fraternisation » avec les musulmans. Devant un 16 Mai renouvelé, ce sera l'unanimité. De Gaulle ne pourra que céder. On bat le rappel de la Casbah, *L'Echo d'Alger* titre. sur toute sa page : « La Casbah solidaire pour garder l'Algérie française. » Et c'est l'échec. Pis, le bide complet. Les Algériens ont compris que les Barricades sont la preuve du nouvel hiatus qui existe entre Paris et Alger, entre les différentes fractions de l'armée. Thibaud, au lendemain des Barricades, a dit à Gardes qui ne voulait pas l'entendre : « Vous avez commis une folie. En faisant manifester cinquante mille Européens contre le gouvernement avec un service d'ordre inefficace, vous avez prouvé aux Algériens à qui vous répétez : vous êtes nos égaux, qu'il y avait deux poids deux mesures. Comment leur expliquerez-vous que s'ils manifestaient dans un autre sens, qui ne vous soit pas favorable, l'armée interviendrait immédiatement ? »

C'est le constat d'échec de l'action psychologique. Vouloir faire manifester la Casbah en faveur d'Ortiz dont on n'a pas oublié les tendances antiterroristes procède de l'égarement le plus complet ! Sur le vaste emplacement réservé devant la barricade Hernandez à « nos frères musulmans » il n'y a qu'une poignée de vétérans à moustache, arborant leurs médailles des deux guerres, qui scandent péniblement « Vive Massu... » et puis s'en vont bien vite.

Les colonels ont décidé de refaire le 13 Mai. C'est loupé quant à la fraternisation. Il

n’empêche qu’ils ont encore le pouvoir entre les mains. Chacun des six colonels commandant des régiments de paras et de légion l’a dit à Delouvrier : « Notre chef est le général Challe. Nous lui obéirons. »

Lorqu’il décroche à 18 heures le téléphone spécial installé le 24 janvier au soir par des spécialistes des services spéciaux et qui le relie au bureau du président de la République, Paul Delouvrier a pris sa décision. À mots couverts, il la laisse entendre à De Gaulle.

« Mon général, il n’est plus nécessaire que notre P.C. se trouve à Alger.

— Faites comme vous voudrez, Delouvrier. Mais faites vite. »

Delouvrier a maintenant quarante-huit heures devant lui pour se préparer à l’ultimatum d’Argoud. C’est dans quarante-huit heures que le Général parlera. Le délégué général décide ce mercredi soir d’aller passer la nuit au palais d’Été. Il veut rassurer sa femme qui relève de couches et qu’il n'a pas vue depuis quatre jours. Il veut une dernière fois faire le point. Avant de quitter le P.C. Rignot, Delouvrier dit à Challe :

« Je voudrais que vous réfléchissiez à une chose : vous et moi sommes intoxiqués par tout le va-et-vient qui règne ici. Il me semble préférable que nous allions dans un endroit plus calme. Chez Gambiez à Oran ou chez Olié à Constantine.

— Vous croyez ? Cela me paraît déserter !

— Réfléchissez, mon général. On en reparlera demain. »

Pour Delouvrier c’est tout réfléchi.

Au palais d’Été, le délégué général qui vient de dîner avec son épouse et Poincaré son collaborateur direct, l’ami en qui il'a toute confiance, met celui-ci au courant de sa décision : partir. « Voilà ce que m’a dit Argoud, explique Paul Delouvrier, c’est clair. Nous ne pouvons agir. Ou je rends cette impuissance publique et je ne serai compris ni par Paris ni par l’Algérie. En outre cela peut submerger Challe si le discours de De Gaulle est mauvais. Ou je m’en vais. Avec Challe ! Il faut le convaincre de se séparer d’Argoud et de ses colonels. Il doit leur envoyer des ordres en leur laissant le soin de *désobéir officiellement*. »

Poincaré approuve.

« Et votre famille ?

— Mon épouse n’est pas au courant. Elle apprendra la nouvelle comme tout le monde. Je lui ai demandé de quitter Alger mais elle refuse. Elle veut rester avec Mathieu au palais d’Été. »

Mathieu, c’est le dernier-né, il a quelques semaines. Le délégué général ne voulant pas risquer un kidnapping a mis ses autres enfants à l’abri chez la princesse de Ligne qui possède une propriété en bord de mer. Delouvrier apprendra plus tard qu'un terroriste du F.L.N. s’y cachait également et avait dit au cuisinier, terrorisé, qui lui apportait ses repas : « Ce sont les enfants du délégué, hein ? Qu’il ne leur arrive rien. Fais bien attention à eux ! » Histoire purement algérienne et incompréhensible pour qui n’a pas vécu cette époque !

Vers minuit, Delouvrier se couche. Il lui faut reprendre des forces. Pourtant, il n’arrive pas à trouver le sommeil. Il se tourne, se retourne, puis se lève.

« Que se passe-t-il ? s’inquiète Mme Delouvrier.

— Dors tranquille. J’ai besoin d’écrire quelque chose. »

L’idée s’est imposée au délégué général pendant qu’il recherchait le sommeil. Il doit expliquer son départ. Il doit lui donner une signification politique et tactique. Pendant près de trois heures il va écrire son discours, sur de petites feuilles roses soigneusement raturées.

Dans cette nuit du mercredi 27 au jeudi 28 janvier 1960, le haut fonctionnaire, brillant technicien, impassible, sûr de lui, de sa supériorité et de la rapidité de son intelligence, fait place à l’homme. Un homme ému, sensible, bouleversé. En trois heures il va écrire treize pages magnifiques qui — quoi qu’on en pense et compte tenu de la situation dramatique — prendront place parmi les grands discours de l’histoire de France.

Penché sur ses petites feuilles roses Delouvrier explique sa décision. Il veut d’abord faire comprendre la situation à la métropole. Il le fait admirablement avec des mots simples, des phrases qui touchent plus qu’elles ne frappent.

« Il faut comprendre, Français de métropole, écrit Delouvrier, que chacun qui vit en ces instants sur la terre d’Algérie a un drame de conscience... Hier, j’ai posé brutalement la question : « De Gaulle ou le sang versé ? » à plusieurs officiers d’Alger. J'ai vu sur le visage de ces soldats loyaux à la République la crispation de l’indécision ; j’ai vu dans leurs yeux la lueur de la crise de conscience, et les larmes chez plusieurs de ces paras, vaillants baroudeurs. » Voilà la vérité pour ceux de la métropole[4]

C’est ensuite à l’armée que s’adresse Delouvrier : « Vous ne referez pas le 13 Mai, il n’y a pas de De Gaulle en réserve, et si le président de la République rentrait à Colombey, la France pardonnerait-elle à son armée ? Il faudrait deux siècles pour guérir le divorce, et la grandeur de la France qui ne peut exister sans son armée y passerait... Il n’y a qu'une méthode pour en sortir, une et une seule, obéir au général Challe qui obéit au président de la République. »

Et puis c'est aux musulmans que Delouvrier décide de faire appel, leur demandant de crier « Vive De Gaulle ! » dans les rues des villes et des villages :

« En criant De Gaulle, vous devenez majeurs ; avec vos vies, celles de vos femmes, celles de vos enfants vous saurez sauver l’Algérie et le F.L.N. devra plier, disparaître, sans risque pour vous de retomber sous une prépondérance politique des Européens que ceux-ci ont abandonnée le 13 Mai. »

Mais c’est dans la dernière partie de son discours, s’adressant aux pieds-noirs, que Delouvrier va réussir à émouvoir ses auditeurs. Ces lignes, il les sort de ses tripes — et ceux qui auront le courage de s’en moquer dans des heures pareilles sont bien au chaud dans leurs confortables bureaux ministériels ou dans leurs appartements douillets de bourgeois « de gauche » et ne se soucient guère du drame que vivent les Européens d’Algérie. Ce drame, Delouvrier le connaît, en souffre, veut y mettre fin. Ce n’est pas dans le style du haut fonctionnaire des Finances de mêler ses histoires de famille à la politique mais là, il le sent, il le faut. Il faut trouver les mots qui débrident la plaie, qui calment la douleur.

« Si je dois rejoindre le général Challe à son nouveau P.C. pour retrouver moi aussi ma liberté de commandement, je vous laisse, Algérois, le dépôt le plus sacré qu’un homme puisse avoir : sa femme et ses enfants. Veillez sur Mathieu, mon dernier fils, je veux qu'il grandisse, symbole de l’indéfectible, attachement de l'Algérie à la France. » Et

il met en garde Alger contre les risques immenses que le camp retranché, véritable poudrière, fait courir au pays tout entier. Il supplie les insurgés d'abattre les barricades, de céder. Il ne lâche rien de l'autodétermination ni de la politique'de De Gaulle.

« En rejetant De Gaulle, vous vous perdez, vous perdez l'armée, et la France aussi. En plébiscitant De Gaulle, qui ne demande que vos voix, vous sauvez l'armée et son unité, vous sauvez la France et son unité, et vous forcez la France à vous sauver. Vous gagnerez aussi la guerre d'Algérie, vous allez tuer le F.L.N., qui attend en ricanant dans l'ombre, vous allez le tuer en déterminant les musulmans, quand demain, si vous me suivez, ces musulmans croiront enfin qu'ils sont devenus vraiment nos égaux. »

Delouvrier sent enfin qu'il faut « faire un geste », un geste qui unisse, qui pardonne. C'est cela. Le pardon. Pardonner à Ortiz et à Lagaillarde dans une formule analogue à la paix des braves. Montrer que le pouvoir est prêt à l'indulgence à l'égard des insurgés comme il l'est envers les maquisards. Alors, presque sans ratures, d'un jet, Delouvrier écrit :

« À l'appel du général Gracieux et de ses paras, demain, après-demain, si vous le voulez, Challe et Delouvrier seront à Alger.

« Nous visiterons l'Alcazar des facultés, nous serrerons la main à Ortiz, à Lagaillarde, et à vous, Sapin-Lignières, chef des U.T., — « rien n'est perdu pour un Français » quand il rallie sa mère, la France », a dit le général De Gaulle dans la nuit de dimanche.

« Nous irons ensemble au monument aux morts pleurer et prier les morts de dimanche, morts à la fois pour que l'Algérie soit française et pour que l'Algérie obéisse à De Gaulle.

« Et le lendemain de ce jour faste, Challe et Delouvrier iront à Paris pour remettre sans conditions — on ne pose pas de conditions au chef de l'État —, pour remettre sans conditions l'Algérie à De Gaulle et à la France. Voilà, j'ai fini après ces journées harassantes. »

Delouvrier a bien pesé les termes de son allocution. Serrer la main à Ortiz et à Lagaillarde va faire grincer des dents parisiennes. Qu'importe si l'ordre est rétabli sans rien lâcher de la politique de De Gaulle et sans que le sang coule. Pour Delouvrier l'heure de vérité sonnera lorsqu'il exigera que l'on tire sur les Européens ! Il relit son discours, le signe, va se coucher et s'endort, apaisé, pour la première fois depuis quatre jours.

Jeudi 28, l'insurrection entame son cinquième jour. À 7 heures du matin, Delouvrier et Challe se retrouvent au quartier Rignot. Le commandant en chef a pris sa décision.

« J'ai réfléchi, monsieur le délégué général, vous avez raison. Il faut partir tout de suite. »

Malgré-son déchirement, malgré ses hésitations, Challe est profondément républicain. Il ne cédera pas aux pressions des colonels.

« Non, plus d'accord, mon général.

— Comment ?

— Je ne pars pas tout de suite. J'ai écrit cette nuit un discours que je veux vous lire. »

Challe, attentif, écoute Delouvrier.

« C'est parfait, je suis absolument d'accord avec vous. Nous allons donc partir mais je ne peux le faire que si mes collaborateurs sont d’accord. »

Un petit conseil de guerre réunit Challe, Delouvrier, Poincaré, Crépin, Dudognon et le colonel de Boissieu. Ces deux derniers ne sont pas « chauds » pour partir mais devant l’insistance des deux patrons et surtout devant le fait que le colonel de Boissieu n’a rien ramené du voyage qu'il a effectué à Paris avec le colonel Dufour pour « expliquer de vive voix la situation », ils suivront. Le colonel de Boissieu propose comme lieu de repli Reghaïa, camp d’aviation proche d’Alger et dont le patron, le général Martin, est absolument « sûr ». Challe partira avec son état-major après le déjeuner. Delouvrier le rejoindra dès que le discours sera enregistré. On fixe l'heure de diffusion : 16 heures. Cela laissera le temps à la population d’en discuter les termes et la nuit passera là-dessus.

« Général Crépin, dit Delouvrier, il est nécessaire que vous et votre état-major rejoigniez Reghaïa. Votre départ se fera après celui du général Challe. Votre état-major *y compris* le colonel Argoud ! »

Crépin obtempère. Tous promettent le secret sur la « fuite à Reghaïa ». Delouvrier, maintenant que les décisions sont prises, se sent un autre homme. Il n'est plus paralysé. Il agit. Avant le départ de Challe, le colonel de Boissieu rédige pour le colonel Rouquette, sous-chef d’état-major, des instructions écrites avec ordre de déménagement immédiat et réponse des officiers dans les minutes qui suivent. C'est l'ultimatum. Ou ils obéiront ou ils passeront délibérément du côté de l’insurrection.

Avant d’enregistrer son discours Delouvrier téléphone à Michel Debré.

« Vous serez peut-être étonné par ce discours, monsieur le premier ministre, mais je vous signale que je suis très calme, sain de corps et d’esprit et que rien ne m'empêchera de tenir mes promesses.

— Mais qu’allez-vous dire ? s’inquiète Debré.

— Impossible de vous le préciser. Les lignes téléphoniques ne sont pas sûres ! »

Il raccroche et fait entrer les techniciens de la radio et de la télévision. Les membres civils de son cabinet se réunissent dans la pièce. Les officiers de l'état-major vont écouter l’enregistrement dans le bureau voisin. Tout le monde est là. Les colonels, paras en tête, inquiets de ne pas voir Challe à son poste depuis quelques heures, s’attendent « à quelque chose ».

Au fur et à mesure que Delouvrier enregistre son discours, il voit la stupéfaction se peindre sur le visage de ses collaborateurs. Dans le bureau voisin, c’est l’affolement. À peine Delouvrier a-t-il terminé son enregistrement qu’il se précipite dans le bureau des officiers :

« Colonel Rouquette, dit-il, voici une lettre du colonel de Boissieu. Veuillez la lire immédiatement et à haute voix. »

Désormais, la situation est claire. Personne ne fait de commentaires. Rouquette donne ses instructions et chacun se précipite pour boucler les cantines pleines de papiers. La ruche de l’état-major continue de bourdonner. Le colonel Piédaniel salue le délégué général. Il doit accompagner les enregistrements jusqu’aux studios du boulevard Bru et a ordre d’abattre quiconque s’opposerait à leur diffusion.

Delouvrier, soulagé, quitte le quartier Rignot et monte dans un camion de la sécurité de l’air avec Poincaré. Dans une heure les dés seront jetés.

Vendredi 29 janvier. C’est le coup de poing à l’estomac. L’uppercut. Delouvrier s’est servi de dynamite contre la dynamite. Devant une foule passionnelle et passionnée, il a joué le cœur et les tripes. Il a gagné. Alger sent que le délégué général est un allié qui lui permettra de se sortir de ce mauvais pas. Car on sent que ça dure trop longtemps, que les insurgés, en six jours, n’ont rien obtenu, que jamais De Gaulle ne cédera. Argoud ne s'y trompe pas, qui demande à Delouvrier un nouvel entretien seul à seul. Challe et le général Ely, le grand patron de l’armée arrivé de Paris dans la nuit en avion, font la gueule. Peu importe.

« Après votre discours, monsieur le délégué général, dit Argoud, vous êtes le maître de la situation. Êtes-vous décidé à mettre vos promesses à exécution ?

— Parfaitement.

— M'autorisez-vous à prendre contact avec Ortiz et Lagaillarde ? »

Delouvrier sourit.

« Vous l’avez fait suffisamment jusqu’ici. Allez-y !

— Je vais prévenir Godard et Broizat. »

Le directeur de la Sûreté, Yves Godard, s'est « étouffé » jusque-là. Il va, avec Argoud, Broizat, Dufour et le général Gracieux, jouer les intermédiaires pendant les quarante-huit heures que va encore durer la tragi-comédie.

Le colonel Piédaniel, qui a remplacé Gardes — arrêté à Oran par Gambiez et mis aux arrêts de rigueur —, arrive en hâte à Reghaïa. Thibaud l'accompagne.

« À Alger, disent-ils, le vent a tourné. Le discours a fait une grosse impression sur la population. Pendant la nuit, des centaines d'U.T. ont déserté les barricades à l’appel de leurs femmes. Il ne reste plus que les durs autour d’Ortiz et Lagaillarde. Mais ceux-là sont décidés. Il est peu probable qu’ils acceptent. » C'est avec eux qu’Argoud et Godard vont discuter.

Mais, à Paris, on a fort mal pris le discours. On pense : « Delouvrier est passé de l'autre côté. » Bernard Tricot, l’éminence grise de l’Élysée, n’a pas eu de mots assez durs pour le délégué général. Roger Frey, le ministre de l’Intérieur, a mis sur le compte de la fatigue et de l’émotion « la proposition insensée faite aux insurgés ». Delouvrier, à 18 heures, n’a pas reçu le coup de téléphone quotidien de l’Élysée. De Gaulle n’a pas voulu lui parler. Et le général Ely est arrivé dans la nuit ! En le voyant, Delouvrier, qui se sent en règle avec sa conscience, a pensé : Tiens ! Paris nous envoie son « espion » !

Mais ce n’est qu’une boutade. Ely, avec mesure, prudence et beaucoup de gentillesse humaine, fait comprendre à Delouvrier qu'il « est allé peut-être un peu loin » dans ses propositions à Ortiz et à Lagaillarde.

« Mon général, répond Delouvrier, le général De Gaulle m’a laissé seul juge. Aucune force au monde ne m'empêchera de tenir mes promesses. »

Delouvrier appelle Debré à Paris.

« On me désavoue ?

— Mais non, Delouvrier. Vous avez fait un très bon discours.

— Mais Frey ?

— Frey ! J’en fais mon affaire. »

Tout cela ne rime pas à grand-chose car on apprend très vite que les insurgés refusent en bloc le discours de Delouvrier !

Ce vendredi est la journée charnière. Pour la première fois depuis le dimanche

tragique la balance ne penche plus en faveur de l’insurrection. Delouvrier a abattu ses cartes. Challe, de son côté, a repris de l’assurance. À Ely, le « big boss », il dit : « Laissez-moi agir, ne nous affolons pas. Je sais ce que je fais. »

Il a rassemblé les chefs des troupes qu’il a distraites des opérations de Kabylie et qui arrivent à Alger. Tous lui disent : « Nous sommes là pour vous obéir, mon général. » Les « colonels », tout comme Argoud, sentent qu’il faut composer. Le départ de Challe les a fait réfléchir. Il est trop tard pour espérer gagner le commandant en chef à leur cause. La situation psychologique est renversée.

Et puis les éléments s’y mettent à leur tour. De lourds nuages couvrent la ville. Depuis le début de l'après-midi des trombes d'eau lavent les trottoirs, les barricades, le plateau des Glières des débris que la foule y a abandonnés. Les flaques de sang, séchées au soleil et soigneusement protégées depuis le dimanche tragique se diluent, s’effacent, disparaissent comme si l’eau du ciel voulait tout balayer. Devant les éléments déchaînés, sous les torrents d’eau glacée la population a déserté les barricades ruisselantes. Les pancartes pleurent des larmes d’encre, les drapeaux se plaquent contre leurs hampes.

C’est la désolation. Il est 20 heures. La tempête redouble et dans ce décor wagnérien, De Gaulle parle.

Il est en uniforme. Le visage est décidé, le poing serré.

« Si j’ai revêtu l’uniforme pour parler aujourd’hui à la télévision, dit-il, c’est afin de marquer que je le fais comme étant le général De Gaulle aussi bien que le chef de l’État. »

Et De Gaulle, en militaire, parle à l’armée, rappelle ses efforts, ses décisions.

« L’autodétermination est la seule politique qui soit digne de la France », explique-t-il après avoir souligné que les Algériens doivent dire eux-mêmes ce qu’ils veulent être.

« Or deux catégories de gens ne veulent pas de ce libre choix. »

Et De Gaulle flétrit dans un même élan oratoire l’organisation rebelle et ceux des Français d’Algérie qui veulent que le sort des Algériens soit d’ores et déjà décidé.

« Français d’Algérie, poursuit le président de la République, comment pouvez-vous écouter les menteurs et les conspirateurs qui vous disent qu’en accordant le libre choix aux Algériens la France et De Gaulle veulent vous abandonner, se retirer de l’Algérie et la livrer à la rébellion ? »

Et le Général, frappant du poing sur la table évoque, la situation actuelle :

« Écoutez-moi bien ! En présence de l’insurrection d’Alger et au milieu de l’agitation parvenue au paroxysme, le délégué général, M. Paul Delouvrier, qui est la France en Algérie, et le commandant en chef ont pu, sous leur responsabilité, ne pas vouloir déchaîner d’eux-mêmes une bataille rangée. Mais aucun soldat ne doit, sous peine de faute grave, s’associer à aucun moment, même passivement, à l’insurrection. En fin de compte, l’ordre public devra être rétabli. Les moyens à employer pour que force reste à la loi pourront être de diverses sortes. Mais votre devoir est d'y parvenir ! J’en ai donné, j’en donne l'ordre. »

C’est la fin des illusions. Faire revenir De Gaulle sur sa décision ! Celui qui y parviendra n’est pas né. De Gaulle en prend la France à témoin.

« Eh bien, mon cher et vieux pays, nous voici donc ensemble, encore une fois, face à une lourde épreuve... Tandis que les coupables, qui rêvent d’être des usurpateurs, se donnent pour prétexte la décision que j’ai arrêtée au sujet de l’Algérie, qu’on sache

partout, qu'on sache bien que je n'y reviendrai pas ! »

Dans le camp retranché, Ortiz, le col dégrafé, et Lagaillarde, en tenue léopard, ont écouté le discours au milieu de leurs partisans, chacun à un bout de la même pièce. Les U.T. en uniforme sont silencieux. Les deux chefs ont le visage grave. De Gaulle a parlé et ils savent déjà que la France l'approuve. Cette métropole, dont ils méprisent la « lâcheté », ne pourra jamais les comprendre...

À l'extérieur, les paras ont écouté le discours sur leurs transistors. À longues bouffées ils rejettent la fumée âcre des « troupes ». Sous les casquettes à longue visière les jeunes visages sont tendus. « Les soldats m'obéiront, a dit De Gaulle, parce que je les connais, je les estime, je les aime. »

Mais les chefs ? Que vont-ils faire ?

Ely et Challe ont rejoint Delouvrier au quartier Rignot. Le délégué général a trouvé préférable d'y revenir pour quelques heures au cas où les insurgés voudraient traiter sur les bases de son discours avant celui de De Gaulle. Les trois hommes ont écouté l'allocution du président de la République sur un poste qui marche mal. Quelques minutes plus tard, Argoud et Godard annoncent qu'ils n'arrivent pas à décider les insurgés. Le général Ely a l'air soulagé que ni Ortiz ni Lagaillarde n'aient accepté l'offre de Delouvrier. Il faut maintenant faire appliquer les ordres de De Gaulle.

À Alger le discours du président de la République a placé chacun devant sa conscience. Même la population européenne, qui a cristallisé sa haine sur un seul personnage, l'a entendu. Et cela grâce au discours de Delouvrier. Par sa passion, il a « fait la trouée » dans des esprits qui la veille encore ne voulaient rien savoir.

D'heure en heure la situation « pourrit ». La 10e D.P. a été relevée par des régiments de la 25e D.P. Toujours des paras « pour ne pas heurter la foule », mais ceux-là ont leur base arrière à Philippeville. Ils ne sont pas personnellement attachés à la population algéroise. En outre, ils sont lancés dans la pacification de l'Algérie musulmane et ont à cœur de la mener à bien sans être gênés par les manifestations locales des Algérois. Et puis Challe s'est décidé à faire venir des chasseurs qui depuis des mois crapahutent dans le bled. Mêlés aux paras de la 25e D.P., ils mettent en place, dans la journée de samedi, un barrage efficace autour des barricades.

Depuis le discours de Delouvrier, depuis le déluge de vendredi il y a moins de monde autour du réduit. Les « désertions » ont porté un coup au moral de beaucoup de ces U.T. qui commencent à penser qu'il vaudrait mieux « retourner à la maison ».

Ortiz et Lagaillarde ont remis l'arbitrage entre les mains de l'armée. Godard et Argoud tentent de les convaincre. Bien que De Gaulle ait formellement interdit la négociation, celle-ci se déroule, en plein accord avec Challe et Delouvrier, sur le thème : « Nous, militaires, sommes en train de gagner la guerre. Votre révolte est inopportune. On comprend vos sentiments Algérie française que nous partageons, mais ce n'est pas au moment où l'on tient la victoire entre nos mains qu'il faut se révolter. » Que n'a-t-on tenu ce langage dans les semaines précédant le drame !

À 18 heures, De Gaulle téléphone au délégué général.

« L'heure des discussions est terminée, Delouvrier. Il faut savoir en finir avec une affaire Gomme celle-là. Il ne faut pas avoir peur de verser le sang si l'on veut que

l’ordre règne et que l’État existe. »

Delouvrier essaie de gagner du temps. Il fait le point de la situation. Il espère encore.

« Donnez l’assaut Si c’est nécessaire, conclut De Gaulle. Je vous laisse juge et maître de vos décisions. »

Dimanche 31 janvier. C’est le dernier espoir des insurgés. Que la population afflue au camp retranché. Qu’elle proclame sa solidarité complète ! Qu’elle soit prête à mourir sur les barricades ! Qu’Alger soit Budapest !

Dès l’aube ça manifeste dans tous les quartiers de la ville. Mais le périmètre des facultés reste isolé. Crépin a reçu ses ordres : rendre imperméable le barrage qui entoure le périmètre rebelle. Qu’à aucun prix la foule ne puisse rejoindre les barricades.

En recevant ces ordres de la bouche de Delouvrier, Crépin a le menton en galoche qui tremble d’émotion.

« Les instructions que vous me donnez sont très dures, monsieur le délégué général. Tirer sur la foule serait extrêmement grave. »

L’engrenage va-t-il se remettre en route ? La foule, sachant que l’armée ne tirera pas, submergera-t-elle les barrages ? Sur ce point Delouvrier est intraitable.

« Mon général, je vous confirme formellement mes ordres. Si les gens savent que les militaires n’ont pas l’instruction formelle de tirer, le barrage « passif » sera balayé. Il est indispensable d’empêcher le flot humain de l’emporter. »

Crépin sort de fort méchante humeur. Delouvrier, qui apprend que la messe a été célébrée sur les barricades et que quelques centaines de personnes ont réussi à franchir les barrages, prévoit une journée difficile. Il rejoint Challe à Reghaïa et le met au courant des ordres qu’il vient de donner.

« Je les connais, dit Challe. D’autant que je viens de recevoir un coup de téléphone de Paris. Le général Crépin a téléphoné à l’Élysée, à Beaufort. Il a peut-être eu De Gaulle lui-même.

— Et pourquoi ?

— Pour demander confirmation de vos ordres. »

Delouvrier laisse éclater sa colère. L’Élysée n’a pu que

répéter : « À vous de régler le problème selon les circonstances ! » Et c'est détruire ses instructions. Immédiatement, Delouvrier téléphone à Debré : « J'apprends que Crépin, dans mon dos, a référé à une autorité supérieure d’une affaire qui me regarde. Je fais révoquer le général Crépin dans l’heure si Paris ne lui téléphone pas qu’il est aux ordres du commandant en chef et du délégué général ! »

Debré promet tout ce qu’on veut. Delouvrier a à peine raccroché qu’il appelle Crépin au téléphone. « Je vous réitère mes ordres, mon général. Et je n’admets pas que vous téléphoniez à l’Élysée par-dessus moi. »

Crépin bégaye.

« J’ai cru bien faire pour gagner du temps.

— On n’en est pas à dix minutes près ! »

Le malheureux Crépin, écrasé par le drame qu’il estime inévitable, a cherché une protection, une « désapprobation éventuelle » au plus haut échelon de la nation.

Delouvrier et Challe sont sur des charbons ardents. Ils s’attendent à la catastrophe.

Tout dépend des barrages. Les chasseurs, hier encore dans le djebel, vont-ils résister à la poussée de la foule ?

Un adjudant-chef alsacien rompt brusquement la tension.

« Monsieur le délégué général, dit-il avec son fort accent, y'a un Nègre qui veut vous parler. Il insiste. Il vient d'Alger avec une mission spéciale.

— Un. Nègre ?

— Oui, un Nègre, monsieur le délégué général. »

Delouvrier reçoit l'homme. Et manque éclater de rire

lorsqu'il reconnaît le professeur Nègre, de la faculté d'Alger. Pourtant, l'universitaire est pâle comme la mort !

« Monsieur le délégué général, je suis métropolitain, professeur à la Faculté des sciences, et j'ai une supplique à vous adresser. Lagaillarde veut se faire sauter ! Il y a des matières explosives très dangereuses dans le réduit des facultés. Si on le pousse à bout, il est prêt à faire tout exploser au risque de faire sauter la ville ! »

Et le digne professeur se jette aux genoux de Delouvrier :

« Sur la tête de mes enfants je vous supplie d'éviter le bain de sang. Lagaillarde, désespéré, peut se livrer à tout ! »

Delouvrier est touché par l'émotion du professeur mais il trouve ce chantage psychologique très désagréable.

« Monsieur le professeur, je vais réfléchir. Attendez-moi dans une pièce voisine. »

Il fait surveiller le professeur Nègre par une sentinelle et va rejoindre Challe. Les dernières nouvelles provenant d'Alger sont bonnes. La foule a fait plusieurs tentatives pour rejoindre les barricades mais les barrages ont tenu. Et à 19 heures le peuple d'Alger est rentré chez lui.

Le camp retranché est désormais isolé. Face à face les U.T. et les chasseurs s'observent sur le plateau des Glières, l'arme à la main. Autour du réduit Lagaillarde, le 1er R.E.P. de Dufour a établi un barrage infranchissable. L'heure dangereuse est passée.

Delouvrier explique à Challe la démarche du professeur.

« Que Lagaillarde se fasse sauter s'il veut, dit le commandant en chef. Ça ne peut rien changer à ma ligne de conduite. »

Delouvrier, qui partage cette opinion, fait relâcher le professeur Nègre à 21 heures en lui disant :

« Si vous voyez Lagaillarde, dites-lui de se rendre. J'accepterai des conditions honorables. Mais le chantage à l'explosion d'Alger ne m'impressionne pas. »

Ce n'est plus maintenant qu'une question d'heures. La troupe a tenu. La population n'a pu venir soutenir les insurgés, qui voient ce soir s'ouvrir une semaine sans espérance. Delouvrier décide de laisser Challe à Reghaïa et de s'installer à nouveau au quartier Rignot.

Toute la nuit se passe en négociations. Le délégué général reçoit Godard, puis des émissaires du camp retranché. C'est le colonel Dufour, le patron du 1er R.E.P., qui se révèle le plus habile. Il a un plan qu'il expose à Delouvrier.

« Il faut que la reddition soit honorable. Que Lagaillarde et ses hommes sortent en armes du réduit, qu'ils défilent dans Alger et aillent ensuite s'engager dans mon régiment. »

Delouvrier hésite. Paris est formel : reddition pure et simple. Les chefs rebelles

devront être livrés à la justice.

Pendant les dernières heures de la nuit, Dufour fait la navette entre Lagaillarde et Delouvrier. Il grignote les positions des deux hommes.

Dufour est un colonel très réglementaire. Il a la confiance de Delouvrier. Avec la dernière énergie il tente d'éviter le drame.

« Lagaillarde est décidé, monsieur le délégué, c'est la sortie armée ou le suicide collectif ! »

À Lagaillarde il essaie de faire comprendre dans quelle situation se trouve Delouvrier : « Les conditions sont honorables. Il faut lui céder. »

À 7 heures du matin le délégué général apprend qu'Ortiz a quitté le réduit. Le « Chef » s'est sauvé. Dans son camp, c'est la débandade. Toute la nuit les U.T. ont quitté les barricades, abandonnant leurs armes et leurs équipements. Ils sont retournés chez eux.

Reste Lagaillarde. Delouvrier cède au pressant appel de Dufour. Il accepte la sortie en. armes mais pas le défilé en ville. Le dernier carré pourra s'engager dans l'armée. En revanche, le délégué général ne peut donner aucune garantie à Lagaillarde.

Dufour part une nouvelle fois. Au P.C. de Crépin, un bistrot boulevard Pasteur, le général Gracieux convainc Forzy, l'adjoint de Lagaillarde : « Cette fois, c'est cuit, Forzy. C'est foutu. Inutile de vous faire bousiller pour rien. Ç'a été la débandade. Tant que Lagaillarde les a tenus à bout de bras ça a marché mais maintenant il ne reste que vos hommes. Terminez sur un beau geste. Venez vous engager librement chez nous. Vous en avez la garantie. »

Au quartier Rignot, Delouvrier a une nouvelle fois décroché le téléphone qui le relie à l'Élysée. De Gaulle tonne. Delouvrier s'explique. C'est presque terminé.

« Vous êtes trop libéral, Delouvrier. Ce devrait être fini depuis longtemps.

— Vous m'avez laissé le choix des moyens, mon général. Je n'ai pas fait couler une goutte de sang et je vais recevoir la reddition de Lagaillarde. Ortiz s'est sauvé cette nuit sans que personne l'ait arrêté. Que Lagaillarde en fasse autant et l'État se couvre de ridicule. Je prends sur moi la responsabilité de tout ce qui se passe actuellement. Vous jugerez après. »

La porte du cabinet de Delouvrier s'ouvre. C'est Poincaré.

« Ça y est ! Lagaillarde s'est rendu. Il sort des facultés.

— Ça n'a pas été long, mon général, Lagaillarde s'est rendu.

— Merci, Delouvrier. »

De Gaulle a raccroché. C'est fini.

Rue Charles-Péguy, Lagaillarde, pâle, le visage crispé, défile en tête de ses hommes. Sur la poitrine, barrée par la mitraillette, il porte la croix de la valeur militaire. Derrière lui vient le drapeau de l'Amicale des anciens du 3, le beau régiment de Bigeard, suivi de ses hommes en armes, l'uniforme bien tiré. Les rares U.T. d'Ortiz qui n'aient pas quitté la barricade se mêlent à la troupe. Un silence impressionnant règne sur ce plateau des Glières, hier en folie. Quelques rares spectateurs pleurent. Au passage du drapeau, un ordre jaillit. Comme un seul homme, les paras de Dufour présentent les armes. Le colonel salue.

Lagaillarde se dirige vers une jeep qui va le conduire à Zéralda d'où il gagnera la prison de la Santé.

Près de quatre cents hommes en armes montent dans les camions bâchés du 1er R.E.P.

Ils vont former, selon l'accord pris avec Delouvrier, le commando Alcazar qui s'engagera pour un mois aux côtés des légionnaires. À Zeralda ils ne seront plus que deux cents. Quand, quarante-huit heures plus tard, le capitaine Guy Forzy, fidèle parmi les fidèles, en prendra le commandement, il en restera cent...

Déjà les cantonniers, aidés par la troupe, démontent la barricade, replacent les pavés sur la chaussée sous le regard étrangement absent des travailleurs qui attendent l'autobus. La grève générale est terminée. La vie reprend. Les espoirs les plus fous se sont évanouis.

La ville sait désormais qu'elle n'est plus maîtresse de la politique de la France. L'« armée », qui lui avait donné tant d'assurances, l'a abandonnée. Pour la première fois, Paris n'a pas cédé.

Alger brisé, cassé, « trahi », humilié, va rapprendre à vivre.

Mais rien, jamais plus, ne sera « comme avant ».

Alger, Paris,
juin 1969, juin 1970

Remerciements

Durant la longue enquête qu’a nécessitée la préparation de cet ouvrage, de très nombreux témoins, tant français qu’algériens — évoquant des périodes proches, douloureuses et politiquement critiques —, ont désiré conserver l’anonymat. Les uns pour des raisons politiques ou sentimentales, les autres pour des raisons de sécurité que le lecteur comprendra aisément.

Ne voulant pas trahir la confiance que ces femmes et ces hommes m’ont témoignée je renonce à l'habitude prise lors de la publication des deux précédents volumes de publier une liste nominative de remerciements.

Que tous ceux qui m’ont aidé dans ma tâche, qui ont bien voulu plonger dans des souvenirs souvent pénibles et me permettre d’accéder aux documents qu’ils avaient conservés sachent que je leur garde une immense reconnaissance. Sans eux, sans leurs précieux papiers, ce récit tragique d’une période essentielle de notre histoire n’aurait pu être écrit dix ans à peine après que « la page eut été tournée ».

Je tiens pourtant à remercier deux personnes qui m’ont particulièrement aidé dans cette longue quête :

Charles Orengo, qui, à son habitude, m’a apporté un appui constant et amical ;

Et ma femme, Estelle Courrière, collaboratrice de tous les instants, qui m'a soutenu dans les périodes les plus difficiles de cette enquête pénible et mouvementée. Ce qui l’a conduite à connaître, à mes côtés, l’arrestation et les geôles outre-méditerranéennes de ceux qui prétendent que « le peuple n’a pas besoin de savoir ».

À tous merci.

Y. C.

Annexe

ORIGINAL DU DISCOURS DE M. PAUL DELOUVRIER À LA POPULATION LORS DE LA « SEMAINE DES BARRICADES » :

Le chef de l'État m'a dit, lorsqu'il m'a nommé à mon poste en Algérie — vous vous en souvenez tous : « Vous êtes la France en Algérie. » Aujourd'hui, cette noble phrase trace ma ligne de conduite : la France ne démissionne pas, je ne démissionnerai pas.

Le général De Gaulle m'a dit aussi : « Un chef est celui qui décide. » J'ai décidé : j'ai donné l'ordre au général Challe de gagner un P.C. d'où il puisse, effectivement, commander.

Algérois, Algéroises, et vous, tous les Algériens qui veulent que l'Algérie reste française, officiers, sous-officiers de l'armée française, et vous, soldats de France, ne soyez pas stupéfaits : écoutez-moi, vous allez comprendre.

Écoutez-moi, Je serai long, mais l'heure est si grave, l'instant si dramatique, qu'il faut m'écouter jusqu'au bout.

Le général Challe et moi, nous avons lié notre sort et juré de laisser, s'il le faut, notre vie sur cette terre pour sauver l'Algérie en épargnant la France.

Je vais m'adresser d'abord à la métropole.

Je ne renie rien de ce que j'ai dit à Alger, l'autre jour : il n'y a pas encore d'insurgés, à Alger : il y a des hommes résolus, des hommes résolus, eux aussi, au sacrifice suprême, des hommes à l'heure de la vérité, qui veulent mourir pour rester français.

Il n'y a pas d'armée insoumise ; le général Challe vous l'a dit : l'armée est l'armée du gouvernement et de la République ; il y a des hommes résolus, officiers et soldats, résolus, eux aussi, à mourir, puisqu'ils meurent tous les jours dans les combats contre la rébellion.

Et ces deux groupes d'hommes sont face à face, amenés là par une tragique méprise, les uns parce qu'ils croient qu'ils ne vont plus être français, les autres, parce qu'ils doivent obéir.

Face à face.

Et c'est si terrible que personne n'ose tirer, chaque balle tuant la conscience de celui qui tire, en tuant un frère qui combat pour le même combat. C'est atroce. Voilà pourquoi on ne tire pas à Alger. ; voilà pourquoi, malgré cela, l'armée n'est pas insoumise.

Il faut comprendre. Français de métropole, que chacun qui vit en ces instants sur la terre d'Algérie a un drame de conscience. Chaque acte provoque une crise de conscience. Entre De Gaulle et le sang versé entre Français, comment choisir ? Pour savoir si l'armée va obéir, il faudrait interroger chacun, un à un, les officiers et les soldats.

Hier, j'ai posé brutalement la question : « De Gaulle ou le sang versé ? » à plusieurs officiers d'Alger. J'ai vu sur le visage de ces soldats, loyaux à la République, la crispation de l'indécision ; j'ai vu dans leurs yeux la lueur de la crise de conscience, et les larmes, chez plusieurs de ces paras, vaillants baroudeurs.

Voilà la vérité pour ceux de métropole.

Voilà la situation.

Il n'est pas possible d'aller plus loin dans le drame, car chacun sait qu'à la solution de sa crise personnelle est suspendu ou le désordre et le chaos en Algérie, ou la sécession d'avec la métropole, ou la chute du régime et le désordre en France.

Pensez à cette situation, hommes de la métropole.

Hommes de la métropole, dont la colère cache aussi l'angoisse, pensez aussi que les colonialistes — comme vous dites — sont morts en Algérie. Ils sont morts le 13 Mai, quand l'égalité politique avec les musulmans a été par eux acceptée. Bien sûr, tous les comportements ne sont pas changés. Je le sais, et les musulmans le savent surtout. L'égalité sociale sera longue à venir, mais enfin... les Européens ont accepté — et ce fut l'éclair, le miracle fulgurant du 13 Mai, pas encore exactement compris dans la métropole — que leur domination politique locale prenne fin.

Ils l'ont accepté, parce qu'ils étaient sûrs — ce jour-là — de rester français. L'intégration, c'est cela ; le reste, c'est pour les professeurs de droit constitutionnel.

Voilà les vérités que je voulais dire à l'opinion publique de la métropole.

Je m'adresse maintenant à l'armée, à qui le général Challe va donner des ordres immédiatement après moi.

Je connais maintenant l'armée d'Algérie, qui est, par les relèves des officiers, toute l'armée française, et par les soldats du contingent, l'armée de la nation française.

Depuis cinq ans, sur cette terre, et avant, en Indochine, elle a été soumise au dur apprentissage de la guerre révolutionnaire. Pour les métropolitains, sauf pour les musulmans de métropole, cette guerre révolutionnaire est un mythe ; pour nous, c'est la vie de chaque jour ; cela, je l'ai appris. Et cette vie de chaque jour, pour l'armée, ce n'est pas le plus souvent le combat à la loyale, mais la lutte sournoise, souterraine, la lutte à l'intérieur de la population, où tout voisin peut être l'ennemi ; avec cela, une justice tellement inadaptée à la protection du corps social ! Et voilà pour chaque officier ou soldat, de nouvelles crises morales dans leur comportement de maintien de l'ordre.

Mais le drame d'aujourd'hui pour vous, hommes de l'armée, le drame le plus terrible, il est celui-ci : unité de l'armée ou unité de la République et de la France. À quel chef obéir ? À celui en qui l'armée a confiance pour maintenir son unité ou à celui qui est constitutionnellement le chef des armées et l'expression de l'unité de la patrie ?

Officiers, sous-officiers et soldats, dans votre recherche du chef qui sauvegardera l'unité de l'armée, vous risquez de l'opposer au chef qui commande à Paris ; disons-le brutalement, à vous qui aimez le langage clair : certains vont oser demander au général commandant en chef de désobéir au président de la République. Vous voulez continuer à obéir, je le sais, c'est votre grandeur et votre servitude, et vous transportez votre drame sur la tête d'un seul, le général Challe,

mon compagnon de lutte.

Mais ici, écoutez-moi bien, on ne peut plus refaire le 13 Mai. Vous ne referez pas le 13 Mai, il n'y a pas de De Gaulle en réserve, et si le président de la République rentrait à Colombey, la France pardonnerait-elle à son armée ? Il faudrait deux siècles pour guérir ce divorce, et la grandeur de. la France, qui ne peut exister sans armée, y passerait.

Voilà votre dilemme, à vous, hommes de l'armée, et il n'y a qu'une méthode pour en sortir, une et une seule, il faut obéir au général Challe, qui obéit au président de la République.

Mais l'Algérie, direz-vous, l'Algérie ?

Allez-vous dire que le chef de l'État veut brader l'Algérie ?

Comment pouvez-vous le croire ?

Vous êtes enfermés dans un cercle vicieux. Vous savez qu'en guerre subversive, pour gagner la guerre, il faut conquérir la population, et vous vous y employez. Mais les musulmans vous paraissent hésitants, vous l'imputez aux méthodes de la France. Ma conviction est plus simple. Les musulmans vous crient en vérité : « Pour que nous soyons conquis, il faut que vous gagniez la guerre ! »

Pourquoi ce cercle vicieux ? Parce que la tête de la subversion est à l'extérieur, et parce que la situation internationale ne vous permet pas de la chercher et de l'écraser là où elle est.

Mais, écoutez-moi bien, je vous en adjure : le général De Gaulle est le seul qui permette de sortir de ce cercle vicieux. Il a frappé diplomatiquement le F.L.N., à l'extérieur, et il a la confiance des musulmans, à l'intérieur.

Si vous vous coupez de De Gaulle, vous vous coupez des musulmans. Alors, comment la gagner, la guerre ? Comment terminer les combats dont la fin seule permettra la solution politique, durable et solide ? Vous vous plaignez que les musulmans sont indéterminés, et vous allez perdre le seul point sur lequel ils sont farouchement déterminés : l'amour de la France à travers De Gaulle ?

Armée d'Algérie ! c'est une supplication, mais c'est aussi un ordre : serrez derrière le général Challe, serrez derrière De Gaulle. Les musulmans sont là.

C'est à vous que je m'adresse maintenant, compatriotes musulmans.

Je vous ai déjà dit combien je vous aimais ; combien je croyais vous comprendre, vous aussi écartelés... J'ai dit tout cela à Médéa. Même les attentistes, je les comprends : qui va gagner ? ne pas être le Glaoui ! Voilà votre crainte, voilà votre peur.

La peur, la peur viscérale, ce chancre de l'Algérie.

Il y a les musulmans qui ont peur, il y a les Européens qui ont peur, il y a l'armée qui a peur de ne pas gagner cette guerre. Il y a la peur des terroristes. Il y a la peur que De Gaulle n'abandonne en esprit l'Algérie. Il y a la peur que la France ne lâche.

Eh oui, les musulmans, c'est vous qui avez le plus peur, c'est vous qui avez le plus souffert, et De Gaulle vous a donné la dignité, l'égalité, la liberté. Il vous a donné tout cela, mais vous ne l'avez pas encore pris.

Qu'attendez-vous ?

Prenez vous-même votre dignité et votre égalité. Aujourd'hui, c'est le jour ! Il n'y aura plus de peur ni de Glaoui pour l'avenir.

Que faire pour les prendre ? Crier à votre tour ce que vous pensez.

Dans les villes et dans les campagnes, sortez en cortèges, librement, spontanément, et criez : « De Gaulle ! Vive

De Gaulle ! » Que les maires et les conseillers municipaux se réunissent et envoient des télégrammes à la Délégation générale et à Paris ; que fassent de même les associations et les corporations. Si tout le monde croit en la France, les drames de conscience de tout le monde seront résolus. Alors, la paix sera bientôt proche, parce que la pacification sera bientôt faite.

Cette épreuve terrible que nous traversons, c'est vous qui allez aider à la résoudre, vous sauvant vous-mêmes, et grâce à vous, sauvant les Européens aussi.

En criant « De Gaulle », on ne pourra pas dire que c'est préfabriqué. De Gaulle est le seul chef incontesté chez les musulmans.

En criant « De Gaulle », c'est pour vous la libération véritable. Vous devenez majeurs ; avec vos vies, celles de vos femmes, celles de vos enfants, vous saurez sauver l'Algérie, et le F.L.N. devra plier, disparaître, sans risque pour vous de retomber sous une prépondérance politique des Européens, que ceux-ci ont abandonnée le 13 Mai, comme je le rappelais tout à l'heure.

Peut-être ce 13 Mai-là, vous n'y avez pas cru, et c'est pour cela en large part que vous êtes indéterminés, c'est la peur du retour à l'ancien état de choses. Non ! Cela est fini, ça ne reviendra pas.

Si vous criez les premiers « Vive De Gaulle ! » vous allez vaincre votre attentisme, vous allez décider aujourd'hui et les jours suivants ; vous allez vous déterminer, et le référendum de la paix sera seulement une confirmation, quand on se sera mis d'accord avec vous, pour sauvegarder vos particularismes, vos coutumes et vos ambitions légitimes.

Alors, je vous en conjure, mes compatriotes musulmans, criez le nom de l'homme qui a fait de vous des hommes majeurs, des hommes modernes, de l'homme qui vous conservera cette conquête par la présence définitive de la France, ici, votée par vous.

Crier « De Gaulle », c'est la paix, c'est l'union, c'est la fin du cauchemar d'aujourd'hui et de demain, c'est la réconciliation finale avec les Européens, c'est la grandeur de votre patrie, la petite qui est l'Algérie et la grande qui est la France.

Allons, libérez-vous ! Libérez-vous ! Libérez-vous, tous ensemble en criant partout, dans toute l'Algérie : « Vive De Gaulle ! »

Je m'adresse maintenant aux Européens d'Algérie, et avant tout, aux Algérois.

Si je dois rejoindre le général Challe à son nouveau P.C. pour retrouver, moi aussi, ma liberté de commandement, je vous laisse, Algérois, le dépôt le plus sacré qu'un homme puisse avoir : sa femme et ses enfants. Veillez sur Mathieu, mon dernier fils, je veux qu'il grandisse, symbole de l'indéfectible attachement de l'Algérie à la France. Ce dépôt sacré me donne le droit de vous parler de tout point, de toute ville d'Algérie, comme si je n'avais pas quitté Alger.

Et voilà ce que j'ai à vous dire.

Je m’adresse à vous, tout d’abord, Ortiz, Lagaillarde, et vous Sapin-Lignières, chef des U.T., et à tous ceux qui sont enfermés dans la faculté comme dans l’Alcazar de Tolède, prêts à mourir ; je crie à la métropole que je salue votre courage, enfants de la patrie. Eh bien, Ortiz, Lagaillarde, Sapin-Lignières et tous les autres, vous allez réussir ! Demain vous allez réussir si vous m’écoutez aujourd’hui.

Je m’adresse à vous aussi, représentants du peuple, sénateurs, députés, conseillers municipaux.

À vous, président Bouarahoua du Grand Alger,

À vous, les anciens combattants, Arnould, Mouchan, Martin et tous les autres,

À vous du patronat et de l’agriculture, monsieur Chollet, monsieur Lamy,

Je m'adresse à tous ceux qui m’ont vu, à tous ceux qui ne me connaissent pas, mais qui me savent Français, et maintenant Algérien,

À vous, foule d’Alger, peuple de Bab-el-Oued et de Belcourt, peuple d’El-Biar,

À vous encore, peuple de la Casbah et de tout le Grand Alger,

Vous ne m’avez pas aperçu ces jours-ci dans ces jours de crise, mais moi, j’ai vu vos visages : dans ce sursaut du désespoir, quelle tristesse, au lieu de la joie du 13 Mai, quelle tristesse devant les morts de dimanche, morts réunis maintenant pour le salut de l’Algérie, quelle tristesse profonde devant l’avenir, les risques immenses.

Oui, ces risques immenses, tous vous, les voyez et la vue claire de ces risques paralyse tout le monde, les enfermés des facultés, la troupe, officiers et soldats, la foule, les chefs ici, et Paris, frappé de stupeur, et la France, tremblante d’angoisse ; et dans les villes de l’intérieur, c’est la même tristesse aussi.

C’est la poudrière : un coup de feu, et tout s’écroule, tout est joué.

Qui va tirer ? Qui va tout faire s’écrouler ?

Et si c’était le F.L.N. ?

Non, non, ce serait trop affreux, l’Algérie et la France offertes, livrées ainsi et rendues à l’ennemi par une seule balle.

Moi-même, j’ai été comme frappé de paralysie, angoissé, torturé comme vous tous, avec le poids de la responsabilité en plus, et je voyais en face de mot, au P.C. Challe, le visage du commandant en chef angoissé, torturé entre l’unité de l’armée et l’unité de la France.

Quel choix ! Quel choix dramatique !

Alors, hier soir, tous les deux — l’équipe —, nous avons décidé en nous regardant les yeux dans les yeux, de sortir de cette paralysie, de poser un geste sauveur et pour cela, d’aller à un P.C. dans le bled, non pas pour vous fuir, non pas pour diviser l’Algérie, mais pour retrouver nos esprits, démêler cette suite terrible de malentendus et hurler la vérité.

Oui, hurler la vérité !

Mes frères d’Alger, le sort de l’Algérie, le sort de la France, le sort du monde libre peut-être, se jouent ici, dans ces jours. Si vous me suivez, Alger aura sauvé encore une fois l'Algérie, pour la troisième fois la France et — quelle gloire — peut-être l’Europe et l’Afrique.

Suivez-moi, je vous en supplie.

En plébiscitant tous ensemble De Gaulle et la France, vous vous délivrez du complexe de l’abandon, vous n’aurez plus peur d’un référendum, le F.L.N. va mourir et alors l’Algérie sera définitivement, mais librement, française.

En rejetant De Gaulle, vous vous perdez, vous perdez l’armée, et la France aussi.

En plébiscitant De Gaulle, qui ne demande que vos voix, vous sauvez l’armée et son unité, vous sauvez la France et son unité ; et vous forcez la France, à vous sauver. Vous gagnerez aussi la guerre d’Algérie, vous allez tuer le F.L.N., qui attend en ricanant dans l’ombre, vous allez le tuer en déterminant les musulmans, quand demain, si vous me suivez, ces musulmans croiront enfin qu’ils sont devenus vraiment nos égaux.

J’ai pris le risque terrible de déclencher la guerre civile en Algérie, pour éviter la sécession, le départ de De Gaulle, casser l’unité de pris avec, confiance, et j’avais le droit de le prendre en laissant ici ma femme et mes enfants — à Alger —, chair de moi-même qui veux vous sauver.

J’ai pris tous ces risques, parce que, je le répète, j’ai confiance ; j'ai confiance que vous me suivrez, que les barricades — dans lesquelles, par-dessus lesquelles, on rêve de s’embrasser, alors qu’on craint de se tuer —, que ces barricades vont tomber.

Allons, fraternisez, allons, fraternisons, en criant : « Vive De Gaulle ! Vive la France ! »

En tombant — ces barricades —, elles feront tomber votre peur, elles feront tomber l'angoisse de toutes les mères de france et d’Algérie.

Suivez-moi, je’vous en supplie, tout est si près d’être perdu, tout, l’Algérie„ et la France, et vos vies, Ortiz et Lagaillarde, vos vies dont la France a besoin. Tout ! et tout cependant peut être retrouvé, tout sera gagné.

Allons, je vous en supplie pathétiquement, si les musulmans se sont déterminés en criant « De Gaulle ! » — malgré vous peut-être, de leur plein gré en tout cas —, alors la politique de De Gaulle ne comporte plus de risques ; je vous en supplie, une dernière fois. Européens, musulmans, mes frères, criez tous ensemble, tous unis : « Vive De Gaulle ! Vive la France ! »

Demain, après-demain, dans quelques jours, si vous me suivez, je serai, Algérois, de nouveau parmi vous, ayant grâce à vous remis en ordre les affaires d’Algérie, pour que la France sauve et garde l’Algérie.

À l’appel du général Gracieux et de ses paras, demain, après-demain, si vous le voulez, Challe et Delouvrier seront à Alger.

Nous visiterons l’Alcazar des facultés, nous serrerons la main à Ortiz, à Lagaillarde et à vous, Sapin-Lignières, chef des U.T. — « rien n’est perdu pour un Français quand il rallie sa mère, la France », a dit le général De Gaulle dans la nuit de dimanche.

Nous irons ensemble au monument aux morts pleurer et prier les morts de dimanche, morts à la fois pour que l'Algérie soit française et pour que l'Algérie obéisse à De Gaulle.

Et le lendemain de ce jour faste, Challe et Delouvrier iront à Paris pour remettre sans conditions — on ne pose pas de conditions au chef de l'État —, pour remettre sans conditions l'Algérie à De Gaulle et à la France.

Voilà, j'ai fini, après ces journées harassantes.

Massu, le général Massu, qui est loyal, m'approuverait, n'est-ce pas, colonel Argoud ? D'ailleurs, il va m'approuver.

Challe et moi, nous avons mis, tout mis, dans cet effort : notre cerveau, notre cœur, notre âme, et ce plan est conforme à l'honneur.

Que Dieu nous garde et nous entende et qu'il sauve la France et l'Algérie.

Je donne l'ordre à toutes les autorités civiles et militaires de réaliser, par tous les moyens en leur pouvoir, de toutes les forces de leur âme, de réaliser ce plan sauveur, le seul plan sauveur.

À vous, Crépin.

À vous, Gracieux,

À vous, Argoud,

À vous, officiers S.A.S. et S.A.U.,

À vous, Segonzac et la jeunesse,

À vous, Germiny,

À vous, Bouarahoua,

À vous, Ben Keddache,

À vous, Saïah,

À vous tous, tous citoyens français d'Algérie,

Vive la France !

Références bibliographiques

H. ALLEG : *La Question* (Ed. de Minuit).
R. ARON : *Les Origines de la guerre d'Algérie* (Fayard).
R. ARON : *Nouveaux Grands Dossiers de l'Histoire contemporaine* (Libr. académique Perrin).
Aït AHMED : *La Guerre et l'après-guerre* (Ed. De Minuit).
COMITÉ AUDIN : *Sans commentaire* (Ed. de Minuit).
G. ARNAUD, J. VERGES : *Pour Djamila Bouhired* (Ed. de Minuit).
R. BARBEROT : *Malaventure en Algérie* (Plon).
Général BEAUFRE : *L'Expédition de Suez* (Grasset).
S. DE BEAUVOIR, G. HALIMI : *Djamila Boupacha* (N.R.F.).
M. BIGEARD : *Contre-guérilla* (Baconnier, Alger).
R. BUCHARD : *Organisation armée secrète* (A. Michel).
G. Buis : *La Grotte* (Julliard).
G. BOURGES : *L'Algérie à l'épreuve du pouvoir* (Grasset).
E. BEHR : *Dramatique Algérie* (Stock).
R. BONNAUD : *Itinéraire* (Ed. de Minuit).
M. et S. BROMBERGER : *Les 13 Complots du 13 Mai* (Fayard).
M. et S. BROMBERGER, G. ELGEY, J.-F.. CHAUVEL :*Barricades et Colonels* (Fayard).
S. BROMBERGER : *Les Rebelles algériens* (Plon).
M. BROMBERGER : *Georges Pompidou* (Fayard).
R. BURON : *Carnets politiques de la guerre d'Algérie* (Plon).
R. BURON : *Les Dernières Années de la IVe République* (Plon).
A. CAMUS : *Actuelles III* (Gallimard).
F. CARRERAS : *L'Accord F.L.N.-O.A.S.* (Laffont).
G. M. CHALLE : *Notre révolte* (Presses de la Cité).
J. CHARBY : *L'Algérie en prison* (Ed. de Minuit).
J. CHEVALIER : *Nous, Algériens* (Calmann-Lévy).
Y. COURRIÈRE : *Les Fils de la Toussaint* (Fayard).
Y. COURRIÈRE : *Le Temps des léopards* (Fayard).
M. DEBRÉ : *Ces princes qui nous gouvernent* (Plon).
M. DÉON : *L'Armée d'Algérie et la pacification* (Plon).
R. DAVEZIES : *Le Front* (Ed. de Minuit).
J. DOUXEY : *S.O.S. Algérie* (Aux Carrefours du Monde).
J.-C. DUCHEMIN : *Histoire du F.L.N.* (La Table Ronde).
A. DULAC : *Nos guerres perdues* (Fayard).
B. ETIENNE : *Les problèmes juridiques des minorités européennes au Maghreb* (C.N.R.S.).
J. FAUVET, J. PLANCHAIS : *La Fronde des généraux* (Arthaud).
G. ELGEY : *La République des illusions* (Fayard).
G. ELGEY : *La République des contradictions* (Fayard).
Général ELY : *Mémoires* (Plon).
Bernt ENGUELMANN : *Mes amis, les trafiquants d'armes* (Presses de la Cité).
F. FANON : *Sociologie d'une révolution* (Maspéro).
F. FANON : *Les Damnés de la terre* (Maspéro).
F. FANON : *L'An V de la révolution algérienne* (Maspéro).
J.-A. FOUCHER : *La Ve République* (Galic).
N. FAVRELIÈRE : *Le Désert à l'aube* (Ed. de Minuit).
J. FERNIOT : *De Gaulle et le 13 Mai* (Plon).
J. FERRANDI : *600 jours avec Salan et l'O.A.S.* (Fayard).
M. FERAOUN : *Journal* (Seuil).
Ch.-H. FAVROD : *Le F.L.N. et l'Algérie* (Plon).
A. FIGUERAS : *Salan* (La Table Ronde).
P.-M. DE LA GORCE : *De Gaulle entre deux mondes* (Fayard).
P.-M. DE LA GORCE : *La République et son armée*(Fayard).
R. HOLEINDRE : *Honneur ou Décadence* (Ed. du Fuseau).
R. JASSERON : *Wilaya Métro* (Les Presses du Mail).
G. JASSERON : *Les Harkis en France* (Ed. du Fuseau).
E. JOUHAUD : *O mon pays perdu !* (Fayard).
P. KESSEL, G. PIRELLI : *Le Peuple algérien et la guerre* (Maspéro).
C. et F. JEANSON : *L'Algérie hors la loi* (Le Seuil).
F. JEANSON : *Notre guerre* (Ed. de Minuit).
H. KERAMANE : *La Pacification* (La Cité).
J. LACOUTURE : *Cinq Hommes et la France* (Seuil).
P. LAFFONT : *L'Expiation* (Plon).
P. LAGAILLARDE : *On a'triché avec l'honneur* (La Table Ronde). A.

P. LENTIN : *Le Dernier Quart d'heure*(Julliard).
J. LE PRÉVOST : *La Bataille d'Alger* (Baconnier-Alger).
P. LEULIETTE : *Saint Michel et le Dragon* (Ed. de Minuit).
A. MANDOUZE : *La Révolution algérienne par les textes*(Maspéro).
F. MAURIAC : *Bloc-Notes 1952-1957* (Flammarion).
MORLAND, BARANGER, MARTINEZ : *Histoire de l'Organisation de l'armée secrète* (Julliard).
R. MERLE : *Ahmed Ben Bella* (N.R.F.).
V. MONTEIL : *Soldat de fortune* (Grasset).
R. MURPHY : *Un diplomate parmi les guerriers* (Laffont).
P. NORA : *Les Français d'Algérie* (Julliard).
J. ORTIZ : *Mes combats* (Pensée Moderne).
T. OPPERMANN : *Le Problème algérien* (Maspéro).
A. OUZEGANE : *Le Meilleur Combat* (Julliard).
H. PAJAUD : *La Révolution d'Alger* (Les 4 Fils Aymon).
C. PAILLAT : *Dossiers secrets de l'Algérie* (Presses de la Cité).
A. PASSERON : *De Gaulle parle* (Plon).
M. PEJU : *Le Procès Jeanson* (Maspéro).
G. PÉRIOT : *Deuxième Classe en Algérie* (Flammarion).
G. PERRAULT : *Les Parachutistes* (Seujl).
A. RAHMANI ; *L'Affaire des officiers algériens* (Seuil).
P. RIBEAUD : *Barricades pour un drapeau* (La Table Ronde).
P. ROUANET : *P. Mendès-France au pouvoir*(Laffont).
J. ROY : *La Guerre d'Algérie* (Julliard).
J. ROY : *Autour du Drame* (Julliard).
P. ROSTAGNY : *La Grande Honte* (V. Gonzalès-MadridL
P. SERGENT : *Ma peau au bout de mes idées* (La -Table Ronde).
J.-J. SERVAN-SCHREIBER : *Lieutenant en Algérie* (Julliard).
J. SERVIER : *Adieu, djebel* (France-Empire).
J. SERVIER : *Les Portes de Vannée* (Laffont).
J. SOUSTELLE : *Aimée et Souffrante Algérie* (Plon).
J. SOUSTELLE : *L'Espérance trahie* (La Table Ronde).
R. STÉPHANE, R. DARBOIS : *Mémoires de notre temps* (Calmann-Lévy).
P.-H. SIMON : *Contre la torture* (Seuil).
P.-H. SIMON : *Portrait d'un officier* (Seuil).
J.-J. SUSINI : *Histoire de l'O.A.S.* (La Table Ronde).
A. TALEB : *Lettres de prison* (Sned).
L. TERRENOIRE : *De Gaulle et l'Algérie* (Fayard).
G. TILLION : *Les Ennemis complémentaires* (Ed. de Minuit).
J.-R. TOURNOUX : *L'Histoire secrète - Secrets d'États* (Plon).
J.-R. TOURNOUX : *La Tragédie du Général* (Plon).
R. TRINQUIER : *Le Coup d'État du 13 Mai* (L'Esprit nouveau).
P. VIDAL-NAQUET : *L'Affaire Audin* (Ed. de Minuit).
P. VIDAL-NAQUET : *La Raison d'État* (Ed. de Minuit).
J. VERGES, M. ZAVRIAN, M. COURREGÉ : *Les Disparus* (La Cité- Edit.).
Yacef SAADI : *Souvenirs de la Bataille d'Alger* (Julliard).
Le Sous-Développement en Algérie (Etudes du secrétariat social. Alger).
La Cohabitation en Algérie (Etudes du secrétariat social. Alger).
La Gangrène (Ed. de Minuit).
Procès de l'attentat du Petit-Clamart (Albin Michel).
Procès d'Edmond Jouhaud (Albin Michel).
Procès de Raoul Salan (Albin Michel).
Revue *Simoun*, n° 32 (Ch. Poncet).
La Nouvelle Revue Critique, n° 107.
L'Année politique : 1955-1956-1957-1958-1959-1960 (Presses Universitaires de France).
Collections du *Monde, l'Echo d'Alger, l'Express, Paris-Match, El-Moudjahid*.
Documents privés.
J. CAHEN et M. POUTEAU : *Una resistenza incompiuta* (Il Saggiatore).

A gauche, la fuite vers Tunis (à g. : Ben Tobbal, à dr. : Krim Belkacem).



Ci-dessous, le premier convoi d'armes envoyé par Ouamrane (au centre) aux maquis de l'intérieur.

L'état-major de la willaya 2 (Constantinois).
(En calot, à droite : Ben Tobbal. A sa gauche, son successeur à la tête de la willaya : Ali Kafi.)





Les photos ne portant pas de mention particulière nous ont été obligeamment prêtées par l'auteur.



A droite, le « général » Bellounis.

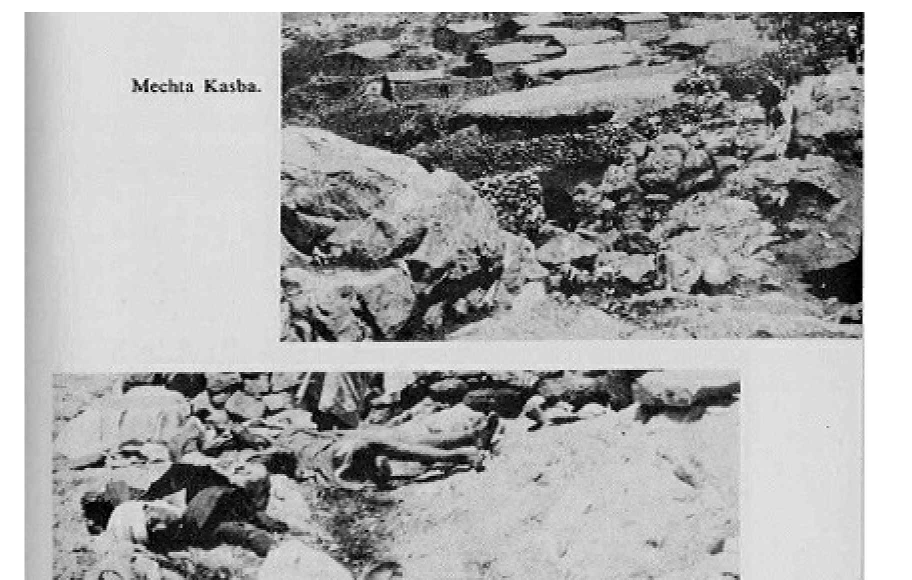
Son « armée ».



Ci-dessous, charnier des troupes bellounistes découvert par le 3e R.P.C. du colonel Trinquier.

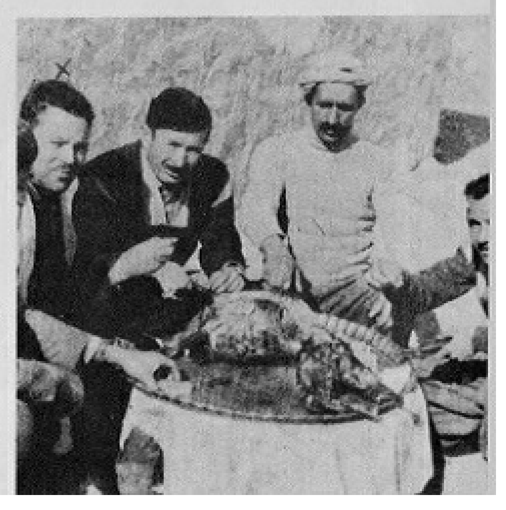


Mechta Kasba.



Ci-dessus, les cadavres découverts par le capitaine Combette.

A droite, Si Chérif (x) dans le Sud avant son ralliement.



Page suivante, version de la mort de Abane par le *Moujahid*, organe officiel du F.L.N. (collection de l'auteur).

LA RÉVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE

1.305ème jour de la Révolution Algérienne

EL MOUDJAHID

Organe Central du Front de Libération Nationale Algérienne

Numéro 24
29 Mai 1958

Prix : 30 francs

ABBANE RAMDANE EST MORT AU CHAMP D'HONNEUR



Le Front de Libération Nationale a la douleur d'annoncer la mort du frère Abbane Ramdane, décédé sur le sol national des suites de graves blessures reçues au cours d'un accrochage entre une Compagnie de l'Armée de Libération Nationale chargée de sa protection et un groupe motorisé de l'Armée française.

C'est en décembre 1957 que le frère Abbane Ramdane s'était chargé d'une mission importante et urgente de contrôle à l'intérieur du pays. Il réussissait à franchir avec beaucoup de difficultés les barrages de l'ennemi pour parvenir aux lieux qu'il s'était assignés. Sa mission se déroulait lentement et sûrement. Avec cette conscience et cette volonté que nos djounoude ont eu si souvent l'occasion d'apprécier, Abbane poursuivait sa tâche journellement. Contactant inlassablement l'Armée et les commissaires politiques, il parcourait les zones dans tous les sens, entouré de l'affection et de l'admiration de tous ses frères. Une compagnie de djounoude était spécialement chargée de sa protection et rien ne laissait prévoir l'accident brutal qui devait l'arracher à la ferveur de l'Algérie combattante.

Malheureusement, dans la première quinzaine d'avril, un violent accrochage entre nos troupes et celles de l'ennemi devait mettre la compagnie de protection de notre frère Abbane dans l'obligation de participer à l'engagement. Au cours du combat qui dura plusieurs heures, Abbane fut blessé. Tout laissait espérer que ses blessures étaient sans gravité. Entouré de soins vigilants, nous espérions que la constitution robuste de Abbane finirait par l'emporter. Pendant des semaines nous sommes restés sans nouvelles, persuadés cependant qu'il triompherait une fois encore de l'adversité. Hélas ! une grave hémorragie devait lui être fatale.

C'est la triste nouvelle qui vient de nous parvenir.

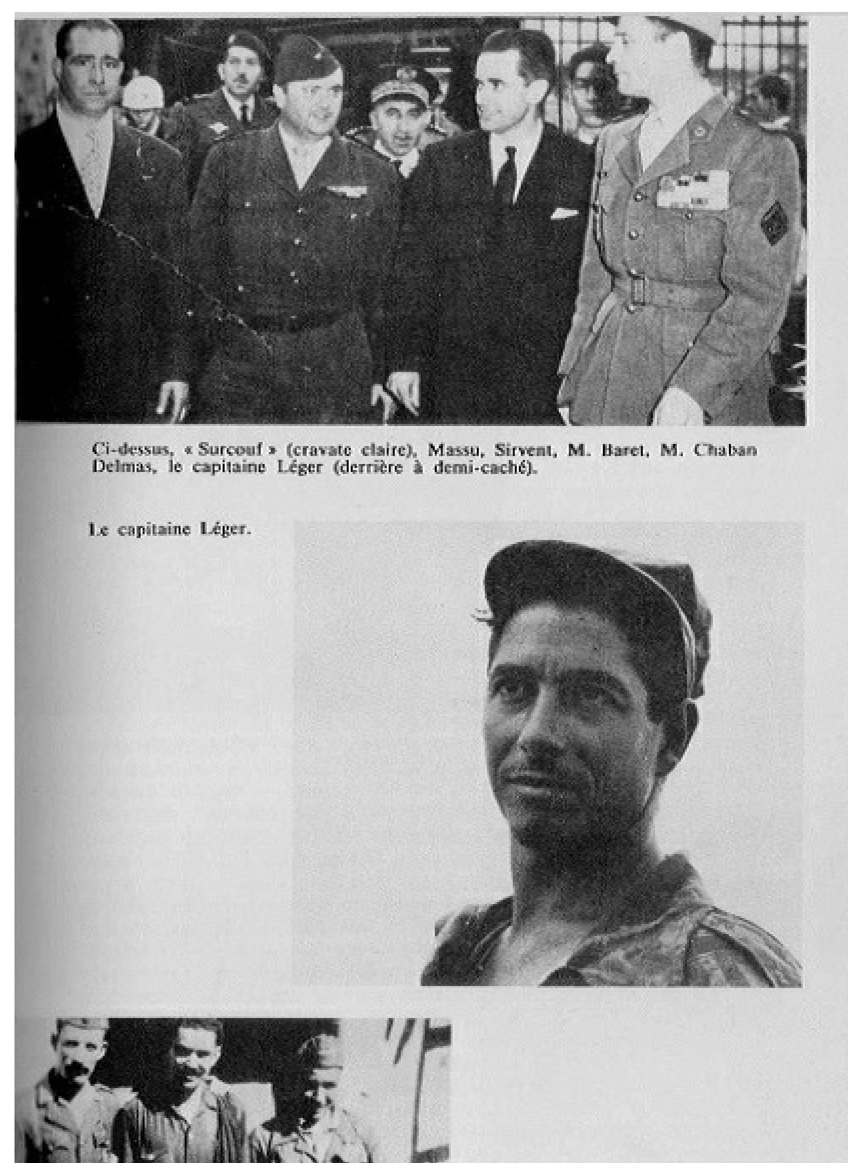
La belle et noble figure de Abbane Ramdane, son courage et sa volonté ont marqué les phases essentielles de la lutte du peuple algérien.

Né en 1919, ancien élève du collège de Blida, doué d'une solide culture, il était dès 1946 membre du M.T.L.D. Il se distinguait rapidement par ses qualités d'organisateur, devenait membre du comité central et chef de la wilaya de l'Est (à l'époque du Nord-Constantinois). Impliqué dans le « complot » dit du Constantinois, il était arrêté et condamné à six ans de prison. En 1950. Son comportement courageux au cours de sa longue détention devait entraîner pour lui des déplacements continuels. Commençait alors un long périple dans les prisons centrales de France et d'Algérie.

Libéré en février 1955, il entrait immédiatement au Front de Libération Nationale dont il devenait rapidement un membre dirigeant. A ce titre, il participait à l'organisation du congrès de la Soummam (août 1956). Désigné comme membre du Comité de Coordination et d'exécution, il s'installait à Alger. Avec les autres frères, il menait « la bataille d'Alger », de décembre 1956 à mars 1957. Echappant de justesse au général Massu, il quittait l'Algérie pour participer à la Conférence du Caire en août 1957.

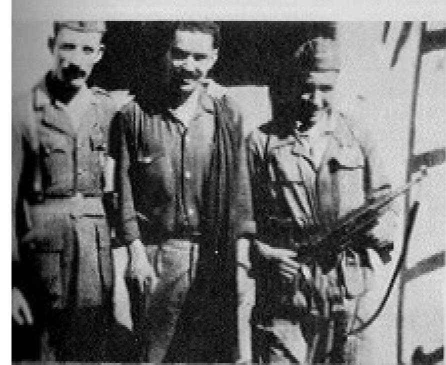
Le Front de Libération Nationale perd un de ses meilleurs organisateurs et l'Algérie combattante un de ses enfants les plus valeureux.

Nous pleurons un frère de combat dont le souvenir saura nous guider.



Ci-dessus, « Surcouf » (cravate claire), Massu, Sirvent, M. Baret, M. Chaban Delmas, le capitaine Léger (derrière à demi-caché).

Le capitaine Léger.



A gauche, le colonel Amirouche et son ami le docteur Laliam (au centre).



Une victime de la « bleuïte » soignée par un infirmier para.

t et Armée de Libération
Nationale -

Le 14 Octobre 1957.

Frère Si Safi

liaison envoyée par vous est
uée et je vous réponds sur
heure. D'abord, je dois vous
e qu'il a été correspondu à
da (ces) avant son arresta-
ion plusieurs lettres en particulier
une adressée par le Comman-
dant Amirouche. Les frères Moh
Seghir, Bellafreh, Mahieddine
et Khélifa étaient près pour
rencontre avec des frères de Wilaya
mais l'arrestation du frère
Reda a tout gâché car
elle a eu pour conséquence
de couper les
contacts en
effet la liaison
d'Alger qui
était en contact

Lettre venant de la willaya 3 et marquant le début de la « bleuïte ».



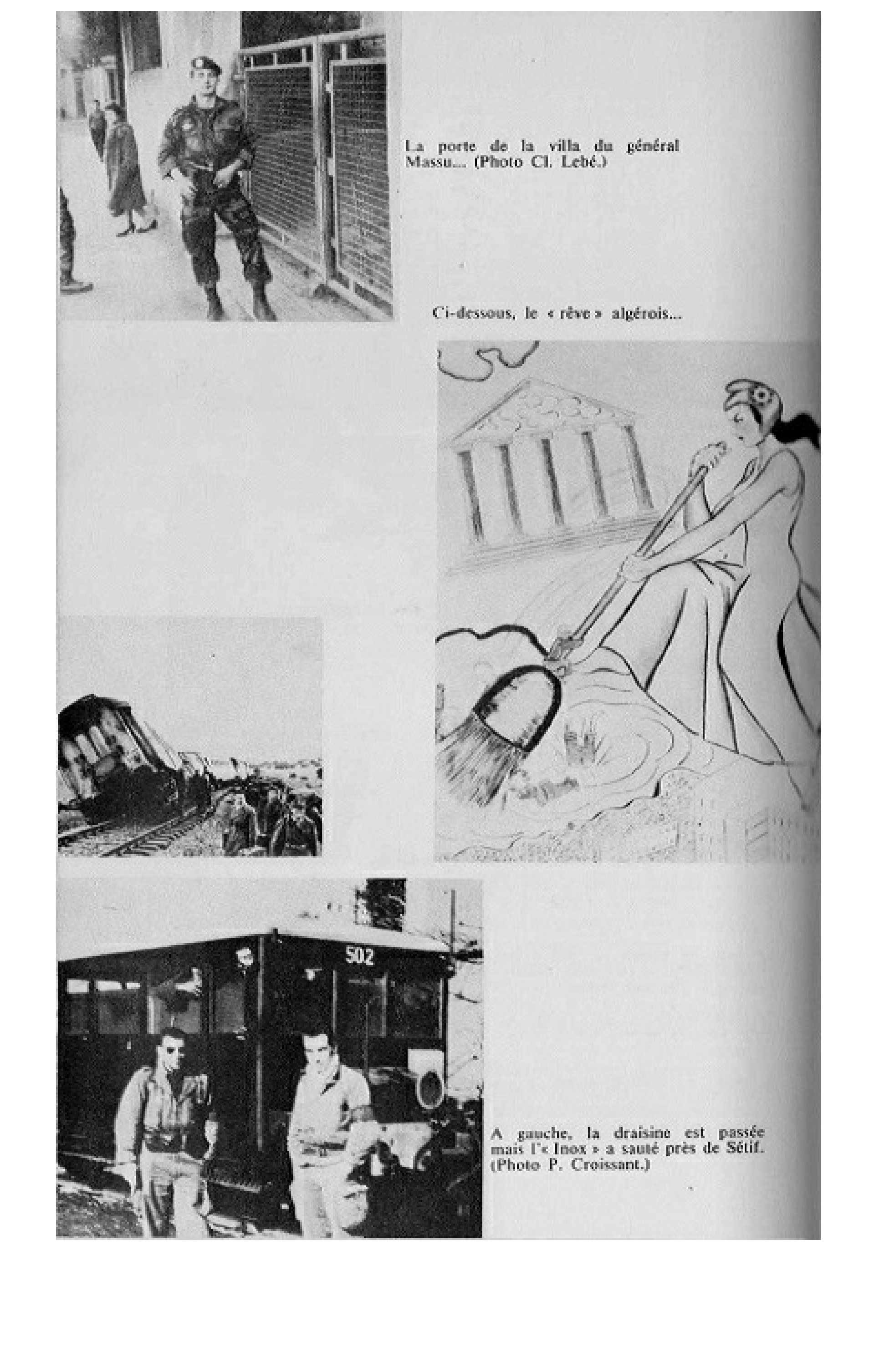


En haut, le bureau de Salan au 13 Mai. De g. à dr. : Massu, Delbecque, X, Jouhaud, Salan.

Ci-dessus, au balcon du « 13 Mai ». De g. à dr. : Soustelle, Allard, Salan, Jouhaud.

A droite, le Forum en délire.





La porte de la villa du général Massu... (Photo Cl. Lebé.)

Ci-dessous, le « rêve » algérois...

A gauche, la draisine est passée mais l'« Inox » a sauté près de Sétif. (Photo P. Croissant.)

ARMÉE DE LIBÉRATION NATIONALE ALGÉRIENNE
Bureau Central du Caire

FRONT DE LIBÉRATION NATIONAL ALGÉRIEN
المكتب المركزي بالقاهرة

DEPARTEMENT DE L'ARMEMENT ET DU RAVITAILLEMENT GENERAL

RAPPORT AU C.C.E.

L'heure est grave.

La Révolution Algérienne qui avait en peu de temps e
tout le pays et bouleversé le dispositif politico-militai
lonialiste suscitant ainsi l'admiration du monde entier, c
Révolution marque le pas et faut-il même reconnaître qu'e
regresse.

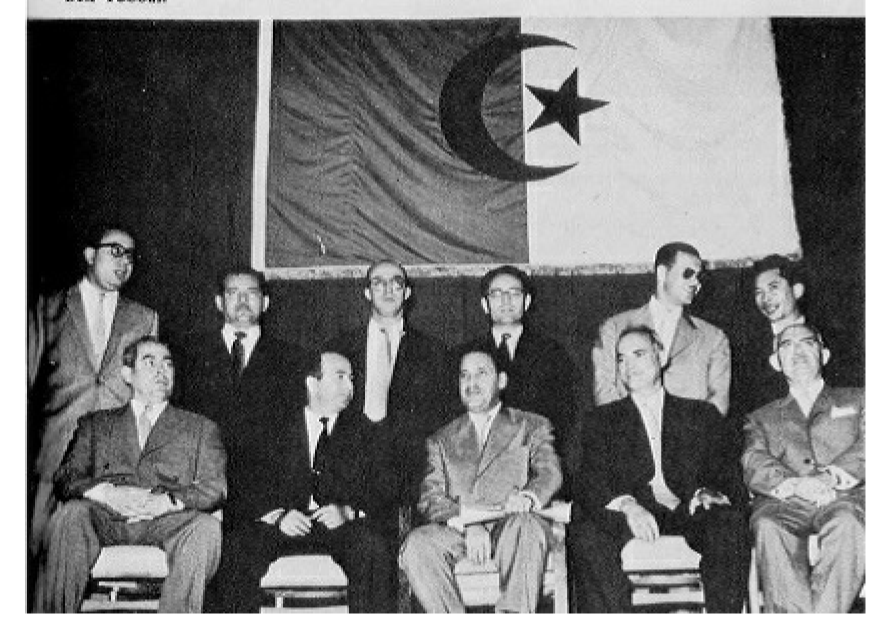
I.- SITUATION:

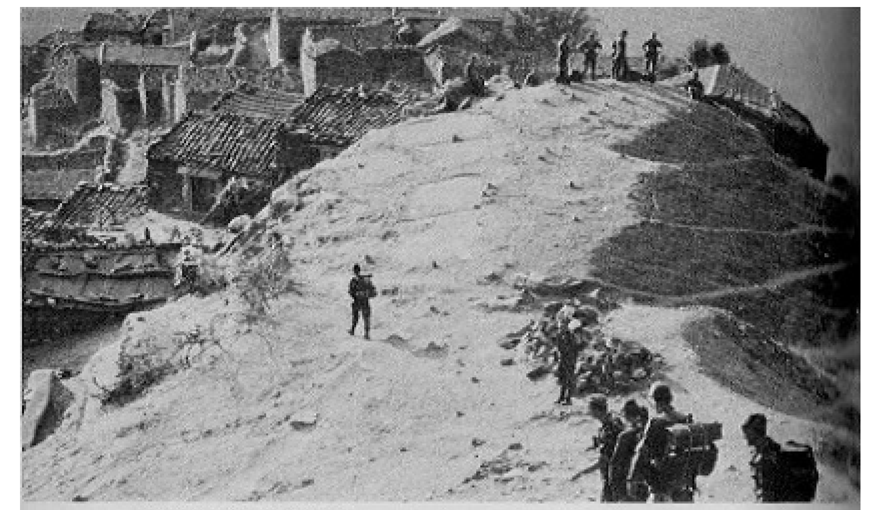
A.- SITUATION INTERIEURE

1°/ Aspect Militaire:

Rapport secret au C.C.E. : l'heure est grave.

Le premier G.P.R.A. Assis, de g. à dr. : Francis, Krim, Abbas, Lamine, Tewfik El Madani ; debout : Yazid, Mahmoud Cherif, Mehri, Benkhedda, Boussouf, Ben Tobbal.





Le 3 en action en Kabylie.





Ci-dessus, à gauche : Boumediene et Azzedine à l'état-major de l'Ouest, à droite : Si M'Hamed, chef de la willaya 4.

Ci-dessous, le Bachaga Boualem et le colonel Trinquier patron du 3 (3ᵉ R.P.C. devenu 3ᵉ R.P.I.M.A.).





Challe et Delouvrier. (Photo Keystone.)



Gardes. (Photo Keystone.)



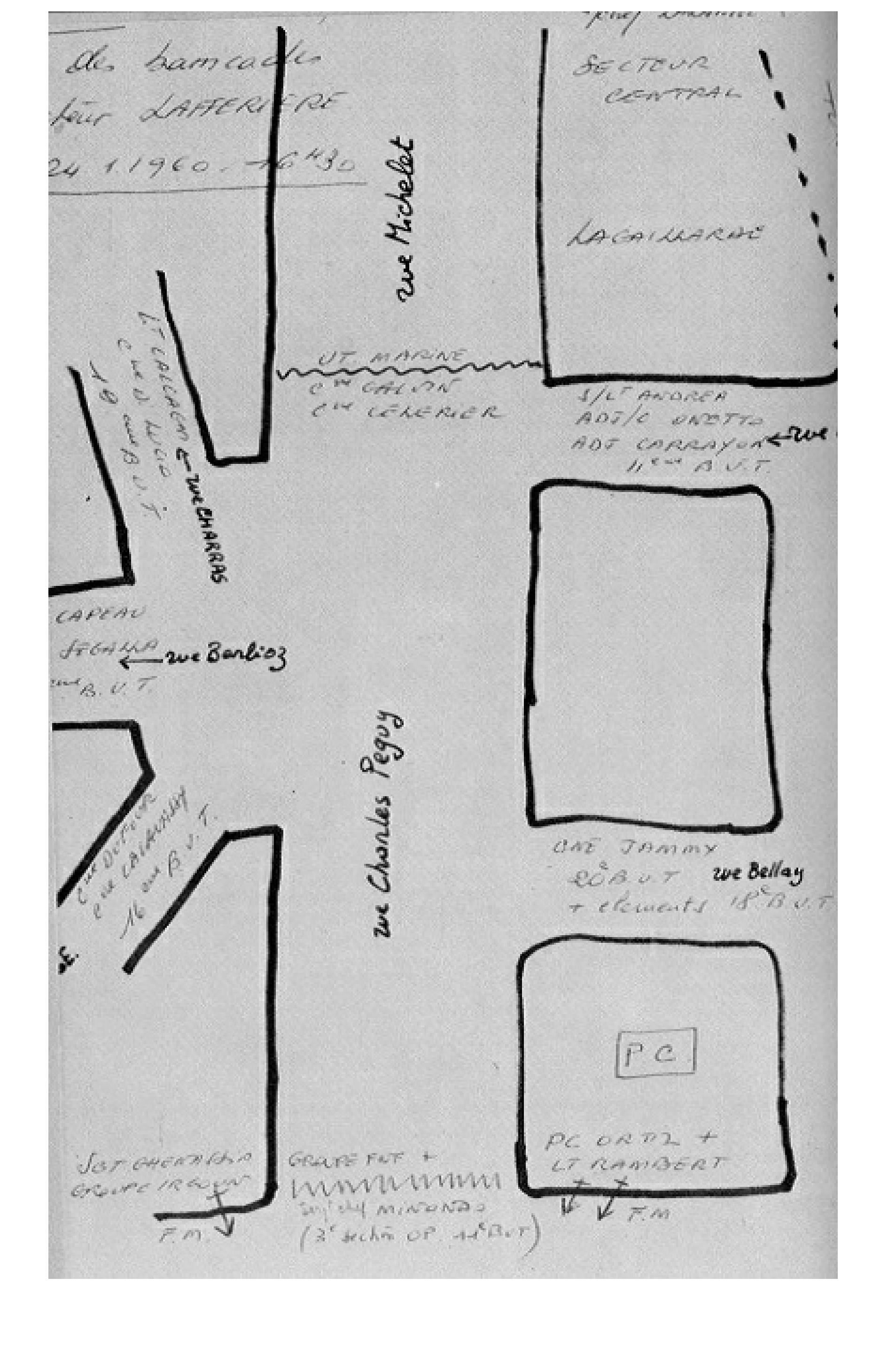
P. Lagaillarde et Jo Ortiz au « balcon » du boulevard Laferrière. (Photo Keystone.)

Ci-dessous, la tournée des popotes. A gauche (lunettes noires), le colonel Buis. Au centre, le général de Gaulle. A droite, le général Challe.



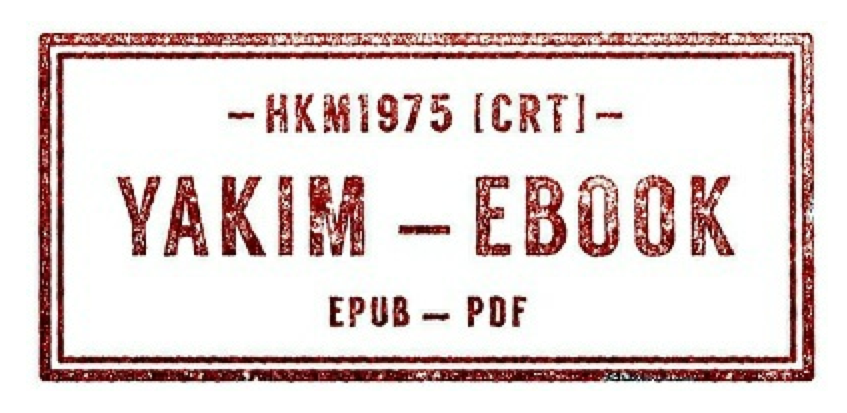
Argoud.





des barricades
24.1.1960 - 16h30
rue Michelet
SECTEUR
CENTRAL
LAGAILLARDE
LT MARINE
S/LT ANDREA
ADJ/C ONETTO
ADJ CARRAYON
11e B.U.T.
rue CHARRAS
CAPEAU
rue Berlioz
B.U.T.
rue Charles Peguy
CNE JAMMY
20e B.U.T.
rue Bellay
+ éléments 18e B.U.T.
P.C.
PC ORTIZ +
LT RAMBERT
F.M.
F.M.

MISE EN PAGE ÉLECTRONIQUE [Epub] :



– ACHEVÉ D'IMPIMER –
LE 14 MARS 1983 SUR LES PRESSES DE
CARLO DESCAMPS CONDE - SUR - L'ESCAUT
POUR LE COMPTE DE LA LIBRAIRIE
ARTHÈME FAYARD
75, RUE DES SAINTS-PÈRES
PARIS VIe

ISBN / 2-213-00580-X
N° d'éditeur : 6569
Dépôt légal : mars 1983
N° d'impression : 2991
Imprimé en France

Les notes :

PREMIERE PARTIE : **Le dernier quart d'heure**

{1} . Voir *les Fils de la Toussaint* (Fayard éditeur).

{2} . Voir *le Temps des léopards* (Fayard éditeur).

{3} . *Les crimes sanglants d'Amirouche avaient même été évoqués et condamnés lors du congrès de la Soummam. Voir le Temps des léopards.*

{4} . *Officiers de renseignement.*

{5} . *Pluriel : moussbilin. Volontaire agissant en général dans sa région mais sans faire partie d'un groupe armé. Il est habituellement chargé du ravitaillement et du renseignement des unités de l'A.L.N.*

{6} . *Voir, dans le Temps des léopards, le récit complet de la « bataille d'Alger » (janvier-octobre 1957).*

{7} . *Voir les Fils de la Toussaint.*

{8} . Conversation citée par R. Tournoux dans *la Tragédie du Général.*

{9} . *Organisation politico-administrative du F.L.N.*

{10} . *Voir les Fils de la Toussaint.*

{11} . *Voir le Temps des léopards.*

{12} . Régiment « action » du S.D.E.C.E.

{13} . Personnel féminin de l'armée de terre.

{14} . Dont il parle dans son introduction à *Un Américain bien tranquille.*

{15} . Conseil de village.

{16} . Voir *le Temps des léopards.*

{17} . Pseudonyme donné par l'auteur pour protéger l'anonymat d'un homme qui vit encore en Algérie.

{18} . Groupes armés.

{19} . Véritable nom de Bellounis, né à Bordj-Menaïel en 1912. Il avait donc quarante-cinq ans à l'époque de son ralliement.

{20} . Milice locale armée, placée sous les ordres des officiers S.A.S.

{21} . Chef local F.L.N.

{22} . Voir *les Fils de la Toussaint.*

{23} . Lorsqu'il fut fait prisonnier par le colonel Trinquier en novembre 1958, les infirmiers qui soignèrent sa blessure, au bras gauche cette fois, relevèrent sur son corps douze cicatrices par balles. Azzedine avait recouvré l'usage de son bras droit !

{24} . Voir *le Temps des léopards.*

{25} . Voir *les Fils de la Toussaint.*

{26} . Voir *le Temps des léopards.*

{27} . Ces commandos, d'une centaine d'hommes très entraînés, étaient équipés du meilleur matériel, bénéficiaient des tenues les plus confortables et de l'armement le plus moderne.

{28} . Sorte de supplétifs « fondus » dans la population mais capables de répondre au moindre appel, armés de fusils de chasse.

{29} . Organisation politico-administrative dont la révolution a doté chaque douar, chaque village, et qui sera en 1958 le principal objectif de l'armée française.

{30} . Guerre sainte.

{31} . Voir *le Temps des léopards.*

{32} . Voir *le Temps des léopards.*

{33} . Dont le rôle au Caire était de trouver des armes. Il n'était chargé que de cette mission.

{34} . Voir *tes Fils de la Toussaint.*

{35} . Voir *le Temps des léopards.*

{36} . Voir *le Temps des léopards.*

{37} . Voir *le Temps des léopards.*

{38} . 220 000 francs par an pour 240 000 en métropole. 3 p. 100 des pieds-noirs avaient un niveau moyen cinq fois supérieur à la moyenne du niveau de vie métropolitain, 25 p. 100 un niveau sensiblement égal et 72 p. 100 un niveau de vie 15 à 20 p. 100 inférieur à celui des métropolitains pour une catégorie sociale correspondante (Bruno ETIENNE : Statistiques du C.N.R.S. Aix-en-Provence).

{39} . Unités territoriales. Civils européens accomplissant quelques jours de service tous les mois. Ils dégageaient ainsi l'armée de certaines tâches de surveillance.

{40} . Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.

{41} . Groupement de commandos mixtes aéroportés.

{42} . Voir le récit de la « bataille d'Alger » dans *le Temps des léopards.*

{43} . Village kabyle.

{44} . Zone autonome d'Alger.

{45} . Renseignement et liaison.

{46} . Voir *le Temps des léopards.*

{47} . I.G.A.M.E. : inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire.

{48} . Rapporté par la presse algéroise.

{49} . M.T.L.D. de Messali Hadj. Voir *les Fils de la Toussaint.*

{50} . Ce dialogue ainsi que les circonstances de la mort d'Abane sont tirés du seul document existant sur ce fait mystérieux révélé ici pour la première fois. Il s'agit d'un rapport ultra-secret envoyé aux membres du C.C.E. et rédigé par l'un d'eux le 15 août 1958 à Tunis. L'auteur a pu compléter sa documentation sur ce sujet épineux grâce aux récits recoupés de Krim, Ben Tobbal, Ouamrane, Mahmoud Chérif et Boussouf. Il eut la possibilité de s'en faire confirmer personnellement certains points lors de ses dernières rencontres avec les survivants du C.C.E. de l'époque.

{51} . Siège du S.D.E.C.E. à Paris (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage).

{52} . Service de renseignements.

{53} . Les noms des agents du S.D.E.C.E. sont des pseudonymes donnés par l'auteur à la demande de ses informateurs, tous anciens du Service désirant conserver l'anonymat. Les noms véritables cités sont ceux d'agents « grillés » dont l'identité est de notoriété publique ou a été dévoilée lors d'affaires qui ont défrayé la chronique.

{54} . Voir *le Temps des léopards.*

{55} . À ne pas confondre avec Bachir Boumaza, futur ministre de l'Information.

{56} . Cité par le journaliste allemand Bernt Engelmann, dans la meilleure enquête de l'avis même des spécialistes français du S.D.E.C.E., publiée sur les rapports entre trafiquants allemands et F.L.N. : *Meine Freunde die Waffenhandler.*

{57} . Service action.

{58} . Voir *le Temps des léopards.*

{59} . H.L.L. : Hors-la-loi. Abréviation militaire française pour désigner les hommes de l'A.L.N.

{60} . Voir *le Temps des léopards.*

{61} . Voir *les Fils de la Toussaint.*

{62} . Commandement opérationnel militaire.

{63} . Montant du « prêt » quotidien des jeunes appelés de deuxième classe.

{64} . Voir *le Temps des léopards.*

{65} . Voir *les Fils de la Toussaint.*

{66} . Général en argot militaire.

DEUXIEME PARTIE : **L'illusion**

{1} . Voir *le Temps des léopards.*

{2} . Voir *le Temps des léopards.*

{3} . Première bombe ayant explosé à Alger. Elle avait été posée dans la Casbah par un groupe antiterroriste européen et avait fait soixante-douze morts musulmans.

{4} . Voir *le Temps des léopards.*

{5} . Cité par S. et M. Bromberger dans : *les 13 Complots du 13 Mai.*

{6} . Voir *le Temps des léopards.*

{7} . Il faudrait un livre pour démontrer la multiplicité des complots et préparatifs en métropole. Il a déjà été écrit plusieurs fois. Nous n'y reviendrons pas. Le lecteur intéressé par cet imbroglio pourra choisir parmi les excellents ouvrages écrits sur ce sujet et cités en références bibliographiques.

{8} . L'expression est de Salan. Extrait d'une conversation téléphonique entre le commandant en chef et le général Ely, chef d'état-major général des armées.

{9} . Une nouvelle fois fauteur signale qu'il lui est impossible d'étudier dans le détail le déroulement de ces divers complots qui exigeraient un ouvrage particulier. Pas plus qu'il ne retracera l'historique des contacts entre le gouvernement, les socialistes, Antoine Pinay et le général de Gaulle. Le lecteur intéressé pourra se reporter aux ouvrages cités en références bibliographiques, en particulier les excellents récits de S. et M. Bromberger : *les 13 Complots du 13 Mai* (Fayard), et de J. Ferniot : *De Gaulle et le 13 Mai* (Plon).

{10} . Récit rapporté par le général Dulac dans *Nos guerres perdues* (Fayard).

{11} . Abane avait accusé Ouamrane d'avoir joué un rôle actif dans une affaire de mœurs.

{12} . Hors-la-loi. Appellation officielle des *djounoud* abattus.

{13} . Voir *le Temps des léopards.*

{14} . Voir *le Temps des léopards.*

{15} . Voir *le Temps des léopards.*

{16} . F. Jeanson : *Notre combat* (Ed. de Minuit). J. Charby : *l'Algérie en prison* (même éd.). R. Davezies : *le Front* (même éd.).

{17} . Information exclusive, en argot de presse.

TROISIEME PARTIE : **L'angoisse**

{1} . *Distinguished Service Order*, une des plus importantes décorations militaires anglaises.

{2} . *1er bureau :* Personnels. Effectifs. 2e *bureau :* Renseignement sur l'ennemi. 3e *bureau* Opérations. Plans. 4e *bureau :* Logistique. Ravitaillement. Matériel.

QUATRIÈME PARTIE : **La révolte**

{1} . Morland, Barangé, Martinez : *Histoire de l'O.A.S.*, Julliard éditeur.

{2} . Je collectionnerai par la suite les laissez-passer de toutes les couleurs et de toutes les signatures !

{3} . L'auteur ne prétend pas raconter par le menu les centaines de contacts ni les multiples missions effectuées par des intermédiaires des deux camps entre le 25 janvier et le 1er février. Tout comme pour le 13 Mai le récit complet de la période des Barricades exigerait un volume entier. Le lecteur intéressé par la chronologie détaillée de cette semaine pourra se reporter aux ouvrages cités en références bibliographiques et en particulier à l'excellent ouvrage de S. et M. Bromberger : *Barricades et Colonels* (Fayard).

{4} . Voir en annexe le texte original et complet du discours de M. Delouvrier.